Université Bordeaux Montaigne

École Doctorale Montaigne Humanités (ED 480)

THÈSE DE DOCTORAT EN « HISTOIRE CONTEMPORAINE »

La National Endowment for Democracy

La pratique de l'exportation de la démocratie par les États-Unis 1983-2000

Présentée et soutenue publiquement le 27 octobre 2021 par

Mélina AGRICOLE

Sous la direction de **Sébastien-Yves LAURENT**

Membres du jury

M. François DAVID	Professeur Université du Littoral-Côte d'Opale
M. Pierre BOURGOIS	Maître de conférences Université catholique de l'Ouest
M. Eric DUBESSET	Professeur Université de Bordeaux
M. Alexandre RIOS-BORDES	Maître de conférences Université Paris 7 – Paris Diderot
M. Sébastien-Yves LAURENT	Professeur, Vice-Président Recherche/Enjeux de société, Université de Bordeaux

Remerciements

Je souhaite tout d'abord remercier Monsieur Sébastien-Yves Laurent, mon directeur de thèse et avant cela, mon professeur de Master qui m'a donné le goût de la recherche et l'encouragement nécessaire pour me lancer dans l'aventure de la thèse. Ses conseils et sa disponibilité ont été précieux à la réalisation de ce travail.

J'adresse également ma gratitude aux membres de l'école doctorale Bordeaux Montaigne, pour leur accompagnement, leur engagement et leur disponibilité pendant toutes ces années de doctorat. Je remercie également les membres de mon comité de suivi pour leur bienveillance, Mr Xavier Prévost, Mr Nader Hakim et Mme Carole Bergerot.

Je tiens à remercier vivement Sylvain Gaillaud pour sa disponibilité et ses relectures pertinentes, Hugo Meijer pour ses relectures et son expertise, et Tristan Berger, pour ces nombreux commentaires. Leur esprit critique a considérablement amélioré ce travail. Je remercie également Thomas Medvetz de m'avoir autorisée à utiliser son travail, ainsi que Malo Vinesse, pour son partage de sources précieux. Je tiens également à remercier les membres du jury d'avoir accepté de passer cette thèse au crible de leur expertise.

La réalisation d'une enquête de terrain, qui fut très bénéfique à ce travail, a été permise grâce à une bourse de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale.

Enfin, je souhaite remercier les membres de ma famille, pour leur soutien indéfectible.

À mon père

Table des sigles

AAFLI : Asian-American Free Labor Institute
AALC : African-American Labor Center
ACDA : US Arms Control and Disarmament Agency
ACILS : American Center for International Labor Solidarity
AFL-CIO : American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations
AIFLD : American Institute for Free Labor Development
APEC : Asia Pacific Economic Cooperation
APF : American Political Foundation
ASEAN : Association des Nations de l'Asie du Sud-Est
CAPEL : Centre d'assistance et de promotion électorales de l'Institut interaméricain des droits de l'Homme
CDM : Coalition for a Democratic Majority
CEI : Communauté des États indépendants
CEJOF : Center for Youth Development (Nicaragua)
CFR : Council on Foreign Relations
CIA : Central Intelligence Agency
CIPE : Center for International Private Enterprise
COMECON : Council for Mutual Economic Assistance
CPD : Committee on the Present Danger
CSCE : Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
NSC : National Security Council
DOS : Department of State
DRL : Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor
EGO : Extra-government organization
ESF : Fond de Soutien Économique (Economic Support Fund)
FEDEM : Fonds Européen pour la Démocratie (European Endowment for Democracy (EED) en anglais)
FOIA : Freedom of Information Act
FSA : Freedom Support Act
FTUI : Free Trade Union Institute
GAO : General Accounting Office
GDF : Glasnost Defence Foundation
IAC : International Advisory Committee (Journal of Democracy)
IADF : Inter-American Association for Democracy and Freedom
ICA : International Communications Agency
ICBM : Intercontinental ballistic missile
ICFTU : International Confederation of Free Trade Unions
IDEE : Institute for Democracy in Eastern Europe
IDS : Initiative de défense stratégique
IFDS : International Forum for Democratic Studies
IMET : International Military Education and Training
IPC : International Political Committee
IPCE : Institute for Electoral Promotion and Training
IRI : International Republican Institute
ISL : International Socialist League
JOD : *Journal of Democracy*
KABATID : Women's Movement for the Nurturing of Democracy (Philippines)
MFN : Most Favored Nation
NAMFREL : National Movement for Free Election (Philippines)
NDI : National Democratic Institute

NDIIA : National Democratic Institute for International Affairs
NDPB : Non-departmental public bodie
NDRI : Network of Democracy Research Institute
NED : National Endowment for Democracy
NLD : (Birmanie) National League for Democracy
NPA : New People's Army (Philippines)
NSC : National Security Council
NSDD : National Security Decision Directive
NSD : National Security Decision Directive
NTR : Normal Trade Relations
ODIHR: Office of Democratic Institutions and Human Rights
OAU: Organization of African Unity
OAS: Organization of American States
OEA : Organisation des États Américains
OFDA : Office of U. S. Foreign Disaster Assistance
ONU : Organisation des Nations Unies
ORIT : Organizacion Regional Inter-Americana de Trabajadores
OSCE : Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
OTAN : Organisation du Traité Atlantique Nord
PRODEMCA : Friends of the Democratic Center in Central America
QUANGO : quasi nongovernmental organization
RFE : Radio Free Europe
SALT : Strategic Arms Limitation Talks
SD-USA : Social Democrats-USA
SEED: Support for East European Democracy
SLORC : (Birmanie) Conseil d'État pour la restauration de la loi et de l'ordre
SPG : Special Planning Group
SP-SDF : Socialist Party of America-Social Democratic Federation
TAF : The Asia Foundation
TNP : Traité de non-prolifération nucléaire
TUCP : Trade Union Congress of the Philippines
UFD : Union des forces démocratiques (Bulgarie)
UNO : National Opposition Union (Nicaragua)
USAID : United States Agency for International Development
USIA : United States Information Agency
USICA : United States International Communication Agency
USIS : United States Information Service
USTR : United States Trade Representative
USNAEP : U.S.-North Africa Economic Partnership
VOA : Voice of America
WFTU : World Federation of Trade Union
WMD : World Movement for Democracy
WPR : War Power Resolution
YPSL : Young People's Socialist league

Introduction

L'année 2021 représente une année importante pour l'organisation américaine de promotion de la démocratie, la National Endowment for Democracy (NED). En effet, elle est marquée par le départ de son président, Carl Gershman, qui occupe cette fonction depuis 1983, date de sa création. Bien que les membres du conseil d'administration soient soumis à un mandat maximum de 9 ans (trois ans renouvelables deux fois) le président, pour sa part, en est dispensé. Il a donc perduré à ce poste pendant près de quarante ans, quitte à interroger sur l'incohérence du manque d'alternance au pouvoir dans le cas d'une organisation qui a pour objectif la promotion de la démocratie. Il a su maintenir la fondation en dépit de tous les obstacles qui se sont dressés devant elle.

Notamment, en 2015, la NED est considérée comme la première ONG « indésirable » en Russie, selon la nouvelle loi promulguée en mai par le président Vladimir Poutine, qui vise à interdire certaines organisations internationales au sein du pays[1]. Quatre ans plus tard, en 2019, le président Trump propose de supprimer les fonds de la fondation et de disloquer son réseau. L'avenir de la NED semble prendre une tournure plutôt défavorable. Toutefois, ce n'est qu'un épisode de plus dans la longue histoire tumultueuse de cette dernière.

Au regard de ces évènements récents, le travail doctoral qui suit, entrepris en septembre 2015, propose de revenir aux prémices de cette organisation afin de comprendre ce cheminement. Mais le choix de ce sujet est également issu d'une volonté de réfléchir à notre modèle de société démocratique et sur la pertinence de vouloir le faire partager, voire à le diffuser plus ou moins fermement, parfois à des nations réticentes comme le montre le cas de la Russie. La légitimité de la démocratie semble parfois trop ancrée dans nos modes de pensée et il est parfois important de s'interroger sur le bien-fondé de nos conceptions. La volonté est

[1] Alec Luhn, « National Endowment for Democracy is first 'undesirable' NGO banned in Russia », *The Guardian*, July 28, 2015. https://www.theguardian.com/world/2015/jul/28/national-endowment-for-democracy-banned-russia

alors née d'étudier la National Endowment for Democracy, principal organisme américain dédié à ce domaine.

Entité privée mais financée par des fonds publics, elle est une initiative importante créée à la fin de la Guerre Froide. Elle est le seul organisme consacré entièrement à ce domaine financé par le gouvernement. En effet, l'United State Agency for International Development (USAID) est à cette période une des seules agences gouvernementales qui travaille à la promotion de la démocratie, toutefois c'est loin d'être son objectif prioritaire. Alors que d'autres organismes privés se consacrent à ce thème, comme la Freedom House[2] par exemple, la fondation représente une structure inédite qui marque l'intérêt de l'administration américaine pour ce thème.

La NED a été créée à l'initiative de Ronald Reagan avec le soutien du Congrès. Pour le président, la promotion de la démocratie était alors considérée comme un enjeu de sécurité nationale. Ce dernier ravive la Guerre Froide qui doit se jouer selon lui sur le terrain des idées. Le but était également de créer une organisation dotée d'un statut particulier en alliant les secteurs public et privé, et qui serait capable de promouvoir la démocratie de façon ouverte. La NED a alors été créée en tant qu'organisme privé, mais dont le financement est attribué par le Congrès américain. Ce type d'organisme a été nommé « quango », c'est à dire « quasi non governmental organization ». La fondation n'agit pas directement mais par le financement de quatre principaux organismes, les « core institutes » qui la composent, le Free Trade Union Institute, affilié à l'AFL-CIO, la plus grande fédération syndicale américaine, le Center for International Private Enterprise, affilié à la Chambre de commerce américaine, le National Democratic Institute for International Affairs et l'International Republican Institute, qui sont les représentants des syndicats, du milieu des affaires, du parti démocrate et du parti républicain.

[2] Créée à New York, en 1941, afin de contrer la montée de l'isolationnisme et le fascisme, la Freedom House est la plus ancienne organisation américaine dédiée à la démocratie. Depuis 1973, elle publie annuellement le rapport *Freedom in the World* qui note les pays en termes de libertés, qui sert de guide aux institutions internationales. (https://freedomhouse.org/about-us/our-history)

1) Historique de la recherche : La NED, rupture ou continuité

La NED fut l'objet d'un premier mémoire réalisé dans le cadre du master Sécurité Globale, Analyste trilingue obtenu en 2013. Ce travail de recherche avait vocation à étudier l'autonomie de la NED envers l'administration américaine. Mais la conclusion de ce mémoire n'a été que partielle, car il a révélé l'étendue des éléments qui entrent en compte dans l'analyse de ce thème et qui n'ont pu seulement être effleurés. C'est pourquoi ce premier travail s'est avéré être une introduction à cette recherche doctorale qui entendait approfondir les différents aspects abordés.

Nous avons alors fait le choix d'étudier la NED à travers le prisme de sa relation avec le gouvernement, en prenant en compte son caractère évolutif au regard du tournant des années 1990.

À ce titre, cette période est le témoin de nombreux changements à divers niveaux qui peuvent avoir des conséquences sur la relation entre la NED et l'administration. En effet, la fin des années 1980 voit le départ de Ronald Reagan, instigateur de la NED, et au niveau du contexte international, la fin de la Guerre Froide et l'effondrement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) provoquent une situation nouvelle sans précédent pour les États-Unis, les plaçant dans une position d'unique superpuissance. Ensuite, au sein de la NED, il y a un renouvellement important des membres de son conseil d'administration et nous pouvons également observer qu'elle élargit son champ d'action par la création d'un *think tank*, l'International Forum for Democratic Studies, et d'une publication scientifique, le *Journal of Democracy (JOD)*. Ces changements peuvent avoir des conséquences en termes d'autonomie, c'est ce que ce travail entend analyser par une étude du travail de la fondation, détaillé dans ses rapports annuels, et de son évolution au regard du changement de contexte international et de gouvernement des années 1980 et 1990.

L'analyse de la fondation nous a amené à nous poser plusieurs questions de recherche : La NED a-t-elle été créée comme un instrument de politique étrangère de la fin de la Guerre

Froide ? De quelle manière cette conception évolue-t-elle après l'effondrement du communisme ? Du point de vue de la proximité entre le gouvernement américain et la fondation, existe-t-il une continuité entre sa création jusqu'aux années 2000 ? De quelle manière la NED parvient-elle à concilier discours national (défense de l'intérêt national pour conserver son financement), et discours international (indépendance totale, non-ingérence) ?

De quelle manière la NED, malgré les critiques et controverses des années 1980, s'est érigée en un emblème de la nouvelle politique étrangère américaine ? Comment la NED, née dans une optique anti-communiste, a émergée comme un élément caractéristique de la nouvelle politique étrangère américaine de promotion de la démocratie des années 1990 ? Dans quelle mesure les adaptations de la NED au nouveau contexte des années 1990 s'inscrivent de nouveau dans la continuité des intérêts américains ?

Nous nous sommes penchés sur le rôle du *Journal of Democracy*, publication lancée par la NED en 1990, qui semblait être un élément important représentant un changement de stratégie de la fondation. Cela nous a conduit à nous demander si le *JOD* est un simple instrument de compréhension de la démocratie, s'il joue les défenseurs de la NED en apportant une justification de ses activités ou s'il est un nouvel instrument complémentaire du travail de la fondation.

Dans notre mémoire préalable, nous avions alors abordé les années 1990 comme une rupture réelle dans la stratégie de la NED, or notre étude nous a amené à faire l'hypothèse qu'il y a davantage de continuité dans le travail de la NED, et que les changements sont en réalité des adaptations. Pour parvenir à cela, nous avons puisé dans les sources rendues disponibles par la NED et par le gouvernement.

2) Une comparaison de sources gouvernementales et de la NED

En tant que quango, cette organisation est soumise à la Freedom of Information Act qui rend accessible ses documents internes. Elle fournit sur son site internet[3] un large panel de documents, rapports annuels, documents stratégiques établis tous les cinq ans à partir de 1992, déclaration de principes et objectifs. Elle est composée de quatre instituts, le National Democratic Institute, l'International Republican Institute, Center for International Private Enterprise, et le Solidarity Center, qui ne rendent pas publics leurs rapports annuels sur leur site internet. Seuls certains rapports du NDI ont pu être trouvés, toutefois, ils ne détaillent pas les activités de l'institut ni ses financements.

Les sessions du Congrès sont également une source d'informations importante. En effet, en tant qu'organisation financée publiquement, ces sessions relatent les débats concernant le vote de son budget et permettent d'observer le clivage qui s'opère au sein du Congrès entre partisans et les détracteurs de la NED. De plus, elle est une initiative du président Reagan dans un objectif de sécurité nationale et dans cette optique, les sources gouvernementales sont importantes et pertinentes. On peut noter les directives de sécurité nationale principalement, les discours présidentiels et autres documents d'archives issus de la Bibliothèque du Congrès. Les archives gouvernementales, celles de la NED, les articles de presse et la littérature académique sont autant de sources utilisées. Nous avons en effet utilisé une méthode comparative entre les sources publiées par la NED et celle produites conjointement par l'administration et le Congrès afin de faire éventuellement des rapprochements.

Afin de compléter cette analyse, un travail sur le terrain a été réalisé en janvier 2020 à Washington. À cette occasion, nous avons eu l'opportunité de participer à la cérémonie des trente ans du *Journal of Democracy*, qui a célébré le départ de Marc Plattner, une figure de la NED puis de la revue qu'il dirigeait depuis sa création. Lors de ce terrain nous avons pu réaliser

[3] https://www.ned.org/

une dizaine d'entretiens avec d'éminentes personnalités de la fondation, notamment le président de la NED, Carl Gershman. Nous avons également pu rencontrer des membres des instituts qui composent la NED, beaucoup ayant été présents dans les années 1980, ainsi que des membres du comité éditorial du *Journal of Democracy*. Toutefois, ces entretiens ne se sont pas toujours avérés pertinents, et ce pour plusieurs raisons. La première est que les principales personnes qui ont accepté un entretien était encore en poste au sein de la fondation quand nous les avons rencontrées, et leur attachement pour la cause se manifestait souvent par la restitution d'élément de langage. Ensuite, il nous fut souvent demandé une vérification des citations utilisées ce qui a conduit à des modifications postérieures qui ont parfois retiré tout intérêt à l'information recueillie. C'est pourquoi les entretiens ne constituent pas une source prioritaire de ce travail de recherche, mais une source complémentaire, permettant de confirmer certaines hypothèses. Indirectement, ces rencontres ont permis de mesurer l'ensemble du réseau qu'est parvenue à mobiliser la NED. En effet, les membres de la NED et des instituts représentent une réelle communauté. Ce travail se situant dans l'histoire du temps présent, les acteurs, et témoins oraux, ont permis d'apporter des éléments supplémentaires, mais le caractère trop récent de cette étude a pu empêcher la libération de la parole qu'un passé plus lointain aurait pu fournir. C'est pourquoi cette recherche se fonde principalement sur de nombreuses sources d'archives ouvertes, les documents gouvernementaux bénéficiant de la déclassification. La presse américaine (notamment le *New York Times*, le *Washington Post*) a également été un outil utile, dont les archives sont disponibles sur internet, ou à la Bibliothèque du Congrès pour les numéros les plus anciens. Ces articles permettent de rendre compte du contexte national de l'époque et de la perception en interne des différents évènements, dont l'action politique est souvent une réponse. Elle révèle des « phénomènes d'opinion »[4].

Mais avant d'aborder le cœur de cette recherche, il nous semble important de revenir

[4] Jean-François Soulet, *L'histoire immédiate. Historiographie, sources et méthodes,* Paris Armand Colin, 2012, p. 118.

sur les quelques notions principales qu'elle manie, à savoir celle de promotion de la démocratie, puis de démocratie même.

3) Un retour historique sur la promotion de la démocratie

La NED s'inscrit dans la politique américaine plus large de promotion de la démocratie dont il est nécessaire d'analyser la genèse, ce qui nous conduira à expliciter la notion de démocratie et sa conception par les acteurs américains.

3.a) La promotion de la démocratie : l'institutionnalisation d'un principe fondateur

La promotion de la démocratie n'est pas une constante de la politique étrangère américaine, au contraire, le soutien aux autocraties de droite l'est davantage[5]. Toutefois, elle s'est imposée pendant la Guerre Froide, même si elle était pratiquée parallèlement à la seconde politique.

Malgré son caractère récent, la plupart des présidents américains ont participé à différents degrés à instituer ce principe, qui a pu s'imposer réellement dans le contexte de la lutte idéologique contre le communisme. Tout d'abord, le président Woodrow Wilson accordait déjà de l'importance à la démocratie, il déclarait vouloir « make the world safe for democracy »[6], mais n'en a pas fait pour autant un élément déterminant de sa politique étrangère[7]. Toutefois, son mandat marque le début d'un « american democratic liberal

[5] Michael Cox, Timothy J. Lynch, Nicolas Bouchet, *US Foreign policy and democracy promotion, from Theodore Roosevelt to Barack Obama*, Routledge, New York, 2013, p. 1.
[6] Woodrow Wilson, « Address to a Joint Session of Congress Requesting a Declaration of War Against Germany », April 02, 1917. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-joint-session-congress-requesting-declaration-war-against-germany.
[7] John A. Thompson, « Woodrow Wilson » dans Michael Cox, Timothy J. Lynch, Nicolas Bouchet, *US Foreign policy… op. cit.* p. 64.

internationalism »[8]. En effet, ce président a posé les fondements de la politique de sécurité nationale américaine, selon laquelle entre autres les États-Unis ont des intérêts et une obligation morale à promouvoir la démocratie, seul régime politique légitime et facteur de paix[9]. Dans la pratique, il a défendu la démocratie dans la colonie américaine des Philippines ainsi qu'en Amérique Latine[10], mais la Première Guerre mondiale a freiné ses ambitions. Sous Franklin D. Roosevelt, la démocratie est une des préoccupations de la politique étrangère américaine, c'est un élément de la stratégie de *containment* du communisme mais qui n'occupe toutefois pas de place centrale[11]. Harry S. Truman adopte pour sa part une politique de soutien aux alliés anti-communistes qui se traduit par un « selective liberal internationalism »[12], selon lequel la sécurité nationale est prioritaire par rapport à la démocratie. De même, pour John F. Kennedy, Lyndon B. Johnson, Richard M. Nixon et Gérald R. Ford, la promotion de la démocratie n'est pas non plus la priorité en cette période de Guerre Froide. Jimmy Carter, de son côté, adopte une politique étrangère qui se focalise sur la défense des droits de l'Homme, dont la démocratie est un corollaire.

Puis Ronald Reagan, à son arrivée au pouvoir, fait revivre la politique de Wilson. Il est le premier qui fait de la promotion de la démocratie une véritable stratégie de politique étrangère, et l'institutionnalise avec la création de la NED, ce qui lui vaut selon Tony Smith, professeur de science politique américain, le qualificatif de « Wilsonien »[13]. Même si ce dernier se focalise sur l'aspect démocratique de la pensée de Wilson, laissant de côté notamment la coopération internationale, l'importance du droit ainsi que le rejet de la force[14], qui ne sont pas

---

[8] Tony Smith, *America's Mission: The United States and the Worldwide Struggle for Democracy*, Princeton: Princeton University Press, 2012, 455 p.
[9] *Ibid*., p. 85.
[10] *Ibid*., p. 37-60.
[11] Tony McCulloch, « Franklin D. Roosevelt » dans Michael Cox, Timothy J. Lynch, Nicolas Bouchet, *US Foreign policy… op. cit.* p. 98.
[12] Martin H. Folly, « Harry S. Truman » dans Michael Cox, Timothy J. Lynch, Nicolas Bouchet, *US Foreign policy… op. cit.* p. 98.
[13] Tony Smith, *America's Mission… op. cit.,* p. 268.
[14] Justin Vaïsse, « Les États-Unis sans Wilson. L'internationalisme américain après la guerre froide » *Critique internationale*, vol. 3. 1999, Crime et politique en démocratie, sous la direction de Didier Bigo. p. 101.

des éléments de la politique de Reagan. En tant que stratège[15], le président utilise à la fois les cinq mécanismes qui permettent de mettre en place une politique de promotion de la démocratie :

- Donner un exemple national à suivre pour les nations étrangères ;
- Créer les conditions internationales de sécurité, politique et économique pour renforcer la liberté ;
- Fournir une assistance à la démocratie dans les autres pays du monde (la NED en est le principal outil) ;
- Mettre en place des pressions diplomatiques et économiques sur les États non démocratiques ;
- L'intervention militaire directe[16].

À partir de la présidence Reagan, la promotion de la démocratie devient une composante de la politique étrangère américaine qui sera utilisée par les présidents suivants à diverses fins.

Le gouvernement américain utilise plusieurs outils pour mettre en place cette politique, les pressions économiques, diplomatiques, les interventions militaires ou l'assistance à la démocratie. Ce dernier moyen désigne « all aid for which the primary purpose, not the secondary or indirect purpose, is to foster democracy in the recipient country »[17]. Il inclut l'aide dans les trois domaines suivants : le processus politique, les institutions dirigeantes et la société civile[18].

Selon le politologue Nicolas Guilhot, la promotion de la démocratie a plusieurs significations depuis les années 1990[19]. Tout d'abord, elle est liée au thème des droits de

---

[15] Henry R. Nau, « Ronald Reagan », dans Michael Cox, Timothy J. Lynch, Nicolas Bouchet, *US Foreign policy and democracy promotion, from Theodore Roosevelt to Barack Obama*, Routledge, New York, 2013, p. 148.
[16] *Ibid*., p. 147.
[17] Thomas Carothers, « Taking stock of US democracy assistance », dans Michael Cox, John G. Ikenberry, Takashi Inoguchi, *American democracy promotion: Impulses, strategies, and impacts*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 188.
[18] *Ibid*.
[19] Nicolas Guilhot, « Le temps des « faiseurs de démocratie », dans Jean-Vincent Holeindre éd., *La Démocratie. Histoire, théories, pratiques.* Éditions Sciences Humaines, 2010, pp. 237-240.

l'Homme et de justice auxquelles elle semble indissociable. Ensuite, elle est un élément renforçant le développement et enfin, ce domaine est également associé à la militarisation, avec une tendance à considérer la démocratie comme une solution à l'instabilité dans les zones de conflits[20].

Après avoir vu la conception historique des différents présidents sur ce thème, voyons comment a évolué l'institutionnalisation de ce concept aux États-Unis et son application concrète dans les textes juridiques.

La promotion de la démocratie ayant toujours été un aspect secondaire de la politique étrangère, elle a été incorporée comme une composante de l'aide étrangère américaine instaurée dans les années 1960. À cette époque, cette dernière se focalisait sur le développement économique comme moyen de défense de la sécurité nationale face au communisme. Elle reposait sur la théorie de la modernisation, apparue dans les années 1960, qui postule une « uniform evolutionary vision of social, political, and economic development »[21]. Le développement est considéré comme une évolution sociale économique et politique vers le modèle de développement occidental. Le pendant politique de cette théorie a été développé par le sociologue américain Seymour Martin Lipset en 1959. Il affirmait que le développement économique serait une précondition à la démocratie : « Concretely, this means that the more well-to-do a nation, the greater the chances that it will sustain democracy. »[22]. L'aide au développement conduirait donc à la démocratie. Cette théorie a inspiré le président Kennedy qui a augmenté le budget dédié à l'aide étrangère de 33% et l'a institutionnalisé avec la création de l'United States Agency for International Development[23]. La promotion de la démocratie est alors indirecte et vue comme le résultat d'une aide économique plus globale. Mais l'efficacité

---

[20] *Ibid*.
[21] Daniel Chirot, Thomas D. Hall « World-System Theory », *Annual Review of Sociology*, Vol. 8, 1982, p. 81. Voir aussi David E. Apter, *The politics of Modernization*, Chicago, University of Chicago Press, 1965, 481 p.
[22] Seymour Martin Lipset, « Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy », *The American Political Science Review*, Vol. 53, No. 1, March, 1959, p. 75.
[23] Thomas Carothers, *Aiding democracy abroad: the learning curve*, Washington DC, Carnegie Endowment, 1999, p. 21.

de cette théorie en termes de réussites démocratiques a par la suite été discréditée dans les années 1970, notamment suite aux travaux de Samuel P. Huntington et de Guillermo O. Donnell[24].

Le General Accounting Office (GAO), organisme de contrôle du Congrès américain, a établi un rapport en 1994 en réponse à une demande du National Security Council (NSC) concernant les activités de promotion de la démocratie menées par les diverses agences américaines[25]. Il revient sur les différentes législations qui encadrent ce domaine. La première loi est le United States Information and Educational Exchange Act de 1948, qui vise à permettre une meilleure compréhension mutuelle entre les habitants des États-Unis et ceux des autres pays du monde. Ce programme consiste à diffuser des informations sur le pays et son fonctionnement. Il est mené par l'United States Information Agency (USIA), organisation indépendante au sein du pouvoir exécutif créée en 1953 par Eisenhower pour rassembler les programmes d'informations du gouvernement[26]. Ensuite, le Mutual Educational and Cultural Exchange Act de 1961, administré également par l'USIA, vient renforcer cet objectif par le biais des échanges culturels et éducatifs qu'il promeut. Le but est de renforcer la coopération internationale dans ce domaine. Mais cette même année, la première pierre juridique dans le domaine de la promotion de la démocratie se fait avec la signature du Foreign Assistance Act de 1961, qui contient quelques dispositions concernant le développement des processus démocratiques. Puis, en 1966, il est annexé avec le titre IX à l'initiative du Congrès qui prévoit que l'USAID participe au développement économique via l'encouragement à la démocratie. Mais dans les faits, cette clause n'a pas véritablement été appliquée par l'USAID[27]. Puis, dans

---

[24] Samuel P. Huntington, *Political order in changing societies*, New Haven and London, Yale University Press, 1968, 499 p.; Guillermo O. Donnell, *Modernization and bureaucratic-authoritarianism; studies in South American politics*, Berkeley, Institute of International Studies, University of California, 1973, 219 p.

[25] United States General Accounting Office, Report to congressional requesters: « Promoting democracy, Foreign affairs and defense agencies funds and activities – 1991 to 1993 », GAO/NSIAD-94-83, janvier 1994, 14 p.

[26] Elle regroupe alors les activités menées par le International Information Administration (IIA) et Technical Cooperation Administration (TCA), et le Mutual Security Agency (MSA) ainsi que les bureaux à l'étranger du United States Information Service (USIS). En 1961, avec la loi « Mutual Educational and Cultural Exchange Act 1961 », plus connue sous le nom de Fulbright-Hays Act, elle étend ses activités aux échanges culturels et éducatifs internationaux. https://www.archives.gov/research/foreign-policy/related-records/rg-306

[27] Thomas Carothers, *Aiding democracy… op. cit.* p. 27.

les années 1970, la notion de « basic human needs »[28] intègre le domaine de l'assistance étrangère. Cela se traduit juridiquement avec la promulgation de la section 116(e) du Foreign Assistance Act en 1978 qui prévoit l'utilisation de l'aide étrangère dans un but de défense des droits de l'Homme.

L'International Military Educational Training program (IMET) est un programme du département de la Défense visant à fournir une éducation aux militaires étrangers, instauré en 1961 par le Foreign Assistance Act[29]. Par la suite, le Congrès prévoit un élargissement de ses compétences à la promotion de la démocratie avec, en 1991, la prise en compte du thème du contrôle civil sur les militaires, et en 1993 des législatures nationales responsables du contrôle et de la gestion des militaires, le but étant de faire respecter le principe de contrôle civil des militaires et améliorer le système de justice militaire en accord avec les droits de l'Homme. Toutes ces législations sont des avancées discrètes en termes de promotion de la démocratie. Le National Endowment for Democracy Act de 1983 est le premier acte juridique concret, en effet « The endowment represented the major first step toward the establishment of the board programme of US democracy assistance »[30].

Face à l'évolution du domaine de la promotion de la démocratie au sein de la politique étrangère, on remarque que la création de la NED est une étape charnière. Elle est la preuve de l'importance de ce thème. Le fait qu'elle soit encore aujourd'hui prospère témoigne de cette nouvelle préoccupation. Ce retour sur la conception américaine de la promotion de la démocratie nous conduit à nous poser une seconde question, celle de la définition de la démocratie et de sa conception par les acteurs de la politique américaine.

---

[28] Thomas Carothers, « Taking stock of US democracy assistance », dans Michael Cox, John G. Ikenberry, Takashi Inoguchi, *American democracy promotion: Impulses, strategies, and impacts*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 182.

[29] United States General Accounting Office, Briefing report to congressional requesters: « Security Assistance, Observations on the International Military Education and Training Program », GAO/NSIAD-90-215BR, June 1990, p. 9.

[30] Thomas Carothers, « Taking stock… *op. cit.* p. 183.

3.b) La démocratie, une définition qui fait consensus

Tout d'abord, on peut définir de manière très générale la démocratie comme un régime politique au sein duquel le pouvoir est aux mains des gouvernés, et qui implique des élections, des institutions indépendantes, et des libertés civiles[31]. L'idée est née dans la Grèce antique, et cette conception a subi de nombreuses évolutions avant d'aboutir aux démocraties de notre siècle. Bien qu'encore imparfaites, elles sont parvenues à acquérir un caractère universel. Selon la formule du président américain Abraham Lincoln, c'est « the government of the people for the people »[32]. Certes, Joseph Schumpeter explique que cette définition ne correspond pas à la réalité car les représentants, bien qu'élus par le peuple, n'ont pas pour objectif d'exprimer la volonté du peuple[33]. Toutefois, cela reflète la vision américaine. Robert Dahl[34] est un des principaux théoriciens de la démocratie. Il soutient que la démocratie procure des opportunités dans cinq domaines : la participation effective à la politique ; l'égalité des votes ; l'obtention d'une compréhension éclairée ; l'exercice du contrôle final sur le programme et l'inclusion de tous les adultes[35].

La démocratie est tout d'abord définie par les élections autour desquelles elle s'articule. En effet, selon Juan Linz, c'est la temporalité du processus électoral, le fait que le gouvernement n'est pas durable, qui sert de fondement à la démocratie[36]. Cette alternance du pouvoir permet d'accepter un gouvernement avec lequel on serait en désaccord. Cela a conduit à une dichotomie entre une définition minimale de la démocratie, se focalisant sur les élections, et une autre plus vaste et incluant des libertés civiles. Seymour Martin Lipset propose une

---

[31] Henry R. Nau, « Ronald Reagan », dans Michael Cox, Timothy J. Lynch, Nicolas Bouchet, *US Foreign policy and democracy promotion, from Theodore Roosevelt to Barack Obama*, Routledge, New York, 2013, p. 146.
[32] Abraham Lincoln, Gettysburg Address, Pennsylvania, November 19, 1863.
[33] Norbert Lenoir, *La démocratie et son histoire.* Paris, Presses Universitaires de France, 2006, p. 157.
[34] Robert Dahl (1915-2014), ancien professeur de sociologie et de science politique à l'université de Yale, il fut membre de la National Academy of Sciences, de l'American Philosophical Society et de l'American Academy of Arts and Sciences. Il fut également président de l'American Political Science Association. Son domaine d'expertise est la notion de pluralisme politique, la démocratie, le rôle des élites, la notion de pouvoir notamment.
[35] Robert A. Dahl, *On democracy*, New Haven and London, Yale University Press, 1998, p. 37-38.
[36] Linz, Juan J. « Les contraintes temporelles de la démocratie », dans Javier Santiso éd., *À la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet.* Karthala, 2009, pp. 11-41.

définition minimale de la démocratie, centrée sur les élections, car c'est selon lui la seule caractéristique qui fait consensus, le type et le degré de libertés civiles associés pouvant faire l'objet de nombreux débats[37].

La définition de la démocratie est parvenue à un certain consensus parmi les chercheurs. Mais la démocratie, telle qu'est encouragée par les instances américaines est plus précisément la démocratie libérale. Doctrine politique et économique née au Royaume Uni, suite aux écrits de penseurs tels que John Locke ou Adam Smith, le libéralisme politique peut être définit ainsi : « the theory and practice of the juridical defense, through the constitutional state, of individual political freedom, of individual liberty »[38]. La démocratie libérale assure un minimum de libertés civiles, d'association, de parole comme indissociable du régime politique. La démocratie américaine, plus jeune que la démocratie anglaise, s'est construite dès l'origine sur ce principe, la Constitution de 1776 étant le fondement d'un système libéral[39].

Ces deux définitions, minimales et libérales, sont habilement utilisées selon l'objectif de politique étrangère. Par exemple, Reagan privilégie une définition libérale de la démocratie plutôt qu'électorale[40]. Pourtant, dans la pratique, ses objectifs semblent accomplis une fois des élections organisées. La promotion de la démocratie diffère selon l'administration qui la pratique, et la définition qu'elle accorde à ce régime politique. Toutefois, avec le temps la définition extensive s'est imposée, associant de fait le terme « démocratie » à celui « démocratie libérale ».

De manière générale donc, les programmes américains d'assistance à la démocratie reposent sur une conception libérale de la démocratie, qui comprend les éléments suivants : des élections libres et régulières, une constitution qui assure des droits civils et politiques, un gouvernement fondé sur la séparation des pouvoirs, des structures gouvernementales locales,

---

[37] Jean-Louis Thiébault, « Lipset et les conditions de la démocratie », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 15, no. 3, 2008, p. 391.
[38] Giovanni Sartori, *The theory of democracy revisited*, New Jersey, Chatham House Publishers, Inc., 1987, p. 380.
[39] Morris, Peter. « Chapitre III - Naissance du libéralisme politique : le modèle américain (XVIIIe-XIXe siècle) », Serge Berstein éd., *La démocratie libérale,* Paris, Presses Universitaires de France, 1998, p. 95.
[40] Henry R. Nau, « Ronald Reagan »… *op. cit*., p. 146.

des partis politiques nationaux, des syndicats indépendants, médias et ONG[41].

Toutefois, si la conception de la démocratie semble avoir atteint un certain consensus, le modèle de démocratisation américain n'est lui pas clairement défini[42], ni les domaines à privilégier dans sa mise en pratique[43]. Il semble reposer sur un processus de « institutional modeling »[44], qui consiste pour les pays en voie de démocratisation à modeler leurs institutions à l'image des démocraties établies.

Les acteurs utilisent différentes définitions de la démocratie, plus ou moins vagues selon les objectifs. Les États-Unis adoptent une vision libérale de la démocratie afin de renforcer le caractère universel qui permet de justifier leur politique de promotion[45]. Mais la démocratie libérale elle-même peut avoir plusieurs significations et n'a pas été encouragée de la même façon par les présidents successifs[46].

De même, pour certains auteurs, c'est un autre type de démocratie qui est promue, plus incomplet. En effet, la politique de promotion de la démocratie est également accusée de l'objectif d'encourager une « low intensity democracy »[47]. Ce concept a été développé par Barry Gills et Joel Rocamora, qui développent l'idée que la recherche académique américaine sur ce thème pâti de trois biais : celui de ne pas prendre en compte la réforme sociale comme composante de la promotion de la démocratie ; d'associer de fait la démocratie et le capitalisme ; et enfin de minimiser le rôle des acteurs extérieurs dans le développement politique et économique des pays du Tiers Monde[48]. Selon ces auteurs, la promotion de la démocratie, telle que menée par l'administration Reagan et Bush conduit à une « low intensity

---

[41] Thomas Carothers, « Taking stock of US demcoracy assistance », dans Michael Cox, John G. Ikenberry, Takashi Inoguchi, *American democracy promotion: Impulses, strategies, and impacts*, New York, Oxford University Press, 2000, p. 192.
[42] *Ibid*.
[43] Tony Smith, *America's Mission… op. cit.,* p. 268.
[44] Thomas Carothers, « Taking stock… *op. cit*. p. 192.
[45] Christopher Hobson, Milja Kurki (Eds), *The Conceptual Politics of Democracy Promotion*, New York, Routeledge, 2012, p. 8.
[46] Tony Smith, *America's Mission… op. cit.,* p. 19.
[47] Barry Gills and Joel Rocamora, « Low Intensity Democracy », *Third World Quarterly*, Vol. 13, No. 3, 1992, pp. 501-523; Barry Gills, Joel Rocamora, Richard Wilson (eds), *Low intensity democracy, Political power in the new world order*, Boulder, Pluto Press, 1993, 264 p.
[48] Barry Gills and Joel Rocamora, « Low Intensity Democracy » *op. cit*. p. 502.

democracy », qui se restreint à une certaine participation électorale, mais réduit l'espace de la contestation sociale et accorde une place importante à l'institution militaire[49], avec pour but d'assurer une certaine stabilité.

Le *Journal of Democracy*, publication de la NED, propose sa première définition de la démocratie dans un article de 1991 écrit par Philippe C. Schmitter (directeur du Centre des études européennes à l'université de Stanford) et Terry Lynn Karl (directeur du Centre des études latino-américaines au sein de la même université)[50], à la demande de l'USAID. Ils définissent ainsi cette notion : « Modern political democracy is a system of governance in which rulers are held accountable for their actions in the public realm by citizens, acting indirectly through the competition and cooperation of their elected representatives »[51]. Selon eux, la définition qui fait consensus parmi les chercheurs américains est celle de Joseph A. Schumpeter : « the democratic model is that institutional arrangement for arriving at political decisions in which individuals acquire the power to decide by means of a comparative struggle for the people's vote »[52]. Toutefois, les auteurs du *JOD* se distinguent car ils mettent l'accent sur la question de la responsabilité des élus envers les citoyens et l'importance des mécanismes autres que les élections[53]. Ils concèdent qu'il existe plusieurs types de démocratie, notamment socialiste et libérale[54]. Ils reprennent les sept procédures minimales de la démocratie selon Robert Dahl : le contrôle du gouvernement par des élus ; les élections libres et équitables ; le suffrage inclusif ; le droit de se présenter aux élections ; la liberté d'expression ; des informations alternatives ; et l'autonomie associative[55]. Les auteurs en rajoutent deux : les représentants élus ne doivent pas subir l'opposition de fonctionnaires non élus, comme les

---

[49] *Ibid*., p. 514.
[50] Philippe C. Schmitter, Terry Lynn Karl, « What democracy is... and is not », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 75-88
[51] *Ibid*., p. 76.
[52] Joseph Schumpeter, *Capitalism, socialism, and democracy*, London, Allen and Unwin, 1943, p. 269.
[53] Philippe C. Schmitter, Terry Lynn Karl, « What democracy is... *op. cit.*, p. 87.
[54] *Ibid*., p. 77.
[55] Robert A. Dahl, *Dilemmas of pluralist democracy, Autonomy vs. Control*, New Haven and London, Yale University Press, 1982, p. 10.

militaires et deuxièmement, l'entité politique doit être autonome, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas être contrainte par des acteurs extérieurs[56].

Ces différentes versions de la définition de la démocratie peuvent aboutir à différentes politiques de promotion de la démocratie, qui peuvent se focaliser davantage sur les élections, ou sur la société civile. La NED, grâce à ses quatre instituts et du fait de sa spécialisation, tente d'englober tous les domaines que ce thème comprend. En tant que principal acteur américain de ce domaine, elle a fait l'objet de plusieurs travaux que nous proposons d'énumérer afin de nous positionner dans ce champ d'étude.

4) Des travaux académiques plutôt critiques envers la fondation

Les travaux sur la promotion de la démocratie, dont nous avons déjà cité quelques auteurs, l'étudient bien souvent comme le domaine réservé de l'État, bien que d'autres insistent également sur le rôle des acteurs extérieurs[57], les organisations internationales (ONU, OTAN) ou régionales (OEA, OSCE) mais également non-gouvernementales (NED, CAPEL), dans son application.

Beaucoup de travaux académiques sur la promotion de la démocratie américaine mentionnent le travail de la fondation[58]. La NED a fait l'objet de quatre thèses, trois américaines et une colombienne, et de recherches, plutôt ciblées. On peut citer une thèse de 2003 par Eric T. Hale, qui tente de mesurer l'efficacité du travail de la fondation[59], avec une spécialisation sur le cas de la Chine et du Nicaragua. Cette analyse en termes d'efficacité est complétée par un

[56] Philippe C. Schmitter, Terry Lynn Karl, « What democracy is... *op. cit.*, p. 81-82.
[57] Laurence Whitehead, « Entreprises de démocratisation : le rôle des acteurs externes », *Presse de Science Po, Critique Internationale*, N°24, 2003/4, pp. 109-124.
[58] Voir les travaux de Thomas Carothers, de Nicolas Guilhot, de Tony Smith notamment.
[59] Eric T. Hale, *A quantitative and qualitative evaluation of the National endowment for democracy, 1990-1999*, Lousiana State University, 2003, p. 29.

article publié dans *Democratization*[60]. Les deux travaux relativisent le rôle de la NED dans l'émergence de la démocratie ainsi que la consolidation démocratique. Une deuxième thèse de Colin S. Cavell de 2001 étudie le travail de la NED en termes d'hégémonie dans un contexte de globalisation de l'économie capitaliste[61]. Elle développe l'idée que la NED promeut un certain type de démocratie, construite autour de la notion de capitalisme. Une troisième thèse de 2015, par Marilyn Julieth et León Ramírez, analyse le travail de la fondation, notamment sa dimension hégémonique, en Colombie[62]. La même année, Albert Jesse Opraseuth réalise un travail doctoral qui se penche sur l'utilisation des moyens de communication par la NED, notamment son site internet[63], et montre que la fondation ne semble pas utiliser les moyens de communication pour convaincre, comme en témoigne son site internet plutôt désuet.

La plupart des analyses[64] sur les fondations étudient les principales organisations américaines, la fondation Ford, la fondation Rockefeller, la Carnegie Corporation et son *think tank* le Carnegie Endowment for International Peace. La NED se distingue car elle n'est pas dirigée ni créée par de grands industriels, qui tentent d'influencer le gouvernement dans leurs intérêts principalement économiques par le financement de *think tank*[65].

De manière générale, les travaux sur la NED sont soit très critiques[66], soit neutres[67].

---

[60] James M. Scott, Carrie A. Steele, « Assisting Democrats or Resisting Dictators? The Nature and Impact of Democracy Support by the United States National Endowment for Democracy, 1990–99 », *Democratization*, Vol. 12, No. 4, August 2005, pp. 439-460.

[61] Colin S. Cavell, « The national endowment for democracy and the export of "made-in-america" democracy », Submitted to the Graduate School of the University of Massachusetts Amherst in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of philosophy, February 2001, 330 p.

[62] Marilyn Julieth León Ramírez, *National Endowment for Democracy en Colombia*, Universidad Nacional de Colombia Facultad de Ciencias Económicas, Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales, IEPRI Bogotá, Colombia 2015, 186 p.

[63] Albert Jesse Opraseuth, *The National Endowment for Democracy: Theory, Context, and Practice*, thesis submitted to the Faculty of the Graduate School of the University of Colorado in partial fulfillment of the requirement for the degree of Master of Arts, College of Media, Communication and Information Department of Media Studies, 2015, 118p.

[64] Thomas R. Dye, *Top-down policymaking*, New York, Seven Bridges Press, 2001, 181 p.; Joan Roelofs, *Foundations and public policy: the mask of pluralism*, State University of New York Press, Albany, 2003, 269p.; Ludovic Tournès (sous la dir.), *L'argent de l'influence: Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Autrement, collection mémoires/culture, 2010, 208p.; Helen Laville and Hugh Wilford, *The US government, citizen groups and the Cold War. The state-private network,* Routledge Taylor & Francis Group, London and New York, 2006, 240p.

[65] *Ibid*.

[66] William Blum, *Rogue State, A Guide to the World's Only Superpower*, Common Courage Press, 2000; voir aussi les travaux de Nicolas Guilhot, Barbara Conry, Kim Scipes notamment.

[67] Voir les travaux de Thomas Carothers.

Parmi les auteurs de la première catégorie, beaucoup évoquent la NED comme un instrument de politique étrangère[68]. En effet, le lien avec le gouvernement est souvent considéré comme acquis. Le financement via le Congrès constitue souvent une raison suffisante pour la considérer comme une organisation à part entière de l'architecture de la politique étrangère américaine. De plus, la déclaration de Allen Weistein, un des fondateurs de la NED, selon laquelle : « A lot of what we do today was done covertly 25 years ago by the CIA »[69] a alimenté beaucoup de suspicion[70]. Cette affirmation a soulevé bien des controverses et fait de la NED un organisme soupçonné d'être un acteur manifeste de la lutte idéologique contre le communisme. La fondation a donc fait l'objet de nombreux articles critiques par des réseaux militants[71]. Selon William Blum, journaliste américain critique de la politique étrangère américaine, la NED est un « cheval de Troie » créé pour prendre le relais de la CIA[72]. Il est intéressant de noter que l'ouvrage de cet auteur a connu un grand succès à la suite de la recommandation du chef de l'organisation terroriste Al-Qaida, Oussama Ben Laden, de le lire dans une vidéo publiée par la chaine qatarie Al-Jazira en janvier 2006[73].

Il semblait donc important de se positionner dans ce débat, avec la volonté de clarifier cette relation avec le gouvernement. Le but est de proposer une analyse complète de la NED, en l'étudiant de manière globale pour faire ressortir tous les éléments qui permettent de qualifier cette relation et de l'expliquer.

---

[68] Robert Pee, *Democracy Promotion, National Security and Strategy: Foreign Policy Under Reagan Administration*, Routledge 2016, 220 p.; William Robinson, *Promoting Polyarchy: Globalization, U.S. Intervention, and Hegemony*, New York: Cambridge University Press, 1996, p.488.

[69] David Ignatus, « Innocence abroad: The new world of spyless coups », *The Washington Post*, September 22, 1991. https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/1991/09/22/innocence-abroad-the-new-world-of-spyless-coups/92bb989a-de6e-4bb8-99b9-462c76b59a16/

[70] Jordan Michael Smith, « The U.S. Democracy Project », *The National Interest*, No. 125, 2013, pp. 26–38.

[71] https://militarist-monitor.org/profile/national_endowment_for_democracy/, Réseau Voltaire.

[72] William Blum, *Rogue State, A Guide to the World's Only Superpower*, Common Courage Press, 2000, p. 179.

[73] Corine Lesnes, « William Blum, l'auteur contestataire rendu célèbre par Ben Laden », *Le Monde*, 1 février 2006, https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2006/02/01/william-blum-l-auteur-contestataire-rendu-celebre-par-ben-laden_736642_3222.html

5) Une approche historique comparative de l'étude de l'autonomie de la NED

Dans cette optique, l'objet de recherche correspond donc au lien complexe entre le gouvernement américain et la NED.

L'idée de la NED émerge alors qu'un contexte de méfiance règne depuis le milieu des années 1960. Tout d'abord, en 1967 ont été divulgué par le magazine *Ramparts* des financements de la CIA auprès d'organismes privés[74] : l'AFL-CIO, le Congress for Cultural Freedom[75], l'Asia Foundation, Radio Free Europe/Radio Liberty[76] et le National Students' Association[77]. Ces révélations ont conduit à l'interdiction du financement d'organisations privées par la CIA[78]. Puis dans les années, 1970 la publication des *coverts actions* de la CIA[79] scandalisent le pays et accentue cette méfiance. En effet, suite notamment au scandale du Watergate, plusieurs enquêtes sont menées sur les activités de l'agence de renseignement. La commission Church, officiellement nommée le United States Senate Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities, lancée par le Sénat, publie un rapport le 26 avril 1976. De même, la commission Pike, de la Chambre des représentants et la commission Rockefeller créée par le président Ford ont enquêté sur l'agence de renseignement en 1975. La fin des années 1970 est donc marquée par cette aversion pour le secret. C'est pourquoi Ronald Reagan souhaite rompre officiellement avec ses prédécesseurs et veut allier son objectif de promotion de la démocratie à une volonté de transparence. Dans ce contexte, sa politique doit être mise en place par une initiative privée qui agirait ouvertement, avec un

---

[74] Robert Pee, « Political Warfare Old and New: The State and Private Groups in the Formation of the National Endowment for Democracy », *49th Parallel*, Vol. 22, Autumn 2008, p. 25.
[75] Organisation culturelle anticommuniste créée en 1950.
[76] Radios créées en 1950, elles sont conçues par George Kenan, à l'origine pour transmettre des informations à travers le rideau de fer. Elle se définit comme une des organisations médiatiques les plus complètes au monde, émettant en 27 langues et dans 23 pays. https://pressroom.rferl.org/history
[77] Regroupement d'étudiants américains créé en 1947 qui disparaît en 1978.
[78] Robert Pee, « Political Warfare … *op. cit*, p. 26.
[79] Seymour M. Hersh « Huge C.I.A. operation reported in U.S. against antiwar forces, other dissidents in Nixon years », *New York Times*, 22 Décembre, 1974, p. 22.

financement public affiché.

La création de la NED s'accompagne de l'Asia Foundation Act de 1983, qui renouvelle le financement de l'organisation par le département d'État. Ce choix de Reagan, après quelques années de désaccords avec le Congrès concernant son mode de financement, notamment suite au scandale de 1967, montre l'intérêt du président pour la promotion de la démocratie, dans un but de défense des intérêts nationaux. C'est pourquoi il semble intéressant de revenir rapidement sur cette entité qui précède la NED. Cette organisation privée à but non lucratif vise à encourager la coopération entre l'Amérique et l'Asie et le développement démocratique. Elle a été créée en 1951 sous le nom de « the Committee for Free Asia » par le Conseil de sécurité national, « to promote U.S. foreign policy interests in the region »[80], face à la propagation du communisme, notamment en Chine et en Corée du Nord. En 1954, elle est renommée The Asia Foundation (TAF). Le président Lyndon Johnson souhaitant mettre un terme aux financements secrets révélés en 1967, la TAF devient une bénéficiaire de l'USAID et du Bureau of Educational and Cultural Affairs du département d'État. Dans les années 1980, elle est financée directement par le département d'État mais des conflits surviennent avec le Congrès concernant son financement. Puis, suite au discours de Reagan dans lequel il propose de s'engager dans la promotion de la démocratie de manière publique et privé[81], The Asia Foundation décide de se réorienter dans ce domaine et rédige un « Proposed Program for Strengthening the Infrastructure of Democracy in Asia and the Pacific in Response to President Reagan's Call for Action in his June 1982 Address to the British Parliament »[82]. La législation de 1983 lui octroie un financement de 5 millions de dollars et prévoit également la création d'une seconde quango, la NED, avec une portée plus internationale. Il est intéressant de noter comment était considérée la TAF par le Congrès : « a private instrumentality that would be privately governed and would

[80] « The Asia Foundation: Past, present, and future », Prepared for the Committee on Foreign Relations United States Senate by the Foreign Affairs and National Defense Division, Congressional Research Service, February 1983, p. 1.
[81] Ronald Reagan, Address to the British Parliament, London, 8 juin 1982
[82] « The Asia Foundation: Past, present, and future »… *op. cit*., p. 11.

have the freedom and flexibility to do things the Gouvernment would like to see done but which it chose not to do or could not do directly as well »[83]. Ce parallèle entre les deux entités nous montre que la NED est créée dans la même optique, avec une volonté de transparence, mais dans un objectif de défense des intérêts américains. L'Asia Foundation est une illustration du « state-private network »[84], dont le lien était la CIA. Dans cette optique, l'initiative de la NED renouvelle cette notion de public/privé mais en opérant une rupture avec la CIA et la culture du secret.

La nouvelle fondation est pour sa part, financée par le Congrès par le biais de l'United States Information Agency, l'agence en charge de mener la *public diplomacy* américaine. Ce domaine souffre d'un manque de consensus concernant sa définition[85]. Nous retiendrons celle du président Reagan dans la directive 77 du Conseil de sécurité national de 1983 sous le titre « Management of Public Diplomacy relative to national security », : « Public diplomacy is comprised of those actions of the U.S. Government designed to generate support for our national security objectives » [86].

Ce choix de financement montre que la fondation est, dans la vision du président, un élément de *public diplomacy*, mais il est possible qu'elle soit davantage un réel instrument de politique étrangère. Si tel est le cas, on peut se demander comment cette relation a évolué avec la fin de la Guerre Froide. Nous avons vu que les écrits sur cette question sont relativement très critiques et montrent la NED comme un outil du gouvernement américain dans le prolongement des actions de la CIA. Mais la NED est un organisme complexe et ce lien est à la fois direct et indirect.

---

[83] *Ibid*., p. 1.
[84] Robert Pee, « Political Warfare … *op. cit*, p. 24.
[85] Raphaël Ricaud, dans sa thèse, en propose une dizaine, mais il explique qu'il est possible d'en trouver beaucoup plus. Raphaël Ricaud, *La Public diplomacy des Etats-Unis : Theories, pratiques, effets (1948-2008),* 2012, thèse sous la direction de Pierre Guerlain, Université Paris Ouest Nanterre La Defense, p. 39.
[86] Management of Public Diplomacy Relative to National Security (NSC-NSDD-77), 14 janvier 1983, p. 1. https://fas.org/irp/offdocs/nsdd/nsdd-077.htm

Face à ces éléments, il est apparu intéressant d'examiner le degré réel de l'autonomie de la NED, et envers qui elle s'exerce, le Congrès du fait de son financement ou le Président à l'origine du projet. Cela nous conduit à nous interroger sur la manière dont cette autonomie évolue au regard des changements d'administration. Car si la NED est un instrument de politique étrangère, elle peut être considérée comme un outil plus ou moins prioritaire selon les différents présidents.

Ce travail s'arrête au début des années 2000, qui représente un nouveau tournant dans les relations internationales avec les attentats du 11 septembre 2001. L'ennemi américain n'est alors plus un régime politique, ni même un État, mais c'est le terrorisme qui devient la première menace pour les États-Unis. Le nouveau président, George W. Bush, va modifier sa politique étrangère pour se concentrer sur la lutte contre le terrorisme, et la promotion de la démocratie devient alors un des instruments de ce nouvel objectif. Le *strategic document* de 2002 de la fondation tente de prouver toute la pertinence de la promotion de la démocratie face à ce nouveau fléau et montre une nouvelle focalisation sur le « monde musulman »[87]. Ce travail étudie donc la NED de sa création jusqu'à cet événement historique du 11 septembre 2001 qui va de nouveau modifier la politique étrangère des États-Unis et celle de la fondation.

Au regard de ces éléments, cette recherche entend répondre à la problématique suivante :

Les années 1990 marquent-elles un changement dans la stratégie de la NED et cela correspond-il à un degré d'autonomie plus élevé envers le gouvernement américain ?

Cette relation est étudiée par comparaison entre les deux périodes que sont les années 1980 et les années 1990. La réponse à cette question s'articule autour de trois arguments qui

[87] National Endowment for Democracy Strategy Document January 2002, 18 p.

constituent les trois parties.

Dans une première partie, nous chercherons à montrer que le contexte de la création de la NED, le profil de ses dirigeants ainsi que son type de financement, sont autant d'éléments qui en font une organisation imprégnée de considération de politique étrangère. En effet, le premier chapitre est consacré au moment charnière de la création de la NED. Le contexte, à la fois national et international, influence le président Reagan qui est à l'origine du projet. De même, nous verrons de quelle manière la position de ce dernier, fermement anti-communiste, donne à cette nouvelle initiative une connotation idéologique. Dans un second chapitre, une étude prosopographique des dirigeants de la NED tentera de démontrer comment la composition du conseil d'administration est un facteur de rapprochement entre les intérêts de la NED et ceux du gouvernement américain. Enfin, le troisième chapitre se consacre à l'aspect financier, notamment la manière dont le financement public dont bénéficie la NED peut être un élément la mettant à disposition du gouvernement.

La seconde partie entend analyser la manière dont ses activités sont affectées par ces influences dans les années 1980, en détaillant ses choix de financement dans les différentes régions et en les comparant à la politique du président Reagan afin de relever s'il y existe une convergence. Cela nous permettra de faire ressortir des anomalies de son fonctionnement interne qui peuvent être une explication à sa politique parfois très proche de celle du gouvernement.

Enfin, la troisième partie proposera une comparaison avec les activités de la NED dans les années 1990, parallèlement à la politique du nouveau président Clinton. Après avoir montré que la NED revêt un nouveau rôle de maintien de l'hégémonie américaine, nous expliquerons en quoi cela se manifeste dans ses choix de bénéficiaires et dans ses nouvelles initiatives de recherche, avec une analyse des dirigeants de l'IFDS et du *Journal of Democracy* ainsi que de ses publications.

Sommaire

Partie 1. Une organisation sous influence dès sa création

Chapitre 1. Imprégnée de considérations de politique étrangère, la NED a su se faire accepter grâce à l'efficacité de son organisation

Chapitre 2. Sociologie des dirigeants : une influence tripartite

Chapitre 3. Une stratégie de financement public comme moyen d'instrumentalisation au service de la politique étrangère de Guerre Froide

Partie 2. Une organisation dont le rapprochement avec le gouvernement américain a été critiqué dans les années 1980

Chapitre 1. Les pratiques de la NED : un parallèle entre ses activités et les priorités du gouvernement

Chapitre 2. Un fonctionnement interne défaillant qui peut expliquer les anomalies observées dans le travail de la NED

Partie 3. Une organisation qui vise à maintenir la position hégémonique américaine à partir de 1990.

Chapitre 1. Les pratiques de la NED dans le nouveau contexte des années 1990

Chapitre 2. Le *Journal of Democracy* et l'International Forum for Democratic Studies : l'hégémonie par la persuasion

Conclusion

1ère Partie. Une organisation sous influence dès sa création

La National Endowment for Democracy a été créée par une loi du 22 novembre 1983[88] qui fait suite à un long processus initié par le président Ronald Reagan. Le contexte international se caractérise par ce que l'on appelle la guerre fraîche[89], c'est à dire la reprise des tensions entre les deux grandes puissances qui s'observent entre 1975 et 1985 après une période de détente dans la Guerre Froide. L'endiguement du communisme est encore à l'ordre du jour, c'est une priorité pour le gouvernement américain et la NED est alors pensée comme un instrument de sécurité nationale. L'objectif est de créer une organisation bipartisane, indépendante, mais dont l'objectif principal demeure clair, la sécurité américaine face à un ennemi menaçant qui peut s'avérer encore dangereux. Dans cette partie nous tâcherons de comprendre les éléments associés à la création de la NED qui en ont fait dès le départ un organisme instrumentalisé dans un but de politique étrangère et les caractéristiques internes qui ouvrent une brèche à l'autonomie de la NED, et rendent possible une certaine influence. La notion d'influence en relation internationale « définit de façon plus souple la capacité d'un acteur à faire triompher ses vues ou à produire du changement par des outils alternatifs (le rayonnement, la culture, l'image) utilisés de façon non coercitive voire indirecte »[90]. Dans notre cas, elle s'exerce sur l'organisation, et il est nécessaire d'identifier les groupes ou personnes susceptibles d'avoir une influence sur cette entité.

Dans un premier chapitre, nous détaillerons les éléments de contexte, à la fois national et international de la création de la NED, et leurs conséquences sur le statut choisi pour cette nouvelle organisation. Ensuite, un second chapitre nous amènera à réaliser une analyse sociale des dirigeants successifs de la NED entre 1984 et 1999, afin de faire apparaître des logiques

---

[88] H.R. 29-15, PUBLIC LAW 98-164—NOV. 22, 1983, 97 STAT. 1039, Title v-National Endowment for Democracy SEC. 504(a)(1)
[89] Terme utilisé par Leonid Brejnev en 1978.
[90] Bastien Nivet, « La puissance ou l'influence ? Un détour par l'expérience européenne », *Revue internationale et stratégique*, vol. 89, no. 1, 2013, p. 83.

d’influence de certains secteurs. Nous nous focaliserons notamment sur le mouvement néoconservateur, les syndicats et le secteur gouvernemental. La dernière étape de cette partie consistera à analyser la NED en termes financiers. En effet, ce troisième chapitre permettra de mettre en lumière l’application directe de ces différentes influences, au travers des mécanismes de ce financement, notamment par l’implication de plusieurs organismes gouvernementaux, l’United States Information Agency, l’United States Agency for International Development, ou encore le Département d’État, mais également dans la répartition des fonds entre les différents bénéficiaires de la fondation.

Chapitre I. Imprégnée de considérations de politique étrangère, la NED a su se faire accepter grâce à l'efficacité de son organisation

La NED n'est pas étrangère aux préoccupations de politique étrangère du gouvernement américain et le contexte de l'époque joue un rôle important. Les initiatives de politique étrangère de cette période entraient généralement dans le cadre plus vaste de la Guerre Froide et de l'endiguement du communisme. La NED ne fait pas exception. Outre le contexte international, cet organisme a été créé pendant une période de déclin de la puissance américaine que le nouveau président va s'efforcer de contrer. La fondation est précisément un moyen de répondre à ces évènements. Elle a en effet été une initiative présidentielle, créée par Ronald Reagan qui prône alors la défense de la démocratie dans le monde comme un enjeu de sécurité nationale[91]. Avec ce dernier, on observe le retour à une présidence impériale[92] qui s'accapare la politique étrangère. Ensuite, il convient de se pencher sur le statut de la NED qui reflète les éléments précédents. La fondation a été créée en vue de jouer un rôle dans le contexte international agité et pour cela, son organisation doit être performante. En effet, c'est une « quasi nongovernmental organization », une organisation qui utilise les mécanismes des secteurs public et privé ce qui a pour effet de la rendre efficace en augmentant sa marge de manœuvre. Dans cette optique de performance, elle a adopté un fonctionnement bipartisan et multisectoriel, en alliant les deux partis politiques américains ainsi que les autres membres de la société, les entreprises et les syndicats ainsi qu'en faisant participer des représentants de la société américaine. La NED est donc une organisation fortement engagée politiquement, impliquée indirectement dès sa création dans le plan de la Guerre Froide.

[91] Ronald Reagan, Address to the British Parliament, London, 8 juin 1982
[92] Arthur M. Schlesinger, *La Présidence Impériale*, Paris, Presse Universitaire de France, 1973, 561 p.

1. Une fondation créée dans un contexte national et international propice à l'instrumentalisation

L'idée d'utiliser la promotion de la démocratie est apparue dans le discours de Reagan du 8 juin 1982 devant le Parlement britannique :

> « The objective I propose is quite simple to state: to foster the infrastructure of democracy, the system of a free press, unions, political parties, universities, which allows a people to choose their own way to develop their own culture, to reconcile their own differences through peaceful means »[93].

Cela aboutira l'année suivante à la création de la National Endowment for Democracy. L'émergence de cette idée est issue de la combinaison de plusieurs éléments au niveau national et international. Dans le premier point, nous verrons que le pays fait face depuis les années 1970 à la perception d'un déclin qui ne fait que s'accentuer. Le nouveau président va alors s'employer à contrer cette tendance, en s'engageant plus fermement en politique étrangère que ces prédécesseurs, et en mettant l'accent sur la promotion de la démocratie notamment. Dans un second point, il conviendra d'analyser le contexte international de l'époque qui se caractérise par la guerre fraîche, c'est-à-dire un retour à une politique de Guerre Froide en pleine détente ce qui va également avoir un impact important sur la politique extérieure de Reagan.

[93] Ronald Reagan, Address to the British Parliament, London, 8 juin 1982

I.1.a) Au niveau national : une période de déclin de la puissance américaine

La réflexion sur le déclin américain est ancienne[94], elle a été un élément indirect encourageant la politique de promotion de la démocratie mise en place par le gouvernement. Dans ce domaine, les États-Unis, première démocratie moderne[95], conservent leur supériorité ce qui leur permet d'endosser ce rôle de modèle, prouvant que le déclin ne les atteint pas. Il convient tout d'abord de revenir sur cette idée de déclin afin de l'utiliser comme explication indirecte de la création de la NED.

Le début de la Guerre Froide est le témoin de l'émergence de l'idée selon laquelle les États-Unis entrent dans une « periods of peril »[96] face à l'incertitude concernant les capacités militaires et nucléaires soviétiques. Cette idée a été notamment portée par un rapport secret, le NSC-68 dont l'intitulé exact est « United States Objectives and Programs for National Security » émit par le Policy Planning Staff du Département d'État le 7 avril 1950 et déclassifié en 1975[97]. Selon ce rapport, la réponse des États-Unis face à l'hostilité croissante de l'URSS doit être l'augmentation de leur capacité militaire. Les recommandations de ce rapport ont été suivies par le Président Harry Truman qui a triplé ses dépenses militaires en pourcentage du Produit Intérieur Brut de 1950 à 1953[98]. Il contribue à diffuser l'idée selon laquelle l'augmentation des capacités militaires et notamment nucléaires soviétiques conduiront à un déclin général de la puissance américaine : « The emerging U.S. vulnerability is seen as

[94] Samuel P. Huntington, « Political Development and the Decline of the American System of World Order », *Daedalus*, Vol. 96, No. 3, Toward the Year 2000: Work in Progress, Summer, 1967, pp. 927-929
[95] Laurent Bouvet. « La démocratie américaine : unité et diversité », Jean-Vincent Holeindre éd., *La Démocratie. Histoire, théories, pratiques.* Éditions Sciences Humaines, 2010, p. 229.
[96] Robert H. Johnson, «Periods of peril: The window of vulnerability and other myths», *Foreign Affairs*, Vol 61, n°4, Spring 1983, p. 951.
[97] https://history.state.gov/milestones/1945-1952/NSC68
[98] *Ibid*.

undermining the American deterrent and as producing a general decline in American power if it is not promptly remedied »[99].

Cette idée est ensuite réapparue dans les années 1980, mais on parle alors à l'époque de « window of vulnerability », terme inventé par le Pentagone en 1978[100], puis repris dans les rapports du Committee on the Present Danger, organisation indépendante et non partisane, créée en 1976 par des opposants à la détente avec pour objectifs d'influencer la politique étrangère américaine. En 1978, ils publient un rapport intitulé « Is America becoming number 2 » qui exagère la menace communiste[101] et contribue à diffuser cette peur du déclin face à une puissance soviétique en expansion. Elle fait écho à d'autres évaluations sur le déclin de la puissance militaire américaine dans les années 1970[102].

Mais cette vulnérabilité repose sur une perception erronée de la course à l'armement soviétique. Le fait que ces derniers continuent d'acquérir des forces stratégiques malgré les traités de limitations ont inquiété les États-Unis qui étaient pourtant en position de supériorité dans ce domaine[103]. Bien que les préoccupations concernant cette fenêtre de vulnérabilité se sont révélées injustifiées[104], elles alimentent à l'époque le débat sur le déclin américain.

Selon, Michael Cox cette idée du déclin s'explique ainsi: « The original case for American decline was based on two seemingly irrefutable propositions. One was the more general theoretical notion, largely realist in origin, which argued that there were certain basic laws governing the operation of the international system, the most important of which was that all empires had a finite lifespan. The other was the self-evident fact (self-evident at least to those living at the time) that the American century was fast coming to an end after a mere 25

---

[99] Robert H. Johnson, «Periods of… *Op Cit*., p. 952.
[100] *Ibid*., p. 951.
[101] Justin Vaïsse, *Histoire du néoconservatisme aux États Unis*. Odile Jacob, 2008, 337p.
[102] Notamment Colin S. Gray and Jeffrey G. Barlow, « Inexcusable retraint: The decline of American military power in the 1970s », *International Security*, Vol. 10, N° 2, Fall 1985, pp.27-69.
[103] Raymond L. Garthoff, *Detente and Confrontation: American-Soviet Relations from Nixon to Reag*an, Final report to National Council for Soviet and East European Reserach, Washington, D.C., Brookings Institution, 1982, p. 41.
[104] Pavel Podvig, « The Window of Vulnerability That Wasn't: Soviet Military Buildup in the 1970s: A Research Note », *International Security*, Vol. 33, N° 1, Summer, 2008, p. 137.

years » [105]. L'empire américain serait donc en fin de vie et cette affirmation semblait donc dès la fin des années 1960, à la fois évidente et inéluctable.

Henry Kissinger expliquait en effet en 1969 que la fin de la Guerre Froide et la multipolarité croissante du monde conduirait inexorablement les États-Unis au déclin[106]. Une des raisons qu'il évoquait est la nouvelle configuration post-Seconde Guerre mondiale dans laquelle la puissance (définie par les moyens militaires), n'assure plus l'influence politique qu'elle conférait auparavant sur les autres États : « The paradox of contemporary military strength is that a gargantuan increase in power has eroded its relationship to policy »[107]. Les États-Unis, la plus grande puissance militaire mondiale, perd de son poids politique sur les autres états. De la même manière, la notion de balance du pouvoir trouve une nouvelle signification dans la Guerre Froide et la supériorité ne s'acquiert plus par expansion territoriale, mais par des éléments d'ordre interne : « major increases in power are possible entirely through developments within the territory of a sovereign state » [108]. L'obtention de l'arme nucléaire par exemple fait partie de ces changements qui confèrent un avantage en termes de puissance. Le régime politique deviendrait alors également un autre élément susceptible d'avoir des impacts en termes de puissance et de supériorité. Mais surtout, la fin de la guerre entraîne la montée de la politique multipolaire et par ce fait le déclin de la prééminence des superpuissances qui érodent la supériorité des États-Unis sur la scène mondiale[109]. Henry Kissinger évoque également d'autres changements ayant un impact sur le pouvoir américain tels que la perte d'influence de l'Organisation du Traité Atlantique Nord (ci-après OTAN) et la dépendance décroissante de l'Europe vis-à-vis de la superpuissance américaine d'un point de vue économique et sécuritaire. Il définit ainsi le nouveau rôle des États-Unis dans le monde: « The most profound challenge to American policy will be philosophical: to develop some concept of

---

[105] Michael Cox, "Is the United States in Decline - Again? An Essay", *International Affairs* (Royal Institute of International Affairs 1944), Vol. 83, N°.4, Jul., 2007, p. 645.
[106] Henry Kissinger*, American Foreign Policy: Three Essays*, W.W. Norton & Company, 1969, p 59.
[107] *Ibid*.
[108] *Ibid*, p. 60
[109] *Ibid*.

order in a world which is bipolar militarily but multipolar politically »[110]. Cette multipolarité se traduit également par la montée en puissance de ce qu'on appelle à l'époque le Tiers Monde, terme « scientifiquement impropre »[111] qui « désigne l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine »[112]. Ces régions s'opposent à la suprématie américaine, notamment dans le domaine économique. Or, la création de la NED exprime la prise de conscience de cette multipolarité et de l'importance de convaincre les nations étrangères de la légitimité du modèle américain. La politique de promotion de la démocratie s'inscrit dans cette volonté de renverser la dynamique du déclin qui se profile en raison de cette apparition de nouveaux états concurrents. Les États-Unis en perte de puissance s'engagent alors dans ce domaine ce qui leur permet de détenir une place de leader et plus important encore, de modèle. Pour Stanley Hoffman, le déclin qui touche les États-Unis est dû à une crise intérieure qu'il n'ont pas réussi à freiner et qui a eu des impacts sur la politique extérieure : « If U.S. statesmen do not address the domestic issues that deeply worry the people but that, in the absence of leadership, leave it adrift, America's ability to affect world affairs positively will decline further, and we will find ourselves on a road comparable to that on which the Soviet Union is now skidding »[113]. Le risque est une fin prématurée comme celle que connue l'URSS.

À l'arrivée de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis le 20 janvier 1981, l'idée du déclin américain était donc déjà bien présente[114]. Le pays se trouve dans la tourmente depuis le début des années 1970, avec une première dévaluation du dollar en 1971, suivie d'une deuxième deux ans plus tard. En 1973, le choc pétrolier met à mal l'économie américaine. Par ailleurs, le pays sort tout juste de la guerre du Vietnam, qui fut un réel traumatisme pour les américains et accentue « l'angoisse du déclin »[115] dans la population. Autre élément significatif,

---

[110] *Ibid*, p. 79
[111] Gérard Chaliand, *Repenser le tiers monde,* Paris, Éditions Complexe (programme ReLIRE), 1987, p. 9.
[112] *Ibid*.
[113] Hoffmann, Stanley, «A New World and its Troubles», *Foreign Affairs,* Fall 1990, p. 119.
[114] Michel Crozier, *Le mal américain*, Paris, Fayard, 1980, 295 p.
[115] Kandel, Maya. « VI - 1973 : Vietnam, Watergate, choc pétrolier : le début du déclin », *Les États-Unis et le monde. De Georges Washington à Donald Trump*, sous la direction de Kandel Maya, Paris, Éditions Perrin, 2018, p. 141

le scandale du Watergate en 1974 est divulgué dans le *Washington Post*. Cette affaire d'écoute du parti démocrate impliquant directement le président Nixon le conduit à démissionner. Dans cet épisode, la présidence même est touchée par la décadence, ce qui n'améliore pas la renommée du pays à l'étranger. De plus, les États-Unis doivent également faire face en interne à des émeutes noires, et à des difficultés économiques telles que la stagflation, un taux de chômage qui atteint les 9%, et une perte générale d'avance sur les autres États. En effet, quand en 1945 leur PNB représentait un tiers du mondial, en 1975 c'était le quart comme l'explique Pierre Mélandri dans son ouvrage[116]. Il attribue trois raisons à cette situation : « Ce "déclin" semblait alors procéder de trois sources différentes : une érosion relative de leurs moyens d'influence, une absence de volonté dans l'exercice de leurs responsabilités et, peut-être, une certaine maladresse dans l'utilisation de leur puissance » [117]. Cette situation entraîne une recrudescence des idées conservatrices. Denis Lacorne évoque également un « complexe d'infériorité »[118] qui envahit la nation américaine. Ce sentiment de déclin a poussé le gouvernement de Reagan à s'engager plus activement en politique étrangère. Jimmy Carter avait déjà débuté un retour à une politique de Guerre Froide avec l'URSS sans vraiment parvenir à affirmer sa fermeté. Comme le rappelle Pierre Mélandri : « De 1976 à 1980, l'« isolationnisme » ne cesse de reculer tandis que les « internationalistes » dépassent à nouveau le seuil de la majorité »[119]. Selon l'auteur, les affaires étrangères retrouvent leur importance au sein de la population qui les avait délaissées au début des années 1970 au profil de préoccupations intérieures. Reagan oriente également la politique étrangère vers une position plus sévère envers l'ennemi en raison de ce déclin, il déclare dans la directive de sécurité nationale 32 de 1982 :

---

[116] Pierre Mélandri, *La Politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, Presses Universitaires de France, 1982, p. 148.
[117] *Ibid*.
[118] Denis Lacorne, « Une présidence hamiltonienne : la politique étrangère de Ronald Reagan », *Revue Francaise de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques*, 39 (4), 1989, p. 540.
[119] Pierre Mélandri. *La Politique extérieure…, op. cit.*, p. 159.

« Given the loss of U.S. strategic superiority and the overwhelming growth of Soviet conventional forces capabilities, together with the increased political and economic strength of the industrial democracies and the heightened importance of Third World resources, the United States must increasingly draw upon the resources and cooperation of allies and others to protect our interests and those of our friends »[120].

Cela montre que la prise en compte de ce déclin est un des fondements de sa politique étrangère.

C'est dans ce contexte que Reagan arrive au pouvoir : un sentiment de déclin qui s'explique par des problèmes économiques et sociaux, une présidence dégradée, une perte d'influence au niveau international, des interventions militaires coûteuses et une baisse du prestige national. Il est donc fermement résolu à rétablir la grandeur de l'Amérique. Face à cette situation, les États-Unis revendiquent de nouveau la supériorité de leur modèle. Alors même que les domaines économiques et militaires sont atteints par ce déclin, le régime politique démocratique américain est un des éléments qui est le moins touché, bien qu'il ne soit pas totalement épargné comme le montre le taux d'abstention élevé de la fin des années 1970[121]. Il a vocation à être universel car légitime et doit donc être exporté. Il devient un outil de rayonnement international afin de démontrer que la décadence américaine n'est pas une réalité. L'impact de la diffusion de ce sentiment « décliniste » [122] sur la présidence de Reagan peut se résumer par cette phrase issue d'un article du *Wall Street Journal* de 1983 : « Plagued by continuing recession and wresting with budget deficits approaching $200 billion, President Reagan doesn't need more criticism today. It is time to find something that his administration is doing right-well, almost right-and here it is: the Democracy Initiative »[123]. Le Democracy Project est alors lancé par le président, c'est un projet de réflexion sur la promotion de la

[120] NSDD 32, US National Security Strategy, 20 mai 1982, p. 3.
[121] Pierre Mélandri, *Histoire des États-Unis II. Le déclin ? : depuis 1974*, Paris, Perrin, 2013, p. 837.
[122] Frédéric Leriche. « Les Etats-Unis. Géographie d'une grande puissance », sous la direction de Leriche Frédéric, Armand Colin, Paris, 2016, p. 276.
[123] Morton M. Kondracke, « A U.S. initiative to promote democracy around the world », *The Wall Street Journal*, 13 Janvier 1983

démocratie qui va se concrétiser par la création de la NED. C'est un des moyens pour lutter contre les maux qui touche l'Amérique, afin de renforcer son leadership affaibli. Mais cette politique de promotion de la démocratie s'inscrit plus largement dans un renforcement de la politique étrangère offensive des États-Unis vis-à-vis de l'URSS en raison d'une dégradation de la politique de détente.

I.1.b) Au niveau international : la « guerre fraîche » ou le retour des tensions

Alors que la Guerre Froide connaît une période de détente depuis 1962, plusieurs épisodes vont entraîner le retour des tensions entre les deux grandes puissances à partir de la fin des années 1970, ce que Léonid Brejnev qualifiait en 1978 de « guerre fraîche »[124]. Créée à la fin de l'année 1983, la NED est donc créée dans ce contexte de retour d'une politique offensive envers l'ennemi.

La détente est la volonté mutuelle d'une baisse des tensions entre les deux grandes puissances survenue après la crise des missiles de Cuba, c'est une « nouvelle ère de rapprochement et de coopération »[125] qui marque une rupture avec la Guerre Froide, tout en conservant ses grands principes : « Elle s'organise autour de cinq règles : parité mutuelle, dialogue direct, contrôle des armements, non-ingérence au sein des blocs, permanence de la compétition idéologique. Elle n'a donc pas pour but de bouleverser le système international mais de préserver le *statu quo* en évitant les risques de guerre mondiale »[126]. Elle correspond aux États-Unis à l'arrivée au pouvoir du président Richard Nixon et de son conseiller pour les affaires de sécurité nationale, Henry Kissinger (1968-1974), tous deux fortement en faveur d'un

[124] Maxime Lefebvre, *La politique étrangère américaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2018, p. 44.
[125] Maurice Vaïsse. *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2019, p. 77.
[126] François-Charles Mougel, et Séverine Pacteau, *Histoire des relations internationales, de 1815 à nos jours,* Paris, Presses Universitaires de France, 2016, p. 101.

désengagement américain. Côté URSS, c'est Leonid Brejnev qui est alors au pouvoir. Mais la détente sera perturbée par plusieurs éléments qui vont mettre à mal ce processus.

L'élément caractéristique de la détente est la volonté de chaque camp de s'engager dans un processus de contrôle des armements. Cette période voit la signature en janvier 1968 du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) dans lequel les deux puissances s'engagent, avec le Royaume-Uni, à ne transférer ni armes ni technologies nucléaires aux États non dotés d'armes nucléaires[127]. L'URSS et les États-Unis vont plus loin avec la signature, le 26 mai 1972 des accords SALT (Strategic Arms Limitation Talks), qui gèlent pour cinq ans le nombre de missiles stratégiques des deux puissances. Ce traité est la plus grande réussite de la détente, il représente un pas important dans l'engagement mutuel en faveur de la maîtrise des armements. Mais on considère également que la détente a connu son apogée en 1975, avec la signature à Helsinki de l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui a réuni les États-Unis, l'URSS, trente-trois pays d'Europe de l'ouest et de l'est[128] et a abouti à ce document qui, malgré le manque de force obligatoire, affirme des principes d'égalité, de non-ingérence, de non utilisation de la force, mais aussi de coopération dans divers domaines et de respect des droits de l'Homme[129]. Outre ces éléments de coopération entre les deux grands, ces derniers vont continuer à mettre en place des stratégies parallèles qui vont constituer les premières fissures de la détente, car la détente « reste par conséquent un rapport de forces entre les deux blocs »[130].

En effet, du côté des États-Unis, le début des années 1970 va être le témoin d'un rapprochement avec la Chine. À la suite d'un voyage secret de Henry Kissinger, alors conseiller à la sécurité nationale, à Pékin en juillet 1971, le président Richard Nixon effectue une visite

---

[127] *Ibid*, p. 80.
[128] Les membres européens sont les suivants : la République fédérale d'Allemagne, la République démocratique allemande, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Liechtenstein, le Luxembourg, Malte, Monaco, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni, Saint-Marin, le Saint-Siège, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie et la Yougoslavie mais également le Canada.
[129] *Ibid*, p. 85-86.
[130] François-Charles Mougel, et Séverine Pacteau. *Histoire… op. cit*., p. 101.

officielle en février 1972 qui se soldera par la signature du « communiqué de Shanghai », dans lequel notamment les deux parties s'accordent sur la politique « d'une seule Chine »[131]. Ce communiqué est le symbole de la reprise du dialogue entre les deux pays, un an après l'entrée de la Chine à l'ONU.

Du côté du bloc soviétique, l'année 1972 est le témoin de la levée de l'embargo sur toutes les exportations américaines à destination de l'URSS. Mais malgré ces améliorations dans les relations, la puissance de l'URSS va se renforcer par diverses alliances. Tout d'abord, un traité d'amitié et de coopération avec la Somalie a été signé en 1974. En 1975, le Mozambique et l'Angola indépendants adoptent des régimes d'inspiration marxiste-léniniste et le Sud-Vietnam et le Laos intègrent le COMECON (Conseil d'Assistance Économique Mutuel créé par l'URSS). Ces nouvelles amitiés des États-Unis et de l'URSS sont le prélude à une nouvelle phase offensive.

Le principal événement à l'origine du retour des tensions correspond à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. Ce pays connaît un coup d'État en 1973 qui renverse la monarchie et proclame la république sous la présidence de Nour Mohammad Taraki, qui choisit le camp communiste et signe un accord d'amitié avec l'URSS[132]. Mais le parti communiste du pays est affaibli par la montée de l'islamisme. Le président et son premier ministre, Hafizullah Amin, demande à plusieurs reprises une assistance soviétique en application de l'accord d'amitié[133]. En septembre 1979, le président Taraki est assassiné par son premier ministre Amin. Compte tenu du fait que ce dernier a fait ses études aux États-Unis, l'URSS le soupçonne d'être un espion américain. Le 24 décembre 1979, l'URSS se décide alors à intervenir, envoie des troupes en Afghanistan et fait assassiner le nouveau président Amin. Elles portent alors au pouvoir le communiste Babrak Karmal, même si ce dernier ne remporte pas la confiance des musulmans

---

[131] Odd Arne Westad, *Histoire mondiale de la Guerre Froide. 1890-1991*, traduit de l'anglais par Devillers-Argouarc'h Martine, Paris, Perrin, 2019, p. 428.
[132] Philippe Sidos, « 1979, l'entrée des soviétiques en Afghanistan : des hypothèses de planifications contrariées », *Stratégique*, vol. 113, no. 3, 2016, p. 58.
[133] *Ibid*, p. 73.

ruraux. L'URSS a été contrainte d'agir pour empêcher l'islamisme de conquérir l'Afghanistan et éviter une perte d'influence dans la région, d'autant plus que le Pakistan voisin est un allié des États Unis. Mais surtout, il craignait que le nouveau président soit un « agent américain » et que le pays change subitement de camp, ce qui aurait modifié l'équilibre des puissances dans la région[134]. Rapidement, l'Organisation des Nations Unies dénonce cette intervention qu'elle qualifie d'ingérence. L'URSS est alors accusée de vouloir compromettre la détente. Les États-Unis, de leur côté, considèrent cela comme une véritable offensive et une reprise des hostilités. En effet, l'URSS est apparue comme une puissance toujours expansionniste et prête à prendre les armes ce qui nécessite une réponse immédiate.

Les américains réagissent d'autant plus fortement qu'ils viennent de perdre leur allié iranien suite à la révolution iranienne de 1979 portée par l'Ayatollah Khomeiny, qui entraîne la proclamation d'une nouvelle république islamique en avril de la même année. Celle-ci veut rompre avec le processus de modernisation lancée par le Shah et prône un anti-américanisme poussé. L'enchevêtrement de ces événements a poussé les deux grands à réagir de manière offensive, créant une rupture avec la détente.

Mais l'invasion de l'Afghanistan a également mis à mal le processus de contrôle et de réduction des armements. En effet, en juin 1979, Jimmy Carter et Leonid Brejnev signaient les accords SALT II, négociés depuis 1974 dans le prolongement de SALT I. Mais le Sénat américain refusa finalement de les ratifier en réaction à l'invasion soviétique même si les deux parties ont tout de même déclaré qu'elles en respecteraient les clauses. Cet épisode a réduit les espoirs mis dans la détente. Face à cette nouvelle configuration, Jimmy Carter rencontra plusieurs dissidents soviétiques pour confirmer son mécontentement, il appela également au boycott des Jeux Olympiques de Moscou prévu pour l'été 1980 et suspend les exportations de blé à l'URSS en janvier 1980 en raison de « la menace de l'impérialisme soviétique »[135] .

---

[134] *Ibid*., p. 66.
[135] Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 475.

Un autre épisode qui marque le retour des tensions de Guerre Froide est la crise des euromissiles. L'URSS continue timidement la course à l'armement en contournant les accords SALT et installe 330 missiles SS-20 tournés vers l'Europe occidentale. Cette dernière n'a pas les capacités de réagir et est contrainte de s'en remettre aux États-Unis. En janvier 1979, l'OTAN décide de négocier avec l'URSS le retrait de ses missiles et en cas de refus, d'installer des missiles intermédiaires en République Démocratique Allemande. En 1983, 108 Pershing II et 464 missiles de croisière sont installés[136].

En 1980, l'URSS demeure la priorité en termes de sécurité nationale comme l'explique le secrétaire à la Défense Harold Brown dans son rapport de 1980 : « Among our international problems, the Soviet Union undoubtedly looms as the largest adversary player »[137] […] « We can only note that in existing circumstances, the Soviet Union remains a major force for instability -- not the only one but the biggest one »[138].

Par ailleurs, l'élection de Reagan à la présidence des États-Unis est également le signe d'un changement et d'une rupture avec la détente. Stanislas Jeannesson décrivait ainsi l'arrivée de Reagan : « C'est le retour en force de l'idéologie dans sa version la plus pure, celle de l'ultralibéralisme économique, au service d'une croisade anticommuniste, d'une lutte de tous les instants contre « l'empire du mal » » [139]. Le budget de la défense est alors multiplié par deux et Reagan lance un nouveau projet, l'initiative de défense stratégique, IDS, appelé communément « guerre des étoiles », le but étant de créer un bouclier anti-missile. Ces événements incitent à remettre la sécurité nationale au centre des préoccupations. C'est dans ce contexte de guerre fraîche que Ronald Reagan arrive à la Maison Blanche et adopte alors une attitude offensive face à l'URSS. Selon Thomas Carothers, « Military force (…) was the core

[136] Stanislas Jeannesson, « IV. La fin de la Guerre Froide », *La Guerre Froide,* Paris, La Découverte, 2014, p.84.
[137] Department of Defense, Annual Report, Fiscal Year 1980, Report of Secretary of Defense, Harold Brown, o the Congress on the FY 1980 budget, FY 1981 authorization request and FY 1980-1984 defense program, January 25, 1979, p. 4.
[138] *Ibid*, p. 32.
[139]Stanislas Jeannesson, *La Guerre Froide… op. cit*. p. 85.

of the new policy line »[140] . Bien que la détente reprenne à partir de 1985, le début des années 1980 est marqué par une méfiance particulière envers l'URSS. La volonté du président de renforcer la promotion de la démocratie s'inscrit dans la stratégie d'endiguement du communisme qui est particulièrement d'actualité à l'époque. Comme l'explique Thomas Carothers : « President Reagan's initial foreign policy team believed that the U.S. government should fight back in the war of ideas with a substantial program of international activities to promote democracy as an ideology »[141]. C'est en effet une des premières grandes affirmations de Reagan qui va se concrétiser par la création d'une organisation privée, la National Endowment for Democracy. Alan Pifer décrivait très bien le processus de création de ce type d'organisation : « In each instance there was a convincing basic reason for its establishment. An urgent national need had been identified that no other institution in the society was meeting, or, seemingly, could meet »[142]. Dans notre cas, ce « besoin national urgent » représente cette reprise des hostilités de la part de l'URSS et la NED apparaît comme l' « organisation de la situation ». Reagan affirmait dans son discours du 8 juin 1982 devant le parlement britannique : « What I am describing now is a plan and a hope for the long term -- the march of freedom and democracy which will leave Marxism-Leninism on the ash-heap of history as it has left other tyrannies which stifle the freedom and muzzle the self-expression of the people »[143]. La fondation est par conséquent indissociable du contexte de sa mise en place qui l'imprègne d'une atmosphère profondément belliqueuse et anticommuniste. La Guerre Froide est au cœur du processus de création de la fondation qui est apparue comme une des réponses à ces évènements.

La décision du président Reagan de mettre en avant la promotion de la démocratie est à la fois une réponse au sentiment de déclin qui envahit le pays à partir des années 1970 et au

---

[140] Thomas Carothers, *Aiding democracy abroad: the learning curve*, Washington DC, Carnegie Endowment, 1999, p. 30.
[141] *Ibid*.
[142] Alan Pifer, *The Quasi-non-governmental organization*, in D.C. Hague, W.J.M. Mackenzie and A. Barker (eds) *Public policy and private interests: The institutions of compromise*. London, Macmillan, 1975, p. 383.
[143] Ronald Reagan, Address to the British Parliament, London, 8 juin 1982

contexte de la guerre fraîche qui implique une URSS potentiellement offensive. C'est également un moyen pour l'Amérique de retrouver sa grandeur. Ces éléments d'ordre internes et externes ont également pour conséquence de pousser le président à rétablir un pouvoir exécutif fort, notamment dans le domaine de la politique étrangère, en redonnant toute son importance à la notion de sécurité nationale. Ce faisant, la promotion de la démocratie s'inscrit dans cette nouvelle politique et se convertit en un élément important de lutte contre l'ennemi communiste.

2. Une initiative présidentielle avec le soutien du Congrès dans une optique anti-communiste

La NED est une fondation particulière et inédite dont le processus de création ainsi que le but révèlent un lien avec l'administration que l'on peut considérer comme étroit. Elle a effectivement été créée à l'initiative du président Reagan, dans une période de retour de ce que l'historien Arthur Schlesinger appelait la « présidence impériale »[144]. Ce penchant du pouvoir vers l'exécutif connaît un relatif retour en force sous la présidence de Ronald Reagan, en réaction aux éléments cités dans les points précédents, à savoir l'ombre du déclin et des brèches dans la détente. Selon Pierre Mélandri : « L'Administration Carter ayant péché par faiblesse et par humilité, la nouvelle équipe semble avoir espéré refaire l'unité du pays comme celle de ses alliés sur une politique ferme d'endiguement armé face à l'expansionnisme soviétique dans le monde entier »[145]. Ce retour en force de la présidence, notamment en matière de politique étrangère, va se traduire par la création d'une organisation non gouvernementale chargée de promouvoir la démocratie dans un but de lutte idéologique contre l'ennemi communiste. Ronald Reagan prend en main la politique étrangère pour remettre la sécurité nationale en son centre.

[144] Arthur M. Schlesinger, *The Imperial presidency*, Boston, Houghton Mifflin, 1973, 505 p.
[145] Pierre Mélandri. *La Politique extérieure…, op. cit.,* p. 194.

À son arrivée au pouvoir, il souhaite rompre avec la politique de ce que Carl Gershman appelle le « new foreign policy establishment »[146] , au pouvoir sous Carter et opposé au *containment* mais qui a échoué à mettre en place une politique étrangère efficace. Toutefois, il utilise un moyen indirect, une quango, ce qui laisse entrevoir le retour prochain de la détente (on considère que l'épisode de guerre fraîche prend fin en 1985). Malgré les attentes qu'il a suscitées, notamment chez les néoconservateurs, le but du nouveau président est la paix par la démocratie.

I.2.a) Retour de la présidence impériale et défense de la sécurité nationale

Arthur Schlesinger a théorisé la notion de présidence impériale dans son ouvrage de 1973[147]. Elle caractérise selon lui la tendance du président à concentrer entre ses mains le pouvoir, davantage que ce qui lui est officiellement attribué par la constitution, grâce à une interprétation souvent personnelle[148]. Elle représente un déséquilibre institutionnel qui crée une relation de conflit avec la branche législative, qui pâtit bien souvent de cette situation.

Arthur Schlesinger explique que les pères fondateurs optaient dès le départ pour une centralisation plus grande du pouvoir vers l'exécutif. Dans le *Federalist n°70*, Alexander Hamilton déclarait: « Energy in the Executive is a leading character in the definition of good government »[149]. Dans le domaine de la politique étrangère, le congrès a, selon la constitution, le pouvoir « de réglementer le commerce avec les nations étrangères »[150] et joue un rôle dans l'élaboration des traités. Il a également d'autres pouvoirs, dont celui de voter des crédits, de

[146] Carl Gershman, « The rise and fall of the new foreign-policy establishment », *Commentary*, n°70, juillet 1980, p13-24.
[147] Arthur M. Schlesinger, *The Imperial… op. cit.*
[148] *Ibid*.
[149] Alexander Hamilton, *The Executive Department Further Considered*, New York, Packet March 14, 1788
[150] Constitution of the United States, Article I, Legislative Branch, Section 8. https://constitution.congress.gov/constitution/

lever et d'entretenir les armées, d'édicter les règles de naturalisation et d'immigration, d'établir des taxes, de définir et de punir les infractions à la loi des nations et surtout de déclarer la guerre. Le président se voit confier, de son côté, le commandement des forces militaires et navales. Cependant, il est souvent considéré dans la pratique qu'en matière de politique extérieure, un seul centre de pouvoir est préférable[151]. Abraham Lincoln a été le premier à utiliser la guerre présidentielle, c'est-à-dire sans demander l'autorisation du Congrès[152]. Il y a selon lui un pouvoir de guerre de la présidence qui découle du rôle de commandant en chef des armées. Il distingue les guerres offensives, qui doivent être déclarées par le congrès et les guerres défensives dont l'urgence nécessite une réaction rapide et qui passent outre l'avis du congrès. Au cours du XIXème siècle, cette distinction est réutilisée. Il est alors considéré qu'il y a deux directions du pouvoir de guerre : en cas de faible danger, il n'y a pas besoin de l'aval du Congrès, et dans le cas d'un danger urgent, il n'y a cette fois pas le temps de demander au Congrès. Dans les deux cas, le pouvoir de guerre retourne alors vers la présidence.

La Guerre Froide a modifié, par son incertitude et ses frontières mouvantes, les mécanismes de politique étrangère, qui diffèrent de ceux à l'œuvre lors des guerres traditionnelles. Elle remet en cause toutes les pratiques de la guerre utilisées jusque-là. La menace d'une crise impossible à prévenir exigeait la concentration entre les mains de l'administration des moyens de réponse immédiats. Par exemple, la guerre de Corée a été proclamée en décembre 1950 par le président Harry Truman sans demande préalable au Congrès. Cela augmentait considérablement les prérogatives présidentielles en matière de guerre.

De son côté, Dwight Eisenhower, au départ opposé au renforcement de la présidence, y a finalement contribué face à la menace communiste. En effet, les années 1950 sont caractérisées par un sentiment de crise permanente. L'arme nucléaire rendait le commandement

[151] Arthur M. Schlesinger, *The imperial… op. cit.* p. 24.
[152] *Ibid*. p.42

plus sûr dans les mains d'un seul homme choisi par le peuple. Dean Rusk - de la fondation Rockefeller - déclare en 1972 : « En tant que commandant en chef, le président peut déployer les forces armées et les engager dans des opérations actives. À l'âge des missiles et des ogives thermonucléaires, ses pouvoirs sont aussi vastes que la situation l'exige »[153]. De même, le sénateur William Fulbright affirmait : « La façon dont nous avons ligoté le Président en lui mesurant trop chichement le pouvoir ne répond pas aux exigences actuelles de la politique étrangère »[154].

Un autre élément qui renforce le pouvoir du président est la création de la CIA en 1947, sur laquelle le Congrès n'a aucun pouvoir. À cette période, la sécurité nationale a été érigée en « valeur suprême ». La suprématie de l'exécutif a été « renforcée par la décision d'Eisenhower de mettre entre les mains de la CIA un pouvoir aussi peu contrôlé »[155]. En effet, ses activités secrètes l'étaient aussi envers le Congrès (par exemple lors de l'épisode de la Baie des cochons). Kennedy créa alors le « 303 Committee » pour la contrôler davantage, « mais le secret dont jouissait la CIA continua de protéger des opérations clandestines dans l'Asie du Sud-Est et confirma encore l'emprise présidentielle sur le pouvoir de guerre »[156]. La crise des missiles de Cuba confirma le fait « qu'à l'âge nucléaire il n'y avait d'autre choix que de laisser le président prendre unilatéralement les décisions » [157]. Il y a eu lors de cet épisode une intense consultation au sein de l'exécutif, mais aussi au sein de la presse (notamment le *New York Times* pour leur demander de repousser leur article dans le cas où ils découvriraient le secret de la crise en cours). Néanmoins, le Congrès n'a pas été consulté, il fut seulement convoqué pour l'annonce de la décision. Dans cette crise, se trouvèrent combinés les trois facteurs que les spécialistes en politique étrangère déclarent être les éléments caractéristiques des décisions à l'âge nucléaire,

---

[153] Dean Rusk, The president, Foreign Affairs, avril 1960, in H.F. Amstrong ed., Fifty years of foreign affairs, New York, 1972, p. 306. Cité en français dans Arthur M. Schlesinger, *La Présidence Impériale*, Paris, Presse Universitaire de France, 1976, p. 180.
[154] Cité dans Arthur M. Schlesinger, *La Présidence Impériale*, Paris, Presse Universitaire de France, 1976, p. 180.
[155] *Ibid* p. 182.
[156] *Ibid.*, p. 183.
[157] *Ibid.*

à savoir le danger, le secret et le temps[158]. C'est cela qui a poussé à la nécessité d'une décision présidentielle unilatérale et indépendante. Ainsi, selon Arthur Schlesinger : « Hélas, l'action de Kennedy, qui aurait dû être célébrée comme une exception, devint une règle sacrée. […] Mais ce que cette crise nous a légué c'est la conception impériale de la Présidence qui allait entraîner si bas la République dans l'affaire du Vietnam »[159].

Sous Kennedy, certaines interventions ont été faites sans l'autorisation du congrès. Mais les pertes ont été minimes et le Congrès était alors en accord avec la politique générale du gouvernement. D'autres sont restées secrètes et ont donc échappé au contrôle du pouvoir législatif. Par exemple, au printemps 1965, son successeur, Lyndon B. Johnson ordonne l'envoi de 22 000 soldats américains en République Dominicaine sans autorisation du Congrès. Au début de la même année, il décrète l'américanisation de la guerre du Vietnam et envoie des soldats dans ce théâtre. Mais rien ne justifiait une décision unilatérale dans ce cas, il n'y a pas eu de résolution de l'ONU légitimant cela, pas de violation de frontières, pas de menace pour la sécurité nationale, pas de civils américains à secourir (comme ce fut le cas en République Dominicaine). Mais il y avait la résolution du golfe du Tonkin, approuvée en 1964 par le Congrès par laquelle ce dernier « approuve et soutient la détermination du Président de prendre, en tant que commandant en chef, toutes les mesures propres à repousser une attaque armée contre les forces américaines et à prévenir toute agression dans l'avenir »[160]. Elle donne le pouvoir au président d'employer l'armée comme il le veut mais manque de précision, ce qui porte à des interprétations différentes selon les membres du Congrès. En effet, beaucoup ne pensèrent pas que cela servirait de base à une guerre importante et prolongée en Asie. Pour Johnson, cette résolution apportait seulement « l'opinion du congrès »[161], rien d'autre, et elle ne fut pas nécessaire pour justifier ces actions. Il ne pense pas qu'elle « servît de base légale à

[158] *Ibid*.
[159] *Ibid.*, p. 186.
[160] *Ibid*. p. 192.
[161] *Ibid*.

son action »[162], même s'il la brandissait plus tard comme preuve que le Congrès avait autorisé l'escalade de l'engagement américain. « Tout ce dont la branche exécutive était consciente, c'est que la branche législative représentait une force irrationnelle qu'il fallait ignorer aussi longtemps que possible, et puis ménager, savoir prendre, ou tout simplement circonvenir, mais ne jamais considérer comme une source valable de conseils »[163]. On assiste ici à la réaffirmation de la thèse de la guerre défensive, avec un nouveau contexte, un monde plus petit dans lequel même une attaque éloignée peut menacer la sécurité de la nation. Dans ce nouveau contexte, il est plus aisé de justifier une intervention dans le but de défendre la sécurité nationale, même à l'autre bout du monde. Ce monde rétréci et ce contexte de Guerre Froide offrent de plus grandes possibilités de guerre défensive prise unilatéralement. Arthur Schlesinger déclare que « la guerre défensive a toujours été la doctrine des empires » [164] . Mais c'est le successeur de Johnson, Richard M. Nixon, qui poussa jusqu'à l'extrême le principe de la présidence impériale. La résolution du Tonkin fut désavouée par l'administration en 1970 et abrogée par le Congrès en 1971. Malgré tout, Nixon envahit le Cambodge (qui était alors un état neutre) en 1970 sans accord du Congrès, comparant cela à la situation de Cuba. Mais au Cambodge, la situation durait depuis longtemps ce qui laissait le temps de consulter le congrès, il n'y avait alors pas d'urgence dans ce pays qui justifierait une action unilatérale. Le Cambodge ne constituait pas non plus une menace pour les États-Unis. Selon Arthur Schlesinger, le président « s'arma d'une théorie sur les pouvoirs du commandant en chef si extensible et une théorie sur la guerre défensive si élastique qu'il pouvait librement sans qu'il y eut de crise nationale, sans en référer au Congrès, comme si user de l'autorité unilatérale de l'exécutif était pure routine, prendre seul l'initiative d'entrer en guerre contre tout pays contenant des troupes dont on pouvait imaginer qu'en certaines circonstances elles pourraient être utilisées pour attaquer des forces

[162] *Ibid*.
[163] *Ibid*., p. 192.
[164] *Ibid*, p. 194.

américaines »[165]. Cette décision a été prise sans même avouer qu'elle impliquait un dépassement des pouvoirs normaux du commandant en chef. Nixon justifie la guerre par la seule raison de la protection de troupes américaines et sa responsabilité de commandant en chef. L'invasion du Cambodge par Nixon ainsi que la prolongation de la guerre du Vietnam, lancée par Johnson, sans base légale, montre les excès qu'a fait le président des guerres présidentielles.

Le mandat de Richard Nixon représente l'apogée de la présidence impériale, un épisode de présidence « déchainée » comme le décrit Arthur Schlesinger. Ce dernier conclut de cet épisode que « l'image du président, assumant seul la responsabilité des affaires étrangères, imposant son sens des réalités et des nécessités à un gouvernement et à un public suspendu à ses décisions, devint la nouvelle orthodoxie »[166]. Cet état s'est relativement atténué sous Gerald R. Ford qui a été choisi, suite à la démission de Nixon, pour lui succéder, en vertu du 25ème amendement de la constitution. Cette absence d'élection du président a fait peser un handicap sur son mandat, qui manquait de légitimité. C'est pourquoi Ford a adopté un profil bas et une attitude de collaboration avec le Congrès et avec la presse, qui contrastait avec les excès de Nixon. La crédibilité de la présidence américaine est remise en question, Ford concédant que la présidence impériale a cédé le pas à une « imperilled presidency »[167].

De son côté, Ronald W. Reagan est élu en défendant la volonté de rétablir un exécutif fort après la présidence de Carter, mais sans aller dans les excès de la présidence impériale décriée dans les années 1960-70. Son élection est marquée par une atténuation du traumatisme de la guerre du Vietnam et du retour de la lutte anti-communiste. Selon Denis Lacorne, Reagan veut établir « une présidence forte qui s'affirme énergiquement contre un Congrès fort lui aussi mais divisé et incapable d'agir efficacement en période de crise internationale »[168]. Il qualifie la présidence de Ronald Reagan d'« hamiltonienne ». Ce type de présidence correspond aux

---

[165] *Ibid*, p. 202.
[166] *Ibid*, p. 216.
[167] Gerald Ford, cité dans David Mervin, *Ronald Reagan and the American Presidency*, London, New York, Longman Group UK Limited, 1990, p. 31.
[168] Denis Lacorne, « Une présidence hamiltonienne : la politique étrangère de Ronald Reagan », *Revue Francaise de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques*, 39 (4), 1989, p. 541.

années au pouvoir de George Washington et de ce qu'il appelle « les réflexions tardives des Pères Fondateurs, après la ratification de la constitution » [169]. Denis Lacorne affirme qu'à l'origine les pères fondateurs avaient pour objectifs de placer le pouvoir législatif comme principal détenteur du pouvoir de guerre, bien que le président conserve la possibilité d'agir en cas « d'attaque soudaine ». Ce droit ne fut pas inscrit dans la constitution mais a été reconnu dans les débats de la convention de Philadelphie. Selon l'auteur, les pères fondateurs « ont donc bien cherché faire du Congrès le principal organe de décision de la politique étrangère des États-Unis »[170]. Par la suite, Hamilton adoptera une nouvelle vision de la présidence qui sera utilisée plus tard pour accroître les pouvoirs présidentiels. Il explique son point de vue dans le Federalist n°70, dans lequel il déclare : « A feeble Executive implies a feeble execution of the government. A feeble execution is but another phrase for a bad execution; and a government ill executed, whatever it may be in theory, must be, in practice, a bad government »[171]. L'exécutif revient alors sur le devant de la scène. Hamilton défend « l'énergie » qui caractériserait les décisions présidentielles, c'est-à-dire « l'activité, le secret, la vitesse d'exécution » qui les accompagnent. Selon Denis Lacorne, « le pouvoir présidentiel est donc d'une autre nature que le pouvoir des Assemblées. Il est dicté par la nécessité et sa rapidité d'exécution exclut, par définition, la pondération et la sagesse d'une décision inscrite dans un long processus de délibération »[172]. Le secret et la rapidité sont d'ores et déjà des éléments essentiels de la prise de décision qui justifie un plus grand pouvoir exécutif malgré les écrits de la constitution. C'est la décision de George Washington, lors de la guerre franco-anglaise de 1793 qui décide de ne pas mettre en œuvre les traités d'alliance et d'amitié avec la France, se mettant en position de neutralité sans consulter le Sénat, qui est à l'origine de la doctrine des pouvoirs inhérents du présidents. Selon celle-ci, le président peut mettre en place sa politique étrangère sans intervention du Congrès.

---

[169] *Ibid*, p. 546.
[170] *Ibid*.
[171] Alexander Hamilton, The Federalist N° 70: Concerning The Executive Department Further Considered, New York, 15 March 1788.
[172] Denis Lacorne, « Une présidence hamiltonienne… *op. cit*., p. 557.

Madison ainsi que Jefferson n'étaient pas d'accord avec la vision hamiltonienne. Malgré tout, elle va prédominer au 20ème siècle, consacrée par un arrêt de la Cour Suprême, United States Curtiss-Wright Export Corporation dans lequel « la Cour définit le pouvoir de politique étrangère du président comme un pouvoir entier et exclusif qui lui appartient dès l'origine de la nation avant même la rédaction des articles de la Constitution. Le président incarne en politique étrangère la souveraineté nationale saisie dans son irréductible unicité au même titre que la Couronne britannique avant la guerre indépendance »[173]. Selon Denis Lacorne, « d'un point de vue institutionnel, la politique étrangère de Ronald Reagan peut être perçue comme une tentative de restauration de la conception hamiltonienne de la présidence »[174].

L'adoption en 1973 de la War Powers Resolution (WPR)[175] contre le veto du président Nixon a été une tentative pour rééquilibrer les pouvoirs au profit du Congrès. L'objectif de cette loi est « to fulfill the intent of the framers of the Constitution of the United States and insure that the collective judgment of both the Congress and the President will apply to the introduction of the United States forces into hostilities »[176]. Elle prévoit le clause suivante :

> « The President in every possible instance shall consult with Congress before introducing United States Armed Forces into hostilities or into situations where imminent involvement in hostilities is cleary indicated by the circumstances, and after every such introducing shall consult regularly with the Congress until United States Armed Forces are no longer engaged in hostilities or have been removed from such situations » [177].

[173] *Ibid*. p. 549.
[174] *Ibid.*, p. 550.
[175] Public Law 93-148, 7 Novembre 1973.
[176] *Ibid.*, Purpose and Policy, Section 2. (a)
[177] *Ibid*., Consultation Section 3.

Une telle loi a été rendu nécessaire après la guerre du Vietnam. Le Congrès s'est vu dépossédé de ces pouvoirs pour deux raisons selon Denis Lacorne, le fait que les guerres récentes ne sont plus des guerres déclarées et la passivité du Congrès face aux initiatives présidentielles. Finalement, « toute la politique de Reagan consistera à résister à ce que ses partisans comme Eugène Rostow appelaient « l'assaut du Congrès contre la présidence » » [178].

Toutefois, tous les présidents violèrent la WPR et le Congrès n'a pas eu le courage d'imposer le respect de cette résolution par les moyens qui lui étaient attribués. L'opinion publique joue un rôle dans l'échec de cette résolution. En effet, la popularité du président a tendance à augmenter suite aux interventions militaires, et il est difficile au Congrès de s'opposer à ces décisions. Cette résolution n'eut donc pas beaucoup d'effet et n'a pas réellement rétabli la prééminence du Congrès en matière de politique étrangère. Les présidents suivants, en commençant par Reagan, parvinrent encore à passer outre le Congrès dans le domaine de la guerre et de la paix. La présidence Hamiltonienne du président Reagan représente la volonté de rétablir la prééminence de l'institution face au Congrès et bien qu'on n'assiste pas au retour total de la présidence impériale décriée dans les années 1960, Reagan parvint tout de même à la revivifier en s'appuyant sur la conception d'Hamilton. Dans son discours du 8 mars 1983, il adopte une posture offensive envers l'URSS qu'il qualifie d'« empire du mal »[179]. Il veut être actif en politique étrangère en ces temps de guerre. Car si Reagan a tenté de réhabiliter la présidence impériale c'est bien en raison de ce contexte particulièrement incertain dans lequel la sécurité nationale est élevée au rang de priorité. Cette conception de la présidence, influencée par Hamilton a des implications en politique étrangère. Jean-Michel Lacroix résume ainsi la politique étrangère du président :

[178] *Ibid*., p. 552.
[179] Ronald Reagan, « Address to the National Association of Evangelicals », Floride, 8 Mars 1983.

« La politique extérieure de Reagan se résume à des gestes simples et presque simplistes. Champion d'une véritable croisade contre le communisme, le président réussit à bâtir sa popularité sur des messages musclés, plus accessibles au grand public que les grands discours sur les réalités économiques. L'administration reaganienne est marquée par le retour à un nationalisme fort et à la dualité conflictuelle caractéristique de la Guerre Froide. En se référant aux mythes fondateurs de la nation américaine, Reagan célèbre à nouveau les vertus exceptionnelles de l'Amérique dont la destinée est unique. Il perçoit l'URSS comme l'empire du mal (the evil empire) et dénonce l'expansionnisme soviétique. Sa vision binaire du monde opposant la terre de liberté au royaume de l'esclavage régit les relations avec l'Union soviétique qui s'articulent autour d'une politique de consolidation de la défense et de renforcement du potentiel militaire. La vision est si manichéenne qu'elle conduit les États-Unis à soutenir des régimes autoritaires voire dictatoriaux sous le seul prétexte qu'ils sont hostiles au communisme. C'est l'aboutissement logique de la doctrine Kirkpatrick »[180].

L'arrivée au pouvoir de Reagan marque donc un retour de la présidence impériale, mais plus nuancée, « hamiltonienne », qui se traduit en politique étrangère par une attitude plutôt offensive envers l'ennemi communiste et une priorité donnée à la sécurité nationale. C'est dans cette optique qu'il affirme en 1982 son engagement envers la promotion de la démocratie et qu'il créé la NED un an plus tard.

Mais cette décision ne fut pas totalement une prise de pouvoir du président, car ce dernier a travaillé en collaboration avec le Congrès sur ce projet, bien que celui-ci soit controversé sur cette question. Cette coopération est le résultat d'un activisme plus important de ce dernier dès la Guerre du Vietnam[181] et à la fin de la Seconde Guerre mondiale, on constate

[180] Lacroix, Jean-Michel, *Histoire des États-Unis,* Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 487.
[181] James M. Lindsay, *Congress and the Politics of U.S. Foreign Policy*, Johns Hopkins University Press, 1994, 280 p.

que le Congrès pèse davantage dans les décisions de politique étrangère[182]. Les mandats Reagan ont été caractérisé notamment par une montée en puissance de la Chambre des représentants, beaucoup plus active en politique étrangère que le Sénat[183].

Cette collaboration avec le pouvoir législatif se retrouve également dans le fait que la fondation soit transparente, en raison de son caractère privé. L'abolition du secret marque l'atténuation de la présidence impériale. Le Congrès est au cœur du projet et y participe pleinement. Plus encore, la fondation n'est pas seulement une initiative présidentielle, mais également une initiative du Congrès. L'idée d'une telle organisation, qui visait en premier lieu la défense des droits de l'Homme à l'international, a germée au sein même du Congrès avec notamment les membres Dante Fascell et Donald Fraser dès la fin des années 1970. Si le projet de la NED a réussi, c'est bien grâce à la combinaison d'une présidence forte voulant mettre en œuvre des politiques importantes en matière de politique étrangère et d'un Congrès qui soutient le projet.

En effet, la création de la NED est le résultat de la volonté à la fois de l'administration Reagan et de quelques membres du Congrès qui ont lancé simultanément deux projets, l'un mené par le président et financé par l'United States Information Agency, le second dirigé par l'American Political Foundation (APF)[184], encouragé par le département d'État et le Congrès. Ronald Reagan, dans son discours du 8 juin devant le parlement britannique déclare : « The chairmen and other leaders of the national Republican and Democratic Party organizations are initiating a study with the bipartisan American political foundation to determine how the United States can best contribute as a nation to the global campaign for democracy now gathering force »[185]. Ce groupe bipartisan à financement privé a été créé en 1979 dans le but de « foster

[182] *Ibid*.
[183] *Ibid*.
[184] Organisation créée en 1979 et dirigée par un conseil bipartisan, elle est une des premières à promouvoir les relations entre les deux partis et leurs équivalents à l'étranger.
[185] Ronald Reagan, « Address to the British Parliament », London, 8 juin 1982

exchange of information between US political party workers and counterparts overseas »[186]. Le premier est le Democracy Project du président Reagan, avec un budget prévisionnel de 65 millions de dollars pour l'année 1984 et coordonné par l'USIA. Il a été présenté devant le Congrès le 23 février 1983 par le secrétaire d'État George Shultz. Il avait l'ambition d'agir dans les domaines suivants : formation au leadership, échanges dans le domaine de l'éducation, renforcement des institutions démocratiques, mise en place de moyens de transmission des idées et informations, développement de liens institutionnels et personnels entre les nations.

Mais en parallèle, face à la volonté de l'administration de s'impliquer dans la promotion de la démocratie, William E. Brock, alors président du conseil d'administration de l'American Political Foundation, Charles T. Manatt, le président du Democratic National Committee, et Richards Richards, président du Republican National Committee, écrivent une lettre au président Reagan le 4 juin 1982, juste avant son discours devant le parlement britannique, dans laquelle ils font la proposition suivante :

> « We are, therefore, proposing to sponsor a study that would answer these broad questions: First, what are the problems and risks associated with such an undertaking and what limitations do they place on how much the United States can do in this area? Second, what ways and means should be recommended to help the growth of democracy? »[187].

Le président soutient alors l'initiative. Le programme reçoit 150 000 dollars en décembre 1982 du Fond de Soutien Économique (ESF) administré par l'USAID[188]. L'étude devait être financée à la fois par le gouvernement et par des fonds privés. Mais seul l'AFL-CIO

---

[186] Susan Trausch, « Private US group would aid young democracies », *The Boston Globe*, 13 juillet 1982, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, numéro de la publication et page manquants.
[187] William E. Brock III, Charles T. Manatt, Richard Richards, American Political Foundation, *Letter to the President Ronald Reagan*, 4 juin 1982, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, Manuscript Division, George E. Agree Papers.
[188] Report to senator Malcolm Wallop by the US General Accounting Office, « Events Leading to,the Establishment of the National Endowment for Democracy », GAO/NSIAD-84-121, 6 juillet 1984, p. 2.

participa à hauteur de 25 000 dollars. L'AID a alors demandé au président de compléter le financement face à l'absence de financement privé, ce qu'il accepta[189].

Le conseil exécutif du Democracy Program alors créé pour répondre à ces questions, est composé des personnalités suivantes[190] : Anthony Lake, ancien Directeur du Département d'État de la planification des politiques, Ben Wattenberg, vice-président du conseil d'administration de Radio Free Europe/Radio Liberty, Richard V. Allen, conseiller à la sécurité nationale de Reagan (1981-1982), le sénateur Christopher J. Dodd, le membre de la Chambre des représentants Dante B. Fascell, Peter G. Kelly, président des finances nationales du parti démocrate, Lane Kirkland, président de l'AFL-CIO (American Federation of Labour-Congress of Industrial Organisations, le plus grand groupement syndical américain), Thomas Reed du Conseil de sécurité nationale, Michael Samuels, vice-président international de la Chambre de commerce américaine, George Agree, président de l'American Political Foundation et le professeur Allen Weinstein, qui a été choisi comme directeur du projet. Mais le conseil a fait également appel à de nombreux consultants américains et internationaux. Une délégation a été envoyée en Allemagne pour observer le travail des « stiftungen », sur lesquelles l'équipe a fondé sa réflexion.

Cette étude a abouti le 18 avril au rapport « *The Commitment for democracy, a bipartisan approach* », qui a été présenté au président et dans lequel est recommandé la création de la National Endowment for Democracy.

Le Democracy Projet du président a été présenté au Congrès en février 1983. Le 25 avril 1983, un second projet de loi est présenté sur les recommandations du Democracy Program[191]. Le comité sénatorial des relations extérieures a approuvé ces recommandations le 28 avril[192]. Le Congrès a donc choisi de mettre en place le *Democracy Program* plutôt que le *Project*

---

[189] *Ibid*, p. 7.
[190] Voir annexe 7.
[191] *Ibid*.
[192] Les recommandations de ce rapport sont étudiées plus en détail dans notre troisième point.

Democracy du président, qui sont donc deux projets différents avec le même but. Le projet du président Reagan était plus ambitieux, avec un budget plus important (65 millions de dollars pour 1984 et 1985) et reposait sur des agences fédérales, USIA, USAID et département d'État. Mais les membres du comité craignaient que ce projet soit perçu à l'étranger comme un instrument de propagande[193]. La proposition a été rejetée mais le budget de l'USAID a toutefois été augmenté dans ce domaine[194]. Dans une lettre du 14 mars 1983 adressée à William E. Brock, William P. Clark, alors conseiller à la sécurité nationale, assure du soutien présidentiel concernant cette initiative : « On behalf of the President, I want to assure you and your colleagues that a proposal to create a bipartisan "National Endowment for Democracy" meets with his strong and constant support ». Ces deux projets sont bien distincts, bien qu'ils soient souvent confondus car ils reposent sur une motivation commune et ont été étudié conjointement pour aboutir à un seul et unique programme.

Mais comme le rappelle Robert Pee[195], la sécurité nationale n'est jamais très loin dans l'esprit du président :

> « Rather than following a grand strategic design the Endowment intervened on a case-by-case basis in key states where US national security goals could be achieved through democracy promotion. While democratic ideology served to ease and rationalise state-private co-operation, national security was the key driver of these operations »[196].

La défense de la démocratie est prise en compte dans la stratégie de sécurité nationale de Ronald Reagan, comme le montre cet extrait du rapport annuel du Département de la Défense pour l'année 1980 :

---

[193] Report to senator …*op. cit*, p. 3.
[194] *Ibid*.
[195] Professeur d'histoire à Londres, Robert Pee est un chercheur anglais qui travaille sur la politique étrangère américaine, la promotion de la démocratie et la NED.
[196] Robert Edward Pee, *Democracy promotion, national security and strategy during the Reagan administration 1981-1986*, thesis submitted to the University of Birmingham for the degree of doctor of philosophy, September 2013, p. 16.

« We are not secure as a nation if we are increasingly an island of democracies surrounded by authoritarian states and cut off from external markets and cultural exchanges […] Our defense of democracy and human right sis not new; […] We believe it could be very difficult to assure the institutions of the United States in a world environment marked principally by authoritarian rule and an absence of law »[197].

Le but est donc la défense de la sécurité nationale, qui peut être définie ainsi : « The original, largely American, concept of national security was concerned with the mitigation of external, primarily communist threats to the national interest through combined and co-ordinated military, diplomatic and economic policies »[198].

Le but affiché de l'initiative est l'intérêt américain, en effet selon le rapport du *Democracy Program* : « The independent nature of the Endowment will ensure that the programs it funds promote the long-term, bipartisan national interests of the United States rather than short-term partisan ends »[199].

Les deux mandats de Reagan apportèrent une vague d'optimisme aux États-Unis et mirent un frein au sentiment de déclin. La NED, créée deux ans après son arrivée au pouvoir, fut l'aboutissement de sa volonté de promouvoir la démocratie affirmée dès 1982. Les années Reagan, par la personnalité de l'ancien acteur et son style de présidence hamiltonienne, entraîna une « reprise de confiance » [200] au sein du pays aussi bien dans le domaine économique qu'en politique étrangère. La présidence fut tant restaurée que le scandale de l'*Irangate* ne lui causa pas tant de dommage qu'on aurait pu s'y attendre.

La fondation est donc créée en période de guerre fraîche par un président en pleine puissance qui accorde à la sécurité nationale une importance toute particulière. Dans cette

---

[197] Department of Defense, Annual Report, Fiscal Year 1980, Report of Secretary of Defense, Harold Brown, of the Congress on the FY 1980 budget, FY 1981 authorization request and FY 1980-1984 defense program, January 25, 1979, p. 28-31.
[198] David G. Timberman, « Leadership change and national security in the Philippines: 1983-88 », *Contemporary Southeast Asia*, Septembre Vol. 11, N°2, 1989, p. 188.
[199] The Democracy Program, *The Commitment for democracy, a bipartisan approach*, p. 14.
[200] Jean Heffer*, Les Etats-Unis de Truman à Bush*, Paris, Armand Colin, 1990, p. 18.

optique, cet organisme est mis en place afin d'être utilisé en tant qu'instrument dans la guerre idéologique qui fait rage à l'époque. La priorité du nouveau président est en effet la lutte contre le communisme et cette nouvelle politique s'inscrit dans ce grand objectif qui a déterminé l'ensemble de sa politique étrangère.

I.2.b) La promotion de la démocratie est une arme idéologique contre le communisme

La détente ayant apaisé les relations internationales, il devint nécessaire de trouver un moyen plus pacifique et plus juste, un moyen qui bénéficierait de l'approbation de la population, afin d'éradiquer définitivement le communisme. L'épisode de guerre fraîche débutant en 1975, la défense active de la démocratie, décrite comme le seul régime pacifique, s'avérait indispensable. Or, c'est également le moyen le moins coûteux et le plus sûr pour répondre aux crises. La Guerre Froide est avant tout un conflit idéologique qui oppose deux modèles différents et intervient dans tous les domaines. Le président choisit de ne pas poursuivre la politique de défense des droits de l'Homme de son prédécesseur. Toutefois, cette position a été critiquée et Reagan a dû se résoudre à prendre en compte cette question[201]. Il choisit alors de donner la priorité à la promotion de la démocratie, garante des droits de l'Homme, mais d'une manière plus interventionniste et l'utilise comme une arme contre l'ennemi idéologique qu'est l'URSS. Elle devient alors un véritable instrument de l'endiguement du communisme. Alan Pifer, spécialiste des Quangos dont la NED fait partie, expliquait :

> « The view held then within government that the United States, having private institutions, should use them in the struggle against totalitarianism because their very involvement would be an advertisement for a free society such as ours. The problem,

[201] Robert Pee, « Political Warfare … *op. cit.*, p. 29.

however, was that in a number of instances we lacked private agencies with the appropriate mission and competence »[202].

La fondation est un organisme privé qui vient combler ce besoin, indispensable dans la lutte contre le communisme. Dans le rapport du *Democracy Program* est par ailleurs affirmé : « Democratic principles have universal applicability, whatever violations of democratic rights may occur in practice. […] A commitment to aid democratic groups throughout the world on principle, in short, is a fixed element of American values for idealistic reasons as well as for a range of distinct practical purposes »[203]. Selon ce rapport, depuis la Seconde Guerre mondiale, il y a quatre objectifs qui ont influencé la politique américaine en matière de politique étrangère. Le premier est idéologique, le second économique, le troisième est lié à la sécurité nationale, est le dernier correspond au lien entre la démocratie est la paix. En effet, la promotion de la démocratie s'est hissée au rang de politique de protection de la sécurité nationale dans les années 1980 pour trois raisons. Premièrement, la démocratie représente un héritage américain qu'il est nécessaire de diffuser pour l'accomplissement de la destinée manifeste des États-Unis. Deuxièmement, en période de guerre, la théorie de la paix démocratique[204] a pris une grande ampleur. Elle est en effet apparue dans les années 1970 en pleine Guerre Froide et octroie à la démocratie un rôle de pacificateur des relations internationales. Cette théorie est un des fondements sur lesquels repose la création de la NED. Pacifier les relations internationales consiste alors à affaiblir le communisme, élément perturbateur de l'ordre mondial. Enfin, la démocratie est dotée d'une légitimité quasi-incontestable ce qui en fait un instrument idéologique puissant qui rend vain le combat communiste.

Premièrement, les États-Unis représentent la première démocratie moderne et cela est le résultat d'une histoire particulière. Les « pères pèlerins », fondateurs des États-Unis, se sont

---

[202] Alan Pifer, *The Quasi-non-governmental organization*, in D.C. Hague, W.J.M. Mackenzie and A. Barker (eds) Public policy and private interests: The institutions of compromise. London: Macmillan, 1975, p384
[203] The Democracy Program, *The Commitment for democracy, a bipartisan approach*, p. 17. Souligné dans le texte.
[204] Michael W. Doyle, « Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs », *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 12, No. 3, Summer, 1983, pp. 205-235, Colin Elman, « History, Theory, and the Democratic Peace », *The International History Review*, Vol. 23, No. 4, Decembre, 2001, pp. 757-766.

rendus sur le continent pour mettre en place un nouveau type de gouvernement, sur un nouveau continent. L'héritage religieux est dès l'origine très fort. Carl Gershman, le président de la NED déclare en 1989 être bercé par : « The same democratic ideals that inspired our founding fathers »[205]. Dès le fondement de la politique étrangère américaine, s'est développé le concept de « manifest destiny », qui conférait aux États-Unis une mission d'expansion de cet idéal dont ils étaient l'incarnation. Ce terme est apparu pour la première fois en 1844, dans un article du directeur de la *Democratic Review*, John O'Sullivan : « the fulfillment of our manifest destiny to overspread the continent allotted by Providence for the free development of our yearly multiplying millions »[206]. Les éléments constitutifs de cette notion sont les idées de *Providence* et de *Progress*[207]. Le concept d'exceptionnalisme américain est le prolongement de cette réflexion. La Déclaration d'indépendance de 1776 et la Constitution américaine de 1787 prônent des valeurs qui ont vocation à être diffusées. Alexis de Tocqueville explique cet exceptionnalisme dans la première partie de son ouvrage *De la Démocratie en Amérique* : « L'État social des Américains est éminemment démocratique. Il a eu ce caractère dès la naissance des colonies ; il l'a plus encore de nos jours »[208]. Il ajoute : « Le grand avantage des Américains est d'être arrivés à la démocratie sans avoir à souffrir de révolutions démocratiques, et d'être nés égaux au lieu de le devenir »[209]. L'Amérique a en effet été « cimentée non par des traditions mais par des principes »[210]. Tocqueville décrit avec fascination la démocratie américaine qui deviendrait un exemple. Cette idée a été reprise par les présidents successifs, elle est profondément ancrée dans la culture américaine et par conséquent dans la politique étrangère des États-Unis. Tocqueville est par ailleurs cité par Carl Gershman dans le rapport

---

[205] National Edowment for Democracy annual report 1989, October 1, 1988 to September 30,1989, p. 7.
[206] John O'Sullivan, Annexation (1845), *United States Magazine and Democratic Review* 17, no. 1 (July-August 1845) p. 2.
[207] Bertlinde Laniel, *Le mot « democracy » aux États-Unis de 1780 à 1856*, Publications de l'Université de Saint Etienne, 1995, p. 336.
[208] Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique I* (1835), Paris, Les Éditions Gallimard, 1992. Collection: Bibliothèque de la Pléiade (tome I: pp. 1 à 506).
[209] *Ibid*.
[210] Michel Crozier, *Le mal américain*, Fayard, Paris, 1980, p. 7.

annuel de la NED de 1989 dans lequel il décrit la révolution démocratique comme « a providential fact ». L'Amérique a un devoir de diffusion des valeurs fondamentales qui sont les siennes. Ces principes sont universels et ont vocation à s'étendre à toutes les autres nations : « la tendance à l'expansionnisme et au prosélytisme est identifiée au triomphe de l'expérience démocratique »[211]. La NED représente l'incarnation de ces valeurs, elle est un instrument de diffusion de l'idéal américain. Cette idée est en effet reprise sur le site internet de la NED: « The Endowment is guided by the belief that freedom is a universal human aspiration »[212]. Le rapport annuel de 1984 y fait également référence : « This objective accords both with cherished American ideals and with universally recognized principles of international law »[213]. L'Amérique étant doté du seul régime politique légitime et universel, elle se fait un devoir de le diffuser. Reagan résume ainsi le projet dans une conférence sur les questions de politiques étrangères accordée au *New York Times* parue en octobre 1983 : « The proposal is for people to go and be the same kind of missionaries [référence aux missionnaires Marxistes léninistes et du mouvement socialiste], and see if they cannot explain democracy »[214]. Il est nécessaire d'avoir des missionnaires chargés de promouvoir la démocratie de la même manière que les communistes essayent d'étendre leur modèle. Cette tradition d'universalisme et d'exportation de son modèle trouve une portée particulière pendant la Guerre Froide face à l'ennemi idéologique.

La genèse de la promotion américaine de la démocratie étant dès l'origine liée à la religion[215], il est difficile de la contester. On comprend qu'elle soit profondément ancrée dans la culture américaine, au point de n'être pas discutable. Pour les États-Unis, le rayonnement de leurs valeurs a toujours été important, et la démocratie fait partie de ces idéaux qu'il est de leur

---

[211] Bertlinde Laniel, *Le mot « democracy …Op Cit.* p. 339.
[212] https://www.ned.org/about/
[213] Rapport annuel NED, 1984, *Statement of mission*, p. 7.
[214] « President's news conference on foreign and domestic issue », *The New York Times*, 20 octobre 1983, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, numéro de la publication et page manquants.
[215] George Brancoft, *The office of the people in art, government and religion*, dans Joseph Leon Blau, *Social theories of Jacksonian democracy : representative writings of the period 1825-1850*, Liberal Arts Press, New York, 1954, p.263-273.

devoir de transmettre, d'autant plus lorsqu'ils sont engagés dans une guerre idéologique avec un autre modèle de société. La diffusion de son héritage prend alors une grande ampleur et devient un enjeu de sécurité nationale. Dans un article du *New York Times* de 1982, Bernard Gwertzman cite le secrétaire d'État Alexander M. Haig Jr.: « Just as the Soviet Union gives active support to Marxist-Leninist forces in the West and the South, we must give vigorous support to democratic forces wherever they are located, including countries which are now communist. We should not hesitate to promote our own values, knowing that the freedom and dignity of man are the ideals that motivate the quest for social justice »[216]. Cela montre que la volonté américaine d'universaliser son modèle s'inscrit dans la lutte anti-communiste. Elle se convertit alors en une réponse au comportement soviétique qui soutient de son côté les forces communistes dans le monde. Cette citation de Dante B. Fascell, reprise dans un article du *Washington Post* du 3 juin 1983, résume cette idée : « "Now, as a result of the endowment proposal and the institutions which it would fund," Fascell said, "finally this country has the private sector concept it needs to engage effectively, responsibly, and in a long-range manner in the global competition of ideas" »[217].

Ce retour aux fondements de la politique étrangère américaine nous aide à comprendre la fondation et son rôle important en matière de politique étrangère. Mais la religiosité de cette quête n'est pas à elle seule une explication suffisante à cette campagne de promotion de la démocratie menée par Reagan, une théorie célèbre des relations internationales vient également l'appuyer. Parmi les valeurs chères aux États-Unis qu'ils considèrent comme un devoir de diffuser, la plus importante est bien la paix. Le 20 août 1974, Henry Kissinger déclarait : « Il n'est pas un objectif qui occupe davantage le temps, la pensée et les prières d'un Président que

[216] Bernard Gwertzman, « Aid to democracy abroad is weighed », *The New York Times*, 30 mai 1982, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, numéro de la publication et page manquants.
[217] George Lardner Jr., « In bid to endow democracy, Rep Fascell gathers many hats », *The Washington Post*, 3 juin 1983, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, numéro de la publication et page manquants.

celui de la paix à apporter à l'Amérique et au monde »[218]. Or, cette paix peut être atteinte grâce à la démocratie et cela constitue notre deuxième point.

L'idée de la paix démocratique apparaît dès 1795 dans le *Projet de paix perpétuelle* de Kant. Elle revient sur le devant de la scène dans les années 1980 et sert de fondement théorique à la politique étrangère du président Reagan. Jonathan Martineau et Frederick Guillaume Dufour résument ainsi ses implications en politique étrangère : « Dans le contexte post-Guerre Froide, cette théorie a sous-tendu la politique étrangère américaine, qui appelle à la démocratisation en vue d'un établissement durable de la paix »[219]. À l'origine de la réflexion, Emmanuel Kant était un réaliste conscient que la guerre faisait partie de ce monde anarchique, et qu'il fallait trouver des solutions pour installer une paix perpétuelle : « Pour les hommes, l'état de nature n'est pas un état de paix, mais de guerre ouverte du moins toujours prête à s'allumer. Il faut donc que l'état de paix soit *établi* »[220]. Toutefois, il est conscient que les mécanismes politiques ne sont pas des solutions durables comme le font remarquer John R. Oneal and Bruce Russett : « Kant, however, was convinced that a genuine, positive peace could be developed within a "federation" of liberal republics that rested more on the three Kantian supports -democracy, interdependence, and international law and organizations - than on power politics[221] ». Selon ces auteurs, le libéralisme est une de ces solutions : « Liberalism, that is, sees democratic governance, economic interdependence, and international law as the means by which to supersede the security dilemma rooted in the anarchy of the international system »[222]. Kant affirme donc que la paix perpétuelle sera garantie par l'acceptation de trois « articles définitifs » qui sont les piliers de la paix. Lorsque toutes les nations auront accepté ces articles

---

[218] *USA Document* (publication de l'ambassade américaine), n° 2403, cité dans Pierre Mélandri. *La Politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours.* sous la direction de Mélandri Pierre. Presses Universitaires de France, 1982, p. 27.

[219] Jonathan Martineau et Frederick Guillaume Dufour, « Théorie de la paix démocratique », dans Alex Macleod, Évelyne Dufault et FG Dufour (dirs), *Relations Internationales, Théories et Concepts*, 3e édition, Outremont, Athéna, 2008, p. 308.

[220] Emmanuel Kant, *Essai philosophique sur la paix perpetuelle*, Paris, G. Fischbacher, 1880, p. 12.

[221] John R. Oneal and Bruce Russett, « The Kantian Peace: The Pacific Benefits of Democracy, Interdependence, and International Organizations, 1885-1992 », *World Politics*, Vol. 52, No. 1 (Oct., 1999), p. 4.

[222] *Ibid*.

définitifs dans un « traité métaphorique » de paix perpétuelle qu'il leur demandera de signer, la paix perpétuelle sera établie. Le premier article postule que la constitution civile des états doit être républicaine[223], caractérisée par un gouvernement représentatif et une séparation des pouvoirs exécutif et législatif. Il accorde davantage d'importance à la forme de gouvernement, le républicanisme de la constitution, qu'à la forme de souveraineté, autocratie, aristocratie ou démocratie. Kant considère que si le peuple participe au pouvoir, une guerre sera inenvisageable car c'est le peuple qui aurait à en subir les conséquences. Le second article propose d'établir la paix par un traité entre les nations. Le droit international doit être fondé sur un fédéralisme d'États libres[224]. Il ne propose pas de gouvernement supranational qui bafouerait la souveraineté mais une alliance[225]. Dans son troisième article, Kant suggère que le « droit cosmopolitique doit se borner aux conditions de l'hospitalité universelle »[226]. Cette loi permettra à un esprit de commerce de se développer entre les nations. Kant pense que l'établissement de ces constitutions républicaines est un préalable qui conduira à la paix. Michael W. Doyle ajoute: « He argues that once the aggressive interests of absolutist monarchies are tamed and once the habit of respect for individual rights is engrained by republican government, wars would appear as the disaster to the people's welfare that he and the other liberals thought them to be »[227].

Aujourd'hui, la solution libérale de Kant a trouvé une incarnation dans la démocratie. De nombreux chercheurs l'ont vu comme la solution à l'anarchie du système international.

La théorie de la paix démocratique se développe dans les années 1970 sur la base d'un constat empirique, à savoir une absence de guerre entre démocraties observée au cours de l'histoire. La théorie, qui a refait surface dans les universités américaines au cours des années 1980 à la suite des travaux fondamentaux de Rudolph J. Rummel (professeur de science politique à Hawaï) et Michael Doyle (Professeur de science politique à l'université de

---

[223] Emmanuel Kant, *Essai… op. cit*. p. 13.
[224] *Ibid*. p. 18
[225] Jonathan Martineau et Frederick Guillaume Dufour, « Théorie de… *op. cit*. p. 309.
[226] Emmanuel Kant, *Essai… op. cit*. p. 23
[227] Michael W. Doyle, Kant, « Liberal Legacies, and Foreign Affairs », *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 12, No. 3, Summer, 1983, p. 26

Columbia, spécialisé sur la théorie des relations internationales et de la paix démocratique), s'est concentrée sur la mesure quantitative de la relation entre les institutions politiques internes et le conflit international. Rudolph J. Rummel a effectué des recherches sur les causes de la guerre et a publié plusieurs ouvrages[228] dans lesquels il tente de prouver empiriquement que la démocratie est une méthode de non-violence. Pour Michael Doyle, seule la combinaison de trois facteurs inspirés de la théorie de Kant explique la paix libérale : « Republican representation, an ideological commitment to fundamental human rights, and transnational interdependence are the three causal mechanisms of the explanation »[229]. Ce sont selon lui les trois pilliers de la paix libérale.

Cette théorie a connu beaucoup de partisans. Elle est fondée sur deux postulats : il n'y a jamais de guerre entre deux états démocratiques ; et dans le cas où un conflit surviendrait, il est rarement accompagné de la menace d'utilisation de la force. L'hypothèse qui est généralement acceptée est la suivante : les démocraties sont *moins susceptibles* de se battre ou de se menacer même avec un faible niveau de violence. Cette théorie comporte toutefois une anomalie : l'observation que les démocraties ne font pas preuve de ce comportement pacifiste avec les régimes non démocratiques. Deux principales raisons expliquent à la fois ce phénomène et son exception : les contraintes institutionnelles et structurelles et la culture et les normes démocratiques. Tout d'abord, la contrainte institutionnelle possède deux variantes. Selon Michael Doyle, la première représente le rôle joué par les citoyens, qui paient le prix de la guerre et qui participent aux décisions en matière de politique étrangère, et notamment de guerre, qui sont discutées ouvertement et non à huit clos. La deuxième variante représente le principe de poids et contrepoids, constitué par certaines caractéristiques de la politique interne des États (« executive selection », la compétition politique et le pluralisme du processus de

---

[228] *Understanding Conflict and War*, Vol. 1-5, Beverly Hills, Sage, 1975-1981, *In The Minds of Men: Principles Toward Understanding and Waging Peace*, Seoul, Korea, Sogang University Press, 1984, 297p., « Libertarianism and International Violence », *The journal of conflict resolution*, Vol. 27, No. 1, Mars 1983, pp. 27-71.

[229] Michael W. Doyle, « Three Pillars of the Liberal Peace », *The American Political Science Review*, Vol. 99, No. 3, Aug., 2005, p. 463.

prise de décision dans le domaine de la politique étrangère) qui tendent à limiter la propension à faire la guerre. La seconde explication de la paix démocratique est que les démocraties ont une tendance culturelle à la résolution pacifique des conflits, à la recherche de compromis et un penchant pour la médiation dans leurs relations avec les autres démocraties. Le principe de résolution pacifique des conflits qui s'applique dans la politique intérieure, grâce aux mécanismes cités plus haut, s'étend également à l'extérieur des frontières car il est ancré dans la culture. Par conséquent, les démocraties perçoivent les autres comme utilisant les mêmes principes et valeurs pacifiques. Les relations internationales se fondent alors sur un respect mutuel. Étant admis que dans le cas d'un désaccord entre démocraties, ces dernières auraient tendance à éviter un conflit ouvert, il serait alors inutile d'adopter une posture agressive et le compromis serait le choix plus rationnel. Cela conduit à la création d'une communauté d'intérêt entre les démocraties qui renoncent à utiliser la force. Cependant, face à des régimes non démocratiques, elles doivent s'adapter à un comportement différent, voire potentiellement belliqueux d'un pays qui ne respecte pas les mêmes principes. En effet, les régimes autoritaires et totalitaires ont des « instinct agressifs »[230]. Michael W. Doyle résume ainsi ce propos : « In short, fellow liberals benefit from a presumption of amity; nonliberals suffer from a presumption of enmity »[231]. Dans le cas de confrontation entre régimes démocratiques et non démocratiques, il n'y a pas de respect mutuel, mais plutôt une méfiance qui prédomine dans les relations internationales. Les démocraties, compte tenu de leurs contraintes institutionnelles, devront payer un coût politique interne bien plus élevé que les non démocraties en cas de guerre, cela s'explique par le libre accès à l'information dans les démocraties, la présence d'une opposition et la connaissance des débats politiques et des institutions[232]. Pour résumer, William

---

[230] Michael W. Doyle, « Liberalism and World Politics », *The American Political Science Review*, Vol. 80, No. 4, Dec., 1986, p. 1151

[231] *Ibid*. p. 1161

[232] Bruce Russett and Harvey Starr, *From Democratic Peace to Kantian Peace: Democracy and Conflict in the International System*, in Manus Midlarsky, Handbook of War Studies, 2d ed., Ann Arbor: University of Michigan Press, 2000, p. 101; Bruce Russet, *Grasping the democratic peace. Principles for a post-cold war world,* New Jersey, Princeton University Press, 1993, 184p.

A. Douglas, politologue spécialiste de la démocratie dans les pays en voie de développement, déclare : « Dictators are simply more warlike people than are democrats, and particularly so at the present time when the majority of dictatorships are military regimes, directed by men whose professional specialty is war »[233].

Les néo-réalistes critiquent cette théorie car ils ne conçoivent pas que la guerre et la paix puissent être le résultat seulement de dispositions internes des États. De l'autre côté, les partisans de la paix démocratique ne sont pas en désaccord avec la vision anarchique que peuvent avoir les réalistes, cependant, ils considèrent que des solutions peuvent être mises en place pour contenir et maîtriser cet état de nature[234].

Cette tendance à associer démocratie et paix s'étend également à la notion de victoire, or si la démocratie est vue comme une condition à la paix, en cas de guerre, le non-respect des principes démocratiques, par une stratégie de contournement, peut conduire à la défaite des démocraties[235].

La recherche de la paix démocratique offre une justification solide à la croisade anti-communiste américaine. Le rapport du *Democracy Program*, qui conseille la création de la NED, explique : « National security concerns, a third purpose, have bred their own series of political development efforts aimed at strengthening democracy abroad in order to compete with America's adversaries, especially Soviet-operated or inspired programs »[236]. De plus, il convient de noter que cette théorie est largement acceptée en science politique. Du moins, l'observation empirique, qui n'attribue pas de guerre aux démocraties, n'a pas pu être expliquée autrement que par ce lien avec le régime politique. C'est pourquoi elle convainc un large pan de la communauté internationale. Bruce Russett considère qu'elle est « one of the strongest non

---

[233] William A. Douglas, « Helping democracy abroad : a US program », *Freedom at issue*, septembre octobre 1982 p. 15.
[234] Wade L. Huntley, « Kant's Third Image : Systemic Sources of the Liberal Peace », *International Studies Quarterly*, Vol. 40, No. 1, Mars, 1996, p. 58
[235] Elie Baranets, « La démocratie irrésistible ? Une explication des défaites des démocraties à travers l'étude des guerres menées par les États-Unis au Vietnam, et par Israël au Liban », Thèse de science politique, soutenue le 13 octobre 2015, sous la direction de Dario Battistella, Université de Bordeaux.
[236] The Democracy Program, *The Commitment for democracy, a bipartisan approach*, p. 18.

trivial or non-tautological generalizations that can be made about international relations »[237], de même, selon Jack S. Levy, « This absence of war between democracies comes as close as anything we have to an empirical law in international relations »[238]. Elle permet de trancher entre les deux idéologies qui s'opposent depuis 1945, plaçant la démocratie américaine sur un piédestal. Le choix entre les deux camps n'est plus subjectif, il place le sujet parmi soit les « pacificateurs », partisans de la démocratie libérale, soit « les belliqueux », soumis à un autre régime politique susceptible de menacer la paix mondiale. Cette théorie discrédite donc le régime communiste, et explique les réactions offensives américaines comme de simples réponses face à un ennemi agressif. Elle fait également le lien entre les problèmes de sécurité et le régime politique. Les dispositions internes sont alors au cœur de la politique étrangère car elles sont susceptibles d'avoir des conséquences en termes de guerre et de paix. Cette théorie est d'une grande importance et va avoir de grandes répercussions sur la politique internationale. Elle initie les politiques d'ingérence, de *regime change* et même de guerres préventives qui seront utilisés par les grandes puissances, notamment les États-Unis, au nom de cette grande cause qu'est la paix. Comme l'expliquait Reagan dans son discours du 8 juin 1982 : « I believe the renewed strength of the democratic movement, complemented by a global campaign for freedom, will strengthen the prospects for arms control and a world at peace »[239]. La création de la NED s'inscrit directement dans l'application de cette théorie. C'est pourquoi il est pour beaucoup difficile de la considérer comme une simple organisation non-gouvernementale comme une autre. Son objectif premier revêt une importance en termes de sécurité et elle apparaît à une période où les questions sécuritaires sont précisément au cœur de la politique étrangère. Elle est difficilement dissociable d'une politique plus large de lutte idéologique contre le communisme visant à discréditer ce régime hostile par essence à la paix.

---

[237] Bruce Russett, *Controlling the Sword: The Democratic Governance of National Security*, Cambridge, Harvard University Press, 1990, p. 123.
[238] Jack S. Levy, « Domestic Politics and War », dans Robert I. Rotberg, Theodore K. Rabb and Robert Gilpin, *The Origin and Prevention of Major Wars*, New York, Cambridge University Press, 1989, p. 88.
[239] Ronald Reagan, *Address to the British Parliament*, London, 8 juin 1982.

En effet, William E. Brock III, un des fondateurs de la NED, déclarait en 1982 en référence au président Woodrow Wilson : « It is in our national interest to promote the growth of democracy elsewhere? Most Americans believe it is. We know that a world 'made safe for democracy' is in fact a safer world, and a more humane one as well »[240].

Enfin, cette théorie de la paix démocratique permet en outre de renforcer la légitimité de ce système politique. La question de cette légitimité grandissante de la démocratie constitue notre troisième point. Elle offre au camp occidental un avantage idéologique non négligeable. C'est également cette légitimité qui offre un fondement solide à la destinée manifeste des États-Unis et à sa volonté de vouloir diffuser la démocratie dans le monde. Elle permet de rendre plus acceptable cette mission d'expansion. Comme nous l'avons vu, Emmanuel Kant fonde sa pensée sur le principe réaliste de l'état d'anarchie, qu'il distingue du « rule of law ». Wade L. Huntley fait cette distinction en opposant le néoréaliste Kenneth Waltz et Kant :

« For Waltz, the structure of power relations is primary; for Kant, the legitimacy of power relations is primary, and particular structures of power are instrumental. For Kant, the rule of law among individuals does require hierarchical authority (the founding of the state). However, its success depends upon its legitimacy, not its coercive power alone »[241].

Pour Waltz, un gouvernement légitime est un gouvernement qui réprime avec succès l'usage privé de la force. La légitimité d'un gouvernement dépend donc de son efficacité. De son côté, Kant fonde sa définition du gouvernement légitime, comme celle de Weber, sur la moralité de l'autorité. En effet, Max Weber définissait la légitimité en tant qu'obéissance volontaire des citoyens à l'autorité de l'État[242]. Wade L. Huntley résume ainsi la vision kantienne de la légitimité : « Only republics, by creating the possibility for citizens to live in accord with the moral imperatives given by noumenal awareness, can be "legitimate" in Kant's

---

[240] William E. Brock III, « Reagan's campaign for democracy – and the German example », *The Christian science monitor,* 27 juillet 1982, p. 23.
[241] Wade L. Huntley, « Kant's Third Image: Systemic Sources of the Liberal Peace », *International Studies Quarterly*, Vol. 40, No. 1, Mar., 1996, p. 60.
[242] *Ibid*., p59.

sense »[243]. La morale appliquée à la politique représente la légitimité au sens de Kant. Or la démocratie semble être le seul régime politique qui permet d'intégrer cette caractéristique. Bien que Kant considérât la démocratie comme un despotisme, c'est le régime qui repose sur les mêmes fondements de représentativité et de séparation des pouvoirs compatibles avec sa constitution républicaine. La légitimité accordée à ce régime rend acceptable son exportation. Plus qu'acceptable, il en est même un devoir. Elle offre une justification à l'expansionnisme des valeurs américaines, cette sorte de prosélytisme démocratique présent dès l'origine des États-Unis comme nous l'avons vu, mais qui ne serait plus admissible de nos jours. Elle permet également d'intégrer la morale dans un domaine dans lequel elle était souvent absente, la politique extérieure. Jimmy Carter a tenté le premier de moraliser la politique étrangère en se focalisant sur la défense des droits de l'Homme. Ronald Reagan, de son côté, s'est attaché à promouvoir l'idée même de démocratie, car elle possède une réelle légitimité et attribue dans le même temps un aspect moral à la politique du président.

La légitimité est un concept qui renvoie à deux notions, celle d'un pouvoir existant et de normes et valeurs intériorisées : un paradigme[244]. Elle peut alors se définir ainsi : « légitimité signifie alors concordance entre un pouvoir concret et un paradigme de pouvoir »[245]. La démocratie est un régime qui permet une telle concordance du pouvoir et des valeurs. Selon Allen Buchanan, « an entity has political legitimacy if and only if it is morally justified in wielding political power, where to wield political power is to attempt to exercise a monopoly, within a jurisdiction, in the making, application, and enforcement of law »[246]. Cet aspect moral fait le lien avec la démocratie. La démocratie libérale semble être le seul régime qui, par son respect à la fois de la volonté du peuple et de ses libertés fondamentales, bénéficie d'une légitimité incontestable, au point de créer un nouveau concept de « légitimité

---

[243] *Ibid.*
[244] Jeanne Becquart-Leclercq, « Légitimité et pouvoir local », *Revue française de science politique*, 27e année, n°2, 1977. p. 229.
[245] *Ibid*., p. 230.
[246] Allen Buchanan, « Political Legitimacy and Democracy », *Ethics*, Vol. 112, No. 4 (July 2002), p 689

démocratique »[247]. Elle est l'incarnation du bon gouvernement pour lequel la morale est une donnée importante. Cette légitimité innée fait pencher la balance de la lutte idéologique vers le camp occidental. Mais surtout, elle rend le travail de la NED particulièrement respectable. La démocratie inspire tellement d'avantages qu'elle semble faire oublier l'aspect « promotion », voire « exportation » dont elle fait également l'objet, souvent légèrement moins approuvé. Le combat de la fondation se trouve lui aussi légitimé et indiscutable, ce qui augmente son efficacité et réduit ses détracteurs, qui n'oserait s'attaquer à un emblème de la moralité en politique.

Reagan, en qualifiant l'URSS de « evil empire », met aussi l'accent sur l'aspect moral : « Couching the U.S.-Soviet conflict not merely in political or ideological but in moral terms » [248]. Pour le président, la promotion de la démocratie est un moyen de lutte contre l'ennemi soviétique, elle s'inscrit dans sa politique offensive. Elle est affirmée dans la NSDD 75 de 1982 :

> « U.S. policy must have an ideological thrust which clearly affirms the superiority of U.S. and Western values of individual dignity and freedom, a free press, free trade unions, free enterprise, and political democracy over the repressive features of Soviet Communism. […] U.S. policy, will include active efforts to encourage democratic movements »[249].

La promotion de la démocratie est donc un thème propre et cher aux États-Unis, à la fois ancré dans l'histoire et appuyé par la science politique au point de se voir attribuer une légitimité indéniable. Il va prendre de l'ampleur avec l'arrivée de Ronald Reagan à la présidence qui va accorder une grande importance à ce thème : « Reagan founded the NGOs that became the flagship of democracy promotion over the next three decades »[250]. Cela qui va se

---

[247] Dodzi Kokoroko, « Souveraineté étatique et principe de légitimité démocratique », *Revue Québécoise de droit international*, volume 16-1, 2003. p. 43.
[248] Carnes Lord, « The past and future of public diplomacy », *Orbis 42,* 1998, p. 60.
[249] NSDD 75, « U.S. Relations with the USSR », 17 janvier 1983, p. 3 et p. 5.
[250] *Ibid.*, p. 150.

concrétiser par la création d'une organisation d'un type relativement nouveau avec cet objectif particulièrement ambitieux de diffuser le régime démocratique dans le monde entier.

3. Un statut original symbole d'efficacité

La NED a donc été créée en 1983 par le président Reagan après une longue concertation sur la forme que devait prendre cette nouvelle initiative. Il mentionnait la participation des secteurs public et privé dans son discours du 8 juin 1982 : « It is time that we committed ourselves as a nation -- in both the public and private sectors -- to assisting democratic development »[251]. Ce dernier a opté pour un type d'organisme utilisé au Royaume-Uni, les quangos, un mélange entre une organisation privée et publique. Elle est également bipartisane, multisectorielle et représentative de la société américaine. La combinaison de toutes ses caractéristiques tente de rendre cette fondation particulièrement efficace, mais aussi et surtout respectable et indépendante malgré ses implications indirectes en politique étrangère citées dans le point précédent.

I.3.a) Une organisation d'un nouveau type : « Quango »

Comme nous l'avons vu, après de nombreux scandales impliquant la CIA dans les années 1970, il était devenu nécessaire pour les États-Unis de mettre en place un nouveau système pour lutter contre l'URSS et les régimes communistes. Les actions de l'agence ont porté atteinte au pays entier, comme l'explique Jean Michel Lacroix : « La crise profonde de la CIA de 1974 à 1976 est une remise en cause des « sales opérations » qui ont diabolisé le rôle des États-Unis »[252]. Le but était donc de permettre une implication moins directe dans les

[251] Ronald Reagan, *Address to the British Parliament*, London, 8 juin 1982
[252] Jean-Michel Lacroix*, Histoire des États-Unis,* Paris, Presses Universitaires de France, 2013, p. 475.

affaires des autres États, mais toujours aussi efficace. Le nouveau système choisi a alors pris la forme d'une organisation privée qui est donc par définition indépendante du gouvernement. Le but est de permettre à l'administration de financer en toute transparence des organisations privées qui conduisent des actions à l'étranger. Ce nouveau type d'organisme, appelé « Quango », quasi nongovernmental organization, est une invention largement utilisée par les britanniques notamment. Le terme est apparu en 1969 lors d'une conférence anglo-américaine à Ditchley, Oxfordshire organisée par la Carnegie Corporation de New York. Il a été formulé par Alan Pifer, président de l'organisation. Une seconde conférence a suivi en 1971 à Williamsburg, Virginia. Le projet de la Carnegie Corporation était de répondre à la question suivante : « how can we decentralise public activities and yet ensure that those to whom these activities are devolved remain accountable? »[253]. À la suite de ces conférences, les britanniques ont exploité les résultats de cette recherche et se sont activement penchés sur sa mise en pratique, avec une forte augmentation du nombre de ces quangos dans les années 1980, notamment au niveau local[254]. Parmi les nombreux organismes de ce type au Royaume Uni, on peut citer le National Health Service Trust ou encore le British Broadcasting Corporation[255]. Mais du côté américain, elle n'a pas suscité beaucoup d'intérêt et n'a mené à rien. Cette année-là, Dante Fascell, membre de la Chambre des représentants, avait proposé au Congrès un projet de loi visant la création d'un Institute of International Affairs, qui n'a pas abouti[256]. Comme l'explique David Lowe, qui a rédigé l'histoire de la NED disponible sur leur site internet, c'est suite à des révélations par la presse de financements secrets de la CIA envers certains organismes privés que l'administration Johnson a proposé de recourir à un « mécanisme public-

[253] D.C. Hague, W.J.M. Mackenzie, Anthony Barker, *Public policy and private interests, The institution of compromise*, London, The Macmillan Press, 1975, p. 1.
[254] Chris Skelcher, *The appointed state, Quasi-governmental organizations and democracy,* Philadelphie, Open University Press, 1998, p. 51.
[255] Carsten Greve, Matthew Flinders, Sandra Van Thiel, « Quangos—What's in a Name? Defining Quangos from a Comparative Perspective », *Governance: An International Journal of Policy and Administration*, Volume 12, Issue 2, April 1999, p. 137.
[256] Report to senator Malcolm Wallop by the US General Accounting Office, « Events Leading to,the Establishment of the National Endowment for Democracy », GAO/NSIAD-84-121, 6 juillet 1984, p. 1.

privé »[257]. Cette idée a donc commencé à faire son chemin et en 1978, Dante Fascell et le sénateur Donald Fraser proposèrent une quasi nongovernmental organization dans le domaine des droits de l'Homme. Ce nouveau type d'organisation apparaît alors tardivement sur la scène américaine. Chris Skelcher en propose la définition suivante : « They were private sector bodies created as a result of legislation or executive action to fulfil public purposes and dependent on public funding for their existence »[258]. Elles ont été rebaptisées avec l'acronyme QUANGO par Anthony Barker, professeur à l'université d'Essex, qui a participé à l'ouvrage qui a suivi les deux conférences angloaméricaine[259]. On peut également trouver la signification suivante : quasi-autonomous non governmental organization. D'autres acronymes sont apparus, EGO (extra-government organization), QUALGO (quasi-autonomous local governmental organization) ou encore NDPB (non-departmental public bodies), cependant, quango est devenu le terme consacré à cette nouvelle catégorie d'organisme. Malgré l'apparition récent de ce terme, plusieurs pays possédaient déjà une tradition de collaboration entre les secteurs publics et privés. Au Pays-Bas, les chambres de commerces, banques nationales, assurance santé sont des quangos, et au Danemark, certaines organisations se trouvent entre les deux secteurs, comme Falck, service d'ambulance privée[260]. Toutefois, leur nombre au niveau international a par la suite considérablement augmenté.

Selon une enquête de la House of Commons britannique, « The Quango debate » publiée en 2005, « 'Quango' is an abbreviation of the phrase 'quasi autonomous non-governmental organisation'. It is used to describe a public body that has responsibility for developing, managing and delivering public policy objectives at an 'arm's length' from Ministers »[261]. Dans le contexte britannique, elles sont considérées comme des entités publiques, mais qui agissent

---

[257] David Lowe, *Idea to reality: Ned at 30*. https://www.ned.org/about/history/#1
[258] Chris Skelcher, *The appointed state… op. cit.* p. 5.
[259] D.C. Hague, W.J.M. Mackenzie and A. Barker (eds) *Public policy and private interests: The institutions of compromise*. London: Macmillan, 1975, 433p.
[260] Carsten Greve, Matthew Flinders, Sandra Van Thiel, « Quangos—What's in a Name? Defining Quangos from a Comparative Perspective », *Governance: An International Journal of Policy and Administration*, Volume 12, Issue 2, April 1999, p. 137.
[261] *The Quango debate*, House of Commons Library, Research paper 5/30, 11 avril 2005, 40 p.

avec une certaine autonomie envers les ministres. Par exemple, le British Council, l'agence britannique internationale chargée des échanges éducatifs et des relations culturelles est un exemple d'organisation indépendante financée par le gouvernement. Il reçoit en effet une partie de ses fonds du Bureau des Affaires Etrangères. Les Britanniques ont largement utilisé les quangos auxquelles le gouvernement délègue beaucoup de domaines publics. Et pour assurer cette fonction au mieux, ce sont les ministres qui nomment les membres d'une quango. Elles agissent dans de nombreux domaines particulièrement importants comme la santé ou l'éducation. Elles représentent un réel prolongement du gouvernement et permettent une gestion plus efficace des problématiques publiques. Au contraire, aux États-Unis, les quangos sont mineures et beaucoup moins engagées dans les domaines purement publics. Comme le note Carsten Greve, Matthew Flinders et Sandra Van Thiel: « defining what is meant by the term quango is a confusing task within any country and it would be all but impossible to produce an international definition which is valid over a number of different constitutions and approaches to government »[262]. Bien qu'issue d'une recherche commune, l'approche britannique est différente de celle des États-Unis qui en fait une application distincte. Toutefois, ce principe a été une inspiration pour les conseillers du président Reagan lors de la création de la NED.

Après la NED, d'autres quangos ont été créées à l'étranger à l'image de cette dernière, telle que la Canadian Rights and Democracy créée en 1988 mais supprimée en 2012 et le British Westminster Foundation for democracy, créée en 1992.

Selon Alan Pifer, qui a largement étudié le cas des quangos, ces dernières ont été créées pour répondre à trois grands objectifs : satisfaire aux besoins du gouvernement en services spécialisés qui ne sont pas disponibles partout, proposer un jugement indépendant et enfin offrir la flexibilité nécessaire pour apporter des solutions innovantes à des problèmes à la fois complexes et nouveaux. Il affirme que toutes ces organisations remplissent, à des degrés

[262] Carsten Greve, Matthew Flinders, Sandra Van Thiel, « Quangos—What's in a Name?... *op. cit.*, p. 130.

différents, ces trois buts fondamentaux. On peut considérer que la NED a été créée pour remplir principalement le second principe, l'indépendance est la qualité la plus importante requise pour un organisme qui agit à l'étranger. Mais on peut appliquer la description d'Alan Pifer à la NED dans le sens où elle propose également une flexibilité accrue, étant étrangère aux mécanismes bureaucratiques contraignants d'un organisme gouvernemental et des services dans des lieux où le gouvernement ne peut se permettre d'intervenir lui-même, si toutefois on peut considérer que les interventions de la NED à l'étranger entrent dans cette catégorie de « service ».

Quelques jours avant le discours du président Reagan de 1982, le *New York Times* dévoile le projet dans un article intitulé « A Quango for democracy » dans lequel l'idée d'associer promotion de la démocratie et quango semble prometteuse : « The promise of a well-designed quango is that it would advertise the very values of openness and pluralism that Americans want to promote » [263]. Si on considère que les Quangos outre-Atlantique ont été une inspiration pour la création de la NED, il est intéressant de se pencher sur deux principes qui les caractérisent. Premièrement, elles sous-entendent dans l'utilisation britannique une organisation avec un objectif à caractère public, autrement dit qui sert la communauté. Dans le cas de la NED, on ne peut pas réellement l'associer à un service public comme pour les quangos britanniques, mais elle revêt toutefois cette idée que la fondation est une initiative d'utilité générale pour les États-Unis, puisqu'elle se propose de défendre indirectement la sécurité nationale en participant à la paix. La promotion de la démocratie s'apparente donc à un domaine quasi-public d'utilité générale. Une deuxième caractéristique des quangos britanniques est l'idée qu'elles agissent comme un sous-traitant du gouvernement, qui leur délègue l'application des politiques générales décidées, avec un certain degré d'autonomie. Or, c'est bien cela qui peut provoquer une gêne dans le cas d'une organisation qui prône une ferme indépendance envers toute politique gouvernementale. La question est de savoir jusqu'où va cette implication

[263] « A quango for democracy », *New York Times*, 6 juin 1982. https://www.nytimes.com/1982/06/06/opinion/a-quango-for-democracy.html

gouvernementale : Se limite-t-elle à défendre seulement le principe général de promotion de la démocratie ? Ou guide-t-elle davantage la conduite de cette politique de manière plus précise ? Ces questions sont cruciales car contrairement aux quangos britanniques, la NED intervient à l'extérieur des frontières nationales et la justification de ses actions est d'autant plus importante c'est pourquoi nous tenterons d'y répondre dans le point suivant.

Une autre expérience de quango a plus encore inspiré les fondateurs de la NED, ce sont les « Stiftungen » allemandes. Ces fondations, affiliées à chacun des partis politiques allemands et qui recevaient des fonds du trésor, encourageaient les institutions démocratiques en Allemagne puis dans le monde avec un important réseau à la fin des années 1970. Elles sont des pionnières en matière de promotion de la démocratie. Le président de la NED, Carl Gershman, a tenu à nous rappeler que ce sont les allemands les premiers à s'engager dans la diffusion du modèle démocratique dans le monde et non les américains[264].

Toutes ces expériences ont inspiré les chercheurs du *Democracy Program* qui ont réalisé l'étude préliminaire chargée de trouver la bonne manière pour les États-Unis de promouvoir la démocratie à l'international. Le document final de cette recherche intitulé *The Commitment for democracy, a bipartisan approach*, a formulé des recommandations qui ont été suivies et mises en pratique lors de la création de la NED comme nous l'avons décrit précédemment. Ce rapport débute par une lettre de William E. Brock, qui fut un membre du cabinet du président en tant que représentant américain au commerce, au président Reagan dans lequel il déclare : « We proposed a research study to determine how the United States, through private sector initiatives, could help strengthen democratic values and institutions in others countries » [265]. Cette initiative privée qui est privilégiée est le type d'organisation appelé quango. Il ajoute, faisant référence au titre d'un article du *New York Times*[266] :

---

[264] Entretien réalisé le 16/01/2020 avec Carl Gershman dans les locaux de la NED.
[265] The Democracy Program, The Commitment for democracy, a bipartisan approach, 27 July 1983, p1.
[266] « Let's define the Quango », *New York Times*, 17 février 1983, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, auteur, numéro de parution et pagination inconnus.

« Having “defined the quango”, we believe that it now becomes the obligation of Congress, the Administration, and interested Americans from all points of “the democratic spectrum” to help bring its component elements into existence at the earliest moment » [267].

Mais ce qui a poussé au choix d’une quango pour l’accomplissement de cet objectif est le caractère non secret de la fondation. C’est réellement l’élément fondateur, la nouveauté dans le domaine de la politique étrangère. Le 16 décembre 1983, le président Reagan déclarait lors de la cérémonie d’inauguration de la NED à la Maison Blanche : « This program will not be hidden in shadows. It’ll stand proudly in the spotlight, and that’s where it belongs »[268]. La création de la NED marque une rupture avec les « covert actions » de la CIA et une volonté nouvelle de transparence et d’indépendance. William E. Colby, ancien directeur de la CIA, déclare dans un article du *Washington Post* en mars 1982 : « It is not necessary to turn to the covert approach. Many of the programs which in the 1950s were conducted as covert operations now are conducted quite openly and consequently without controversy »[269]. Le simple fait d’agir de façon transparente et non secrète suffit à éviter les éventuelles polémiques qui pourraient survenir. Les techniques de la CIA utilisées pendant la Guerre Froide, outre leur caractère moralement discutable, ne sont pas parvenues à établir la stabilité[270] dans les pays dans lesquelles elle est intervenue, ce que la NED se propose de faire.

En conclusion, il est vrai que les initiatives de démocratisation n'étaient pas nouvelles, bien au contraire. La volonté de soutenir les États dont les institutions démocratiques étaient faibles était déjà présente dans le Plan Marshall de 1947. De nombreuses organisations avaient été créées aux États-Unis, très actives durant la Guerre Froide. Mais à partir de cette époque, c’est la forme qui allait changer, toute la réflexion de la création de la NED repose sur cette structure. Car bien que le statut de quango ne soit pas non plus une nouveauté, son application

---

[267] *Ibid*. p. 16.
[268] President Ronald Reagan’s Remarks at a White House Ceremony Inaugurating the National Endowment for Democracy, 16 décembre 1983.
[269] William E. Colby, « Political Action-In the open», *The Washington Post*, 14 mars 1982, D-8.
[270] William I. Robinson, A faustian bargain, *U.S. Intervention in the Nicaraguan elections and American foreign policy in the post-cold war era*, Westview Press, Boulder, 1992, p. 15.

dans un domaine de politique étrangère l'est davantage. Ce qui importait avant tout n'était pas l'organisation en elle-même, mais l'association du caractère privé et public, cet hybride qui allait modifier l'engagement dans la promotion de la démocratie, pour le rendre moins direct et plus efficace. L'État veut apparaître moins interventionniste dans ce domaine, mais l'indépendance de la NED envers le gouvernement peut être limitée par ce même statut. William E. Brock, devenu par la suite président du Conseil d'administration de la fondation, met en avant l'implication importante des pouvoirs exécutif et législatif dans la création de la NED dans le rapport annuel de 1990, dans lequel il déclare pour son discours d'ouverture :

« Such a foundation could not have been laid without firm bipartisan support in the congress, as well as strong encouragement from the White House, the Department of State, the United States Information Agency, and the Agency for International Development »[271].

Si l'indépendance de cette « democracy quango » a souvent été questionnée, c'est principalement en raison de ce qui fait d'elle un organisme public. Comme nous l'avons noté, elle ne fournit pas réellement un service public, ce n'est pas son objet qui la place dans le domaine du public, mais son financement. Celui-ci lui est en effet attribué chaque année par le Congrès américain, et est en constante augmentation depuis 1983.

[271] National Endowment for Democracy annual report 1991, October 1, 1990 to September 30,1991, p. 3.

I.3.b) Une alliance du public et du privé qui augmente sa marge de manœuvre mais créé un déficit démocratique et un problème d'indépendance

Une Quango se caractérise donc par une combinaison entre le caractère privé et public au sein d'une seule et même entité, accroissant de fait sa capacité d'action et son efficacité. La NED se considère comme un exemple à suivre pour les nations étrangères. C'est une organisation privée avec son propre fonctionnement, sa propre direction, mais qui dépend de fonds publics accordés par le Congrès américain. Il est donc légitime de se demander à quel point la NED peut agir en toute indépendance et si ses fonds ne sont pas conditionnés à une certaine ligne de conduite.

Le rapport de la commission consultative sur la *public diplomacy*, mission du département d'État chargé de rendre des comptes au Président, au secrétaire d'État et au Congrès, décrit ainsi cette initiative : « It may be that a new quasi-public organization with its own separate staff can help to develop a stronger partnership between government and private organization in long-term democratic institution-building »[272].

Le National Endowment for Democracy Act, loi du Congrès n° 98-64 de 1983 (H.R. 29-15)[273], qui régit l'organisation, décrit cette dernière comme une entité privée, et non une agence gouvernementale comme il est bien précisé dans l'extrait ci-dessous :

> « SEC. 502. (a) The Congress finds that there has been established in the District of Columbia a private, nonprofit corporation known as the National Endowment for Democracy (hereafter in this title referred to as the "Endowment") which is not an agency or establishment of the United States Government »[274].

---

[272] 1983 Report of the United States Advisory Commission on Public Diplomacy, Project Democracy, p. 22.
[273] Voir Annexe 1.
[274] H.R. 29-15, PUBLIC LAW 98-164—NOV. 22, 1983, 97 STAT. 1039, Title v-National Endowment for Democracy SEC. 502(a)

La NED est donc une fondation privée, même si elle a été créée par le gouvernement américain et que ses fonds proviennent en majorité de ce dernier, et dans une moindre mesure de contributions privées. Le budget est en effet voté chaque année par le Congrès et transite par l'United States Information Agency (USIA). Cela octroie au Congrès un droit de regard sur ses activités. En effet il est également mentionné que: « The Endowment and its grantees shall be subject to the appropriate oversight procedures of the Congress »[275]. Selon cette clause, la NED est soumise à un contrôle « approprié » et ses transactions financières annuelles peuvent faire l'objet d'un audit du General Accounting Office (GAO). Il est également spécifié que le contrôleur général doit rendre compte de chaque vérification de ce type au Congrès.

Toutefois, la NED revendique son indépendance ainsi que sa liberté d'action en raison de ce caractère privé. Elle assure ne pas être enchaînée à un gouvernement envers lequel elle serait redevable. Les États-Unis souhaitaient créer un organisme de promotion de la démocratie de grande envergure tout en déléguant la mise en œuvre à une fondation indépendante qui disposerait de tous les moyens nécessaires à son objectif. Il est en effet stipulé dans la loi du Congrès :

> « Nothing in this title shall be construed to make the Endowment an agency or establishment of the United States Government or to make the members of the Board of Directors of the Endowment, or the officers or employees of the Endowment, officers or employees of the United States » [276].

Cependant, Alan Pifer définit au contraire les quangos comme un « instrument of 'government by contract' »[277]. Ce financement implique que la fondation et le gouvernement sont liés par un contrat tacite. De plus, selon ce dernier, le fait qu'elles soient créées « as the result of federal legislation or administrative action in Washington, rather than on the initiative

---

[275] Ibid, STAT. 1040, Title v-National Endowment for Democracy, SEC 503 (d)
[276] H.R. 29-15, PUBLIC LAW 98-164—NOV. 22, 1983, 97 STAT. 1040, Title v-National Endowment for Democracy, SEC 503 (c)
[277] Alan Pifer, *The Quasi-non-governmental organization*, in D.C. Hague, W.J.M. Mackenzie and A. Barker (eds) Public policy and private interests: The institutions of compromise. London, Macmillan, 1975, p. 380.

of private citizens (…) deny it a place in the tradition of voluntary associations in American life or, indeed, fully in the private sector at all »[278]. Or c'est bien une loi du congrès qui institutionalise la NED. Pour Pifer, il est donc difficile de situer les quangos dans le secteur privé si elles naissent au cœur même de Washington. Or comme nous l'avons vu, la NED est effectivement une initiative présidentielle, ce qui discrédite selon l'auteur sa qualification d'organisation privée. Si l'on suit son raisonnement il y aurait une incompatibilité dans ce statut. Il ajoute : « No matter how much it is made to resemble the voluntary association, it can never be quite the same thing […] The most difficult problem which has arisen in connection with the quasi-non-governmental organization is how to reconcile its dual needs for independence and accountability to government »[279]. Pour cet auteur, une quango ne peut être totalement indépendante, le lien entre la responsabilité et l'indépendance est trop complexe pour être assuré de manière équitable.

Malgré cette contradiction, la NED est officiellement créée comme une organisation privée, qui possède son propre fonctionnement interne. Le NED Act mentionne à la section 504 (a)(1) que « The Endowment may only provide funding for programs of private sector groups and may not carry out programs directly »[280]. Selon cette clause donc, la NED est limitée à des interventions dans le domaine privé et non public des états pour éviter toute ingérence. De même, elle ne doit être qu'un intermédiaire dont le rôle est de choisir les organismes à financer. La fondation subventionne principalement quatre instituts, qui sont chargés de développer des programmes : le National Democratic Institute for International Affairs (NDIIA qui deviendra plus tard le National Democratic Institute, NDI), l'International Republican Institute (IRI), le Free Trade Union Institute (FTUI, qui est aujourd'hui le Solidarity Center) et le Center for International Private Enterprise (CIPE). Elle est une « institution coordinatrice »[281] entre les

---

[278] *Ibid.*, p. 382.
[279] *Ibid*., p. 387.
[280] H.R. 29-15, PUBLIC LAW 98-164—NOV. 22, 1983, 97 STAT. 1039, Title v-National Endowment for Democracy SEC. 504(a)(1)
[281] Authorizing appropriations for fiscal years 1984-85 for the department of state, the u.s. information agency, the board for international broadcasting, the inter-american foundation, the asia foundation, to establish the national

quatre grands domaines impliqués dans la promotion de la démocratie. Ce fonctionnement permet de remplir les trois caractéristiques clé de la fondation : « open, acceptable, and attuned to local sensibilities »[282]. Outre ses quatre organes, la NED finance également des organisations locales, et en fait un atout majeur en termes d'efficacité sur le terrain, bien que celles-ci soient bien souvent minoritaires. Le troisième point de ce chapitre reprendra dans le détail ces financements. De la même manière, ces quatre instituts peuvent eux aussi choisir d'agir directement sur place, ou de financer des organismes locaux avec lesquels ils travaillent souvent en collaboration. Cette stratégie de financement local permet de prendre en compte les différences culturelles propres à chaque pays. La fondation veut tourner le dos à la « démocratisation forcée » et mal préparée. Le président Reagan déclarait lors de la cérémonie d'inauguration de la NED à la Maison Blanche le 16 décembre 1983 :

> « Now, we're not naive. We're not trying to create imitations of the American system around the world. There's no simple cookbook recipe for political development that is right for all people, and there's no timetable. While democratic principles and basic institutions are universal, democratic development must take into account historic, cultural, and social conditions. (...) Patience and respect for different political and cultural traditions will be the hallmark of our effort »[283].

En matière de politique étrangère, les quangos sont particulièrement efficaces car elles permettent d'agir plus facilement dans des pays difficiles. Un article de *The American Interest* de 2012 résume bien cette idée : « We have in effect found a way of getting government-funded activities and organizations on foreign soil without having to observe all the tiresome, tedious formalities of diplomatic custom and usage »[284]. Mais cet atout possède également un revers :

---

endowment for democracy, 19 avril 1983, Prepared statement of Charles T. Manatt, co-chairman, the Democracy Program, and chairman, democratic national committee, p. 879.

[282] *Ibid*.

[283] President Ronald Reagan's Remarks at a White House Ceremony Inaugurating the National Endowment for Democracy, 16 december 1983. https://www.ned.org/president-ronald-reagans-remarks-at-a-white-house-ceremony-inaugurating-the-national-endowment-for-democracy/

[284] « Are Democracy Quangos Doomed? » *The American Interest*, 1er avril 2012, https://www.the-american-interest.com/2012/04/01/are-democracy-quangos-doomed/

« Unfortunately, genuine NGOs are getting smeared with the quango label. It is easy for demagogic or anti-democratic politicians to attack authentic civil society movements and institutions by fuzzing the line between quangos and the rest »[285]. La ligne de démarcation entre Quango et véritable ONG est faible et sème parfois le trouble.

L'objectif est principalement une démocratisation qui vienne de l'intérieur, qui se construise par la population du pays concerné, toujours dans l'optique d'une rupture avec les moyens brutaux mis en place dans un passé proche notamment par la CIA. La fondation ne fait qu'offrir les moyens aux organismes locaux de mettre en place leur révolution, leur transition, à leur image et à leur façon. C'est une manière de combattre une critique souvent faite aux organisations américaines de vouloir imposer un régime qui ne correspond pas à la volonté ou à la culture du pays. C'est une stratégie louable, cependant, nous le verrons plus loin, la fondation exerce tout de même un poids non objectif. En effet, ce statut de quango ne suffit pas à prévenir toutes les dérives qui peuvent survenir lorsqu'on touche au domaine sensible de la politique étrangère. Un bref retour sur l'expérience britannique peut permettre de nous éclairer sur les risques d'un tel statut.

Au Royaume-Uni, les Quangos sont une pratique ancienne bien ancrée dans le gouvernement, toutefois, elles ont récemment fait l'objet de critiques, certains observateurs s'inquiétant de la montée d'un « Quango state », un État dans lequel les Quangos sont de plus en plus nombreuses, œuvrant dans des domaines toujours plus variés et ayant acquis au fil du temps un pouvoir très important. Le problème majeur est qu'elles sont dirigées par un conseil d'administration choisi et non pas élu, ce qui pose des problèmes de légitimité dans le gouvernement britannique étant donné qu'elles agissent dans le domaine public. Pour certains cela a pour conséquence un véritable déficit démocratique[286]. Le peuple n'a plus la parole dans de nombreux domaines. Cela induit un autre sujet de préoccupation, celui de la représentation

---

[285] *Ibid*.
[286] Chris Skelcher, *The appointed state, Quasi-governmental organizations and democracy,* Philadelphie, Open University Press, 1998, p. 19.

du personnel qui est également important car un service public doit pouvoir être représentatif de la société au risque de mettre en doute la légitimité d'une telle organisation. Or pour une quango, organisme privé rappelons-le, c'est bien l'efficacité qui prime c'est pourquoi le choix des membres se fait davantage sur des critères de compétence que sur des questions de représentation. Chris Skelcher montre cela dans le cas des quangos britanniques : « The position at the moment is that quango members do not reflect the socio-economic characteristics of the population as a whole »[287]. Le profil des membres est donc important et révélateur.

De son côté, la NED est un type de Quango différent de ses homologues britanniques et une de ses particularités est qu'elle tente de combler les lacunes présentées ci-dessus. Les quangos soulèvent ces questions car elles agissent dans des domaines publics alors qu'elles sont des organismes privés, au contraire, la NED est un organisme quasi-public, mais qui agit dans un domaine qui est plutôt l'apanage des organisations privés ou des ONG. Elle pose le problème contraire, celui de l'utilisation de fonds publics pour des questions qui peuvent sembler non prioritaires aux contribuables qui participent donc à son financement.

Le fait que ses membres, qui ne sont pas non plus des fonctionnaires, soient nommés en interne et sans intervention du gouvernement lui permet de garder son indépendance. Si elle ne fonctionne pas sur le principe de l'élection de ces membres, car elle est un organisme privé qui n'opère pas dans un domaine public, elle intègre dans le choix de ses membres un critère de représentation qui s'ajoute au critère de compétence. George W. Crockett Jr., démocrate représentant du Michigan déclara aux membres du *Democracy Program* en 1983 lors d'un sous-comité du congrès sur les opérations internationales, chargé de concrétiser la création de la NED : « I felt you had slighted the women. (…) I also called attention to the fact that it appeared you had no blacks or any other minorities represented »[288]. Cela a par la suite été corrigé avec

---

[287] *Ibid*., p78.

[288] Authorizing appropriations for fiscal years 1984-85 for the Department of State, the U.S. Information Agency, the Board for International Broadcasting, the Inter-American Foundation, the Asia Foundation, to establish the National Endowment for Democracy : hearings and markup before the Committee on Foreign Affairs and its Subcommittee on International Operations, House of Representatives, Ninety-eighth Congress, first session, on H.R. 2915, April 25, p. 910.

l'intégration de deux femmes dont une femme de couleur (Polly Baca et Legree Daniels), dans un souci de représentation. Nous avons pu avoir des informations supplémentaires lors d'un entretien avec Sally Shelton-Colby, qui intègre le conseil de la NED en 1985[289]. À cette époque, elle est la plus jeune ambassadrice de l'histoire des États-Unis (elle fut nommée à Grenade et la Barbade en 1979 à l'âge de 39 ans). Selon elle, les membres fondateurs de la NED, notamment le sénateur Dante Fascell, tenaient à la présence d'une femme au sein du conseil et ce fut notamment une des raisons pour lesquelles ce poste lui fut proposé. La fondation est une quango qui souhaite conserver une certaine représentativité de la société en raison de ce caractère public, d'autant plus qu'elle agit dans le domaine de la démocratie. Cela fait partie, avec le bipartisme et l'aspect multi-sectoriel, des éléments qui lui confèrent une efficacité sans pareil.

I.3.c) Un caractère bipartisan, multi-sectoriel représentatif de la société américaine qui la rend objective et efficace.

La NED s'est construite sur la combinaison de plusieurs principes. Le projet était une organisation à but non lucratif, privée, bipartisane avec la participation des deux partis politiques, et multi-sectorielle avec l'intégration des syndicats et du monde des affaires afin de la rendre représentative d'une société américaine démocratique. Le premier principe, le bipartisme, consiste en une collaboration des deux grands partis américains, les Démocrates et les Républicains dans un projet commun qui nécessite le rassemblement, à savoir la promotion de la démocratie. Cette alliance était aussi le reflet d'une indépendance nouvelle envers le gouvernement, à laquelle la NED tient particulièrement.

[289] Entretien réalisé avec Sally Shelton-Colby le 15 janvier 2020 à l'American University's School of International Service.

Cette idée émerge de la réflexion de George E. Agree, président de l'American Political Foundation. Dans une lettre adressée à Samuel Huntington, alors membre du Conseil de sécurité nationale du président Carter, datant du 3 février 1978, il évoque le manque de lien entre les partis américains et leurs homologues étrangers, lié selon lui à des problèmes budgétaires et une volonté de la part des dirigeants de minimiser les divisions au sein du parti. Dans cette lettre, il déclare :

> « Both of these difficulties could be circumvented by a bi-partisan tax-deductible institute established and headed jointly by the two available to the parties and non-competitive with them. Its inherently cooperative framework would tend to assure equitable access for all elements in both parties while at the same time insulating it from susceptibility to the effects of intraparty factionalism »[290].

Cette idée se concrétisa quelques années plus tard avec la NED. La collaboration des deux partis dans l'optique d'échanges internationaux est donc quelque chose de nouveau aux États-Unis. Son president, Carl Gershman affirme en 2005 : « One of the most significant but least appreciated changes in American foreign policy during the past two decades is the emergence of democracy promotion as a central, bipartisan dimension of United States engagement with the world »[291]. Le rapport du *Democracy Program* reprend cette idée centrale de contacts internationaux entre les partis politiques américains et leurs homologues dans le monde :

> « The Republican and Democratic parties may not have exact doctrinal equivalents elsewhere in the world, but a number of parties abroad share a common commitment to democratic development with their American colleagues. Thus the U.S.

[290] George E. Agree, Transnational interactions of political parties, A freedom house study, Letter to Samuel Huntington, 3 février 1978.
[291] Carl Gershman, « Democracy as policy goal and universal value », *The Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations*, Winter spring 2005, p.19.

political parties should regularize their participation (even if only as observers in some cases) in the process of worldwide democratic political dialogue, sometimes on a bipartisan basis »[292].

L'étude propose de créer un institut pour chacun des deux partis, sur la même base, c'est-à-dire avec une charte fondatrice tout à fait identique. Les deux instituts auront deux principaux objectifs : l'échange politique et le développement politique. Le premier consiste à promouvoir les contacts avec les partis similaires à l'étranger et le second à promouvoir les pratiques démocratiques dans le monde. Ces relations peuvent servir de fondations à de futures relations entre les États eux-mêmes. La création de ces deux instituts permet en outre de former davantage les membres des deux partis aux problématiques de la politique étrangère. Les instituts devront institutionnaliser ces liens par la création de bureaux régionaux dans chaque pays afin de mettre en place d'important programmes d'assistance. Mais ils doivent le faire en s'appuyant sur les besoins des pays dans lesquels ils s'installent, en mettant en place des processus de discussions avec les groupes publics et privés impliqués dans ce secteur. Cela est une condition nécessaire pour faciliter l'acceptation des instituts. Le fait de créer deux entités distinctes permet de créer des liens plus durables. Selon William E. Brock, « What we seek in this process is the enhancement of pluralism, because pluralism itself is a fundamental goal in creating the institutional framework for a free society »[293]. Il ajoute : « our board believes the moment is at hand in this country to invest the bipartisan tradition with new meaning through congressional adoption of our major recommendation »[294]. Dans l'ensemble, toutes ces recommandations du *Democracy Program* ont été suivies et mises en pratique dans le processus de création de la NED. Toutefois, bien que le caractère bipartisan soit un élément important de

[292] Democracy Program, The Commitment for democracy, a bipartisan approach, p. 30.
[293] Authorizing appropriations for fiscal years 1984-85 for the department of state, the U.S. information agency, the board for international broadcasting, the inter-american foundation, the asia foundation, to establish the national endowment for democracy, 19 avril 1983, p. 881.
[294] *Ibid*, Prepared statement of hon. William e. Brock III, chairman, the democracy Program p. 867.

la fondation, il a fait l'objet de vifs débats au sein du Congrès que nous détaillerons dans la deuxième partie.

La NED est donc dirigée par un conseil d'administration bipartisan, composé d'une vingtaine de membres qui se réunissent au minimum quatre fois par an, aux dates qu'ils déterminent. Le conseil d'administration initial de la NED comprenait des militants politiques, des représentants des milieux syndicaux, des affaires et de l'éducation des États-Unis, des spécialistes de la politique étrangère et deux membres du Congrès. La composition de ce conseil est importante, le but étant d'être représentatif de la société américaine, comme exemple d'une démocratie fonctionnelle dans laquelle toutes les branches de la société participent à son fonctionnement. La politique générale et toutes les décisions sont prises par ce conseil d'administration, par exemple le vote du financement d'une organisation, d'un programme pour une action ponctuelle ou sur le long terme. En effet, la NED assume principalement la fonction d'attribution de subventions, mais ne travaille pas directement sur le terrain. Pour chaque décision du conseil, les deux tiers des votes sont requis par le quorum. À sa tête, le président de la NED est élu par le conseil d'administration. Carl Gershman est nommé président à sa création, à 41 ans, poste qu'il a quitté en 2021. Il dirige l'action de la NED selon la politique adoptée par le conseil, auprès des trois organes qui le constituent, à savoir *the Office of the President, the Program Section* et le *Finance Office*. *The Office of the President* définit les politiques directives, et s'occupe également de la représentation de la fondation à travers la presse, de son image publique. De son côté, *The Program Section* est responsable de l'évaluation des programmes financés par la NED. Enfin, *The Finance Office* est chargé de la gestion financière de la NED, à la fois la gestion financière administrative de la fondation que de la gestion des fonds alloués.

La NED repose également sur le principe d'une action multi-sectorielle. Elle met en place des actions dans des domaines variés pour permettre la construction de démocraties

effectives et durables. Selon la *Déclaration des Principes et Objectifs*[295], la NED a pour finalité de développer des programmes dans les cinq grands thèmes suivants :

- Le pluralisme des acteurs : Elle encourage le développement d'organisations privées et indépendantes, syndicats, mais également d'organisations civiques, de femmes etc. L'objectif est de renforcer la présence de ces acteurs principaux qui sont indispensables à une société civile démocratique.
- La gouvernance démocratique : La promotion de partis politiques forts, stables et engagés dans le processus démocratique est un objectif de la NED. Elle soutient également le dialogue entre les différents secteurs de la société afin de trouver des solutions démocratiques aux éventuels problèmes nationaux.
- Éducation, culture et communications : Le but est également de faire naître une culture civique, de développer les médias, le journalisme afin d'éduquer à la démocratie, de renforcer la liberté d'expression par la presse dans des pays dans lesquels elle est encore trop faible.
- La recherche : Une part des moyens financiers de la NED est consacrée à la recherche, à l'étude et à l'évaluation des efforts de démocratisation, dans certaines régions du monde. Nous verrons qu'elle ne ménage pas ses efforts dans ce domaine, notamment à partir de 1990.
- La coopération internationale : La NED encourage la coopération internationale et régionale en ce qui concerne la promotion de la démocratie, notamment par des programmes de cohésion entre les différentes démocraties.

Son approche multi-sectorielle de la promotion de la démocratie est un rouage indispensable à sa réussite. Elle combine l'action des deux instituts politiques avec les syndicats et la communauté des affaires. Cela s'est concrétisé par la création de quatre instituts bien distincts et indépendants financés par la NED autour de ce projet commun de promotion de la

[295] Voir Annexe 2.

démocratie (NDI, IRI, CIPE, FTUI) qui représentent respectivement les deux grands partis politiques américains, la communauté commerciale et les syndicats. Ces quatre « core institutes » constitue la « NED's family », comme ils sont appelés en interne. Le but est là encore d'être à l'image de la société civile américaine, et plus généralement, de toute société démocratique. Comme l'affirme la NED sur son site internet : « Each institute draws on the talents and energies of its respective fields in the United States to offer unparalleled expertise on business, labor, and political party development and electoral reform to democrats around the world »[296]. En agissant dans ses quatre domaines, et surtout déléguant ce travail à des organismes spécialisés, la NED s'assure une efficacité et un professionnalisme sans pareil.

Les syndicats américains sont depuis longtemps engagés à l'international dans la défense des droits des travailleurs, qui est intrinsèquement liée à la démocratie. Un droit syndical est une institution importante dans une démocratie car elle donne la parole aux salariés. Le syndicalisme permet également d'atteindre un large pan de la population et d'éduquer à la démocratie. Le rapport du *Democracy Program* revient sur ces éléments :

> « The American labor movement holds as a first principle that without the right to freedom of association, and with it the power to influence governments and employers, free trade unions cannot exist. Denial of the right to organize becomes, therefore, a serious barrier to the creation of democracy. American labor values these rights and relationships both for itself and for workers around the world »[297].

Le Free Trade Union Institute a été créé en 1977 mais il travaille aux côtés de plusieurs autres organismes du même type dont le premier est apparu dans les années 1880. Il est la branche internationale de l'AFL-CIO. Le rapport attribue au FTUI un large champ d'activités : amplifier les échanges ; augmenter l'assistance à l'International Trade Secretariats à travers leurs affiliés américains ; aider les centres syndicaux à développer leurs infrastructures ; porter

[296] https://www.ned.org/about/how-we-work/
[297] The Democracy Program, *The Commitment for democracy, a bipartisan approach*, p. 36.

assistance aux exilés syndicaux et leurs familles ; la formation politique ; le soutien aux publications syndicales et informations sur des sujets spécifiques ; le soutien au travail des organisations syndicales internationales ; la recherche et l'information ; accroître les efforts pour contrer le WFTU (World Federation of Trade Union, qui, après des divisions internes est considéré comme pro-communiste) ; aider à l'organisation de syndicats indépendants dans les états communistes et enfin fournir des fonds d'urgences.

Pour que l'action de la NED soit complète, elle doit intégrer un autre pan de la population, moins engagé dans le domaine de la promotion de la démocratie mais qui a pourtant un grand rôle à jouer, c'est le monde de l'entreprise. Un nouvel organisme a donc été créé : le Center for International Private Enterprise. Toujours selon le rapport du *Democracy Program*, CIPE « woud encourage the growth and organization of the private enterprise system of voluntary business associations abroad as a necessary element of democratic pluralism »[298]. CIPE est affilié à la Chambre de commerce des États-Unis. Le rapport prévoit que CIPE doit travailler dans les cinq thèmes suivants : « commercial exchange programs ; leadership development programs ; political development programs ; communication ; clearing house »[299]. Il n'a pas été simple pour CIPE de se faire une place dans le domaine de la promotion de la démocratie, sa participation n'étant pour beaucoup pas une évidence. Il a fait l'objet de scepticisme à ses débuts mais il s'est rapidement imposé comme une composante essentielle d'une stratégie globale de promotion de la démocratie.

Le caractère bipartisan de la fondation, par l'alliance des deux grands partis américains et multi-sectoriel sont le fer de lance de son action. Il permet à la fondation d'être plus efficace en agissant dans tous les secteurs de la société. Cela est aussi un moyen de rassurer à l'étranger

[298] *Ibid*., p. 40.
[299] *Ibid*.

sur son impartialité et de fournir un équilibre institutionnel indispensable à son bon fonctionnement.

La NED est donc un projet innovant et ambitieux. Elle est née dans le contexte particulier de la guerre fraîche. Elle est le fruit de la volonté du président Reagan, dans une action conjointe avec le Congrès, à une période où la sécurité nationale, après quelques années de détente, redevient la priorité d'une politique étrangère qui se veut active et offensive. Mais cette proximité dès l'origine avec le pouvoir exécutif a créé une certaine méfiance et la catalogue dans les organismes influencés par les enjeux de la politique étrangère de l'époque car telle était la vision du président Reagan lorsqu'il proposa ce projet. Puis dans son application, son statut particulier attribué à un domaine de politique étrangère longtemps reversé à l'exécutif renforce cette idée. Mais ses caractéristiques internes lui ont permis de mener à bien son objectif avec une logique de performance qui lui a permis de se maintenir jusqu'à aujourd'hui. Malgré de vives controverses les premières années, elle a réussi à perdurer dans le temps. Mais une raison à sa longévité, malgré les critiques, c'est la personnalité de ses membres et leur position au sein de l'establishment américain de l'époque ainsi que leur activisme au sein de la fondation. L'idée fut celle du président Reagan, mais par la suite elle a été menée à bien et dirigée par un conseil d'administration choisi par les membres fondateurs, notamment William E. Brock et Dante Fascell, qui reflète différents types d'influences qui pèsent sur son travail. Plusieurs secteurs ont en effet accompagné la NED tout au long de sa création et ont par la suite intégré le conseil d'administration.

Chapitre II. Sociologie des dirigeants : une influence tripartite

La recherche sur le profil des dirigeants de cette fondation permet de dévoiler les tendances et les contradictions indissociables de celle-ci. Elle révèle une relation tripartite entre trois secteurs qui ont influencé cet organisme dès l'origine. Tout d'abord, l'histoire de la NED est liée avant même sa création au mouvement néoconservateur, et cela se retrouve dans la composition du conseil d'administration. Les néoconservateurs réagissent vivement au contexte international mentionné précédemment, avec une attitude plutôt offensive envers l'URSS. Ensuite, les syndicats, souvent associés à ce mouvement, jouent un grand rôle au sein de cette fondation. D'importantes figures ont participé notamment au projet de création de la NED. Mais cette influence d'un secteur à l'époque fermement anti-communiste a des conséquences sur le travail de la NED, qui privilégie le FTUI. Enfin, malgré l'indépendance prônée par la fondation et par le gouvernement, le lien avec l'administration est parfois indirect, inscrit dans la carrière professionnelle des membres de la NED. Ces trois secteurs sont eux-mêmes liés entre eux à cette époque. En effet, les néoconservateurs sont considérés comme étant arrivés au pouvoir avec l'élection de Reagan, et les syndicats, notamment l'AFL-CIO, est également une organisation proche du gouvernement américain. Ces trois sphères se sont rejointes à cette période historique particulière du début des années 1980 car elles avaient en commun une position offensive envers l'URSS, profondément inscrite dans la Guerre Froide. Leur conjonction a abouti à la création de la NED qui est imprégnée de ces influences.

1. Un mouvement fondateur néoconservateur

Il est souvent difficile de faire le lien entre certaines personnalités et le mouvement néoconservateur en raison de la mauvaise réputation de ce courant. En effet, la majorité de ses sympathisants ne reconnaissent pas leur appartenance[300], c'est bien souvent une étiquette attribuée de l'extérieur, certains même la considèrent comme une insulte[301]. À titre d'illustration, Ben Wattenberg, néoconservateur fondateur de la NED, dira de son « collègue » Penn Kemble alors décédé : « I dare not call him a neoconservative, lest he rise up from the great beyond to smite me upon the head[302] ». Ce mouvement est de nos jours trop associé à l'administration Bush et à la guerre en Irak, ce qui l'a discrédité au niveau international. Carnes Lord parle de la « rage et la haine virulentes dirigées à l'encontre des Américains "néoconservateurs" »[303] après cet épisode. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nous fier entièrement ici aux réponses aux entretiens menés sur ce sujet, qui reflètent cette réalité en ayant souvent provoqué une certaine irritation ou une opposition systématique. Toutefois, il arrive que la trajectoire professionnelle et intellectuelle ne laisse pas de doute sur l'appartenance à ce courant de pensée, notamment en ce qui concerne le président de la NED, Carl Gershman.

Comme l'explique Daniel Tanguay, « le mouvement néoconservateur et l'école straussienne ne furent jamais des organisations politiques fortement structurées et encore moins des mouvements de masse. Ils se sont plutôt constitués à partir de réseaux d'amis qui partageaient des intérêts intellectuels et une sensibilité commune »[304]. Les relations personnelles sont donc à prendre en compte en complément des opinions politiques.

---

[300] James Nuechterlein, Neoconservatism & Irving Kristol, *Commentary*, Août 1984; 78, 002; p. 43.
[301] Entretien avec Joshua Muravchik le 24/02/2020 via Skype.
[302] Ben Wattenberg, "Passing of a Patriot", *Washington Times*, Octobre 23, 2005. https://www.aei.org/articles/passing-of-a-patriot/
[303] Carnes Lord, « Requiem pour le néoconservatisme ? », *Politique américaine*, vol. 5, no. 2, 2006, p. 89.
[304] Daniel Tanguay, « Néoconservatisme et religion démocratique. Leo Strauss et l'Amérique », *Commentaire*, vol. numéro 114, n° 2, 2006, p. 317.

Le néoconservatisme est au cœur de la création de la NED. Tout d'abord parce que des membres haut placés de la NED en ont fait partie (Carl Gershman, Joshua Muravchik) mais aussi car la promotion de la démocratie est un thème cher à ce mouvement dès les années 1970, dans une optique de lutte contre le communisme. Leur importance croissante au sein de l'Establishment américain a permis d'augmenter leur influence sur le gouvernement, dont l'apologie correspond à l'élection de Ronald Reagan en 1981, qui est considérée comme l'avènement des néoconservateurs au pouvoir. Les deux principales caractéristiques des néoconservateurs, qui trahissent un lien avec la NED, sont donc leur politique de défense de la démocratie, et le fait que cette politique ait été introduite au sein du mouvement par Carl Gershman qu'il a ensuite mise en pratique à la présidence de la NED. Cela nous conduira à approfondir la trajectoire de certains membres importants de la NED qui ont eu des liens avec ce mouvement pro-démocratie.

Il est dans un premier temps nécessaire de revenir sur l'origine de ce mouvement avant de se concentrer sur l'émergence du thème de la promotion de la démocratie comme élément principal de leur politique étrangère.

II.1.a) L'émergence des néoconservateurs comme force politique influente

Justin Vaïsse considère qu'il y a trois âges du néoconservatisme[305], et ce serait le deuxième âge qui correspond à la période de création de la NED. Selon l'auteur, le premier âge du néoconservatisme trouve son origine à New York en 1965, dans un environnement juif, suite à une évolution du libéralisme américain (vers la gauche) qui remonte au New Deal. Il né dans la politique intérieure et se fonde sur le « libéralisme du centre vital » de Arthur Schlesinger, de l'après-guerre, anti-communiste à l'extérieur et partisan du progrès social à l'intérieur. Puis la

[305] Justin Vaïsse, *Histoire du néoconservatisme aux États Unis*. Odile Jacob, 2008, 337 p.

guerre des six jours et la guerre du Vietnam alimentent les débats et la prise de position autour de ces deux conflits. Face à la crise du parti démocrate à la fin des années 60, les libéraux de Guerre Froide créent la *Coalition for a Democratic Majority* (CDM) en 1972 soutenue par l'AFL-CIO. La création de cette faction est considérée comme la naissance du néoconservatisme[306]. On les appelle alors les « Scoop Jackson Democrat », en référence au sénateur Henry M. Jackson, figure de proue de ce mouvement. Mais cette nouvelle faction correspond à une évolution vers le deuxième âge du néoconservatisme, selon Justin Vaïsse, davantage porté sur la politique extérieure, dont les principaux thèmes d'action sont la lutte contre l'isolationnisme et la détente. Henry Jackson veut faire échouer la politique de conciliation de Kissinger et de Nixon, et tient une position ferme envers l'URSS. Sur ce point, les néoconservateurs et les faucons se rejoignent, ces derniers sont également en opposition avec la détente et pour le réarmement.

Les cinq volets de la vision néoconservatrice de la CDM sont les suivants : défense de la démocratie, droits de l'Homme, affirmation de la puissance militaire américaine, soutien à Israël et distance avec l'ONU[307]. Eugène Rostow fut un de ses fondateurs. Il travaillera par la suite avec Penn Kemble pour créer une Task force sur les affaires étrangères et de défense au sein de la CDM, le Committee on the Present Danger (CPD) qui a pour but d'alerter l'Amérique. C'est un groupe indépendant et non partisan, constitués de citoyens privés. Il publie un rapport « The quest for detente » en 1974 qui montre que les relations entre les États Unis et l'URSS n'ont pas changé, qu'il n'y a jamais réellement eu de détente et selon lequel le gouvernement est considéré comme faible face à la menace soviétique. C'est pourquoi la CDM prône l'augmentation des dépenses de défense et la modernisation de l'armée. La question des droits de l'Homme entre également dans leur agenda international dans les années 70. Daniel Patrick Moynihan, conseiller du président Nixon, ambassadeur des États-Unis en Inde et aux Nations

[306] Jack Ross, *The Socialist Party of America: A Complete History*, Nebraska, Potomac Book, 2015, p. 520.
[307] Justin Vaïsse, *Histoire… Op Cit.*

Unies, puis sénateur à partir de 1977, devient un leader du néoconservatisme. Il publie dans *Commentary* (revue néoconservatrice) un article dans lequel il affirme la mission naturelle des États-Unis de défendre la liberté et la démocratie.

Jimmy Carter, après son élection en 1977, ne nomme que peu de membre de la CDM dans son administration, seul Zbigniew Brzezinski devient Conseiller à la sécurité nationale du président. On assiste alors à une rupture entre le président et les néoconservateurs de la CDM. Le président a eu un tournant faucon depuis l'Afghanistan, mais pas suffisant aux yeux des néoconservateurs qui ne réussissent pas à s'entendre avec ce dernier[308]. De même, la politique de défense des droits de l'Homme promue par Carter, qui devait pourtant les rapprocher est jugée pas assez ambitieuse et trop centrée sur les dictatures de droites.

Puis, l'élection de Reagan à la Maison Blanche est considérée comme l'arrivée au pouvoir des néoconservateurs. Sa politique a été inspirée par les membres de ce courant, parmi lesquels Jeanne Kirkpatrick, Eugene Rostow, Kenneth Adelman, Richard Perle, Max Kampelman, ou encore Elliott Abrams[309]: « From the beginning, Abrams encouraged the President to use human rights as a rhetorical weapon against Moscow »[310]. Le président va mettre en pratique certaines de leurs politiques, adoptant notamment les conclusions du rapport du CPD avec une augmentation des dépenses de défense, et ils vont contribuer à la création de la NED. Eugene Rostow et Paul Nitze soutiennent Reagan à titre personnel, bien que républicain (le Commitee on the Present Danger dont ils sont les fondateurs et membres est bipartisan contrairement à la CDM qui est démocrate). Le soutien des néoconservateurs a permis à Reagan d'attirer une partie de l'électorat démocrate. L'élection du président républicain incarne donc la prise de pouvoir des néoconservateurs, en tout cas au début[311]. 27 membres du CPD sont nommés dans l'administration Reagan, Jeane Kirkpatrick est nommée

---

[308] *Ibid*.
[309] Pierre Hassner, Justin Vaïsse, *Washington et le monde : dilemmes d'une superpuissance*, Paris, Editions Autrement, 2003.
[310] Tamar Jacoby, « The Reagan Turnaround on Human Rights », *Foreign Affairs*, Summer 1986, p. 1078.
[311] Justin Vaïsse, *Histoire… Op Cit.*

ambassadrice de l'ONU, George Shultz secrétaire d'État, Richard Allen conseiller de sécurité, John Lehman, directeur de la CIA, Eugène Rostow, directeur de l'Agence pour la maîtrise des armements et le désarmement, Richard Perle est secrétaire d'État adjoint à la défense, Elliott Abrams a été secrétaire adjoint aux droits de l'Homme puis secrétaire adjoint aux affaires latino-américaine, puis secrétaire d'État adjoint et enfin, Max Kampelman fut conseiller au Département d'État. Des mesures préconisées par les néoconservateurs sont prises pour faire pression sur l'URSS. C'est une attitude « faucon », mais ce qui renforce véritablement l'aspect néoconservateur de la politique Reagan, c'est le soutien aux forces démocratiques, la volonté de promotion de la démocratie[312] et plus concrètement, la création de la NED.

Les liens avec le mouvement se retrouvent au sein de la fondation : Jeane Kirkpatrick, proche de Carl Gershman, a été membre du conseil d'administration de l'IRI, Elliott Abrams a intégré la NED en 2014, Max Kampelman s'est vu remettre par la NED la Médaille du service à la démocratie en 2008[313]. Un autre néoconservateur, Ben Wattenberg, est nommé vice-président de Radio Free Europe et Radio Free Liberty. Or, il a été vice-président du *Democracy Program* conduisant à la création de la NED. De même, Daniel Patrick Moynihan fut membre du NDI en 1987. Dans la pratique, cette influence néoconservatrice va également transparaître dans le travail de la NED. En effet, comme on le verra plus en détail dans le chapitre suivant, elle va largement financer l'organisation Freedom House, qui est considérée comme un « neoconservative heavyweight in the global war of ideas »[314].

Cependant, leurs chemins ont commencé à se séparer dès son arrivée au pouvoir, la présidence de Reagan ne pouvant être qualifiée de prise totale de pouvoir des néoconservateurs. Le président relance en 1984-1985 le débat sur la maîtrise des armements, mais tend à la négociation avec l'URSS, il privilégie la paix, et cette vision inquiète certains néoconservateurs

---

[312] *Ibid*.
[313] https://www.ned.org/events/2008-democracy-service-medal-presented-to-max-kampelman/
[314] Beth Sims, *Workers of the world undermined, American labor's role in U.S. foreign policy*, Boston, South End Press, 1992, p. 48.

dès 1982[315]. Malgré tout, ils demeurent très influents et présents au sein de l'administration Reagan comme au sein de la NED. Le président conçoit la politique de promotion de la démocratie comme une rupture avec la politique des droits de l'Homme de Carter alors que pour les néoconservateurs, c'est une continuité.

Apparu dans les années 60, ce mouvement a muté au fil des années jusqu'à devenir une réelle force politique qui a influencé l'administration Reagan au début des années 1980. Plusieurs néoconservateurs, alors arrivés au pouvoir, ont donc inspiré la politique du président, qui a placé la promotion de la démocratie comme pièce maîtresse de sa politique étrangère. Ces néoconservateurs ont participé à la création de la NED, qui est l'aboutissement de cette politique. La défense de la démocratie est donc un thème important au sein du courant. Mais il est intéressant de noter que l'émergence de ce thème au sein du mouvement est notamment dû à l'activisme de deux néoconservateurs qui sont devenus des figures éminentes de la NED, Carl Gershman et Joshua Muravchik.

II.1.b) L'émergence du thème privilégié de la promotion de la démocratie et le rôle de Carl Gershman

L'apparition de la politique de promotion de la démocratie au sein du mouvement néoconservateur est le résultat d'un cheminement qui trouve son origine dans la prise en compte de l'aspect moral par ce courant, cela s'est traduit en politique étrangère par la défense des droits de l'Homme, à laquelle a suivi une politique de promotion de la démocratie grâce notamment aux membres du parti socialiste américain et plus particulièrement de Carl Gershman.

[315] Justin Vaïsse, *Histoire… Op Cit*.

Le néoconservatisme est un courant de pensée qui repose sur « le respect de la Loi Morale »[316], et se traduit par une politique de « clarté morale »[317]. C'est notamment en cela qu'il se distingue et s'oppose au réalisme qui prévalait jusque-là, bien que leurs objectifs restent proches[318]. Selon Yves Roucaute, « le néoconservatisme naît de cette volonté de lier moralité et force »[319]. Cet aspect moral est associé aux États-Unis à l'idée d'expansionnisme des valeurs chères aux américains : « Avec le retour de la moralité, les États-Unis retrouvent leur destinée manifeste »[320]. La morale doit être appliquée à leurs propres actes, mais également à ceux des autres nations et c'est un devoir de la faire respecter :

> « [Le néoconservatisme] surgit comme désir de renaissance à son tour, il conjugue jeffersonisme et jacksonisme. Jeffersonisme : face au « réalisme politique », le néoconservatisme répète la nécessité de penser l'armée et la guerre juste. Jacksonisme : les néoconservateurs exigent de la raison qu'elle se donne les moyens de combattre le mal, en renforçant les fonctions régaliennes du centre. Ronald Reagan abandonne l'« équilibre de la Terreur », engage la guerre contre le communisme et la gagne »[321].

Le néoconservatisme est donc une forme de réalisme qui prend en compte l'aspect moral de la politique étrangère. Cela se concrétise donc par un profond sentiment anti-communiste, et une attitude interventionniste, mais dans le respect de la morale, dont la démocratie est l'incarnation en politique. Cette prise en compte de la morale est également liée au lien entre religion et néoconservatisme :

---

[316] Yves Roucaute, « Néoconservatisme, parti républicain, États-Unis : l'Esprit du Temps », *Politique américaine*, vol. 4, no. 1, 2006, p. 82.
[317] Voir Pierre Bourgois, « Est-il l'un des leurs ? Francis Fukuyama et le néoconservatisme américain », thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Patrick Troude-Chastenet, Université de Bordeaux, 2018, p. 340. Ce concept connaît par la suite un renouveau dans les années 2000 grâce à l'ancien Secrétaire à l'éducation de Ronald Reagan, William J. Bennett, dans son ouvrage *Why We Fight: Moral Clarity and the War on Terrorism*, 2002, 2e edition, Washington, *Ibid*., p. 335.
[318] Joshua Muravchik et Stephen M.Walt, « The Neocons vs. The Realists », *The National Interest*, n° 97, septembre/octobre 2008, p. 20-36.
[319] Yves Roucaute, « Néoconservatisme… », *op. cit.* p. 83.
[320] *Ibid*, p. 84.
[321] *Ibid*, p. 87.

« Cette forme de religion plus spécifiquement américaine – que j'appelle pour ma part la religion démocratique américaine- est au cœur du régime américain »[322], dit l'auteur après avoir cité la déclaration d'indépendance. « Toute [la] stratégie [des néoconservateurs] présuppose donc que le régime américain a résolu le problème théologico-politique au plan concret, c'est-à-dire que tout citoyen américain partage la foi en la religion démocratique américaine et n'y voit aucune contradiction avec ses convictions religieuses plus personnelles »[323].

Cette prise en compte de la morale est associée à une préoccupation pour ce qui concerne les caractéristiques internes des États, notamment le régime politique[324]. Cela se traduit par un intérêt croissant pour les politiques touchant aux droits de l'Homme et à la promotion de la démocratie, tout en conservant un aspect « faucon », dans un contexte de lutte contre le communisme. Elle est issue de la tradition sociale-démocrate aux États-Unis et se développe concrètement au sein des néoconservateurs dans les années 1980, comme l'explique William F. King : « Penn Kemble, Joshua Muravchik and Carl Gershman represent a fascinating bridge between the worlds of Norman Thomas's Socialist Party in the 1960's and Norman Podhoretz's foreign-policy oriented neoconservative movement in the 1970's and 1980's »[325]. Ces trois personnalités ont donc contribué à mettre en avant cette politique, or l'une d'elle est le président de la NED et la seconde est un futur membre du *JOD*. Elle s'est développée au sein du Socialist Party of America-Social Democratic Federation[326] (SP-SDF) et de son aile jeunesse, le Young People's Socialist League (YPSL) dans les années 1960 dont Joshua Muravchik et Carl

---

[322] Daniel Tanguay, « Néoconservatisme et religion démocratique. Leo Strauss et l'Amérique », *Commentaire*, vol. numéro 114, no. 2, 2006, p. 319.
[323] *Ibid.*, p. 320.
[324] Pierre Bourgois, « Est-il l'un des leurs ? Francis Fukuyama et le néoconservatisme américain », thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Patrick Troude-Chastenet, Université de Bordeaux, 2018, p. 303.
[325] William F. King, *The origins of neoconservative support for democracy promotion*, 1960-1991, Thesis submitted to the Faculty of Graduate Studies for the Degree of Master of Arts Department of History Calgary, Alberta, August, 2007, p. 141.
[326] Parti créé en 1937 par des représentants du parti socialistes de 19 états suite à la disparition du parti socialiste. Ces priorités sont la propriété collective, la gestion démocratique des industries de base, l'abolition de la recherche du profit dans l'industrie et la fin de la domination et de l'exploitation des classes. Voir *Social Democratic Federation, U.S.A., principles and program*, Washington, 1937, p. 3-4.

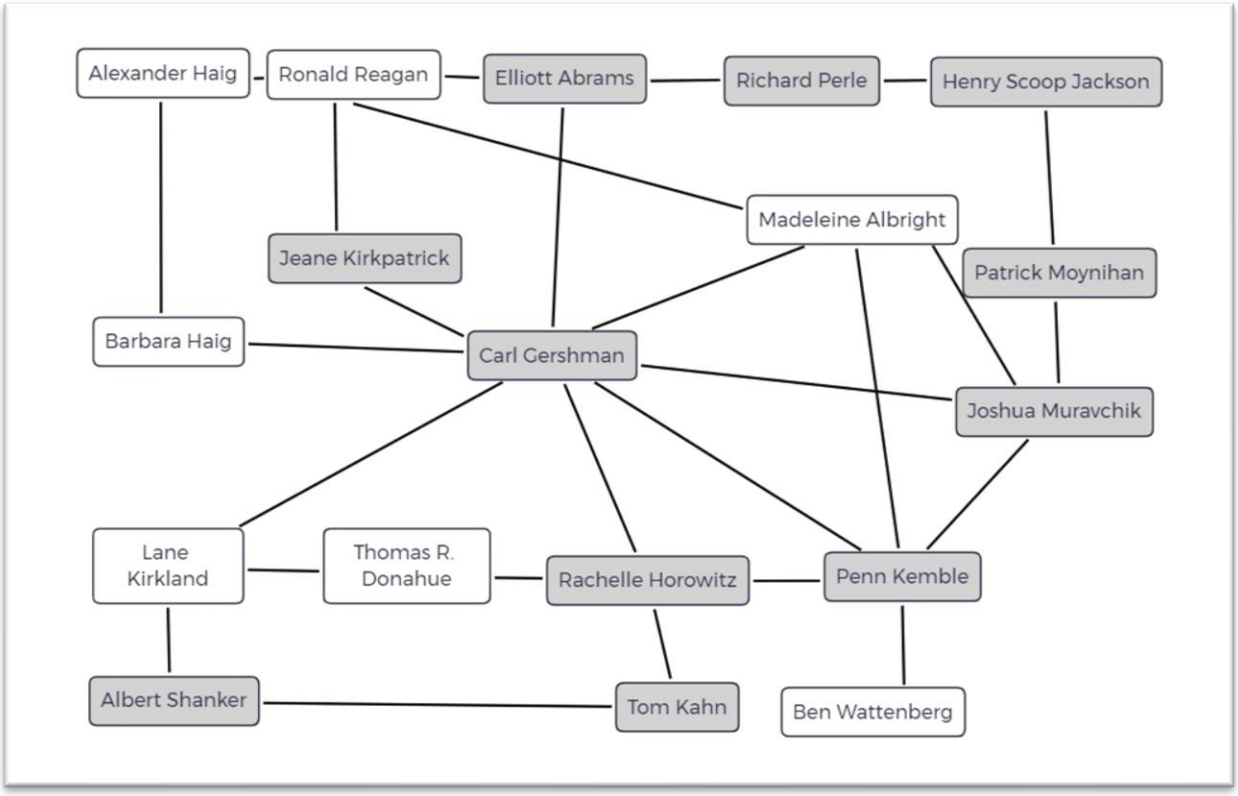
Gershman ont été à la tête. Ce groupe développe une politique étrangère centrée sur la démocratie avec la volonté d'inspirer le gouvernement américain[327]. Penn Kemble et Joshua Muravchik notamment sont deux leaders de ce mouvement. Caractérisé par un « intense activisme politique »[328], le SP-SDF et YPSL sont fondés sur trois principes : l'internationalisme, la démocratie et l'anticommunisme. Le parti a en effet créé l'Inter-American Association for Democracy and Freedom (IADF) dès les années 1950. Cet anticommunisme s'accompagne d'un refus de soutenir les dictatures de droite, qui constituent selon eux un premier pas vers le communisme, et non un rempart contre ce dernier comme pouvaient le penser les conservateurs. Le SP-SDF se rapproche davantage de l'anticommunisme libéral[329]. Une faction du SP-SDF, nommé le Réalignement, reprend plus fortement ces trois éléments. Elle est issue de la fusion du SP-SDF avec l'*International Socialist League* (ISL) de Max Shachtman. Ce sont les membres de cette nouvelle tendance qui vont se rapprocher et enrichir la pensée néoconservatrice : « The "new" YPSL's first two successive national chairmen were two Realignment yipsels who would later bring this view with them into neoconservatism: Penn Kemble and Joshua Muravchik »[330]. La guerre du Vietnam va apporter deux modifications dans cette pensée à partir de 1970[331]. Tout d'abord, l'utilisation de la puissance militaire dans la défense de la démocratie a été reconnue comme parfois nécessaire, contrairement au pacifisme qui dominait auparavant dans le parti. Joshua Muravchik est en effet partisan des interventions militaires dans le cadre de la lutte contre le communisme. Deuxièmement, une distinction commence à être faite entre les dictatures totalitaires communistes et les dictatures autoritaires de droite, et les « yipsels du réalignement » donnent la priorité à la démocratisation des régimes les plus oppressifs, à savoir les dictatures communistes : « This democracy promotion perspective would be the one that Kemble and

[327] *Ibid.*, p. 22.
[328] *Ibid.*, p. 26.
[329] *Ibid.*, p. 41.
[330] *Ibid.*, p. 46.
[331] *Ibid.*, p. 58.

Muravchik would bring with them as they increasingly moved, in the 1970's, into the mainstream of American politics as "neoconservatives" »[332]. Les néoconservateurs de l'époque, dont Carl Gershman fait partie, font de la défense des droits de l'Homme une priorité. Très actif dans le domaine de la défense des droits civiques, les « yipsels » se consacrent dans les années 70 à la défense des juifs de l'Union soviétique. Un manifeste de la CDM rédigé en 1977 par Penn Kemble et Joshua Muravchik et approuvé par le comité exécutif, présente cette nouvelle stratégie. Intitulé « Beyond the Cold War, Beyond Détente, Toward A Foreign Policy of Human Rights », il émet trois postulats : les États communistes sont ceux qui respectent le moins les droits de l'Homme ; l'idéalisme Wilsonien et l'activisme politique sont les principes qui réussissent le mieux à la politique étrangère américaine ; et le fait de les avoir peu utilisés dans le passé a poussé à recourir de manière trop systématique aux moyens militaires[333]. Ce manifeste est à l'origine de la politique pro-démocratie du mouvement : « Crucially, it was the same democracy promotion perspective that they had developed as yipsels that lay behind the manifesto on human rights now being put forward by the main organization of "neoconservative" Democrats »[334]. Parmi les personnes qui ont été consultées pour le rédiger, on trouve des futurs membres de la NED et ou des *core institutes* : Tom Kahn, Rachelle Horowitz, Albert Shanker ou encore Elliott Abrams.

[332] *Ibid*, p. 66.
[333] *Ibid*, p. 103.
[334] *Ibid*, p. 106.

Figure 1: Réseau de personnalités influentes dans l'entourage de la NED.



Source : Notre schéma d'après l'étude du réseau de la NED.

Case grise : personnalité associée au mouvement néoconservateur.

Joshua Muravchik a été membre du State Department's Advisory Committee on Democracy Promotion, de la Commission on Broadcasting to the People's Republic of China et de la Maryland Advisory Committee to the U.S. Commission on Civil Rights. Il est décrit par *The Wall Street Journal* comme « maybe the most cogent and careful of the neoconservative writers on foreign policy »[335]. Il a été chercheur au sein du *think tank* néoconservateur, le American Enterprise Institute, du George W. Bush Institute, du Foreign Policy Institute of the Johns Hopkins School for Advanced International Studies, du World Affairs Institute, et du Washington Institute for Near East Policy.

[335] Cette citation est reprise sur le site internet personnel de Joshua Muravchik, témoignant de son approbation. https://www.joshuamuravchik.com/

Cet anticommunisme qui prévaut au sein du néoconservatisme est le résultat de la critique du totalitarisme et du non-respect de la liberté[336] dans les républiques soviétiques. Denis Lacorne évoque le contexte international des années 1980 comme élément justifiant une prise de position offensive envers l'URSS : « un climat de crise et d'insécurité habilement exploité par la nouvelle droite fondamentaliste et la coalition intellectuels néo-conservateurs réunie par exemple au sein du Committee on the Present Danger »[337].

Le SP-SDF est devenu le Social Democrats-USA (SD-USA) dans les années 70, dominé par la tendance du Réalignement. Il est « numerically small but extremely well-connected »[338]. Malgré un affaiblissement du libéralisme de Guerre Froide et un retour à l'isolationnisme, les « yipsels » du Réalignement, Kemble, Muravchik et Gershman, convoitent un plus grand rôle en politique. Leur entrée au sein du néoconservatisme va se faire grâce à une alliance avec George Meany et l'AFL-CIO, Norman Podhoretz et les sénateurs Henry M. « Scoop » Jackson et Daniel Patrick Moynihan[339]. Norman Podhoretz, éditeur du magazine *Commentary* et père de la politique étrangère dans le mouvement néoconservateur[340], était proche du SP-SDF et de ses membres. Il a permis de concrétiser cette fusion par le biais de ce journal, qui portait alors un certain intérêt pour le YPSL :

> « More than anyone else, it was Podhoretz who, together with his wife, the writer and activist Midge Decter, would play the pivotal role in the integration of Kemble, Muravchik and Gershman into the older, first-generation neoconservative circles. (…) Writing for Commentary, one of the premier intellectual journals in

---

[336] Dan Himmelfarb, « Conservative splits », *Commentary*, mai 1988, https://www.commentarymagazine.com/articles/dan-himmelfarb/conservative-splits/
[337] Denis Lacorne. « Une présidence hamiltonienne : la politique étrangère de Ronald Reagan ». *Revue Francaise de Science Politique, Fondation Nationale des Sciences Politiques*, 39e année, n°4, 1989, p. 540.
[338] Paul Buhle, *Taking Care of Business: Samuel Gompers, George Meany, Lane Kirkland, and the Tragedy of American Labor*, New York, Monthly Review Press, 1999, p. 213.
[339] William F. King, *The origins of neoconservative …*, *op. cit*, p71.
[340] *Ibid*, p. 92

America was, by 1972-73, the surest public signal that one was associated with what was increasingly being called the "neoconservative" intellectual community »[341].

Selon un article du *Washington Post*, à l'origine de la NED, trois démocrates étaient en lice pour le poste de président de la NED, Max M. Kampelman, (proche des néoconservateurs ayant participé de manière plus ou moins directe à la CDM[342]) Leonard H. Marks (directeur de l'USIA sous Johnson) et Richard D. Stone (Élu au sénat en 1972, puis envoyé spécial de Reagan en Amérique Centrale)[343]. Mais avec le soutien de Lane Kirkland, à la tête de l'AFL-CIO, c'est Carl Gershman qui fut finalement élu à la tête de la fondation[344]. Proche de Penn Kemble et Joshua Muravchik, il a rejoint la seconde génération et a participé à développer la politique de promotion de la démocratie dans les rangs de cette « tendance intellectuelle »[345].

Carl Gershman né en 1943 à New York dans une famille juive de la classe moyenne non engagée en politique. Il débuta son engagement dans le domaine des droits civiques. Il succède à Joshua Muravchik à la tête du YPSL en 1973, cinq ans après son entrée au sein du parti. L'année suivante, il est élu directeur exécutif du SD-USA[346]. Comme la plupart des *yipsels*, il prône la défense d'Israël en raison de son régime politique démocratique. Dans les années 70, il s'intéresse à la thématique des droits de l'Homme, avec la prise en compte, contrairement aux autres partis de gauche, de la situation dans les pays communistes et du sort des dissidents. La convention du parti de 1972, rédigé par Carl Gershman, décrit le point de vue concernant la détente. Il explique que celle-ci n'a été possible que grâce au *containment*[347]. Il insiste également sur « the need to turn détente into a political-ideological campaign against Communism »[348]. La promotion de la démocratie selon Carl Gershman s'est par la suite élargie :

---

[341] *Ibid*, p. 95
[342] Pierre Bourgois, « Est-il l'un des leurs ? Francis Fukuyama et le néoconservatisme américain », thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Patrick Troude-Chastenet, Université de Bordeaux, 2018, p. 244.
[343] James F. Clarity, Warren Weaver Jr., « Washington Talk, Briefing, Three in the Running », *The Washnigton Post*, 16/11/1983, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, « George Agree papers » numéro de la publication et page manquants.
[344] William F. King, *The origins of neoconservative …*, *op. cit*., p. 114.
[345] Carnes Lord, « Requiem pour le néoconservatisme ? », *Politique américaine*, vol. 5, no. 2, 2006, p. 91.
[346] William F. King, *The origins of neoconservative …*, *op. cit*., p. 79.
[347] *Ibid.*, p. 86.
[348] *Ibid*.

« Thus, while their primary focus was on détente and the conflict with Soviet Communism, Gershman and the SD-USA continued to uphold a democracy promotion perspective with regards to right-wing dictatorships throughout the 1970's »[349]. Cela montre l'importance de l'anticommunisme pour Carl Gershman et le contexte de l'apparition de la politique de promotion de la démocratie au sein du parti, qui est alors un moyen de lutte contre l'URSS.

Après le « the collapse of liberal anti-Communism and the rise of the new liberalism »[350] , cette approche serait alors qualifiée de néoconservatrice. De nombreux membres du SD-USA, issus notamment du YPSL ont rejoint les rangs des néoconservateurs, parmi lesquels donc ces deux membres importants de la NED, le président et un membre du comité éditorial du *JOD*. En se ralliant à ce courant, ils ont contribué à son évolution en intégrant en tant que composante principale de leur politique étrangère le principe de promotion de la démocratie. Joshua Muravchik admet être un membre du mouvement[351], de même que la fondation, bien que le qualificatif néoconservateur était un terme que ses membres n'aimaient pas. Cela doit expliquer le refus du président Gershman de reconnaître quelques liens avec le mouvement[352]. Selon Charles Fairbanks, secrétaire adjoint du Département d'État américain et membre du personnel chargé de la planification des politiques du département, conseiller en politique étrangère lors de la campagne Reagan en 1980, qui a lancé la politique de promotion de la démocratie de Reagan, la fondation est clairement néoconservatrice[353]. Alors que tous les membres de la NED interrogés ont réfuté cette appartenance, Charles Fairbanks admet l'influence importante du mouvement dans l'administration Reagan et affirme que la NED est une organisation néoconservatrice. Il ne fut pas un membre du conseil d'administration mais participe au travail de la NED en intégrant le comité éditorial du *Journal of Democracy* dès sa

[349] *Ibid.*, p. 90.
[350] *Ibid*, p. 91
[351] Entretien avec Joshua Muravchik réalisé le 24/02/2020 via Skype.
[352] Entretien avec Carl Gershman réalisé le 16/01/2020 dans les locaux de la NED.
[353] Entretien avec Charles Fairbanks, réalisé le 16 janvier 2020, à son domicile, à Washington.

création en 1990, dont il est encore membre aujourd'hui. C'est donc davantage un point de vue de l'administration Reagan que celui d'un membre de la NED. Cela montre encore que l'influence néoconservatrice ne s'avoue pas à l'intérieur de la NED, mais peut être au contraire admise par un observateur extérieur, même un sympathisant.

Le président de la NED est donc dans les années 1980 un néoconservateur, qui a contribué à mettre en avant la politique de promotion de la démocratie au sein du mouvement qui sera appliquée par le président Reagan, inspiré et influencé par ce mouvement. La NED a en effet été créée en début de mandat alors que l'influence néoconservatrice était la plus forte au sein de l'administration avec l'élection en son sein de plusieurs membres du mouvement et avant la rupture mentionnée précédemment. Cette initiative est l'incarnation de cette influence car la promotion de la démocratie est une composante essentielle de leur politique étrangère.

Mais ce qui fait également le lien entre la NED et ce mouvement est le rôle joué par les syndicats dans l'échiquier. Les néoconservateurs du deuxième âge se sont construits dans un environnement proche des syndicats, particulièrement en créant des liens avec l'AFL-CIO. Or cette dernière a participé activement à la création de la NED ce qui s'est traduit par un rôle important du FTUI, qui est l'institut le plus financé des quatre qui constituent la « NED's family ». Cet élément renforce l'idée que l'influence des néoconservateurs a joué dans la création de la NED. Mais le rôle important de l'AFL-CIO a une autre implication. En effet, elle est également très active en matière de politique étrangère et tout comme les néoconservateurs, elle est profondément anticommuniste ce qui montre une nouvelle fois que la NED s'inscrit dans la Guerre Froide et a été créée comme un instrument de la lutte idéologique.

2. Un mouvement proche des syndicats, instrument privilégié de la NED

Lorsque l'on s'intéresse aux influences qui ont touché la NED, il est indispensable de citer les syndicats. Grands défenseurs de la démocratie, ils ont été présents aux côtés de la NED dès l'origine, et ont participé à sa création. Cela s'est concrétisé par une présence forte au sein de la fondation de personnalités du monde syndical, en effet plusieurs membres de la NED et de ses bénéficiaires sont issus de ce secteur. Mais cette proximité a également une conséquence. Les syndicats américains ont des positions particulièrement anticommunistes, notamment l'American Federation of Labour-Congress of Industrial Organisations, dont le FTUI dépend, qui sont combinées à une volonté de participer à la politique étrangère du pays. Ces positions politiques peuvent se répercuter dans le travail de la fondation, affaiblissant sa neutralité. Le risque est d'autant plus présent que la manifestation de cette influence est un rôle prédominant du FTUI, l'organisme syndical de la NED par rapport aux autres instituts.

II.2.a) Un rôle important des syndicalistes au sein de la NED

Historiquement, le syndicalisme américain a toujours été lié à la défense de la démocratie. George Meany, directeur de l'AFL-CIO de 1955 à 1979, déclarait : « We have a deep dependency on the survival of freedom in this dangerous world. For, without freedom, without democracy, unions cannot flourish »[354]. Les syndicats ont à la fois besoin de la démocratie pour s'épanouir, mais sont également les mieux placés pour la défendre et la faire émerger. C'est pourquoi dès le début, ils étaient appelés à jouer un grand rôle dans la campagne de promotion de la démocratie initiée par Reagan. Lane Kirkland succède à George Meany à la

[354] Cité dans Carl Gershman, *The foreign policy of American labour*, The Washington Papers, Vol.3, No. 29, Beverly Hills, [Published by] Sage Publications [for] the Center for Strategic and International Studies, Georgetown University, Washington, 1975, p. 2.

tête de l'AFL-CIO. En poste de 1979 à 1995, il s'intéresse particulièrement aux relations internationales et s'implique dans la politique étrangère. Lane Kirkland était une personnalité éminente du syndicalisme américain, qui accordait une grande importance à la promotion de la démocratie :

> « Kirkland was a prominent member of what came to be called the democracy movement, which consisted of a small group of elected figures and civic leaders who pressured the government to enshrine the promotion of freedom as a fundamental objective of American foreign policy »[355].

Il est un défenseur de la démocratie, mais il est également partisan d'un interventionnisme étatique dans ce domaine. Dès le début des années 1980, il appelait déjà à faire de la promotion de la démocratie un élément central de la politique étrangère américaine[356]. Il a été membre de la National Bipartisan Commission on Central America dirigée par Henry Kissinger chargée d'élaborer une politique pour répondre aux défis sociaux, économiques et démocratiques de la région.

Il a participé à de nombreuses réunions avec des diplomates et des hommes politiques sur ce thème et à un projet de création d'une institution qui serait chargé de promouvoir la démocratie[357]. Il a ensuite travaillé avec l'American Political Foundation sur le *Democracy Program*[358], et était « aux premières loges » de la création de la NED. Les premières années, il a défendu le projet devant le Congrès, son but était de convaincre à la fois les « faucons » et les « colombes » du bien-fondé de la fondation[359] : « Kirkland's importance was amplified by the fact that labor was the only influencial institution that put its muscle behind the NED's survival »[360]. Le rôle de l'AFL-CIO est tel que Kirkland a proposé de partager une part du

---

[355] Arch Puddington, *Lane Kirkand: champion of American Labor*, New Jersey, John Wiley & Sons Inc, 2005, p. 215.
[356] *Ibid.*, p. 219.
[357] *Ibid*., p. 214.
[358] Beth Sims, *Workers*, *op. cit*. p. 43
[359] Arch Puddington, *Lane Kirkand… op. cit.* p. 223.
[360] *Ibid*.

financement du FTUI aux autres instituts en échange d'un droit d'approbation du président de la NED[361]. Alors que Allen Weinstein était notamment pressenti pour être à la tête de la fondation, Lane Kirkland a fait pression pour que Carl Gershman soit élu à ce poste[362]. Son choix se portait sur cet homme pour plusieurs raisons, tout d'abord c'était un ami personnel, mais il partageait également ses vues politiques, il soutenait les syndicats et saurait ne pas se laisser influencer par le département d'État[363]. Lane Kirkland tenait en effet à l'indépendance de la fondation envers le gouvernement. Cela illustre à quel point : « the AFL-CIO ranked as NED's most important supporter »[364]. Lane Kirkland a été membre du conseil d'administration de la NED de 1984 à 1992, ainsi que du FTUI, en parallèle de son poste de directeur de l'AFL-CIO.

D'autres personnalités de la fondation sont liées au milieu syndical[365]. Eugenia Kemble, ancienne assistante d'Albert Shanker, président de l'American Federation of Teachers a également participé au *Democracy Program*. Albert Shanker a été par la suite membre du conseil d'administration de la NED de 1985 à 1990, et Eugenia Kemble directrice du FTUI. Rachelle Horowitz, vice-présidente du NDI, a servi au sein de l'American Federation of Teachers. Elle est mariée à Thomas Reilly Donahue, membre de la NED à partir de 1997, vice-président à partir de 2000, qui fut secrétaire-trésorier de l'AFL-CIO de 1979 à 1995 et président en 1995. Ce dernier s'est vu remettre par la NED la Democracy Service Medal le 16 mars 2006, en remerciement de sa participation à la création de la NED : « working closely with the late Lane Kirkland, Donahue marshaled the strengths of the American labor movement to support NED's early efforts to promote democracy abroad »[366]. Enfin, Polly Baca, membre de la NED de 1984 à 1990, a été assistante éditoriale au sein de l'AFL-CIO.

Un autre syndicaliste a participé à la création de la fondation, Tom Kahn et fut par la

---

[361] Beth Sims, *Workers*, *op. cit*. p. 43.
[362] Arch Puddington, *Lane Kirkland… op. cit*. p. 223.
[363] *Ibid*, p. 224.
[364] *Ibid*.
[365] Voir Annexe 9.
[366] https://www.ned.org/events/2006-democracy-service-medal/

suite un membre du FTUI. Ancien membre du SD-USA, il devint Directeur des Affaires Internationales de l'AFL-CIO à la fin de sa vie, et avait une grande influence dans le processus de décision de la fédération[367]. Rachelle Horowitz raconte ainsi l'entrée de Kahn dans le projet de la NED :

> « Kahn and Kirkland believed it was wrong to link democracy-building with spying. So, when a former congressional aide, George Agree, introduced them to the idea of an American government-funded foundation that would be devoted to democracy building and would be transparent and free of Washington bureaucracy, they quickly signed on »[368].

Selon cette dernière, il aurait même contribué à la création du FTUI et au recrutement de ses membres[369].

Cette présence des syndicalistes est également liée au fait que les syndicats sont proches du mouvement néoconservateur, qui a également contribué à la création de la NED. Rachelle Horowitz avait en effet participé à l'élaboration du manifeste de l'organisation néoconservatrice Coalition for a Democratic Majority, intitulé « Beyond the Cold War, Beyond Détente, Toward A Foreign Policy of Human Rights »[370]. Elle a également un passé commun avec Carl Gershman au sein du SD-USA. En tant que membre du *Young Socialist League*, qui a fusionné avec le SP-SDF/YPSL, elle a contribué à l'activisme du parti en organisant au côté de Tom Kahn la « March for Integrated Schools » à Washington en 1958 et la manifestation des étudiants afro-américain dans le sud en 1960[371].

Lane Kirkland, Albert Shanker ainsi que John Joyce ont été à la fois directeurs du FTUI et membres de la NED. Certains directeurs du FTUI étaient également membres d'organismes

---

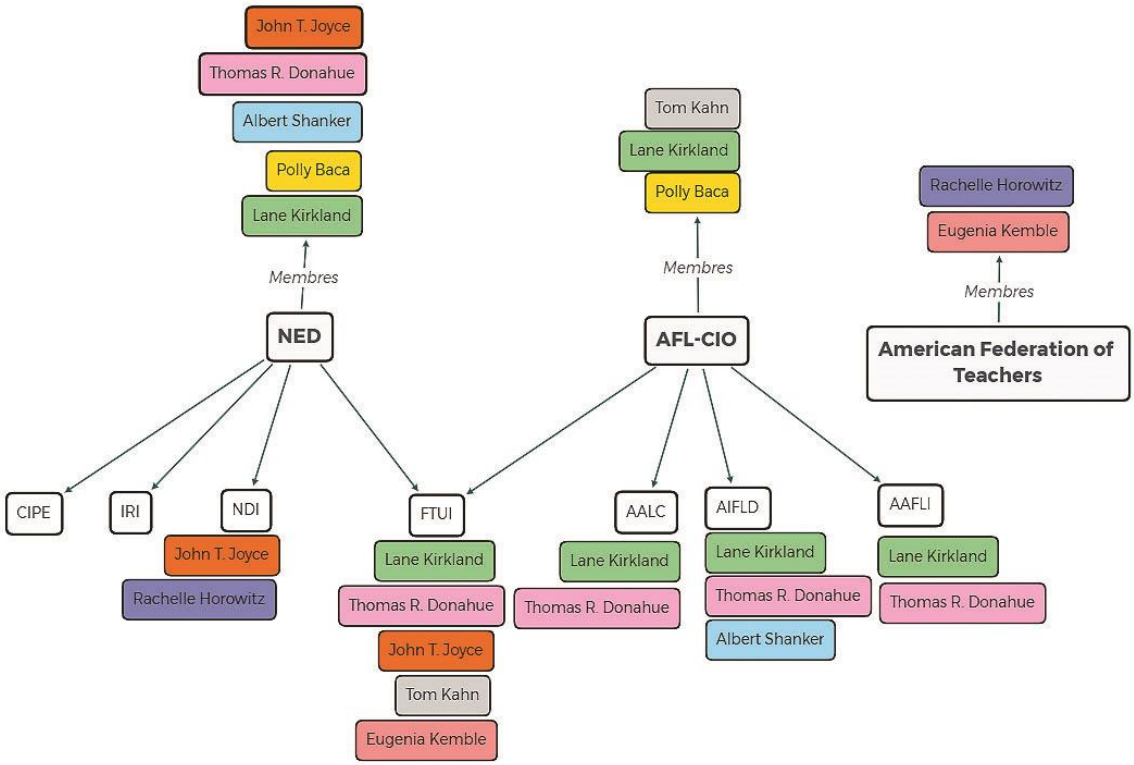
[367] Beth Sims, *Workers*, *op. cit*. p. 35.
[368] Rachelle Horowitz, « Tom Kahn and the Fight for Democracy: A Political Portrait and Personal Recollection », p. 239, 2004. https://archive.org/details/TomKahnAndTheFightForDemocracyAPoliticalPortraitAndPersonal
[369] *Ibid*.
[370] William F. King, *The origins of neoconservative …*, *op. cit.* p. 106.
[371] *Ibid*, p. 28.

financés par la NED, parmi lesquels John T Joyce et Tom Kahn[372]. Le premier a été membre de la NED de 1991 à 1996, il était également vice-président du conseil exécutif de l'AFL-CIO de 1984 à 1999 (dont il dirigeait le comité de défense[373]) et président du Bricklayers International Union, il a été membre du FTUI et a siégé au conseil de l'organisation Freedom House. Il fut également membre du NDI, du A. Philip Randolph Institute, du League for Industrial Democracy, et de PRODEMCA (Friends of the Democratic Center in Central America)[374], tous bénéficiaires de subventions de la NED. Le second, Tom Kahn a également été membre de plusieurs organismes financés par la fondation : ancien directeur de la League for Industrial Democracy, il a servi dans le conseil d'administration du A. Philip Randolph Institute, de l'International Rescue Committee, du Committee in Support of Solidarity, de l'Inter-American Foundation, de l'American Federation of Teacher et de l'Institute for Democracy in Eastern Europe (qui est un grand bénéficiaire de la NED). La figure 2 résume ces membres conjoints à la NED et à la fédération.

Des membres importants du mouvement syndical sont donc très présents dans la NED et dans son entourage, parmi ses instituts propres, ou ses bénéficiaires, ce qui maintient une influence syndicale forte, visible dès l'origine du projet de la NED. Le rôle de Lane Kirkland dans le choix du président de la NED montre le pouvoir de l'AFL-CIO sur la fondation. Cependant, cette influence n'est pas dénuée d'orientation politique. En effet, l'AFL-CIO est représentative d'un mouvement syndical américain qui refuse la détente et prône un anticommunisme tenace.

[372] Beth Sims, *Workers*, *op. cit*, p. 46.
[373] *Ibid*, p. 35.
[374] *Ibid*.

Figure 2: Membres siégeant à la fois au sein de la NED et des organismes syndicaux



Source : Notre schéma d'après l'analyse des membres de la NED/AFL-CIO

II.2.b) Les syndicats, un secteur fermement anticommuniste

Comme le montre l'opiniâtreté manifestée par Lane Kirkland dans le projet de la NED, les syndicats sont un secteur qui est attaché à la défense des libertés et de la démocratie. En période de Guerre Froide, l'anticommunisme s'est avéré être une autre conséquence de cette politique, l'URSS étant un État oppresseur qui représentait l'opposé de ces valeurs.

Anthony Carew rappelle que les syndicats étaient une force politique très influente, qui a revêtu une grande importance pendant la Guerre Froide : « Organized labour was a key player throughout the years of ideological confrontation between East and West »[375]. Ils ont joué un grand rôle dans la politique étrangère américaine dans les années 1940 et 1950, principalement en Europe de l'Ouest. Une partie de la diplomatie culturelle américaine consistait à éloigner les

[375] Anthony Carew, *American Labour's Cold war Abroad; From Deep Freeze to Détente, 1945–1970*, Edmonton, Athabasca University Press, 2018, p. 3.

syndicats européens du communisme et les diriger vers une économie libre de marché, or le gouvernement ne pouvait y arriver sans les groupes non gouvernementaux, et principalement les syndicats[376]. Ils ont donc dès le début été impliqués dans cette lutte idéologique par le gouvernement.

Ils ont toujours été une arène du conflit idéologique entre l'est et l'ouest, au sein des International Trade Secretariats, ou encore de l'International Labor Organization, (organisations syndicales internationales), à tel point que du côté communiste les activités syndicales internationales étaient davantage portées par des raisons politiques que de véritables considérations syndicales[377].

La lutte syndicale est dès le début de la Guerre Froide empreinte de lutte anti-communiste. Le mouvement syndical américain est en effet lié à l'International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU), la principale organisation syndicale internationale, qui est « an international body set up in 1949 to counter the efforts of the communist-dominated World Federation of Trade Unions (WFTU) »[378]. Or, le WFTU avait été créé en 1945 avec pour objectif d'unifier la lutte syndicale mondiale après la victoire sur le fascisme[379]. Cependant, il y a eu des dissensions en son sein et lorsqu'il est devenu clair que ce dernier était contrôlé par les communistes[380], les États-Unis l'ont quitté au profit d'un nouvel organisme, l'International Confederation of Free Trade Unions, avec des positions fermement anti-communistes. Le nouvel ICFTU est alors vu comme une « alternative démocratique au WFTU accusé d'être sous influence soviétique »[381]. La lutte idéologique se joue également dans les rangs des syndicats.

---

[376] Julia Angster, "*The finest labour network in Europe", American labour and the cold war*, in Helen Laville and Hugh Wilford, *The US government, citizen groups and the Cold War. The state-private network,* Routledge Taylor & Francis Group, London and New York, 2006, p. 100.
[377] Carl Gershman, *The foreign policy of American labour*, The Washington Papers, Vol.3, No. 29, Beverly Hills, [Published by] Sage Publications [for] the Center for Strategic and International Studies, Georgetown University, Washington, 1975, p. 41, 51.
[378] The Democracy Program, *The Commitment for democracy, a bipartisan approach*, p. 37.
[379] Victor G. Devinatz « A Cold War Thaw in the International Working Class Movement? The World Federation of Trade Unions and the International Confederation of Free Trade Unions, 1967–1977. » *Science & Society*, vol. 77, no. 3, 2013, p. 344.
[380] Leon A. Dale, « International Trade Secretariats », *Industrial Relations*, Volume 22 Numéro 1, 1967, p. 108.
[381] The George Meany Memorial Archives Descriptive Inventory. AFL-CIO International Affairs Department. Irving Brown files, 1943-1989, p. 3.

Selon Carl Gershman : « American labor is genuinely anticommunist, though not for any of the reasons suggested by its critics, rather because it holds the view that communism is a form of tyranny that enslaves the working class »[382]. Cet anticommunisme est aussi plus largement le résultat de l'histoire syndicale américaine particulière, empreinte d'anarchisme et de méfiance envers l'État[383].

L'AFL-CIO, le plus grand mouvement syndical américain, n'échappe pas à cette logique. George Meany, figure importante du syndicalisme américain, était lui-même personnellement anticommuniste, ce qu'il a mis en pratique à la tête de l'organisation[384]. Le Département des affaires internationales et le Free Trade Union Committee que la fédération a contribué à créer sont empreints de cet anticommunisme. Jay Lovestone, très apprécié de George Meany, en est une personnalité représentative. Ancien membre du parti communiste qui, suite à une rupture avec la pensée de Staline, est devenu un fervent anti-communiste au sein du monde syndical, a été un des fondateurs du Free Trade Union Committee, dont il a été le secrétaire exécutif de 1944 à 1974[385]. Cet organisme, chargé des affaires internationales de l'AFL, est appelé le « Lovestone Cold War apparatus »[386]. Anders Geoffery Lewis résume ainsi la vision de cet acteur important :

> « Jay Lovestone, for instance, perceived the struggle between communism and anticommunism in Manichaean terms. He believed the Cold War was a battle between good and evil and that's labor greatest priority had to be the complete destruction of communism »[387].

Il a mis en pratique cette pensée dans ses activités syndicales internationales, contribuant

---

[382] Carl Gershman, *The foreign policy… op. cit*., p. 4.
[383] Seymour Martin Lipset, « Le néoconservatisme : mythe et réalité », *Le Débat*, vol. 53, no. 1, 1989, p. 126
[384] David Brody, « Meany, George (1894-1980), labor leader », *American National Biography*. Février 2000. Oxford University Press. https://www.anb.org/view/10.1093/anb/9780198606697.001.0001/anb-9780198606697-e-1501098
[385] Ted Morgan, *A Covert Life: Jay Lovestone, Communist, Anti-Communist, and Spymaster*, New York, Random House, 1999, 402 p.
[386] Anders Geoffery Lewis, *Labor's Cold War, The AFL and liberal anticommunism*, dissertation presented to the graduate school of the university of florida in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of philiosophy, 2000, p. 16.
[387] Ibid, p. 37.

à mettre les syndicats en première ligne de la lutte contre le communisme.

Au début des années 1980, cette tendance est encore présente: « When Kirkland was elected as president in 1979, organized labor stood as the only major political institution that rejected détente in any form with any country that adhered to the Communist system »[388]. Les positions internationales de l'AFL-CIO sont accompagnées d'une volonté d'influencer la politique étrangère américaine : « At present, the AFL-CIO represents one of three major segments of American society that attempts to influence the overall direction of U.S. foreign policy along with the business interests and the liberal intelligentsia »[389]. Lane Kirkland est représentatif de ce penchant de la fédération, c'est en effet un des cofondateurs du CPD, dont Albert Shanker et Rachelle Horowitz sont également membres[390] et qui côtoie le mouvement néoconservateur.

Tom Kahn, un autre dirigeant de l'AFL-CIO, a des liens avec d'autres organisations anticommunistes tel que le SD-USA[391], qui se distingue de son prédécesseur, le SP-SDF notamment par son alliance avec l'AFL-CIO et George Meany[392], son président de l'époque. L'anticommunisme et l'activisme de l'AFL-CIO ont été deux éléments importants expliquant cette alliance[393]. Cela leur a permis de jouer un rôle non négligeable en politique étrangère : « Although it had only a few dozen members and associates, SD/USA exercised major influence in the AFL-CIO and in shaping foreign policy objectives in the Reagan administration »[394].

Anticommunisme et démocratie sont liés très tôt : « Through the strategic placement of members such as Carl Gershman and Tom Kahn, SD/USA has exercised a profound influence in the export of anticommunist ideology and US influence under the guides of promoting

---

[388] Arch Puddington, *Lane Kirkland…op. cit.* p. 215.
[389] Carl Gershman, *The foreign policy…, op cit,* p. 68.
[390] Jerry W. Sanders, *Peddlers of crisis, The Committee on the Present Danger and the politics of Containment*, Boston, South and Press, 1983, p. 157.
[391] Beth Sims, *Workers…, op. cit.* p. 46.
[392] William F. King, *The origins of neoconservative* …, August, 2007, p. 74.
[393] *Ibid*, p. 75.
[394] https://rightweb.irc-online.org/profile/national_endowment_for_democracy/#_edn10

democracy »[395]. La NED, dont certains membres du conseil d'administration sont des hautes personnalités du mouvement syndical américain, est donc aussi influencée par cet anticommunisme : « During its early years, NED exemplified the keenly anticommunist tenor of the democracy promotion movement of the time. By far the largest recipient of NED's funds was the AFL-CIO, whose international outreach work was stridently anticommunist »[396]. Selon Charles Fairbanks, la NED s'inscrit dans la logique anticommuniste de l'époque[397], elle est donc influencée par cet objectif de lutte contre l'ennemi soviétique qu'on peut mettre en parallèle avec ceux du gouvernement.

Mais dans les années 1980, les syndicats sont en crise[398]. Cet anticommunisme qui les motive est accusé de prendre la place d'enjeu prioritaire tel que les intérêts des travailleurs. Pour d'autres, au contraire l'influence des communistes seraient bénéfiques étant donné leur efficacité en matière d'organisation syndicale[399]. En effet, du côté soviétique, le syndicalisme est depuis longtemps un outil des communistes, considéré comme un élément unifiant les travailleurs et éveillant la conscience de classe[400], la stratégie étant de radicaliser les syndicats existants.

Cet anticommunisme est un élément qui nous permet une nouvelle fois de faire le lien avec le mouvement néoconservateur. Comme l'explique Justin Vaïsse, le mouvement néoconservateur, en particulier celui du deuxième âge, dont les idées ont conduit Reagan à proposer la création de la NED, s'est construit en créant des liens avec le monde des syndicats[401]. Ces derniers sont en effet fondamentalement anti-communistes ce qui en fait des alliés importants. Dans la pratique, l'AFL-CIO, entretient des liens avec la Coalition for a

---

[395] Beth Sims, *Workers…, op. cit.* p. 47.
[396] Thomas Carothers, *Aiding democracy abroad: the learning curve*, Washington DC: Carnegie Endowment, 1999, p32.
[397] Entretien avec Charles Fairbanks, le 16 janvier 2020, à son domicile, à Washington.
[398] Anders Geoffery Lewis, *Labor's Cold War… op. cit*., p20.
[399] *Ibid*, p. 30.
[400] Jennifer Luff, « Labor anticommunism in the United States of America and the United Kingdom, 1920-1945 », *Journal of Contemporary History,* Volume 53, Issue 1, 8 décembre 2016, p. 116.
[401] Justin Vaïsse, *Histoire… op. cit*.

Democratic Majority, dont elle finance notamment certains événements : « Les intellectuels de la C.D.M. et le mouvement syndical ont entretenu entre eux un esprit de mutuelle admiration et de franche collaboration »[402]. Plus qu'une collaboration, il existe un réel soutien : « It was a 'coalition' — and support from the labor movement was critical »[403]. Les deux organisations se rapprochent car toutes deux ont une vision commune de la politique étrangère. En effet, les syndicats américains, et donc AFL-CIO qui en est la plus grande représentante, sont des « faucons », ils étaient des partisans de la guerre au Vietnam, puis de l'opposition à la politique de détente et de l'augmentation des dépenses de défense[404].

L'anticommunisme est donc ancré dans l'histoire du syndicalisme américain, et notamment de l'AFL-CIO. C'est également un point commun avec les néoconservateurs, qui ont influencé la politique de Reagan conduisant à la création de la NED. Dans la pratique, le rôle des syndicats s'est traduit par un rôle proéminent du FTUI, principal bénéficiaire des fonds de la NED. Organisme créé avant même la NED, il est, des quatre instituts, le plus orienté politiquement et le plus influencé par la logique de la Guerre Froide.

---

[402] Seymour Martin Lipset, « Le néoconservatisme : mythe et réalité », *Le Débat*, vol. 53, no. 1, 1989, p. 136
[403] Ben Wattenberg, "Passing… *op. cit.*
[404] Carl Gershman, *The foreign policy…, op. cit,* p. 68.

II.2.c) En conséquence : le FTUI, organisme privilégié de la NED, également soumis à ces influences

L'AFL-CIO a toujours été impliquée dans les affaires internationales, dès la Première Guerre mondiale avec la création par l'AFL en 1914 d'un Committee on International Relations choisi chaque année pour faire un rapport sur ce thème. Puis en 1941, la convention de l'AFL met en place un second Committee on International Relations cette fois-ci permanent qui publie sur le thème de la politique étrangère et des relations entre l'AFL et les syndicats étrangers[405]. Un autre pas est fait avec la création en 1947 du Department of International Relations. Mais la plus grande avancée en matière d'engagement à l'international est la création du Free Trade Union Committee en 1944 qui est chargé de fournir une assistance aux mouvements syndicaux en Europe, en Asie, et en Amérique Centrale et du Sud[406] : « At a paltry expense, the Free Trade Union Committee helped to ward off the Communist threat to democratic trade unions, and it provided the intellectual capacity and the drive for a free world labor movement »[407]. Cet engagement international de l'AFL-CIO s'est fait en réponse à l'expansion du communisme. Le groupe syndical a par la suite organisé cet engagement avec la création de quatre organismes spécialisés qui interviennent dans des régions différentes illustré dans la figure 3. Le premier, l'American Institute for Free Labor Development (AIFLD), apparaît en 1962. Il est chargé de mener des missions en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Il recevait des fonds de la CIA pour mener ses activités, puis lorsque ses fonds ont été supprimés, l'AFL-CIO a dû trouver d'autres sources de financement[408], notamment l'USAID et plus tard la NED qui participera à son fonctionnement par des subventions. Ensuite, l'African-American Labor Center (AALC) est créé en 1964 et dirigé par Irving Brown. Il mène des programmes d'éducation au

[405] Philip Taft, *The A.F. of L. from the Death of Gompers to the Merger*, New York: Harper, 1959, pp. 342; American Federation of Labor, Report of Proceedings of the Sixty-First Annual Convention, 1941, p. 609.
[406] Philip Taft, *The A.F. of L… op. cit.* p. 342.
[407] *Ibid*, p. 344.
[408] Howard Wiarda, *The democratic revolution in Latin America: History, politics and U.S. policy*, New York, Holmes and Meier, 1990, p. 146.

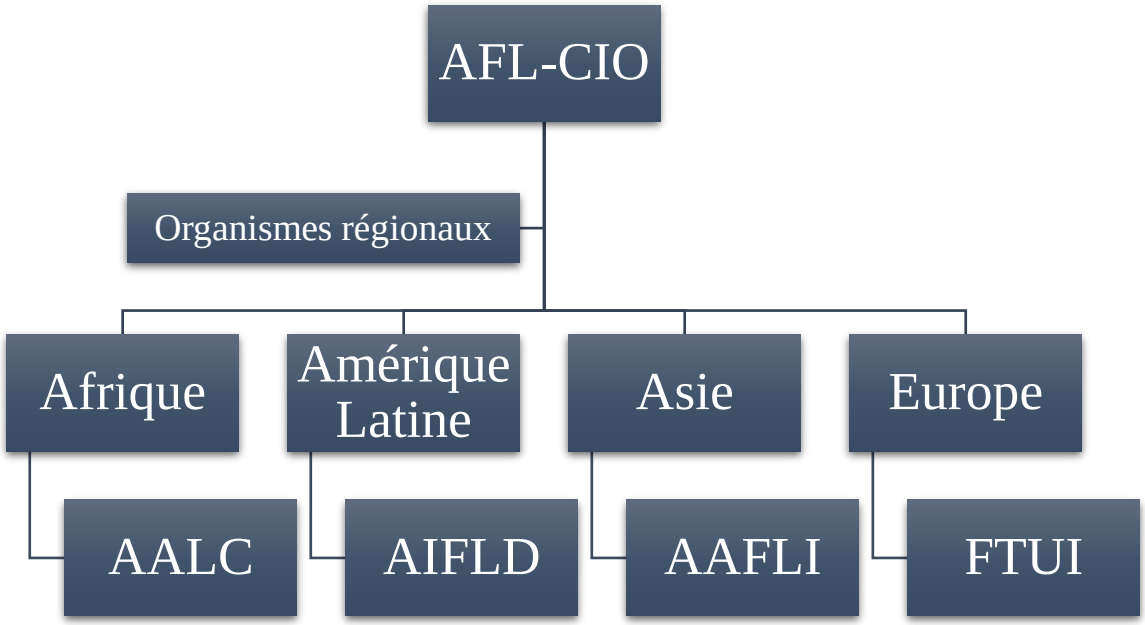
syndicalisme, de recherche, de soutien administratif, médical et social, dans le domaine de l'information et des communications[409]. Le troisième organisme est l'Asian-American Free Labor Institute (AAFLI), créé en 1968 pour intervenir à l'origine au Vietnam[410], il assiste par la suite les syndicats à travers l'Asie, le Pacifique et le Proche Orient afin de faire respecter le droit des travailleurs. Il né à l'origine d'une insatisfaction croissante envers l'ICFTU, et d'une réaction à l'opposition de certains de ses membres à la guerre du Vietnam[411]. Il aide les syndicats locaux à recruter de nouveaux membres et à être indépendants financièrement et organise des programmes d'échanges entre syndicats américains et étrangers[412]. Enfin, le quatrième organisme est celui qui nous intéresse le plus. Créé en 1977 au sein donc de l'AFL-CIO, le Free Trade Union Institute (FTUI) deviendra en 1983 l'une des quatre branches de la NED. À l'origine, il est chargé de diriger des programmes de soutien aux syndicats démocratiques en Espagne et au Portugal, puis, lorsque la NED est créée, son rôle est amplifié[413]. Il reçoit ses fonds de l'USAID, de la NED ainsi que de l'USIA. Son président est le président de l'AFL-CIO, qui est également un membre de son conseil d'administration, de même que pour chacun des instituts régionaux de la fédération[414]. Dans les années 1990, il travaille beaucoup en Europe Centrale et de l'Est ainsi que dans les anciennes républiques soviétiques. Dans ces régions, la tâche est complexe en raison de l'inexistence de bases syndicales et par conséquent de leaders syndicaux. La tâche première du FTUI est donc de pallier les besoins en infrastructure et matériels pour assurer un fonctionnement de base. Ces activités sont menées en collaboration avec l'ICFTU. Il se voit aussi confier la gestion des subventions de la NED attribué aux trois autres organismes internationaux de l'AFL-CIO dans

---

[409] Beth Sims, *Workers…, op. cit*, p. 59.
[410] *Ibid*.
[411] *Ibid*.
[412] Report to the 1991 Convention from the AFL-CIO executive council, p. 268-274.
[413] *Ibid*., p. 272.
[414] United States General Accounting Office, Report to congressional requesters: Promoting democracy, The National Endowment for Democracy's management of grants overseas, GAO/NSIAD-86-185, septembre 1986, p. 22.

leurs régions respectives[415]. La fédération maintient un lien fort avec ses instituts. Le directeur des Affaires Internationales de l'AFL-CIO participe à la coordination des activités des instituts régionaux[416]. Lane Kirkland est également directeur des instituts, de même, Thomas Donahue, secrétaire trésorier de la fédération occupe la même fonction au sein des instituts et Albert Shanker est vice-président de l'AIFLD. Cela montre la continuité entre l'AFL-CIO et ses instituts qui sont dirigés par les mêmes personnalités, tous également membres de la NED (Voir figure 2).

Figure 3: Organisation internationale de l'AFL-CIO



Source : Notre schéma d'après les rapports de l'AFL-CIO.

En 1997, ces quatre organismes affiliés à l'AFL-CIO fusionnent en une seule entité, l'American Center for International Labor Solidarity (ACILS), qui est aujourd'hui seulement appelé Solidarity Center. Le FTUI est le seul institut de la NED qui existait avant la création de cette dernière, il est donc imprégné de sa propre histoire. Bien qu'il ne précède la NED que de six ans, il est né d'une volonté particulière de l'AFL-CIO de contrer le communisme en Europe,

[415] *Ibid*.
[416] *Ibid*., p. 23

et ne se focalise pas alors sur la promotion de la démocratie : « Originally FTUI represented a resuscitated Free Trade Union Committee – the AFL-CIO's European arm during World War II and the postwar years »[417]. De plus, il n'apparaît pas au sein de la fondation mais s'y greffe par la suite, ce qui en fait un institut particulier. Ces antécédents donnent une orientation au FTUI, par son lien avec l'AFL-CIO, il s'inscrit davantage dans la Guerre Froide que les trois autres. En effet, son histoire est empreinte d'anticommunisme, une caractéristique commune au monde syndical à cette époque, et particulièrement à l'AFL-CIO.

Les syndicats représentent également un « secteur stratégique » qui a toujours été utilisé par les gouvernements dans leur relation avec les nations étrangères. L'AFL-CIO est considérée comme très proche du gouvernement américain, car son financement provient en grande partie de l'USAID et de l'USIA. Elle a pu étendre ses activités internationales grâce aux fonds de la fondation, qui a participé à sa politique interventionniste en matière de politique étrangère : « NED's support has thus enhanced the AFL-CIO's already formidable role as a component of the U.S. foreign policy apparatus, with both political and economic influence over strategic labor sectors overseas »[418]. L'AFL-CIO a vocation à avoir une influence en politique étrangère, alors que dans le même temps le gouvernement américain considère les syndicats comme un instrument de politique étrangère dans la lutte contre l'URSS. Ce lien de la NED avec les syndicats est également le reflet du lien qui existe entre la NED et le gouvernement américain. L'organisme syndical de la fondation fait partie des outils de l'administration contre le communisme. Cela se retrouve dans la composition du conseil d'administration de la fondation, dont nombreux ont eu une carrière au sein du gouvernement.

[417] Beth Sims, *Workers*, *Op Cit*, p. 54.
[418] *Ibid*., p. 46.

3. Des dirigeants souvent issus du gouvernement

Au regard de ces différentes influences qui pèsent sur la NED, les néoconservateurs et les syndicats, la question se pose du rôle concret du gouvernement américain au sein de la fondation. Ce secteur gouvernemental est le dernier qui exerce une influence importante sur la fondation. Pourtant, à l'origine, elle a été créée sur un principe ferme d'indépendance, auquel un de ses fondateurs, Lane Kirkland, notamment était très attaché. Le statut d'organisation privée de la NED, avec un conseil d'administration indépendant et un fonctionnement propre est le principe-même du projet. Cela se remarque dans la composition du conseil d'administration, qui affiche une diversité de profils, volontairement représentatifs de la société américaine. Mais en se penchant sur la carrière des membres, on remarque que beaucoup ont eu des postes importants dans le passé au sein de l'administration Reagan, et notamment dans des institutions dédiées à la sécurité nationale. Or la priorité du gouvernement dans les années 1980 est bien sur la Guerre Froide lorsqu'il met en place la NED qui devient un instrument de la lutte idéologique. Pour l'administration, elle est un élément de la stratégie globale de *containment*. Ses membres, issus de l'administration en place, partagent donc cette vision. Dans un premier temps, il convient d'observer le poste de chaque membre du conseil tel qu'il est noté dans le rapport annuel, qui témoigne d'une volonté de représentativité. Dans un second temps, il est nécessaire de faire une analyse biographique plus approfondie de ces membres afin de montrer un éventuel lien avec la sphère gouvernementale.

II.3.a) Une indépendance revendiquée et une représentativité affichée

Le National Endowment for Democracy Act, loi 98-164 du 22 novembre 1983 consacre la création de la NED. Il émet certaines restrictions afin d'assurer l'indépendance de la fondation, principe auquel elle est particulièrement attachée. Il est notamment affirmé :

> « Nothing in this title shall be construed to make the Endowment an agency or establishment of the United States Government or to make the members of the Board of Directors of the Endowment, or the officers or employees of the Endowment, officers or employees of the United States »[419].

Officiellement, le texte n'empêche pas un membre du gouvernement de participer à la NED :

> « If an individual who is an officer or employee of the United States Government serves as a member of the Board of Directors or as an officer or employee of the Endowment, that individual may not receive any compensation or travel expenses in connection with services performed for the endowment »[420].

Toutefois, sur la page dédiée à l'histoire de la NED, publiée sur le site internet de l'institution est ajoutée la mention suivante : « Board members are not selected by the President and those who are appointed to serve in the Executive Branch relinquish their Board membership »[421]. Cela n'est pas mentionné dans l'acte, c'est donc un engagement personnel,

---

[419] H.R. 29-15, PUBLIC LAW 98-164—NOV. 22, 1983, 97 STAT. 1039, Title v-National Endowment for Democracy SEC. 503(c)
[420] H.R. 29-15, PUBLIC LAW 98-164… *op. cit*., Section 504 (c)(2)
[421] David Lowe, *Idea to reality: Ned at 30*. https://www.ned.org/about/history/

sans contrainte juridique. Il ne peut donc y avoir aucun conflit d'intérêt au sein de la NED car elle exclut de son conseil d'administration les membres qui travailleraient en même temps au sein de la branche exécutive du gouvernement. C'est une organisation privée qui souhaite conserver toute son autonomie. Elle est consciente que, en tant qu'initiative soutenue par le président, sa crédibilité risque d'être interrogée, c'est pourquoi elle s'attache à revendiquer son statut d'organisation indépendante. Dans le texte juridique qui la fonde donc, rien ne la lie à l'exécutif. Elle a seulement l'obligation de remettre au Congrès et au Président un rapport annuel. Mais en raison de ce statut hybride de Quango, elle peut inspirer une certaine méfiance c'est pourquoi le choix de ses dirigeants est particulièrement important dans sa quête d'indépendance.

L'analyse du poste actuel de chaque membre du conseil d'administration permet de faire ressortir un élément de représentativité. On remarque en effet une distribution partagée entre les différentes composantes de la société, particulièrement important pour ce type d'organisation à tel point qu'il fait partie de son critère de recrutement[422]. Son conseil doit être à l'image d'une société démocratique. Dans cette optique, la fondation est soucieuse de la présence de certaines catégories de la société (femmes, comme nous l'avons vu pour Sally Shelton Colby, ou personnes de couleurs telle que Legree Daniels). Ce conseil diversifié est également une preuve affichée de l'indépendance de la fondation, qui n'est rattaché à aucun secteur en particulier.

Dans un premier temps, il est donc nécessaire d'analyser la fonction mentionnée dans les premières pages du rapport annuel à la section : « Officers and directors ». Lorsque aucune fonction n'est mentionnée, ce qui correspond en général à une période creuse entre deux postes pour un membre[423], il n'entre pas dans le classement de cette année-là. Dans le cas où ce n'est

[422] Voir Chapitre 1.
[423] Par exemple John Richardson n'a pas d'autre poste que son mandat à la NED en 1986, il était président de Youth for Understanding en 1985 et est ensuite devenu conseiller à l'Institute of Peace en 1987.

pas le poste actuel qui est mentionné mais le précédent, un poste important en général, il est pris en compte[424].

Le tableau 1 montre les différents profils des membres classés dans six catégories : membre du gouvernement (le « gouvernement » est pris au sein américain du terme, et prend en compte l'appartenance à l'un des trois pouvoirs, exécutif, législatif ou judiciaire, et à tout autre organisme étatique), entreprise privée, syndicats, parti républicain et démocrate, secteur de l'éducation (milieu universitaire notamment), *think tank* et ONG.

Tableau 1: Répartition par secteur des membres du conseil de la NED 1984-1990 et 1991-2000

Catégorie/Année	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	Total	%
Gouvernement	3	5	5	4	3	3	3	26	**23**
Entreprise	0	6	5	6	6	5	8	36	**32**
Syndicats	1	2	2	2	2	2	2	13	**11**
Parti démocrate	2		1	1	1	0	0	5	**4**
Parti républicain	2	1	1	1	1	0	0	6	**5**
Education	2	2	2	1	1	2	1	11	**10**
Think tank	0	0	0	0	2	2	3	7	**6**
ONG	1	1	0	1	1	2	4	10	**9**
TOTAL	11	17	16	16	17	16	21	114	

Catégorie/Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	Total	%
Gouvernement	3	3	3	3	4	4	5	5	5	5	40	**19**
Entreprise	6	7	4	5	6	7	6	4	4	6	55	**26**
Syndicats	2	2	2	2	1	2	2	2	2	2	19	**9**
Parti démocrate	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Parti républicain	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**
Education	3	2	2	3	3	3	3	3	2	1	25	**12**
Think tank	3	4	4	4	3	2	3	3	4	3	33	**16**
ONG	3	3	4	6	5	5	4	2	2	2	36	**17**
TOTAL	20	21	19	23	22	23	23	19	19	19	208	

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-2001

On remarque que le conseil d'administration est composé d'une grande variété de profils, issus de chaque ensemble de la société. On peut noter la présence de membres des quatre

[424] Par exemple « former Ambassador » pour Winston Lord en 1996.

branches qui composent la NED, les syndicats, les entreprises, le parti républicain et le parti démocrate. Mais le but étant d'être à l'image de la société américaine, le conseil accueille également des politiques, des universitaires, des entrepreneurs, des membres d'ONG. Le conseil d'administration d'origine de 1984 est composé d'un membre du Democratic National Commitee, d'un membre de la Chambre des représentant, du National Black Republican Council, du Republican National Commitee, un représentant américain au commerce, un membre du Sénat, de l'AFL-CIO, du Democratic National Commitee, un membre de la Howard University, le président du programme d'échange culturel international Youth for Understanding et enfin le président du Middlebury College. On retrouve donc un large panel de personnalités issues de la société civile américaine.

Cependant, plus problématique, il peut y avoir des membres des quatre instituts (FTUI, CIPE, IRI et NDI) qui siègent également au conseil de la NED. Cette configuration a été relevée par le sénateur Hollings[425] en 1987 lors d'une session du Congrès concernant une demande d'augmentation des fonds de la NED. Toutefois, le président Carl Gershman assure que dans ce cas, le membre ne prend part au vote concernant la levée de fonds au profil de l'institut auquel il appartient. Il explique ainsi cette disposition :

> « When the Endowment was originally conceived and put together, it was understood to be an effort of major private sector U.S. institutions in the United States cooperating together in concerted effort to promote democracy in the world. It was understood that they should come together within a board to cooperate so there could be a more coordinated approach to strengthening democracy. This is why the Board was put together in this way »[426]. Il ajoute : « It was the intent of Congress to make the Endowment able to more effectively coordinate the activities of those who would be the

[425] Senate hearings before the Committee on appropriations. Commerce, Jusctice, State, the Judiciary and related agencies appropriations, Fiscal year 1987. 99th Congress, second session, H.R. 5161, Part 2, page 1030.
[426] *Ibid*, p. 1031.

major players in the Endowment »[427].

Bien que la présence de membres des instituts au sein du conseil d'administration ait posé quelques problèmes à certains sénateurs, cela est l'application de la stratégie de la NED et de son souci de représentation. Si ce tableau montre l'absence de représentant des deux partis à partir de 1989, les liens restent présents car ces membres se trouvent toujours au sein du conseil. En effet, Franck Fahrenkopf, était président du Republican National Committee jusqu'en 1988, puis a intégré une entreprise privée, Charles T. Manatt est président du Democratic National Committee en 1984 avant d'intégrer lui aussi le privé. Toutefois, il n'y a plus de représentants officiels des deux partis.

D'autre part, on constate une majorité de membres occupant un poste dans une entreprise privée. Ce secteur est le plus représenté au sein du conseil, malgré le fait que CIPE, l'institut lié à la chambre de commerce américaine qui promeut la démocratie via le secteur économique, soit l'institut le moins important des quatre et celui qui reçoit le moins de subventions.

En se penchant sur l'évolution du type de profil, on observe qu'à partir de 1990, il y a de plus en plus d'intellectuels, membres de *think tanks*, de chercheurs ou professeurs d'université (réunis dans la section éducation), et de membres d'ONG.

Enfin, il y a également une présence constante, voire en légère hausse, de membres du gouvernement. Le tableau 2 reprend dans le détail les postes occupés par ces membres du gouvernement.

[427] *Ibid*.

Tableau 2: Détail des postes au sein du gouvernement des membres de la NED 1984-1990 et 1991-2000

Poste occupé/ Année	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	Total	%
Sénat	1	2	1	1	1	1	1	8	**31**
Chambre des représentants	1	1	1	1	1	1		6	**23**
Représentant du commerce	1							1	**4**
Secrétaire du travail		1	1	1				3	**12**
Ancien ambassadeur			1				1	2	**8**
Secrétaire adjoint à l'éducation pour les droits civils				1	1	1		3	**12**
Service postal							1	1	**4**
Commission fiscale de Pennsylvanie		1	1					2	**8**
Ancien secrétaire d'État adjoint									
TOTAL	3	5	5	4	3	3	3	26	
%	**12**	**19**	**19**	**15**	**12**	**12**	**12**		

Poste occupé/ Année	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	Total	%
Sénat	1	1	1	1	2	2	3	3	3	4	21	**53**
Chambre représentants		1	2	2	2	2	2	2	2	1	16	**40**
Représentant du commerce												
Secrétaire du travail												
Ancien ambassadeur	1	1									2	**5**
Secrétaire adjoint à l'éducation pour les droits civils												
Service postal												
Commission fiscale de Pennsylvanie												
Ancien secrétaire d'État adjoint	1										1	**2**
TOTAL	3	3	3	3	4	4	5	5	5	5	40	
%	**8**	**8**	**8**	**8**	**10**	**10**	**12**	**12**	**12**	**12**		

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-2000

Ces tableaux montrent que le conseil de la NED comprend principalement des membres du pouvoir législatif, qui représentaient 31% des membres du gouvernements de la NED entre 1984 et 1990, puis 53% de 1991 à 2000. On remarque donc une présence quasi continue de membres à la fois du Sénat et de la Chambre des représentants. Cela n'est pas étonnant étant donné le rôle joué par le Congrès dans la création de la NED. Cela se concrétise par la présence du duo Dante Fascell (Sénat), un des fondateurs de la NED, et Orrin G. Hatch (Chambre des

représentants) jusqu'en 1990. Principalement dans la première période, on trouve aussi quelques postes au sein du pouvoir exécutif qu'il convient d'observer davantage.

L'Ambassadeur William E. Brock III exerça de 1981 à 1985 la fonction de Représentant américain au Commerce, avant d'être nommé secrétaire d'État au Travail de 1985 à 1987. Or, comme on peut l'observer sur le site officiel du Bureau du représentant au commerce des États-Unis, « USTR is part of the Executive Office of the President »[428], de même le département du Travail fait partie du pouvoir exécutif sous les ordres du président américain. Par conséquent, un membre de la branche exécutive de l'État fédéral était également membre du conseil d'administration de la NED. De plus, l'Ambassadeur William E. Brock III est un des fondateurs de la NED, qui a contribué à l'élaboration de ces principes. Il a donc participé à la création de la fondation en parallèle de son poste au sein de l'exécutif. Legree Daniels, membre de la NED de 1984 à 1990, en tant que secrétaire de 1987 à 1990 fut également membre du Pensylvannia State Tax Equalization board puis Secrétaire adjoint à l'éducation pour les droits civils de 1987 à 1989. Ce n'est pas un poste de première importance au sien de l'administration, toutefois c'est une branche du pouvoir exécutif. Le président du Département américain de l'Éducation est en effet un membre du cabinet du président[429]. Elle sera également par la suite membre des Services Postaux américains.

L'ancien secrétaire d'État mentionné dans le tableau est John Richardson, membre de la NED de 1984 à 1991, qui a exercé cette fonction sous Nixon. Les deux anciens ambassadeurs sont Sally Shelton Colby (mariée au directeur de la CIA William Colby) ambassadrice des États-Unis à la Grenade et à la Barbade de 1979 à 1981, membre de la NED de 1985 à 1991 et Winston Lord, ambassadeur en Chine de 1985 à 1989, qui intégrera la NED l'année d'après jusqu'en 1992. Or, les ambassadeurs sont nommés directement par le Président dont ils assurent la représentation à l'étranger.

[428] https://ustr.gov/about-us/about-ustr
[429] https://www.usa.gov/branches-of-government

Le cas de ces dernières personnalités permet d'approfondir plus loin la réflexion. Pour de nombreux membres, l'intégration du conseil de la NED se fait au terme d'une longue carrière, et le poste actuel n'est souvent pas représentatif du personnage mais la section « Board and directors » des rapports annuels se veut le reflet d'une société diversifiée. Ce tableau montre que quelques personnes ont eu des postes importants au sein de l'exécutif. Mais outre leur position actuelle, il est toutefois nécessaire de se pencher sur leur carrière complète afin de dépasser le profil des membres affiché dans les rapports annuels. L'analyse biographique des membres, étudiée à l'aide de la prosopographie, permet de relever des personnalités qui ont des postes importants au sein de l'exécutif avant d'intégrer la fondation.

II.3.b) Dans les faits, des carrières qui s'entrecroisent

Les tableaux en annexe 19 reprennent les éléments précédents en détaillant les membres de la NED selon leur appartenance aux différents secteurs. D'un coup d'œil, on remarque que certaines personnes ne font pas partie des catégories dans lesquelles on les aurait placés spontanément. Par exemple, Henry Kissinger au sein du monde des affaires, ou encore Zbigniew Brzezinski dans la catégorie *think tank*, de même que Madeleine Albright. En effet, nous les connaissons principalement pour leur haute responsabilité au sein de l'administration américaine. C'est pourquoi il est important de se pencher sur le parcours personnel, mais surtout professionnel des autres membres de la NED.

Nous avons pour cela réalisé une étude prosopographique des dirigeants de la NED de 1984 à 2000. Nous avons recherché les éléments biographiques de base, études, parcours professionnel, participation en politique, carrière militaire, ainsi que l'aspect relationnel avec l'appartenance ou non à certains groupes universitaires notamment. Cette recherche n'a pu être approfondie avec davantage de précisions car la biographie de nombreux membres est souvent limitée et fournissait donc des résultats partiels et non exploitables. Nous avons toutefois pu établir un questionnaire général (voir annexe 3) afin de rechercher les principaux éléments de

rapprochement des personnalités de la NED. Ce questionnaire s'interroge sur la carrière professionnelle des membres, leurs niveaux d'études, relations. Les résultats de cette étude sont détaillés dans le tableau 3.

Tableau 3: Résultats significatifs de l'étude prosopographique

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES	1984-1992	%	1993-2000	%
Carrière au sein du pouvoir exécutif	14	64 %	26	70 %
Carrière au sein du pouvoir législatif	6	27 %	11	30 %
Antécédents militaires	10	45 %	10	27 %
Membres de syndicats	2	9 %	2	5 %
Membre de Phi Beta Kappa Society	4	18 %	5	14 %
Université d'Harvard	4	18 %	5	14 %
TOTAL des membres ayant intégré le CA de la NED pendant cette période	22		37	

Source : Calculs d'après les réponses au questionnaire prosopographique (source indirecte)

Par ailleurs, nous avons choisi d'étudier le résultat de ce questionnaire selon deux périodes distinctes, de 1984 à 1992, et de 1993 à 2000 et avons donc défini deux groupes d'individus. Nous avons fait le choix de débuter la deuxième décennie en 1993 car cela correspond à l'année ou le conseil d'administration de la fondation a connu un renouvellement quasi-total. Cela s'explique par l'arrivée à terme du mandat maximal de 9 ans au conseil pour la plupart des premiers membres de la NED. Il a semblé intéressant d'analyser si la composition de ce nouveau conseil a changé et selon quels critères. En effet, les nouveaux membres prennent leurs fonctions dans un contexte international bien différent de celui de 1984. La Guerre Froide est finie, l'URSS a disparu, et un nouveau président intègre la Maison Blanche, Bill Clinton. Or, nous avons vu que le contexte international jouait une grande place dans la création de la NED.

Nous avons pu relever de cette étude plusieurs tendances que nous décrirons selon leur ordre d'importance. La première et la principale tient à la participation au gouvernement. Mais

nous verrons également le rôle des syndicats, de la carrière militaire et enfin des relations universitaires.

Premièrement, lorsque l'on observe la carrière de chacun des membres dans son ensemble, on remarque que nombreux sont ceux qui ont eu un poste au sein du gouvernement avant leur entrée au conseil de la NED. Lors de la première décennie, sur les 22 membres[430] qui ont séjourné au conseil au cours de cette période, 16 membres ont précédemment intégré le gouvernement, dont 14 au sein du pouvoir exécutif, et 6 au sein du pouvoir législatif[431]. Ce nombre est relativement important, même s'il prend en compte la participation au gouvernement au sens large, qui comprend des postes plus ou moins important dans la hiérarchie gouvernementale. Le tableau en annexe 4 reprend les postes de ces 16 membres. On peut noter qu'il y a eu par exemple trois membres qui ont siégé au Conseil de sécurité nationale des États-Unis, à savoir Henry Kissinger (1973-), Zbigniew Brzezinski (1928-2017), et Madeleine Albright (1937-). Il est important d'approfondir le profil de ces personnalités politiques importantes qui ont intégré le conseil. Le premier fut Conseiller à la sécurité nationale (officiellement Assistant du Président pour les Affaires de Sécurité nationale) de 1969 à 1975 sous Nixon puis Secrétaire d'État de septembre 1973 à janvier 1977. Il a également participé à la campagne de Reagan même si des dissensions apparaissent avec le président, qui critique la détente de Nixon et de son Conseiller à la sécurité nationale. Malgré ses désaccords, une fois au pouvoir, Reagan « discovered previously hidden virtues in Kissinger »[432] et ce dernier demeure impliqué dans la politique étrangère à la suite de sa nomination en 1982 en tant que président de la National Bipartisan Commission on Central America. Il est également membre de 1984 à 1990 du President's Foreign Intelligence Advisory Board, ainsi que de la Commission on Integrated Long-Term Strategy of the National Security Council and Defense Department

[430] Sont comptabilisés les membres ayant eu un poste gouvernemental avant ou pendant le mandat à la NED.
[431] Quatre membres, William E. Brock III, Walter F. Mondale, Poly Baca et Edmund S. Muskie, ont eu des postes au sein des deux pouvoirs (législatif et exécutif).
[432] Robert D. Schulzinger, *Henry Kissinger: Doctor of Diplomacy*. New York, Columbia University Press, 1989, p. 3.

de 1986 à 1988 et par la suite du Defense Policy Board[433]. Le président Reagan prend en compte l'avis de Henry Kissinger, qu'il a consulté avant une rencontre avec Mikhail Gorbatchev[434].

Une autre personnalité importante est Zbigniew Brzezinski, membre de la NED de 1988 à 1996. Il fut Conseiller à la sécurité nationale du président Carter de 1977 à 1981. Il n'est pas un néoconservateur, c'est un faucon fermement anti-communiste, même s'il partage toutefois leur point de vue sur de nombreux sujets[435]. Il a en effet participé à la CDM et est un supporteur du sénateur Scoop Jackson. De même, en 1973, il fonde avec David Rockefeller la Commission Trilatérale, un groupe de discussion politique qui cherchait à renforcer les liens entre les démocraties pro-occidentales et à lutter contre le communisme. Malgré tout, il n'approuve pas la politique de Reagan ni les néoconservateurs présents dans son administration, notamment leur vision manichéenne[436]. Ce personnage est représentatif des contradictions qui existent au sein de la fondation. C'est un idéaliste, caractérisé par : « un attachement sincère aux droits de l'Homme et à la démocratie, mais subordonné à une hiérarchisation claire des priorités. Il s'agit d'abord de combattre l'URSS »[437]. La NED est une organisation de promotion de la démocratie, mais qui s'inscrit dans cette lutte contre l'Union soviétique, et la présence de Zbigniew Brzezinski en tant que membre l'illustre bien.

Ont donc été choisis au sein du conseil à la fois un partisan de la détente (Kissinger) et un de ses détracteurs (Brzezinski), ces deux personnalités se trouvent liés au même projet. Toutefois, Kissinger demeure moins longtemps au conseil, il y siège seulement quatre ans jusqu'en 1988, année ou Brzezinski intègre le conseil. De ces deux personnages, c'est donc celui qui suit la ligne la plus dure envers l'URSS qui se retrouve davantage dans le travail de la NED. En effet, Brzezinski restera membre du conseil jusqu'en 1996. Carl Gershman lui-même compare ces deux personnalités. Selon lui, Kissinger fait partie de l'ancien « Establishment »,

---

[433] https://www.iri.org/web-story/iri-honors-former-secretary-state-henry-kissinger-freedom-award
[434] Robert D. Schulzinger, *Henry Kissinger… op. cit*.
[435] Justin Vaïsse, *Zbigniew Brzezinski, stratège de l'empire*, Odile Jacob, 2016.
[436] *Ibid*.
[437] Justin Vaïsse, « Brzezinski, un idéaliste tempéré », *Esprit*, vol. juillet-août, n°. 7-8, 2017, p. 16.

celui de la Guerre Froide qui s'est effondré après la guerre du Vietnam, et qui utilisait les actions secrètes : « Brzezinski described Kissinger's policy, "covert, manipulative, and deceptive in style . . . committed to a largely static view of the world, based on a traditional balance of power" »[438]. Brzezinski, de son côté, est partisan d'une méthode moins directe et plus transparente, tout en conservant une ligne dure face à l'URSS.

Le troisième personnage important est Madeleine Albright, vice-présidente du NDI de 1983 à 1990, membre de la NED seulement deux ans en 1991 et 1992 car elle est nommée par Clinton en 1993 ambassadrice américaine aux Nations Unies, puis secrétaire d'État de 1997 à 2001. Depuis, elle préside le NDI. Avant son passage au sein de la NED, elle fut recrutée pour travailler avec Brzezinski au Conseil de sécurité nationale en 1978. Elle a toujours été partisane d'une politique active de promotion de la démocratie.

Ces trois personnalités ont également certains points communs qui peuvent être résumés ainsi :

> « There are, then, some striking similarities in the back- grounds of Albright, Kissinger, and Brzezinski: they were born in East-Central Europe between the two world wars; they fled Europe in the same year, 1938; they naturalized in the United States; they were trained at the highest academic levels in international affairs and political science and they were active in the academic profession; and they held key positions as makers of American foreign policy »[439].

Brzezinski est en effet né en Pologne et a émigré au Canada en 1938[440], Kissinger, issu d'une famille juive, a émigré aux États-Unis en 1938 où il est entré dans l'armée et a combattu en Europe[441]. Madeleine Albright est née à Prague, sa famille s'est exilée à Belgrade et en Suisse

---

[438] Carl Gershman, « The rise and fall of the new foreign-policy establishment », *Commentary*, n°70, juillet 1980, p. 19.
[439] Jan Nijman, « Madeleine Albright and the geopolitics of Europe », *Geojournal*, Vol 46, n°4 Geopolitics: its different faces, its renewed popularity, 1998, p.272.
[440] *Ibid.*, p. 270.
[441] *Ibid.*

en 1938 puis en 1948 aux États-Unis. Elle a découvert plus tard ses origines juives et la mort des membres de sa famille dont ses grands-parents dans des camps de concentration[442]. Leur histoire personnelle est liée à la Seconde Guerre mondiale et aux crimes de l'URSS, ce qui renforce leur implication au sein du gouvernement dans la lutte contre l'Union soviétique.

Ces personnalités ont été marquées personnellement par le contexte international de la Guerre Froide et sont représentatives de l'état d'esprit de la fondation. Le titre de la biographie de Brzezinski écrite par Justin Vaïsse : *Zbigniew Brzezinski : Stratège de l'empire* en dit long. À la fois en tant qu'universitaire et de membre de l'administration, il a tenté d'élaborer une stratégie globale pour les États-Unis, au côté de Madeleine Albright notamment. L'intégration de la NED est une manière de défendre les intérêts sécuritaires américains par la démocratie et est une autre preuve de son engagement. Le travail de la fondation s'inscrit dans sa vision de la politique étrangère américaine. C'est en effet un chercheur tourné vers l'action, qui souhaite que ses réflexions aient des applications directes en politique étrangère, et ses travaux avaient vocation à être entendus et appliqués par les dirigeants[443], c'est pourquoi il s'est engagé au côté du président Carter. Au sein de la NED, il continue à promouvoir sa vision de la politique étrangère américaine et de la position à adopter face à l'URSS. La NED et la promotion de la démocratie sont des outils supplémentaires d'action politique.

Les autres membres de la NED qui ont travaillé au sein de l'exécutif sont plus ou moins proches du président, Edmund Muskie a été secrétaire d'État de Jimmy Carter et Walter F. Mondale a été son vice-président. Carl Gershman a été Conseiller principal auprès de la représentante des États-Unis aux Nations unies, Jeane Kirkpatrick, auprès de la troisième commission des Nations unies qui traite des questions relatives aux droits de l'Homme. John Richardson a été directeur du Radio Free Europe (1961-68) et secrétaire d'État adjoint aux affaires éducatives et culturelles sous Nixon de 1969 à 1977, il travaille ensuite pour le *think*

---

[442] *Ibid.*, p. 272.
[443] Justin Vaïsse, *Zbigniew Brzezinski, stratège de l'empire*, Odile Jacob, 2016, 422p.

tank Institute of Peace, mais cet organisme est une « quasi-official agency », c'est à dire: « Although they're not officially part of the executive branch, these agencies are required by federal statute to release certain information about their programs and activities in the Federal Register, the daily journal of government activities »[444].

Outre le pouvoir exécutif, le Congrès a également un rôle important au sein de la fondation. Les deux principales personnalités sont William E. Brock III, sénateur de 1971 à 1977, et qui a été directeur du *Democracy Program*, et a donc participé à la création de la NED, et Dante Fascell, élu à la Chambre des Représentants de 1955 à 1993, il fut président du Committee on Foreign Affairs à partir de 1983. Il a également participé au *Democracy Program* en tant que membre du bureau exécutif. Ils représentent, par leur implication au sein de la NED, la volonté du Congrès de s'impliquer davantage dans les affaires internationales.

Ensuite, au cours de la deuxième décennie, 37 personnes ont été membres du conseil d'administration de la NED. Parmi eux, 26 ont travaillé au sein du pouvoir exécutif, et 11 du pouvoir législatif. Ces membres sont présentés dans le tableau en annexe 5. Cette proportion est encore importante, avec des membres qui ont eu des postes importants dans le domaine de la sécurité, notamment Winston Lord (membre de 1990 à 1992), assistant spécial du Conseiller à la sécurité nationale de l'époque, Henry Kissinger. D'autres ont eu des postes importants au sein de l'administration, tel que Fred C. Ikle (membre de la NED de 1992 à 1999) qui a été sous-secrétaire à la politique de Défense durant les deux administrations Reagan, Mark Palmer (membre de la NED de 1990 à 1997), Ambassadeur des États-Unis en Hongrie de 1986 à 1990 et secrétaire d'État adjoint de 1982 à 1986 et David Gergen (membre de la NED en 1992), conseiller de la Maison Blanche auprès de quatre présidents des deux partis : Nixon, Ford (directeur des communications), Reagan et Clinton. Ces trois membres ont par ailleurs participé au Project Truth, mis en place en 1981 par le NSC, la CIA et l'USIA à l'initiative du président

[444] https://www.usa.gov/branches-of-government

pour contrer la propagande soviétique[445]. Ce sont donc des personnalités qui ont exercé de hautes fonctions du pouvoir américain, qui ont intégré la NED à partir de 1990 mais qui sont ancrés dans cette vision de la lutte idéologique. Franck Carlucci n'entre pas dans cette analyse car il intègre la NED en 2000, mais il est toutefois intéressant de noter qu'il fut Conseiller à la sécurité nationale sous Reagan puis secrétaire à la Défense de 1987 à 1989.

Henry Cisneros a été membre de la Commission nationale bipartisane sur l'Amérique centrale (National Bipartisan Commission on Central America) dirigée par Henry Kissinger au côté de Lane Kirkland. Il a quitté la NED après trois ans au conseil à la suite de sa nomination par Bill Clinton en 1993 au secrétariat au Logement et au Développement Urbain (HUD). Il n'a donc pas cumulé les deux mandats, mais était assez proche de l'administration pour se voir offrir un poste en son sein.

La question est de savoir en quoi le fait d'avoir exercé un poste au sein du gouvernement a une influence sur les personnalités. Intégrer le gouvernement implique une vocation d'agir au service du pays, et donc un certain patriotisme. Cela explique pourquoi la prise en compte des intérêts américains est très importante dans le travail de la NED. Beaucoup ont travaillé au sein du gouvernement à la sécurité nationale, ce qui renforce l'idée que la NED est conçue comme un élément de la politique étrangère de Reagan.

À l'origine même de la NED, certains membres du *Democracy Program* sont aussi représentatifs de cette tendance. Le tableau en annexe 7 reprend les membres de ce projet lancé par le président Reagan. On remarque la présence de Richard V. Allen, un membre du CPD qui a poussé à adopter une position très ferme vis-à-vis de l'URSS, qui fut Assistant du Président pour les Affaires de Sécurité nationale de Reagan de 1977 à 1980, ainsi que Anthony Lake, Directeur de la planification au département d'État du président Carter. Ce sont toutes deux de hautes personnalités de la politique étrangère qui ont conseillé les présidents Carter et Reagan. L'origine de ce poste de directeur de la planification est la suivante : « The Secretary of State

[445] Voir chapitre 3 de cette partie pour les détails concernant le Project Truth du président Reagan.

established a Policy Planning Staff, with a Director who held rank equivalent to an Assistant Secretary of State, on May 5, 1947 »[446]. Cette fonction sert de source d'analyse et de conseils politiques indépendants pour le secrétaire d'État[447]. Il convient de noter également que ce poste a été aussi occupé plus tard par d'autres membres de la NED, Paul Wolfowitz (1981-1982) et avant lui Winston Lord (1973-1977).

Un autre élément est la présence de Barbara Haig. Elle intègre la NED en 1985 en tant que Vice-présidente chargée de la planification et de l'évaluation des programmes, elle est par la suite devenue Adjointe au Président pour la politique et la stratégie, poste qu'elle occupe encore aujourd'hui. Entre 1981 et 1985, elle fut Assistante spéciale du directeur des programmes de l'USIA. C'est aussi la fille d'Alexander Haig, conseiller militaire de Kissinger, qui sera par la suite assistant adjoint du Conseiller à la sécurité nationale en 1971, chef de cabinet des président Nixon et Ford, puis sera nommé secrétaire d'État par Reagan en 1981, poste auquel il démissionnera après seulement 18 mois[448] en raison notamment de désaccord avec les autres conseillers de Reagan sur l'importance de la politique étrangère[449]. Les membres de la NED sont donc étroitement liés à ce que l'on pourrait appeler l'E*stablishment* de sécurité nationale de l'époque.

On trouve également un nombre important de membre ou d'anciens membres du Congrès, dont certains qui sont devenues des personnalités influentes dans le domaine de la défense et de la politique étrangère, notamment Richard Lugar ou encore Lee Hamilton[450]. Le premier, membre de la NED de 1992 à 1999, fut président de la Commission des relations extérieures du Sénat.

---

[446] https://history.state.gov/departmenthistory/people/principalofficers/director-policy-planning
[447] https://www.state.gov/about-us-policy-planning-staff/
[448] https://history.state.gov/departmenthistory/people/haig-alexander-meigs
[449] Stanley Hoffmann, « La politique étrangère du président Reagan : le verbe et l'action », *Politique Etrangère*, Vol. 49, N° 4, Hiver 1984, p. 820.
[450] James M. Lindsay, *Congress and the Politics of U.S. Foreign Policy*, Johns Hopkins University Press, Août 1994, 280p.

Lorsque l'on observe le conseil des deux décennies, on remarque que le gouvernement n'est pas moins représenté à partir de 1990. La proportion de membres ayant effectué une carrière politique reste élevée. L'effondrement de l'URSS et la fin de la Guerre Froide, qui constituaient la base idéologique de la création de la NED, n'ont donc pas eu d'incidence sur l'implication du gouvernement dans la NED.

Plusieurs autres éléments relevés dans la biographie des membres peuvent renforcer ce lien avec le gouvernement ainsi que la prise en compte plus large que la NED est un moyen de défendre les intérêts américains, ce sont le rôle des syndicats, des militaires, et des organisations universitaires.

II.3.c) Les militaires, les syndicats, et le réseau universitaire

Étant donné le rôle du FTUI au sein de la NED, on aurait pu penser que les syndicats seraient davantage représentés dans le conseil d'administration. En effet, il y a seulement deux membres de ce secteur jusqu'en 2003, alors même que le total des membres a augmenté de 11 personnes en 1984 à 23 en 2001. On peut même noter la régularité et la constance de leur participation tout au long des deux décennies.

Mais cela s'explique encore par un souci de représentation. Un secteur ne doit pas être surreprésenté. Toutefois dans ce cas, c'est bien le profil de ces deux membres qui compte, car bien que peu nombreux, ils ont une autorité importante. La première décennie est caractérisée par le duo Lane Kirkland, membre de 1984 à 1992, accompagné de 1985 à 1990 par Albert Shanker, Tous deux sont des personnalités importantes du monde syndical attachées à la promotion de la démocratie.

Lane Kirkland est le président de l'AFL-CIO et donc une personnalité influente, avec un pouvoir important, de même que Albert Shanker, président de la Fédération américaine des

enseignants, et membre du conseil exécutif de l'AFL-CIO[451]. Ce groupement syndical, nous l'avons vu, est engagé dans la lutte contre le communisme et ces deux personnages importants ont joué un grand rôle dans l'application de cette politique. Albert Shanker est selon Paul Buhle : « The AFL-CIO's most singleminded Cold War hawk »[452]. En effet, selon Beth Sims,

> « The current partnership between the AFL-CIO and the U.S. government has historical roots dating to the early part of this century (…) the result is a network of labor operations intertwined with the foreign policy apparatus of the US government but insufficiently called to account for its activities and their consequences »[453].

Ils seront progressivement remplacés notamment par John T. Joyce, président du syndicat International Union of Bricklayers and Allied Craftsmen puis Kenneth Young, ancien assistant de direction du président de l'AFL-CIO.

Mais ce questionnaire relève un autre élément important, qui est la question des antécédents militaires. Parmi les membres de la première décennie, 10 sur 22 se sont engagés dans l'armée américaine et ont pris part pour certains à la Seconde Guerre mondiale ou aux conflits de Guerre Froide. Or l'appartenance au milieu militaire révèle un certain patriotisme qui se traduit par une prise de position ferme dans le conflit idéologique en cours. L'engagement au sein de la NED est un autre moyen de mettre en pratique cette défense de la patrie, notamment contre le communisme. Ces personnalités se sont engagées dans l'armée alors que la menace était le fascisme et le totalitarisme, et ce combat reste présent dans les esprits. En ce qui concerne la deuxième décennie, 1993-2000, nous avons également relevé au minimum 10 personnalités sur 37 qui ont fait un passage plus ou moins long dans l'armée américaine. Nous considérons que ce nombre est un minimum, car les bibliographies de certaines personnes sont incomplètes en raison d'un manque d'informations ce qui laisse supposer que ce nombre peut

---

[451] https://aflcio.org/about/leadership/statements/albert-shanker
[452] Paul Buhle, *Taking Care of Business: Samuel Gompers, George Meany, Lane Kirkland, and the Tragedy of American Labor*, New York, Monthly Review Press, 1999, p. 204.
[453] Beth Sims, *Workers…*, *op. cit.* p21.

être supérieur. La proportion d'anciens militaires au conseil est donc presque similaire entre les deux décennies.

Notre dernière observation concerne les modes de sociabilisation, notamment noués au sein de l'université. Il y a en effet dans le conseil d'anciens membres de l'organisation honorifique universitaire Phi Beta Kappa Society. Créée en 1776, elle est à l'origine une organisation secrète qui se définit comme un lieu d'échange en toute liberté[454], elle a par la suite abandonné le secret et est devenue la plus prestigieuse organisation de ce type aux États-Unis. Elle a connu un certain renouveau au XIX siècle, a abandonné le secret et la gestion étudiante pour devenir « a faculty-directed honor society that accorded membership primarily on the basis of high academic achievement »[455]. Elle a accueilli beaucoup de personnalités, notamment politique, telle que Jimmy Carter, Bill Clinton, ou encore Condoleeza Rice : « Members include 17 U.S. Presidents, 41 Supreme Court Justices, and more than 140 Nobel Laureates »[456]. Cette organisation offre à ses membres la possibilité d'intégrer un véritable réseau. La présence au sein du conseil de la NED de personnes affiliées à la Phi Beta Kappa souligne un certain élitisme. Alors que la conception moniste de l'élite peut être définie « comme celle qui exerce un monopole sur le pouvoir démocratique à partir des positions institutionnelles occupées au sein de la structure d'État »[457], une autre vision, pluraliste, considère qu'il existe une pluralité d'élites qui peuvent avoir une influence sur la prise de décision politique[458]. Etant donné qu'elle créé un réseau restreint dans lequel font partie d'importantes personnalités de l'administration américaine, on peut considérer qu'elle participe à faire entrer ses membres au sein de l'élite américaine. Les personnalités suivantes ont été choisies par l'organisation : Carl Gershman (président de la NED depuis 1983), Sally Shelton Colby (au CA de 1985 à 1991, elle a été trésorière, puis vice chairman et secrétaire), Edmund Muskie (1987), Henry Kissinger (1985-

[454] https://www.pbk.org/History
[455] G. Kurt Piehler, « Phi Beta Kappa: The Invention of an Academic Tradition », *History of Education Quarterly*, Summer, 1988, Vol. 28, No. 2, p. 209
[456] https://www.pbk.org/About
[457] William Genieys, *Sociologie politique des élites,* Paris, Armand Colin, 2011, p. 9.
[458] *Ibid*.

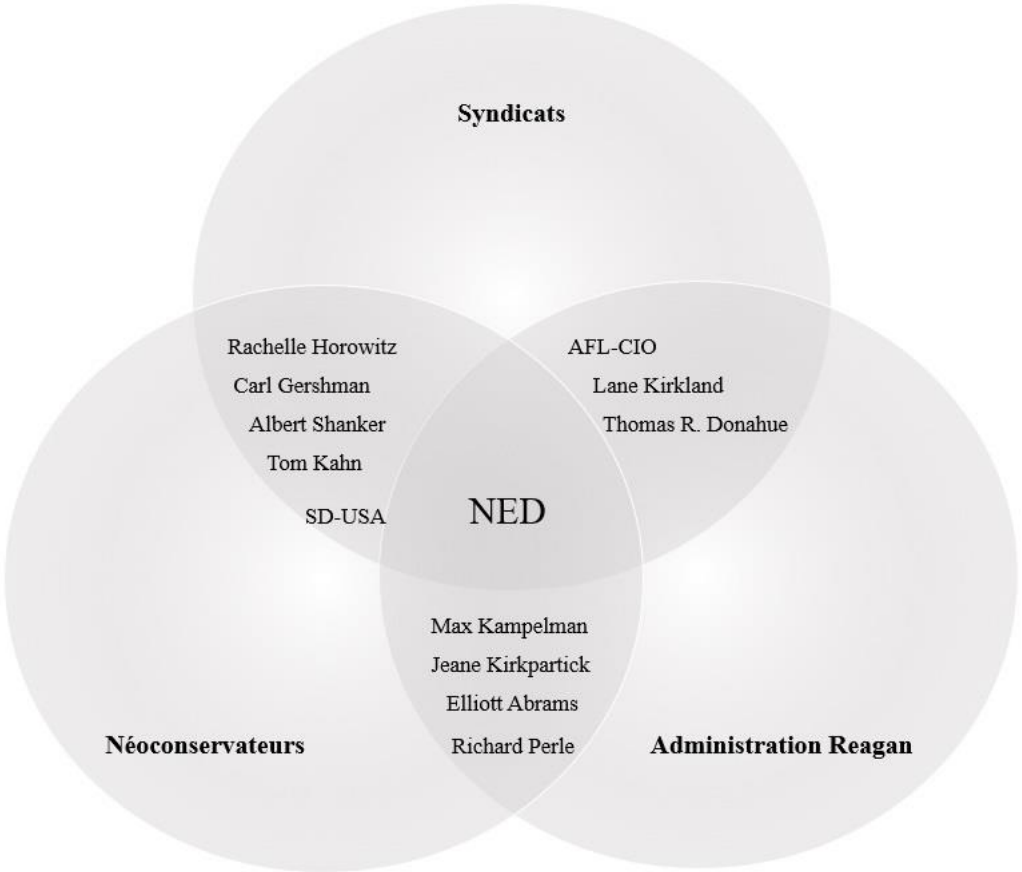
1988), Susan Kaufman Purcell (1990-1991, secrétaire 1992-1997), John Brademas (1992-1998, chairman à partir de 1993), Paula Dobriansky (1993-1994, vice chairman de 1995-1999), Bob Graham (1995-2002), et Robert Krieble (1993-1995). À l'exception de Edmund Muskie et de Robert Krieble, ce sont tous des membres qui ont effectué un long passage au conseil de la NED, avec souvent des postes importants. Cet élitisme est renforcé par le fait que de nombreux membres de la NED ont fait leurs études dans la prestigieuse université d'Harvard, Carl Gershman, John Richardson, Henry Kissinger, John Brademas, David Gergen, Paula Dobriansky, Morton I. Abramowitz, John Hurford, et beaucoup ont notamment fait des études de droit.

Ce dernier élément, l'appartenance à un réseau qui se noue dès l'université dans de prestigieux établissements, permet une nouvelle fois de faire un lien entre le gouvernement et la NED, car des hautes personnalités de ces deux secteurs se sont côtoyés dans cette organisation universitaire. Le réseau qu'elle fournit à ses membres est durable et dépasse largement le cadre de l'université.

La fondation est le résultat de son histoire mais également de ce que ses dirigeants en ont fait. Or, les membres de la NED sont issus de trois secteurs particulièrement importants en politique étrangère qui ont eu une influence sur son travail. Le premier est le mouvement néoconservateur, qui a encouragé l'idée de la promotion de la démocratie comme instrument de politique étrangère sous Reagan. Le président de la NED Carl Gershman a notamment un passé au sein du mouvement. Le deuxième est le milieu syndical, dont la défense de la démocratie a toujours été un objectif important. C'est un secteur également présent aux prémices de la NED notamment grâce à Lane Kirkland, membre du conseil de la fondation par la suite. Enfin, le dernier secteur est le gouvernement américain, présent indirectement par des membres ayant eu un passé au sein du pouvoir exécutif, avec notamment des postes importants en politique étrangère. La NED est à la croisée de ces influences, elle tente de répondre aux objectifs de ces différents secteurs dont elle dépend afin de se maintenir en activité. Carl

Gershman, notamment, est au cœur de ces trois secteurs : « As he soon discovered, heading the NED in Washington was much more of a coalition-building process than leading the SD-USA had been in New York »[459]. La NED est dans une position ou elle tente de satisfaire ces différents secteurs qui ont de grandes attentes la concernant et dont elle dépend. Le schéma en figure 4 (annexe 8) résume ces trois sphères d'influences.

Figure 4: L'influence tripartite à l'origine de la création de la NED



Source : Schéma réalisé grâce aux résultats de l'étude prosopographique

Ces trois branches ont un point commun caractéristique qui est leur anticommunisme. Cette prise de position ferme dans la Guerre Froide par des membres créateurs de la fondation peut avoir des conséquences sur ses activités. Pour tous, la NED constituait un élément de réponse à cette guerre idéologique. La fondation est donc à la fois dotée d'un rôle implicite plus ambitieux qu'il n'est officiellement prévu, mais par conséquent elle suscite aussi des attentes

[459] William F. King, *The origins of neoconservative …*, *op. cit*, p. 114.

démesurées par rapport à ses possibilités. C'est pourquoi elle doit sans cesse composer avec ces secteurs qu'elle ne veut pas décevoir.

Dans ces deux premiers chapitres, nous avons donc vu que la NED, depuis sa création subit l'influence indirecte du gouvernement américain, dans son processus de création, son statut et son fonctionnement, ainsi que par ses dirigeants. Mais il convient d'analyser une dernière caractéristique interne, qui montre encore une fois que la fondation est un instrument de politique étrangère de la période de Guerre Froide, il s'agit de l'aspect financier. En effet, au-delà des influences indirectes citées précédemment, son financement public peut avoir des conséquences concrètes en termes d'indépendance.

Chapitre III. Une stratégie de financement public comme moyen d'instrumentalisation au service de la politique étrangère de Guerre Froide

En tant que Quango, la NED est financée par le Congrès américain qui décide annuellement du montant qui lui sera attribué. Ces fonds publics dont elle bénéficie sont la caractéristique principale de ce statut spécial. En application du principe de transparence, ce montant est accessible par tous dans les rapports annuels de la NED ainsi que dans les législations du Congrès. Malgré tout, cet élément est également l'objet de suspicion et a alimenté des accusations concernant le rôle de la NED dans la politique étrangère américaine. C'est pourquoi il est donc important de se pencher sur cette caractéristique afin d'étudier le degré d'autonomie financière dont la fondation bénéficie. Tout d'abord, la manière dont est attribué ce financement, qui provient des caisses de l'État confirme notre hypothèse d'une influence gouvernementale. Les fonds transitent en effet par l'USIA, organisme pleinement engagé dans la lutte idéologique et renforce l'idée que la logique de la Guerre Froide est ancrée dans le projet de la NED dès le départ. Et malgré la volonté affichée d'une transparence financière, par de nombreuses mesures, les pouvoirs législatif et exécutif parviennent à faire entendre leurs voix. Cela sera l'objet de notre premier point. Ensuite, il conviendra d'analyser l'utilisation de ce financement, notamment en termes de répartition entre les instituts, ce qui constitue notre deuxième point. Cela nous permettra de montrer les conséquences des influences analysées précédemment, notamment le rôle des syndicats.

1. Le fonctionnement financier de la NED, entre influence indirecte et intervention directe

L'analyse des rapports annuels de la fondation, notamment du point de vue financier, est un élément important de la compréhension du fonctionnement de cette dernière. Le Congrès, qui détient le pouvoir dans ce domaine, a choisi l'United States Information Agency en tant qu'organisme de transit pour les fonds de la NED. Il est important de s'attarder un moment sur cette agence qui fut un instrument de la guerre idéologique afin de montrer les conséquences en termes d'influence de ce choix. Dans un second temps, nous verrons que malgré la volonté de transparence qui est à l'origine de ce statut, l'aspect financier est souvent l'expression de l'influence gouvernementale. Celle-ci s'est parfois traduite directement par une intervention de l'USAID dans le travail de la NED.

III.1.a) Un financement via l'USIA : la *public diplomacy* selon Reagan

La promotion de la démocratie est un thème cher aux États-Unis, et plusieurs organismes sont chargés à divers degré de participer à cet objectif. Thomas Carothers a analysé ces différents organismes pour l'année 1998, par ordre d'importance on trouve tout d'abord l'USAID, l'USIA, le département de la justice, la NED[460], le département de la Défense, le département d'État, l'Eurasia Foundation et l'Asia Foundation[461]. Ils agissent sur des aspects différents de la promotion de la démocratie et ont des priorités régionales et thématiques qui peuvent différer.

Il y a plusieurs raisons qui expliquent le choix de l'USIA comme organisme financeur

[460] L'auteur la comptabilise séparément du budget de l'USIA bien que ce soit une partie du budget de l'USIA qui est dédié à la NED.
[461] Thomas Carothers, *Aiding democracy… op. cit*. p. 54.

de la NED. Selon Thomas Carothers, les bonnes relations entre Ronald Reagan et le président de l'USIA, Charles Wick, sont une première explication[462]. La seconde tient au fait que l'initiative consiste à promouvoir l'idée de la démocratie et non un développement à long-terme pour lequel l'USAID aurait été plus appropriée : « USIA was seen as the logical center for an idea-oriented democracy initiative »[463]. Le Democracy Project s'inscrivant dans une guerre idéologique, une guerre des idées, le choix de l'USIA semblait plus cohérent. La manière dont la NED est financée nous renseigne donc sur sa nature, sur son objectif et révèle qu'elle s'inscrit dans une stratégie de grande envergure du président Reagan contre le communisme.

Le financement de la NED est voté chaque année par le Congrès américain et transite donc par l'USIA. Selon l'United States Information Agency Authorization Act, pour les années fiscales 1984 et 1985 : « Of the amounts appropriated for the United States Information Agency for each of the fiscal years 1984 and 1985**,** not less than $31,300,000 shall be available only for a grant, in accordance with title V of this Act, to the National Endowment for Democracy for use in carrying out its purposes »[464]. Chaque année donc, une partie du budget alloué à l'USIA est consacrée à la NED. Toutefois, l'agence ne peut réduire ou augmenter ce budget, il est décidé par le Congrès et elle n'a aucun droit de modification, même dans le cas où elle serait contrainte à une réduction de budget[465].

Avant la création de l'USIA en 1953, il existait déjà un Committee on Public Information pendant la Première Guerre mondiale. Ensuite, Roosevelt avait mis en place en 1942 un Office of War Information avec sa branche internationale, l'U.S. Information Service[466]. Au sein de cet OWI a été créée Voice of America, le plus grand radiodiffuseur international américain qui

---

[462] Thomas Carothers*, In the name of democracy U.S. policy toward Latin America in the Reagan years*, Berkeley, University of California Press, 1991, p. 201.
[463] *Ibid*.
[464] Legislative History of the Department of State, U.S. Information Agency, Board for International Broadcasting, Inter-American Foundation, Appropriation Authorizations Department of State Authorization Act, FY 1984-1985 (97 Stat. 1017), P.L. 98-164. Washington, D.C., Van Ness Feldman. HeinOnline, Title II Sec. 205.
[465] https://www.govinfo.gov/content/pkg/GAOREPORTS-NSIAD-96-179/html/GAOREPORTS-NSIAD-96-179.htm
[466] The United States Information Agency, A commemoration, p. 9.

diffusait dans 27 langues à sa création[467]. L'USIA a finalement été supprimée en octobre 1998 et ses fonctions ont été confiées à un Under Secretary of Public Diplomacy au sein du Département d'État[468]. Pendant la Guerre Froide, l'USIA joua un rôle important de promotion des valeurs américaines par les échanges culturels et les médias. Elle fut un acteur majeur de la lutte idéologique qui se joue à cette période. Selon le site de l'USIA de l'époque, elle était : « charged with the conduct of public diplomacy in support of U.S. foreign policy »[469]. Dans cet objectif, son rôle était le suivant: « The mission of USIA is to understand, inform, and influence foreign publics in promotion of the national interest, and to broaden the dialogue between Americans and U.S. institutions, and their counterparts abroad »[470]. Elle est donc chargée de mener la *public diplomacy*[471] américaine. L'apparition de ce terme date de 1965 et est attribuée à Edmund Gullion, ancien diplomate américain, bien que dans les faits, cela n'a pas pu être réellement prouvé[472]. Cette pratique est à l'origine surtout anglo-saxonne[473], elle est utilisée lors de périodes particulières caractérisées par un « dire need »[474], telle que la Révolution Américaine, la Guerre Civile ou encore les Guerres mondiales. Il y a énormément de définitions différentes proposées pour ce terme, mais il est toutefois considéré qu'elle regroupe les activités suivantes : les échanges éducatifs et culturels, l'information, la radio et la télédiffusion, la recherche et l'analyse[475]. En voici la définition de Pierre Pahlavi :

---

[467] *Ibid*.
[468] 105th Congress of the United States of America. H.R. 1757: Foreign Affairs Reform and Restructuring Act of 1998. 27 Janvier 1998, Sections 311-314.
[469] https://web.archive.org/web/20100620014335/http://dosfan.lib.uic.edu/usia/usiahome/oldoview.htm#history
[470] *Ibid*.
[471] Le terme sera conservé en anglais dans ce travail de recherche, adoptant l'argumentaire de Raphaël Ricaud selon laquelle la traduction française ne revêt pas la même signification. Raphaël Ricaud, *La Public Diplomacy… op. cit,* p. 36.
[472] Raphaël Ricaud, *La Public diplomacy des Etats-Unis : Theories, pratiques, effets (1948-2008),* 2012, thèse sous la direction de Pierre Guerlain, Université Paris Ouest Nanterre La Defense, p. 148.
[473] Christian Lequesne. « La diplomatie publique : un objet nouveau ? » *Mondes*, nº 11, 2003, p. 9.
[474] Nicholas J. Cull and Juliana Geran Pilon. Chapitre 8: The crisis in U.S. public diplomacy: the demise of the U.S. information agency. In *Case Studies Working Group Report*, Edited by Richard Weitz, Strategic Studies Institute, US Army War College, 2012, pp. 543–642.
[475] Marteau Véronique, « La diplomatie culturelle américaine : l'exportation de l'image du gouvernement », *Quaderni*, n°50-51, Printemps 2003. Images de l'Amérique du Nord vues par elle-même ou vues par les autres p. 176.

> « Mais, par essence, la diplomatie publique est, surtout, l'effort d'un gouvernement cherchant à influencer l'opinion publique dans un État étranger en faveur de son propre intérêt. (…) L'hypothèse sous-jacente est qu'il est possible, par l'intermédiaire des populations étrangères, d'atteindre des objectifs stratégiques de politique étrangère comprenant des intérêts sécuritaires et économiques, au lieu de se limiter à ne convaincre que leurs seuls gouvernements »[476].

Nous choisissons cette définition car cet auteur fait le lien avec les considérations sécuritaires, accordant à la *public diplomacy* un rôle en matière de sécurité nationale, qui ressemble à la conception de Reagan[477]. Il s'agit donc d'une manière de mener la politique étrangère en agissant sur des populations étrangères, et plus particulièrement sur la perception qu'ont ces populations de notre État et de notre politique. Elle est un élément fondamental de la politique de Guerre Froide. Le rapport de la United States Advisory Commission on Public Diplomacy de 1983 relève l'importance des mots utilisés par les leaders et leurs impacts[478].

L'USIA est créée pendant la Guerre Froide, dans un contexte de lutte idéologique contre l'ennemi communiste, afin d'organiser la *public diplomacy* américaine. Dans les années 1980, il y a un intérêt croissant pour ce thème[479] ce qui explique l'augmentation du budget de l'agence qui passe de 458 millions de dollars en 1981 à 1 milliard en 1991[480]. La présence de Charles Wick à la présidence de l'USIA a permis de rapprocher cette dernière de la « communauté de la politique étrangère »[481], le but étant de participer à sa formulation. Cet homme d'affaire sans expérience de la politique étrangère, était un ami de longue date du président Reagan, qu'il aida

---

[476] Pierre Pahlavi. « Chapitre 24. La diplomatie publique », Thierry Balzacq éd., *Traité de relations internationales*, Presses de Sciences Po, 2013, p. 553.
[477] Voir définition de Reagan dans NDSS 77 de 1983 citée en introduction.
[478] 1983 Report of the United States Advisory Commission on Public Diplomacy, p. 12.
[479] *Ibid*, p. 4.
[480] Report to the Chairman, Committee on the Budget, House of Representatives, 23 Septembre 1996, U.S. Information Agency – Options For Addressing Possible Budget Reductions, GAO/NSIAD-96-179
[481] 1983 Report of the United States Advisory Commission on Public Diplomacy, p. 13.

dans sa campagne[482]. C'est un personnage controversé qui a soulevé quelques scandales en finançant par le biais de l'USIA des organismes conservateurs privés[483]. Ce processus d'intégration de l'agence au sein de la politique étrangère avait déjà commencé lors de la restructuration de l'USIA par Carter, qui la renommera US international Communication Agency jusqu'à ce que Reagan réhabilite par la suite son ancien nom en 1982. Le Reorganization plan 2 mis en place par le president Carter en 1977 prévoyait la clause suivante : « The Agency shall be headed by a Director (the "Director"), who shall serve as the principal advisor to the President, the National Security Council, and the Secretary of State on the functions vested in the Director »[484]. Cela confère à l'USIA un rôle nouveau dans la politique étrangère américaine, en faisant de son directeur un conseiller qui pouvait siéger au Conseil de sécurité nationale, place réservée à quelques privilégiés. Or, comme l'explique Charles-Philippe David, « Alors que le NSC devait formellement être limité à son rôle de comité de coordination, il s'est, en réalité, métamorphosé en organisation présidentielle de planification et de mise en œuvre de la politique étrangère »[485]. L'importance croissante du NSC et du Conseiller à a sécurité nationale, qui a tendance à supplanter le secrétaire d'État en matière de politique étrangère depuis les années 1960 déjà[486], combiné au rôle de Charles Wick et au style « décisionnel désengagé »[487] de Reagan qui a tendance à déléguer à ses conseillers, font de cette structure un élément central de la formulation de la politique étrangère de cette période. La présence du directeur de l'USIA au sein du NSC lui confère un rôle de premier plan dans ce domaine. Par ailleurs, comme l'expliquait Eisenhower en 1953, « The Director of the United States Information Agency shall report to and receive instructions from me through the

---

[482] Maud Quessard, *Stratégies d'influence et guerres de l'information : Propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la Guerre Froide*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019. Web. <http://books.openedition.org/pur/140403>. p. 107-124.
[483] *Ibid*.
[484] Reorganization Plan No 2, 1977, 91 STAT 1636, International Communication Agency, Section 2.
[485] Charles-Philippe David, *La politique étrangère des Etats-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2015, p. 358.
[486] *Ibid*, p. 366.
[487] *Ibid*, p. 401.

National Security Council or as I may otherwise direct »[488]. L'USIA est donc sous l'autorité directe soit du Conseil de Sécurité Nationale, soit du Président.

Selon Raphaël Ricaud, il existe un lien entre la *public diplomacy* et les affaires publiques. Il analyse les organigrammes du gouvernement ainsi que le profil des acteurs de la *public diplomacy* américaine et certains directeurs de l'USIA, notamment leur passé professionnel afin de montrer que certains liens existent et ont toujours existé entre les deux domaines[489].

Le rôle de Reagan est souvent souligné comme crucial dans ce domaine, connu sous le surnom de « the Great Communicator »[490], il était bien placé pour connaître l'importance des mots et des idées en politique. Carnes Lord qualifie sa présidence de « golden age of the Cold War american public diplomacy, the years 1981-86 »[491]. Selon ce dernier, qui a été chargé de la *public diplomacy* au sein du NSC de 1981 à 1983, ce domaine recouvre trois activités : la diffusion internationale, les programmes éducatifs et culturels et les activités politiques, qui comprennent les activités de la CIA, et qui sont selon lui maintenant dirigées par la NED[492]. En 1982, dans la NSDD 45, il affirma que la diffusion internationale constituait un instrument de sécurité nationale[493] puis en 1984, dans la NSDD 130, il déclara :

> « International Information is an integral and vital part of US national security policy and strategy in the broad sense.(…) [public diplomacy] is a key strategic instrument for shaping fundamental political and ideological trends around the globe on a long-term basis and ultimately affecting the behavior of governments »[494]. Il ajoute plus loin : « Our information programs should be understood to be a strategic instrument

---

[488] Dwight D. Eisenhower, « Memorandum by the president regarding the reorganization of the executive branch for the conduct of foreign affairs », June 1, 1953. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/memorandum-the-organization-the-executive-branch-for-the-conduct-foreign-affairs
[489] Raphaël Ricaud, *La Public Diplomacy… op. cit,* p. 252.
[490] https://www.reaganfoundation.org/education/virtual-learning-hub/the-great-communicator/
[491] Carnes Lord, « The past and future of public diplomacy », *Orbis 42*, 1998, p. 49.
[492] *Ibid*, p. 51.
[493] Carnes Lord, « The past… *op. cit*. p. 46.
[494] NSDD-130 « U.S. International Information Policy », 6 mars 1984, p. 1. https://fas.org/irp/offdocs/nsdd/nsdd-130.htm

of US national policy, not a tactical instrument of US diplomacy »[495].

La *public diplomacy* est alors élevée au rang d'instrument de défense de la sécurité nationale sous Ronald Reagan. En effet, dans la pratique, lors de la crise des euromissiles, la *public diplomacy* américaine a permis de faire échouer la stratégie des soviétiques visant à faire pression sur l'OTAN pour retirer le déploiement américain des INF (Intermediate-range Nuclear Forces), prouvant son importance en matière de sécurité nationale[496].

Selon William J. Weissman, l'USIA est censée être protégée de la politisation grâce au rôle du Congrès, mais dans les faits, certaines activités sont politisées, d'autres non et il est difficile de faire la différence :

> « The result is that many cultural programs often become politicized, presenting a partisan rather than a heterogeneous picture of American society to the world. Disagreement in and around USIA initially centered upon whether the agency should play a detached informational role or a voice-of-the-government policy advocacy role »[497].

Les programmes de l'USIA ont souvent été utilisés par les administrations américaines pour obtenir un soutien à leurs politiques[498]. Le président Carter, qui rejetait ce principe, n'a pas réussi à dépolitiser l'USIA, au lieu de cela : « the Carter administration concocted an agency where political influence was to be unthinkable »[499]. Puis, Reagan a adopté une posture différente, utilisant l'USIA à des fins politiques avec la justification suivante : « American taxpayers should not have to finance cultural relations that do not advance the national interest »[500]. Reagan replace les intérêts nationaux au cœur de toute politique culturelle, et

---

[495] *Ibid*.
[496] Carnes Lord, « The past… *op. cit.* p. 63.
[497] William J. Weissman, « Should U.S. cultural relations be a tool of "public diplomacy? », *International Studies Notes*, Vol. 17, No. 3, Fall 1992, p. 1.
[498] *Ibid*.
[499] *Ibid*, p. 2.
[500] *Ibid*.

particulièrement au cœur du travail de l'USIA. L'agence devient un instrument de la politique du président : « USIA had been a key part of the Reagan era's ideological barrage Soviet »[501].

Nicolas Cull note également que pendant son mandat, la *public diplomacy* reprend une place importante: « The Reagan years saw both an increased expenditure on public diplomacy and a widening use of the term in congressional hearings, scholarship, journalism, and among practitioners »[502]. Elle avait en effet été mise au second plan par Nixon et Kissinger, puis Carter, avec sa politique des droits de l'homme, avait maladroitement essayé de la réutiliser, sans succès[503].

Le président Reagan considérait la *public diplomacy* comme un réel instrument de la Guerre Froide, particulièrement contre l'ennemi communiste comme le montre le *Project Truth* qui émerge dans une directive présidentielle du 9 septembre 1981. Cette dernière fait suite à une réunion du 17 août précédent avec Charles Z. Wick lors de laquelle ce dernier propose « the establishment of a committee on information policy coordination to arm the United States for effective battle in the war for men's minds to which this administration is committed »[504]. Le president, qui approuve le projet décide que l'« USICA[505] should take the lead in the interdepartmental process, with cooperation of all participating agencies »[506]. Concrètement, le projet se résume ainsi :

> « National security date developed by the departments of State and Defense, the NSC and CIA could hence be coordinated, declassified (as practical) and disseminated worldwide through the existing USICA apparatus, in the context of a coherent public affairs program »[507].

---

[501] Nicholas J. Cull, « Speeding the Strange Death of American Public Diplomacy: The George H. W. Bush Administration and the U.S. Information Agency », Diplomatic History, Vol. 34, No. 1, January 2010, pp. 47-69
[502] Nicholas J. Cull, « Public Diplomacy Before Gullion… *op. cit*. p. 21
[503] *Ibid*, p. 53.
[504] Report on Project Truth, USICA, Progress Report, 20 July 1982, p. 1.
[505] United States Internationale Communications Agency, nom donné à l'USIA par Carter lors de sa réorganisation de l'agence en 1977, Reagan rétablira le nom USIA quelques années plus tard.
[506] Report on Project… *op. cit.*
[507] *Ibid*.

Cette initiative prévoit de contrer la propagande soviétique en utilisant tous les canaux à sa disposition. Ainsi, l'USICA a mis en place sous le nom de « Fall Initiative », une analyse de la force stratégique nucléaire des États-Unis et de l'URSS. Ce travail comparatif est dans la continuité du travail d'Albert Wohlstetter[508], néoconservateur inspirateur de la stratégie militaire américaine[509], le but étant d'informer sur les efforts américains pour limiter la course aux armements, sur leur engagement pour la paix, et prouver que la stratégie américaine se fonde sur une réelle menace soviétique, non surestimée[510]. Ce très vaste projet est également à l'origine des initiatives suivantes : le *Soviet Propaganda Alert*, un mensuel sur les techniques de propagande de l'URSS, le *Countering Soviet Mis-statement* et le *Soviet Distortions and Fabrications*, pour proposer une réponse à la désinformation soviétique, le *Dateline America*, journal illustré bimensuel sur l'Amérique, un programme de télévision par satellite, le *Speakers and Briefing Teams*, un *Foreign Press Center*, la production de films et vidéos, le *Wireless File*, mais aussi des *Special publications*, Magazines, Voice of America, Expositions, *Special Guidance* (conseils aux dirigeants). Il est un réel instrument de la guerre idéologique : « Project Truth has forged a truly effective government-wide weapon for the war of ideas »[511].

Il est intéressant de noter l'imbrication des différents organismes qui œuvrent dans le domaine de la sécurité nationale, NSC, CIA, département d'État au sein d'un projet dont l'USICA/USIA est à la tête car cette coordination des agences est la nouveauté que cette initiative entend proposer. Comme le fait remarquer Carnes Lord, qui est membre du projet, « Truth Project also provided the organizational vehicle for offensive public diplomacy against the Soviet Empire ». C'est donc l'adjectif qui définit la *public diplomacy* sous Reagan, offensive, et avec comme objectif la lutte contre l'URSS. Elle se présente également en opposition à ce qui est appelé « la propagande et la désinformation soviétique »[512], le but étant

---

[508] Albert Wohlstetter, « Is There a Strategic Arms Race? », *Foreign Policy*, no. 15, 1974, pp. 3–20.
[509] Bruno Tertrais, « Que reste-t-il du « néoconservatisme »? », Critique internationale, vol. no 25, no. 4, 2004, p. 10.
[510] Report on Project… *op. cit*.
[511] *Ibid*.
[512] 1983 Report of the United States Advisory Commission on Public Diplomacy, p. 11.

de rétablir la vérité. Cela lui a valu le nom de « propagande véridique »[513]. Or, on retrouve dans le project Truth la vision manichéenne du président. En effet, le programme central, the Fall Initiative, poursuit l'objectif suivant : « showing the U.S. to be the "peace party", with its defensive and deterrent-oriented military strategy ; and the Soviet Union the party threatening world peace, with its offensive doctrine and deployment »[514].

Cette volonté de Reagan d'utiliser la *public diplomacy* dans l'accomplissement d'objectifs de sécurité nationale est réaffirmée ensuite dans la directive 77 du NSC de 1983. Il souhaite renforcer son rôle et la place au cœur du processus décisionnel de la politique étrangère[515]. C'est de cette directive que va émerger la NED et qui prévoit la mise en place d'un *Special Planning Group* sous la direction de l'Assistant du Président du NSC et sera composé du secrétaire d'État, du secrétaire à la Défense, du Directeur de l'USIA, du directeur de l'USAID, de l'Assistant du Président pour la communication, ainsi que d'autre membre de la Maison Blanche :

> « This group will be responsible for planning, coordinating and implementing international political activities in support of United States policies and interests relative to national security. Included among such activities and aid, training and organizational support for foreign governments and private groups to encourage the growth of democratic political institutions and practices. […] Furthermore, this committee will initiate plans, programs and strategies designed to counter totalitarian ideologies and aggressive political action moves undertaken by the Soviet Union or Soviet surrogate »[516].

Selon Raphaël Ricaud, l'organisation de ce groupe est encore un élément qui montre

---

[513] Vanessa Leclercq, « La Public Diplomacy : de John F. Kennedy à Tony Blair », *Revue LISA/LISA e-journal*, Vol. IV - n°3 | 2006, 226-238.
[514] Report on Project… *op. cit*. p. 3.
[515] Maud Quessard, *Stratégies d'influence… op. cit.,* p. 107-124.
[516] NSDD-77, « Management of Public Diplomacy Relative to National Security », 14 janvier 1983, p. 2. https://fas.org/irp/offdocs/nsdd/nsdd-077.htm

que « l'étanchéité entre les frontières de l'agence d'information et du ministère de la défense n'est pas respectée »[517]. La directive assure une consultation entre le NSC et le SPG, allant même jusqu'à un soutien du NSC au SPG[518]. Ce groupe aura donc la charge de mener la *public diplomacy* et sera dans cet objectif à la tête de quatre autres comités. Les quatre comités sont les suivants : le Public Affairs Committee (chargé de gérer les affaires publiques en termes de sécurité nationale), l'International Information Committee (responsable de la planification et de la mise en place des activités d'information internationales), l'International Broacasting Committee (chargé des activités de diffusion internationale). Le dernier comité est l'International Political Committee, sous la présidence d'un haut représentant du département d'État et la vice-présidence d'un haut représentant de l'USIA, qui se voit confier les activités internationales en lien avec la sécurité nationale. Ce comité regroupe deux activités, la première est le soutien aux forces démocratiques dans le monde grâce à la collaboration des différents secteurs de la société, et la seconde consiste à contrer les idéologies totalitaires et les « aggressive political action moves undertaken by the Soviet Union or Soviet surrogates »[519]. La promotion de la démocratie et la lutte contre l'URSS sont alors mises au même niveau, exécutées par la même entité. C'est de la réflexion de ce groupe que va naître le projet de la NED.

L'USIA est donc un organisme controversé, élément de *public diplomacy* qui joue un rôle de défense de la politique étrangère américaine. La NED, qui est créée en tant que composante de cette agence, partage cette mission. En étant financée par l'USIA, elle n'est pas totalement étrangère à ces considérations, mais surtout, elle émerge d'une volonté de mettre une *public diplomacy* de Guerre Froide performante. Comme nous l'avons vu, deux membres du Project Truth, Fred C. Ikle et David Gergen, ont intégré la NED dans les années 1990. David Gergen a été membre du conseil consultatif de l'International Communications Agency (ICA).

---

[517] Raphaël Ricaud, *La Public Diplomacy… op. cit,* p. 216.
[518] Management of Public Diplomacy … *op. cit*. p. 1.
[519] *Ibid*., p. 2.

Au côté de Allen Weinstein (directeur du *Washington Quarterly*), Charles Wick (directeur de l'ICA) et Norman Podhoretz (éditeur de *Commentary*), il a proposé de dénoncer publiquement les violations des droits de l'Homme en Pologne[520]. Il convient de noter également que certains membres de la NED sont donc issus professionnellement du domaine de la *public diplomacy*. Penn Kemble, ancien néoconservateur, membre du SD-USA, proche de Carl Gerhsman et de Joshua Muravchik, membre du NDI, a été directeur de l'USIA sous Clinton. De même, Ben J. Wattenberg, membre du *Democracy Program*, un des fondateurs de la NED, fut vice-président du Board for International Broadcasting au sein de l'agence et John Richardson fut directeur de Radio Free Europe de 1961 à 1968. Barbara Haig, membre de la NED au côté de Carl Gershman depuis 1985, fut assistante spéciale du directeur des programmes de l'USIA.

La promotion de la démocratie est une partie intégrante de cette réflexion américaine, la fondation fait partie d'un ensemble, d'une stratégie de *public diplomacy* complète du président Reagan. Toutes les initiatives lancées à cette époque par le président sont empreintes d'un fort sentiment anti-communiste et de la nécessité d'une réponse offensive face à l'URSS. Aux vues de ces éléments, la NED peut inspirer méfiance et apriori. Pourtant, parmi toutes ces initiatives, la fondation était celle qui devait rétablir l'équilibre. En effet, la présidence Reagan se caractérise par une double stratégie, qui se veut à la fois ouverte et transparente, mais sans parvenir à cesser les activités secrètes rendues nécessaires par la guerre. La NED était l'incarnation de cette volonté de transparence, car bien que le financement provienne du Congrès, il allait de pair avec un système de contrôle censé garantir son impartialité.

[520] Gregory F. Domber, *Empowering revolution, America, Poland, and the end of the Cold War*, Chapel Hill, University of North California Press, 2014, p. 59.

III.1.b) Une volonté de transparence financière qui ne suffit pas à empêcher une influence indirecte

La *public diplomacy* a toujours existé à divers degrés, mais a subi une évolution dans les années 80 qui tient à la manière dont elle est mise en œuvre. En effet, elle est de plus en plus déléguée à de nouveaux acteurs et notamment des agences indépendantes[521].

Seong-Hun Yun and Elizabeth L. Toth distinguent deux visions de la *public diplomacy*, l'une réaliste et l'autre idéaliste[522]. La priorité de la première est la sécurité nationale et considère l'État comme principal exécuteur de cette stratégie dont le but est d'influencer les gouvernements étrangers par le biais de leur population. C'est elle qui a prévalu pendant la Guerre Froide. En déclin sous Carter, le président Reagan l'a réhabilitée comme nous l'avons vu. D'un autre côté, la *public diplomacy* idéaliste réduit l'importance de l'acteur étatique et de l'enjeu sécuritaire, bien que le but demeure l'intérêt national. Selon cette tendance, du milieu des années 1980, les ONG occupent une place croissante dans la mise en œuvre de la *public diplomacy*. La NED est à la croisée de ces deux tendances. Elle est créée sous Reagan qui préconise une *public diplomacy* réaliste, avec une ferme défense de la sécurité nationale, et le début d'une prise de conscience que les ONG peuvent être un bon moyen d'arriver à cet objectif. En effet, de cette manière elle est plus facilement acceptée à l'étranger si elle est menée par des organisations non gouvernementales car cela va permettre d'abaisser la méfiance que peut ressentir les populations étrangères face à un organisme officiel. Ce processus s'est déroulé pour les émissions de radios lors de la Seconde Guerre mondiale. En effet, le public étranger écoutait Voice of America car ses concurrents étaient rares, puis l'augmentation de l'offre de moyen d'information l'a poussé à choisir des canaux non officiels[523]. Le même principe

---

[521] Christian Lequesne. « La diplomatie publique … *op. cit*. p. 11.
[522] Elizabeth L. Toth, Seong-Hun Yun, « Future Sociological Public Diplomacy and the Role of Public Relations: Evolution of Public Diplomacy », *American Behavioral Scientist*, volume 53, numéro 4, 2009, p. 493-503.
[523] Raphaël Ricaud, *La Public diplomacy des Etats-Unis : Theories, pratiques, effets (1948-2008),* 2012, thèse sous la direction de Pierre Guerlain, Université Paris Ouest Nanterre La Defense, p. 457.

s'applique aux autres types d'organisations en charge de la *public diplomacy*. Les organisations officielles telles que l'USIA doivent être complétées par d'autres canaux de diffusion qui sont moins considérés comme les porte-paroles de l'État. La NED s'inscrit donc dans cette pensée, c'est une quasi no-gouvernmental organization qui participe, avec d'autres organismes étatiques à l'établissement d'une *public diplomacy* complète et cohérente. La réflexion sur le rôle des ONG dans ce domaine a relancé la question de la définition du terme de *public diplomacy*, qui se fondait sur son acteur principal, l'État[524]. Toutefois, cette réflexion est récente et date du début des années 2000, la NED est donc en avance. Cependant, elle n'est pas non plus une ONG, car en tant que Quango, l'acteur étatique fait encore partie du tableau. Elle demeure liée au gouvernement, si ce n'est que financièrement, tout en affirmant son indépendance. Elle représente une transition avant l'intégration d'autres acteurs véritablement non étatiques dans le domaine de la *public diplomacy*. C'est un moyen pour l'État de déléguer, à une période où l'interventionnisme du gouvernement dans ce domaine peut appeler à la méfiance. Le but de cette nouvelle diplomatie publique est donc de rompre avec le secret qui caractérise la diplomatie traditionnelle, plus encore, elle veut se désassocier de ce terme diplomatie qui est historiquement l'apanage de l'État.

Certes, il est important de rappeler que la NED n'est qu'une petite partie de ce vaste projet du président Reagan. En effet, en 1991 le budget total de l'USIA était de 1 017 767 dollars, parmi lesquels 205 232 dollars sont dédiés au Bureau of Educational and Cultural Affairs, 325 729 dollars pour le Bureau of Broadcasting. La NED reçoit pour sa part 25 000 dollars cette année-là et 30 000 étaient prévus pour 1992[525], cela ne représente donc seulement 2% du budget total de l'USIA.

Nous l'avons vu, la NED est un élément de la *public diplomacy* américaine. Selon

---

[524] Geun Lee, Kadir Ayhan, « Why Do We Need Non-state Actors in Public Diplomacy?: Theoretical Discussion of Relational, Networked and Collaborative Public Diplomacy », *Journal of International and Area Studies*, June 2015, Vol. 22, No. 1, June 2015, p. 59.

[525] Legislative History of the Foreign Relations Authorizations Act, Fiscal Years 1992 & 1993 P.L. 102-138. Washington, Arnold and Porter, p. 8.

Nicholas Cull:

> « The reason that the term "public diplomacy" took off in 1965 was that there was a real need for such a concept in Washington DC. A dozen years into its life, the United States Information Agency needed alternative to the anodyne term information or malignant term propaganda: a fresh turn of phrase upon which it could build new and benign meanings »[526].

Il est donc apparu en opposition à la propagande avec une signification plus positive en réponse à une volonté publique.

L'apparition de la NED rejoint cette pensée, en effet, nous avons vu qu'elle a été créée dans un contexte de scandales suite à la révélation de certaines activités de la CIA et d'une volonté croissante de mettre fin au secret en politique étrangère. Cette perspective a été rendu obligatoire étant donné la perte de confiance de la population envers l'administration américaine, et qui s'est donc concrétisé par la création de cet organisme au statut spécial : une Quango, à la fois publique et privée. Elle est publique car elle est financée par le Congrès américain, mais elle possède le fonctionnement interne d'une organisation privée. En tant que telle, elle est contrainte de réaliser un rapport annuel détaillant ces activités au cours de l'année passée, qui sera remis au Président puis au Congrès. Il devra comprendre « a comprehensive and detailed report of the Endowment's operations, activities, financial condition, and accomplishments under this title and may include such recommendations as the Endowment deems appropriate »[527].

Le choix d'une Quango pour assurer des missions de promotion de la démocratie à l'étranger est l'illustration de la volonté du président Reagan d'appliquer le principe de transparence en politique étrangère. Certes, le Congrès finance, mais toute personne peut

---

[526] Nicholas J. Cull., « Public Diplomacy Before Gullion: The Evolution of a Phrase », in Routledge *Handbook of Public Diplomacy*, Snow, Nancy & Phillip M. Taylor (éditeurs scientifiques), New York, Routledge, 2008, p. 21.
[527] H.R. 29-15, PUBLIC LAW 98-164—NOV. 22, 1983, 97 STAT. 1039, Title v-National Endowment for Democracy SEC. 504(h)

vérifier s'il le souhaite la bonne utilisation de ces fonds publics. Les rapports annuels sont actuellement disponibles sur le site internet de la NED à partir de l'année 2005, il y a quelques années la totalité de leurs rapports annuels, à partir de 1984 étaient téléchargeables[528]. Chaque citoyen américain, et étranger, peut donc consulter ces rapports et être au courant du travail de la fondation. De surcroît, la NED recevant son financement de l'USIA, il a été décidé par une loi de 1985 qu'elle serait elle aussi soumise au Freedom of Information Act (FOIA)[529]. Ce dispositif permet à toute personne d'avoir accès à toute information concernant les agences fédérales par une simple demande. La NED, qui est pourtant une organisation privée, est malgré tout soumise à cette loi, le but étant d'assurer une transparence totale. Certains partisans du projet de la NED s'inquiétaient du fait que cela puisse nuire à leur travail sur le terrain. Tom Harvey, avocat général de l'USIA, proposa en 1986 d'utiliser la partie de fonds privés que reçoit la NED pour les projets « sensibles » afin d'éviter qu'ils ne tombent sous le coup de cette loi et ne soient consultables par tous, et utiliser les fonds fédéraux pour les autres projets[530]. Cela montre qu'il existait une certaine réticence à cette transparence totale. La NED est en effet principalement financée par le Congrès mais reçoit également dans une moindre mesure des contributions privés. Le tableau 4 reprend le montant de ces contributions.

Tableau 4: Montant des contributions privées entre 1985 et 1991

Année	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Contributions ($)	1 076	3 600	99 050	31 800	164 703	232 246	210 824
% du budget total	0,005%	0,01%	0,65%	0,15%	0,78%	0,59%	0,73%

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1985-1991.

[528] De leur côté, les rapports annuels des années 1980 et 1990 des quatre instituts ne sont pas disponibles sur leurs sites.
[529] H.R. 20-68, Foreign Relations Authorization Act, Fiscal Years 1986-1987 – AUG. 16, 1985, Title II: United States Information Agency
[530] Oversight of the National Endowment for Democracy: hearings before the Subcommittee on International Operations of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, Ninety-ninth Congress, second session, May 14 and 20, June 11, 1986, p. 55.

Les rapports annuels ne précisent pas l'origine de ces contributions privées qui demeurent très minoritaires bien qu'elles aient considérablement augmenté entre 1985 et 1991 (multipliées par 195).

La loi H.R. 20-68, qui prévoit l'application de la FOIA à la NED, ajoute également la mention suivante : « Authorizes the USIA to audit the Endowment »[531]. L'agence, qui est censé n'être qu'un organisme de transit pour les fonds de la NED, a donc également un droit de contrôle des activités de la NED. Mais ce n'est pas le seul contrôle auquel elle est soumise.

Les pouvoirs exécutif et judiciaire sont contraints de surveiller les activités des quangos car ils sont responsables des fonds publics auprès des citoyens. Alan Pifer explique que cette responsabilité augmente selon la proportion de fonds publics dans le budget total d'une organisation[532]. Or cette proportion est quasi-maximale dans le cas d'une Quango, et notamment dans le cas de la NED. Le Congrès et le Président sont donc garants de la bonne utilisation de ces fonds. C'est pourquoi l'acte de création de la NED prévoit plusieurs procédures de contrôle à différents niveaux. Tout d'abord, la NED est soumise à un audit annuel mené par un « independent certified public accountants or independent licensed public accountants certified or licensed by a regulatory authority of a state or other political subdivision of the United States »[533]. Le rapport de cet audit doit représenter fidèlement la situation financière de la fondation et être incorporé au rapport annuel[534]. Ensuite, les transactions financières de la NED sont également contrôlées annuellement par le General Accounting Office of the United States[535]. Le GAO est « the U.S. government's audit institution and is part of the legislative branch »[536], il est « an independent, nonpartisan agency that works

---

[531] *Ibid*.
[532] Alan Pifer, *The Quasi-non-governmental organization*, in D.C. Hague, W.J.M. Mackenzie and A. Barker (eds) Public policy and private interests: The institutions of compromise. London: Macmillan, 1975, p. 390.
[533] H.R. 29-15, PUBLIC LAW 98-164—NOV. 22, 1983, 97 STAT. 1039, Title v-National Endowment for Democracy SEC. 504(e)(1)
[534] *Ibid.*, SEC. 504(e)(2)
[535] *Ibid.*, SEC. 504(f)(1)
[536] https://www.gao.gov/about/what-gao-is/

for Congress »[537]. Un rapport de cet audit doit être remis au contrôleur général du Congrès ainsi qu'au Président. Il est également prévu que « the Board members and officers of the Endowment shall be available to testify before appropriate committees of the Congress with respect to such report »[538]. En 1986, la NED a fait l'objet d'un contrôle et d'auditions devant la sous-commission des opérations internationales de la commission des affaires étrangères. Joan M. McCabe (Directeur associé Groupe de la sécurité et des relations internationales, Division de la sécurité nationale et des affaires internationales, Bureau de la comptabilité du gouvernement des États-Unis) révèle dans sa déclaration :

> « The fiscal year 1986 authorization legislation required the Endowment to consult with the Department [of State] before initiating any overseas projects using fiscal year 1986 funds. By January 1986, Endowment and Department officials had agreed that copies of all proposals going to the Endowment Board would be forwarded to the Deputy to the Under Secretary of State for Political Affairs »[539].

Dès 1986, une consultation avec le département a été mis en place, non prévu dans l'acte initial. Il s'agit d'une consultation, c'est-à-dire que le département d'État n'a pas le pouvoir d'approuver ou de désapprouver, comme l'explique Gerard B. Hellman, adjoint du sous-secrétaire d'État aux affaires politiques : « The Department's role as consultant is, therefore, to review and where appropriate comment on each proposal »[540]. La procédure est la suivante : la fondation transmet au département d'État une copie des propositions qui seront examinées lors du conseil d'administration pour consultation par le bureau correspondant, qui a la possibilité de consulter les ambassades. Après examen, les éventuels commentaires sont transmis à la fondation[541]. Cela représente la procédure de consultation formelle. Toutefois, il existe

---

[537] *Ibid*.
[538] *Ibid*., SEC. 504(h)
[539] Oversight of the National Endowment for Democracy: hearings before the Subcommittee on International Operations of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, Ninety-ninth Congress, second session, May 14 and 20, June 11, 1986, p. 30.
[540] *Ibid*, p. 62.
[541] *Ibid*.

également selon l'adjoint un système informel qui permet à la fondation d'avoir accès à l'expérience et aux connaissances du département[542]. En effet, « the strong support of the Department for its activities has been reflected in a growing dialogue between various officials of the Endowment and its institutes and officials from the Department and our various Embassies overseas »[543]. Cet échange informel entre les membres de la NED et les membres du département d'État se traduit par des conseils, une assistance des ambassades à l'étranger notamment, qui peuvent proposer des idées et participer indirectement aux activités de la fondation. Ces deux types de consultation, formelle et informelle, n'ont pas selon Gerard B. Hellman, de vocation à orienter les activités de la NED. Il est intéressant de noter l'étonnement de Dan Mica, représentant de la Floride à la Chambre et présidant du sous-comité, qui lui adresse la réponse suivante : « Let me just ask this, is this the same NED that we have been reading about ? » (...)

« Mr. Mica. I am pleased, and pleasantly surprised. Would you like the power to say yes or no to a grant?

Ambassador Helman. No.

Mr. Mica. You wouldn't at all?

Ambassador Helman. No.

Mr. Mica. That even surprises me more »[544].

Cette conversation anecdotique traduit la méfiance que cette consultation provoque chez certains membres du Congrès qui s'inquiètent de l'impact en termes d'indépendance que peut avoir cette clause.

Cette articulation entre la NED et les pouvoirs exécutif et législatif peut en effet avoir une incidence sur le travail de la fondation, qui prendra en compte dans ses activités le contrôle à venir. Étant donné le fait qu'elle n'a pas fait l'unanimité au Congrès lors de sa création, et

---

[542] *Ibid*.
[543] *Ibid*, p. 63.
[544] *Ibid*, p. 67.

qu'elle dépend de ce dernier pour recevoir ses fonds, elle a tout intérêt à prendre en considération les remarques du GAO ainsi que celles du Congrès. Lors des comités, les membres de la NED doivent réaliser un véritable exercice de défense de leur travail, mais également de séduction du Congrès. Les membres du conseil de la NED doivent tenir compte de l'opinion de leur organisme financeur et cela peut altérer leur indépendance. Thomas Carothers expliquait ce problème en ces termes :

> « The NED is under constant pressure to justify its funding to an impatient and still-skeptical Congress and is obliged to play to the Washington audience heavily. The endowment tends to concentrate its efforts on countries that are "hot" in US policy terms rather than those that may be the most fertile ground for democratic development »[545].

Thomas Carothers est vice-président des études à la Carnegie Endowment for International Peace, il est également membre du comité éditorial du *Journal of Democracy*, et de l'International Forum for Democratic Studies Research Council de la NED. Bien qu'il soit aujourd'hui un membre de la NED, il fut à l'origine plutôt critique envers la fondation[546].

Ce financement fédéral pose donc des défis importants, et nous citerons encore Alan Pifer :

> « In the case of the quasi-non-governmental organization, however, power and responsibility are shared uneasily between a board of trustees and government. While in a showdown the trustees, it is true, could threaten to dissolve the corporation, government on its side has the power at any time to starve it to death financially, or use its financial power to shape the organization's program. And since financial power of this kind implies the acceptance of responsibility, a measure of the final responsibility

[545] Thomas Carothers*, In the name of democracy U.S. policy toward Latin America in the Reagan years*, Berkeley, University of California Press, 1991, p. 235.
[546] Entretien réalisé avec Sally Shelton-Colby le 15 janvier 2020 à l'American University's School of International Service.

for these organizations must inevitably remain in Washington, in a federal agency in the first instance, but ultimately with the Congress »[547].

Le financement peut donc devenir un moyen de pression qui peut être utilisé par le Congrès afin d'influencer la politique de la fondation.

Cependant, comme le rappelle Thomas Carothers, le budget total de la NED, à ses débuts, représente une faible part du budget total américain consacré à la promotion de la démocratie. Pour l'année 1998, alors que 531,68 millions de dollars sont utilisés par l'USAID pour ce thème, 78,58 millions sont accordés à l'USIA, 29,26 pour le département de la Justice et seulement 28,56 millions de dollars pour la NED[548].

Dans la pratique, l'influence du Congrès est apparue dans les rapports annuels de 1988, 1989 et 1990. Certaines subventions ont fait l'objet d'un crédit spécial du Congrès en Pologne et au Nicaragua. En 1988, le FTUI a reçu 1 million de dollars dans le cadre d'une : « special appropriations by the US Congress to provide assistance to the independent polish trade union Solidarity »[549]. De même en 1989 cette subvention a été renouvelée ainsi que 1 million supplémentaire pour l'International Rescue Committee pour la même raison[550]. La même année, le Nicaragua a reçu 3,5 millions de dollars via plusieurs organismes en tant que « special appropriations by the US Congress in October 1988 and June 1989 "for the promotion of democracy in Nicaragua" »[551]. Enfin en 1990, la Pologne a obtenu un financement spécial d'un montant de 2 489 250 dollars, et le Nicaragua de 235 000 dollars[552]. Lors de ces trois années donc, le Congrès a émis des subventions complémentaires à son crédit annuel avec des objectifs clairs quant à l'utilisation de ces fonds en termes de régions et de contenus[553].

---

[547] Alan Pifer, *The Quasi…op. cit*. p. 388.
[548] Thomas Carothers, *Aiding democracy… op. cit.* p. 54.
[549] National Endowment for Democracy, Rapport annuel 1988, p. 23.
[550] National Endowment for Democracy, Rapport annuel 1989, p. 22.
[551] *Ibid*, p. 35.
[552] National Endowment for Democracy, Rapport annuel 1990, p. 28.
[553] Voir details en partie 2.

Mais d'un autre côté, le fait que le budget soit entre les mains du Congrès pousse la NED à une plus grande exemplarité. Lors d'un sous-comité du Congrès sur les opérations internationales en 1983, les membres fondateurs avaient suggéré que la NED soit soumise à des « appropriate congressional oversight procedures »[554]. Bien que son financement passe par l'USIA, elle ne devrait pas subir les mêmes contrôles que ceux appliqués à cette agence mais d'autres spécialement adaptés au travail de la fondation qui seraient mis en place par le Congrès lui-même[555]. Le but était d'avoir un contrôle efficace dont les modalités seraient décidées par ce dernier. Ils considéraient d'une part qu'un contrôle similaire à celui de l'USIA, dont la mission principale n'est pas la même que la NED, pourrait être restrictif pour la fondation. D'autre part, le fait de donner au Congrès le pouvoir de décider du « contrôle approprié » est un moyen de mettre en confiance ce dernier, dont les décisions pourraient avoir des incidences sur le budget de la NED. Allen Weistein explique ainsi cette décision : « It was an effort, in effect, to let Congress decide, to give Congress the determining role in evaluating what types of oversight and restrictions and constraints they should have »[556]. Cette procédure de contrôle spécifique permet donc aussi de rassurer le Congrès qui s'inquiétait de l'implication du gouvernement dans un organisme financé par des fonds publics. William Brock III, fondateur et futur membre de la NED déclarait :

> « You have all kinds of independent bodies which have been created as creatures of the Congress which are funded separately, and the Congress looks over their shoulder all the time, and every year they have to come up to you and say, "Did we do well? Did we not." And it is your judgment. And the minute we get into disagreement, the funding is in your control. That is why we cranked in the oversight »[557].

---

[554] Authorizing appropriations for fiscal years 1984-85 for the Department of State, the U.S. Information Agency, the Board for International Broadcasting, the Inter-American Foundation, the Asia Foundation, to establish the National Endowment for Democracy : hearings and markup before the Committee on Foreign Affairs and its Subcommittee on International Operations, House of Representatives, Ninety-eighth Congress, first session, on H.R. 2915, February 23, March 1, 3, 9,10, 15, 16, 17, 22, 23, April 18, 19, 25, May 3, 12, 1983, p. 867.
[555] *Ibid*, p. 893-894.
[556] *Ibid*.
[557] Ibid, p. 902.

La procédure de contrôle est donc particulièrement importante pour la NED, elle souhaite qu'elle soit adaptée à son travail et décidée par le Congrès afin de créer une réelle relation de confiance entre la fondation et le bailleur de fonds.

D'autres contrôles internes sont ensuite mis en place par les instituts eux-mêmes. CIPE est celui qui a le programme le plus compétent et le plus rigoureux, notamment car cet institut travaille dans le secteur économique dans lequel il est plus aisé d'évaluer la réussite d'un programme. Au cours des années de formation des institutions, la NED et les autres instituts se sont référés à l'approche du CIPE comme modèle, et l'organisation continue d'innover dans ce domaine[558].

Le budget, qui agit comme une menace qui pèse chaque année sur la NED, peut à la fois la conduire à un meilleur travail par des procédures de contrôle plus strictes, mais aussi l'influencer indirectement concernant les choix à faire en termes de missions. Dans les deux cas, la NED est dans une situation de séduction auprès du Congrès. Pour ce qui est du pouvoir exécutif, les craintes de certains membres du Congrès se sont révélées fondées, car il est arrivé que le gouvernement donne des directives à la NED par le biais d'un autre organisme : l'United States Agency for International Development.

[558] Entretien réalisé avec Andrew Wilson le 24 janvier 2020 dans les locaux de CIPE.

III.1.c) L'influence directe via l'USAID et le DOS

Cette caractéristique financière de la NED fait du Congrès l'organisme le plus influent sur son travail, et même si elle est souvent indirecte, elle est légèrement avouée par certains membres et proches de la NED (Wilson[559], Carothers[560]). Toutefois, d'autres organismes, plus proches de l'exécutif, ont également un certain pouvoir d'influence sur la fondation. Il convient en effet de mentionner que la NED a également bénéficié d'un financement spécial de l'USAID certaines années et pour certaines régions. Or, l'USAID est une agence gouvernementale, qui résume ainsi sa mission : « In support of America's foreign policy, the U.S. Agency for International Development leads the U.S. Government's international development and disaster assistance »[561]. Le Strategy Document de la NED[562] de 1992 évoque les nouvelles sources de financement que reçoit la NED à partir des années 1990, parmi lesquels l'AID, le British Know-How Fund, et le Canadian Center for Human Rights and Democratic Development[563]. L'USAID est le plus important de ces nouveaux contributeurs, elle finance à la fois les quatre instituts et des *discretionnary grants* avec lesquels travaille la NED. Son financement est considérable pour les instituts à l'exception de CIPE, comme il est mentionné dans le document : « In the case of labor and the two party institutes, direct funding from A.I.D. is now beginning to exceed the resources received out of the Endowment's core USIA appropriation, though that funding is targeted at specific countries and programs of priority to the U.S. Government »[564]. Selon cette mention, le financement de l'USAID est donc conditionné aux priorités géographiques du gouvernement. Cette intégration de l'agence dans le financement de la NED est en contradiction avec le principe d'indépendance. Les instituts, en tant qu'organismes autonomes, sont libres de

[559] *Ibid*.
[560] Thomas Carothers*, In the name of democracy… op. cit.*
[561] https://www.usaid.gov/who-we-are/mission-vision-values
[562] Document élaborant la stratégie de la fondation pour les cinq années à venir. Le document de 1992 est le premier de la sorte.
[563] National Endowment for Democracy, Strategy document January 1992, p. 5.
[564] *Ibid*, p. 10.

bénéficier de financements alternatifs, toutefois l'implication directe du gouvernement oriente leur travail et donc celui de la NED. Le tableau 5 récapitule le montant annuel versé par l'USAID aux différents organismes qui travaillent dans le cadre de la NED.

Tableau 5: Montant total versé par l'USAID aux organismes de la NED 1985-1999

Année	Montant en dollars
1987	1 538 500
1988	1 482 000
1989	1 328 808
1990	17 133 466
1991	2 077 866
1992	2 833 713
1993	1 933 491
1994	1 027 571
1995	421 036
1996	129 330

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels NED 1987-1996

L'USAID a versé un montant conséquent de 17 millions de dollars en 1990, doublant le budget de la fondation. Or, cette année 1990, qui voit l'effondrement de l'URSS, est capitale pour le gouvernement, qui doit conquérir les nouveaux États indépendants issus de la chute du bloc soviétique. Parmi ce budget, plus de 8 millions sont consacrés à l'Europe de l'est. Cet exemple montre bien que la NED peut être utilisée par le gouvernement pour répondre à certaines crises internationales. Le tableau en annexe 11 retrace les différents financements de l'USAID sur la période 1985-1999 et les pays bénéficiaires [565].

La NED conçoit que ces financements directs ont des conséquences en termes d'autonomie : « they compromised the independence and integrity of the endowment's review procedures and decision-making processes since the use of funds was predetermined in significant measure by congressional earmarks or AID decisions »[566].

Il n'y a plus de financement spécial de l'USAID mentionné dans les rapports annuels

[565] Voir également la carte en Annexe 10.
[566] Carl Gershman, « The endowment after ten years: Reviewing the past and facing the future », Internal discussion paper for the NED board retreat November 11-13, 1993, p. 5.

après 1996. Toutefois, une note dans le rapport annuel de 1998 explique « Grants receivable are from the U.S. Government […] and direct funding established by USIA, USAID, and DOS grant agreements »[567], ce qui suppose que l'agence participe encore. Cette mention nous révèle aussi l'existence de *grant agreements*, qui suggère un contrat sur l'utilisation des fonds.

Une des raisons qui peut expliquer la baisse de l'intervention de l'USAID est qu'à partir du 1er octobre 1999, l'USIA disparaît en tant d'organisme à part entière et est intégrée au département d'État. C'est donc ce dernier qui devient alors l'organisme financeur de la NED. Le gouvernement peut financer directement la NED via une subvention du département d'État, sans passer par l'USAID. Ces versements directs apparaissent dans les rapports annuels dès 1996, on peut les repérer car certaines subventions portent la mention « DOS funding ». En voici le récapitulatif :

Tableau 6: Montant des subventions attribuées par le département d'État à la NED 1984-2000

Années	Montant en dollars
1996	400 000
1997	659 260
1998	1 153 200
2000	5 334 644

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1996-2000.

Lors de l'année 2000, plus 5 millions de dollars sont versés à différents organismes de la NED avec une nouvelle mention : « funding sources other than annual congressionnal appropriations ». Une note qui suit l'état financier explique : « The endowment receives funding for its annual congressional appropriation and other special funding from the USDOS »[568]. On suppose donc que ces fonds spéciaux proviennent du département d'État, et dépassent donc le cadre du crédit annuel du Congrès. Cette mention est floue et montre que la fondation fait preuve de moins de transparence que dans les années 1980 où il était mentionné

[567] Rapport annuel NED 1998, p. 86.
[568] Rapport annuel NED 2000, p. 78.

quelle agence subventionnait quel programme (USIA, USAID, DOS). Rappelons que la NED travaille par projet, elle ne finance pas un organisme mais un projet, donc si le département d'État participe, il participe à un projet concret dans un pays avec un objectif précis. Ce type de financement gouvernemental soumet d'autres exigences : « Grants received from government agencies specify the periods in which monies are to be expended. Additionally, certain government grants restrict the use of funds for programs in specific countries »[569]. Il y a un donc un mouvement vers l'intervention d'une seule agence fédérale, au lieu de l'accumulation de plusieurs subventions de plusieurs agences. On remarque qu'il n'y a plus non plus de « special congressionnal appropriations » après le Nicaragua et la Pologne en 1990.

Les années 1990 montrent un transfert entre les différentes agences fédérales pour les subventions complémentaires. Le Congrès n'intervient plus, l'USAID passe le relais à l'USIA et au département d'État en 1996, qui est le seul à intervenir à partir de 2000.

Ce fonctionnement financier de la NED, et ses multiples modifications sont en faveur d'une implication du gouvernement. Il transite par l'USIA : « The Endowment was established coincident to a grant awarded by the United States Information Agency (USIA) as mandated by the National Endowment for Democracy Act (the Act) of the United States Congress »[570]. Cela qui montre que la NED est considérée par l'administration comme un instrument de *public diplomacy* au service de la guerre idéologique contre le communisme. Pourtant fondé sur un principe de transparence, le fait que le budget soit décidé par le Congrès place ce dernier dans une position qui rend possible l'instrumentalisation. Enfin, le pouvoir exécutif a su utiliser le financement pour tirer les ficelles de la fondation via des crédits spéciaux de l'USAID puis du département d'État.

La NED est donc dans une lutte constante pour satisfaire les différents organismes financeurs qui évoluent avec le temps afin de conserver ses financements. Toutefois, il est

---

[569] *Ibid*.
[570] Rapport annuel NED 1998, p. 85.

nécessaire de se pencher également sur la manière dont la fondation utilise ces fonds dans la mise en œuvre de son objectif afin de voir si ces différentes influences ont réellement un impact sur ses choix de bénéficiaires.

2. Une répartition du financement qui illustre une influence évolutive entre 1984 et 1999

Le budget de la NED est décidé par le Congrès américain qui, bien que souvent en désaccord concernant cet organisme, a toujours renouvelé son financement. Le tableau 7 montre le crédit du Congrès voté chaque année au profil de la fondation, ce dernier est en augmentation, bien que lente, jusqu'en 2000.

Tableau 7: NED Appropriations, FY1984 - FY1998 ($ million)

FY1984--$18.0	FY1989--$15.8	FY1995--$34.0
FY1985--$18.5	FY1990--$17.0	FY1996--$30.0
FY1986--$18.0	FY1991--$25.0	FY1997--$30.0
FY1987--$15.0	FY1992--$27.5	FY1998--$30.0
FY1988--$16.9	FY1993--$30.0	FY1999--$31.0
	FY1994--$35.0	FY2000 (req.)--$32.0

Source: Tableau issu du Congressional Research Service Report 96-222, National Endowment for Democracy: Policy and Funding Issues, Susan B. Epstein, Foreign Affairs and National Defense Division, August 16, 1999, CRS-3. https://wikileaks.org/wiki/CRS-96-222

La NED a été créée comme un organisme financeur, c'est-à-dire qu'elle n'est pas autorisée, comme le prévoit l'acte à mener directement des activités[571]. Elle est donc composée de quatre instituts qui mènent les actions de démocratisation dans leurs domaines respectifs : le FTUI, CIPE, IRI et le NDI, qui constituent la *NED's family*. Ils soumettent des propositions de projet à l'étranger à la fondation qui accepte ou non de les soutenir. C'est donc un financement

[571] H.R. 29-15, PUBLIC LAW 98-164—NOV. 22, 1983, 97 STAT. 1039, Title v-National Endowment for Democracy SEC. 504(e)(1)

au cas par cas. Mais la NED finance aussi d'autres organismes, appelés dans les rapports annuels les « discretionary programs ». Ils correspondent à d'autres organismes internationaux (Freedom House par exemple), régionaux (Institute for Democracy in Eastern Europe IDEE) ou encore locaux (League of Kenya Women Voters) qui suivent la même procédure de demande de fonds auprès de la NED[572].

La manière dont est réparti le financement de la NED illustre l'influence gouvernementale directe et indirecte présente au sein de la fondation. Nous nous sommes intéressés au détail des organisations financées par la NED de 1985[573] à 2000. Nous avons pu distinguer deux périodes distinctes qui illustrent deux stratégies différentes. Lors de la première, de 1985 à 1990, le FTUI, organisme orienté politiquement, est la principale organisation financée ainsi que quelques grandes organisations américaines. Puis, à partir du début des années 1990, s'affiche une volonté d'équité entre les quatre *core institutes* et une tendance à se rapprocher des organisations locales.

III.2.a) 1984-1990, le temps de l'influence : Priorité au FTUI et aux organisations américaines

Le FTUI est le seul organisme qui n'a pas été créé en même temps que la NED. C'est cette ancienneté et son expérience[574] qui lui ont permis de s'imposer comme principal bénéficiaire de la NED. L'Acte de 1983 qui créé la NED prévoit déjà cet avantage :

> « (e) Of the amounts made available to the Endowment for each of the fiscal years 1984 and 1985 to carry out programs in furtherance of the purposes of this Act-

[572] Les annexes 17 et 18 listent toutes ces organisations bénéficiaires par région.
[573] Le rapport annuel de l'année 1984 ne détaille pas assez les financements entre les instituts et les discretionnary grants, c'est pourquoi cette étude débute à partir de 1985.
[574] Entretien réalisé le 16/01/2020 avec Carl Gershman dans les locaux de la NED.

(1) not less than $13,800,000 shall be for the Free Trade Union Institute; and

(2) not less than $2,500,000 shall be to support private enterprise development programs of the National Chamber Foundation »[575].

Cette configuration a suscité quelques appréhensions de plusieurs membres du Congrès, dont Benjamin A. Gilman, qui a en effet soulevé la question de l'iniquité entre le budget du FTUI et de CIPE lors de la réunion du sous-comité aux opérations internationales[576] en 1983. La réponse du Sénateur Dante Fascell, qui préside le comité et sera membre du conseil d'administration de la NED, est la suivante :

« Now, with respect to the $13.8 millions earmarked for AIFLD, that was an administration commitment which the committee is supporting. That includes a whole host of programs. I believe some of those are ongoing programs. (…) What they did was simply transfer that money administrative into this pocket for Project Democracy, so there was nothing new added there »[577].

Ce budget, qui est donc la continuité d'un engagement de l'administration envers l'institut, a donc été finalement approuvé et voté. Mais il y a plusieurs autres éléments qui peuvent expliquer cette prédominance de l'organisme syndical, dont son efficacité en termes de promotion de la démocratie et son réseau proche de la NED :

« This is not surprising given the strategic importance of the labor sector in NED's "democracy building" strategy, as well as labor's congressional backing, the

[575] H.R. 29-15, PUBLIC LAW 98-164—NOV. 22, 1983, 97 STAT. 1039, Title v-National Endowment for Democracy SEC. 503(a)
[576] Authorizing appropriations for fiscal years 1984-85 for the Department of State, the U.S. Information Agency, the Board for International Broadcasting, the Inter-American Foundation, the Asia Foundation, to establish the National Endowment for Democracy : hearings and markup before the Committee on Foreign Affairs and its Subcommittee on International Operations, House of Representatives, Ninety-eighth Congress, first session, on H.R. 2915, February 23, March 1, 3, 9,10, 15, 16, 17, 22, 23, April 18, 19, 25, May 3, 12, 1983, p. 913.
[577] *Ibid*, p. 914-915.

federation's friends on NED's board, and the institutional vigor and international presence of the AFL-CIO's regional institute »[578].

En effet, les syndicats sont un élément important pour l'établissement de la démocratie car ils permettent de poser les fondations d'une société civile active, indispensable à l'émergence de ce régime politique. Ils contribuent à mobiliser les travailleurs, qui constituent un grand pan de la société. Bien qu'il semblât indispensable pour la NED de combiner tous les secteurs de la société civile, les syndicats, en comparaison au monde des affaires qui est apparu nécessaire mais toujours secondaire, ont été placés au premier plan. Beth Sims relève également l'aspect relationnel, nous avons vu que plusieurs membres éminents de la fédération siègent au sein de la NED. Cette combinaison de raisons, associée au fait que le FTUI était le seul institut qui existait déjà depuis de nombreuses années et était donc opérationnel, explique cette prédominance. Il gère les trois instituts régionaux de l'AFL-CIO déjà bien implantés à l'étranger, qui possèdent 39 bureaux en Afrique, Asie et Amérique Latine[579]. Mais en passant sous le couvert de la NED, le FTUI, malgré son expérience, a également dû s'adapter à sa nouvelle priorité qu'est devenu la promotion de la démocratie, bien qu'elle fît partie de ses objectifs secondaires initiaux.

Toutefois, l'expérience du FTUI va de pair avec les influences qui sont inscrites dans son histoire. Il est depuis l'origine l'organisme international de l'AFL-CIO, qui est, nous l'avons vu, une organisation empreinte d'anti-communisme en accord avec la politique étrangère du président Reagan ce qui donne donc une certaine orientation à la stratégie de la NED. De même, rappelons que les syndicats et notamment l'AFL-CIO sont également proches du mouvement néoconservateur, arrivé au pouvoir avec Reagan et partisan de la promotion de la démocratie dans un objectif de la lutte contre le communisme. Ce lien avec les

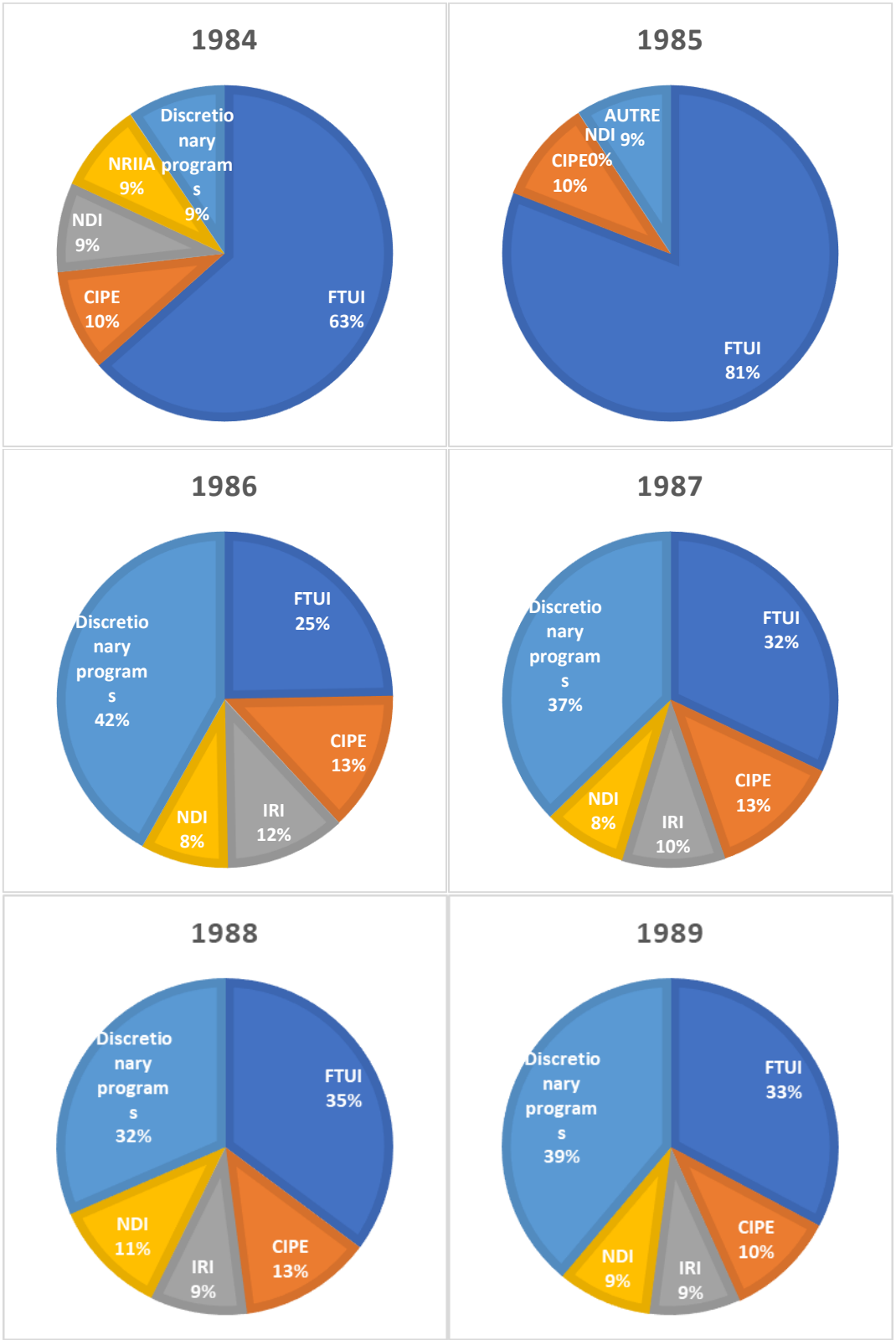
---

[578] Beth Sims, *Workers of the world undermined, American labor's role in U.S. foreign policy*, Boston, South End Press, 1992, p. 25.
[579] United States General Accounting Office, Report to congressional requesters: Promoting democracy, The National Endowment for Democracy's management of grants overseas, GAO/NSIAD-86-185, septembre 1986, p. 23.

néoconservateurs qui ont inspirés la politique du président est une autre raison de la primauté du FTUI. La conséquence de tout cela est que le principal institut de la fondation est donc une entité politisée. La NED a été créée en prévoyant dès l'origine la suprématie de cet institut, qui semble le plus à même de participer à la lutte idéologique, cela remet donc en cause l'objectif même de la NED.

Par ailleurs, le manque flagrant d'équité entre les quatre instituts pose la question du fonctionnement démocratique de la fondation. Les graphiques suivants, repris en annexe 13 détaillent la répartition entre les quatre instituts et les *discretionnary programs* sur toute cette période.

Figure 5: Graphiques de la répartition du budget entre les instituts de la NED 1984-1989



Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-1989

On remarque qu'en 1985, le FTUI concentre 80% du budget total. Pourtant, cela est à relativiser car des conflits au sein du Congrès concernant le financement des instituts représentant les deux partis ont conduit à bloquer leur fonds pour cette année 1985[580], ce qui réduit les bénéficiaires au FTUI et à CIPE. Or, cette dernière organisation est nouvelle et a encore peu de légitimité dans le domaine de la promotion de la démocratie, ce qui explique la faible part du budget qui lui est attribuée face aux syndicats. Toutefois, la prédominance du FTUI lors de cet épisode a inquiété le Congrès qui a introduit des quotas dès l'année 1986, prévoyant qu'un institut ne peut recevoir plus de 25% du budget total[581]. Le financement de l'organe syndical a alors été drastiquement réduit, passant de 11 000 000 dollars en 1985 à près de 4 000 000 dollars[582] en 1986. Le Congrès a par la suite abrogé cette clause en 1987[583]. Cette même année, il impose un minimum de 25% du budget à destination des *discretionnary grants*[584]. Toutes ces fluctuations très rapprochées dans le temps montrent la confusion dans laquelle se trouve le Congrès face à cette nouvelle organisation et aux questions qu'elle soulève.

Le tableau en figure 6, issu d'un document interne fourni par le président de la fondation, Carl Gershman, montre la répartition entre les instituts entre 1984 et 1993 et les explications en termes de législation. En 1987, la part des *discretionnary programs* est réduite de 40% au profil du FTUI afin de compenser la baisse de budget dû aux quotas, et à la baisse du budget général attribué à la NED cette année-là, selon la volonté expresse du Congrès qui affirme son soutien à l'institut malgré sa décision. Bien qu'il ne semble pas acceptable qu'un organisme concentre un pourcentage trop important du budget, le FTUI est toutefois considéré comme la priorité par rapport aux *discretionnary grants*. Comme il est mentionné sur le tableau, en 1988, tous les

[580] Les raisons de cette décision sont détaillées dans la deuxième partie.
[581] Oversight of the National Endowment for Democracy: hearings before the Subcommittee on International Operations of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, Ninety-ninth Congress, second session, May 14 and 20, June 11, 1986, p. 14.
[582] Rapports annuels 1984, 1985, 1986.
[583] 99th Congress, 2nd Session, Making continuing appropriations for fiscal years 1987, conférence report to accompany H.J. Res 738, October 15, 1986, p. 437.
[584] *Ibid*. / Carl Gershman, « The endowment after ten years: Reviewing the past and facing the future ». Internal discussion paper for the NED board retreat November 11-13, 1993, p. 3.

quotas du Congrès ont été annulé. Malgré tout, la NED a décidé de conserver la répartition de 1987, dans laquelle le FTUI concentre 32% du budget total annuel. La prédominance du FTUI est conservée jusqu'en 1991 mais cette fois par une décision interne de la fondation. Les premières années sont donc caractérisées par un Congrès actif et impliqué dans la répartition du budget qu'il octroie à la fondation. Cela se traduit par plus de réglementation, ce qui n'empêche pas l'organisme affilié à l'AFL-CIO d'être l'élément central du travail de la NED.

Figure 6: Évolution de la répartition des fonds entre les instituts 1984-1993

USIA FUNDS OBLIGATED TO NED

	DISCRETIONARY PROGRAM GRANTS	CIPE PROGRAMS	NDI PROGRAMS	IRI PROGRAMS	FTUI PROGRAMS	ADMIN	TOTAL
FY 1984	$1,819,950	1,700,000	1,500,000	1,500,000	11,000,000	480,050	18,000,000

In the congressional authorization, CIPE was earmarked for $2.5 million and FTUI for $13.8 million, but the Endowment's Board allocated these lesser amounts on the assumption that the earmarks did not apply to an appropriation level substantially lower than the authorization level of $31.3 million.

FY 1985	1,286,565	2,500,000	0	0	13,800,000	913,435	18,500,000

The General Accounting Office ruled that the earmarks for CIPE and FTUI could not be reduced below the congressionally authorized level. Congress prohibited funding for the party institutes in the FY 85 appropriation.

FY 1986	5,469,236	2,500,000	2,000,000	2,000,000	4,306,500	950,264	17,226,000

All congressional earmarks were eliminated and the prohibition on funding the party institutes was lifted. The Appropriations Conference Report directed the Endowment to set a 25% limit on the amount any single grantee could receive, thus mandating a large cut in FTUI's allocation share.

FY 1987	3,432,636	2,109,050	1,687,240	1,687,240	4,814,371	1,269,463	15,000,000

With the reduction in the overall appropriation level, proportionate cuts were made across the board to all core grantees and to the discretionary program. The FY 87 Appropriations Conference Report removed the 25% limit on the amount any single grantee could receive, and directed that not less than 25% of program funds (i.e., total appropriation minus NED admin.) be available for discretionary program grants. Accordingly, FTUI's share was increased by taking funds from the discretionary program to compensate for the severe cut taken in FY 86 and to comply with the Senate Appropriations Committee Report, which directed that funds be made available for grants through FTUI "to the maximum extent possible."

USIA FUNDS OBLIGATED TO NED

	DISCRETIONARY PROGRAM GRANTS	CIPE PROGRAMS	NDI PROGRAMS	IRI PROGRAMS	FTUI PROGRAMS	ADMIN	TOTAL
FY 1988	3,876,079	2,381,429	1,905,144	1,905,144	5,436,134	1,371,070	16,875,000

The first year in which no statutory language affecting allocations appeared in either an authorization or appropriations measure. A consensus was reached within the NED Board to maintain the FY 1987 allocation formula, which was applied through FY 1991.

FY 1989	3,593,280	2,207,755	1,766,205	1,766,205	5,039,685	1,426,87	15,800,000
FY 1990	3,830,030	2,356,900	1,885,525	1,885,525	5,380,150	1,432,870	16,771,000
FY 1991	5,642,540	3,466,835	2,773,475	2,773,475	7,913,825	2,429,850	25,000,000
FY 1992	6,127,330	3,830,427	3,137,068	3,137,068	8,277,417	2,990,690	27,500,000

Under a revised procedure, the share of the increment in program funds reserved for the core grantees was divided equally among them.

FY 1993	6,642,030	4,152,190	3,400,585	3,400,585	8,972,725	3,431,885	30,000,000

The increment for FY 1993 was distributed according to the same procedure used in FY 1992.

Source : Carl Gershman, « The endowment after ten years: Reviewing the past and facing the future ». Internal discussion paper for the NED board retreat November 11-13, 1993, 18 p. Ce document nous a été remis par Carl Gershman.

La NED, bien que composée de ces quatre instituts, finance également ces autres entités appelées les « *discretionnary programs* », qui reçoivent donc directement des fonds de la NED pour mener un projet précis. Les deux premières années, en 1984 et 1985, la proportion de ces *discretionary grants* était faible, 9% seulement du budget total de la NED pour l'année. Ces deux années sont des années particulières, de mise en place d'une organisation alors nouvelle. Mais à partir de 1986, il y a une croissance de ces entités avec 41% du budget de la NED qui leur sont alloués. Ce pourcentage oscillera entre 30 et 40 jusqu'en 2000, faisant preuve d'une certaine constance. Ce montant est relativement élevé et montre l'importance de ces organisations en compléments des quatre « core institutes » de la NED. Ils sont loin d'être secondaires dans le travail de la fondation, comme le montre la volonté plusieurs fois renouvelée du Congrès d'augmenter leur fonds.

Pour ce qui est du profil de ces organismes et du montant du financement, cela a par contre évolué au fil du temps. Le tableau 8 montre le nombre d'organismes financés sur la période 1984-1990, ce dernier a été multiplié par quatre au cours de la période. Cela s'explique par l'augmentation du budget qui leur est attribué au cours de la période, qui est lui multiplié par 6. Cela est imputable aussi au caractère novice de la fondation. On peut facilement imaginer qu'il a fallu du temps et de l'expérience pour faire connaître le travail de la NED à l'étranger et augmenter le réseau d'organisations de la fondation.

Tableau 8: Financement des *discretionnary programs* 1984-1990

Années	Nombre de « discretion-nary programs »	Montant en dollars	Pourcentage du montant total annuel dépensé par la NED
1984		1 644 325	9,5 %
1985	16	1 286 565	9,2 %
1986	49	5 701 502	41,9 %
1987	46	4 640 634	37,2 %
1988	47	4 657 979	31,5 %
1989	55	6 859 758	38,9 %
1990	68	11 010 082	33,4 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-1990.

Mais en se penchant davantage sur le profil des organisations lors la première période, de 1984 à 1990, on remarque une autre tendance. En effet, dans toutes les régions, les organismes qui reçoivent le plus de financement sont des organisations américaines, ayant leur siège social aux États-Unis. Le tableau en annexe 17 détaille toutes ces organisations. Parmi les plus financées on trouve le Joint Center for Political Studies en Afrique, The China perspective en Asie, l'International Rescue Committee, le Polish American Congress Charitable Foundation et l'Institute for Democracy in Eastern Europe en Europe, et le Freedom House en Amérique Latine et en Europe et qui mène également des activités multirégionales. Ils reçoivent, en pourcentage du total annuel pour leur région, entre 20 et 30%, ce qui est conséquent. L'Afrique ne reçoit que des fonds d'organisations américaines, aucune entités locales n'est financée[585], en Asie sur 19 organisations financées, seule une, le Cambodian Documentation Center, centre de recherche cambodgien, est une organisation locale. En Europe, quatre grandes organisations américaines concentrent 60% du budget total pour la région, à savoir par ordre d'importance, l'International Rescue Committee, le Polish American Congress Charitable Foundation, le Institute for Democracy in Eastern Europe et Freedom House. Le premier est historiquement la branche américaine de l'International Relief Association, créée par Albert Einstein pour venir en aide aux allemands en difficulté sous Hitler[586]. Le Polish American Congress Charitable Foundation a été créé dans le but d'aider la communauté polonaise américaine pour des activités religieuses, caritatives, scientifiques, culturelles et éducatives[587]. De même en Asie, deux organismes américains reçoivent 49% du budget total pour la région. Il s'agit de The China Perspective Inc, qui est créé à New York et publie aux États-Unis en langue chinoise le journal *The Chinese Intellectual*, et l'American Friends of Afghanistan, qui vise à construire un échange sur l'Afghanistan et son peuple. La priorité est donc donnée aux organisations internationales

[585] À l'exception peut-être du *The Newspaper Trust of Botswana*, à propos duquel nous n'avons pu obtenir aucune information.
[586] https://www.rescue.org/page/history-international-rescue-committee
[587] http://paccf.org/

ayant leur siège social aux États-Unis, de grandes organisations qui ont déjà de l'expérience dans le domaine de la promotion de la démocratie et qui ont trouvé dans la NED une nouvelle source de financement. Certes, cela peut s'expliquer encore une fois par la faible connaissance du terrain de la fondation, mais ce « financement américain » pose la question d'une part de la pertinence d'une organisation de transit comme la NED, qui soutient des organisations qui souvent reçoivent déjà des contributions du gouvernement américain, mais aussi de la légitimité du modèle d'exportation de la démocratie à l'américaine.

Le fait de recevoir un financement de la NED permet d'orienter le travail de ces organisations vers la promotion de la démocratie, qui n'est pas toujours leur but premier, étant donné que les fonds sont attribués pour un projet précis en accord avec les objectifs de la fondation. Plus encore, le fait de financer principalement des organisations américaines oriente davantage le travail de la NED vers des activités en accord avec les intérêts américains, et ne favorise pas une diversité d'approche nécessaire à ce vaste objectif qu'est la promotion de la démocratie. À ce titre, le Senate Appropriations Committee, en 1995, rappelait :

> « The endowment does not carry out programs directly, but provides funding for projects which are determined to be in the national interest of the United States and which are administered by private organizations and groups »[588].

Il est donc plus facile de répondre à l'intérêt national en passant par une organisation américaine. Le Congrès étant attaché à cette notion d'intérêt national, c'est également une manière de le convaincre que la fondation respectera ce principe. Pour citer un exemple concret, l'organisation Freedom House a reçu 3 518 950 dollars sur la période 1984-1990 toutes régions confondues, soit 10% du montant total dépensé par la NED à cette période. Or, elle a été créée en 1941 pour encourager la participation des États-Unis à la Seconde Guerre mondiale et à lutter contre le fascisme[589] : « Alarmed at the imposition of Soviet satellite regimes in Eastern

---

[588] Departments of Commerce, Justice, and State, the Judiciary, and Related Agencies Appropriation bill, 1996, S.Rept. 104-139, September 12, 1995, p. 113.
[589] https://freedomhouse.org/about-us/our-history

Europe and beyond, Freedom House supported an American policy that was meant to counter Moscow's expansionism and encourage an American foreign policy that placed the promotion of freedom at its core »[590]. Cette organisation a vocation à soutenir la politique étrangère américaine. Il est également intéressant de noter que plusieurs membres de la NED ont également siégé au sein du Freedom House, John T. Joyce, Zbigniew Brzezinski, Malcolm S. Forbes Jr., Lane Kirkland, Albert Shanker, Susan Kaufman Purcell, en font partie en 1998[591] et Mark Palmer en est le vice-président cette même année. Carl Gershman y a également été *resident scholar*.

On assiste donc à une promotion de la démocratie américano-centrée qui ne se détache pas de la logique anti-communiste qui a poussé à sa création. Cette idée est renforcée par le faible nombre d'organisations locales financées lors de cette première période. Comme il est mentionné dans la déclaration des principes et objectifs de 1984 : « As a grant making agency, the Endowment enhances the capabilities of American private-sector groups to assist and encourage their counterparts abroad »[592]. Les organisations locales ne sont donc pas financées directement, mais par le biais d'intermédiaires américains.

Toutefois, ce manque de financement local a été mis en lumière très vite et cela s'est concrétisé comme nous l'avons relevé par une autorisation du Congrès en 1987 prévoyant un minimum de 25% du budget aux *discretionnary grants*. La stratégie de la NED concernant ces bénéficiaires avait été expliquée par le président Carl Gershman dans le rapport annuel de 1986 : « The endowment's approach is to encourage the indigenous democratic groups to define their needs and set forth their priorities and goals. This approach is based on the view that internally generated change is far preferable to change that is artificially imposed from the outside »[593]. Or dans les faits, les principaux bénéficiaires de ces *discretionnary grants* ne sont

---

[590] *Ibid*.
[591] https://web.archive.org/web/19970117025722/http://www.freedomhouse.org/about.htm
[592] Founding Statement of Principles and Objectives, 1984, Strengthening Democracy Abroad: The Role of the National Endowment for Democracy.
[593] Rapport annuel NED 1986, President's Report, p. 6.

pas pour la majorité des groupes locaux qui permettrait une démocratisation interne, mais de grandes organisations américaines. Le terme « indigenous » n'est pas réellement représentatif du profil des organisations financées par la fondation. Lors de cette première période, la démocratisation interne par des organisations autochtones n'est pas véritablement la norme.

Toutefois, à partir de 1990, on constate une toute nouvelle configuration. Les années 1984-1990 constituent les premières années d'une organisation encore novice, qui pour faire face à son inexpérience et son ignorance du terrain s'appuie sur des organisations existantes, le FTUI et quelques grandes ONG américaines, au risque de donner une certaine orientation à son travail. Mais à partir de 1991, les décisions prises en termes de répartition ne peuvent plus être imputée à sa jeunesse et sont révélatrices d'une véritable stratégie d'action.

III.2.b) 1991-1999, le temps de l'émancipation : Equité et explosion des organisations locales

Tout d'abord, nous avons choisi d'intégrer l'année 1990 au sein de la première période et non de la seconde car en 1991, l'organisation des régions dans le rapport annuel de la NED change. En effet jusqu'en 1990, les zones de travail de la NED étaient réparties ainsi : Afrique, Asie, Europe et Républiques Soviétiques (appelé seulement Europe jusqu'en 1988), Amérique Latine et Caraïbes et multirégional. En 1991, avec l'effondrement du bloc communiste et la création de nouveaux états, la répartition géographique au sein de la NED a subi une évolution pour prendre en compte ces évènements internationaux. Les nouvelles aires sont alors les suivantes : Afrique, Asie, Europe Centrale et de l'Est, Anciennes Républiques Soviétiques[594],

[594] Comme le montre les tableaux en annexe 14 et 15, ce terme change légèrement chaque année : « Anciennes Républiques Soviétiques » en 1991, « États successeurs de l'Union Soviétiques » en 1992, « Républiques de l'Anciennes Union Soviétiques » en 1993, « Ancienne Union Soviétique » en 1994, et « Nouveaux États Indépendants » à partir de 1995 jusqu'en 2001. Cela montre l'indécision face à cette nouvelle configuration internationale. De plus, ce n'est qu'à partir de 1995 que ces états ne sont plus caractérisés par leur ancienne appartenance à l'Union soviétique (bien que la notion *nouveaux états indépendants* laisse sous-entendre cette ancienne affiliation). Il faudra ensuite attendre l'année 2002 pour que cette région soit considérée comme une région à part entière alors nommée « Eurasie ».

Amérique Latine et les Caraïbes, Moyen-Orient, multirégional. Il y a donc deux nouvelles régions à part entière, les anciennes Républiques Soviétiques, qui sera nommé « Nouveaux états indépendants » à partir de 1995, et le Moyen-Orient. Cette nouvelle catégorisation coïncide avec le changement de stratégie à partir de 1991 qui transparaît dans l'analyse du financement de la NED.

Le tableau 9 montre le budget des différents instituts sur la période 1991-2000. On constate que la prédominance du FTUI ne prend réellement fin qu'à partir de 1996, date à laquelle le budget est équitablement réparti entre les quatre instituts. Cette mesure est importante car elle met fin à la suprématie de l'organisme syndical qui prévaut depuis 1984. Il a donc bénéficié d'un avantage considérable pendant plus de 10 ans, imputé les premières années à sa longue expérience. On peut toutefois considérer que déjà en 1990, les autres instituts sont bien installés et que le partage égal des fonds aurait pu se faire plus tôt[595]. Bien que ce processus fût long, il est l'aboutissement d'une volonté nouvelle d'équité qui débute dès l'année 1992[596] lors de laquelle la part de l'augmentation du budget décidée cette année-là est équitablement répartie entre les quatre instituts.

[595] Rappelons que le FTUI ne précède la NED que de six ans.
[596] Carl Gershman, « The endowment after ten years: Reviewing the past and facing the future ». Internal discussion paper for the NED board retreat November 11-13, 1993, p. 8.

Tableau 9: Budget annuel des instituts de la NED 1991-1999

Année	FTUI	%	CIPE	%	IRI	%	NDI	%	DISCR	%
1991	6 349 944	**33**	2 597 195	**13**	1 646 317	**8**	1 274 764	**7**	7 368 784	**38**
1992	6 286 602	**28**	3 114 823	**14**	1 891 346	**8**	2 097 723	**9**	9 248 304	**41**
1993	7 476 004	**32**	2 868 175	**12**	2 292 307	**10**	2 388 352	**10**	8 524 569	**36**
1994	7 742 395	**28**	2 555 897	**11**	2 805 505	**10**	3 675 583	**12**	10 834 137	**39**
1995	8 108 760	**28**	3 516 821	**12**	3 120 732	**11**	3 241 360	**11**	10 867 977	**38**
1996	4 855 432	**17**	4 390 062	**16**	4 509 236	**16**	4 418 872	**16**	9 610 792	**35**
1997	4 124 999	**15**	4 498 000	**17**	4 333 001	**16**	4 243 229	**16**	9 688 675	**36**
1998	4 425 001	**15**	4 570 480	**16**	4 571 800	**16**	4 266 492	**15**	10 804 452	**38**
1999	5 442 088	**17**	4 496 813	**14**	4 506 237	**15**	4 145 225	**13**	13 309 553	**41**
2000	4 505 934	**13**	4 227 620	**13**	5 319 601	**16**	4 499 955	**13**	14 966 159	**45**
Total	**59 317 159**	**22**	**37 302 903**	**14**	**35 268 357**	**13**	**33 984 308**	**13**	**105 223 402**	**39**

Source : Nos calculs d'après les chiffres issus des rapports annuels de la NED 1991-1999

L'origine concrète de cette décision est une disposition de la Foreign Relations Act de 1995 qui prévoyait l'équité entre les quatre instituts ainsi qu'un plafonnement à 55% du montant qui leur été alloué. Le *Senate Appropriations Committee* recommandait : « The Committee directs that not less than 55 percent of the funds made available to NED will go to the four core grantees—NDI, IRI, FTUI, and chamber of commerce—in equal amounts »[597]. Bien que le président Clinton ait opposé son véto à cette loi, pour des raisons qui ne concernaient pas la NED, le conseil d'administration a tout de même décidé d'appliquer cette disposition[598]. Cette décision est donc à la fois une volonté du Congrès mais aussi du conseil qui se sont entendus pour la faire appliquer. L'équité est donc effective dès l'année 1996, bien que cette année là, le montant total réservé aux quatre instituts, lui, n'ait pas été exactement calqué sur la disposition, et atteigne les 65%, laissant seulement 35% aux *discretionnary grants*. Ce juste partage entre

[597] Departments of Commerce, Justice, and State, the Judiciary, and Related Agencies Appropriation bill, 1996, S.Rept. 104-139, September 12, 1995, p. 113.
[598] David Lowe, *Idea to reality: Ned at 30*. https://www.ned.org/about/history/#1

les quatre instituts, 10 ans après la création de la NED, est le signe d'un changement important au sein de la NED. Le Congrès, pourvoyeur de fonds, souvent partagé et sceptique vis à vis de la fondation, donne des orientations que la NED prend en compte. Il est un élément important dans le changement de stratégie qui s'opère au sein de la fondation.

L'équité est réalisée lors de l'année fiscale 1996, ayant pour conséquence encore une fois une réduction importante du budget du FTUI, quasiment divisé par deux. Les conséquences de cette décision sont toutefois à relativiser car à partir des années 1990, les instituts commencent à chercher d'autres sources de financement de leur côté, auprès d'autres organisations, de l'USAID ou du département d'État, comme il est mentionné dans le Strategy Document de 1992 :

> « Foremost among these new institutional realities facing the endowment is the emergence of significant alternative funding sources for democracy promotion. […] The endowment welcomes the fact that the institutes have been able to expand their work with alternative funding, especially since it frees NED funding for other activities »[599].

Dans le cas des instituts qui ont été créés en même temps que la NED – à savoir le NDI, l'IRI et le CIPE, leur financement à l'origine était composé exclusivement de fonds de la NED. Avec le temps et l'expérience, les instituts sont parvenus à obtenir d'autres financements de nombreux organismes, étatiques et non étatiques. Selon le directeur actuel de CIPE, Andrew Wilson, cette transition a commencé en Europe Centrale et de l'Est, et au moment où l'USAID commençait à s'intéresser à cette question de la démocratie[600].

Le tableau 10 montre les différentes sources de financement des quatre instituts sur la période pour l'année fiscale 1998.

---

[599] National Endowment for Democracy, Strategy document January 1992, p. 5-10. https://www.ned.org/publications/key-ned-documents/

[600] Entretien avec Andrew Wilson réalisé le 24 janvier 2020 dans les locaux de CIPE.

Tableau 10: **Core Grantee Total Resources - FY1998** ($ million)

Grantee	NED	USAID	Other Govt	Private	Total
CIPE	4.6	03.8	0.05	0.04	08.5
ACILS	4.6	17.6	0.60	0.6	23.2
IRI	4.0	06.7	0.20	1.00	11.9
NDI	4.7	23.1	0.00	1.60	29.0

Source: Tableau issu du Congressional Research Service Report 96-222, National Endowment for Democracy: Policy and Funding Issues, Susan B. Epstein, Foreign Affairs and National Defense Division, August 16, 1999, CRS-4. https://wikileaks.org/wiki/CRS-96-222

L'ACILS (nouveau nom du FTUI en 1997) ainsi que le National Democratic Institute sont financés principalement par l'USAID, dont la part du budget est environ 5 fois supérieur au budget de la NED. Bien que les quatre instituts soient financés par la NED de manière équitable, ces deux organismes ont des moyens beaucoup plus importants pour mettre en place leurs programmes grâce aux fonds supplémentaires de cette agence. Les quatre instituts sont indépendants mais doivent rendre des comptes sur la bonne réalisation des projets et la bonne utilisation des fonds[601] en ce qui concerne la part versée par la NED. L'équité, élément important censé établir un fonctionnement plus juste et moins orienté est à modérer au regard de cette émancipation financière que connaît les instituts. L'USAID, qui est donc un important organisme financeur, fonctionne avec ces bénéficiaires de trois manières différentes selon Andrew Wilson. La première consiste en un don d'argent simple, avec une liberté totale d'utilisation, la seconde est un accord de coopération entre le financeur et le bénéficiaire, c'est une sorte de partenariat et le troisième est un contrat dans lequel l'USAID commande le projet. CIPE a bénéficié des trois types de subvention, mais la plus importante a été versée selon le principe de l'accord de coopération. Selon Andrew Wilson, c'est également la procédure qui est privilégiée avec le NDI et IRI. La coopération entre CIPE et l'USAID est définie par le directeur ainsi : « cooperative agreements tend to be at the country level… and that's a mutual

[601] Entretiens avec Kenneth Wollack et Andrew Wilson, *Op Cit*.

goal setting exercise, but usually based on a proposal that we've provided to them so it's our initiative coming in saying we want to do this »[602]. L'agence participe au travail de la NED avec des accords de coopération, à l'initiative des instituts, qui répondent à la fois aux besoins tels que déterminés par ces derniers, et aux exigences de l'USAID en termes de politique étrangère. Selon Andrew Wilson, une des raisons qui explique que l'USAID ai privilégié les deux instituts politiques est le fait qu'ils avaient davantage de bureau à l'étranger que CIPE, qui avait plutôt tendance à travailler avec des partenaires locaux. La stratégie de ce dernier consistait à privilégier un financement local, et à œuvrer depuis Washington contrairement au NDI et à l'IRI dont les employés (américains) sont principalement à l'étranger au sein de bureaux locaux installés dans les pays. L'USAID préférait donc financer un bureau du NDI ou de l'IRI à l'étranger, plutôt que CIPE qui déléguait davantage de travail et de contrôle de gestion aux partenaires locaux. Pourtant, du côté de la NED, le financement tend à privilégier l'approche de CIPE.

En effet, le financement des *discretionary programs* connaît lui aussi une évolution à partir des années 1990. Ils ne reçoivent pas autant de fonds que le Congrès l'aurait voulu, bien que ce dernier ait insisté sur ce principe dès les premières années. Mais ses recommandations vont finalement parvenir à porter leurs fruits et conduire à un accroissement de leur rôle au sein de la NED. Le tableau 11 montre le détail du financement de ces organismes sur la période 1990-2000. Comme lors de la première période étudiée, leur nombre a été multiplié par 4, passant de 68 organisations en 1990 à 266 en 2000 (mais la période prise en compte est plus longue que la première). Il y a donc beaucoup plus d'entités cependant elles reçoivent moins en termes de montant car le budget total reçu pour les *discretionnary grants* au cours de la même période n'a pas augmenté dans les mêmes proportions. Il a seulement doublé de 1991 à 2000, avec une augmentation importante concentré notamment sur les deux dernières années.

[602] Entretien réalisé avec Andrew Wilson le 24 janvier 2020 dans les locaux de CIPE

Tableau 11: Financement des *discretionary grants* 1991-2000

Années	Nombre de « discretionary programs »	Montant en dollars	Pourcentage du montant total annuel dépensé par la NED
1991	84	7 368 784	41,6 %
1992	119	9 248 304	41,1 %
1993	123	8 524 569	36,2 %
1994	167	10 834 137	39,2 %
1995	195	10 867 977	37,5 %
1996	200	9 610 792	34,7 %
1997	217	9 688 675	36,0 %
1998	258	10 804 452	40,4 %
1999	307	13 264 553	41,3 %
2000	266	15 032 759	44,8 %

Source: Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1991-2000.

Progressivement, l'action de la NED s'est de plus en diversifiée. Cela s'explique tout d'abord par l'arrivée de nouvelles régions d'intérêt pour la fondation, les anciennes Républiques Soviétiques et le Moyen-Orient. Ces nouvelles aires géographiques, combinées à une augmentation du budget de la NED qui n'est pas proportionnelle au besoin, entraînent une multiplication des petits financements à une multitudes d'organisations. Le financement moyen sur la période 1984-1990, toutes régions confondues, s'élève à 256 455 dollars, contre 120 654 dollars pour les années 1991-1999[603]. L'Europe est la région qui voit son financement moyen baisser le plus, passant de 314 889 dollars à 97 128 dollars, passant de 48 organisations financées, à 197[604]. La région des anciennes Républiques Soviétiques a le financement moyen le plus faible. Une autre explication à ce nombre important de petits financements est la stratégie de la NED définie dans le rapport annuel de 1987, selon laquelle elle s'engage à soutenir également les États non prioritaires, même de façon modeste[605]. Elle préfère privilégier une présence partout dans le monde, avec une multiplication de petits bénéficiaires. Le but est d'assurer un service minimum, dans toutes les régions, afin notamment de pouvoir assurer une

[603] Voir annexes 17 et 18.
[604] *Ibid*.
[605] National Endowment for Democracy, Rapport Annuel 1987, Program Report, p. 7.

réponse immédiate en cas d'événement politique qui nécessiterait un soutien d'urgence aux forces démocratiques[606]. Cette stratégie est réaffirmée en 2000 par Carl Gershman :

> « The small grants philosophy rests on the belief that modest support to a wide variety of indigenous groups can effect long-term change by building the capacity of civil and political society and exposing large numbers of citizens to a broad array of programs related to democratic principles »[607].

Cette stratégie s'affirme avec le slogan « Small grants = big impact », qui est le titre d'une rubrique qui fait son apparition dans les rapports annuels à partir de l'année 2000 dans laquelle sont exposés des exemples de petits financements qui ont conduit à de grandes réussites comme cette année-là en République Démocratique du Congo, en Birmanie, en Bosnie, en Russie, à Cuba et en Jordanie. Cette politique, qui est mise en avant dans ce rapport de 2000 comme le cœur du travail de la NED, a débuté dès les années 1990. En effet, la courbe en annexe 16 montre que le nombre de discretionnary grants augmente de façon plus conséquente à partir de 1990, notamment en Afrique et en l'Europe Centrale et de l'Est. Dans les anciennes Républiques Soviétiques, dont le financement débute en 1990, l'augmentation de leur nombre est également importante entre 1990 et 1999.

Par ailleurs, l'application de cette stratégie a également des conséquences sur le profil des organisations financées. Contrairement à la première période, les grandes organisations américaines citées plus haut reçoivent moins en termes de pourcentage, pour laisser la place à de nouveaux bénéficiaires[608]. Ces derniers sont de plus en plus des organisations locales, de moindre importance. En effet, il y a beaucoup d'organisations pour lesquelles nous n'avons pu trouver aucune information, qui ne possèdent souvent pas de site internet, ou interviennent dans des zones géographiques limitées et ne bénéficient pas d'une grande publicité.

---

[606] *Ibid*.
[607] NED, Rapport Annuel 2000, President's Message, p. 5.
[608] Voir détails en annexe 18.

En Amérique Latine, on remarque par exemple que la Freedom House, qui est la deuxième organisation la plus financée lors de la première décennie avec 12% du montant total pour la période, passe à la 24ème position en termes de montant pour la période 1991-1999, avec seulement 1% du montant total, de même pour l'America's Development Foundation, la troisième organisation en 1984-1990 avec 7%, reçoit pour la seconde période seulement 2% du budget total régional et passe à la neuvième position. De la même façon, alors qu'entre 1984 et 1990, la première organisation financée qui n'a pas son siège social aux États-Unis est à la 22ème place avec 1,2% du budget (*Caribbean Publishing and Broadcasting Association* CPBA à la Barbade), en 1991-1999 on trouve à la troisième place l'organisation mexicaine *Alianza Cívica* (organisation mexicaine) avec 4% du budget. Les organisations locales sont donc de plus en plus privilégiées.

L'Afrique est représentative de ce changement, avec 202 organismes financés entre 1991 et 1999, contre seulement 14 entre 1984-1990[609]. Il y a donc une explosion de bénéficiaires, significative même en prenant en compte le fait que la deuxième période soit plus longue que la première, et la plupart sont des organisations africaines.

De même, en Asie, entre 1991 et 1999, 209 organisations sont financées, contre 68 lors de la première période, pour un budget pourtant moins élevé, 15 millions pour les *discretionnary grants* jusqu'en 1990 contre 13 millions de 1991 à 1999. Il y a donc une réelle mise en pratique de la stratégie des *small grants* à partir de 1991.

Toutefois, bien que leur part ait baissé, les organisations qui reçoivent le montant le plus élevé restent, dans chacune des régions, des organisations américaines, avec Human Rights in China (New York) en Asie avec 10%, l'IDEE en Europe Centrale et de l'Est (Washington) 18,5%, Free Iraq Foundation (Washington) au Moyen-Orient avec 7%, American Federation of Teachers Education Foundation (Washington) en Amérique Latine avec 5,7%, America's Development Foundation en Afrique avec 5,9%. L'amélioration est certes notable, cependant

[609] Voir annexe 14, 15, 17 et 18.

la stratégie de financement locale reste à nuancer. La seule région qui s'avère être un exemple en termes de partage équitable est la toute nouvelle région comprenant les anciennes Républiques Soviétiques avec 231 organisations financées pour un montant total de 18 millions de dollars. L'organisation qui reçoit le plus grand pourcentage est certes américaine, c'est la Freedom House, mais elle ne concentre que 3,5% du budget total pour les *discretionnary grants* de cette période, ce qui est relativement faible comparé aux autres régions, elle fait donc office de modèle pour cette décennie.

En tant que Quango, la NED bénéficie d'un financement public qui a plusieurs conséquences qui se traduisent par différentes influences. Tout d'abord, cela oriente inévitablement le travail de la NED vers des activités bénéfiques pour les intérêts américains, comme cela est souvent rappelé. C'est en effet une manière de convaincre un Congrès souvent réticent à verser des fonds à la NED. Ce dernier, qui décide le montant de l'allocation annuelle, est au premier plan pour faire des suggestions à la fondation. L'exécutif est également source d'influence étant donné que le financement se fait via l'USIA les premières années, puis directement par le département d'État. La NED est au croisement de ces connexions et tente de satisfaire le plus grand nombre pour continuer d'exister car c'est une organisation constamment remise en question. Ces influences se traduisent concrètement par un financement qui privilégie jusqu'en 1990 le FTUI ainsi que quelques grandes organisations américaines, avant d'adopter tardivement une politique de promotion de la démocratie à niveau local, sur un principe de *bottom up assistance*[610].

[610] NED, Rapport Annuel 2000, President's Message, p. 5.

Conclusion partielle

De manière générale, la question de l'indépendance se pose souvent en ce qui concerne la NED. En effet, parmi les huit *Frequently Asked Questions* sur son site internet, on trouve les questions suivantes : *Is NED part of the U.S. Governmen*t? Et: *Why is NED necessary? Doesn't the U.S. Government promote democracy abroad?* Cela est représentatif de la méfiance que suscite la NED. Cette méfiance est due à son histoire, elle est le fruit de la Guerre Froide, initiative d'un président qui tente de s'affirmer avec une posture offensive, et d'un statut nouveau qui mêle étroitement les secteurs public et privé. Elle propose un renouveau du « state-private network », qui connut un frein après les révélations de 1967 : « It took the ideological realignment created by the neoconservatives' reinterpretation of human rights into the more aggressive ideology of democracy promotion to re-legitimate such operations »[611]. La question de son indépendance s'est posée en raison du profil de ses dirigeants, proches du mouvement néoconservateur et des syndicats, tous deux profondément anti-communistes et souvent issus d'une carrière au sein du pouvoir exécutif. Enfin, le financement, dans la manière dont il est attribué à la NED (par le Congrès via l'USIA) et qu'il est distribué (au FTUI et à des organisations américaines en priorité) est le dernier élément qui vient confirmer une influence supposée et critiquée.

À l'issu de cette réflexion, la question qui se pose est de quelle manière ces influences ont eu un impact sur ses actions. Le président la considère comme un instrument de la *public diplomacy* dans la guerre idéologique, pour le Congrès elle doit défendre à l'étranger les intérêts américains sans être un instrument de l'exécutif, pour les syndicats elle est une nouvelle source de financement qui permet de s'opposer aux syndicats soviétiques à l'étranger, pour les néoconservateurs au sein de l'administration elle est également une barrière au communisme.

[611] Robert Pee, « Political Warfare Old and New: The State and Private Groups in the Formation of the National Endowment for Democracy », *49th Parallel*, Vol. 22, Autumn 2008, p. 33.

Chaque acteur ayant participé à sa création détient sa vision du rôle de la fondation. Mais le résultat ayant été une organisation indépendante, cette dernière doit se construire comme entité autonome en se détachant comme elle le peut de ses différents protecteurs. Il est donc nécessaire de se pencher sur le travail concret de la NED, ses réussites et ses échecs, afin de vérifier si ces influences ont eu des applications concrètes, qu'elles soient ponctuelles ou généralisées. Une deuxième partie proposera donc une étude plus détaillée de ses choix de bénéficiaires, en termes de régions et de pays dans les années 1980, analysés parallèlement avec la politique du président Reagan. Cela nous permettra d'observer plus en détail le fonctionnement de la NED.

2ème Partie. Une organisation dont le rapprochement avec le gouvernement américain a été critiqué dans les années 1980

Si la NED est le résultat de ces différentes influences, il est nécessaire de vérifier si ces dernières se transposent dans ses activités et de quelle manière elles s'appliquent concrètement afin d'évaluer leur portée. Le passé de la NED et celui de ses dirigeants, teinté d'anticommunisme et de proximité avec le gouvernement, se retrouve-t-il dans sa manière de promouvoir la démocratie ? En tant qu'organisme financeur, elle effectue obligatoirement un choix lorsqu'elle finance une organisation plutôt qu'une autre, un projet plutôt qu'un autre. Ces choix ont vocation à accompagner le pays dans lequel cette organisation travaille sur le chemin de la démocratie. Mais les moyens peuvent être divers et peuvent laisser transparaître des priorités. Dans cette deuxième partie, nous nous attacherons à analyser la NED par ses actes concrets ainsi que par ses choix, afin de mesurer l'ampleur de l'influence gouvernementale et de montrer s'il s'agit d'une simple influence ou davantage. Il est nécessaire d'analyser si le gouvernement a réellement un pouvoir de décision sur les activités de la fondation, et de quel ordre est ce pouvoir, direct ou indirect, général ou précis, et de quel organe il émane, de l'administration ou du Congrès.

Pour cela, dans un premier chapitre nous analyserons les activités de la NED dans les premières années de sa création, jusqu'en 1990, dans les différentes régions dans lesquelles elle est impliquée. Cela nous permettra d'observer un rapprochement entre les priorités de la NED et celle du gouvernement, notamment en opérant une application à différents degrés de la doctrine Reagan, cette politique étrangère offensive et profondément anticommuniste du nouveau président.

Puis, dans un second chapitre, nous verrons que ses activités sont également le résultat d'anomalies dans son fonctionnement interne qui ont été relevées notamment par le GAO et par certains membres du Congrès. Il est nécessaire de se pencher sur l'organisation de son travail

et de ses procédures qui ont des impacts concrets en termes de résultats. Par ailleurs, les premières années d'exercice de la NED ont également conduit à de vives critiques, notamment en raison de ces dysfonctionnements, qui ont contribué à la discréditer. Ses anomalies sont de plusieurs ordres mais peuvent laisser penser que la fondation peut être instrumentalisée à des fins qui correspondent davantage à ceux du gouvernement. Elles ont conduit à deux épisodes, en France et au Nicaragua, qui représentent deux symboles de cette implication de l'administration au sein de la NED, et illustrent les problèmes qu'elle engendre. Enfin, à l'aune de ces développements nous nous poserons la question de l'autonomie réelle de la NED.

Chapitre I. Les pratiques de la NED : un parallèle entre ses activités et les priorités du gouvernement

La NED est une organisation particulière, ce n'est pas une ONG mais une Quango, qui opère dans un domaine jusque-là entre les mains d'agences gouvernementales chargées d'assistance étrangère, à savoir la diffusion du régime démocratique dans le monde. Le rapport de la Commission consultative sur la *public diplomacy* de 1983 affirmait :

> « The commission believes the congress should take care to ensure that the endowment's activities complement existing government programs and promote the long-term interest of the United States »[612].

En lisant les rapports annuels de la NED, ses documents stratégiques, et autres documents officiels, on se rend compte que la prise en compte, voire même la défense des intérêts américains est une priorité. Le Founding Statement of Principles and Objectives de la NED de 1984 déclare :

> « to encourage the establishment and growth of democratic development in a manner consistent both with the broad concerns of United States national interests and with the specific requirements of the democratic groups in other countries which are aided by programs funded by the Endowment »[613].

C'est donc une volonté affichée de la fondation. En 1987, John Richardson, membre du conseil de la NED, énonçait également :

> « This is an enterprise of direct and singular importance to the national interest »[614].

---

[612] 1983 Report of the United States Advisory Commission on Public Diplomacy, Project Democracy, p. 22.
[613] Founding Statement of Principles and Objectives, 1984, Strengthening Democracy Abroad: The Role of the National Endowment for Democracy, https://www.ned.org/about/statement-of-principles-and-objectives/
Voir annexe 2.
[614] Departments of Commerce, Justice, State, the Judiciary, and related agencies appropriations for fiscal year 1987: hearings before a subcommittee of the Committee on Appropriations, United States Senate, Ninety-ninth Congress, second session, on H.R. 5161, p. 1012.

Ensuite, dans le Strategy Document de 1992, il est affirmé que les victoires des mouvements démocratiques « achieved extraordinary gains for the United States, not only by advancing the democratic values that Americans hold dear, but also by bringing an enormous increase in American national security »[615]. Dans cet extrait, ce n'est pas seulement l'intérêt national, mais la sécurité nationale qui est renforcée par la diffusion de la démocratie.

Cette notion est réaffirmée dans le Strategy Document de 1997, dans lequel le président Carl Gershman affirme :

> « Obviously, the pace and character of this evolution will vary depending on the country or culture that is involved. But America has both a moral obligation to assist this process and a national interest in doing so »[616].

Cet objectif indirect de défendre les intérêts nationaux s'affirme directement à partir de le document de 1992. Auparavant, la promotion de la démocratie est attribuée de fait à la lutte contre le communisme. Depuis la fin de la Guerre Froide, il est nécessaire de réaffirmer l'utilité d'une organisation qui est née dans l'anticommunisme.

Ces extraits nous montrent que le terme d'intérêt national fait partie du langage des membres de la NED, c'est un objectif secondaire revendiqué, non caché, qui s'explique en partie par son financement public. L'argent du contribuable doit être utilisé à des fins utiles pour les États-Unis, mais plus encore, il faut convaincre le Congrès de renouveler son financement, voire de l'augmenter. Son statut est depuis l'origine considéré comme un élément lui permettant d'être plus efficace. Mais plus efficace dans quel but ? Dans l'optique du président Reagan, efficace dans la guerre idéologique et la lutte contre le communisme, selon les membres de la NED, efficace dans la promotion de la démocratie, quelque que soit le régime, communiste ou non. Mais ce statut créé de fait une prise en compte des intérêts américains.

---

[615] Strategy Document NED 1992, p. 1.
[616] Strategy Document NED 1997, p. 6.

Cela résulte d'une analyse du discours de la NED et de ses membres. Toutefois il est nécessaire d'observer si dans la pratique, ce lien est réel, et s'il est véritablement mis en pratique. Pour cela, nous allons étudier les activités de la NED dans certains pays en observant parallèlement la politique américaine dans ces mêmes pays. Nous distinguerons quatre catégories d'intervention de la NED associées à divers aspects de la politique étrangère américaine. Premièrement, son travail est souvent l'application ferme de ce qui a été appelé la doctrine Reagan. Deuxièmement, elle peut aussi accompagner l'adaptation de cette doctrine qui a subi une évolution notamment en réaction à des mouvements populaires. Troisièmement, l'intervention dans des États déjà démocratiques révèle une prise en compte prioritaire des intérêts américains. Enfin, dans certains états le gouvernement a participé directement aux activités de la NED par des financements conséquents de l'USAID.

1. Les exemples d'application stricte de la doctrine Reagan par la NED : l'anticommunisme ferme

Le président Reagan avait l'ambition d'un important *Project Democracy* comme élément de sa politique étrangère. Même si son projet n'a pas été choisi par le Congrès, la NED constitue toutefois une variante de son ambition. Le président prévoyait une entité plus proche des organisations gouvernementales. Cela montre à quel point il considère importante la promotion de la démocratie dans sa politique de lutte contre l'URSS. Cette dernière est une combinaison de plusieurs influences au sein de l'administration, il y a en effet des tensions entre certains conseillers qui prônent une certaine modération dans l'application de la doctrine Reagan (George Schultz, secrétaire d'État, James Baker, secrétaire au trésor qui lui succèdera, Michael Deaver, chef de cabinet à la Maison Blanche notamment) et ceux qui ont une vision plus intransigeante, les *hardliners* (Alexander Haig, Jeane Kirkpatrick ou encore William

Casey)[617]. Les deux visions cohabitent dans la politique étrangère de Reagan, les *hardliners* prenant souvent le dessus sur les modérés. Nous verrons donc les principes de cette doctrine Reagan, appliquée fermement en Amérique Latine, qui est également la région prioritaire de la NED. Nous nous pencherons également sur deux pays où la NED accompagne une intervention américaine dans une pure mise en pratique de cette doctrine, l'Afghanistan et l'URSS.

I.1.a) La doctrine Reagan en l'Amérique Latine, une priorité commune

L'Amérique Latine et la promotion de la démocratie sont liées car c'est au Salvador que va émerger l'idée que les institutions démocratiques sont un moyen d'améliorer les droits de l'Homme et les intérêts américains dans le pays[618]. Les États-Unis se sont en effet impliqués dans les élections de 1984 de ce pays qui fut considéré comme le « crucible for much of the Reagan administration's Latin America policy »[619]. Pour convaincre les démocrates libéraux de soutenir le Salvador, Reagan va mettre l'accent sur la démocratie dans sa politique envers ce pays[620]. Cela lui permit d'avoir le soutien des démocrates modérés et de poursuivre sa politique, qui sera connue comme la doctrine Reagan qu'il appliquera dans toute l'Amérique Latine et Centrale puis dans le monde.

L'élément premier qui explique l'intérêt des américains pour cette région est la proximité géographique, associée à un expansionnisme américain. Ronald Reagan l'explique dans son discours télévisé du 19 octobre 1980 :

---

[617] Chester Pach, « The Reagan Doctrine: Principle, Pragmatism, and Policy », *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 36, n° 1, Mars 2006, p. 81.
[618] Evan McCormick, « Freedom Tide? Ideology, politics and the origins of democracy promotion in U.S. Central America policy, 1980-1984 », *Journal of Cold War Studies*, Vol. 16, n° 4, Fall 2014, p. 84.
[619] Thomas Carothers, *Aiding democracy abroad, the learning curve*, Washington DC, Carnegie Endowment, 1999, p. 34.
[620] Robert Kagan, *A twilight struggle, American power and Nicaragua, 1977-1990*, New York, The Free Press, 1996, p. 209.

« A Realistic Policy for the Western Hemisphere. No area of the world should have a higher priority than the place where we live, the Western Hemisphere. My administration will forge a new, more realistic policy toward our own Hemisphere as an integral part of my program for peace »[621].

Dans un autre discours de février 1982, il parle des pays d'Amérique Centrale comme de ses voisins, le terme étant repris 23 fois dans le discours[622]. Cette proximité a créé des liens historiques exprimés dans la doctrine Monroe. La région est considérée comme la zone d'influence américaine, menacée dans les années 1980 par Cuba et son régime procommuniste. En effet, ce qui va pousser le président Reagan à s'engager activement dans cette région est la présence de cette puissance communiste potentiellement déstabilisatrice. Cette présence soviétique aux portes de l'Amérique inquiète Ronald Reagan. La perspective d'un régime antiaméricain dans la région est inacceptable pour le président américain qui veut éviter une contagion. En Amérique Latine, les changements révolutionnaires de l'époque ont été considérés par Reagan à son arrivée au pouvoir comme le résultat de l'ingérence de Cuba et de l'Union soviétique[623]. Ce rapprochement entre Cuba et l'URSS est une atteinte à la doctrine Monroe exprimée clairement dans la déclaration de Nikita Khrouchtchev en 1960 : « We consider that the Monroe Doctrine has outlived its time-has died, so to say, a natural death »[624].

Les États-Unis ont différents intérêts selon les régions, et l'instabilité qui règne en Amérique Latine est un élément susceptible de menacer la sécurité nationale américaine[625]. La recherche de stabilité est donc un des intérêts américains dans la région. Mais à partir des années

---

[621] Televised Address by Governor Ronald Reagan "A Strategy for Peace in the '80s", October 19, 1980. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/televised-address-governor-ronald-reagan-strategy-for-peace-the-80s

[622] Ronald Reagan, « Remarks on the Caribbean Basin Initiative to the Permanent Council of the Organization of American States », https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-caribbean-basin-initiative-the-permanent-council-the-organization-american

[623] Evan McCormick, « Freedom Tide? Ideology, politics and the origins of democracy promotion in U.S. Central America policy, 1980-1984 », *Journal of Cold War Studies*, Fall 2014, Vol. 16, n° 4, p. 60.

[624] Cité dans Larman C. Wilson, « The Monroe Doctrine, Cold War anachronism: Cuba and the Dominican Republic », *The Journal of Politics*, Vol 28, N° 2, Mai 1966, p. 323.

[625] Lars Schoultz, *National security and United States policy toward Latin America*, Princeton, Princeton University Press, p. 11.

1980, cette région historiquement importante devient le théâtre principal de la lutte contre le communisme :

> « Reagan believed that ignoring Soviet expansionism would invite the USSR to pose further challenges to U.S. power abroad. In his worldview, Central America represented a crucial battlefield on which the Soviet Union was eager to exploit U.S. vulnerabilities »[626].

Nous l'avons vu, Ronald Reagan, à son arrivée au pouvoir, est un fervent anticommuniste qui ravive la Guerre Froide par ses discours dans lesquelles il met l'accent sur la guerre idéologique à l'œuvre[627]. Il adopte alors une politique vis-à-vis des régimes révolutionnaires en Amérique Latine mais aussi dans les autres régions du monde qui a été appelée la doctrine Reagan. Ce nom lui a été donné par Charles Krauthammer qui a déclaré avoir trouvé dans son *State of the Union Message* du 6 février 1985 une déclaration de politique étrangère[628]. Dans ce discours, le président réaffirmait son soutien aux mouvements de résistance anti-communistes. En effet, il déclarait : « we must not break faith with those who are risking their lives--on every continent, from Afghanistan to Nicaragua--to defy Soviet-supported aggression and secure rights which have been ours from birth »[629]. Cette phrase va être reprise par Charles Krauthammer dans un article du *Times* le 1er avril 1985 dans lequel il décrit cette doctrine[630], dont l'existence n'a toutefois pas été avouée par le président[631].

Dans ce discours de 1985, Reagan affirme également : « I want to work with you to support the democratic forces whose struggle is tied to our own security. […] Support for freedom fighters is self-defense »[632]. Selon cette doctrine, la défense des intérêts nationaux

---

[626] Evan McCormick, « Freedom Tide?..., *op. cit.* p. 66.
[627] John Callaghan, Brendon O'Connore, Mark Phythian, *Ideologies of American foreign policy*, New York, Routledge 2019, p. 135.
[628] Chester Pach, « The Reagan Doctrine: Principle, Pragmatism, and Policy », *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 36, n° 1, Mars 2006, p. 75.
[629] President Reagan, State of the Union, 6 Février 1985.
[630] Charles Krauthammer, « Essay: The Reagan doctrine », *Times*, 1 avril 1985, pp. 54-55.
[631] Lou Cannon, *President Reagan: The role of a lifetime*, New York, Public Affairs, 2000, p. 323.
[632] Ronald Wilson Reagan, State of the Union 1985 - 2 Février 1985.

américains face à l'URSS repose sur le soutien envers ceux qu'il appelle alors les « freedom fighters ». Ces combattants de la liberté sont souvent des groupes anti-communistes : « According to Reagan's Manichean world-view the opponents of leftist or anti-American forces were generally seen as righteous "freedom fighters", even when their records of human rights abuses strongly suggested otherwise »[633]. L'assistance américaine à des États qui tentent de construire une architecture démocratique est la solution face au communisme. C'est un moyen de réconcilier idéaux et intérêts personnels[634]. On peut noter que le président de la NED reprend ce terme de « freedom fighters » en 2018 lors d'une allocution en mémoire de John McCain, ancien directeur de l'IRI : « John McCain was one of the great freedom fighters of all time »[635], témoignant de sa solidarité avec cette doctrine.

Mais la doctrine Reagan est considérée comme la continuation du *containment*, réalisé dans le secret par les présidents précédents et le soutien de Reagan aux forces anti-communistes dans le monde ne serait alors pas une nouveauté comme le déclarait Krauthammer[636], mais un renouvellement de cette pratique qui se fait désormais au grand jour. Nouveauté ou non, Reagan va en faire le cœur de sa politique étrangère, et particulièrement en Amérique Latine.

Au début des années 1980 surtout, il a tendance à appliquer la pensée de Jeane Kirkpatrick dans son article « Dictatorship and double standards »[637] dans lequel elle fait passer l'anticommunisme comme élément principal dans le choix des alliés de l'Amérique, avant le régime politique ou le respect des droits de l'Homme. Cette question était d'ailleurs un élément de divergence dans les années 1980 entre la première génération de néoconservateurs, incarnée par Jeane Kirkpatrick et la seconde, dont fait partie notamment Carl Gerhsman[638]. En Amérique

---

633 John Callaghan, Brendon O'Connore, Mark Phythian, *Ideologies of American foreign policy*, Routledge, New York, 2019, p. 143.
634 Chester Pach, « The Reagan Doctrine: Principle, Pragmatism, and Policy », *Presidential Studies Quarterly*, Mars 2006, Vol. 36, n° 1, p. 77.
635 Carl Gershman, NED Mourns the Loss of Senator John McCain, August, 26, 2018, https://www.ned.org/ned-mourns-the-loss-of-senator-john-mccain/
636 Chester Pach, « The Reagan Doctrine…, *op. cit.* p 78.
637 Jeane Kirkpatrick, « Dictatorship and double standards », *Commentary Magazine*, 68: 5., Novembre 1979, pp. 34–45.
638 William F. King, *The origins of neoconservative, …, op. cit.*, p. 109.

Centrale particulièrement, Reagan a eu tendance à privilégier le soutien aux alliés traditionnels dans la lutte anticommuniste, peu importe leur régime politique[639]. Selon Thomas Carothers, qui a été un membre de l'administration, cela était la position première de Reagan au début des années 1980 : « After Word War II the overriding concern of the United States in Latin America became fighting communism, or more specifically, trying to prevent the emergence of left-leaning governments and seeking to oust ones that did emerge »[640]. Mais cela a évolué au fil de la décennie. Face à la résurgence de la démocratie dans la région dans les années 1980, le président fut contraint d'accompagner cette tendance, au point de s'attribuer ses réussites[641].

La politique de promotion de la démocratie de Reagan commence réellement en Amérique Latine et principalement en Amérique Centrale avec la volonté de l'intégrer dans la politique étrangère du pays. La politique de Reagan dans cette région repose donc sur la promotion de la démocratie dans un but de défense des intérêts nationaux. Elle est affirmée dans la NSDD 17 du 4 janvier 1982 : « U.S. policy toward the America is characterized by strong support for those nations which embrace the principles of democracy and freedom for their people in a stable and peaceful environment »[642]. L'importance de la région est telle que s'ensuit la NSDD 100 du 28 juillet 1983 qui prévoit l'augmentation des activités et de l'assistance militaires en l'Amérique Centrale en complément du soutien aux forces démocratiques : « Our ability to support democratic states in the region, and those on the path to democracy, must be visibly demonstrated by our military forces »[643]. Cela montre que la région revêt une grande importance stratégique dans la lutte contre le communisme. Cette vision est réaffirmée par le président dans un discours du 9 mai 1984 :

---

[639] Evan McCormick, « Freedom Tide? Ideology, politics and the origins of democracy promotion in U.S. Central America policy, 1980-1984 », *Journal of Cold War Studies*, Vol. 16, n° 4, Fall 2014, p. 60.
[640] Thomas Carothers, *In the name of democracy U.S. policy toward Latin America in the Reagan years*, Berkeley, University of California Press, 1991, p. 1-2.
[641] *Ibid*, p. 3.
[642] NSDD 17, « National security decision directive on Cuba and Central America », 4 Janvier 1982, p. 1.
[643] NSDD 100, « Enhanced U.S. military activity and asistance fort he central american region », 28 juillet 1983, p. 1.

« Central America is a region of great importance to the United States. And it is so close: San Salvador is closer to Houston, Texas, than Houston is to Washington, DC. Central America is America. It's at our doorstep, and it's become the stage for a bold attempt by the Soviet Union, Cuba, and Nicaragua to install communism by force throughout the hemisphere… if we do nothing, if we continue to provide too little help, our choice will be a Communist Central America with additional Communist military bases on the mainland of this hemisphere and Communist subversion spreading southward and northward… And were democracy flourishes, human rights and peace are more secure. The tide of the future can be a freedom tide. All it takes is the will and resources to get the job done »[644].

Dans cette région, le président applique la promotion de la démocratie dans l'optique de la Guerre Froide, il prône la défense des « freedom fighters », groupes résistants aux régimes communistes principalement. Cette perspective, combinée à une attitude agressive envers l'URSS, une recrudescence du rôle de l'idéologie, et une vision manichéenne peut se résumer ainsi selon les termes du président : « The choice remains the same : democracy or communism, elections or dictatorship, freedom or tyranny »[645].

Maintenant que nous avons rapidement décrit l'esprit de la doctrine Reagan, il s'agira d'analyser les grandes orientations du travail de la NED afin d'identifier ses priorités et d'observer le parallèle avec ceux du gouvernement américain. Pour cela, il nous faut étudier la répartition du budget de la NED par régions, telle qu'elles sont divisées dans les rapports annuels, puis la répartition par pays au sein même de ces régions.

Le tableau en annexe 20 détaille le budget alloué à chaque région entre 1985 et 1990[646], données reprises pour le total de la période dans le diagramme en annexe 27. Plusieurs éléments

---

[644] Ronald Reagan, « Address to the Nation on United States Policy in Central America », 9 mai 1984. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-united-states-policy-central-america

[645] Ronald Reagan, « Promoting freedom and democracy in Central America », address before the American Newspaper publishers Association, Ellis Island, New York, May 3, 1987, p. 2.

[646] L'année 1984 n'est pas prise en compte car elle ne détaille pas le budget par région. La présentation différente de ce rapport annuel pourrait modifier les données.

sont à noter, tout d'abord, l'Amérique Latine est incontestablement la priorité de cette première décennie pour la NED. Puis à partir de 1990, l'arrivée de deux nouvelles régions d'intérêt croissant bouleversent l'équilibre c'est pourquoi nous nous consacrerons dans ce chapitre à la seconde moitié des années 1980. Pour cette analyse, nous avons en effet choisi de conserver la dichotomie entre les deux périodes 1985-1990 et 1991-2000, utilisée pour l'analyse des dirigeants et du financement de la NED. Cette distinction est ici encore pertinente car la réorganisation des régions entraîne une adaptation de la répartition budgétaire. En effet, la nouvelle région « anciennes républiques soviétiques » comprend la Russie alors qu'avant 1991, l'URSS recevait un financement dans la région « Europe ». Cela nous permettra également d'observer les changements qui peuvent s'opérer suite aux événements de 1990. Les années 1984 et 1985 ne font pas partie de l'analyse statistique car le premier rapport annuel de 1984 est très peu précis et celui de 1985 est présenté différemment des suivants et n'affiche pas les financements par pays. Ils sont détaillés par régions, puis selon les réceptionnaires que ce soit les quatre instituts ou les *discretionnary grants*. Ensuite chaque financement est détaillé différemment, soit le pays est mentionné, soit le programme. Ce manque de précision ne nous permet pas d'établir une classification fiable.

L'Amérique Latine bénéficie du soutien le plus important de la fondation. Entre 1985 et 1990, elle reçoit à elle seule 43% du budget total de la NED comme on peut le voir sur le graphique en annexe 27. En conséquence, en termes de pays financés, elle est également largement en tête comme le montre le tableau 12.

Tableau 12: Nombre de pays financés par région 1986[647]-1990

	AFRIQUE	ASIE	EUROPE	AMÉRIQUE LATINE	TOTAL
1986	2	10	8	22	42
1987	5	7	9	19	40
1988	8	9	9	18	44
1989	8	11	8	19	46
1990	7	14	9	18	48
TOTAL	30	51	43	96	220

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-1990.

Cela s'explique principalement par le montant plus important dont bénéficie la région, mais également par une différence en termes de stratégie. En effet, dans chaque région, la fondation attribue des financements pour des programmes menés dans des pays individuellement, ainsi que d'autres pour des programmes mis en œuvre régionalement, qui concernent donc plusieurs pays. Certains États bénéficient donc d'un financement personnalisé. Cette proportion diffère selon les régions comme le montre le tableau en annexe 22. En Amérique Latine, entre 1986 et 1990, 78% en moyenne du budget de la NED dans la région concerne des financements individuels, atteignant 93% en 1990. Par conséquent, la NED privilégie une stratégie de personnalisation qui renforce l'idée que l'intérêt pour cette région est fort.

Voyons maintenant le détail par pays au sein de cette région, afin d'observer quels pays bénéficient de cette stratégie. Le tableau 13 liste les états bénéficiaires sur la période 1986-1990 selon le montant reçu et indique le pourcentage par rapport au budget régional et au budget total de la NED.

[647] Ce n'est qu'à partir de 1986 que la NED adopte une présentation par pays qu'elle conservera.

Tableau 13: Répartition par pays du budget de la NED en Amérique Latine sur la période 1986-1990[648]

Pays	Montant en $	Pourcentage du budget total pour l'Amérique Latine 1986-1990	Pourcentage du budget total de la NED 1986-1990
Nicaragua*	12 678 534	28,9 %	13,9%
Chili*	3 935 435	9 %	4,3 %
Haïti*	2 296 022	5,2 %	2,5 %
Argentine	2 051 953	4,7 %	2,2 %
Paraguay*	1 525 348	3,5 %	1,7 %
Pérou	1 429 148	3,3 %	1,6 %
Brésil	949 226	2,2 %	1,0 %
Guatemala	836 228	1,9 %	0,9 %
Cuba	700 000	1,6 %	0,8 %
République Dominicaine	662 281	1,5 %	0,7 %
Colombie	660 203	1,5 %	0,7 %
Mexique	653 624	1,5 %	0,7 %
Panama	640 818	1,5 %	0,7 %
Costa Rica	532 832	1,2 %	0,6 %
Bolivie	521 500	1,2 %	0,6 %
Dominique	371 535	0,8 %	0,4 %
Uruguay	359 440	0,8 %	0,4 %

[648] Ces chiffres sont calculés en additionnant le montant des programmes financés dans l'année dans chaque pays, répertoriés dans les rapports annuels de la période concernée.

Equateur	206 261	0,5 %	0,2 %
Guyana	157 429	0,4 %	0,2 %
Grenade	153 000	0,3 %	0,2 %
Salvador	85 647	0,2 %	0,1 %
Barbade	65 800	0,1 %	0,1 %
Venezuela	60 250	0,1 %	0,1 %
Honduras	36 000	0,1 %	0,0%

**: Pays ayant bénéficié d'un financement supplémentaire de l'USAID au cours de la période.*
Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-1990.

Les priorités de la NED lors de la période 1985-1990 sont donc le Nicaragua, le Chili, Haïti, l'Argentine, qui seront étudiés dans le détail dans les points suivants. On observe qu'il y a de nombreux pays d'Amérique Centrale et des Antilles, qui reçoivent 60% du total. Or comme nous l'avons vu cette région est particulièrement importante pour Ronald Reagan. Thomas Carothers, qui a travaillé au sein de l'USAID au bureau Amérique Latine, et qui a été témoin de la mise en place de la politique de promotion de la démocratie en Amérique Latine par Reagan affirme que :

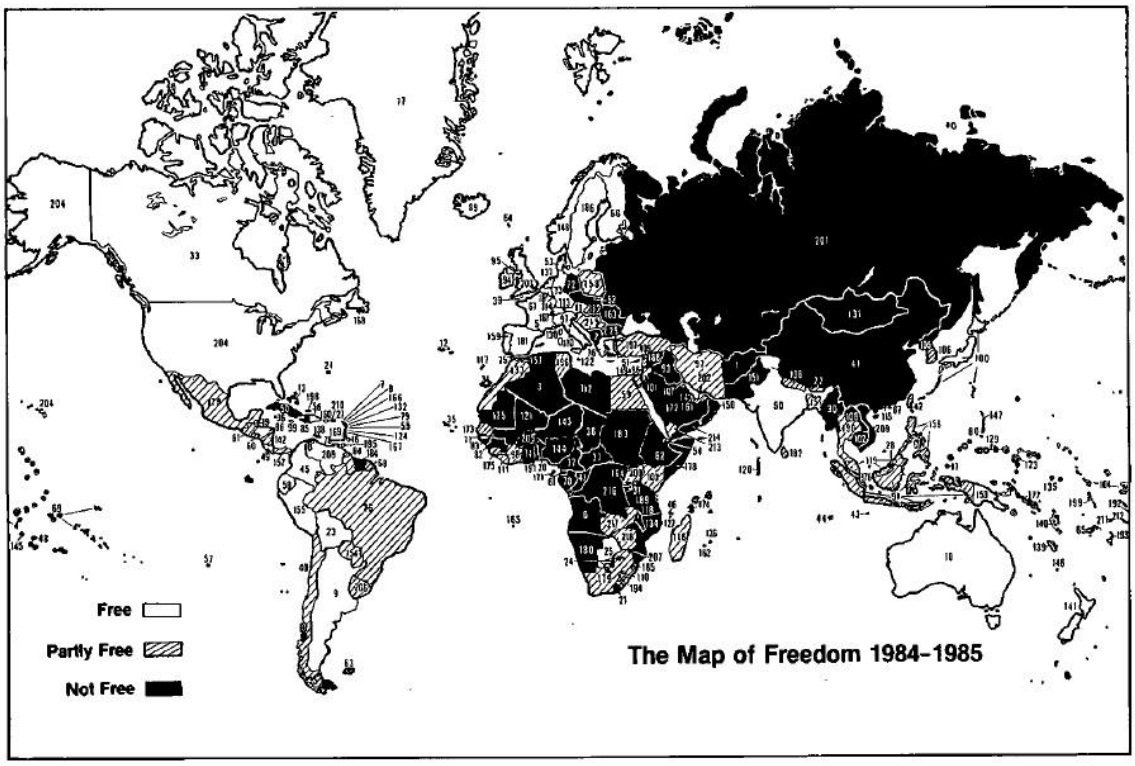
> « The incoming Reagan administration, whose overriding foreign policy concern was the growing of the Soviet Union and the perceived decline of U.S. power, saw Central America as one theater, in fact the most urgent and dangerous one, of the global conflict between the Soviet Union and the United States »[649].

Le choix de la région prioritaire, l'Amérique Latine et plus précisément l'Amérique Centrale, correspond à la politique de Reagan. Or, comme le montre cette carte réalisée par la

[649] Thomas Carothers, *In the name of democracy U.S. policy toward Latin America in the Reagan years*, Berkeley, University of California Press, 1991, p. 12.

Freedom House, en termes de démocratie, la région est divisée en pays « Free » et « partly free » selon les critères de l'organisation, alors que l'Afrique ou l'Asie sont composées principalement de pays « Not free ». La liberté est définie par la Freedom House par la démocratie : « In the Survey, freedom or democracy is taken to mean "liberal democracy" »[650]. Elle est calculée en combinant le taux de droits politiques et de libertés civiles. Le choix de la NED peut alors sembler peu pertinent au regard des besoins mondiaux. De plus, cette dernière ne peut que prendre en considération les rapports de la Freedom House qui est une grande bénéficiaire des fonds de la fondation comme nous l'avons vu dans la première partie.

Figure 7: Carte de l'indice de liberté mondiale selon la Freedom House



Source : Rapport de la Freedom House « Freedom in the World Political Rights and Civil Liberties, 1984-1985 », p. 22.

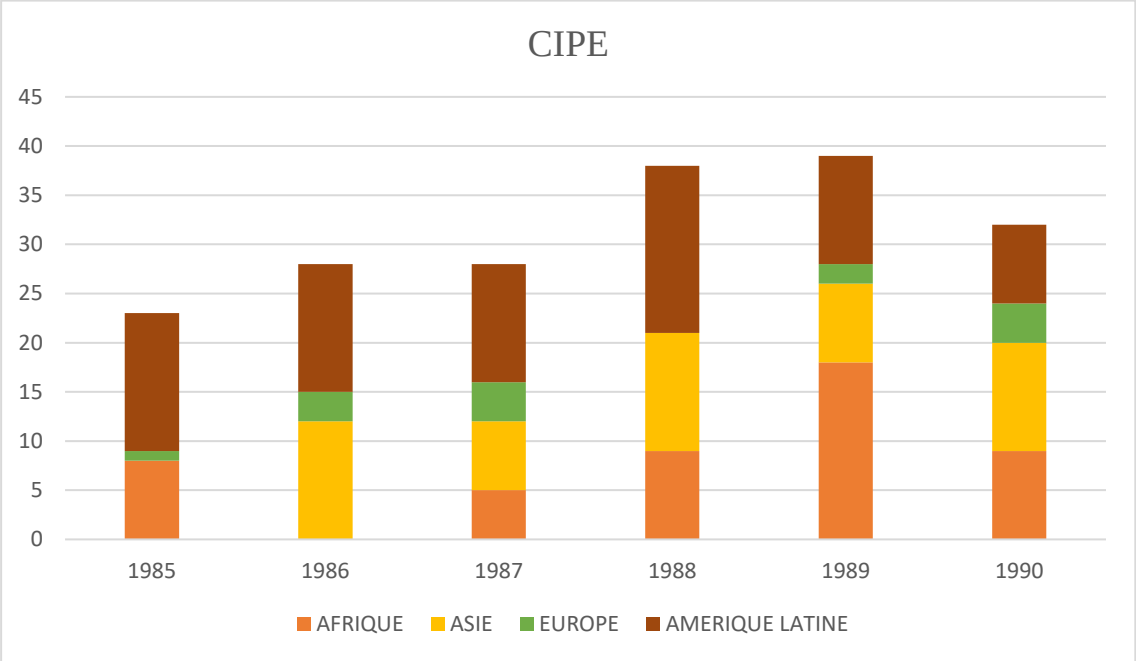
Par ailleurs, en se penchant sur la répartition du budget entre les différents instituts de la NED dans cette région, on peut remarquer une autre tendance. Les tableaux en annexe 25

[650] Raymond D. Gastil, Freedom in the World, Political Rights and Civil Liberties, 1985-1986, *Freedom House*, 1986, p. 4.

détaillent le montant et le pourcentage reçu par chaque institut pour la région Amérique Latine ainsi que les autres régions. On remarque que comparativement aux autres régions, CIPE est un institut important en Amérique Latine.

La figure 8 ci-dessous détaille le pourcentage reçu par l'institut CIPE dans les différentes régions. Cet organisme est le moins important de la NED, il bénéficie du financement le moins élevé des quatre instituts. En termes de stratégie, il est beaucoup plus actif dans des projets régionaux, en effet sur la période 1985-1989, il reçoit à lui seul 55% en moyenne du budget attribué à la catégorie multirégionale. Bien que son pourcentage soit plus faible que les autres instituts, on remarque qu'il est plus présent et de manière plus constante en Amérique Latine, recevant sur la période entre 11 et 17% du budget de la région, soit une moyenne de 13%, quand il reçoit 8% Afrique, 8% en Asie et seulement 2% en Europe.

Figure 8: Pourcentage reçu par CIPE dans les différentes régions 1985-1990



Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1985-1990

Or, selon le rapport de la National Bipartisan Commission on Central America de janvier 1984, le rôle de l'économie est particulièrement important. Cette étude a été demandée par le président Reagan pour l'aider à construire sa politique étrangère dans la région et fut menée par

Henry Kissinger (membre de la NED de 1985 à 1988). Elle a vocation à donner des orientations politiques pour régler les problèmes économiques, sociaux et politiques de la région. Or, l'USIA a prévu en 1985 un budget de 3 millions de dollars pour mettre en place les recommandations de cette commission[651]. Elle conseille aux États-Unis d'augmenter leur aide économique à la formation aux institutions démocratiques et au leadership[652]. Le rapport insiste sur le lien entre la situation économique et politique. Selon lui, l'hémisphère fait face à deux défis, l'un économique et l'autre politique[653]. La résolution des deux conjointement conduira à rendre la région plus sûre pour les États-Unis : « The program should promote the development of Central America in all its dimension – economic prosperity, social change, political modernization and peace.[654] […] Economic growth goes forward in tandem with social and political modernization »[655], notamment en évitant un expansionnisme cubain : « Social reform, economic advance and political stability in Central America will discourage Cuban adventurism in the region »[656]. On retrouve ici le fil rouge de la politique de Reagan en Amérique Centrale : Cuba et le communisme. Les recommandations de ce rapport sont appliquées dans le travail de la fondation comme le montre cette répartition entre les instituts. On retrouve en effet cette tendance avec un rôle important de CIPE dans la région qui renforce la démocratie par des réformes orientées vers le marché et l'entreprise privée. Les domaines d'activités de cet institut sont la lutte contre la corruption, la défense des politiques, les associations professionnelles, la gouvernance d'entreprise, la gouvernance démocratique, l'accès aux informations, le secteur informel et les droits de propriété, les femmes et la jeunesse[657].

De plus, dans cette région, les *discretionnary grants* sont également très présents avec 30% du budget total pour la région entre 1985-1990, or nous avons vu dans la première partie

---

[651] Report to senator Malcolm Wallop by the US General Accounting Office, « Events Leading to,the Establishment of the National Endowment for Democracy », GAO/NSIAD-84-121, 6 juillet 1984, p. 4.
[652] Report of the National Bipartisan Commission on Central America, Janvier 1984, p. 54.
[653] *Ibid*., p. 9.
[654] *Ibid*, p. 60.
[655] *Ibid*, p. 40.
[656] *Ibid*, p. 122.
[657] https://www.cipe.org

que la majorité de ces organisations sont américaines, ce qui, indirectement, a tendance à mettre en avant l'intérêt américain. Ces orientations régionales montrent donc une inclinaison à agir parallèlement au gouvernement américain en suivant ses priorités générales et ses objectifs. Il est maintenant nécessaire de compléter l'analyse avec deux exemples de pays en dehors de l'Amérique Latine mais qui sont également des cas emblématiques de la doctrine Reagan, l'Afghanistan puis l'URSS.

I.1.b) L'Afghanistan et la défense des « freedoms fighters »

L'Afghanistan est le troisième plus grand bénéficiaire de la NED en Asie, avec un budget qui atteint les 7,8% du budget total de la NED pour cette région de 1986 à 1990 comme le montre le tableau 14. Dans les rapports annuels, l'Afghanistan fait partie de la région Asie jusqu'en 1995, date à laquelle il intègre la région Moyen-Orient. Il est intéressant de noter cette importance régionale alors que ce pays est l'application même de la doctrine Reagan de défense des « freedom fighters » : « In designating the Third World a crucial battle ground in the Cold War, the Reagan Doctrine placed Afghanistan near the top of the list of priorities for intervention »[658]. En effet, le président mentionnait déjà les « freedom fighters of Afghanistan »[659] en 1980.

[658] John Callaghan, Brendon O'Connore, Mark Phythian, *Ideologies of American foreign policy*, Routledge, New York, 2019, p. 143.
[659] Ronald Reagan, « Nomination Acceptance Address », July 17, 1980, http://presidentialrhetoric.com/historicspeeches/reagan/nominationacceptance1980.html

Tableau 14: Répartition par pays du budget de la NED en Asie 1986-1990

Pays	Montant en $	Pourcentage régional	Pourcentage du budget total NED
Philippines	3 333 110	30,5 %	3,6 %
République Populaire de Chine	1 174 632	10,8 %	1,0 %
Afghanistan	849 270	7,8 %	1,0 %
Pakistan	592 602	5,4 %	0,8 %
Corée du sud	353 022	3,3 %	0,4 %
Thaïlande	315 000	2,9 %	0,3 %
Vietnam	294 667	2,7 %	0,3 %
Turquie	233 500	2,1 %	0,3 %
Inde	229 120	2,1 %	0,3 %
Taïwan	110 035	1,0 %	0,1 %
Indonésie	86 319	0,8 %	0,1 %
Bangladesh	83 020	0,8 %	0,1 %
Cambodge	74 000	0,7 %	0,1 %
Israël	69 400	0,6 %	0,1 %
Birmanie	52 000	0,5 %	0,1 %
Tibet	46 500	0,4 %	0,1%
Népal	8 000	0,1%	0,0%

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-1990

Tableau 15: Montant annuel dépensé par la NED en Afghanistan de 1985 à 1994

Année	Montant en $	% Du Total Régional	% Du Total
1985	180 845	5,9 %	1,3 %
1986	295 000	10,2 %	2,2 %
1987	195 000	6,7 %	1,6 %
1988	110 000	3,8 %	0,7 %
1989	150 100	5,2 %	0,8 %
1990	139 050	4,8 %	0,4 %
1991	57 068	2,0 %	0,3 %
1992	61 344	2,1 %	0,3 %
1993	24 000	0,8 %	0,1 %
1994	24 000	0,8 %	0,1 %

Source : No calculs d'après les rapports annuels de la NED 1985-1994

Le pays reçoit le montant le plus important en 1986 avec 10% du total régional et à partir de 1991, son budget baisse considérablement comme le montre le tableau 15. Or en 1986, le secrétaire d'État George Shultz, et le directeur de la CIA William Casey, parviennent à convaincre Reagan de renforcer l'aide aux forces anti-communistes du pays, c'est-à-dire les mouvements traditionalistes et islamiques, qui a débuté en 1982, par la fourniture de missile Stinger[660]. En Afghanistan, le président avait une position fermement anti-communiste et le soutien aux résistants était une réponse à la présence de l'armée soviétique, comme cela est mentionné dans la NSDD 166 de mars 1985 :

> « The two principal elements in our Afghanistan strategy are a program of covert action support to the Afghan resistance, and our diplomatic/political strategy to pressure the Soviet Union to withdraw its forces from Afghanistan and to increase international support for the Afghan resistance forces »[661].

[660] John Callaghan, Brendon O'Connore, Mark Phythian, *Ideologies of American foreign policy*, Routledge, New York, 2019, p. 143.
[661] NSDD 166, « U.S. policy, programs and strategy in Afghanistan », 27 mars 1985, p. 1.

Or, les programmes financés par la NED et mis en place par l'American Friends of Afghanistan visaient à proposer des formations aux Afghans des zones contrôlées par la résistance, le but étant de « reopen educational centers and establish literacy programs in areas controlled by the resistance. Talks have been held with local resistance commanders to ensure their cooperation. Afghans are also being taught to use video cameras to document efforts of the resistance to reestablish the country's independence and the effect of the war on populace »[662]. Le gouvernement et la NED soutiennent donc conjointement la résistance, ces *freedom fighters* qui luttent contre la présence communiste.

L'accord de Genève, signé le 14 avril 1988, prévoit le retrait des forces militaires soviétiques d'Afghanistan. La directive de sécurité nationale de 1989 propose alors un accompagnement du pays afin de « prevent the emergence of a new Afghan government that is pro-soviet, pro-Iranian or messianic-Islamic »[663]. De son côté, la NED a progressivement baissé son soutien suite au retrait de l'URSS comme on peut le voit sur le tableau 15, bien que le pays soit encore très loin de la démocratie. Jusqu'en 1991, le soutien de la fondation se fait par un financement à la résistance pour des actions de communications. Ce n'est qu'en 1992 qu'il est mentionné l'objectif suivant : « encourage the adoption of democratic concept »[664]. Il semblerait que la démocratie soit un objectif secondaire, le premier étant le retrait de l'URSS du pays, par un soutien à la résistance.

Par ailleurs, le sort de l'Afghanistan est lié à celui du Pakistan, un allié des États-Unis qui peut être affecté par l'éventuelle progression soviétique, ce qui explique que ce dernier suit de près l'Afghanistan en termes de budget reçu par la NED dans la région. C'est le quatrième bénéficiaire de la NED en Asie avec 5,4 % du total régional sur la période 1986-1990 (tableau 14). Or, selon la NSDD 270 de 1987, le Pakistan « remains the key to our ability to implement

[662] Rapport annuel de la NED 1985, p. 22.
[663] NSD 3, « U.S. Policy toward Afghanistan », February 13, 1989, p. 2.
[664] Rapport annuel de la NED 1992, p. 43.

a policy of opposition to Soviet aggression in Afghanistan »[665]. On remarque que les fonds attribués à l'Afghanistan transitent par l'association American Friends of Afghanistan qui soutient le Cultural Council of the Afghan Resistance dont le siège est au Pakistan. De même, en 1989, les quatre organisations financées pour intervenir en Afghanistan sont des organisations pakistanaises. Cette directive prévoit également d'utiliser une stratégie de *public diplomacy* pour faire une publicité favorable à la résistance : « Consider concentrating and increasing USIA public affairs and cultural resources targetted on the Afghan resistance and refugees both inside Afghanistan and abroad »[666]. Or comme nous l'avons vu, les activités de la NED dans ce pays relèvent du domaine de l'éducation et de la formation à la population en faveur de la résistance, et entrent donc dans le cadre de cette stratégie de *public diplomacy* recommandée par le président. La NED étant financée par l'USIA, cette directive est une suggestion d'utiliser les canaux indirects de la NED dans ce pays où la tension est forte.

Les programmes de la NED accompagnent ici clairement la doctrine Reagan. Ils viennent en complément d'un soutien très important déjà fournit au pays par l'administration notamment à destination du principal groupe de résistants, les Moudjahidines. En effet, l'aide américaine dans ce pays en 1984 est de 122 millions dollars et augmente chaque année jusqu'à atteindre 630 millions de dollars en 1987[667]. L'action de la NED suit la logique anticommuniste de l'administration, ses objectifs mais également ses moyens.

Mais le lien entre l'administration Reagan et le travail de la NED en Afghanistan peut également s'observer de manière plus indirecte comme le montre l'épisode des missiles. Comme nous l'avons dit, les États-Unis ont fourni des missiles Stinger à la résistance Afghane en 1982. Or, plusieurs membres de la NED ont participé à cette affaire. Fred C. Ikle, (membre de la NED 1992-1990), alors sous-secrétaire à la politique de défense en charge des programmes

[665] NSDD 270, « Afghanistan », 1er mai 1987, p. 2.
[666] *Ibid*., p. 4.
[667] Alan J. Kuperman, « The Stinger Missile and U.S. intervention in Afghanistan », *Political Science Quarterly*, Vol 114, N°2, Summer 1999, p. 228.

secrets du Pentagone, est tout d'abord réticent à l'idée de fournir les missiles, mais se laisse convaincre par Michael Pillsbury, autre membre du Pentagone et tente ensuite de convaincre l'administration[668]. Le sénateur Orrin Hatch, (membre de la NED 1984-1991), s'est rendu au Pakistan en 1985 avec Michael Pillsbury pour discuter avec le président Zia de l'aide américaine. Puis, Fred C. Ikle a été soutenu par Morton Abramowitz, (membre de la NED 1991-2004), alors Secrétaire adjoint du département d'État chargé du renseignement et de la recherche[669]. Ces trois futurs membres de la NED ont activement poussé l'administration Reagan à soutenir militairement les résistants afghans et le Pakistan contre l'URSS. Ils faisaient donc partie des *hardliners* au sein de l'administration. Certes, Morton Abramowitz et Fred C. Ikle ont intégré la NED que dans les années 1990, mais cela nous permet de comprendre leur vision de la politique étrangère et plus largement le profil des membres de la fondation.

Si les États-Unis ont d'important intérêts sécuritaires en Afghanistan du fait de la présence militaire soviétique dans ce pays, l'URSS elle-même est la priorité des américains, or le seul moyen d'intervenir dans ce pays est par le biais d'une fondation privée.

[668] *Ibid.*, p. 226, 228, 229.
[669] *Ibid*.

I.1.c) L'URSS, illustration de l'intérêt du statut de la NED

L'URSS faisant partie de l'Europe jusqu'en 1991, le tableau 16 classe les pays selon le montant versé par la NED dans cette région entre 1986 et 1990.

Tableau 16: Répartition par pays du budget de la NED en Europe 1986-1990

Pays	Montant en $	Pourcentage régional	Pourcentage du total NED
Pologne	12 537 976	41,9%	13,7 %
URSS	3 426 546	11,5%	3,7 %
Portugal	2 303 139	7,7%	2,5 %
Roumanie	2 084 662	7,4%	2,4 %
Bulgarie	2 084 662	7,0%	2,3 %
Tchécoslovaquie	1 907 895	6,4%	2,1 %
Hongrie	1 738 556	5,8%	1,9 %
République Fédérale Tchèque Et Slovaque	1 185 345	4,0%	1,3 %
Espagne	337 519	1,1%	0,4 %
Yougoslavie	311 949	1,0%	0,3 %
Irlande Du Nord	302 055	1,0%	0,3 %
Grèce	230 103	0,8%	0,3 %
Baltic States	100 000	0,3%	0,1 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-1990

L'URSS est le deuxième bénéficiaire avec 11,5% du montant total pour l'Europe entre 1986 et 1990. Elle est également le quatrième mondial comme on peut le voir dans le tableau en annexe 29 avec 3,7 % du total du budget de la NED. Ce financement ne se fait que par le biais de « discretionary programs » et non par les quatre instituts de la NED, avec notamment de nombreuses subventions peu importantes. Au total, 27 organisations différentes reçoivent des financements de la NED en URSS, détaillées en annexe 26. L'organisation qui reçoit le financement le plus élevé est le Center for Democracy in the USSR, mais il est difficile de trouver des informations la concernant. La plupart des projet menés se concentrent sur l'éducation, la recherche et la presse. Si l'on prend l'exemple de l'année 1987, les nombreux programmes mis en place sont les suivants :

- Soutien au journal en langue russe Syntaxis ;
- Une banque d'information concernant la situation des droits de l'Homme en URSS a été créée ;
- Subvention pour publier en anglais le journal indépendant Information Bulletin Glasnost mené par un groupe d'activistes pour les droits de l'Homme ;
- Soutien au journal en langue russe *Internal Contradictions in the USSR* ;
- Projet d'amélioration des communications postales entre l'URSS et l'ouest ;
- Soutien au journal en langue russe *Atheneum Press* (Paris) ;
- Publication des éditions lituanienne et serbo-croate *The Road of Solidarity*, collection d'articles sur le syndicat polonais ;
- Sponsor d'une conférence de l'IPG à Berlin ;
- Publication du livre d'un dissident soviétique, Anatoly Marchenko ;

- Soutien à la publication du journal *Time and We* en langue russe[670].

Des programmes similaires sont financés les années suivantes. On remarque que la priorité en URSS est d'ouvrir les mentalités et de soulever doucement les populations contre l'URSS. Cela est dans le prolongement de la NSDD 54 de Reagan concernant l'Europe de l'Est, dans lequel il souhaite « Reinforcing the pro-Western orientation of their peoples »[671]. Pour cela, il souhaite utiliser les organisations internationales : « International fora will be exploited particularly for negative differentiation, to focus world attention on actions by the Soviet Union and Eastern European states which violate internationally recognized human rights or norms of international behavior »[672]. C'est encore une suggestion indirecte pour des financements via la NED, qui, comme le montre les projets menés principalement dans le domaine de la presse et plus largement de la communication, remplit son rôle. Elle met l'accent sur les violations des droits de l'Homme, met en lumière la résistance et permet des échanges avec l'Ouest.

L'URSS est un exemple de pays dans lequel le statut de la NED lui permet d'agir alors que toute intervention américaine directe pourrait conduire à une détérioration des relations entre les deux puissances voire entraîner une réaction militaire. Or, la fondation parvient à mener des programmes qui entrent dans le cadre de la *public diplomacy*, et plus précisément dans celui de la lutte idéologique. Mais la NED ne finance que des *discretionnary programs* ce qui montre que l'intervention directe des quatre instituts ne seraient pas acceptés. Ici, la fondation s'adapte et agit de la façon la plus indirecte possible. De même, le choix de petits financements à de multiples organisations est également un moyen de ne pas attirer l'attention. Ce financement en URSS est représentatif de la stratégie américaine en Europe de l'est et s'inscrit dans l'esprit de la doctrine Reagan.

---

[670] Rapport annuel de la NED 1987, p. 40-43.
[671] NSDD 54, *United States policy toward Eastern Europe*, 2 septembre 1982, p. 1
[672] *Ibid*. p. 3.

De manière générale, la région Europe s'aligne également sur cette tendance. Comme on peut le voir dans le tableau en annexe 25, le FTUI est très présent dans cette région avec 45% du budget entre 1985 et 1990, étant donné que c'est sa région de travail à l'origine. De leurs côtés, les autres instituts sont relativement absents (CIPE 8%, IRI 5% et NDI 7%). Dans cette région, le FTUI se partage le travail avec les *discretionnary grants*, qui reçoivent 44 % du budget de la NED pendant cette période. Cela montre que l'Europe est une région dans laquelle la NED n'ose pas intervenir directement et fait appel à un large panel d'organisations (voir détails en annexe 17), certes principalement américaines, mais souvent implantées depuis plus longtemps dans la région et qui bénéficient d'une plus grande confiance, indispensable pour mener des actions concrètes, et d'un budget moins important étant donné leur nombre.

Mais comme nous l'avons vu, les membres de l'administration Reagan n'ont pas tous le même point de vue et cette doctrine peut être ajustée selon le contexte et le pays, et ne s'accompagne pas toujours d'un soutien ferme aux alliés anticommunistes.

2. L'adaptation de la doctrine Reagan ou la réaction à des mouvements populaires

Selon Chester Pach, cette doctrine Reagan est seulement une ligne de conduite générale qui diffère selon les groupes de résistants[673]. Selon les cas et les divisions au sein de l'administration, cette doctrine n'est pas totalement uniforme et a pu subir des adaptations. Les cas étudiés ci-dessous sont des exemples dans lesquels le président a rompu avec sa stratégie de défense des alliés traditionnels anticommunistes pour défendre la démocratie. Ici, les intérêts américains et ceux de la NED sont d'autant plus convergents. Toutefois la lutte idéologique n'est pourtant pas abandonnée, elle seulement adaptée à une réalité locale, la montée de mouvements populaires, qui contraint Reagan à une rupture officielle avec certains alliés traditionnels. Dans le cas du Chili et de Haïti, l'USAID intervient directement par un financement spécial, mais dans le cas des Philippines, la NED suit d'elle-même les priorités américaines.

I.2.a) Le Chili et le retournement de Reagan

Comme le montre le tableau 13[674], le Chili est le deuxième pays le plus important en termes de financement dans la région Amérique Latine avec 9 % du budget total régional et le troisième mondial avec 4 % du budget total de la NED sur la période 1986-1990 avec près de 4 millions de dollars comme on peut le voir en annexe 29.

La politique de Reagan vis-à-vis du Chili fut longtemps caractérisée par un soutien au dictateur anti-communiste, le général Augusto Pinochet. Un soutien politique mais également

---

[673] Chester Pach, « The Reagan Doctrine: Principle, Pragmatism, and Policy », *Presidential Studies Quarterly*, Mars 2006, Vol. 36, n° 1, p. 76.
[674] Partie 2, Chapitre I, 1.a).

une coopération économique et militaire se sont mis en place[675]. Son prédécesseur, Salvador Allende, était un marxiste socialiste démocratiquement élu, qui avait entamé des réformes importantes, afin notamment de mieux partager les richesses et de renforcer le rôle de l'État dans l'économie par des nationalisations[676]. Dès 1964, le directeur de la CIA a dépensé 3 millions de dollars pour bloquer les efforts du président chilien[677]. Les États-Unis avaient soutenu son principal opposant, le général Pinochet, qui prit le pouvoir lors d'un coup d'État le 11 septembre 1973 qui coûta la vie au président. Même si la CIA n'a pas directement orchestré le coup d'état[678], elle a contribué à créer les conditions favorables à une prise de pouvoir par les opposants d'Allende[679].

La stratégie première était l'application ferme de la doctrine Reagan, c'est-à-dire le soutien aux dictatures de droites anticommunistes dont faisait partie le régime de Pinochet. Mais cette position a commencé à évoluer. Au sein de l'administration, Elliott Abrams, Assistant adjoint au secrétaire d'État pour les droits de l'Homme et les affaires humanitaires (1981-1985), puis sous-secrétaire d'État aux affaires interaméricaines (1985-1989) (et membre actuel de la NED) plaide pour faire pression sur Pinochet sur la question des droits de l'Homme et de la démocratie[680], notamment après les répressions des manifestations sociales contre la situation économique et politique du pays. L'administration se montre plus ferme après la mise en place d'un état de siège par Pinochet en novembre 1984 et la montée progressive d'une alternative politique. Mais il y a des conflits au sein de l'administration concernant la conduite à tenir face à Pinochet, et Reagan mais du temps à admettre qu'il n'est plus possible de soutenir

---

[675] Thomas Carothers, *In the name of democracy U.S. policy toward Latin America in the Reagan years*, Berkeley, University of California Press, 1991, p. 151.
[676] Kim Scipes, « It's Time to Come Clean; Open the AFL-CIO Archives on International Labor Operations » *Labor Studies Journal,* Vol. 25, No.2, Summer 2000. S. 4-25.
[677] *Ibid*.
[678] Jack Devine, « What Really Happened in Chile: The CIA, the Coup Against Allende, and the Rise of Pinochet », *Foreign Affairs*, Vol. 93, N° 4, Juillet/Août 2014, p. 27.
[679] Tanya Harmer, « Fractious Allies: Chile, the United States, and the Cold War, 1973-76 », *Diplomatic History*, Vol. 37, N° 1, Janvier 2013, p. 109.
[680] Thomas Carothers, *In the name of democracy U.S. policy toward Latin America in the Reagan years*, Berkeley, University of California Press, 1991, p. 153.

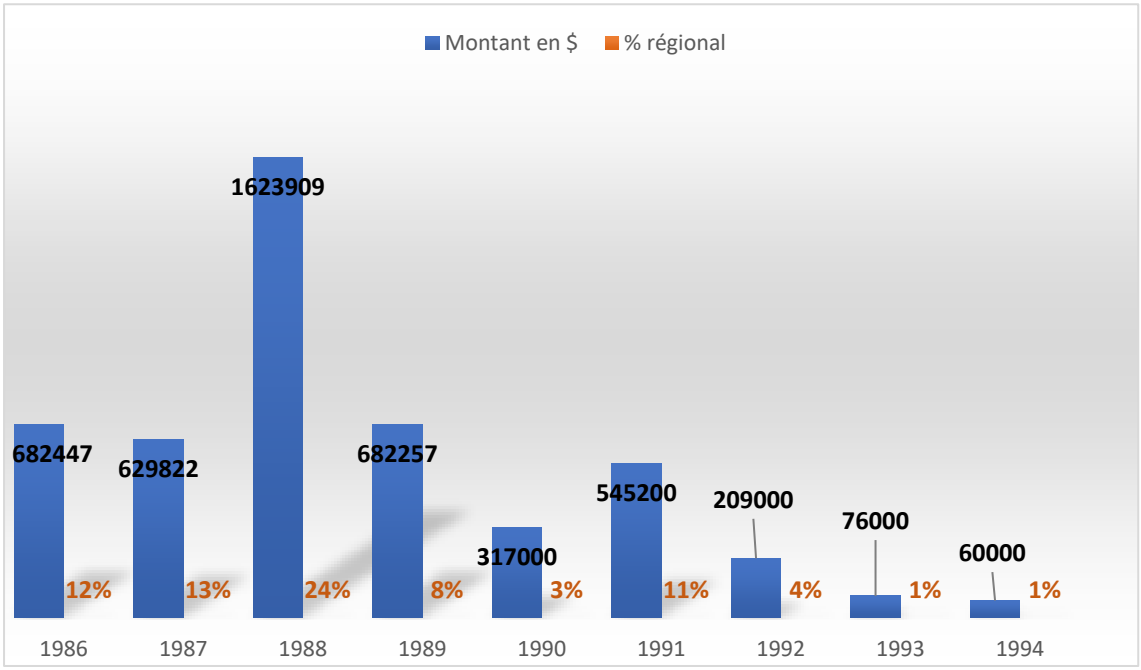
le dictateur. Harry Barnes, qui intégrera la NED en 1990, alors ambassadeur des États-Unis au Chili, conduit lui aussi une politique ferme contre le général Pinochet. Lors de sa prise de poste, ses instructions sont claires : signaler à Pinochet leur changement de position, et nouer des liens avec les élites de l'opposition[681]. Il a en effet rencontré plusieurs fois Gabriel Valdes, président du parti d'opposition Chrétien Démocrate, qui remarque clairement ce changement en comparaison avec l'attitude de l'ancien ambassadeur avec lequel les relations étaient inexistantes[682]. Ce changement est dû à la montée de la contestation populaire dans le pays. Washington veut éviter la montée d'un mouvement de gauche, c'est pourquoi il se rapproche de l'opposition[683]. En effet, comme le note Elliott Abrams : « Chile remains a special target for foreign Marxist-Leninists »[684]. Les américains veulent combler cette brèche qui pourrait être mise à profit par les soviétiques pour gagner du terrain en Amérique Latine.

Une réunion du NSC en novembre 1986 laisse entendre que les évolutions qui ont eu lieu au Chili doivent modifier l'attitude américaine envers ce pays[685]. Reagan finit par accepter de rompre l'alliance avec Pinochet et de s'engager dans la bonne conduite du plébiscite prévu en 1989 par la constitution et dont le résultat décidera si le général sera maintenu au pouvoir jusqu'en 1997 ou s'il sera contraint de mettre en place des élections présidentielles. L'administration s'est donc impliquée dans la campagne notamment en versant à l'USAID un montant de 1 285 millions de dollars à la CAPEL[686] (le Centre d'assistance et de promotion électorales de l'Institut interaméricain des droits de l'Homme) à destination du Chili. Ensuite, le Congrès décide avec le soutien de l'administration un crédit spécial à la NED en 1988 qui augmente considérablement son budget comme on peut le voir sur la figure 9.

---

[681] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy: Globalization, U.S. Intervention, and Hegemony,* New York, Cambridge University Press, 1996, p. 168.
[682] Lydia Chavez, « New Ambassador gives impetus to U.S. push for change in Chile », *New York Times*, January 27, 1986, A6.
[683] *Ibid*.
[684] Elliot Abrams, « Latin America and the Caribbean: The Paths to Democracy », June 30, 1987 address before the Washington World Affairs Council, Washington, p. 4.
[685] Meeting with the National Security Council, 14 novembre 1986.
[686] Thomas Carothers, *In the name of democracy, ..., op. cit.*, 1991, p. 158.

Figure 9: Budget annuel versé au Chili par la NED sur la période 1986-1994[687]



Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-1994.

Le Chili est le premier pays bénéficiaire de la région en termes de montant jusqu'en 1988 ce qui montre qu'il était un pays important pour la NED même avant l'obtention de ce crédit spécial.

Lors de cette année 1988, les programmes financés par la NED dans le pays sont les suivants :

Tableau 17: Programmes financés par la NED au Chili en 1988.

BENEFICIAIRE	MONTANT $	POURCENTAGE
NDIIA	414 765	26 %
Free Trade Union Institute	106 000	7 %
NRIIA	50 144	3 %
Delphi International	33 000	2 %
NRECA International Foundation	20 000	1 %
TOTAL	**623 909**	

Source : Rapport annuel de la NED 1988 p. 32-35

[687] Le pays ne reçoit plus de financement entre 1995 et 2000.

En plus de ce financement de la NED, le pays a donc reçu une « special Congressional appropriation of U.S. Agency for International Development (AID) economic support funds for the promotion of democratic activities there leading to a transition to democracy »[688] d'un montant d'un million de dollars qui s'est ajouté au montant déjà octroyé par la NED. Cette somme a été distribuée de la façon suivante :

Tableau 18: Programmes financés par l'USAID au Chili en 1988.

BENEFICIAIRE	MONTANT $	POURCENTAGE
NDIIA	515 000	32 %
Delphi International	175 000	11 %
FTUI	135 000	8 %
FREEDOM HOUSE	95 000	6 %
NRIIA	55 000	3 %
GEORGETOWN UNIVERSITY	25 000	2 %
TOTAL	**1 000 000**	

Source : Rapport annuel de la NED, 1988, p. 32-35.

Le NDI est le principal bénéficiaire du financement pour le Chili. Il mène des programmes d'assistance civique et d'enregistrement des électeurs pour le plébiscite, il organise des missions d'observation des élections et un projet d'encouragement à la participation électorale. Le but du NDI était de tout mettre en œuvre pour que Pinochet ne remporte pas le vote du plébiscite, au point d'être accusé de prendre position dans l'élection[689]. En effet dans la pratique, les missions consistaient souvent en un soutien indirect au parti Chrétien Démocrate, avec pour objectif d'isoler la gauche.

L'organisation Delphi International Group, le second bénéficiaire, est une entreprise multinationale de conseil et de management créée en 1976, qui travaillait avec l'USIA et

[688] Rapport annuel NED 1988, p. 34.
[689] Thomas Carothers, *In the name …*, *Op Cit*, p. 159.

l'USAID avant la création de NED[690]. Elle était dirigée par Paul Von Ward, ancien membre du département d'État américain entre 1966 et 1979[691].

Selon William Robinson, l'intervention de Washington au Chili s'est faite en trois étapes, auxquelles la NED a participé. La première consiste à établir un consensus entre les élites, la seconde correspond à l'unification et l'organisation des élites de l'opposition. Enfin, la troisième étape vise à concurrencer les secteurs populaires, supprimer la mobilisation populaire avec deux cibles, les « poblaciones » et les syndicats[692]. Delphi International finance des programmes d'éducation civique menés par la Neighborhood and Community Action (AVEC), visant la première catégorie. Le programme mené par le FTUI cherchait à tempérer les syndicats, qui ont une grande influence mais sont trop associés à la gauche. Le FTUI a soutenu le syndicat Democratic Workers Union mené par le parti Chrétien Démocrate. Selon une évaluation extérieure de 1993 demandée par l'USAID, l'AIFLD, bénéficiaire des fonds du FTUI dans la région, a façonné la campagne du « no vote » lors du plébiscite[693].

La NED a été au Chili un instrument d'accomplissement de la politique étrangère de Reagan car leurs objectifs ont fini par se rejoindre suite à l'évolution de la politique du président. Son changement de position peut s'expliquer par l'obligation de soutenir la transition démocratique comme élément d'une politique cohérente par rapport aux autres pays d'Amérique Latine, ainsi que par la volonté de satisfaire le Congrès, opposé à Pinochet, afin de garder le contrôle de la politique étrangère dans ce pays[694]. Mais à la fin du mandat de Reagan, il y a selon Thomas Carothers un réel intérêt pour la démocratie, politiquement désintéressé. L'intervention américaine au Chili est importante car selon lui, elle représente la phase finale

---

[690] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy: Globalization, U.S. Intervention, and Hegemony,* New York, Cambridge University Press, 1996, p. 168.
[691] William I. Robinson, *A faustian bargain, U.S. Intervention in the Nicaraguan elections and American foreign policy in the post-cold war era*, Westview Press, Boulder, 1992, p. 51.
[692] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit*., p. 186.
[693] LAC Labor Strategy and Development AIFLD Evaluation, Development Associates, Inc., April 1993, cité dans United States General Accounting Office, « AIFLD Funding and Programs », GAO/NSIAD-96-142R, 30 avril 1996, p. 11.
[694] Thomas Carothers, *In the name of democracy …, op. cit.*, p. 160.

de la doctrine Reagan dans laquelle l'anticommunisme ne prévaut plus dans les décisions du président : « The policy of pressure against right-wing dictators is of particular interest in that it was the farthest point of evolution of the Reagan administration's Latin America policy with respect to promoting democracy »[695]. Toutefois, le fait que les États-Unis aient décidé d'accompagner la chute de Pinochet est également le résultat de la montée de la contestation populaire. Or, pour Reagan, ces mouvements sont risqués car ils peuvent être instrumentalisés par la gauche à tendance communiste. Cette position n'est pas donc la fin de la logique anti-communiste, mais son adaptation aux évènements internes des états. La remarque de Chester Pach, selon laquelle cette doctrine Reagan est seulement une ligne de conduite générale qui diffère selon les groupes de résistants[696] semble alors plus adaptée.

Cette position est aussi le résultat d'un bras de fer entre les différents membres de l'administration, car Reagan se caractérise par sa tendance à déléguer beaucoup à ses conseillers[697]. On note que deux membres qui ont participé activement au changement de position américaine, Elliott Abrams et Harry Barnes, sont deux futurs membres de la NED ce qui confirme ce lien entre l'administration et la fondation.

Le cas du Chili permet d'observer l'évolution de la doctrine Reagan, du soutien ferme aux dictatures anticommunistes à l'accompagnement de la démocratie pour laquelle la NED est mise à contribution. Dans la région, un autre pays en est la manifestation, c'est le cas d'Haïti.

---

[695] *Ibid*, p. 150.
[696] Chester Pach, « The Reagan Doctrine: Principle, Pragmatism, and Policy », *Presidential Studies Quarterly*, Mars 2006, Vol. 36, n° 1, p. 76.
[697] Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 576.

I.2.b) Haïti : changer le dictateur, conserver les élites

Le troisième pays bénéficiaire de la NED pour la région Amérique Latine après le Nicaragua et le Chili sur la période 1986-1990 est Haïti avec 5,2 % du budget pour un montant de 2 296 022 dollars comme le montre le tableau 13[698]. Au niveau mondial, il est le huitième pays financé (voir annexe 29). Jusqu'à 1985, les États-Unis ne s'intéressent pas réellement à ce pays, ils ont peu d'intérêt politique ou économique particulier en Haïti[699]. Ils ont soutenu faiblement le dictateur en place, François Duvalier, afin de conserver le statu quo même après l'arrivée au pouvoir de son fils, Jean-Claude Duvalier. Les relations étaient cordiales dans les années 1980[700]. La dictature Duvalier fournissait une stabilité politique qui bénéficiait aux relations économiques. Puis, le gouvernement américain a subitement choisi d'accompagner le retrait du dictateur. Ce dernier, à la tête du pays depuis 1971, se voit reprocher dans les années 1980 ses atteintes aux droits de l'Homme. À la fin de l'année 1985, il fait l'objet d'une révolte populaire, menée par le mouvement *Lavalas,* coalition de plusieurs groupes, qui le contraint à quitter le pays. Un prêtre, Jean-Bertrand Aristide est devenu le leader de ce soulèvement populaire. Une succession de coup d'état et d'instabilité s'ensuit jusqu'aux élections organisées en 1990. En 1985, Washington entame un changement et met en place une « preventative diplomacy »[701], qui s'accompagne d'une baisse de l'aide économique. Le gouvernement fait savoir qu'il souhaite des élections et une amélioration des droits de l'Homme. À l'instar du Chili, la modification de l'attitude américaine et la rupture soudaine avec ce dictateur se fait en réaction à une révolte populaire. La stratégie des États-Unis est comparable et consiste à mettre en place un système similaire à celui en place, en changeant la personnalité à sa tête tout en conservant la structure des élites au pouvoir, c'est-à-dire créer un « Duvalierism without

[698] Partie 2, Chapitre I, 1.a)
[699] Thomas Carothers, *In the name of democracy …, op. cit.*, 1991, p. 182.
[700] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy… op. cit.*, p. 273.
[701] *Ibid.*, p. 274.

Duvalier »[702], afin de satisfaire le mouvement populaire sans accorder de réel changement. Au niveau international, cela permet de cultiver l'image de défenseur de la démocratie. Les États-Unis accompagnent la transition démocratique car ils veulent contrôler le processus afin d'éviter la mise en place d'un régime antiaméricain.

La NSDD 220 d'avril 1986 établit les objectifs à long terme dans le pays : « achieve installation of a democratically elected government and the implementation of legal and policy reforms in Haiti and the stimulation of foreign private investment to promote economic development on the basis of free enterprise principles »[703]. Dans la réalisation de cet objectif, il est déclaré que « The Department of State and the U.S. Information Agency will encourage the Inter-American Foundation, the National Endowment for Democracy and, through it, its constituent institutes to undertake all appropriate initiatives to help build the basis for a democratic government in Haiti »[704]. La NED est dans cet exemple clairement invitée à participer à cette politique. Certes, les modalités d'actions ne sont pas précisées et laissées à l'appréciation de la NED, mais la directive est toutefois donnée.

Les États-Unis ont donc entamé une politique de promotion de la démocratie avec deux volets. Le premier consiste à soutenir le gouvernement intérimaire et à guider la transition électorale, et le second vise à aider à structurer une société civile active et qui participe à ce processus électoral[705]. Pour réaliser la première partie, le gouvernement américain utilise l'aide économique, particulièrement en 1986 et 1987, un projet d'assistance électorale mené par l'AID au travers de la CAPEL, et une aide militaire. Le deuxième volet a été mené par une action conjointe de l'ambassade des États-Unis à Haïti et du NDI[706] :

---

[702] *Ibid.*, p. 279.
[703] NSDD 220, Haiti, April 2 1986, p. 1.
[704] *Ibid.*, p. 4.
[705] Thomas Carothers, *In the name of democracy …, op. cit.*, 1991, p. 185.
[706] *Ibid.*, p. 188.

« The NDI project was more than simply a set of informational seminars; it was a coalition-building effort in which NDI facilitated the centrist candidates working together as a group to challenge the interim government on the many problems with the electoral process. The NDI efforts worked toward the same goal as the embassy, that is, attempting to clarify the fragmented Haitian political field by promoting a coherent and somewhat unified center »[707].

Haïti commence à recevoir un financement de la NED en 1986 et il est alors le deuxième pays bénéficiaire dans la région, juste au moment du départ de Duvalier. Ensuite, lors de l'année 1990, le pays reçoit un million de dollars par le biais de l'AID pour accompagner les élections, comme le montre le tableau 19. Les organismes bénéficiaires de cette aide sont l'America's Development Foundation, le FTUI, le NDI et IRI, les montants sont détaillés dans le tableau 20.

Tableau 19: Montant annuel dépensé par la NED en Haïti 1986-1991

Année	Montant en $	% du total Régional	% du total NED
1986	400 881	7,0 %	2,9 %
1987	271 912	5,7 %	2,2 %
1988	180 000	2,6 %	1,2 %
1989	209 229	2,4 %	1,2 %
1990	1 234 000*	9,8 %	3,8 %
1991	40 000	0,8 %	0,2 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-1991

** : Financement supplémentaire de l'USAID*

[707] *Ibid*.

Tableau 20: Détail des bénéficiaires de la NED à Haïti en 1990

Bénéficiaires	Montant reçu en dollars
America's Development Foundation*	189 000
America's Development Foundation	50 000
FTUI*	219 500
FTUI	40 000
NDI*	330 963
NRI*	360 537
Puebla Institute	40 000

Source : Chiffres issus du rapport annuel NED 1990, p. 41.

**: subvention de l'USAID.*

Les syndicats sont un acteur important car c'est en leur sein que se trouve la base du mouvement de contestation. Le FTUI a en effet reçu 219 500 dollars cette année-là de l'USAID pour encourager la participation électorale en coopération avec des syndicats démocratiques. Le NDI et l'IRI ont également été largement financés par l'USAID pour intervenir en Haïti. Ils ont participé notamment en regroupant certains leaders politiques dans ce qui est devenu le Groupe des Dix, qui comprend des figures conservatrices associées au régime de Duvalier[708]. Le NDI a participé à la création de seize nouveaux partis, mais aucun financement au parti d'Aristide, le National Front for Democracy and Change ni de manière générale au mouvement Lavalas[709], qui est pourtant la base de la contestation sociale. Cela est l'expression de la réticence du gouvernement envers ces mouvements populaires. Cette attitude du gouvernement transparaît donc dans les actions de la NED qui a tendance à isoler elle aussi ces mouvements. Au contraire, elle soutenait le Movement to Install Democracy in Haiti (MIDH) dirigé par Marc Bazin, ancien ministre de Duvalier, membre de la banque mondiale, et représentant d'une « élite transnationale »[710] que les États-Unis tendent à promouvoir. William Robinson note que

[708] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit*. p. 286.
[709] *Ibid*, p. 287.
[710] *Ibid*.

d'anciens membres de l'administration Duvalier font partie des organisations financées par la NED, ce qui montre la stratégie du « Duvalierism without Duvalier »[711]. Toutefois, ce n'est pas le candidat favori de Washington qui remporte les élections en 1990, mais Jean Bertrand Aristide. Même si les États-Unis n'ont pas réussi à établir une élite consolidée susceptible de convaincre les masses, ils sont toutefois parvenus à susciter de l'intérêt pour Marc Bazin parmi les élites.

Selon Carothers, Haïti est également le début d'une nouvelle tendance, de la promotion de la démocratie pour elle-même[712]. Cependant, Washington agit au moment où le soutien au dictateur n'était plus possible en raison de la contestation populaire et son intervention lui a permis de participer à la formation du nouveau gouvernement. La politique de Reagan n'est donc pas tout à fait motivée uniquement par la promotion de la démocratie. De la même manière que pour le Chili, le but est de contrôler la transition politique en réponse à un soulèvement populaire, en influençant le choix du nouveau gouvernement.

En 1991, Washington s'implique de nouveau dans le pays avec une aide économique, et une aide politique de promotion de la démocratie, menée cette fois directement par le département d'État. Ce dernier approuve en mai 1991 un budget de 24 millions de dollars pour le Democracy Enhancement Project Program mené par l'Office of Democratic Initiative, qui est le bureau chargé de la promotion de la démocratie au sein de l'USAID, au bénéfice des mêmes organisations soutenues par la NED[713]. Cette même année, le budget de la NED pour ce pays diminue beaucoup, il est de 40 000 dollars, sans aide spéciale de l'USAID et il ne reçoit pas de financement en 1992. Cela montre les limites de la NED dans un pays où les États-Unis n'ont pas le contrôle. Une approche plus interventionniste est nécessaire via le département d'État qui prend le relais suite à l'échec de la politique de promotion du candidat américain. Le

---

[711] *Ibid*.
[712] Thomas Carothers, *In the name of democracy …, op. cit.*, 1991, p. 189.
[713] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit.*, p. 295.

président Aristide, qui n'a pas le soutien des élites et de l'armée, est victime d'un coup d'État en 1991. Les États-Unis ont une attitude ambivalente envers le président. Ils se montrent opposés à ce coup d'état bien qu'ils ne soient pas pour autant en faveur d'Aristide. James Baker, secrétaire d'État américain, déclare vouloir conserver une distance avec ce dernier[714]. L'aide du département d'État, suspendue après le coup d'État contre Aristide, reprend en 1992, avec un soutien à l'IRI et au NDI[715]. Cette aide financière est une aide directe de l'USAID aux instituts et n'est donc pas mentionnée dans les rapports annuels de la NED. Lors de l'invention militaire des États-Unis en Haïti en 1993 dans le but de rétablir Aristide, ces derniers ont accompagné la reconstruction de l'état en privilégiant les élites transnationales. Aristide est revenu au pouvoir en 1994, mais les élections étant prévues pour 1995 et la loi interdisant deux mandats consécutifs, le président aura passé la majorité de son mandat en exil. Il fut toutefois réélu en 2000.

L'exemple d'Haïti est comparable à l'intervention au Chili, la NED accompagne la transition démocratique en application de la politique gouvernementale. Mais en Haïti, les États-Unis ne sont pas parvenus à faire élire leur candidat. On a donc assisté à un transfert entre la NED et le département d'État qui a pris le relais, notamment par une aide directe de l'USAID aux instituts politiques. Il n'a pas été possible de savoir quel type de contrat (liberté totale d'utilisation, accord de coopération ou demande spécifique) a été utilisé pour ce financement, mais l'implication de l'USAID suggère toutefois moins de liberté aux instituts. Cela illustre d'autant plus l'argument selon lequel la NED fut un instrument du gouvernement en Haïti. Le troisième exemple, les Philippines, est différent dans le sens où le pays ne reçoit pas d'aide directe de l'USAID, toutefois la NED poursuit des objectifs comparables.

---

[714] David Malone, *Decision-making in the UN Security Council : the case of Haiti, 1990-1997*, New York, Oxford University Press, 1998, p. 62.
[715] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit*. p. 305.

I.2.c) Les Philippines et l'encadrement de la révolte

L'Asie est la troisième région en termes de budget, et le montant qu'elle reçoit est en baisse sur la période comme le montre le tableau en annexe 20. Elle bénéficie d'un montant de 3 039 845 dollars en 1986, soit 22 % du budget total, montant qui baisse chaque année pour atteindre 2 107 772 soit 7 % du budget total de la NED en 1990. Mais cette région est importante car en regardant de plus près la répartition du budget régional par pays dans le tableau 14[716], un seul pays bénéficie de plus de 30 % du budget total de la région sur la période 1986-1990 : les Philippines. Au niveau mondial, ce pays est le cinquième bénéficiaire avec 3,6 % du budget total de la NED (voir annexe 29). Face à l'importance, notamment régionale de ce pays, il serait intéressant de comprendre les événements internes expliquant ce choix ainsi que la position du gouvernement envers ce pays.

Les Philippines et les États-Unis ont entretenu d'étroites relations après que le pays soit devenu une colonie américaine en 1898. Le pays héberge des bases militaires américaines depuis le Military Bases Agreement de 1947 et ils ont signé un Traité de Défense Mutuelle en 1951. Le dictateur Ferdinand Marcos, au pouvoir depuis 1965 et qui a instauré la loi martiale en 1972, est un allié des États-Unis, et un bon ami de Reagan. Ce dernier perpétue un soutien américain qui dure depuis l'arrivée au pouvoir du dictateur : « military bases and a familiar government in the Philippines, are more important than the preservation of democratic institutions, which were imperfect at best »[717]. Mais depuis 1982, le pays fait face à une insurrection communiste menée par le groupe New People's Army (NPA), qui revendique 43 fronts de guérilla, entre 3 000 et 3 500 membres armés et 180 000 sympathisants[718].

---

[716] Partie 2, Chapitre I.1.b)

[717] US Senate Committee on Foreign Relations, *Korea and the Philippines: November 1972,* Committee Print, 93rd Congress, 1st session, February 18, 1973, p. 45.

[718] David G. Timberman, « Leadership change and national security in the Philippines: 1983-88 », *Contemporary Southeast Asia*, Vol. 11, N°2, Septembre 1989, p. 199.

Le 21 août 1983, le principal opposant politique, Benino Aquino, est assassiné. Cet évènement entraîna d'intenses protestations de la part de la population qui demandait le retrait de Marcos, rendu responsable des maux du pays, et le retour à la démocratie. Mais l'assassinat d'Aquino risquait également de renforcer le Parti Communiste philippin[719].

Face à ces évènements, Reagan a été contraint de rompre son soutien à Ferdinand Marcos. C'est notamment le secrétaire d'État George Shultz qui tente de convaincre difficilement Reagan d'abandonner son ancien allié[720]. Mais face à la montée de la contestation populaire, le « power people revolution »[721], l'Amérique ne pouvait plus soutenir le dictateur, cette position n'était plus tenable. Cette perte de soutien américain a fragilisé davantage le régime de Marcos qui a perdu les élections présidentielles de 1986 face à la veuve de Benino Aquino, Corazon Aquino. Le président américain a adopté une position risquée, n'étant pas certain de l'attitude de la nouvelle présidente envers les États-Unis. Après l'élection d'Aquino, le Congrès vote le Assistance for Democracy Act of 1986, qui prévoit une aide économique et militaire de 700 millions de dollars aux Philippines pour 1986 et 1987[722], pour accompagner le retour à la démocratie.

Le pays revêt également une importance particulière dans la région pour l'administration Reagan, comme cela est mentionné dans la NSDD numéro 163 de 1985 :

> « The United States has vital interests in the Philippines that are threatened by internal political and economic developments. […] Strategically, continued and unhampered access to our military facilities is of prime importance in helping to offset the expanded Soviet threat to one region. […] Regionally, a strong ASEAN that includes a healthy Philippines allied to the United States is a buffer to Communist pressure in

[719] Ibid.
[720] Chester Pach, « The Reagan Doctrine: Principle, Pragmatism, and Policy », *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 36, n° 1, Mars 2006, p. 86.
[721] David G. Timberman, « Leadership…, *op. cit*. p. 202.
[722] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit*., p. 140.

Southeast Asia and a model of what economic freedom and democratic progress can accomplish »[723].

Selon cette directive, la promotion de la démocratie aux Philippines est un moyen de lutter contre l'influence communiste dans la région. Les États-Unis n'ont plus seulement besoin d'un allié, comme c'était le cas avec Ferdinand Marcos, mais d'un allié « sain », c'est-à-dire qui aurait réglé ses problèmes internes par l'adoption de la démocratie notamment. On retrouve l'idée que la contestation populaire constitue un risque de prise de pouvoir communiste. Le choix de la défense de la démocratie n'est donc pas totalement dénué d'anticommunisme comme le pensait Thomas Carothers : « the Philippine transition took democracy aid out of the anticommunist context of Latin America policy, showing that it could be used against a traditional anticommunist U.S. ally »[724]. En effet, on retrouve dans ce pays l'inquiétude du président Reagan envers les mouvements populaires susceptibles de rejoindre la gauche.

Il n'est alors pas étonnant d'observer que les Philippines sont un grand pays bénéficiaire de la NED dans les années 1980, dont les subventions annuelles sont détaillées dans le tableau 21.

[723] NSDD 163, « United States policy towards the Philippines », 20 février 1985, p. 1, non souligné dans le texte d'origine.
[724] Thomas Carothers, *Aiding democracy…, op. cit*. p. 38.

Tableau 21: Montant annuel dépensé par la NED aux Philippines 1985-1996

Année	Montant en $	% Du Total Régional	% Du Total Ned
1985	1 100 000	36 %	8 %
1986	911 829	32 %	7 %
1987	750 223	38 %	6 %
1988	600 000	30 %	4 %
1989	609 350	31 %	3 %
1990	461 708	22 %	1 %
1991	440 282	16 %	2 %
1992	715 999	22 %	3 %
1993	201 253	8 %	1 %
1994	197 643	6 %	1 %
1995	179 739	3 %	1 %
1996	92 299	1 %	0,3 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1985-1996.

On ne connaît pas le montant attribué pour l'année 1984, mais l'objectif des programmes menés dans ce pays cette année-là est résumé ainsi :

> « A major effort to strengthen democratic unions is being undertaken in the Philippines, where democratic unions have been stymied by martial law, the turbulence following the Aquino assassination and the growth of Marxist-oriented organizations »[725].

L'implication de la NED aux Philippines est donc liée à la montée d'organisations procommunistes. Cela montre bien que l'inquiétude concernant les mouvements populaires et leur rapprochement avec des groupes communistes est fondée et que la NED tente d'éviter une telle alliance. En effet, si le nouveau gouvernement élu par l'électorat populaire est procommuniste, les américains perdent un allié dans la région et risquent une contagion aux

[725] Rapport annuel NED 1984, p. 19.

autres pays. Les activités de la fondation sont alors alignées à la position de Reagan, voire même complémentaires.

Pour l'année 1985, le pays reçoit 1 100 000 dollars, soit juste avant les élections organisées par Marcos en 1986. Ce montant est versé au FTUI avec la mention suivante :

> « - Philippines, a wide-ranging of assistance to urban and rural workers in the democratic trade union movement of the Philippines that centers on support for labor organizers, labor educators, health-care specialists, and agricultural experts. The program includes 1) basic membership service; 2) training programs; 3) basic health and occupational safety assistance to urban and rural workers; 4) the editing and publication of democratic union newspaper, and radio programming; 5) assistance and counseling for farmers »[726].

C'est un montant très important pour une fondation comme la NED. L'ampleur de ce financement, sans aide du Congrès ou de l'USAID, montre que la NED s'aligne d'elle-même sur les priorités américaines. De plus, le fait que le FTUI soit le seul bénéficiaire de ce montant important, alors que nous l'avons vu, il est le plus anticommuniste des quatre instituts, est révélateur. Le secteur des syndicats est aussi particulièrement pertinent pour intégrer la révolte populaire qui naît au sein des travailleurs.

Les États-Unis ont également envoyé deux délégations pour observer les élections, la première est menée par le sénateur Richard Lugar, qui intègrera la NED en 1992 et en a délégué l'organisation à Allen Weinstein[727], fondateur de la NED. La seconde délégation est organisée conjointement par le NDI et l'IRI[728]. Les critiques qu'ont émises les deux équipes concernant le processus ont été un élément clé du retournement de Reagan envers Marcos[729]. Selon William Robinson, l'observation électorale est un moyen pour Washington d'obtenir le pouvoir de

---

[726] Rapport annuel NED 1985, p. 36.
[727] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit*., p. 130.
[728] Thomas Carothers, *Aiding democracy…, op. cit*. p. 37.
[729] *Ibid*.

décision sur le caractère libre ou non d'une élection, et donc de valider ou pas le vainqueur[730]. C'est également un moyen d'investir les processus électoraux voire de les manipuler. La NED a participé à la dénonciation de fraude de Marcos par des financements au National Movement for Free Election (NAMFREL) et au Trade Union Congress of the Philippines (TUCP). Ces deux organisations, avec KABATID (Women's Movement for the Nurturing of Democracy), sont les principales bénéficiaires dans le pays, par le biais du FTUI. Le but est de créer des conditions favorables pour les États-Unis, c'est à dire d'éviter un soulèvement populaire qui tendrait vers la gauche en investissant les secteurs de la jeunesse et des femmes, très actives dans les syndicats notamment.

Lors de l'année 1986, le président de la NED se félicite de l'action de la fondation qui a contribué au triomphe de la démocratie dans le pays. Il considère que les Philippines, avec Haïti, sont les deux pays dans lesquels l'implication de la NED a fait une réelle différence[731].

Le pays est donc un enjeu pour la fondation, c'est un pays qui fait face à des évènements internes qui vont avoir un impact sur le futur de la démocratie. Mais deux éléments suggèrent que ce pays revêt une plus grande importance, notamment pour l'administration. Tout d'abord, le montant élevé que reçoit le pays tout au long de la décennie par rapport aux autres pays de la région ne s'explique pas seulement par les évènements internes. Le besoin ne semble pas proportionnel au financement. Ensuite, le financement se fait via le FTUI, l'organisme influencé nous l'avons vu par la logique anti-communiste du gouvernement et indirectement proche de ce dernier. Il est également le plus apte à influencer les mouvements populaires afin de les éloigner de la gauche. Enfin, le pays fait dans le même temps l'objet d'une directive de sécurité nationale dans lequel il est rappelé l'importance vitale du pays pour les États-Unis. Malgré l'abandon apparent de la doctrine Reagan, la rupture avec Marcos et la promotion de la

---

[730] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit*., p. 131.
[731] Departments of Commerce, Justice, State, the Judiciary, and related agencies appropriations for fiscal year 1987: hearings before a subcommittee of the Committee on Appropriations, United States Senate, Ninety-ninth Congress, second session, on H.R. 5161, p. 1012.

démocratie aux Philippines sont des moyens de limiter l'influence de l'URSS dans la région et de contrôler le processus interne de changement de régime qui ne pouvait plus être contenu. La NED est alors un instrument privilégié dans l'accomplissement de cet objectif. L'influence gouvernementale s'observe dans le choix des bénéficiaires de la fondation, qui sont des opposants à la gauche, notamment dans le secteur des syndicats.

On remarque que dans ces trois cas, Reagan était plutôt personnellement réticent à changer de posture, il avait tendance à vouloir appliquer fermement cette fameuse doctrine, mais a finalement écouté ses conseillers. Dans ces trois exemples, la NED est l'instrument privilégié de la stratégie américaine de contrôle des processus de démocratisation interne. Pour William Robinson, aux Philippines comme dans les deux exemples précédents, la NED est la composante politique de la stratégie américaine de contrôle du nouveau gouvernement. L'intervention américaine au travers de la NED, suit la logique de la doctrine Reagan, dans le sens où elle est guidée par l'anticommunisme, bien qu'il se manifeste de façon plus indirecte. Mais dans d'autres cas, ce mécanisme s'est appliqué dans des pays qui étaient déjà des démocraties. Alors, la logique anticommuniste apparaît plus clairement dans l'implication de la NED.

3. L'intervention dans des États démocratiques : la NED démasquée

Jusqu'ici, les cas étudiés étaient des pays non démocratiques, affectés par des violations de droits de l'Homme, des violences, des répressions qui justifiaient l'intervention de la NED, ce qui rendait plus opaque le lien avec l'administration. Mais la NED est présente dans de nombreux États qui se trouvent dans des situations différentes en termes de transition démocratique et dans certains cas, elle est intervenue dans des pays où la démocratie semblait bien établie, mais dans lesquels le risque de contagion communiste était encore fort. Dans ces circonstances, la NED se montre davantage guidée par les priorités du gouvernement américain et ce lien est plus évident. Trois exemples seront ainsi étudiés, par ordre de stabilité de la démocratie : l'Argentine tout d'abord, démocratie d'Amérique Latine encore sujette à de l'instabilité, le Portugal, jeune démocratie européenne et enfin le Costa Rica, exemple de démocratie consolidée en Amérique Centrale dont l'intervention a détérioré la réputation de la NED.

I.3.a) L'Argentine ou l'incohérence entre le besoin et l'offre

Le troisième état bénéficiaire en l'Amérique Latine est l'Argentine, avec un financement de 2 051 953 dollars sur la période 1986-1990 soit 5,2 % du total régional comme le montre le tableau 13[732]. Elle est le 11ème pays bénéficiaire mondial (voir annexe 29). Cela peut paraître étonnant si l'on observe de nouveau la carte de la Freedom House[733], qui considère l'Argentine comme « Free » en 1984-1985 et en 1985-1986. Selon l'organisation, cette mention signifie : « A free, democratic society is one that governs itself through its own official processes ». Le pays possède un taux élevé de droits civils et de libertés politiques, obtenant une note de 2

[732] Partie 2, Chapitre I. 1.a)
[733] Figure 7, Partie 2, Chapitre I. 1.a)

chacun, 1 représentant le taux le plus élevé et 7 le plus faible. Elle est donc une démocratie plutôt bien notée par la Freedom House.

Or, en 1986, elle est le 9ème pays bénéficiaire de la NED avec un montant de 353 289 dollars, et le 4ème pour l'Amérique Latine. En 1987, elle représente le 3ème bénéficiaire régional. Le besoin en termes de démocratie ne semble pas être à l'origine de ce financement.

Mais l'Argentine est une jeune démocratie dont la transition a eu lieu en 1983 après sa défaite lors de la guerre des Malouines, conflit l'opposant à la Grande-Bretagne pour le contrôle des Iles britanniques du même nom. L'important déploiement militaire britannique mis en défaut l'Argentine. Après la défaite, les militaires au pouvoir ont organisé des élections démocratiques remportées par Raul Alfonsin en 1983 qui marquèrent le début de la démocratie dans le pays. Mais elle n'est pas une simple démocratie électorale étant donné qu'elle s'accompagne comme le montre la Freedom House de libertés civiles et de véritable droits politiques.

À la même période, les États-Unis font face en Amérique Latine à une « crise du leadership américain »[734], dont l'épisode de la guerre des Malouines est une manifestation. En effet, ils ont été contraints de prendre parti soit pour leur allié britannique, soit pour l'Argentine, un pays de leur zone d'influence. Le choix britannique a contrarié l'Argentine et les autres pays de la région, ouvrant une brèche pour l'influence soviétique. Une directive du conseil de sécurité nationale de 1982 expose ces inquiétudes. La « receptivity of U.S. leadership »[735] est affaiblie par la guerre des Malouines qui risque de provoquer une fissure dans l'isolement de Cuba : « Instability and irredentism in Argentina, which implies new opportunities for the USSR to gain access to a strategic position in the Southern Cone »[736]. Les deux priorités des États-Unis évoquées dans cette directive sont l'élimination de la présence soviétique en Amérique Centrale et la restauration de l'influence américaine en Amérique du Sud. Alors que

---

[734] Maurice Vaïsse, *Les relations internationales depuis 1945,* Paris, Armand Colin, 2019, p. 158.
[735] NSDD 71, « U.S. Policy Toward Latin America In the Wake of the Falklands Crisis », 30 november 1982, p. 1.
[736] *Ibid*.

les relations entre les États-Unis et l'Argentine sont instables depuis longtemps, Raul Alfonsin a été élu sans donner de détail sur sa future politique extérieure[737]. Une fois au pouvoir, il a affirmé les principes de non-intervention, d'auto-détermination, d'opposition à tout impérialisme et de non-alignement[738], ce qui inquiète Reagan. Le président argentin était également critique envers la politique américaine en Amérique Centrale. Par ailleurs, malgré les progrès en termes de démocratisation, le pays fait face à de graves problèmes économiques que le nouveau président ne parvient pas à régler et qui provoquent d'importants mouvements de contestation et des manifestations[739]. Les importants problèmes économiques poussent l'Argentine à se rapprocher des États-Unis pour obtenir des aides. Ces derniers les accordent pour éviter une exploitation de la contestation par la gauche.

Le pays reçoit un pourcentage assez élevé du budget de la région Amérique Latine, entre 5 et 7 %, comme on peut le voir sur le tableau 22. À partir de 1992, son financement baisse de façon importante jusqu'en 2000 puis ne fait plus partie des États bénéficiaires de la fondation.

Tableau 22: Montant annuel dépensé par la NED en Argentine 1984-1991

Année	Montant en $	Pourcentage du total régional
1984	135 000	NC
1985	273 640	5,2 %
1986	352 289	6,1 %
1987	336 824	7,1 %
1988	443 310	6,5 %
1989	496 030	5,7 %
1990	422 500	3,4 %
1991	358 430	7,6 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-1991.

[737] Aldo C. Vacs, « A Delicate Balance: Confrontation and Cooperation between Argentina and the United States in the 1980s », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 31, No. 4, Winter, 1989, p. 37.
[738] *Ibid*.
[739] Christopher A. Martínez, « "Sobreviviendo" la presidencia argentina, 1983-2001 », *Estudios Internacionales,* 2017, Año 49, No. 186, 2017, p. 100.

La majorité des fonds de la NED dans ce pays sont transférés à l'Overseas Education Fund, organisme fondé en 1947 par la League of Women Voters pour soutenir les organisations de femmes. Il utilise ce budget pour financer Conciencia, une organisation argentine créée en 1982 par un groupe de femmes et qui vise à encourager la participation des citoyens à la vie démocratique. C'est un programme d'éducation, d'instruction civique qui est mis en place dès 1984. Elle finance aussi d'important programmes menés par CIPE dans le domaine économique.

Alors que la NED a tendance à quitter les pays après des élections démocratiques, ici elle est présente tout au long de la présidence pourtant démocratique de Raul Alfonsin. Mais l'inquiétude des États-Unis face d'une part à sa perte d'influence dans la région, accrue par la guerre des Malouines et la présidence d'Alfonsin qui prône l'indépendance par rapport aux États-Unis, et d'autre part à la situation économique et sociale du pays, montre que la NED tente de garder le contrôle d'une situation précaire pour les américains.

L'anticommunisme demeure la trame de fond de la présence de la NED en l'Argentine, dans une lutte d'influence. Mais une autre région dans laquelle le risque d'influence soviétique préoccupe également les États-Unis est l'Europe, comme le montre l'intervention au Portugal.

I.3.b) Le Portugal, l'inquiétude de la contagion communiste en Europe

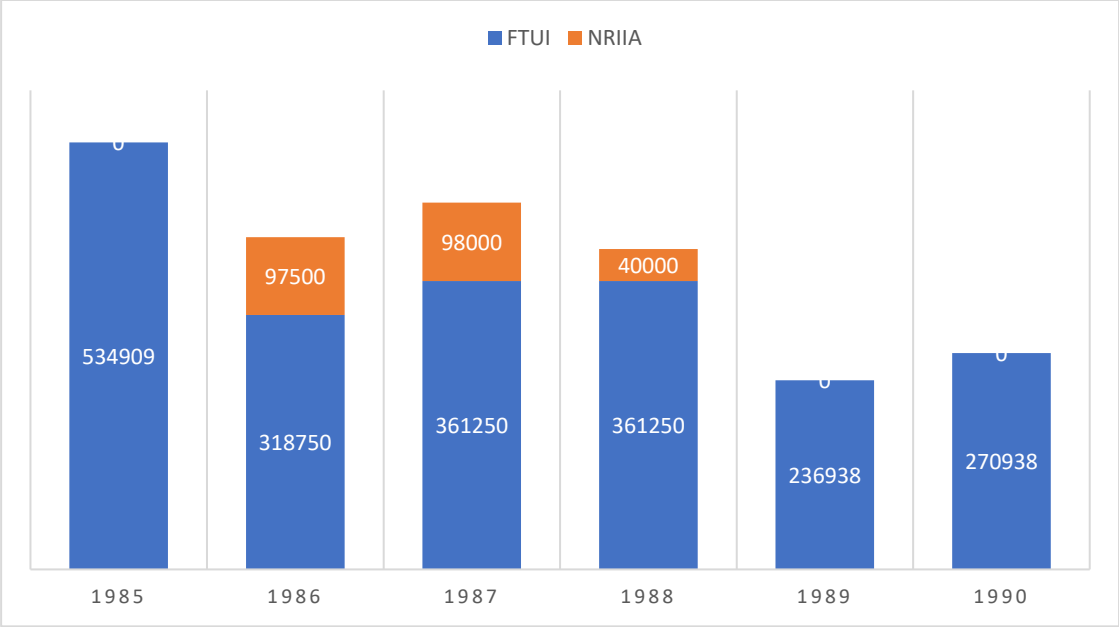
La révolution des Œillets de 1974 mit fin à la dictature au Portugal et marqua le début de la transition qui aboutit à une démocratie consolidée[740]. Des élections ont eu lieu un an plus tard et le Portugal a connu sa première alternance de partis au pouvoir en 1979, renforçant ce régime politique. Pourtant, ce pays reçoit 2 303 139 dollars de la part de la NED soit 7,7% du total régional sur toute la période 1985-1990[741] et n'est plus financé après cette année-là. Il est le troisième bénéficiaire régional de la NED et le 7ème au niveau mondial sur la période (voir annexe 29). Le FTUI est le principal bénéficiaire de ce financement comme le montre la figure 10. Il mène notamment un large programme de soutien organisationnel et éducatif au syndicat portugais Uniao Geral de Trabalhadores (UGT), « the country's major democratic labor federation, which faces stiff competition from the communist Intersindical »[742]. Ce programme est reconduit chaque année jusqu'en 1990. Le pays a également reçu un financement par le biais du National Republican Institute for International Affairs. Bien que le financement des instituts politiques ait été coupé, ces derniers ont pu rester actifs et mener certains programmes grâce aux fonds disponibles de l'année précédente[743]. Le montant de ce financement n'est pas mentionné pour l'année 1985, mais son but était le suivant :

> « supporting a comprehensive study of the history, current operations, and future of the revolutionnary communist movement in Portugal. […] A principal theme of NRI programming is the creation of a body of research and documentation on communist

[740] Philippe C. Schmitter, « 13. La démocratisation au Portugal en perspective », dans Javier Santiso éd., *À la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet.* Karthala, 2009, p. 295.
[741] Voir tableau 16, Partie 2, Chapitre I.1.a)
[742] Rapport annuel de la NED 1985, p. 21.
[743] *Ibid*, p. 3.

political strategy to illuminate the similarities of the challenges democrats face in financed communists' movements »[744].

Figure 10 : Détail du financement annuel de la NED au Portugal 1985-1990



Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED, 1985-1990.

La NED intervient donc dans une démocratie certes jeune, mais qui ne rencontre pas de défis particuliers à sa consolidation. La raison en est la présence de syndicats communistes et donc le risque d'émergence d'une nouvelle force politique communiste en Europe. L'implication de la NED semble davantage représenter une stratégie de *containment* et d'anticommunisme que de promotion de la démocratie. Ce programme, qui vise donc à informer sur les pratiques communistes, est dans le prolongement de la NSDD 54. Cette directive concerne l'Europe de l'Est et prévoit l'utilisation des organisations internationales nous l'avons vu pour limiter l'influence communiste dans la région en utilisant une stratégie de « différentiation négative »[745]. La fondation semble participer à cet objectif au Portugal.

[744] *Ibid*.
[745] NSDD 54, « United States policy toward Eastern Europe », 2 septembre 1982, p. 3.

La NED intervient de nouveau dans un pays déjà démocratique, avec un financement élevé, au bénéfice principalement du FTUI dans un objectif affiché de lutte d'influence contre un syndicat communiste. Dans cet exemple, une fois de plus l'intérêt américain semble être la priorité de la NED. On retrouve également cette configuration dans un pays d'Amérique Centrale, le Costa Rica, dont la révélation a fait scandale.

I.3.c) Le Costa Rica, l'apogée de la contradiction

Nous avons analysé jusqu'ici des pays qui reçoivent un financement élevé de la part de la NED, les têtes de liste régionale. Mais cette tendance à suivre le gouvernement, s'observe aussi dans le cas de petits bénéficiaires. C'est dans la région Amérique Latine que la NED finance le plus de pays et il est étonnant d'observer que le 14ème pays sur les 24 financés est le Costa Rica[746]. Ce pays est en effet une des démocraties les plus stables du continent. Mais son président, Oscar Arias est en désaccord avec le président Reagan concernant notamment le financement des Contras (groupe révolutionnaire opposé au régime sandiniste au pouvoir au Nicaragua) bien qu'il soit également opposé au régime sandiniste. Selon lui, le Nicaragua ne peut avancer sur le chemin de la démocratie tant que la guerre sévit sur son territoire et que le gouvernement doit lutter contre les Contras[747]. Oscar Arias est l'initiateur du processus de paix connu sous le nom de Esquipulas II, qui lui a valu le prix Nobel de la Paix en 1987. Cette initiative débute en 1986 à Esquipulas, au Guatemala où se sont rencontrés les cinq chefs d'États d'Amérique Centrale afin de trouver une solution aux problèmes qui touchent la région. Suite à cela, le président Arias proposa en février 1987 un plan de paix en dix points, pour lequel il a reçu l'approbation du Congrès américain et de la communauté européenne[748]. Les accords

[746] Voir tableau 13, Partie 2, Chapitre I, 1.a)
[747] Laurence Whitehead, « The Costa Rican initiative in Central America », *Governement and Opposition*, Vol. 22, N°4, Autumn 1987, p. 459.
[748] *Ibid*, p. 460.

Esquipulas II, signés en août 1987 proposent un engagement des États signataires sur le chemin de la « national reconciliation »[749], notamment face aux guérillas qui affectent la sécurité de la région. Le dialogue, la négociation et l'amnistie sont les moyens proposés par ce processus de paix. Le texte prévoit la cessation des hostilités ainsi que l'engagement des gouvernements à renforcer la démocratie et à mettre en place des élections libres. Les cinq chefs d'État demandent également expressément aux pays d'Amérique Latine et des autres régions de renoncer à financer des mouvements d'insurrection. Cet accord est important car il montre la volonté de l'Amérique Centrale de trouver des solutions à l'instabilité de façon régionale, sans recourir à l'aide américaine, c'est un moyen de lutter contre l'hégémonie des États-Unis[750] et de s'affranchir en quelque sorte de ces derniers. Cette initiative, par le fait qu'elle condamne le financement des Contras, et qu'elle montre cette volonté d'indépendance de l'Amérique Centrale, déplaît à Washington même si Reagan ne peut officiellement s'opposer à cette démarche en faveur de la paix.

Le financement de la NED au Costa Rica est révélé dans le *Wall Street Journal* en 1989[751]. Il pose un problème premièrement en raison du caractère déjà fortement démocratique du pays. Bush a en effet effectué une visite au Costa Rica pour célébrer les 100 ans de la démocratie en octobre 1989. Selon les données du Polity IV, le Costa Rica est une « full democracy (10) » depuis 1945. Le polity IV est édité par le Center for Systemic Peace, organisme à but non lucratif créée en 1997. Ted Robert Gurr est l'un des fondateurs de ce système dans les années 1970[752] qui note et classe les États selon leur régime politique : Full democracy, democracy, open anocracy, closed anocracy, autocracy, failed/occupied. Selon la Freedom House, organisme plus proche de la NED, le Costa Rica est décrit comme un régime « centralized

[749] « Text of Agreement by 5 Central American Leaders on Peace in the Region », *The New York Times*, 12 August 1987, Section A page 8.
[750] Peter McKenna, « Nicaragua and the Esquipulas II accord: setting the record straight », *Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*, Vol. 14, N° 27, 1989, p. 63.
[751] Robert S. Greenberger, « U.S. Group aided Arias's Costa Rica Foes », *Wall Street Journal*, October 13, 1989.
[752] Ted Robert Gurr, « Persistence and Change in Political Systems, 1800-1971 », *American Political Science Review*, vol. 68, no. 4, December 1974, pp. 1482- 1504.

multiparty », avec la meilleure note dans les domaines des droits politiques et des libertés civiles et donc un indice de liberté maximum[753].

Le second élément problématique relève de l'organisme bénéficiaire. En effet, dans ce pays, la NED finance principalement l'Association costaricienne pour la défense de la démocratie et de la liberté (ADLD) comme le montre le tableau 23 ci-dessous par le biais de l'IRI. Or, cette organisation est dirigée par Rafael Calderon Jr., principal opposant à Oscar Arias[754]. Ce dernier est opposé au processus de paix lancé par le président Arias, et sera élu en 1990 comme successeur de ce dernier. Il a également reçu un financement du général Noriega en 1985. De plus, certains membres de cette association sont également membres du parti d'opposition de Calderon, le parti social-chrétien[755]. La NED a également financé le journal *Fraga*, très critique envers Oscar Arias. La fondation a ici clairement pris position contre le président Arias, dans le prolongement de la politique de Reagan dans ce pays. Encore une fois, elle a effectué un choix politique dans ses financements, un choix ici contestable en raison de la situation exemplaire de la démocratie costaricaine.

Tableau 23: Détail annuel du montant dépensé par la NED au Costa Rica 1985-1989

Année	Montant reçu par la ADLD via l'IRI	Montant total reçu par le pays
1985		75 000
1986	75 000	103 500
1987	100 000	176 432
1988	145 000	164 900
1989	88 000	88 000

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1985-1989.

[753] Raymond D. Gastil, « Freedom in the World, Political rights and civil liberties 1988-1989 », *Freedom House*, 1989, p. 371.
[754] Lindsey Gruson, « Peace Plan Critic Is Elected President in Costa Rica », *The New York Times*, 6 février 1990, Section A, page 10.
[755] Congressionnal record, House of Representatives, October 18, 1989, p. 25113.

Un élément d'explication de ce choix peut-être la personnalité du président de l'IRI de l'époque, Keith Schuette, qui a occupé un poste de direction au sein du département d'État de 1981 à 1982 en tant qu'assistant spécial du secrétaire d'État Alexander Haig et qui est donc un proche de l'administration Reagan.

Suite à la révélation dans la presse de ce financement, la Chambre des représentants américaine a réagi vivement. En effet, un de ses membres, Mr Richardson, a déclaré :

> « While the Costa Rican program has been closed down, I think the American people owe an apology to the people of Costa Rica. We should not have provided any U.S. funds to assist any partisan group in that country. It is my hope that the National Endowment for Democracy will show greater care in approving projects in the future »[756].

La Chambre dénonce également une sorte de partenariat entre l'IRI et le général Noriega dans leur soutien commun à Calderon qui apparaît totalement déplacé[757]. Le projet a été abandonné et l'IRI a suspendu ses financements au Costa Rica. Dans ce cas, elle n'a pas reçu de financement de l'USAID qui aurait pu guider ses choix et expliquer cette prise de position clairement en faveur de Washington. Cet épisode a provoqué une vague d'indignation qui a conduit la Chambre des représentants à demander des excuses au Costa Rica. Mais il a surtout conduit à décrédibiliser la NED et à confirmer son lien ambigu avec l'administration.

Dans ces trois exemples, la NED est intervenue à différent degré dans des États déjà démocratiques, guidée par une volonté de contrer l'influence communiste dans deux régions importantes, l'Amérique Latine et l'Europe. Ces cas sont le résultat d'une logique interne car les fonds proviennent entièrement de la NED. Mais dans d'autres cas, l'implication du gouvernement est plus directe par un financement de l'USAID ou du Congrès.

---

[756] Mr Richardson, « Costa rican democracy undermined by United States dollars » Congressionnal record, House of Representatives, October 18, 1989, p. 25113.
[757] Mr Ackerman, « News reports put republicans in league with Noriega » Congressionnal record, House of Representatives, October 19, 1989, p. 25170.

4. L'intervention gouvernementale directe par le biais de l'USAID

Le travail de la NED prend différente forme selon les pays, le type de régime politique et les objectifs. Les priorités du gouvernement se retrouvent souvent dans le travail de la NED, par une influence indirecte et quelques fois par une participation financière de l'USAID. Mais dans certains cas, l'aide de l'agence a constitué la quasi-totalité du budget. En effet, la Pologne et l'Afrique du Sud reçoivent un financement annuel de l'USAID sur toute la période, témoignant d'un engagement important et direct du gouvernement américain par le biais de la NED dans ces pays stratégiquement importants dans la lutte anti-communiste.

I.4.a) L'Afrique du Sud, pilier de la politique étrangère dans le continent

On remarque un parallèle entre les activités de la NED et les priorités du gouvernement concernant certains pays précis à des périodes précises. Dans d'autres régions, dans lesquelles les intérêts américains sont moins cruciaux, les choix de la NED semblent moins correspondre aux priorités des États-Unis. Par exemple, alors que la Corne de l'Afrique fait l'objet d'une NSDD en 1982, évoquant l'importance de cette région pour le gouvernement, l'implication de la NED en Afrique reste limitée à l'Afrique du Sud. L'intervention dans la corne de l'Afrique commence doucement avec l'élargissement des régions en 1990 avec une subvention à l'Erythrée (53 000$) et à l'Ethiopie (24 950$) en 1993 puis à la Somalie en 1994 (30 000$). Toutefois, on peut noter que le désintérêt de la NED pour ce continent dans les années 1980 est similaire à celui du gouvernement pour qui l'Afrique n'est pas une priorité. En effet, c'est la région qui reçoit le moins de subvention de la NED, alors même qu'elle est composée de

nombreux états non démocratiques, comme l'illustre la carte de la Freedom House[758]. Elle perçoit seulement 10% du budget total de la NED sur la période 1986-1989 comme on peut le voir en annexe 27, et son budget est décroissant (Annexe 20).

De plus, dans cette région, peu de pays reçoivent un financement individuel par la NED, seulement deux en 1986 (voir annexe 21). Elle est la région dans laquelle sont organisés le plus de programmes régionaux, dépassant parfois le montant individuel comme on peut le voir en annexe 22. Par exemple, en 1985, 63% du budget est dédié à des programmes régionaux, contre 30% en Asie et en Amérique Latine et 7% en Europe. Dans ce continent, la NED travaille davantage de manière régionale et non personnalisée, représentative de l'intérêt secondaire qu'elle revêt. Il y a donc une fois de plus une incohérence, un décalage entre le besoin et l'offre, cette fois manifesté par une absence de la NED dans des régions faiblement démocratiques.

En Afrique Australe, les membres de l'administration ne parviennent pas à s'entendre sur l'identification de ces fameux « freedom fighters »[759]. La présence des troupes cubaines en Angola est une des inquiétudes principales de Reagan dans le continent. La stratégie en Afrique, en application de la doctrine Reagan, repose entièrement sur son principal allié anticommuniste qui est l'Afrique du Sud. Cette politique est dans la continuité de la politique de Richard Nixon et de Henry Kissinger établie dans le Mémorandum 39 de 1976 selon laquelle : « Although NSSM 39 was intended to cover the entire region of southern Africa, its attention was concentrated primarily on US interests in South Africa, an emphasis which suggests that South Africa was the cornerstone of US southern African policy »[760]. Reagan mène dans la région une politique de « constructive engagement », qui consiste à freiner l'Apartheid en Afrique du Sud, à défendre l'indépendance de la Namibie, et à régler les conflits régionaux[761]. Elle est réaffirmée dans la NSDD 75 de 1983 dans laquelle il est déclaré « the U.S. will seek to reduce the Cuban

---

[758] Figure 7, Partie 2, Chapitre I. 1.a).
[759] Chester Pach, « The Reagan Doctrine… *op. cit*., p. 84.
[760] *The Kissinger study of southern Africa, National Security Study Memorandum 39*, edited by Mohamed A. El-Khawas and Barry Cohen, Lawrence Hill & Company, Westport, 1976, p. 30.
[761] Chester Pach, « The Reagan Doctrine…, *op. cit*, p. 85.

presence and influence in southern Africa »[762]. L'anticommunisme est encore une fois ce qui motive la politique américaine.

Les activités de la NED dans la région reflètent cette politique. En 1986, les deux seuls pays de tout le continent à bénéficier d'un financement personnalisé sont l'Afrique du Sud (400 000$) et le Zimbabwe (50 000$). Le tableau 24 nous montre que l'Afrique du Sud est le principal bénéficiaire de la région pour la période 1986-1990. Elle perçoit à elle seule plus de 30% du budget régional, alors qu'aucun autre pays sur les 16 financés ne touche plus de 4%. Il y a donc une disparité importante entre l'Afrique du Sud et les autres pays africains. Le rapport annuel de 1987 déclare : « The country of greatest priority for the Endowment in Africa was South Africa »[763]. En effet, sans compter l'Afrique du Sud, le financement moyen des États africains est de 99 056 dollars, quand l'Afrique du Sud touche de son côté plus de 2 millions de dollars. Alors que l'Afrique semble être une région non prioritaire, avec ce budget l'Afrique du Sud représente la sixième bénéficiaire mondiale de la NED après l'URSS et les Philippines (voir annexe 29). Ce contraste entre cet État et les autres du continent est flagrant et fait écho à la politique américaine. Ce choix ne semble s'expliquer que par les intérêts stratégiques américains qui se jouent en Afrique du Sud.

[762] SDD 75, « U.S. Relations with the USSR », 17 janvier 1983, p. 4.
[763] Rapport annuel NED 1987, p. 15.

Tableau 24: Répartition par pays du budget de la NED en Afrique 1986-1990

Pays	Montant $	Pourcentage régional	Pourcentage total NED
Afrique du Sud	2 326 176	31,4 %	2,5 %
Namibie	281 372	3,8 %	0,3 %
Botswana	203 602	2,7 %	0,2 %
Nigéria	166 950	2,3 %	0,2 %
Soudan	128 000	1,7 %	0,1 %
Ouganda	116 600	1,6 %	0,1 %
Kenya	97 830	1,3 %	0,1 %
Liberia	83 445	1,1 %	0,1 %
Sénégal	79 365	1,1 %	0,1 %
Mozambique	70 275	0,9 %	0,1 %
Niger	65 000	0,9 %	0,1 %
Zimbabwe	51 908	0,7 %	0,1 %
Tunisie	50 000	0,7 %	0,1 %
Sierra Léone	38 500	0,5 %	0,04 %
Côte d'Ivoire	35 000	0,5 %	0,04 %
Burkina Faso	18 000	0,2 %	0,02 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-1990

Le tableau 25 détaille le montant que l'Afrique du Sud a reçu de la NED de 1986 à 1999. On remarque qu'en 1987, année des élections, le pays reçoit 47 % du total régional, un budget financé à 90% par l'USAID.

Tableau 25: Montant annuel dépensé par la NED en Afrique du Sud 1986-2000

Années	USAID $	Montant total $	% total régional	% du total NED
1986		386 576	33 %	3 %
1987	538 500	605 100	47 %	5 %
1988	482 000	514 000	33 %	3 %
1989	275 000	275 000	18 %	2 %
1990	518 000	545 500	30 %	2 %
1991	594 590	887 928	26 %	4 %
1992	1 616 000	1 824 720	43 %	8 %
1993	850 000	1 272 774	36 %	5 %
1994		616 459	16 %	2 %
1995		362 725	11 %	1 %
1996		245 168	8 %	1 %
1997		350 730	10 %	1 %
1998		62 325	2 %	0,2 %
1999		0	0	0

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-1999.

Ce pays est un des rares du continent qui a fait l'objet de plusieurs directives du Conseil de sécurité national. La NSDD 187 de 1985 évoque les intérêts politiques, commerciaux et stratégiques des États-Unis dans ce pays, et établit les objectifs suivants : promouvoir la fin du système de l'apartheid ; utiliser l'influence américaine pour réduire la violence et empêcher l'expansion de l'influence soviétique ; enfin, encourager la paix avec ses voisins par la démocratie[764]. La stratégie établie pour l'application de ces objectifs s'accompagne de la mise en place d'une *public diplomacy* afin de renforcer la compréhension de la politique américaine.

[764] NSDD 187, « United States policy toward South Africa », 7 Septembre 1985, 3 p.

Pour cela, le gouvernement prévoit de « work with non-governmental group, including the National Endowment for Democracy and key private groups representing labor, business, and religious group to help strengthen the democratic forces in South Africa »[765]. Le Special Planning Group[766], a élaboré un programme pour l'Afrique du Sud, et prévoit un budget de 15 millions de dollars pour l'USAID dédié à des programmes dans ce pays pour l'année 1986. L'USIA est également chargée de mener des actions, avec l'aide de la NED, pour établir des relations avec les organisations d'Afrique du Sud[767] en coopération avec l'USIS (United States Information Service)[768]. La NED est donc mise à contribution pour accomplir ces objectifs de politique étrangère, elle est un instrument de la *public diplomacy* américaine.

Deux autres directives du NSC en 1987 rappellent les objectifs dans la région. La première, qui concerne l'Afrique Australe prévoit notamment la fin de l'Apartheid, l'élimination de la présence militaire soviétique et cubaine en Angola et dans la région[769]. La seconde, qui concerne précisément l'Afrique du Sud, a réévalué les objectifs politiques américains dans le pays, qui sont alors définis ainsi :

- « The earliest possible end of apartheid in South Africa and its replacement through negotiations by a democratic, non-racial constitution…
- The strengthening of southern African parties committed to achievement of political goals through negotiations, not repression or revolutionary violence that can only provide opportunities for expanded soviet influence

[765] *Ibid*.
[766] Groupe du NSC chargé de la public diplomacy, voir Partie 1.
[767] Nicholas Platt, Memorandum for Mr. Robert C. Mcfarlane, the White House, subject : Sustaining a Public Diplomacy Program on South Africa, 11 Octobre 1985, p. 5.
[768] L'USIS a été créée en tant que branche internationale de l'Office of War Information pendant la Seconde Guerre mondiale et a poursuivi ses activités sous la direction du Département d'État après la guerre jusqu'en août 1953 où elle est devenue la branche outre-mer de l'United States Information Agency (USIA). Lorsque l'USIA a été supprimée en 1999, l'USIS a de nouveau relevé du Département d'État. https://www.archives.gov/research/foreign-policy/related-records/rg-306
[769] NSDD 272, « United States objectives in Southern Africa », 7 Mai 1987, p. 1.

- Peace and coexistence between South Africa and its neighbors, regional political stability and economic development »[770].

Cette directive réaffirme également que les objectifs de la *public diplomacy* dans cet État, instaurés en 1985, et les moyens mis en place sont toujours valables. Ces deux directives font suite à l'état d'urgence déclaré en juin 1986 en Afrique du Sud.

Ce pays est donc le principal pays africain financé par la NED, alors même qu'il est au cœur de la politique étrangère américaine dans le continent. Cela peut s'expliquer par le fait que pour ce pays, la quasi-totalité des fonds de la NED lui est versée par des fonds spéciaux de l'USAID, la fondation elle-même ne subventionnant seulement quelques programmes, détaillés en annexe 31. L'USAID a en effet mené en 1980 un grand projet intitulé « Assistance for Disadvantaged South Africans », pour ouvrir le système économique au sud-africains noirs[771]. Les principaux bénéficiaires sont l'United States-South Africa Leader Exchange Program et le Joint Center for Political Studies, qui est un *think tank* en Californie et qui mène notamment un « community development program »[772].

Suite à l'état d'urgence mis en place en 1986, le Congrès a voté la Comprehensive Anti-Apartheid Act qui prévoit des sanctions économiques contre le pays, qui fut appliquée malgré le veto du président Reagan, pour qui les sanctions n'étaient pas la solution[773]. Cette loi est une prise de position ferme contre le gouvernement de Pretoria qui est en contradiction avec la politique de « constructive engagement » du président.

Certains conservateurs ont lancé un mouvement au sein du Congrès, critique envers l'African National Congress (ANC), le parti de Nelson Mandela, qu'ils considéraient comme

---

[770] NSDD 273, « United States policy toward South Africa », 7 Mai 1987, p. 1-2.
[771] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy: Globalization, U.S. Intervention, and Hegemony,* New York, Cambridge University Press, 1996, p. 330.
[772] Rapport annuel NED 1989, p. 12.
[773] Ronald Reagan, « Statement on the Comprehensive Anti-Apartheid Act of 1986 », 2 octobre 1986 https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/statement-comprehensive-anti-apartheid-act-1986

une organisation terroriste d'inspiration communiste[774]. Ils ont réussi à imposer leur vision dans cette loi qui prévoit, outre les sanctions financières, un deuxième volet :

> « If the South African Government agrees to enter into negotiations without preconditions, abandons unprovoked violence against its opponents, commits itself to a free and democratic post-apartheid South Africa under a code of law; and if nonetheless the African National Congress, the Pan African Congress, or their affiliates, refuses to participate; or if the African National Congress, the Pan African Congress or other organizations-
>
> (1) refuse to abandon unprovoked violence; and (2) refuse to commit themselves to a free and democratic post-apartheid South Africa under a code of law, then the United States will support negotiations which do not include these organizations »[775].

Cela signifie que les États-Unis prévoient d'exclure l'ANC des futures négociations. Cette méfiance envers l'ANC se retrouve dans la position de la NED qui ne soutient pas ce parti, mais plutôt des groupes concurrents, tels que les organisations modérées ou conservatrices[776]. En effet, le parti communiste sudafricain est un allié de l'ANC dans la lutte contre l'Apartheid. Dans cette optique, « The challenge for the Western elite was to disconnect the socialist and anti-apartheid goals »[777]. Cela explique l'exclusion de l'ANC des négociations de la part du gouvernement. D'autres fondations américaines ont participé à cet objectif, notamment la fondation Ford[778]. Irving Brown, par le biais de l'African American Labor Center, a tenté de créer une alternative à l'ANC et à Mandela en la personne de Mangosuthu G. Buthelezi, sans succès[779]. Cela montre que la NED partage la méfiance du gouvernement envers

---

[774] Thomas J. Redden, Jr., « The US Comprehensive Anti-Apartheid Act of 1986: Anti-Apartheid or Anti-African National Congress? » *African Affairs*, Vol. 87, N°. 349, Oct., 1988, p. 599.
[775] PUBLIC LAW 99-440, October 2 1986. Comprehensive anti-apartheid act of 1986, Sec. 311, (c).
[776] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy… op., cit.,* p. 331.
[777] Joan Roelofs, *Foundations and public policy: the mask of pluralism*, Albany, State University of New York Press, 2003, p. 173.
[778] *Ibid*.
[779] Paul Buhle, *Taking Care of Business: Samuel Gompers, George Meany, Lane Kirkland, and the Tragedy of American Labor*, New York, Monthly Review Press, 1999, p. 227.

l'ANC et tente de mettre en place une élite pro-américaine, même si elle n'y parvint pas. Les programmes de la fondation en Afrique du Sud sont guidés par l'USAID qui reçoit des directives gouvernementales concernant ce pays. Cela se traduit donc dans la pratique par un isolement de l'ANC.

En 1990, le président sudafricain Frederik de Klerk annonce la libération de Nelson Mandela, la fin de l'interdiction de l'ANC et des mesures afin de supprimer l'apartheid[780]. L'année suivante, l'administration Bush décide de mettre un terme aux sanctions contre l'Afrique du Sud, considérant que le processus initié par le président ne pouvait plus faire marche arrière[781]. Puis en 1992, le gouvernement sudafricain organisa un référendum, auquel seuls les blancs pouvaient participer, afin de voter pour ou contre la poursuite des réformes initiées contre le système de l'apartheid. La réponse fut positive avec un taux élevé de participation. Cette même année, l'USAID octroie un financement de 1 616 000 de dollars à la NED dans les domaines du renforcement des organisations civiles, de l'éducation civique de base, de la recherche et de la formation à la médiation et la réconciliation[782]. Le but est donc d'utiliser la NED afin d'accompagner cette transition. En 1993, le président de Klerk et Nelson Mandela reçoivent conjointement le prix Nobel de la Paix pour avoir mis fin à l'apartheid par la négociation.

Mais le cas de l'Afrique du Sud est également important car il a soulevé des controverses. En effet, pour l'année 1992, le Congrès avait approuvé 10 millions de dollars pour l'ANC, officiellement réhabilité et autorisé en février 1990[783], et autres groupes anciennement interdits en Afrique du Sud. Mais cet argent n'a pas été versé à l'organisation. Selon le *Washington Post*, l'administration Bush aurait bloqué les fonds suite à des critiques de membres

[780] Gilles Teulié, *Histoire de l'Afrique du Sud. Des origines à nos jours*, Tallandier, Paris, 2019, p. 324.
[781] *Ibid*., p. 334.
[782] Rapport annuel de la NED 1992, p. 32.
[783] Gilles Teulié, *Histoire… op. Cit.,* p. 324.

du Congrès conservateurs opposés au soutien à l'ANC[784]. De son côté, Carl Gershman explique dans un document interne que :

> « NED found itself entangled in a political conflict – between Congress and the Administration on the one hand and between liberals and conservatives on the other – that was not of its making and beyond its ability to resolve or control. It is not clear whether key leaders in Congress actually believed NED responsible for the hold placed on the funds throughout the first half of 1991, or were holding NED hostage to force the Administration to release them »[785].

Le document ne donne pas de détail sur le véritable rôle de la NED dans cet épisode, mais concède que cela a contribué à créer une certaine confusion.

L'intervention de la NED en Afrique du Sud, principalement par le biais de l'USAID, montre la volonté américaine d'accompagner la transition du régime de l'apartheid, en conservant à l'esprit la menace de la présence de Cuba en Angola, et le risque de contagion du communisme en Afrique. Ici encore, l'anticommunisme semble orienter les actions de la fondation. La NED agit dans ce pays comme un instrument direct de politique étrangère car elle est prévue dans une directive de sécurité nationale et reçoit ses fonds exclusivement de l'USAID.

Mais un autre cas est représentatif de cet engagement direct, à un degré beaucoup plus élevé, c'est la Pologne.

---

[784] Eric Pianin, « Democracy Endowment In Jeopardy », *Washington Post*, 14 juin 1991, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1991/06/14/democracy-endowment-in-jeopardy/f73eed14-34a0-4f5f-9f6d-afc2eaf83e1e/

[785] Carl Gershman, « The endowment after ten years: Reviewing the past and facing the future ». Internal discussion paper for the NED board retreat November 11-13, 1993, p. 5.

I.4.b) La Pologne, point central de la lutte anticommuniste en Europe

L'Europe, bien que composée de plusieurs démocraties, est une région qui reçoit un financement non négligeable de la part de la NED alors qu'elle est également la priorité de Reagan contre les régions autocratiques[786]. C'est une région prioritaire de la lutte anti-communiste, le but étant d'empêcher une contagion à des États alliés, comme le président l'explique dans la NSDD 54 de 1982 : « I have determined that the primary long-term U.S. goal in Eastern Europe is to loosen the Soviet hold on the region »[787]. En tant que membre du pacte de Varsovie et du Comecon, la Pologne est un État particulièrement important dans la lutte contre l'URSS.

La montée des revendications sociales et du syndicalisme avec la création du premier syndicat libre du bloc communiste, Solidarnosc, créé en 1980 par un électricien du nom de Lech Walesa, est un signe important de changement : « Solidarity was a threat to the entire Soviet empire »[788]. Le président Reagan suit alors de très près l'évolution de la situation en Pologne, qui inquiète l'URSS. Cette dernière, de son côté, fait pression pour que le gouvernement polonais freine cette opposition naissante, en utilisant la menace d'une intervention militaire. Face à ce risque, le général Wojciech Jaruzelski à la tête du pays instaure la loi martiale en décembre 1981 et l'armée emprisonne les dirigeants de Solidarnosc, alors devenu illégal[789]. Le président Reagan riposte par des sanctions économiques envers la Pologne et l'URSS, craignant une invasion soviétique. Des manifestations de syndicalistes ont suivi, durement réprimées et

---

[786] Henry R. Nau, Ronald Reagan, dans Michael Cox, Timothy J. Lynch, Nicolas Bouchet, *US Foreign policy and democracy promotion, from Theodore Roosevelt to Barack Obama*, New York, Routledge, 2013, p. 151.
[787] NSDD 54, « United States policy toward Eastern Europe », 2 septembre 1982, p. 1
[788] Peter Schweizer, *Reagan's war: the epic story of this forty year struggle and final triumph over communi*sm, New York, Doudleday, 2002, p. 161.
[789] Gregory F. Domber, *Empowering revolution, America, Poland, and the end of the Cold War*, Chapel Hill, University of North California Press, 2014, p. 15.

entraînant la mort de six personnes[790]. Les États-Unis soupçonnent l'URSS d'être à l'origine du coup d'État.

La Pologne devient alors un théâtre important de la Guerre Froide où se joue l'avenir du communisme :

> « Reagan and neoconservative members of his administration viewed martial law as a real opportunity to subvert Soviet capabilities, possibly even to change the global balance of power. Poland presented the Reagan White House with a chance to intensify its battle against communism in general »[791].

Dans un mémorandum datant du 4 décembre 1981, Robert M. Gates, directeur adjoint de la CIA déclare à William Casey, directeur de l'agence :

> « U.S. are best served by continuation of the Polish experiment in pluralism. […] The successful implantation of pluralism in Poland would represent the beginning of the end of Soviet-style totalitarianism in Eastern Europe, with extraordinary implications for all Europe and for the USSR itself »[792].

Le règlement de la situation en Pologne peut être décisif selon Reagan dans la Guerre Froide et la promotion de la démocratie dans ce pays est le moyen privilégié selon la CIA pour accomplir cet objectif. La défense de la démocratie et l'anticommunisme sont ici encore directement liés.

Dans cette optique, Reagan veut rallier les européens à sa cause, mais ces derniers réagissent en prônant la non-intervention dans les affaires internes selon l'acte final d'Helsinki. Mais après un lobbying important de l'administration américaine auprès des différents

---

[790] *Ibid*, p. 27.
[791] *Ibid*, p. 30.
[792] Memorandum for Director of Central Intelligence from Robert M. Gates, subject: Assistance to Poland: Tuesday's NSC Meeting, 4 décembre 1981, https://www.cia.gov/readingroom/document/cia-rdp89g00720r000100050008-7

dirigeants européens, des sanctions sont prises par l'OTAN, mais à un degré moins important que le président l'aurait souhaité.

Lane Kirkland et Ronald Reagan se rencontrent à propos de l'aide à Solidarnosc, que l'AFL-CIO soutient financièrement pour assurer sa survie car elle est considérée comme plus efficace que la CIA dans le soutien au syndicat[793].

Le président veut proposer un allègement des sanctions en cas d'annulation de la loi martiale, de libération des prisonniers ou de prise de contact avec les représentants de la société. Toutefois la suspension de la loi martiale et la libération de Lech Walesa en 1982 ne sont pas considérées comme suffisantes, d'autant plus qu'elles s'accompagnent d'une relation agressive envers les États-Unis, et plus particulièrement les membres de l'ambassade[794]. Paula Dobriansky, alors membre du NSC, conseille une politique commune avec les alliés qui consiste en des contreparties économiques en échange de concessions de la part de la Pologne[795]. Paula Dobriansky sera membre de la NED en 1993. Elle voyagea en Europe en mai 1983 afin de convaincre les européens de l'approche américaine envers la Pologne avec Mark Palmer, alors secrétaire d'État adjoint, qui intègrera la NED en 1990. En octobre de cette même année, Lech Walesa reçoit le prix Nobel de la paix.

Au début des années 1985, les relations avec la Pologne ne sont pas très bonnes. Le Pape Jean Paul II prévoit une visite dans le pays lors de laquelle il lui est permis de rencontrer Lech Walesa. Suite à cette visite, Lee Hamilton, Dante Fascell ainsi que deux autres membres du Congrès, appuyé par Brzezinski, envoient une lettre au président dans laquelle ils demandent une contrepartie en allégeant certaines des sanctions économiques. Mais les relations ne s'améliorent pas. Se joue alors un véritable bras de fer entre les deux dirigeants qui refusent de

[793] Gregory F. Domber, *Empowering revolution…, op. cit*, p. 110.
[794] *Ibid*., p. 101
[795] *Ibid.,* p. 99.

faire le premier pas, l'un dans le sens de l'affaiblissement des sanctions, l'autre vers la libération des prisonniers et le renforcement des libertés.

L'arrivée de Gorbatchev entraîne une amélioration des relations américano-soviétiques. Cela a également pour conséquence d'entamer une évolution positive des relations entre les États-Unis et la Pologne et en septembre 1986, les prisonniers politiques sont amnistiés. Mais cela est davantage dû à la pression des Européens que des Américains. Le Congrès fait pression en faveur d'un allègement des sanctions économiques contre le pays, notamment Dante Fascell et Steven Solarz (le premier est un membre de la NED, l'autre l'intègre en 1992), qui se sont rendus en Pologne en 1987. En janvier 1987, le secrétaire d'État John Whitehead entrevoit une « chance to influence these countries »[796], alors que le poids de l'URSS est décroissant et effectue une visite en Pologne, montrant une amélioration des relations et en février, Reagan décide d'abandonner les sanctions.

À l'été 1988, le gouvernement polonais et Solidarnosc entament des négociations, que les États-Unis suivent en tant que spectateur. Selon un membre de l'ambassade, Lech Walesa sait négocier avec le gouvernement et ses demandes sont en accord avec les intérêts américains qui n'interviennent pas et laissent une grande liberté au syndicaliste[797].

Au début de l'année 1989, les négociations aboutissent à la légalisation de Solidarnosc. Le 5 avril le *round table Agreement* est signé, intégrant l'opposition au Sénat et dans la vie politique polonaise[798]. En juillet, le général Jaruzelski est élu président de la République. Le président Bush, suite à une visite en Pologne en 1989, semble montrer un soutien au général. Lors des élections législatives de juin 1989, l'opposition remporte la quasi-totalité des sièges au Sénat. Puis l'URSS ne s'opposant pas à un gouvernement mis en place par Solidarnosc, le premier ministre élu en septembre 1989 est celui choisi par Walesa. C'est une victoire de

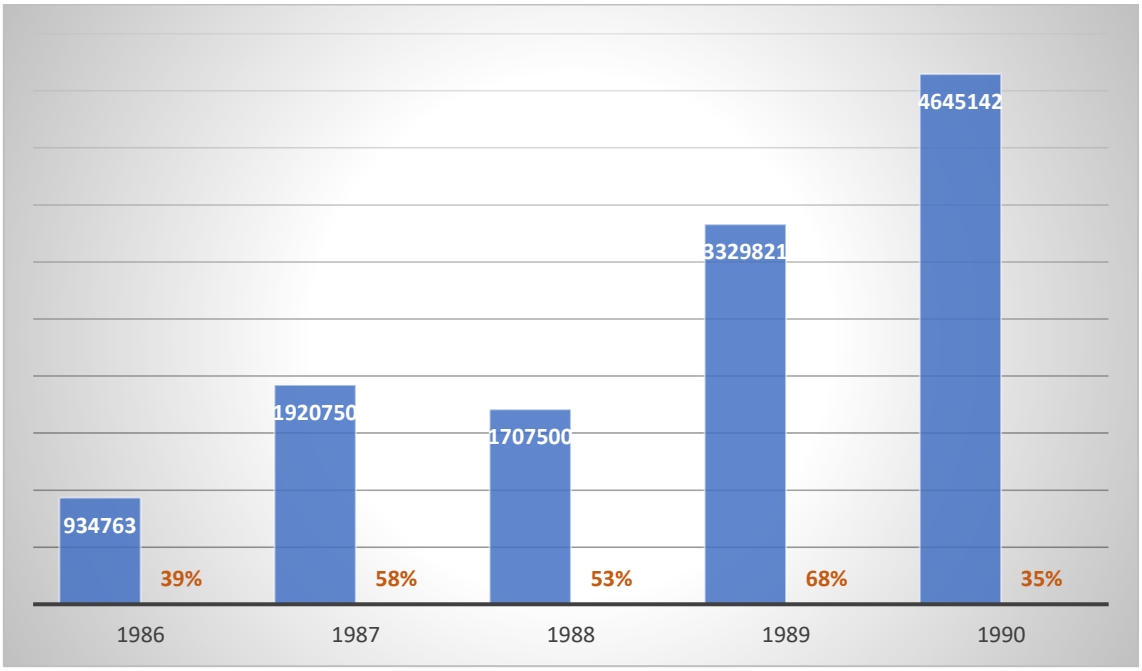
[796] *Ibid.*, p. 177.
[797] *Ibid.*, p. 212.
[798] *Ibid.*, p. 221.

l'opposition non communiste. Mais de plus en plus isolé, le général démissionne en décembre 1990. Lech Walesa est alors élu président.

La politique américaine des années 1980 se caractérise donc par la défense de la démocratie polonaise dans une lutte d'influence contre le communisme qui se manifeste par un soutien à Solidarnosc et à Lech Walesa.

La Pologne est également une grande priorité de la NED. Le pays est le deuxième bénéficiaire mondial avec un budget de plus de 12 millions de dollars sur toute la période 1986-1990, ce qui représente 13,7 % du budget total de la NED comme on peut le voir en annexe 29. Régionalement, elle est largement en tête devant les autres états européens, avec un pourcentage très important de 41,9% du total régional sur cette période[799]. Le pourcentage régional atteint même les 68 % en 1989, il baisse ensuite en 1990 mais cela s'explique par l'augmentation du budget global de la NED qui double cette année-là.

Figure 11: Montant annuel dépensé par la NED en Pologne et pourcentage du total régional 1986-1990



Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED, 1986-1990.

[799] Voir tableau 16, Partie 2, chapitre I.1.c).

Comme on peut le voir sur la figure 11, le montant que reçoit le pays augmente jusqu'à atteindre un pic lors de l'année 1990 avec 4 645 142 dollars. Si la Pologne bénéficie d'un montant aussi élevé, qui représente 35% du total régional, c'est grâce à des subventions spéciales faites par l'USAID ainsi que le Congrès. Le tableau 26 détaille ces financements additionnels.

Tableau 26: Détail du montant annuel dépensé par la NED en Pologne 1986-1990

Année	Montant total	Financement de l'USAID	Financement du Congrès	Total USAID + Congrès	%
1986	934 763				
1987	1 920 750	1 000 000		1 000 000	52%
1988	1 707 500		1 000 000	1 000 000	59%
1989	3 329 821	308 808	2 000 000	2 308 808	69%
1990	4 645 142	1 464 727	2 489 250	3 953 392	85%
1991	870 025	220 000		220 000	25 %
TOTAL	12 537 976	2 773 535	5 489 250	8 262 785	66%

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-1990

L'USAID et le Congrès financent très largement la NED en Pologne de 1987 à 1991.

En 1987, l'International Rescue Committee reçoit 1 000 000 « to administer funds appropriated by the U.S. Congress through the Agency for International Development to assist the independent Polish trade union Solidarity »[800]. La CIA avait en effet déjà financé le syndicat en 1982, notamment par le biais de l'International Rescue Committee. Cette organisation était dirigée par Léo Cherne, un ami de William Casey, directeur de la CIA sous Reagan et ancien

[800] Rapport annuel NED 1987, p. 38.

directeur de l'IRC : « because it had access to Soviet-bloc refugees and had good contacts behind the Iron Curtain, the IRC was considered a valuable resource for the CIA »[801]. Le choix de ce bénéficiaire n'est donc pas anodin.

Ensuite en 1988, le FTUI cette fois perçoit un million de dollars « to administer funds specially appropriated by the U.S. Congress to provide assistance to the independent Polish trade union Solidarity »[802]. L'année suivante, un million de dollars est versé au FTUI et un autre à l'International Rescue Committee pour la même raison. L'USAID fait également en 1989 un versement spécial aux organisations suivantes : CIPE (42 500$), Columbia University (108 868$), FTUI (30 000$), Institute for Democracy in Eastern Europe (30 000$), Polish American Congress (97 500$) pour un montant total de 308 808 dollars. Dans le cas de la Pologne, l'intervention de la NED est l'application directe de la politique du gouvernement avec l'intervention du pouvoir exécutif via l'USAID et du pouvoir législatif via le Congrès qui émettent chacun une subvention spéciale à ce pays. Cette aide augmente à l'approche des élections législatives de 1989. En effet, Solidarnosc s'inquiète d'un manque de moyen et d'une structure trop faiblement organisée qui peut lui faire perdre les élections.

Mais c'est en 1990 que ce financement additionnel est le plus élevé. L'USAID et le Congrès financent les organismes détaillés dans le tableau 27.

[801] Peter Schweizer, *Reagan's war: the epic story of this forty year struggle and final triumph over communi*sm, New York, Doudleday, 2002, p. 173.
[802] Rapport annuel NED 1988, p. 23.

Tableau 27: Bénéficiaires des fonds spéciaux de l'USAID et du Congrès en Pologne en 1990

Bénéficiaire de l'USAID	Montant $	Bénéficiaire du Congrès	Montant $
CIPE	113 280	FTUI	1 493 550
FTUI	160 000	International Rescue Committee	995 700
NDI*	57 447		
Institute for democracy in Eastern Europe	100 000		
Polish American Congress	759 000		
Rutgers University	275 000		

Source : Nos calculs d'après le rapport annuel de la NED 1990, p. 27, 28, 29.

** : Financé partiellement par l'USAID*

Le Polish American Congress et la Rurgers University, les plus grands bénéficiaires de l'USAID, mènent des missions de préparation aux élections (éducation civique, formation). De son côté le Congrès finance le FTUI « to support Solidarity's national headquarters »[803] et l'IRC au bénéfice du « Solidarity social fund »[804]. Le but est principalement cette année-là d'accompagner la transition du régime communiste qui s'effectue cette année-là. Le travail de la NED dans ce pays consiste principalement au soutien à Solidarnosc, donc au mouvement d'opposition au gouvernement, qui peut se faire ouvertement car ce n'est pas un parti politique mais un syndicat, même si la NED mène également un vaste panel d'activités, humanitaires, de publications etc.

Selon Gregory F. Gompers, les Etats-Unis ont financés la NED mais elle conservait l'indépendance de choisir ses programmes. De plus, il considère que ces financements ont certes aidé Solidarnosc mais cela ne signifie pas qu'ils aient été « a necessary and sufficient

[803] Rapport annuel de la NED 1990, p. 28.
[804] *Ibid*.

cause of political transformation »[805]. Toutefois, on note que l'implication du gouvernement dans le travail de la NED fut dans ce pays très important, montrant que la NED était considérée comme pouvant appuyer la politique étrangère américaine. De même, les programmes se focalisent sur Solidarnosc, l'investissement de l'USAID et du Congrès en soutien à ce dernier représentant 66% du budget total versé à la Pologne sur toute la période 1986-1990. Or, l'aide à ce syndicat est considérée par Reagan comme un élément pouvant avoir un impact direct sur la suite de la Guerre Froide. Le fait d'utiliser la NED comme financeur est également un moyen d'afficher le soutien américain, renforçant son efficacité[806].

Le Congrès, de son côté, était lui aussi très favorable à Solidarnosc, qu'il soutenait largement de façon indirecte via des organisations humanitaires ainsi que par la NED. Puis à la fin de 1986, il souhaite même le financer directement, sans intermédiaire. Cependant, Lech Walesa refusa car il pensait que le fait de recevoir de l'argent du gouvernement américain était contraire aux principes qui dirigeaient le syndicat, c'est pourquoi le Congrès accepta de faire transiter cette aide via la NED[807]. Dans le cas de la Pologne, le Congrès joue un rôle important.

L'intervention américaine se caractérise par un soutien à l'opposition mais sans plus d'intervention, l'opposition étant bien menée par Lech Walesa, il a une forte indépendance des organismes bénéficiaires. Toutefois, cette aide financière constitue une influence américaine car elle est le résultat d'un choix. Il y a un effet plusieurs groupes d'opposition concurrents à Solidarnosc, ce dernier étant le plus modéré[808]. Le fait de ne financer qu'un seul groupe montre que le but ultime n'est pas la démocratie, mais la victoire de l'opposition non communiste, c'est pourquoi ce choix repose sur le groupe ayant le plus de chance d'emporter les élections, et la personnalité de Lech Walesa était un atout important.

---

[805] Gregory F. Domber, *Empowering revolution…, op. cit*, p. 270.
[806] Robert Pear, « U.S. Helping polish critics with funds and publishing », *New York Times*, July 10, 1988, section 1, page 14. https://www.nytimes.com/1988/07/10/world/us-helping-polish-critics-with-funds-and-publishing.html
[807] Gregory F. Domber, *Empowering revolution…, op. cit.*, p. 187.
[808] *Ibid*, p. 274.

L'exemple de la Pologne est représentatif du rôle de la NED dans la politique étrangère américaine. Il montre que les pouvoirs exécutif et législatif peuvent utiliser cette fondation pour parvenir chacun à mettre en place leur diplomatie.

Paula Dobriansky, qui a travaillé nous l'avons vu au sein de l'administration Reagan et a été un acteur de sa politique en Pologne, a intégré la NED en 1993. Elle affirme : « Clearly, the Reagan Administration supported the goal of strengthening democracy worldwide and as part of that strategy, the NED has played an important, albeit independent, role »[809].

Tous les exemples examinés dans ce chapitre tendent à confirmer cette vision et à montrer que le travail de la NED s'inscrit dans l'application de la doctrine Reagan, avec un soutien à des pays qui représentent des lieux stratégiques de la lutte contre le communisme au début des années 1980. Cette doctrine a connu des évolutions. Elle débute en tant que moyen de lutter contre le communisme dans une guerre idéologique ravivée puis s'adapte en s'alliant à une politique de promotion de la démocratie plus large.

Nous avons choisi d'analyser l'implication de la NED dans quelques pays seulement. Ce choix est fondé sur leur importance en termes de soutien financier, régionalement ou globalement, ou leur impact politique. Mais ces quelques exemples ne suffisent pourtant pas pour établir des généralités dans le travail de la NED car dans les années 1980, elle est impliquée dans une quarantaine d'États différents. L'importance des quelques cas étudiés s'explique pour certains par l'implication de l'USAID ou du Congrès, les autres, par un choix interne de la NED. Dans les autres pays, qui font moins l'objet d'intérêt particulier des États-Unis, la NED semble conserver davantage son libre choix. En tant qu'organisation privée, la NED est indépendante mais ces exemples montrent qu'elle est particulièrement présente dans des pays où il y a un enjeu important en termes de sécurité nationale. Que ce soit de l'initiative du

[809] Entretien téléphonique avec Paula Dobriansky le 03 février 2020.

gouvernement par l'USAID comme en Pologne, ou de la NED elle-même comme aux Philippines. Mais à côté, elle travaille dans beaucoup d'autres pays de moindre importance pour les États-Unis dans lesquelles elle tente d'accomplir son objectif de diffusion de l'idéal démocratique.

Ces quelques exemples permettent de mettre en lumières plusieurs éléments. Tout d'abord, on remarque dans les différents cas historiques l'implication de membres ou futurs membres de la NED dans la mise en place de la politique étrangère de Reagan, ce qui confirme notre argument détaillé dans la première partie selon lequel l'influence des antécédents gouvernementaux a des impacts sur leur travail futur au sein de la NED.

Ensuite, on peut observer aussi un engagement décroissant de la NED après des élections présidentielles, même si la démocratie n'est pas totalement implantée dans le pays. Cette focalisation sur les élections semble montrer que le but est de vouloir contrôler ce processus afin de faire valoir ses préférences sur le groupe qui va prendre le pouvoir, l'idéal étant qu'il soit anti-communiste ou du moins qu'il ne soit pas anti-américain. Cela révèle un autre point commun de ces interventions qui est la lutte contre l'URSS. Toutefois, cette tendance est-elle une influence directe ou indirecte du gouvernement ou un anticommunisme ancré dans la fondation ? Les deux hypothèses constituent des éléments de réponse. La NED étant le résultat de diverses influences, elle les applique dans ses choix de financement de manière plus ou moins prononcée. Parfois influencée par les intérêts stratégiques et sécuritaires américains, tantôt par un anticommunisme ancré dans ces gènes. Dans le second cas, le fait d'agir parallèlement au gouvernement serait une conséquence indirecte.

Enfin, dans les cas qui ont fait scandale, (le Costa Rica, et nous le verrons la France) on remarque que c'est la révélation dans la presse qui a mis fin aux programmes. Pourtant, ces financements sont mentionnés dans les rapports annuels de la NED qui sont soumis au Congrès et au département d'État. La non-réaction qu'ils ont suscité chez ces derniers peut être soit l'illustration de cet intérêt partagé, soit le résultat d'un manque de contrôle. Cela nous amène à

nous poser la question suivante : Ces exemples peuvent-ils s'expliquer autrement que par cette influence gouvernementale ? Les processus internes qui régissent la NED ne seraient-ils pas assez performants pour éviter ces erreurs ? Ces exemples d'intervention de la NED, ces scandales, ont provoqué d'intenses débats sur cette fondation, au sein du Congrès mais également chez les journalistes et les universitaires qui ont poussé à s'interroger sur son processus de fonctionnement comme élément explicatif de cette tendance.

Chapitre II. Un fonctionnement interne défaillant qui peut expliquer les anomalies observées dans le travail de la NED

La fondation est une organisation récente qui a pu les premières années faire des erreurs de jugement et l'argument de son immaturité a pu être utilisé pour expliquer certains cas. Les exemples cités dans le chapitre précédent montrent que la NED a été parfois un instrument, un subordonné, ou un organisme solidaire du gouvernement. Les influences indirectes et directes que le gouvernement exerce sur la NED, analysées dans la première partie, sont une des explications, mais ce ne sont pas les seules. Beaucoup d'ouvrages ou d'articles écrits sur cette fondation s'avèrent très critiques. Le Congrès fut aussi un lieu de nombreux débats la concernant. Ces critiques ont révélé que son fonctionnement pouvait avoir certaines lacunes. Dans un premier point, nous détaillerons ces accusations et ces anomalies internes. Puis pour illustrer ces dysfonctionnements, nous analyserons deux pays dans lesquels la NED est intervenue, à savoir la France et le Nicaragua, qui sont l'expression de ces problèmes internes. Ces exemples confirment l'influence gouvernementale qui s'exerce sur la NED mais trouvent également leur origine notamment dans le fonctionnement défectueux de cette dernière.

1. Un projet dont les critiques ont mis en lumière des anomalies de fonctionnement

Le statut de Quango de la NED a été longtemps controversé, notamment du fait qu'elle travaille à l'étranger. Mais une autre caractéristique a provoqué une certaine réticence, notamment parmi les membres du Congrès, c'est l'idée de bipartisme, ou plutôt la participation conjointe des deux partis politiques américains à des activités à l'extérieur des frontières nationales, ce qui pourrait conduire à des situations complexes en termes de politique étrangère. Ensuite, l'acte de création de la NED prévoit des contrôles par le General Accounting Office. Ce dernier a réalisé plusieurs rapports en 1984, 1986 et 1991 qui montrent que la NED ne

fonctionne pas encore de façon optimale. Cela nous servira de base pour analyser en détail les lacunes en termes de fonctionnement de la NED, et plus particulièrement le rôle de l'AIFLD.

II.1.a) Absence de consensus et vif débat dès l'origine : le bipartisme en question

Nous avons dans la première partie retracé l'historique de ce statut particulier de Quango dans l'histoire britannique. Toutefois, bien que les États-Unis aient utilisé ce statut dans leur projet de promotion de la démocratie, la NED s'est davantage construite sur le modèle des fondations allemandes, appelées les « *Stiftung* »[810]. Ces dernières sont également financées par le gouvernement allemand pour effectuer des missions de démocratisation à l'étranger principalement. Il en existe actuellement six en Allemagne[811], la première a été créée en 1925[812], c'est une tradition ancienne et « elles constituent donc l'exemple rare d'un acteur transnational ayant participé à la quasi-totalité des vagues de démocratisation du second XXe siècle »[813]. Elles reposent sur plusieurs principes, celui de la double responsabilité entre l'État et les fondations qui se partagent les tâches ; le second principe est celui du pluralisme selon lequel plusieurs organismes doivent travailler conjointement à un même projet, et enfin celui de la publicité limitée qui consiste à ne pas trop communiquer sur leur mode de financement public à l'étranger[814]. Mais un autre élément principal est à souligner : « La singularité de ces fondations tient à leur caractère pluridimensionnel : elles relèvent de l'action publique tout en conservant une autonomie de fait, liée à leur affiliation partisane »[815]. En effet, chaque fondation est liée à un parti politique allemand, avec lequel elle partage une ligne de conduite ce qui

[810] David Lowe, *Idea to reality: Ned at 30*. https://www.ned.org/about/history/#1
[811] Les deux principales sont la Konrad Adenauer Stiftung et la Friedrich Ebert Stiftung.
[812] Dorota Dakowska, « Les fondations politiques allemandes en Europe centrale », *Critique internationale*, vol. nº 24, n°. 3, 2004, p. 139.
[813] *Ibid*.
[814] *Ibid*., p. 144.
[815] *Ibid.*, p. 141.

oriente ses activités. C'est ce principe qui va inspirer les membres du *Democracy Program* dans leur projet.

Le *bipartisanship* auquel la NED est attachée est donc inspiré de cette pratique. Dans le cas allemand, le bipartisme est un moyen d'assurer l'indépendance avec le gouvernement : « En l'absence d'autonomie financière, c'est leur affiliation partisane qui leur permet de s'affirmer face à leurs autorités de tutelle »[816].

Cette idée de la participation des partis politiques est issue d'une étude de la Freedom House de 1978 intitulée « Transnational interactions of political parties », à laquelle participent George E. Agree, directeur de l'APF, Samuel Huntington et Zbigniew Brzezinski[817]. Par la suite, une mission de l'APF en Allemagne a été organisée en octobre 1981 au cours de laquelle le projet a été évoqué avec la ministre adjointe des affaires étrangères de l'époque, Hildegard Hamm-Brücher. Suite à cette rencontre, va être envisagée une conférence menée par l'APF avec la participation des quatre fondations allemandes[818]. Cette conférence germano-américaine intitulée « Freedom and International Community/Values as bases for Alliance » s'est tenue au début de l'été 1982 et avait notamment pour but d'avoir un impact sur l'opinion public allemande et européenne et de convaincre du bienfondé de l'engagement américain en Europe et dans le monde[819].

Mais la volonté d'utiliser ce principe pour créer une organisation américaine de promotion de la démocratie a créé une certaine réticence au sein du Congrès. En effet, si la NED affiche une belle carrière, avec un budget en progression depuis les années 1980, cette initiative n'a pas été unanimement acceptée dès le départ. Le Sénat était plus réceptif au projet que la Chambre des représentants et a rejeté deux tentatives visant à couper les fonds au projet

---

[816] *Ibid*., p. 142.
[817] George E. Agree, *Transnational interactions of political parties*, A freedom house study, Letter to Samuel Huntington, 3 février 1978.
[818] La Konrad Adenauer Foundation, la Friedrich Ebert Foundation, la Friedrich Naumann Foundation et la Hans Seidel Foundation.
[819] American Political Foundation, « Freedom and International Community/Values as bases for Alliance », document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, Manuscript Division, George E. Agree Papers.

à 26 voix contre 68 puis à 42 voix contre 49[820], puis la Chambre a voté pour l'inauguration du programme à 215 voix contre 194, loin, donc, de l'unanimité.

La fondation a donc fait l'objet de vifs débats au sein du Congrès et cette question de la participation de deux instituts correspondant aux deux partis politiques américains a particulièrement alimenté les séances. Peter H. Kostmayer, démocrate représentant de la Pennsylvanie, demande notamment si les deux instituts ne risquent pas de soutenir des groupes opposés sur le terrain et s'il n'est pas plus judicieux d'avoir un seul organisme politique[821]. George W. Crockett Jr. de son côté formule une autre inquiétude. Selon lui, bien que les partis démocrate et républicain aient une longue expérience, ils ne représenteront surement pas toujours la réalité politique américaine et pourront évoluer, d'autant plus que de nombreux américains sont indépendants et ne se retrouvent déjà plus dans ces deux institutions[822]. Mais pour les futurs membres de la NED, cette configuration est importante et peut être avantageuse au gouvernement américain : « By increasing direct party—to-party relations where feasible, the Endowment's political party institutes will also assist in developing a more solid underpinning for bilateral and multi-lateral government-to-government relations »[823]. Les instituts permettraient selon eux de poser la première pierre des relations avec les gouvernements étrangers.

Hank Brown, républicain membre de la Chambre des représentants, a mené les principales critiques contre le projet, qu'il a tenté de faire avorter, sans succès. Mais il a toutefois réussi à faire supprimer l'allocation de 5 millions de dollars qui devaient être attribués à chacun des deux *party institutes* avec 267 voix contre 136 pour l'année 1985. Cette décision

---

[820] Congress of the Nation, Vol. VI, 1981-1984, Manuscript Division, Librairy of Congress, p. 168.
[821] Authorizing appropriations for fiscal years 1984-85 for the Department of State, the U.S. Information Agency, the Board for International Broadcasting, the Inter-American Foundation, the Asia Foundation, to establish the National Endowment for Democracy : hearings and markup before the Committee on Foreign Affairs and its Subcommittee on International Operations, House of Representatives, Ninety-eighth Congress, first session, on H.R. 2915, April 25, p. 881.
[822] *Ibid*., p. 982.
[823] *Ibid*., Prepared statement of Charles T. Manatt, co-chairman, the Democracy Program, and chairman, democratic national committee, p. 879.

fait suite à ce que ce dernier appelle le « Panama incident »[824]. Un article du *New York Times* de 1984 révèle qu'une plainte a été adressée par l'ambassadeur des États-Unis au Panama de l'époque, James E. Briggs selon lequel 20 000 dollars auraient été versés par le FTUI, organisme syndical de la fondation, pour une opération de soutien à un candidat de l'élection présidentielle, Nicolas Ardito Barletta[825]. Ce dernier avait été choisi par le général Manuel Antonio Noriega et remporta la victoire face à Arnulfo Arias Madrid. Il fut également vice-président de la Banque Mondiale et ancien étudiant du secrétaire d'État George Shultz à l'Université de Chicago[826].

Pourtant, le rapport annuel de 1984 relate ainsi ses activités dans le pays dans le domaine des « electoral processes » :

> « In Panama, a number of seminars on electoral processes were conducted in Panama City and Puerto Armuelles. Shortly before the election in May 1984, the Confederacion de Trabajadores de la Republica de Panama (CTRP) sponsored a May Day rally which offered an alternative to a communist-sponsored rally on the same day. The CTRP rally broke the tradition of "United Front" rallies in which communist and democratic trade unions had previously joined together. At all these activities, union members were urged to participate in the voting process […] All of the above-mentioned activities are designed to promote participation of union workers in the electoral process. In no case have FTUI funds been used to support the campaign of a particular candidate for public office »[827].

On note que le but de l'opération est d'une part de s'opposer à la manifestation communiste et d'autre part d'augmenter la participation à l'élection, mais officiellement sans y

---

[824] Authorizing Appropriations for Fiscal Years 1986-87 for the Department of State, the U.S. Information Agency, the Board for International Broadcasting, and for Other Purposes: Hearings and Markup Before the Committee on Foreign Affairs and Its Subcommittee on International Operations, House of Representatives, Ninety-ninth Congress, First Session, on H.R. 2068, February 20, 27; March 5, 7, 12, 26; April 3 and L8, 1985, p. 382.
[825] Walter Goodman, « Congress Assails Democracy Group », *New York Times*, 15 août 1984, section A, p. 21.
[826] Philip Agee, « Tracking Covert Actions Into the Future », *Covert Action Information Bulletin,* n° 42, Fall 1992, p. 8.
[827] Rapport annuel NED 1984, p. 18.

prendre part d'aucune façon. Toutefois, le fait de s'opposer au ralliement communiste d'un candidat à l'élection revient indirectement à soutenir l'autre candidat. Mais plusieurs membres de l'ambassade dénoncent un financement secret. Plus encore, ils dénoncent des comptages frauduleux et des vols de voix qui auraient eu lieu à partir du moment où Arnulfo Arias semblait battre son concurrent, soutenu par l'administration Reagan et le Général Noriega[828]. Malgré ces révélations de fraude, le secrétaire d'État George Shultz se serait déplacé pour l'inauguration du mandat de Barletta en octobre 1984. La fraude aurait été menée par la Panama Defense Force, sous le contrôle de Noriega, qui faisait office de garde nationale pendant les élections. Le but pour l'administration Reagan était de trouver un candidat acceptable pour elle-même et pour le général Noriega, et qui permettrait dans le même temps au Panama de trouver le chemin de la démocratie[829]. Barletta était le candidat qui convenait le plus, malgré le fait qu'il n'ait pas le soutien populaire, indispensable pour remporter une élection. Un des deux groupes d'observateurs des élections, dont fait partie Jack Hood Vaughn, ancien ambassadeur des États-Unis au Panama, aurait noté de nombreuses irrégularités lors du comptage des votes, et ces éléments ont été transmis à l'ambassade et à l'administration Reagan, sans susciter aucune réaction[830].

Ce financement de la NED faisait donc partie d'un plan de l'administration, avoué par certains haut responsables, de faire élire Barletta à la présidence. Son implication dans l'élection, dénoncée notamment par l'ambassadeur américain au Panama et révélée dans la presse[831], constitue une première faute qui va confirmer les doutes des membres du Congrès sur la participation des partis politiques américains à des actions à l'étranger. Hank Brown est soutenu notamment par George W. Crockett Jr., démocrate représentant du Michigan, qui est également un ferme opposant à l'utilisation des partis politiques pour promouvoir la

---

[828] Seymour M. Hersh, « Panama General reported to rig election in 1984 », *New York Times*, 22 juin 1986. Declassified and approved for release 2010/01/06, CIA-RDP90-00965R000402820031-5
[829] *Ibid*.
[830] *Ibid*.
[831] Walter Goodman, « Congress Assails…, *op. cit*.

démocratie. Selon eux, les deux instituts : « probably be little more than “travel slush funds” for those who control the institutes and their friends »[832]. La révélation de cet incident au Panama leur ont permis de convaincre la Chambre de supprimer leur allocation pour l'année 1985, le but étant de « barred use of endowment funds for partisan activities by the Republican or Democratic national committees »[833].

Il y a plusieurs raisons qui expliquent cette réticence envers la participation des partis politiques. Ces raisons sont exposées dans le document en annexe 33, issu des *George E. Agree papers* de la Bibliothèque du Congrès. Ni l'origine ni l'auteur ne sont mentionnés, toutefois il cite les raisons évoquées par les membres de la Chambre des représentants pour supprimer ce financement. En premier lieu, leur l'implication dans la politique des autres états pourrait conduire à un « disaster in terms of U.S. foreign policy and would increase partisan divisiveness in the U.S. over American foreign policy »[834].

Deuxièmement, les instituts peuvent être tentés de dépasser leurs prérogatives et de s'impliquer dans la politique intérieure américaine, en utilisant les fonds pour envoyer leurs contributeurs en voyage à l'étranger, en fournissant un emploi ou toute autre facilité à des individus avec lesquels l'institut est politiquement engagé, en finançant des apparitions à la télévision de certains candidats, en publiant des livres de politique étrangère afin d'élever l'auteur au rang de candidat ou dans une optique de propagande, en envoyant un candidat à l'étranger, ce qui peut l'aider dans une potentielle campagne, ou encore en faisant venir des fonctionnaires et des dignitaires étrangers aux États-Unis pour participer à des événements destinés à donner à un ou plusieurs candidats une exposition médiatique et l'apparence de connaissances et d'expertise en matière de relations étrangères[835]. Le rapport évoque l'absence

---

[832] Cité dans George Lardner Jr., « House opposes funding, Democracy promotion is hit », *Washington Post*, 1 Novembre 1983, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, Manuscript Division, George E. Agree Papers, numéro de la revue et page manquantes.
[833] Congress of the Nation, Vol. VII, 1985-1988, Manuscript Division, Librairy of Congress, p. 201.
[834] Voir document en annexe 23, issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, Manuscript Division, George E. Agree Papers, auteur et source manquantes, p. 1.
[835] *Ibid*, p. 2.

d'interdiction du lobbying et de l'implication en politique intérieure dans la charte des deux instituts. Celle-ci n'est pas assez précise concernant leur lieu d'action. En effet, elle n'exclurait pas clairement les activités internes.

Enfin, les instituts seraient également soumis à un contrôle inapproprié et insuffisant. Un audit annuel n'est pas clairement demandé et le rapport annuel que la NED doit remettre au Congrès ne concerne pas les activités des quatre instituts qui sont pourtant les réels bénéficiaires des fonds. De même, il n'est pas prévu qu'ils rendent des comptes à la fondation, ou au Congrès, avant ou après leurs activités. Il y a également un manque de protection contre les détournements de fonds. En effet, la NED doit utiliser ses subventions dans le but de promouvoir la démocratie, mais elle n'est responsable que des 5 millions de dollars qui lui sont attribués à des fins de fonctionnements, et pas des montants alloués aux instituts.

Mais d'autres raisons expliquent le vote de la Chambre, notamment des doutes sur la capacité des instituts à éduquer aux principes démocratiques à l'étranger et le sentiment que ce n'est qu'un moyen pour les deux partis de bénéficier d'un financement public.

Le rapport consacre également une grande partie à déconstruire l'analogie avec les fondations allemandes dont les instituts politiques se seraient inspirés. Le premier point mentionné est l'obligation des fondations allemandes d'obtenir l'approbation du gouvernement concernant leurs activités internationales contrairement à la NED. Une autre dissemblance tient au fait que les partis allemands n'ont pas le même rôle que leurs homologues américains, ils sont impliqués dans la vie politique, ils sont *issues-oriented* contrairement aux partis américains, *election-oriented*[836], qui ne participent pas à l'élaboration des politiques. En effet, le fonctionnement parlementaire du gouvernement allemand permet aux membres de partis politiques d'intégrer le gouvernement si leur parti remporte une élection, ce qui n'est pas le cas aux États-Unis. Troisièmement, cette implication des partis politiques allemands dans la vie culturelle et politique du pays leur ont fourni l'expérience nécessaire pour s'engager à

[836] *Ibid.*, p. 7.

l'international, et qu'initialement « they were not created to go abroad »[837], comme le sont au contraire le NDI et l'IRI.

Enfin, ces deux instituts ne seraient pas liés directement aux partis politiques, qui n'ont pas d'autorité sur eux :

> « the institutes appear to be little more than entities created by six individuals associated with the parties – entities which use the name of the two parties, but which the party governing boards had no role in formulating and which neither party will control in the future »[838].

Ces six personnalités sont Franck Fahrenkopf, directeur du parti républicain, Fred Biebel, Republican National Committee White House liaison, et Williams Phillips, chef de cabinet, ainsi que pour le parti démocrate Charles T. Manatt, directeur, son assistant Mike Steed, et Spencer Olivier, aide au personnel du Congrès.

L'ancien sénateur Eugene J. McCarthy et John B. Anderson, candidat à la présidentielle, sont des personnalités très critiques envers la NED et plus particulièrement envers les instituts politiques. Accompagnés d'Edward H. Crane, président du *think tank* conservateur libertarien *Cato institute*, ils font pression au Congrès contre la législation qui prévoit le financement de la NED et des instituts politiques. Selon John B. Anderson, « The legislation is a scam. […] It sets up our political parties as instrument of the federal government »[839]. Les instituts politiques ont donc entraîné quelques réticences, car ils risquaient d'être instrumentalisés par le gouvernement.

Le rapport du GAO de 1986 révèle que l'IRI et le NDI ont malgré toutes ces critiques récupéré leur allocation budgétaire en 1986 à la condition que des membres des partis démocrate et républicain ne fassent pas partie dans le même temps du conseil d'administration

---

[837] *Ibid*.
[838] *Ibid*., p. 8.
[839] James M. Perry, « Group seeks to nix funds U.S. set up tu tout democracy », *The Wall Street Journal*, December 13, 1983, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, Manuscript Division, George E. Agree Papers, numéro de page manquant.

du NDI ou de l'IRI[840]. Toutefois nous avons noté dans notre analyse des dirigeants que des membres des partis restent présents au conseil d'administration de la NED.

Les débats sur le financement des deux instituts ont constitué le premier défi à surmonter pour la NED. Selon cette dernière, c'est justement le *bipartisanship* qui lui permet de bénéficier d'une autonomie plus grande envers le gouvernement. Toutes ces réticences sur le fonctionnement de la NED ont poussé certains membres du Congrès à demander plusieurs évaluations du GAO afin de contrôler le travail de la NED, qui ont mis en lumière des anomalies structurelles, notamment concernant les procédures de contrôle particulièrement défaillante au sein du FTUI.

II.1.b) Des défaillances de contrôle et le FTUI comme exécuteur de l'AFL-CIO : les rapports du GAO

Le General Accounting Office est un organisme qui a suivi de près la création de la NED et ses premières années d'activités. Il a émis plusieurs rapports détaillant les lacunes de la fondation et proposant des recommandations à la demande de membres du Congrès. Le premier rapport a été réalisé en 1984 à la demande du sénateur républicain Malcolm Wallop et est intitulé « Events Leading to the Establishment of the National Endowment for Democracy ». Il revient sur les éléments qui ont conduit à la création de la NED et évalue ses premiers mois d'activités (de novembre 1983 à avril 1984). Le GAO met en avant plusieurs éléments problématiques dans le déroulé des événements préalables à l'établissement de la fondation, notamment le fait que la législation créant la NED est passée avant même que l'étude du *Democracy Program* ne soit officiellement finalisée[841]. Cette étude devait servir de base à la création de ce nouvel

[840] United States General Accounting Office, Report to congressional requesters: Promoting democracy, The National Endowment for Democracy's management of grants overseas, GAO/NSIAD-86-185, septembre 1986, p. 24.
[841] Report to senator Malcolm Wallop by the US General Accounting Office, « Events Leading to the Establishment of the National Endowment for Democracy », GAO/NSIAD-84-121, 6 juillet 1984, p. 3.

organisme, cela représente donc une incohérence chronologique. Selon le témoignage de deux membres de la NED recueilli par le GAO, ce document établi par le *Democracy Program* aurait pour finalité d'apparaître dans les documents historiques de la NED et devait donc correspondre à la législation. Cela laisse à penser que cette étude n'est pas un élément déterminant de la création de la NED et que le projet était déjà établi au préalable.

Un autre élément qui est relevé par le rapport est la question de la relation entre la NED et l'USIA, l'organisme financeur. Les termes de l'accord de subvention ont été débattus et les deux parties ne sont parvenus à un accord qu'en juin 1985. L'USIA considérait qu'elle devait avoir un rôle de contrôle et de limitation en tant qu'organisme gouvernemental financeur. Selon la fondation, les règles qui régissent l'agence ne devaient pas s'appliquer à la NED en raison de son statut privé. Par exemple, l'USIA ne doit pas contrôler si les fonds des subventions sont dépensés à des fins autorisées. Selon la NED, son acte de création ne prévoit pas une telle autorité de l'USIA. Le conflit a été remis entre les mains du GAO. Toutefois, le Controleur Général a statué en faveur de l'USIA :

> « A Comptroller General decision which supported USIA'S assertion that the Endowment was not free of fiscal or administrative accountability to USIA for grant monies. The ruling concluded that USIA may require Endowment compliance with procedural mechanisms to see the grant funds are used for authorized purposes only. The grant agreement holds the Endowment responsible for planning, organizing, and administering a grant program to carry out the purposes of the authorizing legislation »[842].

Malgré tout, l'USIA ne peut pas non plus imposer un programme qui serait contraire aux objectifs mentionnés dans l'acte de création de la NED.

Par ailleurs, le rapport met en évidence d'autres manquements, comme le fait que la

[842] United States General Accounting Office, Report to congressional requesters: Promoting democracy, The National Endowment for Democracy's management of grants overseas, GAO/NSIAD-86-185, septembre 1986, p. 1.

possibilité de promouvoir la démocratie dans d'autres secteurs que ceux pris en charge par les quatre instituts n'a pas été approfondie par l'étude préalable. Le rôle éventuel de l'Église, des médias, des universités ou autre fondation n'a pas été abordé[843]. Le rapport apporte une raison à cette carence qui pourrait s'expliquer par la composition des membres de l'étude qui n'est, elle-même, pas assez élargie à ces autres secteurs. L'accent a été mis dès le début sur les syndicats et les partis politiques, sans réellement étudier la possibilité d'élargir le programme à d'autres domaines. La prédominance de grandes personnalités du monde syndical dans la création de la NED, comme nous l'avons vu, en est une explication. On apprend dans ce rapport que le *Democracy Program* avait mis en place des groupes de travail sur des sujets spécifiques afin de compléter son étude. Le rapport révèle que la *Democratic Electoral Processes task force* avait annexé un rapport selon lequel une nouvelle initiative de promotion de la démocratie n'était pas nécessaire et que « there was no logical reason why the Democratic, Republican, business, and labor foundations envisioned as the operating arms of the Endowment should perform the limited activities the task force proposed and the Endowment itself might more appropriately carry them out »[844]. Or, ces conclusions n'ont pas été intégrées au rapport final. Le rapport s'interroge aussi sur la différenciation entre les activités de la NED et celle déjà menées par l'USAID, l'Asia Foundation, ou encore l'Inter-American Foundation, agence gouvernementale qui agit dans le domaine du développement communautaire en Amérique Latine.

On note de ce premier rapport que malgré l'étude du *Democracy Program*, le projet semblait déjà relativement précis pour ses créateurs et que les suggestions de modification n'ont pas réellement été prises en compte, notamment concernant la participation d'autres secteurs. La prédominance des syndicats semblait être une condition à sa création. Deuxièmement, le fait que le rapport ait été terminé après la législation de la NED montre que ce document n'était

[843] Report to senator Malcolm Wallop…, *op. cit*., p. 9.
[844] *Ibid*., p. 12.

qu'une formalité. Ces deux premiers éléments nous laissent entendre que le projet de la NED ne laissait que peu de place à la négociation. Enfin, le bras de fer entre l'USIA et la NED a été perdue par cette dernière, le contrôleur général ayant opté pour une supervision de la NED par l'USIA.

Selon la fondation, ces anomalies sont la conséquence de son statut public/privé qui la place dans une situation délicate entre son bailleur et son objectif :

> « The Endowment commented that, as a private organization receiving and making grants with public funds, it faces an unusual challenge: to satisfy the legal obligation to provide Congress with a full accounting of the use of public funds without compromising the essentially private nature of the Endowment »[845].

Son caractère privé étant la clé de son efficacité, cela suggère que ces anomalies en sont la conséquence logique et qu'il ne faut pas lui en faire grief.

En 1986, le GAO effectue une seconde évaluation à la demande d'Olympia Snowe, républicaine membre de la Chambre des représentants et de Daniel A. Mica, démocrate à la Chambre. Le GAO analyse les deux premières années d'exercice de la NED, 1984 et 1985 et trouve certaines anomalies dans son fonctionnement. Tout d'abord, la NED n'a pas mis en place un « processus de planification global »[846], présentant ses priorités régionales ou thématiques qui permettrait aux organisations financées d'agir selon la stratégie établie par la NED. Cela constitue selon le GAO un manquement important. La Déclaration de principes et d'objectifs, établi par la fondation, n'est pas assez précis et n'est donc pas suffisant pour fournir à ses bénéficiaires une trame de travail. En conséquence, le processus de sélection des projets se limite à financer ceux présentés par les instituts. Ce sont eux qui établissent leurs priorités et les exposent à la NED[847]. Le personnel de la fondation a pour mission d'examiner les projets

---

[845] *Ibid*., p. 32.
[846] United States General Accounting Office, Report to congressional requesters: Promoting democracy, The National Endowment for Democracy's management of grants overseas, GAO/NSIAD-86-185, septembre 1986, p. 2.
[847] *Ibid*., p. 12.

proposés. Mais selon le rapport, cette relation devrait être inversée et la fondation ne devrait pas être totalement dépendante des propositions des instituts. En tant qu'organisme financeur, la NED se doit de fournir un cadre précis aux activités qu'elle finance avec des priorités claires et établies.

Deuxièmement, il y a une absence de vérification indépendante des programmes. Dans ce domaine, la NED s'en remet encore une fois aux organismes financés. L'évaluation de la réussite des projets est elle aussi limitée, même si cela est dû au fait qu'après seulement deux années d'exercice, de nombreux projets ne sont pas terminés. Le GAO observe que pour les années 1984 et 1985, ce travail de vérification et d'évaluation des projets se concentrait sur les propositions des *discretionnary grants*, suggérant que les *core institutes* n'ont pas besoin d'être soumis à autant de contrôle, alors même qu'ils reçoivent beaucoup plus de fonds. De même, certains programmes des instituts ne sont pas assez détaillés :

> « For example, the lack of information in some FTUI proposals was attributed to the sensitivity of the project which, if publicly disclosed, could harm or embarrass the recipients. Also, FTUI staff told us that some recipients had initially been informed that details would not be made public »[848].

Le FTUI est particulièrement visé par cette irrégularité. L'explication de l'institut est donc la nécessité de conserver un certain degré de secret dans ses activités, ce qui est pourtant contraire au principe de la fondation. Le GAO rapporte également un retard régulier du FTUI pour remettre ses rapports trimestriels. L'institut dépasse souvent le délai légal pour remettre ce rapport, qui est d'un mois, retard qui a pu atteindre les cinq mois[849].

La conséquence de ce manque de vérification est qu'il y a peu de contrôle de la bonne utilisation des fonds conformément à l'objet de la subvention et cela est particulièrement vrai pour les quatre instituts. Cette anomalie est renforcée par le fait que ces derniers se fondent pour

---

[848] *Ibid*.
[849] *Ibid.*, p. 15.

leur contrôle sur les informations des organismes bénéficiaires non vérifiées. Par ailleurs, le rapport note que le FTUI n'a pas d'accord de subvention avec plusieurs bénéficiaires européens. La NED et le FTUI ont donc mis en place des mesures pour pallier à ces irrégularités.

Le rapport révèle que finalement le FTUI a un rôle limité, qui peux se résumer à celui de coordinateur des actions de l'AFL-CIO :

> « According to FTUI's Executive Director, FTUI and the regional institutes are all parts of a single AFL-CIO international program. […] The Director of the AFL-CIO's Department for International Affairs informed us that he believes FTUI's role, although limited, helps ensure that AFL-CIO international programs are well coordinated »[850].

Le FTUI dépend donc des trois instituts régionaux de la fédération, plus expérimentés et avec plus de personnels pour mettre en place les programmes dans ces régions du monde. Le FTUI conserve la primauté sur les affaires européennes, mais dépend pour celles-ci du bureau de l'AFL-CIO à Paris. De plus, il a des capacités limitées pour évaluer ou contrôler les programmes des autres instituts régionaux qu'il est censé coordonner. Même concernant ses activités en Europe, il ne demande pas systématiquement de rapports trimestriels détaillés, car les rapports et contacts oraux sont privilégiés aux rapports écrits. Les critères d'évaluation des programmes sont les suivants : les résultats des élections syndicales, la couverture médiatique des activités syndicales, les réponses des participants au programme et les améliorations du fonctionnement de la direction du syndicat. Mais des membres du FTUI ont laissé entendre au GAO que : « it is difficult to determine whether or not a specific project actually contributed to the long-term goal of promoting democracy »[851].

Le rapport se penche aussi sur le fonctionnement des autres instituts. Le NDI et l'IRI, de leur côté, délèguent moins la mise en place de leurs programmes à d'autres organisations, comme peux le faire le FTUI, ils ont choisi au contraire d'administrer le plus possible leurs

---

[850] *Ibid*., p. 26.
[851] *Ibid.*, p. 28.

projets directement. Toutefois, le NDI peut également travailler sur la base d'accord de coopération avec des groupes étrangers. Cette méthode rend la vérification et l'évaluation de la réussite des projets plus facile et plus fiable. Pour sa part, l'IRI fait appel pour 46% de ses fonds à d'autres organisations, mais pour des projets encadrés et de courte durée (six mois), afin d'effectuer un contrôle plus strict et des membres effectuent souvent des visites de contrôle à l'étranger.

CIPE, de son côté, a mis en place des procédures : des rapports financiers et de programmes de tous ses bénéficiaires à la fin de la période de subvention, des rapports financiers préparés par un organisme tiers, et des rapports trimestriels traitant des progrès, des décaissements et des commentaires d'évaluation pour des programmes étendus. Malgré quelques retards et insuffisances dans les informations de quelques bénéficiaires, des procédures de contrôle sont établies. Dans les faits, il n'y a pas d'évaluation écrite avant février 1986, les évaluations du CIPE sont basées sur les rapports des bénéficiaires de subventions, les auto-évaluations, les rapports des consultants, les visites sur le terrain, et, occasionnellement, une évaluation indépendante[852].

Des quatre instituts, on remarque que le FTUI est celui qui accumule le plus d'irrégularités, en termes d'évaluation des projets, de contrôle de la bonne utilisation des fonds et de transparence, alors même qu'il est l'institut le plus important et le plus grand bénéficiaire. Nous l'avons vu, il reçoit à lui seul 63 % du budget total de la NED en 1984 et 81 % en 1985. Bien que nouvellement créés, l'IRI, le NDI et CIPE, semblent avoir davantage d'efficacité en termes de contrôle. Malgré son expérience, le FTUI est celui qui enfreint le plus les règles. Le fait qu'il ait tendance à déléguer aux instituts régionaux de l'AFL-CIO et au bureau de Paris montre que la fédération joue un grand rôle dans le travail de la NED sur le terrain. Elle bénéficie de la majorité des fonds qu'elle administre à sa guise, au travers d'un nouvel institut de façade, le FTUI. Les instituts de l'AFL-CIO ont de leur côté une longue histoire comme

[852] *Ibid*., p. 29.

nous l'avons vu précédemment et sont financés principalement par l'USAID. Le rapport recommande donc principalement une implication plus prononcée de la fondation dans la planification des programmes et la sélection des projets.

Une des différences entre le FTUI et les autres instituts est qu'étant donné qu'il existait déjà, il bénéficiait déjà d'une source de financement et la NED est seulement venue en complément alors que les autres instituts sont, les premières années, financés exclusivement par la NED. Il est difficile d'obtenir le détail du financement du FTUI mais les rapports annuels les plus anciens (2010) disponibles sur le site de l'actuel Solidarity Center font état d'un financement fédéral à 90%[853].

Le rapport fait également mention d'un élément qui a soulevé des inquiétudes chez les membres du Congrès, à savoir la présence au sein du conseil d'administration de membres des instituts ainsi que des organisations bénéficiaires de la NED. Ces derniers n'ont pas le droit de voter en ce qui concerne leur organisme, mais peuvent participer aux discussions du conseil d'administration et donc influencer les décisions. Cela a conduit le Congrès à voter en 1985 une loi interdisant à la NED d'accorder des subventions à toute organisation dont un membre serait simultanément membre de cette organisation et du conseil d'administration de la fondation, qu'il soit affilié à cette organisation ou ait été affilié à cette organisation au cours des deux années précédentes[854].

Les anomalies mentionnées dans ce second rapport révèlent certaines tendances de la NED : un manque de transparence et de contrôle, une prédominance des instituts par rapport au *discretionnary grantees,* un rôle important de l'AFL-CIO dans le travail du FTUI. Cela peut avoir certaines conséquences négatives sur le travail de la NED en permettant notamment une instrumentalisation par l'AFL-CIO.

---

[853] Solidarity Center, 2010 Annual Report, p. 20.
[854] H.R.3984 - A bill to amend the National Endowment for Democracy Act to prohibit grants to organizations affiliated with any member of the Board of Directors of the Endowment, 99th Congress (1985-1986), 18 Décembre 1985.

Le troisième rapport du GAO est prévu dans le Foreign Relations Authorization Act des années 1990-1991 qui exige au contrôleur général des États-Unis de mener une étude sur les activités de la National Endowment for Democracy, notamment ses programmes et opérations, son efficacité dans la réalisation de ses objectifs et sa structure de gestion, comprenant une évaluation de la composition actuelle du conseil d'administration, et la capacité et l'efficacité de ce conseil à assurer une surveillance objective des programmes et des opérations de la fondation[855]. Ce rapport du GAO sera par la suite remis au Committee on Foreign Affairs de la Chambre des représentants et au Committee on Foreign Relations du Sénat.

Sa première conclusion est que les pratiques de planification et d'évaluation de l'efficacité des programmes ne sont pas assez efficaces. Le GAO renouvelle son opinion selon laquelle la NED doit établir des priorités en termes de programmes et de régions, afin de servir aux bénéficiaires dans leurs projets. Les rapports qu'elle remet au Congrès n'expliquent pas comment elle parvient à accomplir ses objectifs. La NED a mis en place un document déterminant ses priorités, mais il n'est encore pas assez précis et pas assez utilisé par les bénéficiaires[856]. La fondation a autorisé les instituts à établir leurs propres priorités géographiques et thématiques, mais ces documents ne sont pas non plus utilisés pour évaluer les programmes. Or, pour le GAO, la planification va de pair avec l'évaluation.

Les instituts bénéficiaires doivent réaliser un rapport avec une autoévaluation de leurs programmes, mais dans les faits, depuis 1986, aucun des quatre instituts n'a remis un tel document. CIPE est le seul à avoir conduit quelques évaluations. De même, les bénéficiaires étrangers établissent rarement un rapport d'évaluation, ou s'ils le font, ils n'appliquent pas la procédure établie par la NED, qui repose sur ces six éléments : conception du programme, documentation des activités et des résultats du programme, spécification de l'objectif de

---

[855] H.R. 3792, Public Law 101-246, 101st Congress, February 16, 1990: Foreign Relations Authorization Act, Fiscal Years 1990 and 1991, TITLE II, Sec 212, (a).

[856] United States General Accounting Office, Report to congressional Committees : « Promoting Democracy, National Endowment for Democracy's management of grants needs improvement », GAO/NSIAD-91-162, March 1991, p. 17.

l'évaluation, conception de l'évaluation, mise en œuvre et utilisation de l'évaluation des résultats[857]. Sur 36 projets évalués, 13 avaient réalisé une auto-évaluation et seuls 4 selon la procédure de la NED. Le GAO relève aussi le fait que les objectifs de certaines subventions ne sont pas précis, cela concerne 17 cas sur 36 évalués. Il donne l'exemple de ce programme en Haïti, décrit ainsi : « To support the Haitian International Institute for Research and Development and its National Forums for Democracy and Development »[858]. Or, ce type de programme vague est très courant dans les rapports annuels de la NED.

La fondation fait toujours appel dans une large mesure à ses bénéficiaires pour évaluer les programmes et n'a toujours pas élaboré de procédure pour effectuer un contrôle indépendant. De plus, les *core institutes* sont toujours moins contrôlés que les *discretionnary grants*[859]. Les visites à l'étranger de bénéficiaires étrangers, qui représentent 53% de l'échantillon de programmes évalué par le GAO, n'aboutissent pas à un réel contrôle des objectifs ou de l'utilisation des fonds. Enfin, le conseil d'administration s'intéresse peu à cette question lors des réunions. Le GAO recommande donc à l'USIA de s'assurer que le conseil d'administration mette en œuvre des améliorations dans ces domaines.

La deuxième conclusion concerne la surveillance des activités des bénéficiaires et de la bonne utilisation des fonds. De ce côté, peu d'améliorations ont été faites depuis le dernier rapport du GAO. Les bénéficiaires ne se soumettent pas aux obligations d'informations financières demandées par la NED, particulièrement les « sous-bénéficiaires » en bout de chaîne. Les anomalies détectées sont un non-retour des intérêts des fonds donnés par la NED, qui doivent lui revenir, ou une utilisation des fonds à des fins autres que celles prévues, pour des prêts personnels par exemple.

Le GAO se penche également sur la question des dépenses administratives, pas assez encadrées. Les *discretionnary grants* y consacrent 10% de leurs subventions, CIPE 24%, le

---

[857] *Ibid.*, p. 20.
[858] *Ibid.*, p. 21.
[859] *Ibid*., p. 22.

NDI 22%, l'IRI 20% et le FTUI 16%[860]. Ces fonds administratifs ne sont pas assez consacrés à l'évaluation et la surveillance des programmes.

Les rapports financiers demandés par la NED aux sous-bénéficiaires sous un mois après la subvention sont très souvent en retard et fournissent des informations insuffisantes pour effectuer un réel contrôle. Depuis le rapport de 1991, la NED a mis en place un audit interne mais qui reste limité. Aucun des audits n'a permis de déterminer si les sous-bénéficiaires étrangers avaient respecté les conditions des accords de subvention par exemple. Le rapport du GAO note que le FTUI ne vérifie pas assez l'utilisation des fonds de ses bénéficiaires étrangers. Un rapport d'audit interne de cet institut montre qu'il n'a pas réalisé de contrôle concernant 1,7 millions de subventions à ses sous-bénéficiaires en Europe entre 1986 et 1987. De même, il n'a pas mis en place de convention de subvention avec ces deniers, le rapport donne l'exemple du soutien à un syndicat au Chili.

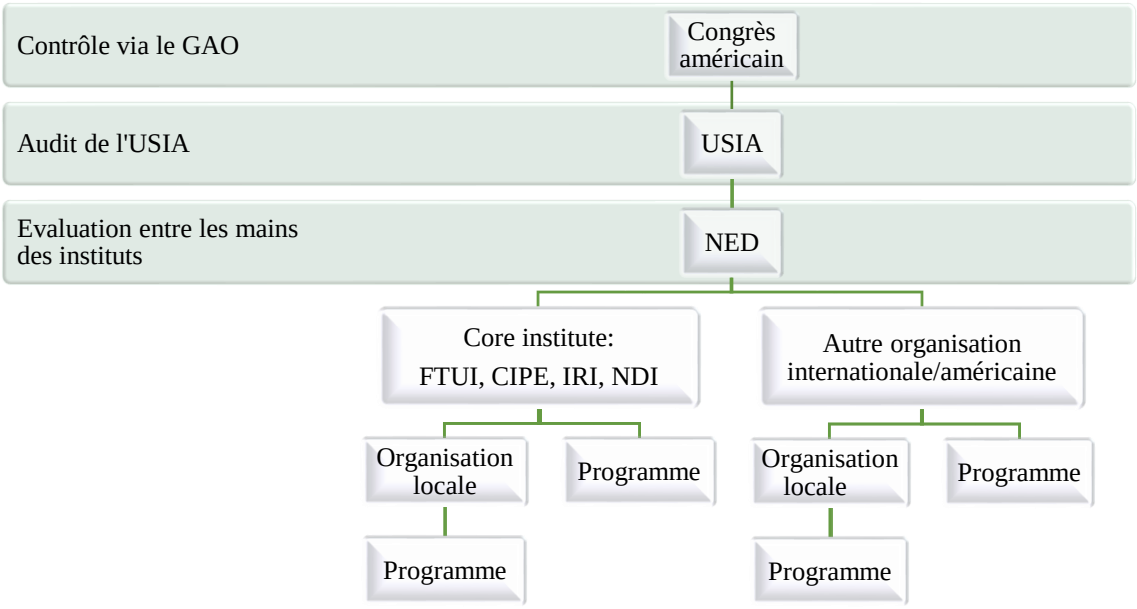
La NED répond à ce rapport en évoquant la taille relativement modeste des sous-bénéficiaires ce qui explique le manque de rigueur. En matière d'accord de subvention, elle rappelle que dans l'accord entre la NED et ses bénéficiaires américains, ces derniers « devraient » signer un tel accord, sans obligation en raison des difficultés que pourraient rencontrer certains groupes dans des régimes totalitaires[861].

Ces rapports montrent beaucoup d'anomalies au sein de la NED et peu d'améliorations entre 1984 et 1990. Elles portent sur les domaines de l'évaluation, du contrôle de l'efficacité des programmes et de la bonne utilisation des fonds. Le statut de financeur de la fondation fait qu'elle délègue la mise en place des programmes à des organisations qui souvent délèguent elles aussi une partie de la mise en œuvre à d'autres organisations. La multiplicité des acteurs entrave son bon fonctionnement qui apparaît opaque. Le fait de déléguer beaucoup d'autonomie aux *core instituts*, alors même qu'ils commencent à reçoir des fonds d'autres organismes

[860] *Ibid*., p. 30.
[861] *Ibid*., p. 50.

(principalement l'USAID), pose la question du rôle véritable de la NED. La délégation des activités créé une dilution des responsabilités. Le schéma en figure 12 retrace le cheminement des financements de la NED jusqu'à l'aboutissement d'un programme et le type de contrôle à chaque étape. Comme l'explique Barbara Conry : « That convoluted organizational structure seems to be based on the premise that government money, if filtered throughenough layers of bureaucracy, becomes "private" funding »[862].

Figure 12 : Financement des programmes de la NED



Source : Notre schéma d'après les rapports annuels de la NED et les rapports du GAO.

Cette indépendance que prennent petit à petit les instituts, financés directement par l'USAID et par d'autres financements privés[863], complique d'autant plus le travail de la NED. Par exemple, la majorité des fonds du NDI de nos jours provient d'autres sources que la NED, des sources européennes, canadiennes ou encore australiennes[864]. La fondation le reconnaît elle-

[862] Barbara Conry, « Loose Cannon: The National Endowment for Democracy », *Cato Foreign Policy Briefing,* No. 27, 8 November, 1993.
[863] Notamment le British Know-How Fund et le Canadian Center for Human Rights and Democratic Development.
[864] Entretien avec George Fauriol (vice-président subvention, opération, évaluation au sein de la NED) réalisé le 14 janvier 2020 dans les locaux de la NED, Washington.

même dans le *Strategy document* de 1992 dans lequel il est admis : « The availability of alternative funding for the institutes complicates NED planning procedures at the very moment we are being asked by the GAO to develop a more systematic process for overall program planning, evaluation and setting priorities »[865].

Le rapport du GAO montre que cette tendance à déléguer est particulièrement importante au sein du FTUI, qui travaille avec les instituts régionaux de l'AFL-CIO. Contrairement à ce que laisse penser l'aspect structurel de la NED, le FTUI est certes l'institut le plus important en termes de fonds, mais il n'est pas un institut décisionnaire. Il est le plus jeune des quatre instituts de l'AFL-CIO et donc le moins expérimenté. Il lui revient alors la tâche de faire transiter les fonds aux autres instituts, spécialisés dans les différentes régions. L'Amérique Latine étant la priorité de la période, l'AIFLD est donc l'institut le plus important. Or, ce dernier a également fait l'objet d'un rapport du GAO et de nombreuses critiques qui montrent un risque d'instrumentalisation par le gouvernement.

[865] National Endowment for Democracy Strategy Document, January 1992, p. 10.

II.1.c) Le rôle de l'AIFLD et les autres critiques visant la NED

Les trois instituts de l'AFL-CIO ont leurs propres employés et leurs procédures, et une de leurs missions est de mettre en place les programmes du FTUI financés par la NED. Nous nous intéresserons ici à l'AIFLD, l'entité dédiée à l'Amérique Latine, car cette région est celle qui reçoit le plus de financement de la fondation entre 1984 et 1990. Le tableau 28, issu d'un rapport du GAO de 1996, détaille les financements de cet institut.

Tableau 28: Revenu de l'AIFLD par source 1984-1990 (en millions de dollars)

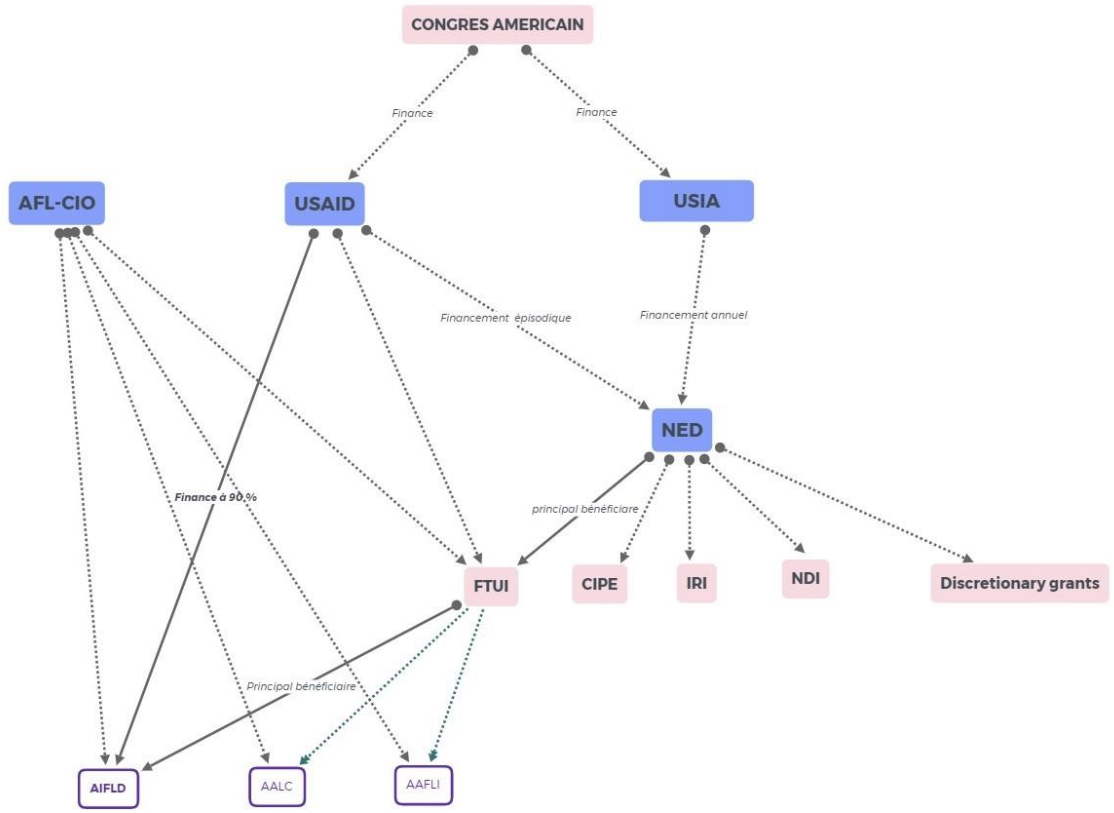
Année	USAID	USIA/ NED	Autre	Sous-Total Fonds US	Fonds Privés*	Total
1984	12,90	0,81	0,26	13,97	0,30	14,27
1985	12,34	4,37	0,12	16,83	0,21	17,04
1986	12,44	4,08	0,13	16,65	0,34	16,99
1987	13,15	2,08	0,13	15,36	0,38	15,74
1988	13,66	1,39	0,10	15,15	0,44	15,59
1989	14,41	1,89	0,15	16,45	0,33	16,78
1990	14,35	1,68	0,18	16,21	0,29	16,50

Source : Chiffres issu du tableau 1.1. dans le rapport du GAO United States General Accounting Office, « AIFLD Funding and Programs », GAO/NSIAD-96-142R, 30 avril 1996, p. 5, reproduit ici partiellement.

* : inclus les fonds de l'AFL-CIO

On remarque que la grande majorité des fonds de l'AIFLD provient donc de l'USAID, à environ 90%. La NED est la seconde source de financement, largement devant l'AFL-CIO. Le schéma en figure 13 représente le cheminement des financements de ces instituts et illustre la complexité de ce fonctionnement.

Figure 13: Les différentes sources de financement des instituts de la NED



Source : Notre schéma d'après les rapports annuels de la NED et les rapports de l'AFL-CIO /USAID
Trait plein : principale source de financement

L'AIFLD a été conçue dans l'optique de succéder à l'ORIT, Organizacion Regional Inter-Americana de Trabajadores, confédération anticommuniste affiliée à l'ICFTU, créée en 1948 mais qui s'est avérée peu efficace[866]. Les principaux domaines d'activités de l'AIFLD sont l'enseignement et la formation. Elle mène aussi des projets sociaux et s'implique dans le domaine du logement. Elle participe à la création de mouvements syndicaux contre-révolutionnaires et agit en collaboration avec les grandes entreprises américaines. Dans les années 1960 et 1970, elle est notamment intervenue au Brésil, où elle a participé à empêcher des manifestations contre le coup d'état militaire en 1964. En République Dominicaine, ou encore en Argentine, elle est intervenue en soutenant des groupes anti communistes, et pro-capitalistes. Au Chili, elle défend la junte militaire responsable du coup d'État de 1973 malgré

[866] Hobart A. Spalding, Jr. « U.S. Labour Intervention in Latin America: The Case of the American Institute for Free Labour Development (AIFLD) », *Labour, Capital and Society*, Vol. 17, N° 2, novembre 1984, p. 143.

la politique répressive de cette dernière envers les syndicats. Ce n'est qu'en 1982 qu'elle change de position, tout comme le gouvernement américain, et devient plutôt critique envers les militaires[867].

À la demande du sénateur démocrate David Prior, le GAO a remis un rapport en 1996 sur les activités de l'AIFLD. Il examine plus particulièrement trois aspects, les sources et montant de son financement, ses contrôles internes ainsi que la surveillance financière de l'USAID, et enfin l'évaluation de ses programmes par cette même agence gouvernementale. Il se réfère pour cela à ses propres évaluations ainsi que quatre autres menées par des organismes extérieurs à la demande de l'USAID[868]. La conclusion générale du GAO est que l'AIFLD ne montre pas de lacunes particulières dans son processus de contrôle interne. Toutefois, les évaluations de 1991 et 1993 montrent qu'elle doit modifier ses programmes pour s'adapter aux conditions politiques post-Guerre Froide. Notamment, elles font la recommandation suivante : « AIFLD should expand its activities to include all democratically oriented trade unions, rather than focus on AIFLD's traditional trade union partners from the Cold War era »[869]. Elle conseille également à l'USAID de profiter davantage de l'expertise des syndicats pour renforcer les intérêts américains en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

Par ailleurs, le rôle de l'USAID dans la gestion des programmes est questionné par le rapport. Selon l'évaluation de 1993, l'AIFLD est davantage en lien avec le département d'État et les ambassades qu'avec l'USAID, qui n'effectuait pas de suivi des programmes qu'elle considérait davantage comme politiques que développementaux, ce qui est le cœur de son travail. De plus, l'agence ne possède pas l'expertise nécessaire de la situation pays par pays

---

867 *Ibid*., p. 150.

868 Democratic Initiatives Performance Monitoring Study for the Latin America and Caribbean Bureau, Management Systems International, January 1991; LAC Labor Strategy and Development AIFLD Evaluation, Development Associates, Inc., April 1993; Evaluation of Strengthening Democratic Institutions (SDI) USAID/Nicaragua, Management Systems International, April 1995; et USAID Mission to Haiti: Evaluation of Coooerative Agreement No. 521-0236-A-00-1 105-00 of the American Institute for Free Labor Develooment (AIFLD), Thunder and Associates, Inc., August 1995.

869 United States General Accounting Office, « AIFLD Funding and Programs », GAO/NSIAD-96-142R, 30 avril 1996, p. 11.

pour contrôler efficacement les programmes, qui n'étaient donc que très peu suivis. De leurs côtés, les membres des ambassades s'assuraient que les programmes répondaient aux objectifs de la politique étrangère américaine, mais n'effectuaient pas un réel contrôle. L'AIFFD est donc plus proche du département d'État que de l'USAID, même si elle conserve une grande autonomie qui est mise à profit par l'AFL-CIO, qui semble être l'organisme le plus influent. Selon un membre de l'USAID, l'AIFLD a été depuis 30 ans un programme essentiellement politique[870].

Ensuite, l'évaluation de 1993 montre le risque de duplication entre les programmes de l'AIFLD financés par la NED et ceux financés par l'USAID, car il n'y a pas de concertation entre les deux organisations. Toutefois, la réponse de l'USAID est que l'AIFLD utilise les fonds de la NED (moins conséquents), pour amorcer des programmes qui sont ensuite réalisés avec des fonds de l'USAID et que ce risque est donc inexistant. Cette fonction d'amorçage montre que la NED agit de façon complémentaire avec l'USAID avec laquelle elle partage donc ses objectifs. Le même mécanisme est à l'œuvre au sein du FTUI qui est lui aussi financé par l'USAID. En effet, tout comme l'AIFLD et les autres organismes régionaux de l'AFL-CIO, il existait avant la création de la NED et avait son propre moyen de financement avant d'intégrer la NED.

En 1996, l'USAID décida de réduire son financement à l'AIFLD, tout en encourageant l'AFL-CIO à consolider ses instituts en un seul[871], recommandation qui a été suivie et mise en place dès 1997 avec la création de l'American Center for International Labor Solidarity (ACILS).

Ce rapport montre que l'AIFLD est financée en grande partie par l'USAID, organisme gouvernemental, qui ne contrôle pas assez ses programmes. Les ambassades vérifient que l'AIFLD agit dans l'intérêt américain, sans plus de contrôle. Et les rapports précédents du GAO

[870] *Ibid*., p. 12.
[871] *Ibid*., p. 8.

montrent également un manque de contrôle de la part de la NED, deuxième financeur de l'AIFLD. Cet organisme semble donc bénéficier d'une grande liberté et de peu de contrôle, et se diriger plutôt vers l'accomplissement des objectifs politiques américains en Amérique Latine.

Les instituts agissent dans de nombreux domaines, éducation et formation, développement des syndicats, projets sociaux, diffusion d'information et programme d'échanges, action politique ainsi que le renforcement des institutions, parallèlement aux intérêts américains[872]. Ils ont été particulièrement efficace dans la lutte contre le communisme en intégrant les mouvements ouvriers dans le monde[873].

Chaque agence a donc pour objectif, principal ou secondaire, l'intérêt américain. Toutefois, il y a des différences de conception de cet intérêt national entre les différentes agences, de la manière de l'accomplir, en se focalisant sur un thème ou sur un autre : l'AFL-CIO par le biais des syndicats, l'USAID de l'aide au développement et la NED par la promotion de la démocratie. Bien que Lane Kirkland ait été souvent été en désaccord avec Ronald Reagan, il semble pourtant que participer à l'intérêt national fait bien partie des prérogatives de l'AFL-CIO, notamment en raison de leur anticommunisme commun.

Le rapport du GAO montre une tendance de l'AILFD à conserver son optique anticommuniste, qui est un élément de cette alliance tacite avec le gouvernement. Les syndicats font en effet partie de la stratégie impérialiste américaine et permet de contrôler, voire de limiter les mouvements syndicaux en Amérique Latine. Selon Hobart A. Spalding, la politique de l'AIFLD, de l'ALF-CIO et du gouvernement américain ne font qu'une[874]. L'AIFLD est le plus important des instituts de l'AFL-CIO car l'Amérique latine est également la priorité de l'administration américaine : « In short, the AIFLD acts as an ideological arm of the U.S.

---

[872] Beth Sims, *Workers of the world undermined, American labor's role in U.S. foreign policy*, Boston, South End Press, 1992, p. 71.
[873] *Ibid*., p. 42.
[874] Hobart A. Spalding, Jr. « U.S. Labour Intervention in Latin America: The Case of the American Institute for Free Labour Development (AIFLD) », *Labour, Capital and Society*, Vol. 17, N° 2, novembre 1984, p. 139.

government and therefore of U.S. business in the labour »[875]. Les objectifs de la fédération ont tendance à s'aligner avec ceux à long terme du gouvernement[876]. Les syndicats sont donc souvent un moyen utilisé pour contenir le communisme. William E. Brock, un des membres fondateurs de la NED, a déclaré que l'aide aux: « free labor unions (…) has been one of the most effective tools the U.S. has possessed in the postwar period to halt the spread of communism though subversion of workers' movements in the developing world »[877].

Ce retour sur les syndicats est important car il révèle un autre élément caractéristique, qui est leur participation à l'hégémonie américaine, en diffusant notamment l'idéologie capitaliste, instrument de la domination américaine. Le but est la « continued domination by the capitalist ruling class over the non-socialist world economy »[878]. Selon Hobart A. Spalding, Jr., les grands syndicats combattent toute idéologie anticapitaliste au sein de groupes syndicaux ou de gouvernements et pour cela ils collaborent aussi avec les entreprises américaines à l'étranger[879] : « As part of the "U.S. foreign policy team," labor's role in Latin America is highly political despite any contrary claims »[880].

L'AIFLD est accusée de créer des syndicats libres, qui tendent en réalité à diviser les syndicats éventuellement critiques envers les États-Unis. Le but est donc de former des coalitions de travailleurs pro-américains[881]. On retrouve la stratégie utilisée par la NED de mettre au pouvoir des élites pro-américaines, ici appliquée dans le secteur des syndicats. Selon Kim Scipes, le lien entre le gouvernement et l'AIFLD est « structured into the program »[882].

Plusieurs auteurs ont même montré des liens entre l'AIFLD et la CIA, notamment son

---

[875] *Ibid*., p. 141.
[876] Beth Sims, *Workers…, op. cit*. p. 38
[877] William E. Brock, "The Democracy Program: A strong foundation," Commonsense, vol. 6, December 1983, p. 91, cité dans Beth Sims, *Workers of the world undermined, American labor's role in U.S. foreign policy*, Boston, South End Press, 1992, p. 42.
[878] Hobart A. Spalding, Jr., « U.S. and Latin American Labor: The Dynamics of Imperialist Control, Latin American Perspectives », *Imperialism and the Working Class in Latin America*, Vol. 3, No. 1 Winter, 1976, p. 61.
[879] *Ibid*., p. 46.
[880] *Ibid*.
[881] Kim Scipes, « It's Time to Come Clean; Open the AFL-CIO Archives on International Labor Operations » *Labor Studies Journal, Vol. 25, No.2, Summer 2000. S. 4-25.* http://archiv.labournet.de/diskussion/gewerkschaft/scipes2.html
[882] *Ibid*, souligné dans le texte d'origine.

rôle dans le coup d'état qui a eu lieu au Chili en 1973[883]. Le syndicaliste Victor Reuther, lors d'une convention de l'United Auto Workers, a accusé l'AIFLD d'être un outil du gouvernement, une arme du département d'État, d'agir dans l'intérêt de la politique étrangère américaine et d'être un agent de la CIA[884].

Ces éléments ont des répercussions sur la NED car les premières années, l'AIFLD est réellement la principale bénéficiaire des fonds. De plus, nous avons pu remarquer dans les pays examinés dans le chapitre précédent dans lesquels la NED suivait l'agenda du gouvernement que le FTUI en était souvent le principal acteur.

Selon Thomas Carothers pourtant, les inquiétudes concernant la NED sont à relativiser, car elle ne reçoit qu'un faible montant du budget dédié à la promotion de la démocratie, mais fait l'objet de plus de débat que l'USAID par exemple[885]. Les exemples analysés et les rapports du GAO ont entraîné beaucoup de critiques envers la fondation. Les principaux opposants à la NED au sein du Congrès sont le représentant à la Chambre Paul Kanjorski, les sénateurs Dale Bumper et Hank Brown, mais aussi les journalistes de *The Nation* et du Cato Institute. Les trois principales critiques de ces acteurs, sont que la NED est une relique de la Guerre Froide, qu'elle est un acteur incontrôlable en politique étrangère et qu'elle gère mal ses fonds.

Barbara Conry, du Cato Institute, est très critique envers la NED qu'elle qualifie de « foreign policy loose canon »[886]. En effet si certains ont critiqué le fait que la NED poursuivait principalement les intérêts américains, d'autres s'inquiétaient au contraire du fait que la promotion de la démocratie pouvait dans certains cas aller à l'encontre de l'intérêt national, l'incident au Panama en étant un exemple. Toutefois, selon Thomas Carothers, en principe cet argument n'est pas convainquant car le thème général de la promotion de la démocratie fait

---

[883] Fred Hirsch, *An Analysis of Our AFL-CIO Role in Latin America: Or Under the Covers with the CIA.* San Jose, 1974, 52 p.
[884] AFL-CIO Heads Iron Out Differences Over AIFLD, *The Hartford Courant,* 23 Août, 1966, p. 20, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, auteur et numéro de la publication manquants.
[885] Thomas Carothers, « The NED at 10 », *Foreign Policy*, N°. 95, Summer, 1994, p. 124.
[886] Barbara Conry, « Loose Cannon: The National Endowment for Democracy », *Cato Foreign Policy Briefing,* No. 27, 8 November, 1993.

partie des objectifs de la politique étrangère américaine, d'autant plus que les membres de la NED sont d'anciens membres du gouvernement qui agissent en accord avec la politique étrangère américaine. Mais il concède qu'en pratique, dans certains cas, il a pu y avoir certaines divergences sur les groupes à soutenir entre le département d'État et la NED ce qui pouvait créer une certaine confusion à l'étranger sur la politique américaine[887]. Paul Kanjorski a émis cette critique en 1989, affirmant que la NED brouille la distinction entre public et privé en permettant à une organisation privée d'effectuer des tâches qui incombent au gouvernement[888].

Cette confusion est renforcée par le fait que la NED est également accusée d'intervenir dans les affaires internes des États. Selon Thomas Carothers, le NDI et l'IRI ont clairement été impliqués dans les campagnes de certains partis politiques lorsqu'un parti démocratique faisait face à un parti anti-démocratique. Il cite les exemples de Haïti, du Chili, du Panama et du Nicaragua : « Such assistance does aim to affect the outcome of foreign elections and is clearly a form of political intervention, the legitimacy of which seems defensible »[889]. Cette interférence dans les affaires internes des autres états, notamment la tentative d'influencer le résultat des élections peut donc être justifiable tant qu'il soutient la démocratie. Qu'on la considère comme défendable ou non, on peut toutefois noter que c'est une pratique reconnue de la NED.

La redondance par rapport aux autres organismes gouvernementaux est une critique récurrente de la NED. En 1983, la commission consultative sur la *public diplomacy* se demande « if not all of the endowment's activities could be accomplished through grants made directly to private organization by existing agencies of government »[890]. Cette critique est d'autant plus pertinente qu'à partir des années 1990, les instituts reçoivent des fonds importants de l'USAID et le rôle de la NED est encore questionné. Selon Thomas Carothers, l'USAID finance les

---

[887] Thomas Carothers, « The NED…, *op. cit*, p. 129.
[888] The National Endowment for Democracy in 1990, Hearing before the subcommittee on International Operations oft he Committee on Foreign Affairs House of Representatives, 101 Congress, first session, September 28, 1989, p. 4.
[889] Thomas Carothers, « The NED…, *op. cit*., p. 132.
[890] 1983 Report of the United States Advisory Commission on Public Diplomacy, Project Democracy, p. 23.

instituts de manière plus spécifique que la NED et le fait de passer via cette dernière leur laisse donc davantage de marge de manœuvre[891].

Ce dernier fait une autre critique concernant l'efficacité de la NED, qui manque d'une « developmentalist perspective »[892], et d'une connaissance précise du milieu dans lequel elle travaille. La stratégie des « small grants » souffre d'un risque d'inefficacité par manque de moyen pour analyser le pays bénéficiaire et ses besoins spécifiques. Thomas Carothers est plutôt un défenseur de la NED, il intègrera plus tard le comité éditorial du *Journal of Democracy*. Mais il conseille toutefois à la NED d'abandonner son optique de Guerre Froide, de réduire le rôle des syndicats et d'intégrer une vision plus développementaliste. La question qui doit être débattue n'est plus celle du bienfondé de son existence, mais de la manière de l'améliorer et d'en faire un organisme plus efficace.

Les éléments critiqués dans les pratiques de la NED ont en commun le fait qu'ils témoignent d'une volonté d'agir dans le domaine de la politique étrangère de manière trop interventionniste voire dans la continuité de la politique américaine. Ces rapports du GAO, du Congrès, et ces articles critiques mettent en lumière les dysfonctionnements qui peuvent expliquer le rapprochement avec les intérêts américains vu dans la partie précédente. Deux cas sont particulièrement représentatifs de cette tendance, c'est l'intervention de grande ampleur au Nicaragua, et celle plus modeste, mais pas moins problématique, du financement en France. Ils sont l'illustration de ces anomalies et des problèmes qu'elles peuvent poser.

[891] Thomas Carothers, « The NED…, *op. cit*, p. 124.
[892] *Ibid*., p. 135.

2. La France et le Nicaragua, deux cas symboliques représentatifs de ces dysfonctionnements qui posent la question de l'autonomie de la NED

Le financement de deux syndicats en France fut un scandale qui aurait pu avoir d'importantes répercussions pour les États-Unis en termes de politique étrangère. Il illustre les conséquences que peuvent avoir les anomalies repérées par le GAO. C'est un exemple dans lequel agit la NED agit comme un « foreign policy loose canon ». De l'autre côté de l'Atlantique, William I. Robinson qualifie l'intervention américaine au Nicaragua de « calculated "combination of persons" and resources. There were clearly defined goals and methodologies that that brought protagonists and their resources into conscious coordination »[893]. Ce pays stratégique pour les États-Unis a fait l'objet d'un interventionnisme américain important, dans tous les domaines et par de multiples acteurs. La NED fut un des acteurs importants de cette combinaison de personnes. Ce cas est l'illustration même de l'intervention du gouvernement américain par le biais de la fondation, notamment par les moyens considérables qui ont été déployés. Ces cas concrets nous amèneront à nous questionner sur la notion d'autonomie et la manière dont elle est appliquée par la NED.

[893] William I. Robinson, A faustian bargain, *U.S. Intervention in the Nicaraguan elections and American foreign policy in the post-cold war era*, Westview Press, Boulder, 1992, p. 4.

II.2.a) Le financement français, symptôme d'une déficience de la fondation

Dès 1985, soit après un an d'activité, la NED connaît son deuxième scandale[894] après l'incident du Panama. Cette fois, c'est son intervention en France qui sème le doute sur son intégrité. Cette affaire a été révélée par un dossier spécial paru dans le journal français *Libération* du 27 novembre 1985 par Mark Shapiro et Annette Lévy-Willard[895]. L'article dévoile un financement de la NED au profit de deux syndicats français, Force Ouvrière et l'Union Nationale Inter-universitaire (UNI), qui est davantage un mouvement politique de droite anti-communiste. La NED a financé ces organisations en 1984 et 1985 par le biais du FTUI. Le rapport annuel de 1984, qui est le premier rédigé par la fondation, est très peu précis et ne mentionne pas le montant versé aux deux organismes. Il cite Force Ouvrière mais ne nomme pas l'UNI, qu'il se contente de décrire :

> « In France, a trade union-like organization for professors and students has developed a comprehensive program to provide an effective counterweight to the propaganda efforts of left-wing organizations of professors active within the university system »[896].

En 1985, 500 000 dollars sont versés au profit de Force Ouvrière, qualifié de « largest non-communist trade union »[897], et 300 000 dollars à l'UNI « for a program of education and publications to promote democratic values in schools and university »[898]. Ces financements sont contestables en raison du caractère démocratique de la France et du montant élevé attribué. Mais il y a un autre élément qui va contribuer à créer le scandale. En effet, selon l'article de

---

[894] Ben A. Franklin, « Democracy Project Facing New Criticisms », *The New York Times*, 4 décembre 1985. https://www.nytimes.com/1985/12/04/us/democracy-project-facing-new-criticisms.html
[895] Annie Lacroix-Riz, « Autour D'Irving Brown: L'AFL, Le Free Trade Union Committee, le Département d'État et la Scission Syndicale Française (1944-1947) », *le mouvement social*, avril 1990, p. 80.
[896] Rapport annuel NED 1984, p. 21.
[897] Rapport annuel NED 1985, p. 37.
[898] *Ibid*.

Libération, l'UNI aurait été créée par le Service d'Action Civique, organisme de maintien de l'ordre créé par le Général De Gaulle[899]. Cette « force militante » est en effet proche de l'UNI[900]. Force Ouvrière, de son côté, est réputée anti-communiste. Il a également été supposé que les deux syndicats auraient été financés en raison de leur opposition au président Mitterrand et à son idéologie socialiste, et cette intervention témoignait alors de la volonté américaine d'affaiblir le président français[901]. Enfin, ce financement aurait été fait de manière secrète, il faisait partie d'une liste de pays dont la divulgation des activités de la fondation pourrait causer « danger or embarrassment »[902]. Nous avons en effet vu dans le point précédent que le FTUI avait tendance à éviter de divulguer certains financements, ce qui tend à confirmer cette révélation. Eugenia Kemble aurait avoué que « Some of the grantees wanted privacy »[903], laissant entendre le caractère non totalement transparent de la NED.

Le président de la NED, Carl Gershman a envoyé une délégation composée de Marc Plattner et d'Eugenia Kemble en France pour réaliser une enquête. Le rapport qui en résulte rejette le lien entre l'UNI et le Service d'Action Civique[904]. Selon ce dernier, ce financement à Force Ouvrière s'explique en raison de sa longue association avec l'AFL-CIO, ainsi que par le fait que son principal rival, la Confédération Générale du Travail était contrôlée par les communistes[905]. Le président Carl Gershman décide toutefois de suspendre les 73 000 dollars pas encore versés aux syndicats français face à la polémique. Cette intervention aurait pu poser des problèmes d'ordre diplomatique pour les États-Unis, dans ses relations avec la France qui est un allié.

---

[899] Arch Puddington, *Lane Kirkand: champion of American Labor*, New Jersey, John Wiley & Sons Inc, 2005, p. 225.
[900] Etienne Campion, entretien avec François Audigier, « Ce qu'était vraiment le Service d'action civique », *Le Figaro*, 25 juillet 2018, https://www.lefigaro.fr/vox/histoire/2018/07/25/31005-20180725ARTFIG00105-ce-qu-etait-vraiment-le-service-d-action-civique.php
[901] Eric T. Hale, *A quantitative and qualitative evaluation of the National endowment for democracy, 1990-1999*, Lousiana State University, 2003, p. 29.
[902] Richard Bernstein, « Union in france confirms it gets U.S. funds », *The New York Times*, November 28, 1985, Section A, Page 8.
[903] *Ibid*.
[904] Arch Puddington, *Lane Kirkand…, op. cit.* p. 226.
[905] Richard Bernstein, « Union… *op. cit*.

Selon un article du *New York Times*[906], le président de Force Ouvrière aurait déclaré que les fonds étaient destinés à soutenir des syndicalistes venus de Pologne ou d'Afghanistan forcés à quitter leur pays. Or, cette explication ne correspond pas à la destination des fonds prévus dans les rapports annuels de la NED. Il y a donc un flou qui entoure cet épisode.

L'intervention de la NED est dans la continuité des activités d'Irving Brown, alors chargé des affaires internationales de l'AFL-CIO en France. Ce dernier s'attache à contrer « l'appareil communiste » en France qu'il considère comme inquiétant : « clear and present danger »[907]. Bien que le parti communiste ne risque pas de remporter des élections, Irving Brown estime qu'il a une influence trop importante dans le milieu syndical français[908]. Or, pour ses activités en Europe, nous avons vu que le FTUI travaille beaucoup avec le bureau de l'AFL-CIO à Paris[909], et a donc tendance à suivre les objectifs de la fédération.

Ce financement est représentatif des anomalies qui pèsent sur la NED que nous avons vu précédemment. En effet, le FTUI est impliqué dans cette affaire, il a usé du secret pour dissimuler ses bénéficiaires, il a suivi la politique de l'AFL-CIO en Europe dictée par Irving Brown, et a agi par pur anticommunisme en risquant d'altérer les relations avec un allié européen, la France.

Le deuxième cas qui sera analysé se distingue par l'ampleur de l'intervention du gouvernement dans ce pays, notamment par le biais de la NED qui bouscule le fonctionnement privé de la fondation, c'est le Nicaragua.

---

[906] *Ibid*.
[907] Stanley Meisler, « Allocation of Funds in France Embarrassing », *Los Angeles Times*, 6 février 1986. https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1986-02-06-mn-4751-story.html
[908] Arch Puddington, *Lane Kirkand: champion of American Labor*, New Jersey, John Wiley & Sons Inc, 2005, p. 225.
[909] United States General Accounting Office, Report to congressional requesters: Promoting democracy, The National Endowment for Democracy's management of grants overseas, GAO/NSIAD-86-185, septembre 1986, p. 22.

II.2.b) Le Nicaragua, ou l'implication directe et considérable du gouvernement américain au travers de la NED

Le Nicaragua est le premier pays bénéficiaire de la fondation sur la période 1986-1990, il reçoit au total 12 678 534 dollars soit 13,9% du budget total (voir annexe 29). Mais si la NED a dépensé beaucoup d'argent au Nicaragua, c'est notamment grâce à des fonds gouvernementaux ce qui suggère que sa marge de manœuvre dans ce pays est faible. En effet, sur les 18 millions dépensés par la NED au Nicaragua entre 1986 et 1998, 15 millions ont été versé principalement par l'USAID et le Congrès. C'est le principal bénéficiaire des fonds de l'USAID[910] et après 1992, c'est le seul pays que l'agence gouvernementale finance par le biais de la NED[911]. Nous verrons tout d'abord dans un premier point l'état des relations entre les États-Unis et le Nicaragua dans les années 1980 ainsi que le scandale du financement à l'organisation PRODEMCA. Dans un deuxième point nous analyserons le rôle concret de la NED dans la stratégie américaine pour ce pays. Enfin, dans un troisième point, l'étude du rôle du Congrès et des résultats en termes d'efficacité de cette intervention nous permettrons de confirmer que la promotion de la démocratie a été instrumentalisée à des fins de politique étrangère.

[910] Voir annexe 12.
[911] Voir annexe 11.

II.2.b)i) Les relations États-Unis/Nicaragua et le scandale de PRODEMCA

Le Nicaragua est soumis à la dictature de la dynastie des Somoza depuis 1936, date à laquelle Anastasio Somoza García a renversé le gouvernement civil. Le président Roosevelt avait à l'époque reconnu le dictateur qu'il avait même reçu personnellement[912]. Washington avait alors des intérêts économiques à maintenir la situation politique et avait depuis toujours entretenu des relations avec le dictateur.

Mais, dans une logique similaire aux exemples précédents, la montée de la contestation populaire a poussé Washington à revoir ses intérêts. Le Frente Sandinista de Liberación Nacional (FSLN), créé en 1961 et soutenu par Fidel Castro, s'oppose de plus en plus à la dictature. En janvier 1978, le principal membre de l'opposition, Pedro Joaquin Chamorro, fut assassiné par des hommes de main du dictateur de l'époque, Anastasio Somoza Debayle. Le gouvernement américain mène des négociations avec les élites pour tenter de conserver la dictature sans Somoza, mais sans succès[913]. Comme aux Philippines ou au Chili, le but des États-Unis était d'éviter un soulèvement populaire et de contrôler le changement de pouvoir. Mais dans ce cas, ils n'ont pas réussi à éviter la montée du FSLN.

L'administration Carter encourage alors le dialogue entre Somoza et l'opposition afin d'effectuer un transfert de pouvoir à ses opposants au sein même de l'élite. Elle prévoit une aide d'un montant de 12 millions de dollars d'aide économique à Somoza[914]. Le Congrès américain vote également une aide militaire de 3,1 millions de dollars pour lutter contre l'insurrection menée par le FSLN[915]. Malgré les tentatives américaines pour que Somoza laisse le pouvoir

---

[912] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy: Globalization, U.S. Intervention, and Hegemony,* New York, Cambridge University Press, 1996, p. 209.
[913] *Ibid*, p. 214.
[914] *Ibid*, p. 213.
[915] *Ibid*.

à une branche de l'opposition au sein de l'élite, le FSLN, issus de l'unification des secteurs pauvres et populaires, parvient à renverser le dictateur en juillet 1979[916].

À son arrivée au pouvoir, Reagan, appliquant sa logique anticommuniste, est profondément hostile envers le nouveau régime sandiniste. À son élection en 1980, il supprima toute assistance au Nicaragua suite à ce qu'il considère comme une prise de pouvoir marxiste[917]. Il choisit alors de soutenir un groupe révolutionnaire antisandiniste, les Contras. Le 17 novembre 1981, l'administration Reagan approuve une aide secrète aux Contras de 19 millions de dollars[918].

La Chambre des représentant étant démocrate, elle est en général plutôt hostile aux interventions militaires en Amérique Centrale[919]. Cette stratégie du président inquiète donc certains démocrates au sein du Congrès qui introduisent certaines restrictions à cette aide économique aux Contras. Ainsi est approuvé l'amendement Boland en 1982, qui interdit l'aide secrète ayant pour but de destituer le gouvernement du Nicaragua. Tout financement doit donc se faire de manière ouverte. C'est ainsi qu'à la fin de 1983, le Congrès autorise une assistance militaire aux Contras d'un montant de 24 millions de dollars tout en interdisant l'utilisation de fonds de la CIA. Mais face à des révélations d'implication de l'agence de renseignement dans le pays, en violation des exigences du Congrès, ce dernier vote à nouveau en octobre 1984 l'interdiction de toute aide aux Contras[920].

Au Nicaragua, se joue un véritable bras de fer entre l'administration et le Congrès, fait d'interdiction et de violation. Pour convaincre le Congrès, Reagan a lancé une commission bipartisane menée par Kissinger, la National Bipartisan Commission on Central America en janvier 1984, que nous avons déjà mentionnée et qui expose les menaces du régime sandiniste. Mais face à un Congrès ne soutenant pas sa stratégie, le gouvernement va lancer une vaste

---

916 *Ibid*.
917 James M. Scott, « Interbranch Rivalry and the Reagan Doctrine in Nicaragua », *Political Science Quarterly*, Vol. 112, N° 2, Summer 1997, pp. 239.
918 Thomas Carothers*, In the name of democracy*…, *op. cit.* p. 83.
919 Thomas Carothers, *Aiding democracy abroad…, op. cit.* p. 34.
920 *Ibid*, p. 86

opération de financement secret. Le soutien aux Contras a en effet continué de manière secrète grâce au financement de quelques pays, dont l'Arabie Saoudite, Israël et l'Afrique du Sud puis par la vente d'arme à l'Iran. Olivier North, avec l'aide de la CIA et du NSC, en la personne de John Poindexter a mis en place ce système[921]. Le scandale éclata en novembre 1986, lorsque le programme fut révélé sous le nom de l'affaire Iran-Contra, et dont le président Reagan déclara ne pas avoir eu connaissance. Cette affaire n'est pas en lien direct avec la NED, même si Olivier North choisit de nommer cette initiative « Democracy Project ». Dans le *New York Times*, deux membres de la NED, Walter F. Mondale et Franck J. Fahrenkopf Jr. tentent de défendre la fondation dans un article intitulé « An innocent victim of the Iran-scandal » en 1987[922] et réfutent tout lien entre la NED et le *Democracy Project* du Colonel North. Le comité d'enquête sur la vente d'armes à l'Iran de la Chambre des représentants est dirigé par Lee H. Hamilton et Dante B. Fascell. Le premier intègre la NED en 1999 et le second est membre depuis 1983. De même, Elliott Abrams, membre actuel de la NED, fut l'objet de cette enquête. En faveur du projet d'aide au contras, il est soupçonné d'avoir assisté Olivier North. Edmund Muskie, membre de la NED en 1987, a été en même temps au cours de la même année choisi par Reagan pour rédiger le Tower Commission report, sur l'implication de l'administration dans l'affaire Iran-Contras. Plusieurs membres de la NED ont donc été en lien avec cette affaire.

Bien qu'après cette révélation, toute aide aux Contras soit alors exclue, l'administration n'abandonne pas sa stratégie et élabore alors un plan avec James Wright, le président de la Chambre des représentants. Ils prévoient des négociations avec le Nicaragua dans le but de renforcer la paix. L'administration étant sûre que le gouvernement nicaraguayen refusera l'organisation d'élections, cela pourra convaincre le Congrès d'autoriser de nouveau l'aide militaire aux contras[923]. Mais contre toute attente, le Nicaragua fit des efforts en termes de

---

[921] *Ibid*, p. 89.
[922] Walter F. Mondale, Franck J. Fahrenkopf Jr. « An innocent victim of the Iran-scandal », *The New York Times*, February, 23, 1987, A19.
[923] Thomas Carothers*, In the name of democracy*…, *op. cit*. p. 93.

démocratisation notamment en signant l'accord de paix régional Esquipulas II, avec les cinq pays d'Amérique Centrale en 1987, faisant échouer la stratégie de Reagan. Malgré plusieurs attaques de Washington, il s'avère que le Nicaragua n'est pas celui des cinq pays signataires le moins enclin à répondre aux exigences du traité, au contraire il s'est impliqué dans l'amélioration de la démocratie[924]. Les Contras, de leur côté, ont fait en sorte de faire échouer le processus de cessation des hostilités prévu par le traité[925]. En 1989, dans le prolongement de l'accord régional, le Nicaragua s'engage à mener des élections présidentielles en 1990 avec la signature de l'accord de Tresoro Beach en 1989. Le Congrès approuve une aide non létale au Contras pour les maintenir en vie d'ici les élections de 67 millions de dollars[926]. De même, du côté des sandinistes, l'acceptation de l'accord de Tresoro Beach en 1989 était une stratégie pour montrer leur bonne volonté et éviter que le Congrès américain ne vote une aide supplémentaire aux contras, mais ils ne pensaient pas perdre les élections[927].

Le Nicaragua est un pays important pour le président qui est la mise en pratique de la doctrine Reagan. Sa politique est en effet une réaction à la présence de Cuba en Amérique Centrale, comme il est mentionné dans la NSDD 75 de 1983 : « The U.S. must also provide economic and military assistance to state in Central America and the Caribbean Basin threatened by Cuban destabilizing activities »[928]. Il consacre des moyens importants pour lutter contre le communisme dans ce pays, et utilise tous les types d'intervention, secret, ouvert, direct (militaire), indirect (promotion de la démocratie) dans une approche globale. Cette directive du NSC exprime en effet la volonté de défendre les valeurs démocratiques face à l'URSS. Entre avril 1989 et février 1990, la CIA a dépensé 11 millions de dollars dans le processus électoral. L'année précédente, 13 millions pour l'opposition. Le financement de la NED a été proposé

---

[924] Peter McKenna, « Nicaragua and the Esquipulas II accord: setting the record straight », *Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*, Vol. 14, N° 27, 1989, p. 69.
[925] *Ibid.*, p. 76.
[926] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit.,* p. 235.
[927] Thomas Carothers*, In the name of democracy*…, *op. cit*., p. 106.
[928] NSDD 75, « U.S. Relations with the USSR », 17 janvier 1983, p. 4.

par le républicain conservateur Mickey Edwards et le libéral démocrate Peter Kostmayer[929]. L'assistance aux élections est prévue dans la NSD 25 de 1989 du president Bush : « Every effort will be made, consistent with U.S. law, to assist the democratic opposition to compete effectively with the Sandinista regime »[930]. Cet effort doit se faire de manière ouverte, tant que les sandinistes ne l'empêchent pas. Selon cette directive, ces élections peuvent constituer un referendum pour ou contre les sandinistes si elles sont libres et justes. Au Nicaragua, les américains ont mené une véritable « war of attrition »[931].

La promotion de la démocratie est complémentaire des formes d'intervention, des États-Unis[932]. Au Nicaragua, la vision des *hard liners* en politique étrangère a prévalu et selon eux : « in Nicaragua, promoting democracy was a way of articulating their anticommunist aim »[933]. Selon Jeane Kirkpatrick, entre 1979 et 1981, alors que les États-Unis ont soutenu le régime sandiniste, celui-ci a opéré une « progressive Sovietization and militarization of Nicaragua »[934]. Cette dernière est une néoconservatrice, elle fait partie de ces *hard liners* de l'administration Reagan qui tente de diaboliser le régime. Elle diffuse également l'idée qu'un régime marxiste-léniniste ne peut effectuer seul une transition vers la démocratie[935]. Ces partisans d'une ligne dure, sont notamment les mêmes néoconservateurs qui ont poussé à la création de la NED. Par exemple Penn Kemble, fervent défenseur des Contras et proche de Carl Gershman, fait partie du « gang of four » démocrates qui ont intensément fait pression lors des débats du Congrès sur cette affaire[936]. Un autre membre de ce « gang of four » est Bernard Aronson, un proche de Ben Wattenberg, fondateur de la NED. Ces proches de la NED étaient donc des partisans du financement aux Contras, dans le prolongement de la vision de Reagan. Penn Kemble est également

---

[929] Robert Kagan, *A twilight struggle, American power and Nicaragua, 1977-1990*, New York, The Free Press, 1996, p. 614.
[930] NSD 25, « US Policy Toward February 1990 Nicaragua Election », 22 septembre 1989, p. 1.
[931] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit.,* p. 219
[932] *Ibid.,* p. 202.
[933] Thomas Carothers*, In the name of democracy*…, *op. cit*., p. 101.
[934] Jeane Kirkpatrick, « The United States and Nicaragua », *Transformation*, Vol. 2, n°1, 1985, p. 7.
[935] Thomas Carothers*, In the name of democracy*…, *op. cit.* p. 109.
[936] Michael Massing, « Contra aides. Why four democratic operatives enlisted in Ollie North's crusade », *Mother Jones Magazine*, Octobre 1987, p. 23.

le président de PRODEMCA, Friends of the democratic Center in Central America. Cette organisation, créée en 1982 par des citoyens privés, défend la démocratie, les droits de l'homme et la justice sociale en Amérique Centrale. Ce groupe soutient la politique américaine en Amérique Centrale[937] et plus particulièrement l'aide militaire aux Contras. De nombreux membres de son conseil d'administration sont des personnalités syndicales, telle que John T. Joyce[938], membre de la NED à partir de 1991, ou encore William C. Doherty Jr., directeur général de l'AIFLD, ou néoconservatrices, comme Jeane Kirkpatrick.

Mais cette organisation est connue car elle fut à l'origine d'un scandale suite à un financement de la NED. Dès l'année 1985, cette organisation reçoit 100 000 dollars « to assist the independent Nicaraguan newspaper La Prensa »[939]. Puis entre 1985 et 1986, elle reçoit trois subventions pour un montant total de 351 500 dollars. En 1986, elle utilisa une partie de cette allocation (63 748 dollars) pour des annonces dans le *Washington Post*, le *New York Times* et le *Washington Times*[940], encourageant le Congrès à soutenir la demande du président Reagan concernant l'aide militaire et non létale de 100 millions de dollars aux Contras[941]. L'utilisation de fonds provenant du gouvernement pour des activités partisanes dans la presse a provoqué une vive réaction du Congrès. Mais le rapport d'audit mené par l'USIA considère que ces fonds ont été utilisé pour les subventions prévues, avec un faible pourcentage pour les dépenses administratives de PRODEMCA. Il conclut que l'utilisation des fonds de la NED a été fait conformément à l'accord de subvention[942], et que l'organisation a utilisé des fonds privés pour ces annonces, et non des fonds du gouvernement. Toutefois, l'enchevêtrement de ces organisations laisse entendre qu'elles ont un but en commun. Même si le financement de la NED n'a pas été

---

[937] *Ibid.*
[938] William Serrin, « Reagan bid stirring longstanding labor debate », *The New York Times,* 4 mars 1986, A15.
[939] Rapport annuel NED 1985, p. 46, souligné dans le texte original.
[940] Oversight of the National Endowment for Democracy: hearings before the Subcommittee on International Operations of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, Ninety-ninth Congress, second session, May 14 and 20, June 11, 1986, p. 279.
[941] Sidney Blumenthal, « Grantee of U.S. Endowment Funds Sandinista Opponents », *Washington Post*, 19 mars 1986, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1986/03/19/grantee-of-us-endowment-funds-sandinista-opponents/d2a1b24a-56ea-486f-b936-f8cbcf7e0c26/
[942] Oversight of the National Endowment for Democracy…, *op. cit*., p. 279.

directement utilisé pour la publication de ces annonces, la fondation a toutefois choisit de faire transiter son soutien au journal la *Prensa* par cette organisation qui soutient la position de Reagan.

Cet épisode montre que le statut de financeur de la NED peut entraîner une utilisation non conforme des fonds. Bien que dans ce cas, cette accusation fut réfutée, le risque est bien présent. Il illustre aussi la tendance de la NED à suivre la politique du gouvernement américain dans le choix de ses bénéficiaires, ici une organisation en accord avec l'administration Reagan, même si les fonds n'ont pas directement servi à une prise de position politique. Toutefois, dans ce cas il n'est question que d'un faible financement. Nous allons maintenant analyser l'ensemble du travail de la NED au Nicaragua et l'ampleur de l'intervention du gouvernement dans ce pays.

II.2.b)ii) Le rôle de la NED dans la stratégie américaine

Le Nicaragua est un pays important car c'est celui qui a reçu le plus de subventions de l'USAID avec un montant total de 11 414 727 dollars[943], mais surtout sur la plus longue période, de 1990 à 1996 comme on peut le voir sur le tableau 29. Cette aide a en effet été renouvelée sept années consécutives. Le pays a également bénéficié en 1989 et 1990 d'une allocation supplémentaire du Congrès pour un montant de 3 735 000 dollars.

Le pays reçoit 41 % du budget total de l'Amérique Latine en 1989 et 60 % en 1990, ce qui montre l'importance considérable qu'il revêt pour la fondation. De même, lors de cette année 1990, son financement représente à lui seul 8,3 % du budget total de la NED.

[943] Voir annexe 12.

Tableau 29: Montant annuel dépensé par la NED au Nicaragua 1986-1990.

Années	Montant USAID $	Montant Congrès $	Montant total en $	% Régional	% Total NED
1986			240 000	4,2 %	0,3 %
1987			454 757	9,6 %	0,5 %
1988			807 242	11,8 %	0,9 %
1989		3 500 000	3 600 000	41,2 %	3,9 %
1990	7 218 535	235 000	7 576 353	60,1 %	8,3 %
1991	412 630		750 130	15,8 %	0,8 %
1992	1 122 134		1 277 734	25,5 %	1,4 %
1993	1 083 491		1 083 491	19,0 %	1,2 %
1994	1 027 571		1 218 532	20,5 %	1,3 %
1995	421 036		697 739	13,5 %	0,8 %
1996	129 330		393 634	9,6 %	0,4 %
1997			173 503	4,7 %	0,2 %
1998			312 396	9,1 %	0,3 %
1999			409 358	8,5 %	0,4 %
2000			259 972	5,2 %	0,3 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-2000.

À partir de 1983, la stratégie de Reagan consiste à parvenir à la défaite politique des sandinistes[944]. Autant l'administration américaine n'a pas su faire vaciller le régime par le biais des Contras, autant une fois les élections prévues, son but est d'intégrer le processus électoral afin de faire basculer le résultat, alors que les sandinistes étaient convaincus de remporter le scrutin.

Selon William Robinson, « The overall goal became to create in Nicaraguan civil society a *counterhegemonic bloc,* in the Gramscian sense, to the hegemony won by Sandinismo in the anti-dictatorial struggle »[945]. Les États-Unis ont donc lancé une campagne de déstabilisation du Nicaragua qui aurait coûté au pays 447,69 millions de dollars entre 1981 et 1990[946]. Le but

[944] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit.,* p. 219.
[945] *Ibid*., p. 221.
[946] *Ibid*., p. 219.

était d'éviter une contagion soviétique mais surtout de prévenir la réussite d'un « alternative model of political and economic development in the Third World »[947] qui viendrait concurrencer l'influence américaine dans la région. Selon cet auteur, la stratégie américaine consistait à façonner l'élite antisandiniste afin de contrôler le changement de pouvoir, et la NED en fut un instrument important. Il distingue plusieurs étapes dans l'accomplissement de cet objectif.

La première consiste à créer et financer une coalition d'opposition politique, l'Union de l'Opposition nicaraguayenne (UNO), étape à laquelle l'IRI et le NDI ont participé, en organisant notamment des séminaires avec des leaders de l'opposition. Cette première étape se compose en différentes parties. Tout d'abord, il a été nécessaire de préparer le terrain[948] et pour cela, le NDI et l'IRI ont créé des liens avec l'opposition. La difficulté est d'unifier une opposition très fragmentée dans le pays, ce qui constitue la deuxième étape. Les deux instituts envoient des experts analyser l'opposition et suggèrent en 1988 le regroupement de plusieurs partis d'opposition dans le « groupe des quatorze » qui deviendra par la suite la coalition de l'UNO[949]. Face à un risque d'abstention qui risquerait de profiter au FSLN, il fallait trouver le moyen de mobiliser les masses pour aller voter. En février 1989, une mission dirigée par Carl Gershman se rend au Nicaragua et discute avec les membres de l'ambassade sur la manière d'établir une coalition électorale autour d'un candidat. La visite à Washington de Violeta Chamorro en mai 1989, avant même la formation de l'UNO, lors de laquelle elle a été reçue à la Maison Blanche par le président Bush qui a salué son combat pour la démocratie signale que les États-Unis ont choisis leur candidat[950]. Il est nécessaire dans une troisième phase de négocier les règles. Pour cela, le NDI a établi un plan des conditions de l'élection. La quatrième phase consiste en la sélection d'un candidat, qui fut donc Violeta Chamorro[951], figure symbolique, épouse d'un

[947] *Ibid*., p. 218.
[948] William I. Robinson, *A faustian Bargain*…, *op. cit*. p. 48.
[949] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit*, p. 223.
[950] William I. Robinson, *A faustian Bargain*…, *op. cit*. p. 53.
[951] Après avoir fait ses études aux États-Unis, elle revient vivre au Nicaragua. Épouse de Pedro Joaquim Chamorro, directeur du journal *la Prensa*, elle s'implique davantage en politique après l'assassinat de son mari en 1978.

martyre[952] : « Chamorro's nomination would « assure that the vote will be not only an election, but also a plebiscite on Sandinista rule, » noted Carl Gershman » [953]. Le but est également de la faire accepter à l'étranger en organisant des rencontres avec d'autres personnalités (Cory Aquino, le Pape Jean-Paul II etc)[954]. Enfin dans une cinquième phase le but est de financer l'opposition. L'administration Bush prolonge la position de Reagan dans ce pays, bien qu'il abandonne les moyens militaires au profit de la politique électorale[955]. Il va même jusqu'à demander au Congrès d'autoriser dans ce cas un financement direct à l'UNO, en renonçant à la restriction qui interdit à la NED toute participation directe en faveur d'un candidat dans une campagne d'électorale[956]. La raison invoquée est que ce cas est spécial pour deux raisons, premièrement car parmi les candidats il n'y a qu'un véritable choix démocratique, celui de Violeta Chamorro, deuxièmement car le Nicaragua autorise le financement étranger de campagne électorale[957]. Le Congrès vote alors 9 millions dollars pour les élections au Nicaragua mais refuse toutefois l'intervention directe dans la campagne. Comme on le voit dans le tableau 29, la NED reçoit à elle seule 7,5 millions de dollars cette année-là. Cela s'ajoute aux actions secrètes également mise en place par l'administration. Au total, 30 millions de dollars ont été dépensés dans le cadre de ces élections au Nicaragua[958]. Pour administrer les fonds reçus, le Institute for Electoral Promotion and Training IPCE a été créé le jour même du vote du financement par le Congrès. Le NDI et l'IRI reçoivent la majorité des fonds de la NED comme on peut le voir dans le tableau en annexe 32 qui détaille annuellement les bénéficiaires de subventions de la NED de 1986 à 1998. En 1989, ils reçoivent 1 184 140 dollars et 6 254 753 dollars l'année suivante « for a joint program to promote the long-term development of political parties in Nicaragua and to provide civic and voter education aimed at encouraging participation and instilling

---

[952] William I. Robinson, *Promoting Polyarchy…, op. cit*, p. 225.
[953] William I. Robinson, *A faustian Bargain*…, *op. cit*. p. 58.
[954] *Ibid*., p. 60.
[955] Kenneth Roberts « Bullying and Bargaining: The United States, Nicaragua, and Conflict Resolution in Central America », *International Security*, Vol. 15, No. 2, Fall, 1990, p. 70.
[956] « Help Nicaragua's democrats, openly », Opinion, *New York Times*, 14 Septembre 1989, A28.
[957] *Ibid*.
[958] William I. Robinson, *A faustian Bargain*…, *op. cit*, p. 62.

confidence in the electoral process »[959]. Ce programme vise le financement de trois institutions, l'UNO, pour des infrastructures, l'IPCE pour encourager la participation électorale, et l'International Democratic Union pour envoyer une délégation observer les élections. Or, William Robinson montre que la plupart des membres de l'IPCE sont également des membres de l'UNO, qui bénéficie donc de la majorité de cette subvention.

La deuxième étape de l'intervention américaine au Nicaragua selon cet auteur consiste à consolider un « civic opposition front »[960]. La priorité est alors dirigée sur les syndicats, en raison de leur soutien aux sandinistes, avec des financements au FTUI à destination de l'AIFLD. Les femmes et les jeunes aussi sont une population cible, visés par Delphi International[961] qui a créé une organisation civique de jeunes, la Center for Youth Development (CEJOF). Le but est le suivant : « to erode Sandinista hegemony and construct an opposition hegemonic bloc »[962].

Enfin, dans une troisième étape, les États-Unis ont utilisé les communications transnationales dans le but d'intervenir par le biais des médias en faveur de l'opposition, et de diaboliser les sandinistes. La NED a joué un rôle dans ce but, en soutenant des publications antisandinistes à l'étranger, par le biais de la Freedom House[963]. Mais surtout la NED a financé *La Prensa*, journal antisandiniste qui recevait déjà des financements de la CIA dès 1979. Son financement se fait via Delphi International. Jaime Chamorro, éditeur de *la Prensa*, avait déclaré que l'aide américaine aux Contras était fondamentale, et que l'action opérationnelle des Contras était complémentaire à son travail dans le secteur privé pour lutter contre le sandinisme[964]. L'observation des élections est également un moyen d'intervention. Plusieurs

[959] Rapport annuel NED 1990, p. 43.
[960] William I. Robinson, *A faustian Bargain…, op. cit*, p. 67.
[961] Voir chapitre I sur le Chili
[962] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit*, p. 230.
[963] *Ibid*, p. 232.
[964] Robert Kagan, *A twilight struggle, American power and Nicaragua, 1977-1990*, New York, The Free Press, 1996, p. 410.

groupes américains ont été envoyés en 1990, un par l'AIFLD, une autre du NDI et de l'IRI, un autre de la Freedom House[965].

William I. Robinson a montré que la NED a participé à chacune des étapes appliquées par le gouvernement pour maîtriser le développement démocratique du Nicaragua. Elle s'est avérée être un acteur de choix pour façonner l'opposition et éviter une victoire sandiniste, le gouvernement ayant opté pour la promotion de la démocratie afin de lutter contre ces derniers. La NED a agi par le biais d'une intervention directe du gouvernement par un financement spécial de l'USAID et du Congrès en 1989 et 1990. En 1990, les fonds sont bien distingués entre ceux versés par l'USAID et ceux financés par « a special congressional appropriation », montrant que le pouvoir exécutif et législatif sont tous deux impliqués, à des degrés différents.

L'intervention américaine au Nicaragua est résumée ainsi par William Robinson : « The US electoral intervention project can only be understood when seen in its entirety: the skillful combination of military aggression, economic blackmail, CIA propaganda, NED political interference, coercive diplomacy, and international pressures, into a coherent single strategy »[966]. La NED est donc une composante de cette politique de grande ampleur menée par le gouvernement américain pour contrôler le résultat de cette élection.

Mais l'opposition au Nicaragua, formée par la NED, a joué un rôle qui allait au-delà de la simple contestation du régime en place : « It was as if the domestic opposition was committed less to enhancing the democratic process and more to provoking acts of government repression »[967]. Le but était de tester la patience du régime sandiniste, qui à partir de 1987 entame des améliorations en termes de liberté de la presse notamment, afin de provoquer une réaction du régime qui pourrait être tirée à profit par Washington. Les États-Unis, en organisant l'opposition, ont voulu empêcher le processus de paix régionale lancé par les accords Esquipulas II. Or, la NED est le principal acteur de la construction de l'opposition au Nicaragua.

---

[965] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit*, p. 234.
[966] *Ibid*, p. 239.
[967] Peter McKenna, « Nicaragua…, *op. cit*., p. 77.

L'ampleur de l'intervention de l'USAID dans le travail de la NED montre que cette dernière ne dirige pas réellement cette vaste opération, on peut même parler dans ce cas d'ingérence du gouvernement dans le travail de la fondation. Le Congrès est également un acteur important dans ce pays, dont le résultat en termes d'amélioration de la démocratie est à mitiger.

II.2.b)iii) L'implication du Congrès et l'efficacité relative de la NED

L'affaire Iran-Contra a montré que le Congrès voulait jouer un rôle en politique étrangère et les nombreux refus qu'il a opposé au pouvoir exécutif en sont la preuve. Toutefois, certains membres du Congrès soutenaient la politique de Reagan. Le sénateur républicain Orrin G. Hatch, déclare dans la commission du Congrès sur cette affaire, que le rôle de ce dernier est de soutenir la politique du président, et que le résultat aurait été différent, voire plus positif, si le Congrès n'avait pas opposé tous ces refus au président. Il déclare :

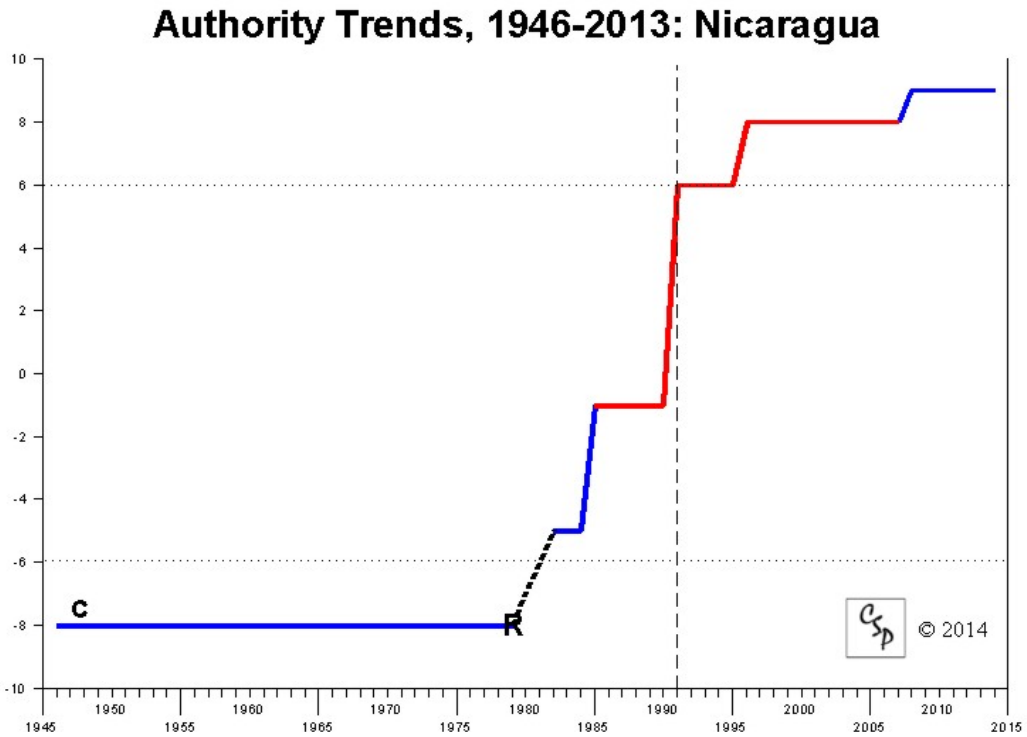
> « [Congress] should refuse to finance any operation it finds to be unlawful or clearly against the national security interest of the United States; but the spirit of our Constitution requires that Congress also allow the President some freedom to develop a lawful strategy in international affairs. […] The activities of the executive branch that the majority report condemns with such vigor could in the main have been avoided by a return to the system envisioned by the Framers where the President is given the power to act openly and confidently in the international arena. […] I fully believe that if Congress would give the President more freedom to do his job, we would see less

inclination toward covert operations and the so-called secret wars that every modern Administration has been accused of conducting »[968].

Le sénateur est donc plutôt un partisan d'une présidence forte en politique étrangère comme le prévoyaient les pères fondateurs, la même vision que souhaite tenir le président Reagan. Il est intéressant de noter l'avis de ce sénateur qui est un membre de la NED, qu'il a intégrée dès 1984 jusqu'en 1991. Le Nicaragua montre l'évolution qui se fait dans l'implication du gouvernement. Le Congrès, hostile à l'aide militaire aux Contras, trouve en la NED un moyen indirect acceptable d'intervenir dans ce pays, ce qui explique le financement spécial du Congrès en 1989 et 1990, à la demande de l'administration Bush avant que l'USAID ne prenne le relais.

Face à l'étendue des moyens dont disposait la NED au Nicaragua, on peut se poser la question de son efficacité dans la transition démocratique de ce pays.

Figure 14: Evolution de la démocratie au Nicaragua 1946-2013 selon le Polity IV



Source: Polity IV Project: Political Regime Characteristics and Transitions, 1800-2013. Country report 2010: Nicaragua, p. 1. https://www.systemicpeace.org/polity/nic2.htm

[968] Report of the congressional committees investigating the Iran- Contra Affair, Novembre 1987, 100th Congress, 1st session, p. 666.

Selon ce graphique du Polity IV[969], on note que l'amélioration de la démocratie dans ce pays débute dès l'année 1980, qui correspond historiquement à la prise de pouvoir de Daniel Ortega, mentionné par le R qui signifie « revolutionary change », passant de la note -8 qui correspond à un état failli, au score de 1 c'est-à-dire une « open anocracy ». Malgré les critiques américaines, le régime sandiniste a donc permis des améliorations importantes en termes de démocratie. En effet, selon Rose J. Spalding, il a réduit le pouvoir des élites traditionnelles et a encouragé le développement d'une société civile[970]. De plus, ce sont les sandinistes qui ont organisé les élections et en ont accepté le résultat. Le graphique montre une stagnation entre 1985 et 1989, puis la tenue de ces élections démocratiques de 1990 ont propulsé le pays dans la catégorie « Démocratie », passant de la note 1 à 6. Comme nous l'avons vu, cela s'explique par la volonté du régime sandiniste de remplir les exigences en termes de démocratisation des accords de paix Esquipulas II. Eric T. Hales a utilisé dans sa thèse[971] les données du Polity 3 et 4 afin de montrer une faible amélioration de la démocratie au Nicaragua dans les années 1990. En effet, le pays passe de la note de 6 à 8 en restant dans la catégorie démocratie, mais ne passe pas le cap de la « full democracy », malgré un investissement de la NED dans ce pays important jusqu'en 1994. Pendant la décennie 1990, cette dernière investit principalement dans le domaine de l'éducation. Si ses impacts sont indirects dans de nombreux domaines, Eric T. Hale distingue trois secteurs dans lesquelles elle a une influence directe, ce sont les relations civils-militaires, par un programme d'éducation sur ce thème, les médias par le financement de radios indépendantes et de télévisions, et les syndicats par l'information aux travailleurs. Malgré cette influence directe, les résultats de la NED dans ce pays ne sont pas proportionnels aux moyens déployés.

Si la fondation continue à s'investir dans les années 1990, c'est parce qu'après le succès

---

[969] Polity IV country report 2010 : Niracagua, p. 1.
[970] Rose J. Spalding, « Nicaragua : Politics, poverty and polarization », p. 3 dans Jorge I. Domínguez et Abraham F. Lowenthal, *Constructing democratic governance : Mexico, Central America, and the Caribbean in the 1990's*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996, 210 p.
[971] Eric T. Hale, *A quantitative and qualitative evaluation of the National endowment for democracy, 1990-1999*, Lousiana State University, 2003, 304 p.

des élections, s'ouvre une nouvelle étape pour les États-Unis :

> « The goals became (1) to dismantle the revolution (2) to reconstitute an elitist social order under the leadership of "technocrats" and a "New Right" attuned to the transnational agenda, and (3) to deepen the process of penetrating Nicaraguan civil society and constructing a counter- (and counterrevolutionary) hegemony therein »[972].

En effet, le FSLN est toujours une force politique influente, les élections n'ont pas renversé la révolution sociale et les premières années ont été caractérisées par une intense contestation sociale. Par ailleurs, après son élection et contre toute attente, Violeta Chamorro fit des concessions aux sandinistes, qui gardent le contrôle de l'armée[973]. Cela explique que l'engagement de la NED dans ce pays reste important dans les années 1990, même sans financement du gouvernement. Malgré tout, les progrès démocratiques du pays restent faibles. Ce relatif succès laisse penser que le véritable but n'était pas la promotion de la démocratie mais bien la création et la consolidation d'un régime pro-américain.

William Robinson analyse l'intervention américaine au sens large dans les élections au Nicaragua. Dans ce sens, il se penche sur toutes les actions du gouvernement et des agences gouvernementales. Il englobe directement la NED dans les activités gouvernementales du fait de son financement et elle est étudiée comme un élément de l'appareil d'État américain dans son objectif de promotion de la démocratie. En effet, la grande majorité des programmes au Nicaragua ont été financés par l'USAID, mais les autres programmes de la NED avaient aussi tendance à suivre la logique de l'action gouvernementale. L'étude de ce cas extrême du Nicaragua, où le financement public prend des proportions démesurées, nous amène à nous poser la question de l'autonomie de la NED.

---

[972] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit*, p. 240.
[973] Eric T. Hale, *A quantitative…, op. cit.* p. 138.

II.2.c) Interroger l'autonomie de la NED

William I. Robinson a détaillé le travail de la NED dans plusieurs pays en considérant qu'elle faisait partie intégrante de la stratégie des États-Unis, sans laisser de place à l'autonomie de la fondation. De même, selon Nelson Bass, la NED est de fait un instrument de politique étrangère américain, et le fait qu'elle finance de plus en plus le Solidarity Center dans les années 2000 jusqu'à représenter 50% de son budget est selon lui une preuve de la dépendance de cet institut envers le gouvernement américain[974]. Les auteurs qui ont donc étudié la NED ou ses instituts les ont donc souvent associés de fait au gouvernement. Si Thomas Carothers inclut ses activités dans la continuité de la politique globale américaine, il s'attache pourtant à rappeler l'indépendance de cette organisation privée. Nous allons donc nous demander quel est le degré réel d'autonomie de cette fondation.

L'autonomie signifie littéralement la faculté de se gouverner soit même et peut donc être définie comme « the sovereign authority to govern oneself »[975]. Adaptée au domaine des quangos, l'autonomie peut également signifier : « the ownership of the rights of production, that is who decides about or provides the organization with: goals, tasks, budget, input variables such as labour and capital, output and/or outcome, prices of supplied goods or services, and the production process »[976]. Dans le cas de la NED, la plupart du temps elle décide elle-même des objectifs et tâches, même si dans la pratique nous avons vu qu'elle délègue beaucoup aux instituts. Pour ce qui est de son budget, il lui est versé par le Congrès mais elle décide de son utilisation.

---

[974] G. Nelson Bass III, « Organized labor and U.S. foreign policy: the solidarity center in historical context », thèse de science politique de l'université internationale de Floride, 2012, p. 113.
[975] Hanne Laceulle, *Aging and Self-Realization, Cultural Narratives about Later Life,* Germany, Transcript Verlag, 2018, p. 160.
[976] Sandra Van Thiel, *Quangos: Trends, Causes and Consequences*, New York, Routledge Taylor & Francis Group, p. 6.

Mais il est nécessaire de distinguer l'autonomie légale de l'autonomie pratique[977]. Légalement, la NED possède une grande autonomie que lui confère son statut privé, mais dans la pratique nous en avons vu les limites dans les exemples cités précédemment. Le terme même d'organisation « quasi-autonome » porte à confusion, montrant que l'autonomie n'est pas totale. Mais pour analyser cette notion d'autonomie, il faut repérer envers qui elle s'exerce. On parle souvent d' « autonomy from elected politicians (or the state) »[978]. Dans le cas de la NED, sa structure indique que l'autonomie doit s'analyser par rapport à son organisme financeur, le Congrès, mais l'analyse des dirigeants et des influences indirectes nous amène à nous poser la question de l'autonomie envers le président et plus largement envers l'administration américaine. Les critiques et les cas pratiques nous montrent une fondation préoccupée par les intérêts américains et qui a parfois été soumise à certaines directives de la part de l'USAID.

Colin Talbot et Christopher Pollitt distinguent les « agences » quasi autonomes au sein de la fonction publique et les quangos qui en sont extérieures, mais ils les étudient conjointement en raison de leur importante similitude[979]. Selon ces auteurs, le type de quango, ainsi que leurs fonctions peuvent avoir des conséquences sur le degré d'autonomie. Ils distinguent donc différents types de quango selon leur fonctionnement et la NED fait partie des « legal entity, private law »[980]. Celles-ci sont selon eux les plus autonomes envers le gouvernement du fait de leur caractère privé, toutefois ce dernier conserve une certaine responsabilité sur leurs activités. Selon Thomas Carothers, si le département d'État est vraiment défavorable à un programme de la NED, il a le pouvoir de l'interrompre, même si souvent il n'est mis au courant qu'une fois la mesure prise[981]. Cette responsabilité peut en principe s'appliquer même si dans la pratique cela est plus complexe. Concernant les activités des

---

[977] Carsten Greve, Matthew Flinders, Sandra Van Thiel, « Quangos—What's in a Name? Defining Quangos from a Comparative Perspective », *Governance: An International Journal of Policy and Administration*, Volume 12, Issue 2, April 1999, p. 140.
[978] *Ibid*.
[979] Christopher Pollitt et Colin Talbot, *Unbundled Government: A Critical Analysis of the Global Trend to Agencies, Quangos and Contractualisation*, London, New York, Routledge, 2004, p. 5.
[980] *Ibid*, p. 36.
[981] Thomas Carothers, « The NED at 10 », *Foreign Policy*, N°. 95, Summer, 1994, p. 129.

quangos, Pollitt et Talbot distinguent deux grandes catégories, celles responsables de « direct service delivery » et les autres de « transfer of funds ». La NED étant dans le deuxième cas, cette fonction lui confère un moyen d'éviter un contrôle politique direct sur ses décisions[982] mais rend plus complexe le contrôle. La NED serait alors le type de quango le plus autonome envers le pouvoir politique. Comment expliquer alors ces rapprochements entre intérêts américains et activités de la NED ?

Comme nous l'avons vu précédemment avec la figure 13[983], la complexité de ce financement brouille la notion de financeur/financé. En effet, le principal organisme bénéficiaire de la NED, le FTUI, bénéficiait également d'un revenu fédéral. Lui-même finance principalement l'AIFLD, organisme qui est financé à 90 % par l'USAID. On étudie alors le FTUI et son bénéficiaire, l'AIFLD en tant qu'organisme composant de la NED alors même qu'ils sont en réalité davantage financés par une agence gouvernementale. L'autonomie de la NED est donc relative car si elle est indépendante dans le choix de ses bénéficiaires, ces derniers ne sont eux-mêmes pas totalement autonomes. De plus, L'AFL-CIO semble donner des directives à ses instituts régionaux, mais ne les finance que très faiblement. La NED est donc bien un organisme autonome légalement mais c'est car elle est seulement un organisme financeur. Dans la pratique, elle subventionne des instituts qui sont soutenus par des agences gouvernementales.

Une autre notion importante est celle de la perception de l'autonomie : « It is useful to distinguish between the legal or theoretical autonomye, the actual level of autonomy exercised, and the perceived level of autonomy »[984]. Cela est essentiel car la NED s'appuie sur cette notion pour intervenir à l'étranger. Elle insiste en effet sur son côté privé et donc autonome pour atteindre des États inaccessibles pour les États-Unis, comme nous l'avons vu pour l'URSS par exemple. Il est donc indispensable pour son travail qu'elle soit perçue comme autonome envers

---

[982] Pollitt Christopher et Talbot Colin, *Unbundled Government…, op. cit.*, p. 39.
[983] Partie 2, Chapitre II, 1.c).
[984] Pollitt Christopher et Talbot Colin, *Unbundled Government…op. Cit.*, p. 24.

le gouvernement américain. Le directeur de CIPE, Andrew Wilson, a noté que le fait d'être affilié à la chambre de commerce américaine pouvait être un facteur dans la façon dont ses partenaires définissent son rôle dans certains pays :

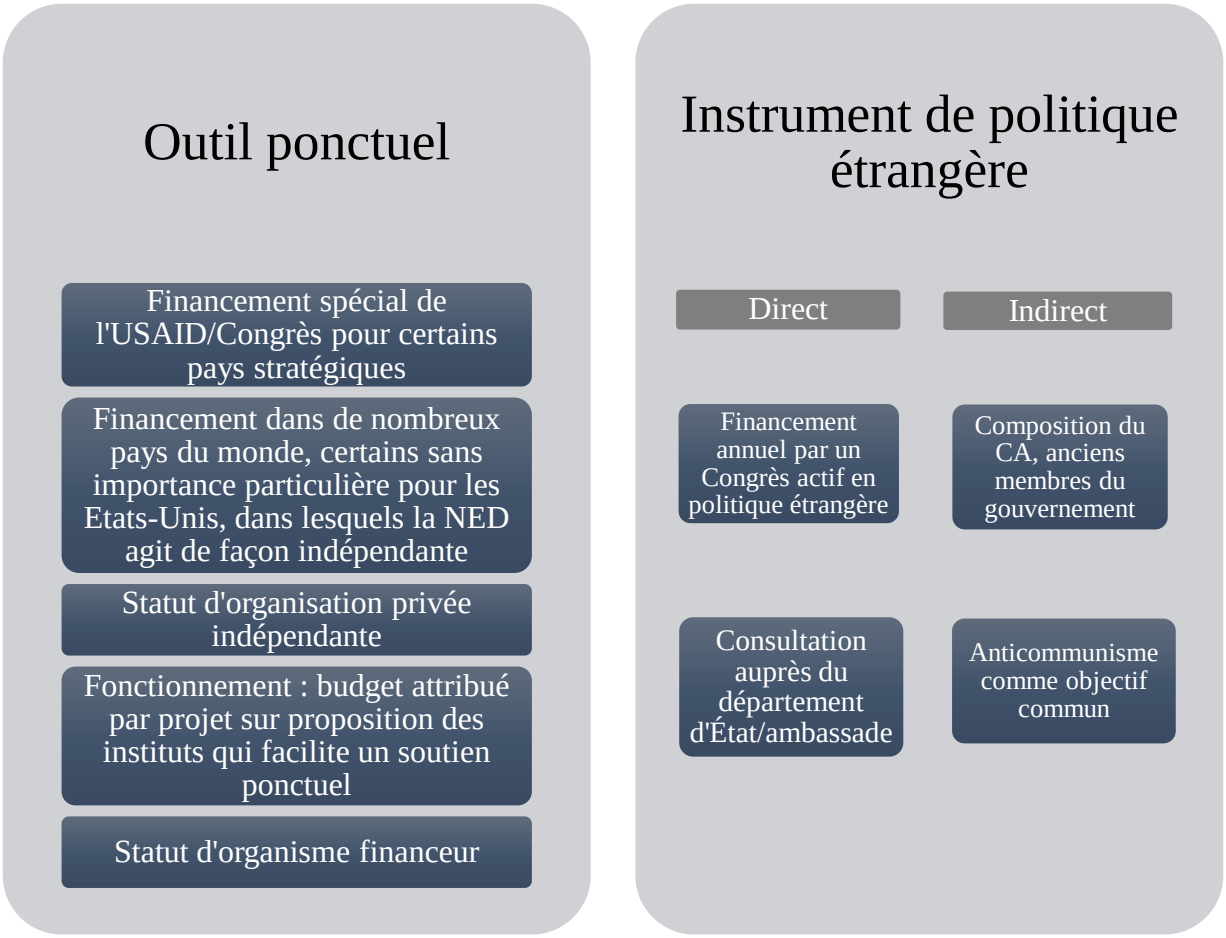
> « Anti-U.S. sentiment in some countries can be a factor in the success of local partner efforts, while in other countries the U.S. Chamber brand is seen as a powerful seal of approval, CIPE relies on the judgement of local partners to determine how they wish to frame our support » [985].

De plus, le fait que le financement passe par plusieurs bénéficiaires avant d'atteindre le programme final permet souvent de dissimuler le véritable financeur et de renforcer cette perception de l'autonomie.

Les cas pratiques analysés et les réflexions sur l'autonomie nous poussent à nous poser une question plus précise : la NED est-t-elle clairement un instrument non avoué de politique étrangère ou est-elle est davantage un outil ponctuel mis en service par le gouvernement en cas de situation dans laquelle son statut peut lui fournir une aide précieuse ? Nous allons donc classer les différentes caractéristiques de la NED vues jusqu'à présent selon qu'elles remplissent l'une ou l'autre fonction.

[985] Entretien avec Andrew Wilson réalisé le 24 janvier 2020 dans les locaux de CIPE.

Figure 15: Caractéristiques de la NED selon les deux types de fonctions



Source : Notre schéma d'après les rapports annuels de la NED et du GAO.

La NED semble davantage être un outil ponctuel, qui agit de manière indépendante la plupart du temps, même si la présence d'anciens membres du gouvernement dans son conseil d'administration l'empêche de perdre de vue les intérêts américains.

L'étude des quangos nous apprend que ces dernières peuvent gagner en autonomie selon leur performance, c'est l'autonomie méritée « earned autonomy »[986]. Il existe en effet souvent des contrats de performance principalement non écris. La NED aurait-elle bénéficié d'un tel type contrat tacite, qui serait la manifestation d'un lien supplémentaire avec le gouvernement ? La question qui se pose en premier lieu est de savoir comment mesurer cette performance, par qui et selon quels critères, et quelle en serait la récompense ?

[986] Robert D. Behn, dans Pollitt Christopher et Talbot Colin, *Unbundled Government: A Critical Analysis of the Global Trend to Agencies, Quangos and Contractualisation*, London, New York, Routledge, 2004, p. 13.

Cela est délicat car la NED est une organisation qui voit son rôle et son existence même questionnés, elle n'est pas une quango qui remplit un véritable service public indispensable à la vie de la communauté. Il est considéré que la promotion de la démocratie sert les intérêts américains de manière générale, mais nous l'avons vu, cette proposition est à nuancer au regard des activités en France par exemple qui ont eu des répercussions en termes de politique étrangère.

Comment évaluer alors la performance de la NED ? Est-ce l'avancée de la démocratie dans le monde ? Ou l'avancée des intérêts américains ? Les deux sont des objectifs déclarés de la NED. De même, on peut se demander de quel point de vue cette performance est-elle analysée ? Selon l'administration Reagan, l'anticommunisme ferait partie de ses critères, selon le Congrès, souvent divisé, il semble que la démocratie doit être diffusée de façon moins interventionniste. D'un point de vue extérieur, l'avancée de la démocratie est un élément qui permet de mesurer la performance de la NED, comme le montre la thèse de Eric T. Hale[987] qui évalue les progrès démocratiques dans le monde pour estimer l'efficacité de la NED. Le degré d'autonomie est aussi un critère de performance car comme nous l'avons mentionné son statut d'organisation privée va de pair avec son efficacité. Le fait que le budget de la NED continue à augmenter progressivement dans les années 1990, passant outre les différents scandales montrent que la NED semble avoir rempli son contrat de performance. La contrepartie a donc été financière car elle est officiellement totalement indépendante et ne peut prétendre à une autonomie supplémentaire. Le financement au Nicaragua a peut-être fait avancer les intérêts américains, mais cela a eu un impact négatif sur la perception de l'autonomie de la fondation à l'étranger. On remarque que les défaillances de la NED à contrôler et à évaluer ses programmes, relevées par le GAO sont des éléments qui compliquent l'accomplissement de ce contrat tacite.

Selon Colin Talbot et Christopher Pollitt, ces « agences » font rarement l'objet de sanction en cas de non-respect du contrat de performance. Toutefois, le cas de la NED est

---

[987] Eric T. Hale, *A quantitative … Op. Cit.*

spécifique comme nous l'avons vu. La volonté de la Chambre des représentants de la supprimer en 1993 montre que la performance peut avoir des conséquences. Dans les années 1980, la NED a souvent suivi les objectifs de l'exécutif, au risque de se voir sanctionner par le Congrès, son organisme financeur. Toutefois, la NED peut compter sur le soutien inconditionnel d'une grande partie du Congrès et des présidents successifs.

L'autonomie diffère selon la conception de l'administration américaine. Ronald Reagan était favorable à une agence interventionniste, puis sous la présidence Bush, la fin de la Guerre Froide nécessite encore une forte présence de la NED, bien que l'anticommunisme ne soit plus la priorité. Enfin, Clinton adopte de nouveau une politique plus générale, de la promotion de démocratie comme nécessaire aux objectifs américains. Le débat du début des années 1990 sur son existence l'a-t-il conduit à plus de performance, à notre sens à plus d'autonomie envers le président, ou au contraire cela l'a-t-elle rassuré dans le fait que le Congrès ne parviendra pas à la supprimer malgré les scandales ? Les deux hypothèses sont possibles et seront analysées dans notre troisième partie.

Conclusion partielle

Cette seconde partie nous a plongé au cœur même du travail de la NED, ce qui nous a permis de vérifier l'application des diverses influences qui pèsent sur cette organisation nouvelle et innovante. Nous avons pu observer ce lien étroit entre la politique étrangère américaine et les choix de la NED, qui s'avèrent être dans la continuité de la doctrine Reagan et suivent ses diverses mutations. L'évolution de cette doctrine intègre de plus en plus la promotion de la démocratie dans la politique étrangère au point de faire de la NED un véritable instrument complémentaire du gouvernement dans certains pays. Nous avons étudié de nombreux pays dans toutes les régions du monde représentatifs de cette tendance. Certes, ils ne constituent qu'un faible échantillon du travail de la NED, mais cela renforce notre argument selon lequel la NED est un instrument ponctuel de l'administration.

Toutefois, les anomalies observées en interne, qui n'ont pas été résolues dans les années 1980, tendent à montrer qu'elle est à un degré plus modeste un élément constant de la politique étrangère américaine, par ce fonctionnement qui privilégie les instituts qui sont soutenus par des organisations gouvernementales. Qu'il soit ponctuel ou continu, le lien entre la NED et le gouvernement semble solide et inextricable malgré les changements d'administration. Mais le début des années 1990 est marqué par la notion de rupture. Au sein de la NED tout d'abord, avec un renouvellement du conseil d'administration comme nous l'avons vu. Au niveau international, les événements du début des années 1990 sont sans précédents. La question de l'autonomie se pose d'autant plus qu'à cette période, la doctrine Reagan, ou du moins la politique anticommuniste qui a encadré pendant six ans le travail de la NED, est définitivement dépassée. Au regard de cette analyse des premières années d'exercice de la NED, une étude de son adaptation à ces changements semble pertinente afin d'observer une évolution en termes d'autonomie.

Si le Nicaragua fut notre dernier exemple c'est qu'il s'étend sur les deux périodes. L'intervention dans ce pays commence sur un principe anticommuniste puis continue après la

Guerre Froide, par une volonté de promouvoir l'hégémonie américaine. Cela marque le début d'une nouvelle politique, de la promotion de la démocratie comme promotion de l'hégémonie américaine post-Reagan et post-communisme, débutée sous le président Bush et amplifiée sous Bill Clinton. Au Nicaragua, le FSLN étant toujours influent après les élections, le nouvel objectif est le suivant : « In the view of US officials, the development of a polyarchic political culture among the elite and the legitimization of a neo-liberal social order among the population was the crucial counterpart to eroding the revolution's value system »[988]. Dans cette optique, la mission de l'USAID a été réouverte après son retrait en 1981 avec un plan pour 1991-1996 dans le but de reconstruire une « république néo-libérale »[989] afin que la révolution ne constitue plus une option politique viable[990]. Or, cette idée de lutte contre tout modèle alternatif va être cœur du nouveau rôle de la NED dans le contexte inédit des années 1990, ce que nous analyserons dans une troisième partie.

[988] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit.,* p. 243.
[989] *Ibid*., p. 241.
[990] *Ibid*., p. 13.

3ème Partie. Une organisation qui vise à maintenir la position hégémonique américaine à partir de 1990

Si la NED a pu se relever de ces scandales et de ces critiques, c'est notamment grâce au soutien inconditionnel du gouvernement américain. Elle est la concrétisation du projet de Reagan, toutefois, la présidence de George H. W. Bush, puis surtout celle de Bill Clinton réaffirme ce soutien envers la fondation.

Les États-Unis sont les grands vainqueurs de la Guerre Froide, ce qui a permis d'ériger les valeurs américaines, notamment la démocratie libérale, en un principe incontestable. Cependant, le rôle de la NED est à redéfinir. Fondée dans un environnement profondément anticommuniste, en tant qu'instrument indispensable de la guerre idéologique, la clôture de cette dernière vient remettre en question son existence même. Cette « relique de la Guerre Froide » est alors dans l'obligation de renouveler son discours.

De son côté, le président Clinton doit également trouver une nouvelle voie à la politique étrangère américaine dans le nouveau contexte, et choisit de se focaliser sur le thème de la promotion de la démocratie, repositionnant de ce fait la NED une nouvelle fois au cœur de la politique étrangère américaine.

Cette dernière bénéficie d'un degré d'autonomie élevé, et elle agit indépendamment des autres agences qui participent à la politique étrangère américaine, avec ses propres objectifs, qui vont évoluer dans ce nouveau contexte. Alors que les actions de la NED et du gouvernement étaient parallèles dans les années 1980, portées par des considérations anti-communistes, les années 1990 vont marquer une évolution, avec notamment une position plus active de la NED.

Si dans les principes, la démocratie est au cœur de la politique du nouveau président, dans les faits, le président est moins engagé à l'international, ce qui renforce l'interventionnisme de la NED. Dans un contexte où les États-Unis sont la première puissance mondiale, le nouvel objectif devient la préservation de la position hégémonique américaine.

Nous nous attacherons alors à analyser le travail de la NED dans la décennie 1990, en la comparant aux années 1980. Il semble important d'observer comment cette dernière s'adapte au départ du président Reagan, à la fin du communisme et les impacts de ces changements en termes d'autonomie envers le gouvernement. Le but est de vérifier si ce soutien renouvelé s'accompagne encore une fois d'un intérêt partagé entre la fondation et le gouvernement voire d'une participation de la NED à la politique étrangère américaine.

Pour cela, nous analyserons dans un premier chapitre le rôle de la promotion de la démocratie dans ce nouveau contexte et la manière dont il forge la nouvelle politique conjointe du gouvernement et de la NED. Nous nous intéresserons également aux applications concrètes de cette politique avec une étude des activités de la NED dans les années 1990, de la même manière que nous l'avons fait pour les années 1980. Ensuite, nous analyserons dans un second chapitre les deux branches d'activités de la fondation, dédiées à ce nouvel objectif, qui connaissent un nouvel essor à partir de 1990, à savoir la coopération internationale et la recherche, par la création du *Journal of Democracy* puis de l'International Forum for Democratic Studies.

Chapitre I. Les pratiques de la NED dans le nouveau contexte des années 1990

Comme l'explique Carl Gershman, les années 1990 sont marquées par le départ des membres fondateurs de la NED, ce qui représente le « most important organizational change in NED's history »[991]. Nous avons vu dans une première partie les courants qui ont influencé ce premier groupe de dirigeants de la NED, le mouvement néoconservateur, les syndicats, le gouvernement et plus généralement le courant « faucons » de la politique étrangère américaine. Ce changement de dirigeants, même si la composition demeure similaire en termes de profil, avec plusieurs membres issus de l'administration Reagan, a des conséquences sur le travail de la NED. À ces changements internes s'ajoutent l'évolution sans précédent du contexte international. L'affaiblissement progressif puis l'effondrement de l'Union soviétique, représentent l'abolition de la raison d'être de la NED et interrogent sur son existence même. Dans ce contexte de renouvellement et de remise en question, la NED doit s'adapter. Elle se repositionne dans la politique américaine avec pour objectif le maintien de sa position hégémonique, ce que nous verrons dans un premier point. Face à une administration davantage préoccupée par la politique intérieure, elle conserve voire renforce son interventionnisme dans la défense des intérêts américains. L'analyse de ses types d'activités et ses nouvelles régions prioritaires dans les années 1990, qui constitue notre second point, témoigne de cette volonté.

[991] Carl Gershman, « The endowment after ten years: Reviewing the past and facing the future », Internal discussion paper for the NED board retreat November 11-13, 1993, p. 8.

1. La NED s'adapte à un nouveau rôle post-Guerre Froide : le maintien de l'hégémonie américaine

Le contexte international ayant conditionné la création de la NED, l'évolution de ce dernier a inévitablement des conséquences sur celle-ci. La chute du communisme et l'apparition d'un « new world order »[992] selon les termes du président Bush reconfigurent la politique étrangère américaine. Cela est particulièrement vrai sous son successeur, le président Bill Clinton, qui arrive au pouvoir sans avoir connu la Guerre Froide en tant que dirigeant. La fin du communisme signifie donc la victoire de la démocratie et le caractère incontestable de sa légitimité. Le président fait de la promotion de la démocratie l'élément central de sa politique étrangère. Véritable stratégie de lutte contre le communisme sous Ronald Reagan, ce thème représente alors pour Bill Clinton un élément de renforcement de la sécurité nationale américaine et a fait l'objet d'une institutionnalisation beaucoup plus poussée. En effet, ce nouveau contexte a eu pour conséquence de placer les États-Unis dans une situation d'incertitude et d'instabilité qui renforce les craintes pour sa sécurité. Sa politique étrangère est donc le reflet de ces inquiétudes. Le président remet en avant la promotion de la démocratie sous un nouveau slogan, l'*enlargement*, comme solution à l'instabilité, institutionnalise cette politique et accorde son soutien à la NED. Mais le président reste peu intéressé par les questions internationales et la fondation prend le relais de l'administration pour défendre la position hégémonique face à la menace d'apparition de nouvelles puissances.

[992] George H. W. Bush, « Address Before a Joint Session of Congress », September 11, 1990.

I.1.a) La fin de la Guerre Froide et la politique d'*enlargement* de Bill Clinton

L'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev, avec la volonté de réformer le communisme, représente le début de l'affaiblissement de l'URSS. Il met en place des réformes sous le nom de *glasnost* « transparence », et de *perestroika*, « restructuration ». La première implique la libération des prisonniers et la liberté d'expression en politique. La seconde prévoit notamment des élections libres au sein du Congrès des députés du peuple et un nouveau statut pour Gorbatchev, élu président de l'URSS en mars 1990. En octobre 1987, ce dernier condamne le principe de souveraineté limitée lors d'une visite à Berlin Est[993]. Cela signifie qu'il n'enverra pas de troupes en cas de troubles internes en Europe de l'Est. Ensuite, Gorbatchev s'annonce en faveur de l'indépendance des partis communistes en Europe, il veut créer une « maison commune européenne » et en finir avec la logique des blocs[994]. Les États européens vont alors être de plus en plus touchés par les contestations. Le retrait des troupes en Afghanistan en 1988 est également un signe important de la baisse de puissance soviétique. L'année 1989 sera alors marquée par l'indépendance progressive des pays d'Europe de l'Est. Les négociations lancées entre Solidarnosc et Jaruzelski en Pologne et la tenue d'élections en est le premier pas. La Hongrie est la suivante avec le départ du dirigeant communiste János Kádár et la légalisation des partis non communistes.

Les manifestations en Allemagne de l'est poussent au départ Erich Honecker, dirigeant de la République Démocratique Allemande (RDA). L'exode des allemands de l'est vers l'ouest entraîne la chute du mur de Berlin en novembre 1989. En Bulgarie, le dirigeant communiste est remplacé. En Tchécoslovaquie, le gouvernement communiste laisse la place au président élu Václav Havel. Enfin, la Roumanie communiste de Ceaucescu tombe aussi, mais cette fois dans

[993] Robert O Paxton et Julie Hessler. *L'Europe au XXe siècle.* Paris, Tallandier, 2011, p. 645.
[994] Stanislas Jeannesson, *La Guerre Froide.* Paris, La Découverte, 2014, p. 91.

la violence suite à la tentative du dirigeant d'utiliser la force pour contrôler les contestations. Il sera exécuté avec son épouse. L'Albanie est le seul à ne pas être concerné en 1989. Les négociations débutent sur le sort de l'Allemagne lors d'une série de conférences surnommées « 2 + 4 » entre mai et septembre 1990. La réunification de l'Allemagne est proclamée en octobre 1990.

Lors du sommet de Washington en 1987, Reagan et Gorbatchev s'engagent à démanteler les missiles sol-sol puis veulent réduire les arsenaux conventionnels. Ensuite, le traité START I, qui prévoit le démantèlement des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), est signé le 31 juillet 1991 par les deux présidents. Ce traité suit la dissolution du pacte de Varsovie signé en juillet. Les deux puissances réduisent leur arsenal et mettent un terme à l'état d'alerte militaire permanent qui caractérisait la Guerre Froide[995].

Au sein de l'URSS, la contestation gronde également. La situation catastrophique de l'économie soviétique et l'incapacité de Gorbatchev à mettre en place des réformes efficaces font monter la colère. La Lituanie déclare son indépendance en mars 1990, suivit par la Lettonie et l'Estonie en mai. Gorbatchev tente de signer un nouveau un traité d'Union avec les États de la Fédération, sans succès. L'Ukraine vote en décembre 1990 l'indépendance de leur pays. Boris Eltsine, président du Parlement russe en mai 1990, est élu président de la Fédération de Russie en juin 1991 et résiste à une tentative de coup d'État des conservateurs. Le 21 décembre 1991, Eltsine propose la création d'une Communauté d'États indépendants et négocie avec la Biélorussie et l'Ukraine puis le 25 décembre, Gorbatchev démissionne. L'éclatement de l'URSS entraîne l'indépendance de quinze États. Parmi ceux-ci, douze, hormis les États baltes, entrent dans la CEI : Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, Kirghizistan, Moldavie, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie. L'Union soviétique disparaît totalement en 1991.

Mais Boris Eltsine fait face à une situation économique désastreuse. Il a tendance à

---

[995] Robert O Paxton et Julie Hessler. *L'Europe… op. cit.* p. 649.

renforcer le pouvoir exécutif et en septembre 1993, il dissout le parlement. L'institution riposte en appelant le peuple à attaquer la mairie de Moscou. Eltsine répondra en envoyant des chars, clôturant cet épisode par un bilan de 120 morts[996]. La Russie souhaite conserver une certaine influence sur les États qui constituent son « proche étranger »[997].

C'est ce contexte qui pousse George H. W. Bush à parler de « New world order »[998]. Puis Bill Clinton, le premier président à n'avoir pas connu la Guerre Froide pendant son mandat, arrive au pouvoir. Mais ces évènements majeurs ont laissé les États-Unis dans une période de « désarroi stratégique »[999].

Deux domaines dominent alors la politique étrangère de Clinton pendant son premier mandat, l'économie globale et la Bosnie[1000]. Les autres priorités sont un « multilatéral enlargement », la promotion de la démocratie, un engagement sélectif et un repli militaire[1001] avec réduction des dépenses militaires. Les intérêts économiques américains sont particulièrement importants pour le président. De manière générale, Clinton est davantage porté sur la politique intérieure que la politique étrangère.

Toutefois, le président arrive au pouvoir alors que la stratégie américaine du *containment*, qui dominait la politique des États-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, prend fin. Il tente alors d'élaborer une nouvelle grande stratégie afin de trouver une voie et clôturer cette période de « désarroi stratégique ». La promotion de la démocratie est le but choisi par le président, mais ce dernier a appris les leçons du Vietnam et ne veut pas s'engager dans des régions éloignées des intérêts fondamentaux de l'Amérique[1002]. Sous Clinton, plusieurs stratégies sont en concurrence, le néo-isolationnisme, l'engagement sélectif, la sécurité coopérative, et la primauté, et le président semble privilégier une stratégie de

---

[996] *Ibid*., p. 654.
[997] *Ibid*., p. 655.
[998] George H. W. Bush, « Address Before a Joint Session of Congress », September 11, 1990.
[999] Maya Kandel, *Les États-Unis et le monde. De Georges Washington à Donald Trump.* Paris, Perrin, 2018, p. 151.
[1000] John Dumbrell, *Clinton's Foreign policy, Between the Bushes, 1992-2000*, Abingdon, Routledge, 2009, p. 29.
[1001] *Ibid*.
[1002] *Ibid.* p. 12.

« selective (but cooperative) primacy »[1003].

Le président Bush avait dès 1989 commencé à prévoir l'après *containment*, dans la directive de sécurité nationale 23 (NSD 23) du 22 septembre 1989 dans laquelle il souhaite l'inclusion de l'URSS dans le système international[1004]. Sa politique envers l'Europe de l'Est visait à encourager les réformes économiques et politiques : « the United States should promote Western values and ideas within the Soviet Union, not in the spirit of provocation or destabilization, but as a means to lay a firm foundation for a cooperative relationships »[1005]. La directive encourage notamment le secteur privé à participer à cet objectif.

La fin de la Guerre Froide, deux ans plus tard, a ensuite réactualisé le thème de la démocratie. En effet, lors de la conférence de Paris en novembre 1990, à laquelle participent les États-Unis, le Canada, l'URSS et tous les États européens sauf l'Albanie, est signée la Charte de Paris pour une nouvelle Europe qui réaffirme les principes de l'Acte final de Helsinki :

> « Le courage des hommes et des femmes, la puissance de la volonté des peuples et la force des idées de l'Acte final de Helsinki ont ouvert une ère nouvelle de démocratie, de paix et d'unité en Europe (…). Nous nous engageons à édifier, consolider et raffermir la démocratie comme seul système de gouvernement de nos nations »[1006], résultat d'un « engagement indéfectible en faveur de la démocratie »[1007].

Est signée également quelques jours auparavant la Déclaration commune des vingt-deux États à l'occasion du sommet de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE). Ces deux déclarations ouvrent donc la voie à une nouvelle période de paix qui repose sur la démocratie.

À cette période, cette idée est renforcée suite à l'article de Francis Fukuyama dans le

---

[1003] Barry R. Posen and Andrew L. Ross, « Competing Visions for U.S. Grand Strategy », *International Security*, Vol. 21, No. 3, Winter, 1996-1997, p. 44.
[1004] NSD 23 « United States relations with the Soviet Union », 22 septembre 1989, p. 2.
[1005] *Ibid*, p. 6.
[1006] « Charte de Paris pour une nouvelle Europe », Paris, 19-21 novembre 1990, p. 3.
[1007] *Ibid*.

National Interest en 1989[1008], dans lequel il défend l'idée que la victoire de la démocratie libérale à la fin de la Guerre Froide correspond à la fin de l'histoire de l'humanité, c'est le « end point of mankind's ideological evolution »[1009]. L'auteur a ensuite développé sa théorie dans un ouvrage publié en 1992, *The end of History and the last man*[1010]. Néoconservateur, il prône un engagement américain dans le monde face à la montée de l'isolationnisme post-Guerre Froide[1011], particulièrement dans le domaine de la promotion de la démocratie. Dans son ouvrage, il développe l'idée que la fin de la Guerre Froide s'accompagne de la discréditation de toute alternative politique viable à la démocratie libérale, en raison notamment du manque de légitimité des régimes autoritaires et totalitaires mais aussi car elle seule parvient à combler le besoin de reconnaissance propre à l'être humain. Cette théorie a eu un grand écho et tend à renforcer la légitimité du régime démocratique.

En 1993, les travaux de Samuel P. Huntington[1012] vont également constituer un autre cadre théorique à la politique de Clinton. Ce dernier affirme que l'aspect culturel sera l'élément décisif des futurs conflits et il divise le monde en huit civilisations aux normes culturelles différentes et susceptibles d'engendrer des conflits. Cette théorie présente le monde d'après la Guerre Froide comme potentiellement dangereux.

Pendant sa campagne, Bill Clinton est critique envers la politique post-Guerre Froide de Bush et se déclare être en faveur d'une « global alliance for democracy as united and steadfast as the global alliance that defeated Communism »[1013]. Il reconnaît alors que la promotion de la démocratie a eu un rôle crucial dans la lutte contre le communisme et c'est un thème qui fut un élément important de sa campagne électorale en matière de politique étrangère. Il déclare un an avant son élection :

[1008] Francis Fukuyama, « The end of history? », *The National Interest*, No. 16, Summer 1989, pp. 3-18
[1009] *Ibid*., p. 4.
[1010] Francis Fukuyama, *The end of history and the last man*, New York, Macmillan, 418p.
[1011] Pierre Bourgois, « Est-il l'un des leurs ?... *op. cit.* p. 36.
[1012] Samuel P. Huntington « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, Vol. 72, No. 3, Summer, 1993, pp. 22-49.
[1013] Thomas Friedman, « Foreign Policy; Turning His Sights Overseas, Clinton Sees a Problem at 1600 Pennsylvania Avenue », *The New York Times*, 2 April 1992, section A, p. 20.

« The defense of freedom and the promotion of democracy around the world aren't merely a reflection of our deepest values; they are vital to our national interests. Global democracy means nations at peace with one another, open to one another's ideas and one another's commerce »[1014].

Malgré la défaite du communisme, la démocratie demeure liée aux intérêts nationaux américains.

En effet, une fois élu, Clinton demanda en août 1993 à Anthony Lake, alors conseiller à la sécurité nationale, d'élaborer une stratégie qui viendrait remplacer celle du *containment*. Ce dernier avait travaillé un an pour Henry Kissinger, puis au sein de l'organisation Carnegie, il a également été directeur du groupe de planification au département d'État sous Carter[1015], c'est un partisan de la promotion de la démocratie et un acteur de la création de la NED. Il présenta sa stratégie dans un discours du 21 septembre 1993 dans lequel il déclare : « The successor to a doctrine of containment must be a strategy of enlargement -- enlargement of the world's free community of market democracies »[1016]. Selon Anthony Lake, cette stratégie a quatre composantes :

« First, we should strengthen the community of major market democracies - including our own - - which constitutes the core from which enlargement is proceeding

Second, we should help foster and consolidate new democracies and market economies, where possible, especially in states of special significance and opportunity.

Third, we must counter the aggression - - and support the liberalization - - of states hostile to democracy and markets.

[1014] Bill Clinton, « A New Covenant for American Security », Remarks to Students at Georgetown University, 12 December 1991.
[1015] Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 744.
[1016] Remarks of Anthony Lake, Assistant to the President for National Security Affairs « From Containment to Enlargement », Johns Hopkins University School of Advanced International Studies Washington, D.C., September 21, 1993.

Fourth, we need to pursue our humanitarian agenda not only by providing aid, but also by working to help democracy and market economics take root in regions of greatest humanitarian concern »[1017].

Plus précisément, la deuxième composante prévoit une aide à la démocratie dans des États dans lesquels les États-Unis ont des enjeux sécuritaires importants et dans lesquels ils ont la capacité de faire la différence, notamment dans l'ex-URSS, en Europe Centrale et Orientale et dans le Pacifique[1018].

Ensuite, Anthony Lake s'attache à rappeler l'importance des organismes privés comme composant de cette stratégie lorsqu'il affirme : « we should pursue our goals through an enlarged circle not only of government officials but also of private and non-governmental groups »[1019]. Ces organismes sont des « diplomacy multipliers »[1020], qui participent donc à la diplomatie américaine. Il cite tout particulièrement la NED dont il encourage le travail, mais Clinton propose également de créer une Radio Free Asia, et un Democracy Corps[1021] sur le modèle de Radio Free Europe et des Peace Corps[1022]. La NED est ici clairement intégrée à la politique américaine. La NED endosse ce rôle et déclare que son travail doit être guidé par deux objectifs : « to "enlarge" the number of countries that enjoy democracy, as Lake urges; and "to support in other civilizations groups sympathetic to Western values and interest" as Huntington recommends »[1023]. Elle accepte la mission d'*enlargement* de Lake, et représente l'instrument idéal pour faire le lien entre la pensée de Clinton et de Huntington.

Le fait que cette stratégie émane du NSC rappelle l'importance sécuritaire de cette dernière, le terme « sécurité » étant formulé vingt fois dans le discours de Lake, qui propose

---

[1017] *Ibid*.
[1018] *Ibid*.
[1019] *Ibid*.
[1020] *Ibid*.
[1021] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion ans US foreign policy, Bill Clinton and democratic enlargement*, Abingdon, Routledge, 2015, p. 16.
[1022]Agence gouvernementale de volontaires avec pour but de favoriser la paix créée en 1961 par Kennedy.
[1023] Carl Gershman, Reviewing the past and facing the future. Internal discussion paper for the NED board retreat November 11-13, 1993, p. 17.

une vision « pragmatique » de la promotion de la démocratie. Cela représente un élément de continuité avec la politique de Reagan. Clinton a en effet réadapté la doctrine de l'ancien président, qu'il a dépourvue de tous les aspects liés à la Guerre Froide, notamment la lutte idéologique contre l'URSS. Quand Reagan en faisait une justification de ses interventions anti-communistes, Clinton défend ce principe comme indispensable aux intérêts sécuritaires américains dans ce nouveau contexte.

En effet, le président fonde sa politique sur la théorie de la paix démocratique qui connaît un renouveau avec la publication de nombreux travaux[1024] dans les années 1990 qui vont offrir une justification théorique à cette politique. Le président met en avant notamment le lien entre la démocratie et la sécurité, afin de légitimer une politique étrangère militariste[1025]. En effet, la seconde moitié des années 1990 est caractérisée par une « diplomatie coercitive »[1026] et l'augmentation des interventions militaires. Clinton a utilisé la théorie de la sécurisation[1027] qui consiste à changer la perception d'un problème politique en un problème de sécurité, légitimant ainsi des activités militaires. La théorie d'*enlargement* en serait l'application. Quand Clinton arrive au pouvoir, les militaires américains sont déployés dans plusieurs États, la Somalie, Haïti, l'Iraq, la Bosnie, Kosovo, Soudan. Le lien entre promotion de la démocratie et intérêts sécuritaires est clairement assumé par Clinton. En 1994, il déclare : « Ultimately, the best strategy to ensure our security and to build a durable peace is to support the advance of democracy elsewhere. Democracies don't attack each other ». La théorie de la paix démocratique est encore une fois au cœur de la politique étrangère américaine. Son application

---

[1024] Bruce Russett, Christopher Layne, David E. Spiro and Michael W. Doyle, « The Democratic Peace », *International Security*, Vol. 19, No. 4, Spring, 1995, pp. 164-184; Wade L. Huntley, « Kant's Third Image : Systemic Sources of the Liberal Peace », *International Studies Quarterly*, Vol. 40, No. 1, Mars, 1996, pp. 45-76; Robert I. Rotberg, Theodore K. Rabb and Robert Gilpin, *The Origin and Prevention of Major Wars*, Cambridge University Press, New York, 1989, pp. 352; James Lee Ray, « Democracy and Peace: Then and Now », *The International History Review,* Vol. 23, No. 4, Décembre, 2001, pp. 784-798.

[1025] Rasmus Sinding Søndergaard, « Bill Clinton's 'Democratic Enlargement' and the Securitisation of Democracy Promotion », *Diplomacy & Statecraft*, Vol. 26 No.3, 2015, pp. 534-551.

[1026] Maya Kandel, *Les États-Unis…*, *op. cit*. p. 152.

[1027] Barry Buzan, Ole Wæver, and Jaap de Wilde, *Security a New Framework for Analysis*, Colorado, Boulder, 1998, 239 p.

à cette époque consiste alors à aider la transition des anciennes Républiques soviétiques. Selon Thomas Carothers, la politique de Clinton s'inscrit dans une volonté de défendre fermement les intérêts américains, et notamment les « hard U.S. security and economic interests »[1028]. Dans cette optique, la promotion de la démocratie est alors une politique générale sélective :

> « Where democracy appears to fit in well with U.S. security and economic interests, the United States promotes democracy. Where democracy clashes with other significant interests, it is downplayed or even ignored ».[1029]

La promotion de la démocratie est donc un nouveau type d'intervention dans un but de défense des intérêts nationaux, utile pendant la Guerre Froide, essentielle dans le monde d'après.

Il est intéressant d'observer rapidement l'entourage de Clinton en matière de politique étrangère pour expliquer cette tendance. Alors que lors du second mandat de Reagan, les néoconservateurs ont perdu de leur influence, le regain d'intérêt de Clinton pour la démocratie leur permet de revenir sur le devant de la scène grâce à cette préoccupation commune. Lors de sa campagne, Clinton a développé sa politique pro-démocratie dans le *Washington Post* et le *New York Times*, qui fut approuvée et signée par 33 néoconservateurs, parmi lesquels Elliot Abrams, Penn Kemble, Jeane Kirkpatrick, Joshua Muravchik etc[1030]. Une fois élu, Clinton choisira également un néoconservateur, James Woolsey, comme directeur de la CIA, malgré son inexpérience, mais il semble davantage vouloir tourner la page des priorités de la Guerre Froide[1031]. Mise à part cette nomination, le nouveau président ne semble pas mettre en place cette alliance avec les néoconservateurs, et Joshua Muravchik va faire part de sa déception dans un article de *Commentary*[1032].

Une autre personnalité importante au sein de l'administration Clinton, qui a eu une

---

[1028] Thomas Carothers, *The Clinton Record on Democracy Promotion*, Washington, DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2000, p. 1.
[1029] *Ibid*. p. 3.
[1030] *Ibid*., p. 17.
[1031] John Dumbrell, *Clinton's Foreign policy… op. cit.*, p. 81.
[1032] Joshua Muravchik, « Lament of a Clinton Supporter », *Commentary*, août 1993.

grande influence dans sa politique étrangère notamment est Madeleine Albright. Nous avons étudié son parcours avant son entrée à la NED en 1991. Elle n'a passé que peu de temps au sein de son conseil mais a été présidente du NDI. Elle quitta la fondation suite à sa nomination par Clinton au poste d'Ambassadrice aux Nations Unies en 1993. C'est une personnalité importante qui a joué un rôle dans la politique de promotion de la démocratie du président. Elle déclare que les États-Unis sont « the indispensable nation »[1033] et revendique l'engagement américain dans le monde. En 1993, Clinton nomma Brian Atwood, président du NDI, administrateur de l'USAID[1034], qui contribua à renforcer ce thème au sein de l'agence. Il y a toutefois des divisions au sein de l'administration concernant cette politique, entre notamment trois visions : « democracy-promoting liberalism (Lake), extreme caution regarding intervention per se (Christopher), and unbridled assertion (Albright) »[1035]. Mais l'équipe de politique étrangère de Clinton est également composée de personnalités qui furent favorables à l'aide aux Contras[1036]. Cela montre que ce thème est associé à une vision plutôt dure de la politique étrangère.

Clinton s'est donc affirmé avec une nouvelle grande stratégie, qu'il a voulu institutionnaliser avec de nouveaux organismes et des modifications en profondeur des acteurs existants.

[1033] Intervention de Madeleine Albright lors de l'audition du Committee on Foreign Relations, Senat, *Nomination of Secretary of State*, S. Hrg. 105-36, 8 janvier 1997.
[1034] *Ibid*., p. 46.
[1035] John Dumbrell, *Clinton's Foreign policy… op. cit.*, p. 19.
[1036] Le vice-président Albert Gore, le secrétaire à la défense Les Aspin etc. Voir John Dumbrell, *Clinton's Foreign policy… op. cit.*, p. 20.

I.1.b) Institutionnalisation de la promotion de la démocratie et débats sur le financement de la NED

Cette politique d'*enlargement* a fait l'objet d'une institutionnalisation importante de la part du président Clinton. Cela s'est traduit notamment par la création de l'Eurasia Foundation, une quango créée en 1992 avec pour objectif de soutenir les anciennes Républiques soviétiques dans leur construction démocratique et leur réforme économique. Au sein de l'USAID, ce nouvel engouement pour la démocratie s'observe par la création d'une Democracy Initiative en 1990[1037] et l'adoption en 1991 d'une déclaration de principe « Democracy and Gouvernance », qui régit les nouveaux programmes de promotion de la démocratie[1038]. Un poste de « senior director for democracy affairs » est créé au sein du NSC. De même, en 1993, le poste de « under secretary for global affairs » est créé au sein du département d'État. Paula Dobriansky, membre de la NED dans les années 1990, sera nommée à ce poste en 2001. Le Bureau of Human Rights and Humanitarian Affairs est renommé Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor (DRL) en 1994. Enfin, un Interagency Group on Democracy a été mis en place en 1994 dirigé par le secrétaire du DRL.

De plus, le Urgent Assistance for Democracy in Panama Act, signé en 1990, propose des formations dans les domaines tels que les droits de l'Homme, le droit civil et les techniques générales de maintien de l'ordre. Le Exchange Program with Countries in Transition from Totalitarianism to Democracy de 1990 autorisa le financement des échanges (études, recherche, enseignement …) avec les pays qui sont en transition du totalitarisme à la démocratie, comme la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et la Roumanie, ce programme étant coordonné par l'USIA. Puis en 1991, le Congrès demanda le renforcement de l'International

[1037] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion…op. cit*., p. 38.
[1038] United States General Accounting Office, Report to congressional requesters : « Promoting democracy, Foreign affairs and defense agencies funds and activities – 1991 to 1993 », GAO/NSIAD-94-83, janvier 1994, p. 11.

Military Education and Training (IMET)[1039] au sein du département d'État[1040] afin de renforcer la compréhension du principe du contrôle civil des forces armées.

Cependant, l'USAID devient véritablement le principal exécuteur de cette politique gouvernementale et a intégré la promotion de la démocratie dans ses activités sous le nom de « good gouvernance »[1041]. Cela avait déjà commencé sous Bush en Europe de l'Est, et s'est accentué sous Clinton. La démocratisation est devenue un des cinq piliers de l'action de l'agence en 1995. Le tableau 30 ci-dessous, issu du rapport du GAO de 1994, montre les différents aspects de l'implication de l'USAID dans ce thème.

Les deux principaux domaines sont la société civile, dont le but est décrit ainsi par l'USAID : « Strengthening the capacity of civic groups, labor organizations, business and professional associations, and other non-governmental advocacy groups to articulate and represent their members' interests »[1042], et le développement du droit et de la justice : « Strengthening legal and judicial systems, such as improving legal education, reforming judicial systems, and supporting an independent judiciary »[1043].

[1039] Programme de formation et d'éducation des militaires étrangers créé en 1976. Voir introduction.
[1040] GAO/NSIAD-94-83, *op. cit*., p. 17.
[1041] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion…op. cit*., p. 41.
[1042] GAO/NSIAD-94-83, *op. cit*., p. 13
[1043] *Ibid*.

Tableau 30: Description des différentes activités de l'USAID dans le domaine de la promotion de la démocratie 1991-1993 (en million de dollars)

Activity	**1991**	**1992**	**1993**
Accountability of the executive	$6	$7	$12
Civic education	11	19	21
Civil society	30	60	66
Democratic initiatives (other)	38	0	0
Electorale assistance	10	30	35
Free Flow of information	15	13	22
Human rights	6	18	24
Leadership training	*	8	17
Legal and judicial development	*	52	67
Legislative assistance	25	*	*
Representative political institutions	*	17	33
Rule of Law	41	*	*
TOTAL	$182	$225	$296

** : This activity description was not used this year*

Source : Table I.1.: AID Funds, United States General Accounting Office, Report to congressional requesters : « Promoting democracy, Foreign affairs and defense agencies funds and activities – 1991 to 1993 », GAO/NSIAD-94-83, janvier 1994, p. 12. Reproduit ici en intégralité.

Dans un rapport demandé par le secrétaire d'État Warren Christopher, le secrétaire d'État adjoint Clifton R. Wharton Jr. tenta de répondre à la question de la place de l'USAID dans le contexte post-Guerre Froide et de la manière dont elle doit adapter ses missions et procédures[1044]. Le président Clinton a défini trois aspects dans lesquels l'assistance étrangère est importante : la sécurité nationale, la revitalisation économique et la promotion de la

[1044] « USAID and Foreign Aid Reform », Deputy Secretary Wharton Statement before the Subcommittee on International Economic Policy, Trade, Oceans and Environment of the Senate Foreign Relations Committee,,Washington, DC, July 14, 1993; US Department of State Dispatch, vol. 4, No. 30 - July 26, 1993, July 1993, p. 526-531.

démocratie[1045]. Concernant le premier aspect, l'USAID est importante car elle permet de réduire la pauvreté, les inégalités politiques et économiques responsables de l'instabilité et de la violence dans le monde[1046]. Le rôle du développement économique est résumé ainsi : « Assisting economies to thrive abroad promotes peace, jobs, stabilization, a demand for U.S. products and services, and higher living standards for all »[1047]. Mais ce dernier est plus facilement réalisé dans des États démocratiques, ce qui nous amène au troisième aspect selon lequel le renforcement des démocraties émergentes contribue directement à l'intérêt national américain.

La *task force* mise en place par Wharton réfléchit à la meilleure manière d'adapter l'agence à ce nouveau contexte. L'option privilégiée est la suivante : « The task force, however, saw a clear need for a discrete, national development agency to carry out programs which multilateral organizations cannot provide »[1048]. Plusieurs points expliquent ce choix. Tout d'abord, l'agence est directement liée à la politique étrangère américaine, contrairement aux autres organisations multilatérales. De plus, elle a la capacité de travailler à la fois avec des gouvernements et des ONG. Elle bénéficie également d'une expertise locale avantageuse et a déjà de l'expérience dans ce domaine. Enfin, elle garantit que les programmes « reflect the values of the American people ».[1049] Si elle est la plus apte à remplir ses objectifs, elle pâti à l'époque de quelques défauts dont un rôle pas assez défini, une réglementation excessive et une mauvaise gestion. Il sera possible de pallier à ses insuffisances administratives par la collaboration avec le Congrès et l'administration. La *task force* recommande plus de liberté à l'agence, pour cela, elle doit être encadrée par un nouveau cadre politique qui repose sur quatre grandes stratégies : Promouvoir une croissance et un développement économique durable, construire la participation démocratique, dont la « good gouvernance » est un premier pas,

[1045] *Ibid*.
[1046] *Ibid*., p. 526.
[1047] *Ibid*.
[1048] *Ibid*., p. 527.
[1049] *Ibid*., p. 528.

répondre aux problèmes mondiaux qui ont des répercussions sur la sécurité américaine et répondre aux besoins humanitaires d'urgence. En prévision du vote du budget de l'année 1994, les priorités en termes de politiques étrangères sont les suivantes : la démocratie dans l'ancienne URSS, promouvoir et maintenir la paix au Moyen-Orient, promouvoir la croissance économique et le développement, s'attaquer aux problèmes mondiaux (environnement, drogue, terrorisme, la croissance rapide de la population et le SIDA) et fournir une assistance humanitaire[1050].

Le besoin de modification interne pousse à envisager une nouvelle législation et des modifications de sa charte. Premièrement, dans sa relation avec le Congrès, l'USAID a besoin d'être débarrassée des procédures de contrôle restrictives. Cette dernière, ainsi que les autres acteurs de ce domaine doivent également mieux se coordonner au sein de l'exécutif. La coopération avec les nations alliées est aussi essentielle. De plus, le rapport recommande de fonctionner sur le principe d'une action « people oriented »[1051] avec la participation d'organisations non-gouvernementales.

L'USAID a donc évolué sur plusieurs principes, la prise en compte plus importante des intérêts américains à partir de 1994 et la volonté d'agir dans un cadre plus multilatéral. L'administration souhaite lui donner plus de liberté et de domaines d'action tout en maintenant une coordination avec l'exécutif pour s'assurer le respect des intérêts américains.

Le rôle de l'USAID dans la promotion de la démocratie, auparavant secondaire, qui se manifestait souvent par un financement spécial envers la NED est clairement institutionnalisé sous Clinton. Cela explique que l'agence s'implique davantage en finançant directement les instituts de la NED, ce qui lui permet de piloter directement les programmes. Ce nouveau rôle de l'agence a donc des conséquences en termes d'autonomie de la NED. En effet, les instituts semblent être de plus en plus utilisés par l'USAID dont les objectifs et ceux du gouvernement

[1050] *Ibid*., p. 529.
[1051] *Ibid*.

ne font qu'un. Alors que la NED était pour Reagan l'instrument dominant de sa politique de promotion de la démocratie, pour Clinton c'est l'USAID, mais elle utilise les canaux des instituts de la NED, plus expérimentés et spécialisés dans leurs domaines.

On remarque qu'il y a davantage de dispositifs concrets en application de cette politique que sous Reagan. Ce dernier considérait la promotion de la démocratie davantage comme un principe à suivre dans ces relations avec les autres États et, hormis la création de la NED et le renouvellement du financement public de l'Asia Foundation, n'avait pas réellement institutionnalisé cette politique comme l'a fait Clinton.

À la suite du rapport du secrétaire d'État sur l'évolution de l'USAID, certains membres du Congrès ont demandé au GAO de réaliser un rapport détaillant les différentes agences en charge de la promotion de la démocratie en 1994 et leurs différents rôles, témoignant encore une fois de l'importance de ce thème[1052]. Le GAO distingue différentes agences qui œuvrent dans ce domaine, qui sont par ordre d'importance l'USIA, l'USAID, le département d'État, le département de la Défense et la NED. Il montre que toutes les agences dédiées à ce thème voient leur budget augmenter, sauf le département de la Défense[1053]. Le département d'État participe à la promotion de la démocratie notamment par le financement de l'Asia Foundation. Le rôle de USIA est défini ainsi: « a strategic goal, according to a 1991 USIA policy statement, is to project and encourage democratic principles and institutions worldwide »[1054] . Elle s'engage dans ce domaine, et contrairement à l'USAID et à la NED, elle mène elle-même ses projets à l'étranger, sans intermédiaires. Ses activités, au début des années 1990, sont les échanges académiques, par le biais de Voice of America et Broadcasting to Cuba principalement.

Selon ce rapport, le budget des agences américaines pour l'assistance américaine au

---

[1052] United States General Accounting Office, Report to congressional requesters: « Promoting democracy, Foreign affairs and defense agencies funds and activities – 1991 to 1993 », GAO/NSIAD-94-83, janvier 1994, 33 p.
[1053] Ce dernier participait par le biais du programme Regional Military Assistance Program and the Democracy Support Program mit en place en Afrique. Il est considéré par le GAO comme faisant partie de la promotion de la démocratie car il améliore les relations civiles-militaires, les réformes économiques qui peuvent ouvrir la voie à la démocratisation.
[1054] United States General Accounting Office, Report to congressional requesters: « Promoting democracy… *op. cit*. p. 22.

développement démocratique, qui représentait 682 millions de dollars en 1991, puis 736 millions en 1992, atteint 900 millions en 1993[1055], ce qui prouve qu'il y a un réel intérêt américain pour cette politique. Mais le rapport du GAO annonce dès la première page que :

> « This report provides a general overview of these organizations' funding and activities or purposes. However, it should be noted that there is no central U.S. government wide democracy program, no overall statement of U.S. policy regarding U.S. objectives and strategy for democratic development, no specific and common definition of what constitutes a democracy program, and no specificity regarding the roles of the foreign affairs and defense agencies in promoting democratic processes »[1056].

En dépit de l'institutionnalisation mise en place par Clinton, la promotion de la démocratie manque d'une coordination entre les différentes agences et d'une politique générale pour les guider. Au sein même de la NED, l'indépendance croissante des instituts créé une situation similaire dans laquelle les objectifs de la NED ne sont pas forcément ceux des instituts[1057].

Mais malgré cet engouement pour cette thématique, l'avenir de la NED n'est à l'époque pas assuré. En effet, alors que dans l'application de sa politique, Clinton propose d'augmenter le budget de la NED de 30 millions de dollars, à 50 millions, la Chambre des représentants en juin 1993 vote l'arrêt total du financement de la fondation. Cette demande d'augmentation a attiré l'attention sur la fondation qui s'est vue non seulement refuser l'augmentation, mais supprimer toute allocation fédérale. Le soutien de l'administration Clinton ainsi que la pression de ses membres et de nombreux partisans[1058] sont toutefois parvenus à convaincre le Sénat et la Chambre de voter un budget de 35 millions de dollars au bénéfice de la NED pour l'année

---

[1055] *Ibid*., p. 2.
[1056] *Ibid*., p. 1.
[1057] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion…op. cit*., p. 53.
[1058] Jimmy Carter, George Bush, Ronald Reagan; les sénateurs Richard Lugar, Orrin Hatch, and John McCain; les journalistes George Will, A.M. Rosenthal, David Broder et Morton Kondracke notamment.

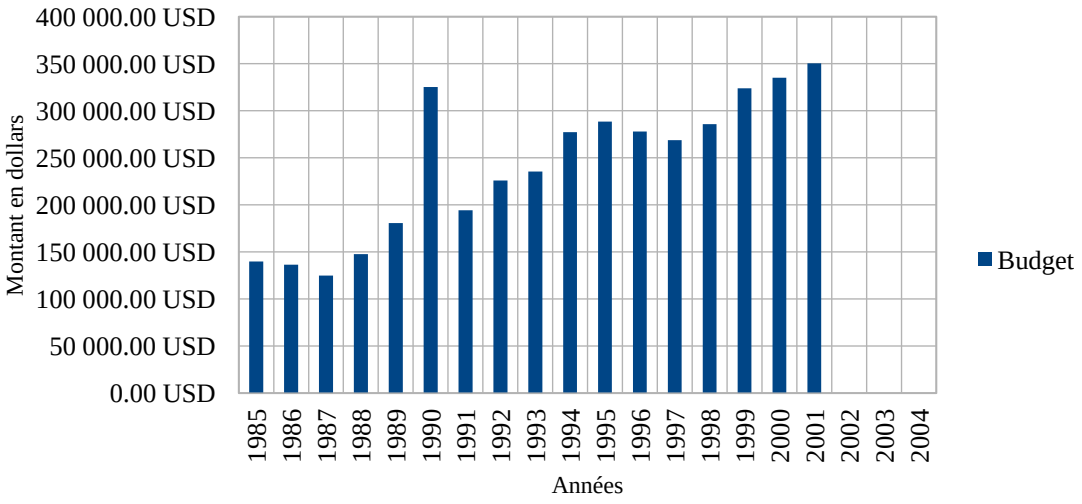
1994 : « Senator Hank Brown noted that NED has a powerful group of supporters with diverse political connections. These connections make NED a formidable political opponent and give it power beyond what would be expected of a relatively small organization »[1059]. James Phillips, chercheur au sein du *think tank* conservateur Heritage Foundation, écrivit plusieurs articles pour défendre le travail de la NED[1060].

La NED doit également lutter contre des critiques de « cold war relic » et de « political dinosaur »[1061] suite à la fin de la Guerre Froide, et tous ces éléments vont conditionner sa nouvelle stratégie. Elle est d'une certaine manière contrainte de prendre en compte l'intérêt américain pour justifier auprès du Congrès des dépenses publiques.

De plus, en 1994, les républicains remportent la majorité au Congrès, imposant leur vision de la politique étrangère. Ils sont davantage partisans de l'utilisation de la force et réduisent le budget des outils non coercitifs de politique étrangère telle que l'USAID et l'USIA[1062]. Cette dernière se voit contrainte de réduire ses effectifs et réduire ses programmes face à une baisse de budget dès 1996, qui sera le préambule à sa disparition en 1998. La NED faisant partie de ses organismes bénéficiaires, elle pâtit également de cette baisse budgetaire, passant de 34 millions de dollars en 1994 à 30 millions en 1995[1063]. La figure 16 montre l'évolution du budget de la fondation de sa création jusqu'en 2001. On peut toutefois remarquer que malgré cette baisse de financement en 1996 et 1997, ce dernier repart toutefois à la hausse à partir de 1998.

[1059] Eric T. Hale, *A quantitative and qualitative evaluation of the National endowment for democracy, 1990-1999*, Lousiana State University, 2003, p. 38.
[1060] James Phillips, « The National Endowment For Democracy: An Important Weapon in the War of Ideas », *Heritage Foundation*, July 8, 1993, https://www.heritage.org/node/21070/print-display. James Phillips, Kim R. Holmes, « The National Endowment For Democracy: A prudent investment in the future », *Heritage Foundation*, September 13, 1996.
[1061] Carl Gershman, « The endowment after ten years: Reviewing the past and facing the future ». Internal discussion paper for the NED board retreat November 11-13, 1993, p. 10.
[1062] Maya Kandel, *Les États-Unis et le monde. De Georges Washington à Donald Trump.* Paris, Perrin, 2018, p. 158.
[1063] U.S. Information Agency: Options for Addressing Possible Budget Reductions (Chapter Report, 09/23/96, GAO/NSIAD-96-179), https://www.govinfo.gov/content/pkg/GAOREPORTS-NSIAD-96-179/html/GAOREPORTS-NSIAD-96-179.htm.

Figure 16 : Evolution du budget de la NED 1984-2001



Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-2001. N'est pris en compte que le financement des programmes et non les dépenses administratives de la fondation.

Malgré certains désaccords concernant le futur de la NED, l'importance que le président Clinton accorde à la promotion de la démocratie permet à la fondation de perdurer. Mais dans ce nouveau contexte, la NED revêt un nouveau rôle. La défense des intérêts américains passe alors par la préservation de la nouvelle position hégémonique américaine.

I.1.c) Une hégémonie américaine renforcée dont la NED est un vecteur

La fin de la Guerre Froide a réactualisé ou vu apparaître les notions d'hégémonie, d'hyperpuissance, d'unipolarité ou encore de prépondérance attribuée aux États-Unis. Cela s'est accompagné d'une redéfinition de la notion de sécurité nationale et d'un nouveau rôle accordé à la politique étrangère américaine : celui de conserver à tout prix cette position. Or nous l'avons vu, la promotion de la démocratie est le grand principe de la politique étrangère du président Clinton, et joue un rôle dans l'accomplissement de cet objectif. Plus particulièrement, la NED, par son statut, et son domaine d'action, participe au renforcement de la position hégémonique américaine.

I.1.c)i) Un nouvel objectif : conserver la position hégémonique américaine ou faire durer l'unipolarité

Dès 1990, Charles Krauthammer affirmait que les États-Unis entraient dans ce qu'il appelle « the Unipolar Moment »[1064], qui s'accompagne d'une montée de la pensée isolationniste. Ils sont dans une situation de primauté matérielle par rapport au reste du monde. Mais cette unipolarité ne signifie pas la fin des conflits, au contraire : « If America wants stability, it will have to create it »[1065]. L'augmentation des capacités militaires de nombreuses puissances régionales en est la preuve, c'est une « era of weapons of mass destruction »[1066]. Un interventionnisme américain pour limiter ces États est indispensable, le risque étant un monde multipolaire caractérisé par le chaos[1067]. La Guerre Froide étant finie, de nouvelles menaces peuvent surgir.

Cette situation a plusieurs conséquences selon le réaliste Stephen Walt, tout d'abord, cela laisse aux États-Unis une grande liberté d'action, mais d'un autre côté, il leur faut trouver un but, n'ayant plus d'ennemi, ils ont une influence dont ils ne savent pas quoi faire. Enfin, cela a entraîné une perte d'intérêt chez les Américains envers la politique étrangère[1068]. La voix choisie est la défense des valeurs américaines, seul principe acceptable pour les Américains.

Plus tard, en 1998, Hubert Védrine, alors ministre français des affaires étrangères, parle de l'« hyperpuissance »[1069] américaine sous la présidence de Clinton, le terme de superpuissance n'étant plus assez fort pour représenter l'étendue de la puissance américaine post-Guerre Froide.

La mise en place d'une nouvelle stratégie américaine, guidée par cet objectif de

---

[1064] Charles Krauthammer, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs*, Vol. 70, no. 1, America and the world 1990/91 (1990/1991), pp. 23-33.
[1065] *Ibid*., p. 29.
[1066] *Ibid*., p. 31.
[1067] *Ibid*., p. 32.
[1068] Stephen M. Walt, « Two Cheers for Clinton's Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 79, No. 2, March/April 2000, p. 64.
[1069] Hubert Védrine, *Face à l'hyperpuissance, Textes et discours (1995-2003)*, Paris, Fayard, 2003, 384 p.

préservation de la position acquise de fait suite à l'effondrement de l'URSS, s'observe concrètement en 1992. Elle est élaborée par le Pentagone, dans un document appelé le *Defense Planning Guidance*. Dans la section dédiée à la sécurité nationale, ce document affirme que le maintien de la position américaine est une priorité : « Our first objective is to prevent the reemergence of a new rival »[1070].

Toutefois, la révélation du contenu de ce document dans un article du *New York Times* du 8 mars 1992[1071], qui en dévoile la teneur et en reproduit quelques extraits, entraîne de vives critiques. L'opinion publique et le Congrès sont davantage partisans d'une politique de paix[1072]. Ce document fut alors modifié et une nouvelle version fut approuvée deux mois plus tard, dans lequel cette idée de « new rival » est plus nuancée[1073]. Malgré ce revirement, cette stratégie reste au cœur de la politique étrangère américaine.

Il est intéressant de noter que ce document sera surnommé la « doctrine Wolfowitz », en référence au néoconservateur Paul Wolfowitz, alors secrétaire général adjoint en charge de la politique au Pentagone, qui en fut à l'origine. Or, ce dernier intègrera le conseil de la NED en 1994, juste après avoir quitté le gouvernement, et y restera jusqu'en 1999. Sur le rapport annuel de la NED, il est comme on peut le voir en annexe 19, décrit comme un membre de la John Hopkins University. Ce membre de la NED des années 1990 est donc un partisan d'une position hégémonique des États-Unis.

La politique de Clinton s'inscrit dans la pensée de l'époque, influencée par les analyses de Francis Fukuyama et de Charles Krauthammer notamment. Selon John J. Mearsheimer, le président a mis en place une politique de « global dominance »[1074], ou d'hégémonie globale, qui se compose de deux objectifs : maintenir la position hégémonique américaine et diffuser la

---

[1070] Defense Planning Guidance FY 1994-99, 18 February 1992, p.2, déclassifié en 2007.
[1071] Patrick E. Tyler, « U.S. strategy plan calls for insuring no rivals develop », *New York Times*, 8 March 1992, section 1 page 1.
[1072] Maya Kandel, *Les États-Unis et le monde. De Georges Washington à Donald Trump.* Paris, Perrin, 2018, p. 155.
[1073] Joshua Muravchik, *The imperative of American leadership, A challenge to Neo-isolationism*, Washington, AEI Press, 1996, p. 136.
[1074] John J. Mearsheimer, « Imperial by design », *The National Interest*, No. 111, January/February 2011, p. 18.

démocratie.

La fin de la Guerre Froide a opéré un transfert de la bipolarité à l'unipolarité, faisant des États-Unis un hégémon. Un système unipolaire peut être défini comme « one in which a single power is geopolitically preponderant because its capabilities are formidable enough to preclude the formation of an overwhelming balancing coalition against it »[1075]. L'unipolarité est en faveur des intérêts américains et pour cela doit être maintenue. C'est en effet un moyen de conserver le statu quo et la stabilité qui régnait pendant la Guerre Froide[1076]. Son maintien permet d'éviter le danger de la multipolarité et l'inquiétude de devoir gérer plusieurs ennemis potentiels. Toutefois, l'unipolarité n'est pas durable, elle est un préambule à la multipolarité, car le pouvoir déséquilibré de l'hégémon crée un environnement propice à l'émergence de nouvelles grandes puissances qui vont affaiblir sa prééminence[1077].

La primauté américaine doit être conservée car elle est un facteur de paix, et même si ce rôle peut être vu comme un fardeau qui accompagne la position de leader[1078], elle permet également de renforcer la sécurité américaine.

Le rôle des États-Unis dans les années 1990 est donc d'être une « benevolent global hegemony »[1079]. Selon les deux néoconservateurs William Kristol et Robert Kagan, « a hegemon is nothing more or less than a leader with preponderant influence and authority over all others in its domain »[1080]. Ces auteurs développent l'idée que les États-Unis sont les seuls garants de la paix, et que cette paix dépend de leur puissance. La principale menace post-Guerre Froide qui pèse sur les États-Unis est leur propre faiblesse : « American hegemony is the only reliable defense against a breakdown of peace and international order »[1081]. Les auteurs

---

[1075] Christopher Layne, « The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise », *International Security*, Vol. 17, No. 4, Spring, 1993, p. 5.
[1076] *Ibid*., p. 7.
[1077] *Ibid*., p. 8.
[1078] Joshua Muravchik, *The imperative… op. cit.* p. 2.
[1079] William Kristol, Robert Kagan, « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 75, No. 4, Jul. - Aug., 1996, p. 20.
[1080] *Ibid*.
[1081] *Ibid*., p. 24.

encouragent une politique néo-reaganienne, qui repose sur trois éléments : l'augmentation du budget de la défense, la participation des citoyens et la clarté morale. L'avancée militaire américaine est une stratégie de défense car elle dissuade des puissances comme la Chine de s'élever et la dissuasion est moins coûteuse qu'une guerre. Ensuite, les citoyens ne sont pas assez éduqués au travail de l'armée et aux responsabilités de cette position hégémonique et il y a une division entre les cultures civile et militaire. Troisièmement, le principe de clarté morale signifie que les principes moraux et les intérêts américains sont complémentaires et que la position actuelle des États-Unis est le résultat de l'interventionnisme américain à diffuser ses valeurs, notamment la démocratie, chez ses ennemis comme chez ses alliés tout particulièrement sous la présidence de Ronald Reagan. On retrouve cette idée de la moralité de la politique étrangère américaine, en soutien à la sécurité nationale utilisée par Reagan, mais cette tendance est décuplée dans ce contexte d'unipolarité. Même si selon ces auteurs la politique de Clinton ne fut pas à la hauteur, ce dernier fit des efforts dans ces trois domaines pour conserver cette hégémonie. Pour ces auteurs néoconservateurs, le maintien de l'hégémonie est une priorité.

De plus, à partir des années 1990, cette moralité devient l'objectif des organisations privés et de la société civile internationale[1082].

La primauté américaine, qui a entraîné un système unipolaire, est donc essentielle pour assurer la paix et la démocratie, ce que la multipolarité ne peut atteindre[1083], ce qui explique l'importance de la maintenir. Joseph Nye résume ainsi cette vision : « Our role as a stabilizer and a reassurance against the rise of hostile hegemons in important regions has to remain a top priority, an "A list" issue »[1084].

Le point commun de toutes ces réflexions est que l'hégémonie est assimilée à la sécurité

[1082] Ariel Colonomos, *La morale dans les relations internationale*, Odile Jacob, janvier 2005, 357 p.
[1083] Samuel P. Huntington, « Why international primacy matters », *International Security*, Vol. 17, No. 4, Spring 1993, pp. 68-83.
[1084] Joseph S. Nye Jr., « Redefining the national interest », *Foreign Affairs*, Vol. 78, No. 4, Jul.-Aug., 1999, p. 29.

et la stabilité et offre un nouveau cadre rassurant aux États-Unis. Clinton semble appliquer ses idées et tente de conserver cette position favorable aux intérêts américains. Bien qu'il choisisse de baisser les dépenses militaires, il y a toutefois une augmentation des interventions militaires sous sa présidence, même si le cas de la Somalie, qui entrainera la mort de dix-huit américains victimes d'une attaque, freina le président au Rwanda notamment.

La montée des interventions américaines, attribuées à la défense des intérêts vitaux est parfois surutilisée, comme le cas de l'intervention dans les Balkans : « The Clinton administration and the foreign policy community generally have viewed the Balkan crisis as a crucial test of America's leadership in creating order in the post-Cold War world »[1085]. L'instabilité de la région est une menace à la sécurité américaine, et les États-Unis doivent intervenir pour « build a world order shaped by U.S. values »[1086]. L'intervention dans les Balkans mais aussi dans les autres régions du monde s'explique par la défense des intérêts économiques américains dans une économie globalisée qui fonctionne sur le principe de l'interdépendance. La Bosnie est également importante car « NATO had to be validated in the Balkans as an instrument of post-Cold War security »[1087]. L'hégémonie américaine s'adapte en effet au monde post-Guerre Froide et Clinton accorde de l'importance au multilatéralisme et au rôle de l'ONU. Le maintien de la position américaine passe donc par une double stratégie, la promotion de la démocratie pour pacifier les puissances qui pourraient menacer la sécurité américaine, et l'intervention militaire quand cela ne suffit pas.

L'hégémonie américaine serait également bénéfique dans le domaine économique. Même si la guerre en Europe ou en Asie orientale serait néfaste pour l'économie américaine, la communauté de la politique étrangère n'a pas adhéré à la vision libérale qui veut que le libre-échange conduise à la paix grâce à cet intérêt commun, mais au contraire « economic

[1085] Christopher Layne, Benjamin Schwarz, « American Hegemony: Without an Enemy », *Foreign Policy*, No. 92, Autumn, 1993, p. 6.
[1086] *Ibid*., p. 7.
[1087] *Ibid*., p. 10.

interdependence is invoked to justify a post-Cold War U.S. military presence in Europe and East Asia and military intervention in the Balkan conflict »[1088]. La stabilité est vue comme une précondition au développement économique, qui justifie les opérations militaires. L'Amérique ne souhaite pas réduire ses dépenses à l'étranger ce qui représenterait une réaction décliniste. Clinton disait en avril 1993 « We are, after all, the world's only superpower. We do have to lead the world »[1089]. La vision libérale de l'hégémonie insiste sur la nécessité du droit et des institutions, auquel le président accorde l'importance[1090].

Toutefois, selon certains auteurs, de même que l'unipolarité, cette hégémonie américaine n'est pas durable[1091], et ces thèses s'accompagnent de nouvelles réflexions sur la notion de déclin[1092], ce qui renforce la volonté de conserver cette position hégémonique. Tout particulièrement, la théorie du déclin inévitable des empires de Paul Kennedy[1093], publiée en 1987, relance le débat sur le déclin américain. De même, la théorie des cycles du leadership de Modelski affirme que la puissance qui émerge victorieuse d'une guerre conserve une position de prépondérance jusqu'au moment où elle perd sa légitimité[1094]. Selon cet auteur, les États-Unis sont entrés dans cette phase de déclin dès 1973.

Dans la première moitié des années 1990, l'hégémonie américaine est en déclin, ou du moins, il y a une perception décliniste de la position américaine au sein du gouvernement[1095]. De même, les travaux sur l'hégémonie ont également abouti à une réflexion sur la notion de

---

[1088] *Ibid*., p. 13.
[1089] Cité dans Christopher Layne, Benjamin Schwarz, « American Hegemony… *op. cit*. p. 20.
[1090] John G. Ikenberry, « Liberalism and Empire: Logics of Order in the American Unipolar Age », *Review of International Studies*, Vol. 30, No. 4, Oct., 2004, pp. 609- 630
[1091] Charles A. Kupchan, « After Pax Americana: Benign Power, Regional Integration, and the Sources of Stable Multipolarity », *International Security*, Vol. 23, No. 3, Fall 1998, pp. 40-79.
[1092] Immanuel Wallerstein, « The World-System after the Cold War », *Journal of Peace Research*, Vol. 30, No. 1, Feb., 1993, pp. 1-6 ; Robert O. Keohane, « After Hegemony: Transatlantic Economic Relations in the Next Decade », *The International Spectator*, Vol. 50, n°4, 2015, pp. 80-91
[1093] Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, New York, Vintage Books, 1989, 677p.
[1094] George Modelski, *Long Cycles in World Politics*, London, Palgrave Macmillan, 1987, 244 p.
[1095] Kai He, « The hegemon's choice between power and security: explaining US policy toward Asia after the Cold War », *Review of International Studies*, Vol. 36, No. 4, October 2010, p. 1132.

succession de l'hégémonie, ou de transition du pouvoir[1096], ce qui a renforcé la volonté et la nécessité de la maintenir face à ce risque. Une nouvelle fois, la peur du déclin a influencé la politique américaine.

Joseph Nye, Assistant Secretary of Defense au sein de l'administration Clinton, écrivait en 1990 que l'Amérique demeure une grande puissance et va à l'encontre des théories du déclin encore d'actualité à l'époque[1097]. Mais d'un autre côté, il ne pense pas non plus que les États-Unis aient atteint une position hégémonique après la Seconde Guerre mondiale, au plus haut niveau de sa puissance. Toutefois, la question n'est pas véritablement s'ils ont atteint ou non cette position, mais le fait est que l'effondrement de l'URSS les a placés dans une position dominante, d'unique superpuissance, bien qu'elle fasse appel au multilatéralisme, et que sa conservation est un objectif sécuritaire. L'idée d'hégémonie est associée à celle de déclin, mais aussi de celle de guerre[1098], qui est considérée comme l'élément déclencheur du transfert de pouvoir. Le principe de maintien de l'hégémonie est lié à celui de prévention des conflits. Ce nouvel objectif de politique étrangère a pour but à la fois l'intérêt sécuritaire américain et la défense de la paix mondiale, qui vont de pair. La NED, qui n'est pas indifférente à ces deux thèmes, est soutenue par le président et va jouer un rôle important dans l'accomplissement de ces objectifs, témoignant une nouvelle fois d'un intérêt commun avec le gouvernement. En effet, selon John J. Mearsheimer, les États-Unis poursuivent à partir de la présidence Clinton une politique d'hégémonie libérale[1099], qui vise à promouvoir la démocratie libérale, dont la fondation est un instrument. Nous avons vu que la position des néoconservateurs (Kagan, Kristol, Muravchik, Wolfowitz proches de la NED) est le maintien de cette hégémonie américaine, or la NED, empreinte de l'influence néoconservatrice, va partager cet objectif et en

---

[1096] Joseph S. Nye Jr., « The changing nature of world power », *Political Science Quarterly*, Vol. 105, No. 2, Summer 1990, pp. 177-192.
[1097] Joseph S. Nye Jr., *Bound to lead, The changing nature of american power*, New York, Basic Books, 1990, 308 p.
[1098] Robert Gilpin, « The Theory of Hegemonic War », *The Journal of Interdisciplinary History*, Vol. 18, No. 4, The Origin and Prevention of Major Wars, Spring, 1988, pp. 591-613.
[1099] John J. Mearsheimer, *The great delusion, Liberal dreams and international realities*, New Haven and London, Yale University Press, 2018, 328 p.

être un acteur particulièrement actif. En effet, les néoconservateurs sont partisans d'une « promotion offensive »[1100] de la démocratie et considèrent que la politique de Clinton ne l'est pas assez.

I.1.c)ii) Le rôle de la NED dans la préservation de la position hégémonique américaine

Les interventions des États-Unis dans les années 1980 et son rôle de superpuissance dans la Guerre Froide sont l'expression d'une hégémonie américaine renforcée. Cette position s'est accrue dans les années 1990 suite à la disparition de son principal concurrent, bien que d'autres facteurs montrent des signes de déclin.

Le concept d'hégémonie est ancien, théorisé par Antonio Gramsci, qui n'en a toutefois pas fourni de définition précise, mais en voici les grands principes : « En pratique, l'hégémonie désigne la relation, consentie de part et d'autre, que l'entité dirigeante entretient avec le ou les groupes auxiliaires »[1101]. Les deux éléments déterminants de l'hégémonie selon Gramsci sont le consentement et la société civile. De plus, le consentement est également lié à la coercition : « On en arrive assez naturellement à la proposition suivante : l'ordre hégémonique le plus solide, le plus stable, est celui où la force brute se manifeste le moins, puisque son exercice quotidien est rendu superflu par le consentement »[1102].

Cette définition gramscienne sous-entend que les démocraties ont un pouvoir naturellement hégémonique dans le sens où elles combinent ces trois principes de consentement, de société civile et de coercition sous-jacente. La mise en pratique de l'hégémonie américaine, par la diffusion de ses valeurs et du régime démocratique, est donc particulièrement légitimée.

[1100] Pierre Bourgois, « Est-il l'un des leurs ?... *op. cit*. p. 374.
[1101] George Hoare et Nathan Sperber, *Introduction à Antonio Gramsci,* Paris, La Découverte, 2019, p. 95.
[1102] *Ibid*., p. 97.

Mais la réflexion de Gramsci se limite à la sphère nationale. Robert W. Cox est le premier à transposer la vision gramscienne de l'hégémonie aux relations internationales. Selon lui, Gramsci considère l'État comme le lieu d'exercice principal de l'hégémonie, au sein duquel se développe aussi une hégémonie des classes sociales. Pour Cox, l'hégémonie dans les relations internationales signifie la domination[1103].

Il reprend l'idée du consentement gramscien et développe l'idée que l'État hégémonique doit consolider « an order which most others states could find compatible with their interests »[1104]. Ce concept repose sur une société civile globale ainsi qu'une classe hégémonique transnationale : « a world hegemony is thus in its beginnings an outward expansion of the internal (national) hegemony established by a dominant social class »[1105]. Selon Cox, le caractère hégémonique est lié à la classe sociale : « Pour Cox, l'hégémon est, en dernier, la classe qui est hégémonique dans l'État dominant et qui utilise ce dernier pour faire avancer ses idées et défendre ses intérêts »[1106]. La NED, structure élitiste, contribue à l'hégémonie américaine en tissant des liens avec les élites étrangères, favorisant la création de cette classe internationale hégémonique, dominée par les élites américaines.

Ce concept englobe également la domination économique, plus précisément celle d'un mode de production qui se répand à l'international. C'est à la fois une structure sociale, politique et économique.

De plus, les organisations internationales jouent un rôle central dans le mécanisme de l'hégémonie selon Gramsci. Elles sont souvent créées à l'initiative de l'État hégémonique, et reçoivent l'approbation des autres États, selon la hiérarchie de leur structure hégémonique interne[1107]. Le consentement des autres puissances dominantes est nécessaire, celui des États

---

[1103] Robert W. Cox, « Gramsci, hegemony and international relations : an essay in method », *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 12, n°. 2, 1983, p. 170.
[1104] *Ibid*.
[1105] *Ibid*., p. 171.
[1106] Rémy Bachand, Marie-Neige Laperrière, « L'hégémonie dans la société internationale : un regard néo-gramscien », *Revue Québécoise de droit international*, hors-série septembre 2014 : « L'hégémonie dans la société internationale : un regard néo-gramscien », p. 7.
[1107] *Ibid*., p. 172.

plus faibles étant moins indispensable.

Ce raisonnement trouve un écho dans la création de la NED. Elle est créée par le gouvernement américain et son but louable de promotion de la démocratie le rend acceptable pour les autres puissances, notamment européennes, qui ont un intérêt commun à ce but. Elles y consentent d'autant plus que leur structure interne ne rend pas nécessaire l'intervention dans leur propre État, mais dans des États plus faibles dont le consentement n'est pas pris en compte. Elles sont le reflet de l'idéologie dominante qu'elles contribuent à diffuser, et la NED en est un exemple particulièrement représentatif. Nous avons vu qu'elle est dirigée par des membres de l'élite américaine, proches du gouvernement. Les organisations internationales sont pour Cox connectées à la classe hégémonique au sein des États périphériques. L'importance de la société civile se remarque particulièrement dans le travail de la NED qui en fait le cœur de ses activités.

Gramsci insiste également sur le rôle des intellectuels pour produire de l'hégémonie, notamment ce qu'il appelle les « intellectuels organiques ». Ce sont des intellectuels associés à une classe sociale émergente et qui participent en tant qu'organisateurs de la société[1108]. Ils sont voués à jouer un rôle en politique, notamment en tant que « persuadeur permanent »[1109]. Membres de la société civile, ils se consacrent à la fonction de persuasion, qui est un des volets de l'hégémonie. L'intellectuel organique selon Gramsci œuvre pour la défense d'une idéologie[1110], vue comme un facteur de rassemblement avec un but politique et une certaine conception du monde[1111].

Le rôle des fondations est particulièrement important dans l'exercice de l'hégémonie dans la conception de Gramsci, ce qui conduit à la configuration suivante : « a central group of liberal foundations exerts "hegemonic" power over civil society, including all of these

[1108] George Hoare, et Nathan Sperber, *Introduction à Antonio Gramsci,* Paris, La Découverte, 2019, p. 30.
[1109] Antonio Gramsci, cité dans George Hoare, et Nathan Sperber, *Introduction à Antonio Gramsci,* Paris, La Découverte, 2019, p. 34.
[1110] *Ibid*., p. 78.
[1111] Benedetto Fontana, « Hegemony and power in Gramsci », dans Richard Howson, Kylie Smith, *Hegemony, Studies in consensus and coercion*, New York, Routledge, 2008, p. 100.

intellectuals and their institutions, and it has a large role in shaping governmental policies »[1112]. En d'autres termes : « Foundations provide an institutional basis for the hegemonic function »[1113]. La NED, en tant que fondation financée par des fonds publics, est d'autant plus concernée par cette mission indirecte, qui est renforcée par la légitimité de son combat.

Cela nous permet également de faire le lien entre ces deux principes car « l'hégémonie s'appuie toujours sur la légitimité »[1114]. En effet, cette légitimité démocratique a tendance à renforcer l'hégémonie américaine. Cela accentue l'aspect de la puissance bienveillante dont parlait William Kristol et Robert Kagan. Par son objectif de promotion de la démocratie, la NED est l'incarnation de cette légitimité, comme on peut le constater dans la déclaration de Carl Gershman : « International legitimacy, after all, is hardly a marginal issue for an organization devoted to assisting the process of democratic change in other countries »[1115].

L'apparition de cette idée de légitimité démocratique, notamment défendue par les États-Unis, s'oppose au principe consacré de souveraineté étatique, qui veut que l'instauration de la démocratie soit une prérogative de l'État seul. Ces deux principes ne sont pas totalement incompatibles et trouvent un terrain de conciliation dans le domaine de l'observation des élections[1116], qui constitue une brèche dans la souveraineté[1117]. C'est une intervention extérieure dans les affaires purement internes des États, les élections, cependant elle est acceptée par l'État qui en est l'objet. Or, c'est un domaine important du travail de la NED, et plus particulièrement des deux instituts politiques, le NDI et l'IRI.

Alors que Clinton privilégie, nous l'avons vu, le *selective engagement* dans sa politique étrangère, la NED s'avère être un moyen efficace et moins direct de contribuer à la position

---

[1112] Joan Roelofs, *Foundation and public policy, The mask of pluralism*, Albany, State University of New York Press, 2003, p. 2.
[1113] *Ibid*.
[1114] Anne-Marie Gingras, « La construction de la légitimité dans l'espace public », *Politique et Sociétés*, Vol. 27, No. 2, 2008, pp. 3–9.
[1115] Presentation of Carl Gershman at the Colloquium « The political foundations in the Western democracies: What role and what future? », the French Senate, Paris, June 6, 1996, p. 1.
[1116] Dodzi Kokoroko, « Souveraineté étatique et principe de légitimité démocratique », *Revue Québécoise de droit international,* Vol. 16, No.1, 2003. p. 49.
[1117] *Ibid*.

hégémonique des États-Unis en évitant de lourdes interventions militaires.

William I. Robinson, professeur de sociologie à l'université de Californie, dont nous avons utilisé les travaux sur la promotion de la démocratie dans les différents pays examinés dans le chapitre précédents, apporte une vision différente de l'hégémonie américaine post-Guerre Froide. Il utilise également la définition de Gramsci, qui repose sur une double domination, coercitive et consensuelle. Alors que l'autoritarisme est une application de la domination coercitive, l'hégémonie, de son côté, repose sur la domination consensuelle : « Hegemony in the world system is transnational consensual domination in a structural situation of international asymmetries in which neither power and wealth, nor politics and economics, are separable or dichotomous »[1118].

Selon l'auteur, il n'y a pas de notion d'intérêt national étant donné que la politique étrangère est l'objet de la classe dominante qui agit selon ses propres intérêts. Il développe l'idée que la promotion de la démocratie américaine vise la formation d'une « low intensity democracy » ou d'une « polyarchy », qu'il définit comme « a structural feature of the new world order: it is a global political system corresponding to a global economy under the hegemony of a transnational elite which is the agent of transnational capital »[1119]. La promotion de la démocratie est donc un nouveau type d'intervention américaine pour créer une élite transnationale avec des intérêts communs :

> « By a transnational elite, therefore, I refer to class fractions drawn around the world that are integrated into fully transnationalized circuits of production, and whose outlook and political behavior is guided by the logic of global rather than local accumulation »[1120].

Selon cette définition, les élites transnationales sont motivées par la globalisation de l'économie, dont la démocratie est un préalable. La politique de promotion de la démocratie est

---

[1118] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit.*, p. 30.
[1119] *Ibid*., p. 4.
[1120] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit.*, p. 34.

donc le moyen utilisé par les élites dans leur intérêt. Mais selon l'auteur, ce n'est pas exactement la démocratie qui est promue, mais une autre forme qu'il appelle la polyarchie, selon un terme emprunté à Robert Dahl. Elle se distingue de la démocratie populaire sur plusieurs points. Tout d'abord, dans une polyarchie l'État est le domaine de l'élite, et les classes populaires font partie de la société civile, elle-même sous l'hégémonie de l'élite. Les élections dans une polyarchie sont libres et équitables en l'absence de fraude, sans prise en compte des conditions de participation. Enfin, le pouvoir est finalement entre les mains d'une minorité. La politique américaine de promotion de la démocratie est donc une politique de l'élite américaine qui tente de pénétrer la société civile des autres États pour assurer son hégémonie : « Promoting polyarchy is an attempt to develop a transnational Gramscian hegemony in emergent global society »[1121].

Selon l'auteur, la NED fait partie des instruments privilégiés de cette politique américaine et participe à cet objectif, et nous en avons détaillé la manière pendant les années 1980 dans la partie précédente. On remarque que notre analyse des dirigeants semble valider cette hypothèse car elle montre que les dirigeants de la NED sont des membres de l'élite américaine, qui se déplacent du gouvernement au conseil de la NED et à d'autres grandes organisations américaines. Ils font partie d'une petite sphère très influente. En effet, les critiques au sein du Congrès, les tentatives de baisse de budget ou de suppression de la NED ont toujours été étouffées suite à un lobbying intense de certains partisans de la fondation.

Mais William Robinson écrit principalement sur les années 1980, alors que la promotion de la démocratie tenait une grande place dans la politique américaine. Qu'en est-il dans les années 1990, où ce principe est moins idéologisé avec un président davantage tourné vers les affaires nationales malgré son importante institutionnalisation de la promotion de la démocratie ? Selon Stephen Walt, « Clinton's strategy is hegemony on the cheap, because that

[1121] *Ibid*., p. 72.

is the only strategy the American people are likely to support »[1122]. C'est à dire qu'il ne fait ni le choix de l'isolationnisme ni celui d'interventions coûteuses. La NED semble donc encore dans les années 1990 un moyen approprié dans l'accomplissement des objectifs de politique étrangère. Elle permet un interventionnisme indirect et à bas coût.

La thèse selon laquelle la NED est un instrument de l'hégémonie américaine a aussi été défendue par Colin S. Cavell :

> « Specifically, the practice of democracy as a form of governance previously restricted to internal state politics (…) has become the major ideological means by which the United States seeks to transform its internal political philosophy into an instrument for hegemony in international politics in the, presumably, anarchical post-Cold War world »[1123].

La promotion de la démocratie représente l'aspect éthique de l'hégémonie américaine, qui s'ajoute à la domination économique et militaire[1124].

Si dans les années 1980, la poursuite de la sécurité passait par une pratique de changement de régime, dans les années 1990, le but est la préservation de l'hégémonie, qui se traduit par la diffusion du modèle unique de démocratie.

En outre, alors que les libéraux impérialistes et les néoconservateurs étaient les deux groupes favorables à la défense de l'hégémonie américaine, ils diffèrent toutefois sur les moyens à employer[1125]. Pour les deux, la démocratie est importante mais les libéraux impérialistes sont moins convaincus de la possibilité de la diffuser. Or, les deux mandats de Clinton sont davantage dominés par les libéraux impérialistes[1126]. Les néoconservateurs sont plus interventionnistes, partisans de la promotion de la démocratie comme moyen de maintien

---

[1122] Stephen M. Walt, « Two Cheers for Clinton's Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 79, No. 2, March/April 2000, p. 79.
[1123] Colin S. Cavell, « The national endowment for democracy and the export of "made-in-america" democracy », Submitted to the Graduate School of the University of Massachusetts Amherst in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of philosophy, February 2001, p. 1.
[1124] *Ibid*., p. 5.
[1125] John J. Mearsheimer, « Imperial by design », *The National Interest*, No. 111, January/February 2011, p. 19.
[1126] *Ibid*.

de la position hégémonique américaine, ils considèrent la politique de Clinton trop timide dans ce domaine[1127]. Or cette position se retrouve dans les activités de la NED qui prend une position plus ferme face à une administration qui promeut la démocratie sans trop de conviction. On retrouve donc l'influence des néoconservateurs dans la posture plus interventionniste de la NED. Rappelons également que dans les années 1990, entrent dans le conseil de la NED d'anciens *hard liners* de l'administration Reagan, tels que Fred C. Ikle et Morton Abramowitz[1128].

L'activisme de la NED est particulièrement visible dans les années 1990 dans la mise en pratique de ses programmes. Car si en principe, la NED semble être un outil dans cette nouvelle politique, il est nécessaire d'analyser les moyens concrets mis en œuvre et s'ils confirment cette affirmation. Une étude de ses orientations et pratiques dans les années 1990 nous permettra de montrer cette tendance, de même que, et cela sera étudié dans le chapitre suivant, la mise en place d'un *think tank* et d'une revue dédiée à la promotion de la démocratie.

[1127] Pierre Bourgois, « Est-il l'un des leurs ?... *op. cit.* p. 357, 454.
[1128] Voir Partie 2, Chapitre I. 1.

2. Les nouvelles pratiques et orientations de la NED dans les années 1990

Les années 1990 entraînent une nécessaire redéfinition de la notion d'intérêt national autour de laquelle la NED doit se repositionner. Le président de la fondation déclare en 1993 : « Whatever our grand strategy and mission, it will only work and command the support of the Congress and public if it is clearly understood to serve the country's national interest »[1129]. Il réaffirme dans ce nouveau contexte la prise en compte des intérêts américains. Dans le but de se maintenir en activité, mais également sous l'influence des néoconservateurs, la NED va développer une nouvelle stratégie de défense de l'intérêt national qui passe par le maintien de la position hégémonique américaine.

Prenant en compte les évolutions internationales et ce nouvel objectif, elle opère une réorganisation des régions dans lesquelles elle intervient. Une analyse de ses activités à partir des années 1990 montre qu'elle accorde beaucoup d'attention aux régions, et États qui représentent des concurrents à la position américaine, à savoir les pays d'Europe de l'Est, issus de l'effondrement du bloc communiste, l'Asie, et plus particulièrement la Chine, et dans une moindre mesure le Moyen-Orient, qui propose un modèle foncièrement différent sans pour autant en mesure de rivaliser avec les États-Unis. Elle adopte une vision en termes de modèle concurrent qui fait écho à la politique américaine notamment définie dans la « doctrine Wolfowitz ». Nous verrons donc sa nouvelle stratégie générale et son application dans ces trois principales régions.

[1129] Carl Gershman, « The endowment after ten years: Reviewing the past and facing the future », Internal discussion paper for the NED board retreat November 11-13, 1993, p. 16.

I.2.a) Une nouvelle stratégie qui s'adapte à une nouvelle définition de l'intérêt national

Depuis la fin de la Guerre Froide et la disparition de leur principal ennemi, qui guidait l'essentiel de leur décision de politique étrangère, les États-Unis ont été confronté à la nécessité de redéfinir leur intérêt national. Trois conditions sont à prendre à compte pour définir un intérêt national : il doit être assez vital pour se placer en haut de la hiérarchie des valeurs de la société ; il peut être affecté par l'environnement international et elle doit dépasser la sphère de l'individu pour englober les préoccupations de la communauté nationale[1130]. On remarque en effet que les directives de sécurité nationale des président Bush puis Clinton sont plus générales et peu se consacrent à un pays en particulier ou une région, alors que ce fut le contraire sous Reagan. Il y a en effet moins de menaces immédiates et le multilatéralisme est souvent privilégié.

Selon Samuel P. Huntington, « The national interest is national restraint, and that appears to be the only national interest the American people are willing to support at this time in their history »[1131]. L'intérêt national se limite alors à des aspect commerciaux et ethniques, ce qui entraîne une « domesticization of foreign policy »[1132]. Les Américains ont tendance à se préoccuper davantage de la politique intérieure. Face à cette perte d'intérêt pour la politique étrangère, un groupe bipartisan, la Commission on America's National Interest, s'est attaché à redéfinir cette notion d'intérêt national. Cette commission est menée par le Center for Science and International Affairs de l'université d'Harvard, le Nixon Center for Peace and Freedom et la RAND Corporation[1133]. On remarque que plusieurs membres de la NED en font partie, notamment David Gergen, Bob Graham, ou encore Condolezza Rice.

[1130] Miroslav Nincic, *Democracy and foreign policy, The fallacy of political realism*, New York, Columbia University Press, 1994, p. 157.
[1131] Samuel P. Huntington, « The erosion of American national interest », *Foreign Affairs*, Vol. 76, No. 5, Sept-Oct., 1997, p. 49.
[1132] *Ibid*., p. 40.
[1133] La RAND (Research and Development), est un *think tank* créé en 1945 par l'US Air force ainsi qu'un financement de la fondation Ford visant à « improve policy and decisionmaking through research and analysis »

Le rapport de la commission distingue quatre niveaux d'intérêt national : « vital interests; extremely important interests; just important interests; and less important or secondary interests »[1134]. Dans la première catégorie, elle observe cinq intérêts vitaux actuels qui sont les suivants :

> « (1) prevent, deter, and reduce the threat of nuclear, biological, and chemical weapons attacks on the United States; (2) prevent the emergence of a hostile hegemon in Europe or Asia; (3) prevent the emergence of a hostile major power on U.S. borders or in control of the seas; (4) prevent the catastrophic collapse of major global systems (trade, financial markets, supplies of energy, and environmental); and (5) ensure the survival of U.S. allies »[1135].

Selon ce document, empêcher l'émergence de puissances rivales, notamment en Asie et en Europe, doit être un des objectifs de la politique étrangère américaine.

De son côté, la NED met en place à partir de 1992 un nouveau document, le « Strategy Document », qui vise à établir les priorités pour les cinq années à venir afin de remplir les exigences du GAO. Le document distingue quatre catégories de pays. Les deux premiers font partie de la famille « post-breakthrough », qui inclut les démocraties émergentes, non consolidées et les démocraties en transition qui ont déjà connu un effondrement du régime autoritaire[1136]. Les deux autres catégories sont des « pre-breakthrough », des sociétés fermées, répressives envers la société civile et des systèmes autoritaires qui tolèrent la société civile. Dans ces deux cas, la transition démocratique est un projet à long terme. Le document explique qu'alors qu'en 1991, la NED a consacré 80 % de son budget à la catégorie « post-breakthrough » et 20% à celle des « pre-breakthrough », l'objectif consiste à s'engager davantage dans cette deuxième catégorie, qui concerne notamment la Chine, l'Afrique et le

---

(https://www.rand.org/). Elle travaille dès l'origine principalement dans le domaine militaire. Elle est notamment à l'origine de la stratégie de *containment*.

[1134] America's national interests, A Report from The Commission on America's National Interests, July 1996, p. 2.

[1135] *Ibid*., p. 3.

[1136] National Endowment for Democracy, Strategy Document, January 1992, p. 8.

Moyen-Orient. Le rôle de la NED dans ces régions est d'autant plus important que « it is awkward for a U.S. govenment agency to provide such assistance »[1137]. La NED ne se désengage toutefois pas des États en transition car il est important d'éviter un retour en arrière qui provoquerait un « effet de démonstration »[1138] sur les autres régions encore réticentes à se démocratiser. La NED doit également réévaluer ses priorités en prenant en compte les activités des instituts, qui agissent de leur côté avec des financements de plus en plus diversifiés.

Cinq ans plus tard, le Strategy Document de 1997 explique que la fin du communisme a créé deux défis pour la NED. Alors que la démocratie semble avoir vaincue et s'être répandue dans le monde, la fondation doit montrer en quoi elle est encore « at the cutting edge of democratic change »[1139]. Deuxièmement, alors que l'USAID et les autres agences gouvernementales ont investi le domaine de la promotion de la démocratie, la NED doit « demonstrate why its contribution is unique »[1140]. La volonté de la Chambre des représentants de la supprimer en 1993 montre que le rôle de la NED est remis en question. Ce document évoque le soutien moins important du Congrès, dont les membres ont été renouvelés, et le fait qu'il est donc nécessaire de réaffirmer l'argument selon lequel la NED sert l'intérêt national américain. Pour gagner le soutien du Congrès, le conseil a mis en place des « informal legislative discussions over lunch following Board meetings. We might also want to consider establishing an advisory committee consisting of Members of Congress who are among our best supporters »[1141]. Cette idée d'intérêt américain fait donc toujours partie du discours de la NED car il est indispensable pour maintenir son financement. Elle doit convaincre de son utilité. Elle mentionne l'apparition de nouveaux acteurs non gouvernementaux sur la scène internationale qui peuvent être opposés à la démocratie, de même que l'émergence de

[1137] *Ibid*., p. 9.
[1138] *Ibid*., p. 13.
[1139] National Endowment for Democracy, « Promoting Democracy in a time of austerity: NED's Strategy for 1997 and beyond », p. 1.
[1140] *Ibid*.
[1141] Carl Gershman, « The endowment after ten years: Reviewing the past and facing the future », Internal discussion paper for the NED board retreat November 11-13, 1993, p. 18.

problèmes d'ordre interne (ethniques, sociaux), qui peuvent avoir des répercussions internationales. Enfin, le document suggère que la NED peut jouer un rôle dans les relations entre les États-Unis et la Chine, la Russie ou l'Iran, qui constituent un défi à long terme, car l'émergence de la démocratie dans ces États sert l'intérêt national américain[1142].

Ce second document établi donc une stratégie d'avantage comparatif en trois points : profiter de son statut non-gouvernemental pour travailler dans les « pre-breakthrough » pays, améliorer la coordination entre les instituts, importante en raison des nouvelles sources de financement et enfin accroître ses efforts dans le domaine des idées, de l'information et des échanges.

Tableau 31: Répartition du budget de la NED selon le taux de liberté (Freedom House).

Table 1:
Proportion of NED resources spent in Free, Partly Free, and Not Free countries (according to the Freedom House categorization), 1992-96:

	Free:	*Partly Free:*	*Not Free:*	*Total Spent:*
FY1992	$ 5,262,080 23%	$ 13,095,253 57%	$ 4,657,948 20%	$ 23,015,281
FY1993	$ 3,986,264 17%	$ 12,799,207 55%	$ 6,614,258 28%	$ 23,399,729
FY1994	$ 6,560,022 22%	$ 13,932,741 46%	$ 9,799,172 32%	$ 30,291,935
FY1995	$ 4,460,623 16%	$ 12,529,717 44%	$ 11,249,574 40%	$ 28,239,914
FY1996	$ 4,015,151 14%	$ 10,702,890 39%	$ 12,897,178 47%	$ 27,615,219

Source : Tableau issu du National Endowment for Democracy Strategy document: « Promoting Democracy in a time of austerity: NED's Strategy for 1997 and beyond », p. 2.

Le tableau 31 illustre cette nouvelle stratégie, qui vient confirmer la politique qui vise à intervenir dans les pays susceptibles de créer un modèle alternatif, et de menacer l'hégémonie américaine. Cela est également une manière de se distinguer de l'USAID qui ne travaille pas

[1142] National Endowment for Democracy, « Promoting Democracy in a time of austerity… *op. cit.*, p. 6.

dans les États totalement autoritaires[1143].

Mais ce document révèle que le financement de l'USAID aux instituts est largement supérieur au financement des discretionary grants, qui reçoivent une grande partie des fonds de la NED dans les années 1990[1144]. On remarque alors que l'émancipation et le financement de plus en plus local que l'on avait observé[1145] n'est qu'une façade.

Outre ces stratégies officielles, le choix de ses priorités montre un changement à partir de 1990. Premièrement, la distribution des régions est mieux répartie comme le montre les trois organigrammes en annexe 27. L'année 1990 fait l'objet d'un organigramme à part, en effet, le budget de la NED est doublé en raison d'un financement spécial de l'USAID et cette année pourrait modifier les tendances de la décennie. Lors de la première période, de 1985 à 1989, l'Amérique Latine est de loin la priorité avec 36 % du budget de la NED, suivit par l'Europe avec 27 %. Puis à partir de 1991 et jusqu'à 2000, nous pouvons observer une égalité entre l'Amérique Latine, l'Europe et l'Asie qui reçoivent chacune 18 % du budget de la NED, suivis par les anciennes Républiques soviétiques qui perçoivent 16%, l'Afrique 13 % et le Moyen-Orient 9%.

De même, au sein des différentes régions, on observe moins de concentration de budget, notamment dans les anciennes régions prioritaires comme les diagrammes en annexes 28 l'illustrent. On observe en effet une polarisation moins grande dans la période 1991-2000 en Amérique Latine avec une meilleure distribution entre les pays, de même qu'en Afrique et en Europe. L'Asie est une exception, ou la focalisation s'est seulement transférée des Philippines à la Chine. De même, les anciennes Républiques soviétiques, comme nous le détaillerons plus loin, font aussi l'objet d'une forte polarisation en faveur de la Russie. Le Moyen-Orient, nouvelle région, ne présente pas de forte concentration de budget. Cette tendance générale peut

[1143] Carl Gershman, « The endowment after ten years: Reviewing the past and facing the future », Internal discussion paper for the NED board retreat November 11-13, 1993, p. 7.
[1144] Voir annexes 13 et 23.
[1145] Voir Partie 1, Chapitre III, 2.

s'expliquer par le fait que l'élargissement de la notion d'intérêt national, en raison de la disparition de menace imminente, entraîne une implication internationale plus globale, et donc mieux répartie régionalement, hormis envers les principales puissances concurrentes, la Chine et la Russie. Le Moyen-Orient étant un concurrent en termes de modèle, il n'est pas représenté par une puissance en particulier.

Mais alors que pendant la première décennie, les deux principaux bénéficiaires (Nicaragua, Pologne) accumulaient 28 % du budget total (25 216 510 $), lors de la seconde, la Chine et la Russie représentent seulement 12 %, bien que supérieur en montant (32 658 617 $). Cette polarisation moins prononcée peut s'expliquer par une diversification des bénéficiaires, le nombre de pays financés passant de 72 entre 1986 et 1990 à 134 entre 1991 et 2000, dû en partie à une augmentation du budget permettant un investissement dans davantage de pays.

Cette tendance s'observe particulièrement en Afrique, où le nombre de pays financés est passé de 16 à 39. L'Afrique du Sud demeure le premier bénéficiaire avec 6 388 520 dollars[1146] entre 1991 et 2000, mais cela ne représente alors que 15,5 % du budget régional contre plus de 30 % nous l'avons vu entre 1986 et 1990. Il y a donc une continuité dans la stratégie de la NED, même si elle s'accompagne d'une importante diversification et d'une implication plus grande dans un continent dont le besoin est fort. Il y a alors une amélioration du ratio besoin-offre, souvent défaillant dans le travail de la NED dans les années 1980.

En termes de distribution entre les instituts, il y aussi une nette évolution. Nous l'avons vu, la période de 1985-1989 est marquée par une prédominance du FTUI qui est le plus important bénéficiaire, avec 39 % du budget total sur la période. Puis, sur la deuxième décennie, il y a une répartition plus égalitaire, même si l'équité totale ne se met véritablement en place qu'à partir de 1997. Sur le total de la période, le tableau en annexe 23 montre que le FTUI reçoit 22% du total, CIPE 14%, NRI 13%, le NDI 13% et les *discretionnary grants* 39%. Les chiffres qui ont servi de base à ces statistiques sont les montants dépensés dans des programmes de la

[1146] L'Afrique du Sud est le 7ème bénéficiaire mondial sur la période, voir annexe 30.

NED mentionné dans les rapports annuels, c'est-à-dire qu'ils ne prennent pas en compte les dépenses administratives des différents instituts.

On note un réel changement de priorité à partir de 1990 en raison de la redéfinition de l'intérêt national américain qui se focalise sur la préservation de l'ordre hégémonique américain. La NED intervient alors dans les pays qui menacent cette position, dans la continuité, voire dépassant les objectifs de l'administration Clinton.

I.2.b) L'Europe de l'Est, nouveau centre de la politique étrangère américaine à partir de 1990

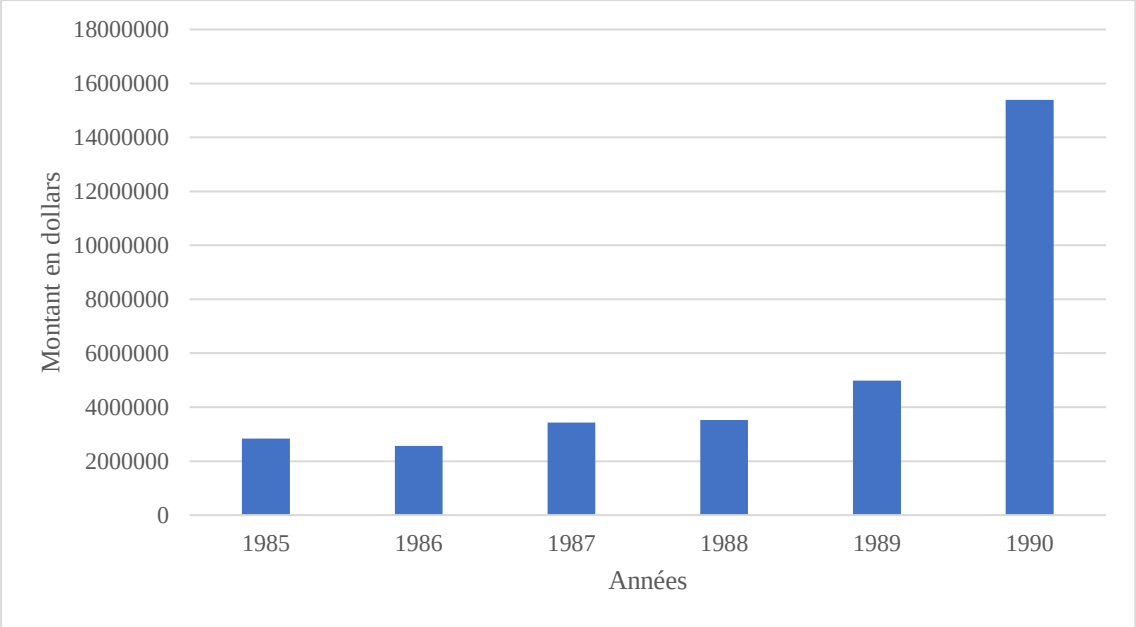
Les années 1990 voient aux États-Unis une augmentation des législations encourageant la promotion de la démocratie et le pluralisme économique dans la région d'Europe de l'Est. Le Congrès vota en 1989 le Support for East European Democracy (SEED) Act et autorisa une aide de 300 millions de dollars pour la création d'un fond d'entreprise dans le but de promouvoir la démocratie et la libéralisation de l'économie en Pologne et en Hongrie[1147], puis s'étendit à d'autres pays d'Europe de l'Est[1148]. Entre 1990 et 1993, sur le milliard de dollars dépensé par le programme entre 1991 et 1993, 67,4 millions de dollars concernaient le renforcement des institutions démocratiques[1149]. Il vota ensuite le Freedom Support Act (FSA) en 1992 qui autorise l'assistance économique dans 13 domaines d'activités dont la démocratie dans les nouveaux États indépendants de l'Union soviétique. Le programme a reçu 417 millions de dollars en 1993[1150]. En termes d'institutionnalisation, a été créé au sein du département d'État

[1147] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion and US foreign policy, Bill Clinton and democratic enlargement*, Abingdon, Routledge, 2015, p. 38.
[1148] Albanie, Bulgarie, République fédérale tchèque et slovaque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, et les États qui faisaient partie de l'ancienne République socialiste fédérale de Yougoslavie.
[1149] United States General Accounting Office, Report to congressional requesters : « Promoting democracy, Foreign affairs and defense agencies funds and activities – 1991 to 1993 », GAO/NSIAD-94-83, janvier 1994, p. 28.
[1150] *Ibid*, p. 30.

un Office of the Coordinator of Assistance to the former Soviet Union[1151], témoignant de l'importance de la promotion de la démocratie dans cette région.

De la même manière, l'effondrement de l'URSS a ouvert de nouvelles possibilités à la NED qui réadapte sa répartition des régions pour prendre en compte les nouvelles régions en 1991. L'année 1990 est particulièrement importante et montre que les priorités ont changé comme le montre la figure 17.

Figure 17 : Evolution du budget de la NED pour la région Union Européenne et Républiques soviétiques 1985-1990



Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1985-1990

Cette année-là, l'Europe reçoit 47 % du budget total de la NED avec un montant total de plus de 15 millions de dollars, dont 6 373 987 dollars versé par l'USAID, qui se répartissent de la manière suivante :

[1151] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion… op. cit.* p. 38.

Tableau 32: Répartition par pays du budget de la région Europe pour l'année 1990

Pays	Montant $	Pourcentage régional
Pologne *	4 645 142	30 %
Roumanie *	2 091 550	14 %
Bulgarie *	2 084 662	14 %
URSS	1 399 207	9 %
République fédérale Tchèque Slovaque *	1 185 345	8 %
Hongrie *	1 127 461	7 %
Portugal	270 938	2 %
Yougoslavie *	256 949	2 %
Etats Baltes	100 000	1 %

Source : Nos calculs d'après le rapport annuel de la NED de 1990.

** : pays ayant reçu un financement complémentaire de l'USAID*

Cela prouve l'importance d'accompagner les nouveaux États indépendants d'Europe de l'Est. Le tableau 33 montre le budget par pays de 1991 à 2000. Il répartit les États tel qu'ils sont mentionnés annuellement dans les rapports annuels. L'URSS ne fait plus partie de la région Europe, mais a basculé dans la nouvelle région « anciennes Républiques soviétiques » et la région Europe comprend les nouveaux États issus de l'éclatement de la Yougoslavie. Il y a plusieurs mentions qui font référence aux différentes régions de ce pays en cours de démantèlement. Le tableau 33 veut montrer fidèlement le contenu des rapports annuels. Certaines régions apparaissent donc plusieurs fois, car elles sont en cours de restructuration et impliquent des entités différentes d'une année sur l'autre[1152]. En additionnant toutes ses régions (Bosnie-Herzégovine, ancienne Yougoslavie, Yougoslavie Kosovo, Macédoine, Bosnie-Montenegro, Yougoslavie, Yougoslavie Montenegro, Bosnie, Bosnie Herzegovine croatie), ce

[1152] Par exemple, il est mentionné « la république tchèque et slovaque », puis la « Slovaquie » et la « République Tchèque ».

qu’on peut appeler l’ancienne Yougoslavie a reçu 9 638 836 dollars, soit 19,4 % du budget de la région sur toute la période.

Sur toute la période, l’USAID finance principalement la Bulgarie (2 369 362$), la Roumanie (1 884 321$), la Hongrie (1 307 961$), la République Fédérale Tchèque et Slovaque (956 974$) et la Yougoslavie (285 328$). C’est en effet la priorité dans cette région, la Yougoslavie, puis les États issus de son éclatement à partir de 1996.

Tableau 33: Répartition par pays du budget de la région Europe pour la période 1991-2000

Pays	Montant en dollars	% Régional
Roumanie*	4 898 289	9,8 %
Pologne*	3 980 118	8,0 %
Slovaquie	3 855 302	7,7 %
Bulgarie*	3 697 393	7,4 %
Yougoslavie Serbie	2 739 561	5,5 %
Hongrie*	2 680 000	5,4 %
Lituanie	2 119 792	4,3 %
Bosnie-Herzégovine	1 804 216	3,6 %
Ancienne Yougoslavie	1 516 032	3,0 %
République fédérale Tchèque et Slovaque	1 077 437	2,2 %
Yougoslavie Kosovo	945 177	1,9 %
Macédoine	933 721	1,9 %
Croatie	720 758	1,4 %
Albanie	706 241	1,4 %
République fédérale Tchèque	581 826	1,2 %
Bosnie-Monténégro	541 696	1,1 %
Yougoslavie*	486 973	1,0 %
Yougoslavie Monténégro	447 460	0,9 %
Lettonie	415 187	0,8 %
Slovénie	309 963	0,6 %
Estonie	296 486	0,6 %
Bosnie	164 000	0,3 %
Bosnie-Herzégovine Croatie	60 000	0,1 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1991-2000.

Dans cette région, les différents instituts sont bien répartis, le FTUI représentant 27 %, CIPE 11 %, l'IRI 11 %, le NDI 12 % et les *discretionnary grants* 38 %.

On remarque que la NED utilise la même stratégie qui consiste en une forte présence avant et pendant des élections décisives, notamment ici dans les États désormais libérés de l'influence soviétique. Par exemple, en 1990, l'IRI a dépensé 615 095 dollars lors des élections en Bulgarie, en majorité en provenance de l'USAID, pour soutenir l'Union des Forces Démocratiques (UFD). L'UFD est une coalition anticommuniste de 13 organisations de l'opposition[1153]. De même, la Freedom House est financée à hauteur de 232 695 dollars pour publier un journal indépendant de l'UFD. Le NDI et l'IRI mettent également en place un programme d'observation des élections. En Roumanie, le NDI dépense 436 999 dollars versés par l'USAID pour « assist the development of a national civic education program and provide technical advice on electoral law »[1154]. Les processus électoraux sont donc très bien encadrés par la NED, avec un soutien de l'USAID, qui prend souvent position envers l'opposition anticommuniste.

Mais le travail de la NED dans cette région se consacre principalement à la région des Balkans à partir du second mandat de Clinton. Les divisions nationalistes dans cette région ont entraîné plusieurs conflits, en Bosnie puis au Kosovo. L'administration Clinton est intervenue, soutenue par les néoconservateurs et le Congrès républicain[1155]. L'interventionnisme sous Clinton se veut officiellement humanitaire, et en Bosnie, il répond à une situation ou des massacres sont commis qui demande une réaction de la première puissance mondiale[1156].

Mais l'intervention dans les Balkans s'explique surtout pour des raisons économiques. Le sénateur Richard Lugar évoquait les risques de perte d'emploi aux États-Unis que

---

[1153] Antony Todorov, « Chapitre 4. La Bulgarie », dans Nathalie Brack éd., *Les démocraties européennes. Institutions, élections et partis politiques*, Paris, Armand Colin, 2015, p. 62.
[1154] Rapport annuel de la NED 1990, p. 30.
[1155] Maya Kandel, *Les États-Unis et le monde. De Georges Washington à Donald Trump.* Paris, Perrin, 2018, p. 156.
[1156] *Ibid*., p. 157.

provoquerait une guerre en Europe de l'Est[1157]. Cela confirme la vision du président davantage préoccupé par les affaires intérieures et particulièrement par les questions économiques. La sécurité nationale se joue en effet autant sur le plan économique. C'est la nouvelle optique de l'administration, qui la conduit à des interventions dans les Balkans, combinées à une intervention indirecte via la NED. Mais ce qui la pousse à intervenir militairement en Bosnie en 1995 est le massacre de Srebrenica, en juillet, au cours duquel l'armée serbe exécuta 7 000 hommes. Les critiques du président français Jacques Chirac sur le manque de leadership américain sera notamment un élément important de cette prise de décision[1158]. Le 30 août, l'OTAN lance l'opération Force délibérée pour une durée de 16 jours. En septembre, les serbes acceptent de négocier ce qui aboutira à la signature des accords de paix de Dayton en novembre 1995.

Or, c'est à partir de 1995 que la NED s'implique davantage en Yougoslavie et particulièrement en Bosnie. Le tableau 34 détaille le montant reçu et l'organisme financeur.

Tableau 34: Montant annuel dépensé par la NED en Yougoslavie 1991-2000 et financement spécial USIA-département d'État

Année	Pays/région	Montant total	Département d'État USIA	%
1991	Yougoslavie	82 460		
1992	Yougoslavie	101 779		
1993	Yougoslavie	302 734		
1994	Ancienne Yougoslavie	688 458		
1995	Ancienne Yougoslavie	827 574		
1996	Bosnie Herzégovine	548 746		
	Bosnie Monténégro	541 696		
	Croatie	64 900		
	Macédoine	40 000		
	TOTAL	**1 195 342**		
1997	Macédoine	232 212		

[1157] Christopher Layne, Benjamin Schwarz, « American Hegemony: Without an Enemy », *Foreign Policy*, No. 92, Autumn, 1993, p. 11.
[1158] Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison-Blanche… op. cit.* p. 794.

	Bosnie Herzégovine	169 815		
	Croatie	65 000		
	TOTAL	**467 027**		
1998	Yougoslavie	434 267		
	Bosnie Herzégovine	403 779		
	Yougoslavie Serbie	310 830		
	Yougoslavie Kosovo	162 458		
	Bosnie Herzégovine Croatie	30 000		
	Yougoslavie Monténégro	30 000		
	Macédoine	22 000		
	TOTAL	**1 393 334**		
1999	Yougoslavie Serbie	969 750	500 816	52 %
	Yougoslavie Kosovo	459 000	245 000	53 %
	Bosnie Herzégovine	362 760	66 508	18 %
	Yougoslavie Monténégro	337 580	337 580	100 %
	Macédoine	304 375	181 718	60 %
	Croatie	242 327	152 900	63 %
	Balkan régional	50 000	50 000	100 %
	Bosnie Herzégovine Croatie	30 000	30 000	100 %
	TOTAL	**2 755 792**	**1 564 522**	57 %
2000	Yougoslavie Serbie	1 458 981	1 099 301	75 %
	Yougoslavie Kosovo	323 719	198 240	61 %
	Bosnie Herzégovine	319 116	252 740	79 %
	Macédoine	155 940		
	Yougoslavie Monténégro	79 880	79 880	100 %
	Croatie	66 700	66 700	100 %
	Bosnie Herzégovine Croatie	30 000	30 000	100 %
	TOTAL	**2 434 336**	**1 726 861**	71 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1991-2000.

Nous avons mentionné la participation de l'USAID en Yougoslavie en 1990 à hauteur de 285 328 dollars. Ensuite, l'agence, victime de baisse budgétaire ne finance plus la région.

Par contre, les années 1999 et 2000 sont intéressantes car elles montrent une implication du gouvernement au sein de la NED par le biais de l'USIA puis du département d'État au moment de la guerre du Kosovo. L'intervention américaine au Kosovo, au moyen de l'OTAN, s'est déroulée du 25 mars au 10 juin 1999, le but étant de mettre un terme au régime de Milosevic. Le président serbe souhaite en effet renforcer le rôle de la Serbie dans la fédération de Yougoslavie, ce qui pousse la Croatie et la Slovénie à déclarer leur indépendance le 25 juin 1991[1159]. Les États-Unis soutenant directement l'opposition, le NDI participa à la défaite de Milosevic lors des élections de 2000[1160].

En 1999, l'USIA finance la NED à hauteur de 1 564 522 dollars pour la région des Balkans et 500 816 dollars pour la Serbie. Ces fonds résultent d'un « special USIA funds for the Balkans and Slovakia »[1161]. Puis pour l'année 2000, le département d'État prend le relais de l'USIA, il verse 1 726 861 dollars à la NED, soit 70% du budget de la NED dans les Balkans, et 1 099 301 dollars à la Serbie. La plupart de ces fonds sont à destination de discretionary grants, à l'exception de la Serbie.

Tableau 35: Bénéficiaires de la NED en Serbie en 1999

Bénéficiaire	Montant	Pourcentage
ACILS	448 500	46 %
NDI *	283 510	29 %
IRI *	149 011	15 %
IDEE *	68 475	7 %
CIPE	20 434	2 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1999.

Les fonds du département d'État sont à destination de l'IRI et du NDI afin de soutenir l'opposition. Il est mentionné dans le rapport annuel que la NED était présente avant l'intervention de l'OTAN pour agir dans les domaines suivants : les médias indépendants, campagne civile pour le changement politique, augmentation de la participation civique au

[1159] Robert O Paxton et Julie Hessler. *L'Europe au XXe siècle.* Paris, Tallandier, 2011, p. 662.
[1160] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion… op. cit.*, p. 95.
[1161] Rapport annuel de la NED 1999, p. 32.

niveau local[1162].

L'intervention de la NED en Yougoslavie et dans les pays issus de son éclatement vise à rétablir la stabilité dans la région et à destituer Milosevic.

De son côté, dès 1993, le FTUI finance le Nezavisnost (qui signifie indépendance), un syndicat créé en Yougoslavie en 1991, et qui mène une politique anti-Milosevic :

> « In other words, at first glance the linkages between Nezavisnost and the Solidarity Center met two critical criteria: antagonistic towards Milosevic and supportive of foreign investment and market reforms. These stances placed Nezavisnost perfectly in line with U.S. foreign policy towards Yugoslavia during this period »[1163].

Si l'aide américaine en Europe de l'Est se fait par le biais de la NED, c'est car l'USAID n'avait pas les capacités de gérer ses fonds, elle n'avait pas d'expert de la région, contrairement à la NED, bien plus préparée et apte à agir efficacement[1164]. La NED commence de son côté à avoir de l'expérience c'est pourquoi le département d'État en fait un allié dans sa politique d'*enlargement*, qui accompagne l'intervention militaire.

L'implication en Europe de l'Est s'étend à partir de 1991 à l'ancienne URSS dans une nouvelle région, dans laquelle se joue lors une guerre d'influence entre la Russie et les États-Unis. Le tableau 36 détaille les pays bénéficiaires de cette région sur la période 1991-2000.

[1162] *Ibid*., p. 30.
[1163] G. Nelson Bass III, « Organized labor and U.S. foreign policy: the solidarity center in historical context », thèse de science politique de l'université internationale de Floride, 2012, p. 118.
[1164] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion… op. cit.*, p. 43.

Tableau 36: Répartition par pays du budget de la NED pour la région des anciennes Républiques soviétiques 1991-2000

Pays	Montant	% du total régional	% du total NED
Russie	16 146 321	37,4 %	6,0 %
Ukraine	8 847 560	20,5 %	3,3 %
Biélorussie	3 917 914	9,1 %	1,4 %
Azerbaïdjan	1 810 659	4,2 %	0,7 %
Kazakhstan	1 291 699	3,0 %	0,5 %
Arménie/Azerbaïdjan Géorgie	585 547	1,4 %	0,2 %
Arménie	562 087	1,3 %	0,2 %
Géorgie	478 163	1,1 %	0,2 %
Kirghizistan	462 628	1,1 %	0,2 %
Ouzbékistan	314 231	0,7 %	0,1 %
Turkménistan	190 852	0,4 %	0,1 %
Tadjikistan	178 286	0,4 %	0,1 %
Albanie	122 666	0,3 %	0,0 %
Asie centrale/ Caucase	99 980	0,2 %	0,0 %
Moldavie	50 000	0,1 %	0,0 %
Russie Tchétchénie	35 000	0,1 %	0,0 %
Asie central régional	24 390	0,1 %	0,0 %
TOTAL	35 232 545		

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1991-2000

On remarque que la priorité est de loin la Russie avec plus de 16 millions de dollars soit près de 40 % du budget régional. À partir de la présidence de Bush, la fin de la Guerre Froide réduit le nombre de directive du Conseil de sécurité nationale. Sous Bush puis Clinton, il y en a peu concernant l'URSS. Bush réaffirme en 1989 l'importance de la promotion de la

démocratie dans l'Union soviétique dans la NSD 23[1165] nous l'avons vu, avant la disparition de l'URSS. La dissolution du parlement par Boris Eltsine en octobre 1993 montre la fragilité du processus en Russie et le risque de basculement en Europe de l'Est. Cela pousse les États-Unis à s'impliquer davantage, notamment en Ukraine et dans le Caucase.

L'Ukraine est le second pays bénéficiaire, avec 8 847 560 dollars. Indépendante depuis 1991, elle est un pays fondateur de la Communauté des États Indépendants (CEI)[1166]. Voisine de la nouvelle Russie, elle est avec la Biélorussie, un rempart entre l'Europe et la Russie, qui souhaite faire de cette région une zone d'influence : « Russia aspired to ensure its status as a regional Great Power as well as a center of attraction for other "fragments" of the Soviet empire »[1167]. La Russie considère ces nouveaux États comme des « neighboring foreign countries » qui feraient partie d'une « sphère of Russian influence and responsability »[1168]. Cela se traduit par la volonté d'empêcher certains États d'Europe de l'Est de rejoindre l'OTAN. À la fin des années 1990, la Russie développe un nouveau principe de politique étrangère qui repose sur une « vestigial imperial idea »[1169]. Dans cette conception, l'Ukraine et la Biélorussie ont une place centrale car la Russie envisage une réunification. La politique américaine vise donc à contrer cette influence russe par le biais de la promotion de la démocratie et de l'économie de marché dans cette région. Les efforts américains paieront en 2004 lors de l'établissement de la démocratie en Ukraine qui deviendra un partenaire des États-Unis, suivie la même année par l'intégration des États baltes dans l'OTAN.

Cette guerre d'influence utilise les moyens de la *public diplomacy* comme précisé dans la NSD 23[1170]. Cela se traduit par un financement de l'USIA pour la Biélorussie de 1997 à 1999

[1165] NSD 23 « United States relations with the Soviet Union », 22 septembre 1989, 7 p. Voir Partie 3, Chapitre I.
[1166] Suite à des négociations entre Eltsine et les dirigeants de l'Ukraine et de la Biélorussie en décembre 1991, la CEI est créée et succède à l'URSS. Elle est composée de onze pays : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine. C'est une organisation intergouvernementale qui reste peu structurée et peu intégrée.
[1167] Vladislav V. Froltsov, « The Post-Soviet Puzzle and Western Democracies », *Connections*, Vol. 4, No. 4, Winter 2005, p. 95.
[1168] *Ibid*.
[1169] Jutta Scherrer, cité dans Vladislav V. Froltsov, « The Post-Soviet *op. cit*. p. 99.
[1170] NSD 23 « United States relations with the Soviet Union », 22 septembre 1989, 7 p., Voir Partie 3, Chapitre I.

et du département d'État en 2000 comme le montre le tableau 37.

L'implication de la NED en Biélorussie commence de manière modeste en 1993, puis augmente jusqu'à représenter 19 % du budget régional en 1999 et 2000. Ce nouvel État, qui avait pris le chemin de la démocratie au début des années 1990, prend un tournant autoritaire avec l'arrivée au pouvoir d'Alexandre Loukachenko en 1994. Mais surtout, il entame un rapprochement avec la Russie dans les domaines économique et politique, avec plusieurs sommets bilatéraux entre Loukachenko et Boris Eltsine[1171]. Cela explique l'implication de l'USIA, puis du département d'État qui financent le pays à partir de 1997 jusqu'en 2000. Cette intervention gouvernementale montre que la NED demeure un instrument de la politique étrangère américaine. Dans ce cas, c'est la politique pro-russe du président Loukachenko qui inquiète le département d'État, davantage que son tournant autoritaire.

[1171] Jean-Charles Lallemand, « Biélorussie : un régime autoritaire en quête d'une idéologie d'État », *Esprit*, Vol. février, No. 2, 2006, p. 205.

Tableau 37: Montant annuel dépensé par la NED en Biélorussie 1991-2000 dont financement spécial USIA Département d'État (en dollars)

Année	Montant total	% régional	USIA	Département d'État
1991	0			
1992	0			
1993	69 510	1,4 %		
1994	252 429	4,3 %		
1995	449 156	5,0 %		
1996	449 156	12, 5 %		
1997	548 525	13,9 %	28 657	
1998	668 004	14,3 %	78 679	
1999	909 074	19,1 %	522 199	
2000	778 753	19,1 %		643 673

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1991-2000.

Dans ces deux régions importantes, la NED agit en complément de l'action gouvernementale. Elle est un acteur important notamment dans la lutte d'influence qui se joue avec la Russie. Les moyens utilisés sont ceux de la persuasion, en tentant de rallier les États au modèle démocratique et d'éviter la montée en puissance du principal rival, que représente la Russie. De la même manière, une autre région est le témoin d'un affrontement similaire : l'Asie.

I.2.c) En Asie, protection de l'hégémonie économique : La priorité chinoise

Dans les années 1980, les relations sino-américaines avaient connues une amélioration après le communiqué de Shanghai[1172], Zbigniew Brzezinski étant un partisan d'une coopération stratégique avec la Chine avec pour but de freiner l'URSS[1173]. Mais à la fin des années 1980, des inquiétudes concernant le risque de prolifération d'armes naissent dans l'administration américaine, suite notamment à la vente d'armes de la Chine à l'Iran puis à l'Arabie Saoudite en 1988[1174]. Puis, la répression des manifestations étudiantes sur la place Tiananmen en juin 1989 mit fin à la coopération, notamment militaire entre les deux pays[1175]. Le président Bush imposa des sanctions économiques au pays en signe de désaccord. Les relations sino-américaines ont longtemps été régies par le prisme de la Guerre Froide, face à la menace soviétique. Puis la disparition de leur ennemi commun créa une certaine tension et une rivalité entre les deux puissances. Malgré tout, le président Bush tient à conserver le dialogue, essentiel pour la sécurité américaine, et organise des visites secrètes[1176]. Le Congrès est en désaccord avec le président et sa vision réaliste, et souhaite au contraire adopter une position ferme envers la Chine suite au massacre de la place Tiananmen[1177]. Mais en tant que membre du conseil de sécurité de l'ONU, l'avis de la Chine est important. Le président Bush avait en effet négocié l'accord de cette dernière concernant l'intervention au Koweït en 1990 en échange d'une rencontre avec lui[1178].

Le numéro un du parti communiste chinois, Jiang Zemin, bien qu'évitant la

---

[1172] Voir Partie 1, Chapitre 1.
[1173] Hugo Meijer, « Balancing Conflicting Security Interests », *Journal of Cold War Studies*, Vol. 17, No. 1, Winter 2015, p. 9.
[1174] *Ibid*., p. 29.
[1175] *Ibid*., p. 37.
[1176] Warren I. Cohen, *America's response to China : a history of Sino-American relations*, New York, Columbia University Press, 2000, p. 219.
[1177] David Skidmore, William Gates, « After Tiananmen: The Struggle over U.S. Policy toward China in the Bush Administration », *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 27, No. 3, The Presidency in the World, Summer 1997, p. 517.
[1178] Warren I. Cohen, *America's…op. cit.,* p. 224.

confrontation, privilégiait une « diplomatie de grande puissance »[1179]. Cette position d'égal à égal la place dans une situation de concurrence à la primauté américaine. La Chine adopte une triple stratégie suite à l'effondrement de l'URSS : le choix de « l'économie socialiste de marché »[1180], l'augmentation de la croissance à tout prix et le maintien au pouvoir du parti communiste le plus longtemps possible[1181].

La région Asie prend une importance plus grande sous Clinton car elle est celle qui connaît la plus forte croissance économique, et représente donc des opportunités pour le marché américain[1182]. Mais les violations des droits de l'Homme en Chine compliquent la situation.

La position de Clinton vis-à-vis de cet État allie dissuasion et engagement et peut se résumer ainsi : « Since then, Clinton has sought to keep China's emergence as a major power from undermining key U.S. interests without creating a counterproductive spiral of Clinton's handling of growing hostility »[1183]. Il y a plusieurs types d'engagement débattus au sein de l'administration, l'engagement fondé sur les principes, notamment la défense des droits de l'Homme, défendu par Anthony Lake et Winston Lord[1184] ; un engagement économique, qui serait un instrument de sécurité ; et enfin, un engagement de défense qui viserait à faire de la Chine un allié face à la Corée du Nord dans le domaine du contrôle des armes nucléaires et de la non-prolifération notamment.

En 1994, les États-Unis renouvellent la clause de la nation la plus favorisée (MFN) [1185] au profil de la Chine. Cette clause prévoit des tarifs douaniers privilégiés à ce pays, comparable à la clause MFN qui régit les relations au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce (OCM), la Chine n'intégrant l'organisation qu'en 2001, mais avec la possibilité de la suspendre

---

[1179] Henry Eyraud, « Les rapports sino-américains, Passé, présent, futur », *Herodote*, Vol 1, n°108, 2003, p. 72.
[1180] *Ibid*., p. 75.
[1181] *Ibid*.
[1182] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion…op. cit*., p. 117.
[1183] Stephen M. Walt, « Two Cheers for Clinton's Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 79, No. 2, March/April 2000, p. 69.
[1184] Membre de la NED 1990-1992, nommé en 1993 Secrétaire adjoint pour les affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique, il est critique envers la Chine car il fut ambassadeur en Chine lors du massacre de la place Tiananmen.
[1185] Most favoured nation (MFN), renommée en 1998 normal trade relations (NTR).

pour les membres du « bloc sino-soviétique »[1186]. Les États-Unis avaient plusieurs fois utilisé cet argument commercial pour influencer la politique chinoise. Par exemple, cette clause a été suspendue en 1951 puis en 1952 suite à l'invasion chinoise au Tibet, puis a été rétablie en 1980. Bill Clinton souhaitait la conditionner à une amélioration des droits de l'Homme dans l'*Executive Order* 12850[1187] en mai 1993, ce qu'il réaffirma dans le United States-China Act of 1993[1188]. Cependant, le président américain avait été contraint d'abandonner face à une Chine déterminée à ne pas adopter les principes occidentaux de droit de l'Homme[1189] et finit par renouveler la clause sans condition en juin 1994. Le succès de la Chine dans ce bras de fer avec Clinton est important car c'est une manière pour la puissance asiatique de montrer son opposition aux valeurs occidentales. Cette tendance s'est affirmée également lors de la conférence de Bangkok du 29 mars au 2 avril 1993, qui a réuni les chefs d'État des pays asiatiques[1190] en préparatif de la Conférence mondiale sur les droits de l'Homme qui s'est tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993. Après avoir réaffirmé les principes de souveraineté et de non-ingérence, ils ont déclaré dans cette déclaration de Bangkok « that the promotion of human rights should be encouraged by cooperation and consensus, and not through confrontation and the imposition of incompatible values »[1191]. Il est également affirmé que les droits de l'Homme ne doivent pas être une condition de l'aide au développement, ni utilisés comme instrument de pression politique. Enfin, ils ont rappelé la nécessité de prendre en compte les particularités locales, notamment culturelles et religieuses dans l'application des droits de l'Homme. Cette déclaration est déterminante car bien que ces pays acceptent le caractère universel du principe

---

[1186] Vladimir N. Pregelj, CRS Report for Congress, « Most-Favored-Nation Status of the People's Republic of China », July 25, 2001, p. 1.
[1187] Executive Order 12850, of May 28, 1993, « Conditions for Renewal of Most-Favored-Nation Status for the People's Republic of China in 1994 », Federal Register Presidential Documents Vol. 58, No. 103, 2 p.
[1188] H.R.1890 - United States-China Act of 1993, 103rd Congress (1993-1994), 28 avril 1993, H.R.4590 - United States China Policy Act of 1994, 103rd Congress (1993-1994), 16 juin 1994.
[1189] John Dumbrell, *Clinton's Foreign policy… op. cit.*, p. 112.
[1190] Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Chine, Chypre, République démocratique populaire de Corée, Fidji, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irak, Japon, Kiribati, Koweït, République démocratique populaire lao, Malaisie, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, Samoa, Singapour, Îles Salomon, Sri Lanka, République arabe syrienne, Thaïlande, Émirats arabes unis, Viet Nam.
[1191] Final Declaration of the Regional Meeting for Asia of the World Conference on Human Rights, 2 avril 1993,

des droits de l'Homme, ils émettent l'idée de particularités locales et de la nécessité d'adaptation. C'est une manière de valider la possibilité d'un modèle différent du modèle occidental. De même, le principe d'autodétermination des peuples est rappelé comme un droit universel qui assure le libre choix du statut politique et du développement économique. La promotion américaine de la démocratie est directement visée par cette déclaration, dans cette région encore peu démocratique, dominée par une puissance particulièrement hostile à ce principe politique, la Chine. Cette conférence constitue l'affirmation d'un refus de l'hégémonie américaine.

Cela explique que Clinton tente de renforcer ses liens avec cette région, et en 1993, il réunit les membres de l'Asia Pacific Economic Cooperation (APEC) à Seattle. L'APEC a été créée 1989 par douze économies de la région Asie-Pacifique[1192] et la Chine l'a intégrée en 1991. Vis-à-vis de la Chine, le président américain mène une politique de « constructive engagement », qui repose sur un refus de tout affrontement et des visites à haut niveaux[1193]. Mais à partir de 1994, le Congrès, alors majoritairement républicain, s'inquiète de la montée en puissance de la Chine et commença à s'opposer à la politique de Clinton, jugée pas assez ferme[1194].

Le conflit envers Taïwan est un des principaux sujets de désaccord entre les deux puissances et l'épisode de 1996 fut le plus tendu des relations sino-américaines de la décennie. En mars 1995, la Chine mena des exercices dans le détroit de Taïwan dans une stratégie de démonstration de force et afin de dissuader toute revendication d'indépendance de l'île. Ces exercices furent renouvelés en mars 1996 au moment des élections organisées à Taïwan. Clinton choisit de riposter avec l'envoi en prévention de deux porte-avions dans les mers proches de Taïwan. Ces manifestations militaires des deux côtés montrent la fragilité des relations. Malgré

[1192] Les membres d'origine sont l'Australie, le Brunei Darussalam, le Canada, l'Indonésie, le Japon, la Corée, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et les États-Unis. Ils sont rejoints par la Chine, Hong Kong et le Taipei chinois en 1991, le Mexique et la Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1993, le Chili en 1994 et le Pérou, la Russie et le Viêtnam en 1998.
[1193] Henry Eyraud, « Les rapports sino-américains… *op. cit*. p. 81.
[1194] *Ibid*., p. 77.

cela, cet épisode fut suivi par une période plus apaisée avec des rencontres bilatérales de haut niveau (visites d'État du président Jiang Zemin aux États-Unis en 1997 et du président Bill Clinton en Chine en 1998).

La Chine semble être mise à l'écart de la politique d'*enlargement* de Clinton en raison de son importance économique qui pousse l'administration à faire abstraction de son régime politique et de ses violations des droits de l'Homme[1195]. La politique de Clinton envers la Chine repose sur la théorie selon laquelle la libéralisation économique conduira à terme à une libéralisation politique. Le président mise donc sur un faible interventionnisme dans le domaine de la démocratie.

Dans cette optique, la NED joue alors un rôle de premier ordre pour promouvoir la démocratie sans porter atteinte aux intérêts économiques américains en raison de son statut d'organisation privée. En effet, la Chine est également la grande priorité de cette décennie pour la fondation, comme le montre le tableau 38. La Chine était déjà dans les années 1980 le deuxième bénéficiaire régional[1196]. L'Asie a en effet joué un rôle important dans la Guerre Froide et particulièrement la Chine pendant la guerre de Corée (1950-1953) qui fut une guerre américano-chinoise[1197]. Mais cette tendance s'est accrue dans les années 1990 et alors que jusqu'en 1995, la Russie est le premier pays bénéficiaire de la NED, à partir de 1996 la Chine la remplace à la première place. De 1990 à 2000, elle reçoit plus de 30% du budget pour la région, qui correspond à 6% du budget total de la NED. Cela peut s'expliquer par le fait que l'USAID n'a pas de programme de promotion de la démocratie en Chine en raison des violations des droits de l'Homme. Avant les années 2000, le pays recevait seulement une assistance des Peace Corps[1198]. Ce n'est qu'à partir de 2003 que la NED commence à recevoir

---

[1195] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion…op. cit*, p. 121.
[1196] Voir tableau 14, Partie 2, Chapitre I.
[1197] Pierre Grosser, *L'histoire du monde se fait en Asie*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2018, 650 p.
[1198] Thomas Lum, CRS Report for Congress : « U.S.-Funded Assistance Programs in China », Washington, DC, Congressional Research Service, 28 janvier 2008, p. 3.

des financements du département d'État pour la Chine. La NED est donc un acteur essentiel de la politique de démocratisation en Chine dans les années 1990.

Tableau 38: Répartition par pays du budget de la NED pour la région Asie 1990-2000

Pays	Montant en $	% du total régional	% du total NED
China	16 543 906	32,7 %	6,1 %
Birmanie	8 296 045	16,4 %	3,1 %
Cambodge	4 595 140	9,1 %	1,7 %
Vietnam	2 044 582	4,0 %	0,8 %
Indonésie	1 843 467	3,6 %	0,7 %
Philippines	1 827 215	3,6 %	0,7 %
Thaïlande	1 463 352	2,9 %	0,5 %
Népal	880 663	1,7 %	0,3 %
Mongolie	842 426	1,7 %	0,3 %
Sri Lanka	745 501	1,5 %	0,3 %
Corée	573 570	1,1 %	0,2 %
Hong Kong	549 284	1,1 %	0,2 %
Pakistan	363 834	0,7 %	0,1 %
Malaisie	346 718	0,7 %	0,1 %
Corée du Nord	243 700	0,5 %	0,1 %
Tibet	211 125	0,4 %	0,1 %
Inde	195 535	0,4 %	0,1 %
Afghanistan	166 412	0,3 %	0,1 %
Laos	151 175	0,3 %	0,1 %
Timor-Oriental	30 710	0,1 %	0,0 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1990-2000.

Si la Chine est importante pour les États-Unis, c'est également car sa montée en puissance menace la position hégémonique américaine, le but étant d'éviter l'ascension d'un rival. Mais la Chine aspire seulement à la multipolarité avec l'émergence de grandes puissances dont elle ferait partie, des analystes chinois[1199] ayant estimé que les États-Unis avaient contenu la montée de la Russie et de la Chine pour éviter cette multipolarité. La perception chinoise de l'hégémonie américaine la pousse à renforcer elle-même sa position mondiale : « While the United States gropes for a coherent strategy, Chinese analysts attribute to it a highly cohesive master plan designed to strengthen and expand its global domination »[1200]. Du point de vue chinois, les États-Unis mènent une grande politique visant à maintenir leur hégémonie mondiale et leur domination, dans cette optique « U.S. human rights concerns and humanitarianism in its foreign policy are nothing but camouflage for hegemony and brute power politics »[1201]. Cela explique les réactions offensives de la Chine et la volonté de ne pas se conformer aux normes démocratiques et des droits de l'Homme : « Sino-American conflict is "structural," as China is on the rise and the United States wants to maintain its unipolar dominance »[1202]. De nombreux auteurs ont étudié la possibilité de transfert de pouvoir entre les États-Unis et la Chine[1203], montrant l'inquiétude que cette puissance émergente suscite. Selon Kai He (professeur de relations internationales en Australie), la perception américaine du déclin de l'hégémonie des États-Unis au début des années 1990 a poussé George H. W. Bush puis Bill Clinton à une politique de multilatéralisme et de protection des intérêts économiques dans la région[1204]. Puis, le milieu des années 1990 voit le renforcement de l'hégémonie américaine, grâce à une

---

[1199] Xu Hongzhi et Huang Qing, cités dans Yong Deng, « Hegemon on the offensive: Chinese perspective on U.S. global strategy », *Political Science Quarterly*, Vol. 116, No. 3, Autumn 2001, p. 347.
[1200] *Ibid*., p. 349.
[1201] *Ibid*., p. 352.
[1202] *Ibid*., p. 356.
[1203] David Lai, *The United States and China in power transition*, Strategic Studies Institute, US Army War College, 2011, 265 p.; Douglas Lemke, « The Continuation of History: Power Transition Theory and the End of the Cold War », *Journal of Peace Research*, Vol. 34, No. 1, Feb., 1997, pp. 23-36 ; Ian Clark, « China and the United States : a succession of hegemonies ? », *International Affairs*, Vol. 87, No. 1, January 2011, pp. 13-28 ; Steve Chan, « Is there a power transition between the U.S. and China ? The different faces of national power », *Asian Survey*, Vol. 45, No. 5, September/October 2005, pp. 687-701.
[1204] Kai He, « The hegemon's choice between power and security: explaining US policy toward Asia after the Cold War », *Review of International Studies*, Vol. 36, No. 4, October 2010, pp. 1121-1143.

amélioration de son économie, notamment après la crise asiatique des années 1997-1998. De même, en 1997, ils signent avec le Japon des « US-Japan Defense Guidelines », renforçant l'alliance militaire avec ce pays, qui est le principal rempart contre la Chine. Cela a encouragé une nouvelle politique en Asie à partir de la seconde moitié de 1990 davantage portée sur l'engagement sélectif et la domination hégémonique[1205].

Selon Joshua Muravchik, la Chine peut devenir un rival des États-Unis, mais plus encore, sans transformation politique, elle peut être une menace à la paix mondiale[1206]. De même, selon lui le sort des droits de l'Homme est lié au régime politique dans ce pays, et il ne peut donc y avoir d'amélioration dans l'un sans progrès dans l'autre. Mais si le pays inquiète les États-Unis, c'est également car son succès économique peut renforcer l'attractivité de ce modèle.

Or, il est intéressant de noter que l'implication de la NED croît progressivement dans les années 1990, jusqu'à représenter près de 50 % du budget régional en 1994 avec 1 628 842 dollars comme l'illustre le tableau 39. On observe également que le financement au bénéfice de la Chine, qui représente 1% du budget total de la NED en 1988, augmente jusqu'à atteindre les 10%, ce qui considérable. On remarque donc que la NED accompagne la politique de l'administration, elle augmente son financement envers ce pays alors même que l'hégémonie américaine semble menacée et que la Chine est un futur hégémon potentiel faisant de ce pays son premier bénéficiaire, et sa grande priorité de la seconde moitié des années 1990.

[1205] *Ibid*., p. 1137.
[1206] Joshua Muravchik, *The imperative of American leadership, A challenge to Neo-isolationism*, Washington, AEI Press, 1996, p. 27.

Tableau 39: Montant annuel dépensé par la NED en Chine 1986-2000.

Années	Montant en $	% Régional	% Total NED
1986	255 120	9 %	1,9 %
1987	143 560	7 %	1,1 %
1988	153 702	8 %	1,0 %
1989	247 000	13 %	1,4 %
1990	375 250	18 %	1,2 %
1991	412 362	15 %	2,1 %
1992	703 380	22 %	3,1 %
1993	1 115 251	32 %	4,7 %
1994	1 628 842	49 %	5,9 %
1995	1 782 566	30 %	6,2 %
1996	1 912 578	27 %	6,9 %
1997	2 354 684	40 %	8,8 %
1998	2 553 942	44 %	8,9 %
1999	1 661 669	27 %	5,1 %
2000	2 418 632	34 %	7,2 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-2000.

En Chine, la NED donne la priorité aux médias, qui reçoivent 24 % du budget total sur la décennie[1207]. C'est une manière pour la NED d'agir de façon moins directe et interventionniste comme elle a pu le faire au Nicaragua[1208]. De plus, les principaux bénéficiaires ne sont pas des organisations chinoises, soumises aux représailles du gouvernement[1209]. On peut citer dans le domaine des médias les journaux *Democratic China* et *China Perspective, Inc*.,

[1207] Eric T. Hale, *A quantitative and qualitative evaluation of the National endowment for democracy, 1990-1999*, Lousiana State University, 2003, p. 189.
[1208] *Ibid*.
[1209] *Ibid*., p. 190.

l'Asian-American Free Labor Institute dans le domaine des syndicats, l'IRI, Human Rights in China etc.

Malgré cet investissement important en Chine, ce pays n'a pas connu d'amélioration en termes de démocratie pendant toute la décennie, considéré comme une autocratie par le Polity IV avec un score de -7.

Par ailleurs, cette priorité chinoise n'est pas le fait d'un financement de l'USAID ou du département d'État, comme cela a beaucoup été le cas dans les années 1980 dans les grands pays bénéficiaires. C'est alors le résultat d'une politique interne de la NED. Cela peut confirmer la critique de « loose cannon » étant donné le fait que la politique américaine est caractérisée par la conservation du statu quo avec la Chine, notamment en matière de droit de l'Homme et de démocratie[1210]. Pourtant, il semble davantage que la NED est un moyen d'agir alors même le gouvernement est dans l'impossibilité d'intervenir. Le choix de conserver le statu quo n'est pas une décision du président Clinton, mais une obligation face à l'attitude offensive de la Chine comme nous l'avons vu pour la clause de la nation la plus favorisée par exemple. La NED prend le relais du gouvernement, car une Chine démocratique est moins menaçante qu'une Chine communiste qui menace la position américaine.

Si les États-Unis évitent toute intervention en faveur de la démocratie en Chine, même via un financement spécial à la NED, elle ne se prive pas d'agir en Birmanie, où la Chine tend à accroître son influence[1211]. La politique en Chine est en effet liée à celle de la Birmanie. L'objectif de la Chine en Birmanie est de renforcer sa position vis-à-vis de l'Inde et de la Thaïlande, et d'améliorer son accès à l'océan Indien, ce qui va à l'encontre des intérêts américains[1212]. La Birmanie est dépendante économiquement de la Chine[1213], avec laquelle elle entretient des relations politiques et militaires importantes depuis 1989[1214]. Elle a été acceptée

---

[1210] *Ibid*.
[1211] Wayne Bert, « Burma, China and the USA », *Pacific Affairs*, Vol. 77, No. 2, Summer 2004, pp. 263-282.
[1212] *Ibid*., p. 263.
[1213] *Ibid*., p. 265.
[1214] Andrew Selth, « Burma and superpower rivalries in the Asia-Pacific », *Naval War College Review*, Vol. 55, No. 2, Spring 2002, p. 52.

au sein de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)[1215] en 1997, avec le soutien de la Chine malgré l'opposition de l'ouest et notamment des États-Unis[1216].

En 1988 des généraux arrivent au pouvoir sous le nom de Conseil d'État pour la restauration de la loi et de l'ordre (SLORC). En 1990, les militaires perdent les élections face au National League for Democracy (NLD), parti d'opposition qui émerge en 1988 lors des émeutes étudiantes à Rangoun. Mais ces derniers ne reconnaissent pas les résultats. Depuis, les États-Unis ont tenté d'isoler la Birmanie afin de revenir à un régime démocratique[1217]. Ils ne reconnaissent pas le nouveau nom du pays choisi par les militaires : Myanmar. De même, il n'y a plus d'ambassadeur, mais seulement un chargé d'affaire. Le Congrès est particulièrement offensif envers le pays depuis 1988 avec des résolutions et projets de lois condamnant le régime militaire. Clinton impose des sanctions économiques au pays en 1997, sous les conseils de Madeleine Albright, proche du leader du NLD[1218]. Les intérêts américains en Birmanie sont, premièrement de contrer l'influence chinoise qui s'étend dans ce pays, mais également de promouvoir la démocratie et les droits de l'Homme, ainsi que la défense de la dirigeante Aung San Suu Kyi, membre du NLD qui recevra le prix Nobel de la paix en 1991, et dont certains membres du Congrès américains sont proches[1219].

[1215] Organisation visant la coopération économique, politique, culturelle, sociale, technique, créée en 1967 par les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et la Thaïlande, puis rejoint par le Brunei en 1984, le Viêt Nam en 1995, le Laos et la Birmanie en 1997 et le Cambodge en 199.
[1216] Wayne Bert, « Burma… *op. cit*. p. 271.
[1217] Leon T. Hadar, « Burma: US foreign policy as a morality play », *Journal of International Affairs*, Vol. 54, No. 2, Rogue States: Isolation vs. Engagement in the 21st Century, Spring 2001, p. 414.
[1218] *Ibid*., p. 416.
[1219] Wayne Bert, « Burma… *op. cit*. p. 277.

Tableau 40: Détail du montant annuel dépensé par la NED en Birmanie et allocation du département d'État 1990-2000

Année	Montant total en $	% régional	% total NED	Département d'État	%
1990	52 000	2,5 %	0,2 %		
1991	15 000	0,5 %	0,1 %		
1992	55 000	1,7 %	0,2 %		
1993	286 645	8,3 %	1,2 %		
1994	290 066	8,7 %	1,0 %		
1995	375 000	6,2 %	1,3 %		
1996	1 250 081	18,0 %	4,5 %	400 000	32 %
1997	915 539	15,6 %	3,4 %	652 260	71 %
1998	1 529 635	26,4 %	5,4 %	1 153 200	75 %
1999	1 648 200	27,1 %	5,1 %	1 452 000	88 %
2000	1 930 879	27,1 %	5,8 %	1 702 000	88 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1990-2000.

Le tableau 40 nous montre que la NED a considérablement augmenté sa présence à partir de 1993 en Birmanie à l'arrivée au pouvoir de Bill Clinton. Il est intéressant de noter qu'avant 1990, la Birmanie ne reçoit pas de financement de la part de la NED, même lors des répressions contre les émeutes étudiantes de 1988. De même en 1990, alors que le résultat des élections démocratiques n'est pas reconnu par les militaires, la NED ne participe qu'à hauteur de 52 000 dollars. Mais à partir de 1996, la Birmanie devient un pays important pour la NED, représentant 18% du budget régional jusqu'à atteindre 27 % en 1999. Elle est le deuxième pays bénéficiaire de la région après la Chine avec un montant total de 8 296 045 dollars sur toute la période.

Dans ce cas, nous sommes dans l'application de l'engagement sélectif de Clinton, qui choisit de défendre fermement la démocratie et les droits de l'Homme en Birmanie, davantage

que dans les autres pays de la région, notamment en raison de la relation qu'elle entretient avec la Chine, et l'absence d'intérêt particulier dans ce pays, ce qui permet de se concentrer sur la démocratie. Cela est explicité dans la Presidential Review Directive[1220] concernant les programmes de promotion de la démocratie de 1993. Leur mise en place implique selon la directive de répondre à plusieurs questions, dont celle-ci : « How could we justify taking political and economic steps against some non-democratic states and not others (e.g. Burma versus China) »[1221]. Cet engagement différencié se traduit par un financement spécial du département d'État pour la Birmanie à partir de 1996 jusqu'en 2004[1222]. Ce financement augmente jusqu'à représenter 88 % du budget total reçu par le pays en 1999 et 2000. Le but est donc de faire de ce voisin de la Chine un pays démocratique susceptible de menacer la progression de cette puissance asiatique. Dans ce pays, le département d'État se permet de financer directement la NED car le contexte intérieur fait de la démocratie et des droits de l'Homme une priorité.

La stratégie de la fondation est donc d'intervenir en priorité dans les pays pouvant concurrencer les États-Unis. Bien qu'il ne représente pas un rival, le Moyen-Orient émerge comme une région susceptible de proposer un modèle alternatif, pouvant s'étendre à l'Afrique du Nord et à l'Asie, c'est pourquoi il revêt une importance croissante dans la politique de Clinton et celle de la NED.

[1220] Mécanismes utilisés par l'administration Clinton pour commander des analyses aux différents départements et agences. https://fas.org/irp/offdocs/prd/index.html
[1221] Presidential Review Directive/NSC-26, « Democracy Programs », April 13, 1993, p. 4.
[1222] Les rapports annuels disponibles à partir de 2005 consultables sur le site internet de la NED ne détaillent pas les programmes mis en œuvre. La date de 2004 représente donc la date minimum connue.

I.2.d) Le Moyen-Orient : un modèle concurrent en expansion

L'année 1991 voit l'implication dans une nouvelle région encore non investie par la fondation, le Moyen-Orient. Le fait que la NED ne finance aucun programme dans cette zone pendant toute la décennie 1980 est étonnante. Cette région, peu touchée par la vague de démocratisation, devrait pourtant être un bénéficiaire important pour la NED, mais la Turquie était le seul pays financé avant 1991, au sein de la région Asie. À la même période, le gouvernement américain ne mène pas non plus de projet de démocratisation dans la région, ce désintérêt est alors commun entre la NED et l'administration. Du côté du gouvernement, ce n'est pas une région cruciale et l'aide américaine ne s'engage pas sur ce thème.

Cette apparition soudaine du Moyen-Orient en 1991 fait écho aux évènements importants qui ont lieu dans la région, à savoir la guerre du Golfe. En effet, l'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein le 2 août 1990 a entraîné une ferme réaction de la communauté internationale. Les États-Unis et l'Europe lancent un embargo commercial et militaire contre l'Irak, puis le Conseil de Sécurité de l'ONU approuve l'utilisation de la force avec le lancement de l'opération Bouclier du 2 août 1990 au 17 janvier 1991, puis l'opération Tempête du désert, du 17 janvier au 28 février 1991, repoussant ainsi l'Irak. Comme le président Bush le déclare dans la NSD 45 d'août 1990: « U.S. interests in the Persian Gulf are vital to the national security. These interests include access to oil and the security and stability of key friendly states in the region »[1223]. Ce principe avait été déjà affirmé en 1989, dans la directive 26[1224], dans les mêmes termes.

De manière générale, la politique de Clinton dans la région consiste à poursuivre l'engagement en faveur de la résolution du conflit israélo-palestinien, à contenir l'Iraq et à traiter avec l'Iran[1225].

[1223] NSD 45, « U.S. Policy in response to the Iraqi invasion », 20 août 1990 p. 1.
[1224] NSD 26, « U.S. Policy toward the Persian Gulf », 2 octobre 1989, p. 1.
[1225] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion…op. cit*., p. 118.

Dans les années 1990, les États-Unis privilégient les relations économiques dans la région, avec la signature en 1994 d'un partenariat économique avec l'Égypte[1226], en 1998 avec l'Afrique du Nord[1227] et l'inclusion de la Cisjordanie et de la bande de Gaza et des zones industrielles qualifiées de Jordanie en 1996 au sein de U.S.-Israel Free trade Agreement de 1985[1228]. Alors que la promotion de la démocratie n'a jamais été un objectif dans la région[1229], elle s'impose doucement à partir des années 1990 menée par le département d'État et l'USAID, principalement à destination de l'Égypte et des territoires palestiniens[1230]. L'USAID dépense 377 millions de dollars pour la promotion de la démocratie dans cette région entre 1993 et 2001, soit 10 % du budget mondial[1231]. L'Égypte reçoit 230 millions et la Cisjordanie et Gaza, 94 millions[1232].

L'Égypte joue un rôle dans la stabilisation du Moyen-Orient, notamment dans la résolution de la crise du Golfe. Il est également devenu un allié important dans la résolution du conflit israélo-palestinien après la signature des accords de Camp David[1233] en 1978.

Puis en 1993, les accords d'Oslo-Washington sont signés et constituent un accord de paix entre Israël et les palestiniens, un compromis reposant sur la restitution d'un territoire en échange de la reconnaissance de l'État d'Israël. Israël prend alors conscience de sa perte d'intérêt stratégique pour les occidentaux du fait de la fin de la Guerre Froide et de la nécessité de négocier.

Dans cette région, les Américains ne font pas de pressions directes sur les gouvernements, ce qui pourrait être contraire à leur intérêt, le but est que la transition soit

---

[1226] U.S.-Egypt Partnership for Economic Growth
[1227] U.S.-North Africa Economic Partnership (USNAEP)
[1228] Michele Durocher Dunne, « Integrating democracy promotion into U.S. Middle East policy », *Carnegie Papers*, Middle East Series, No. 50, October 2004, p. 4.
[1229] Amy Hawthorne « Can the United States Promote Democracy in the Middle East? », *Current History*, Vol. 102, No. 660, The Middle East, January 2003, p. 21.
[1230] Michele Durocher Dunne « Intergating… *op. cit*. p. 4.
[1231] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion…op. cit*., p. 69.
[1232] *Ibid*.
[1233] Accords signés par Jimmy Carter, Anouar el-Sadate, chef d'État égyptien, et Menahem Begin, Premier ministre d'Israël, à l'issue d'une conférence tenue du 5 au 17 septembre 1978 à Camp David, résidence privée du président des États-Unis, et qui prévoient la signature d'un accord de paix.

progressive et naisse de l'intérieur par le biais de la société civile[1234]. Les États-Unis ne sont pas engagés totalement dans ce domaine et restent prudents. La démocratie dans cette région n'est pas un gage de stabilité, les intérêts américains étant mieux préservés par des régimes autoritaires[1235].

En novembre 1995, l'assassinat du premier ministre israélien Yitzhak Rabin par un extrémiste israélien va entraver le processus de paix et entraîner l'échec des accords de Camp David II en 2000. La présence de l'Irak, la difficulté de mettre en place un processus de paix entre Israël et la Palestine rend cette région particulièrement propice à l'instabilité. Les États-Unis ont une politique qui repose sur plusieurs alliées, la Turquie, l'Égypte et Israël, qu'ils défendent fermement.

L'Irak et le Koweït sont les principaux bénéficiaires des fonds de la NED les premières années, bien qu'ils restent limités, auxquels s'ajoutent en 1994, la Cisjordanie et la bande de Gaza qui est le principal bénéficiaire de la décennie comme le montre le tableau 41. Cette intervention fait suite aux accords d'Oslo de 1993.

Ces deux régions sont aussi la priorité de l'USAID dans la région, mais font office d'exception car la promotion de la démocratie dans cette région est secondaire après les intérêts économiques. L'intervention en Cisjordanie/bande de Gaza par l'USAID est davantage une manière d'aider à l'application des accords d'Oslo que d'une véritable aide à la démocratie[1236]. Or, les deux principaux bénéficiaires des fonds de la NED en 1994 sont CIPE pour un programme visant à faciliter les investissements étrangers et privés, et à développer les infrastructures financières pour un montant de 183 375 dollars[1237]. Le second plus important bénéficiaire est le NDI, pour encourager le développement d'institutions démocratiques (199 990 dollars).

[1234] Michele Durocher Dunne « Intergating… *op. cit*. p. 4.
[1235] Abdul Karim Bangura, « Presidential Doctrines and United States Foreign Aid Policy Towards Egypt from Eisenhower to Clinton », *Indian Journal of Asian Affairs*, Vol. 12, No. 1, June 1999, p. 49.
[1236] Nicolas Bouchet, *Democracy promotion…op. cit*., p. 123.
[1237] Rapport annuel de la NED, p. 57.

Tableau 41: Répartition par pays du budget de la NED pour la région Moyen-Orient 1990-2000

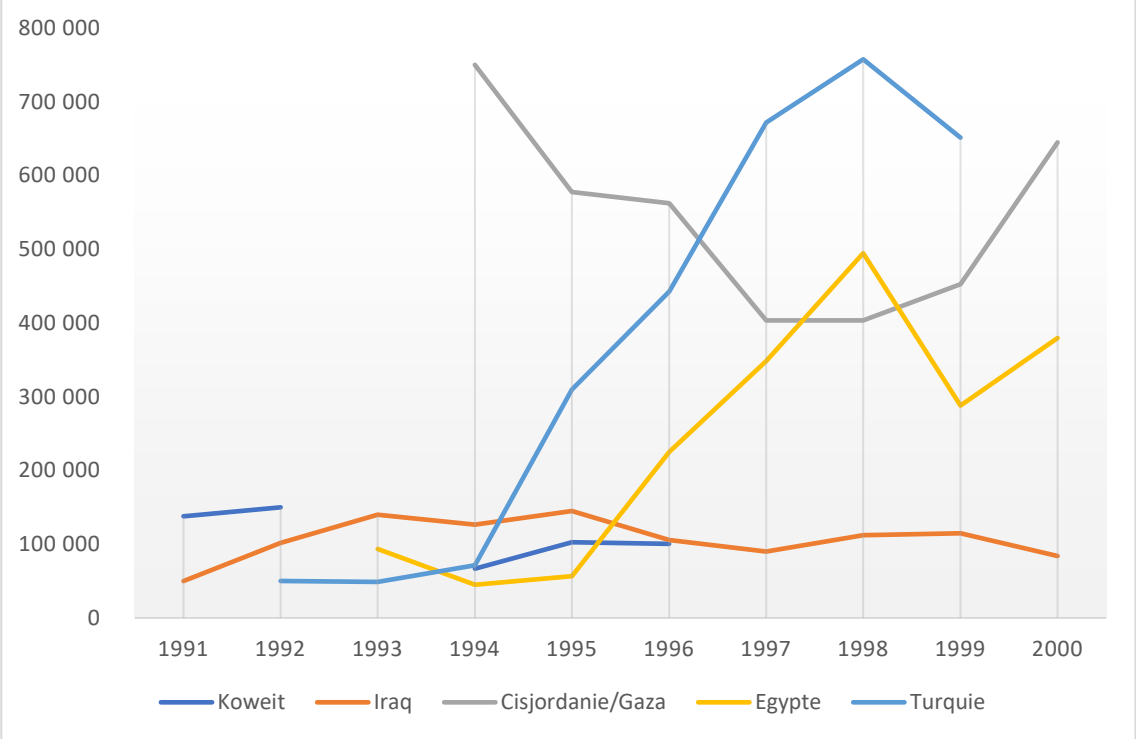
Pays	Montant en $	% Régional	% Total NED
Cisjordanie/Bande de Gaza	3 830 549	16,6 %	1,4 %
Turquie	2 716 658	11,7 %	1,0 %
Egypte	1 930 963	8,3 %	0,7 %
Jordanie	1 819 207	7,9 %	0,7 %
Liban	1 525 941	6,6 %	0,6 %
Yémen	1 303 451	5,6 %	0,5 %
Irak	1 069 630	4,6 %	0,4 %
Maroc	1 058 072	4,6 %	0,4 %
Koweït	557 974	2,4 %	0,2 %
Algérie	481 220	2,1 %	0,2 %
Iran	306 860	1,3 %	0,1 %
Afghanistan	300 000	1,3 %	0,1 %
Oman	69 506	0,3 %	0,0 %
Bahreïn	43 000	0,2 %	0,0 %
TOTAL *	23 128 751		

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1990-2000.

** : comprenant les programmes régionaux non détaillés ici.*

Le graphique suivant (figure 18), représentant l'évolution du budget reçu par les différents pays de la région, montre bien qu'il y a une continuité entre les activités de la NED et la politique américaine. L'implication dans la région débute au Koweït et en Irak principalement, pour se concentrer à partir de 1994 sur la Cisjordanie/Gaza et l'Égypte.

Figure 18: Pays bénéficiaires des fonds de la NED au Moyen-Orient 1991-2000



Source : Graphique réalisé d'après les chiffres des rapports annuels de la NED 1991-2000

La Turquie, un allié de longue date des États-Unis, est le second bénéficiaire de la région (tableau 41). À la fin de la Guerre Froide, cet État perd de son importance stratégique et les américains réduisent leur présence et leur assistance militaire. Il fut un allié important dans la première guerre du Golfe à laquelle il participa aux côtés des États-Unis. Il sera à partir du second mandat de Clinton un partenaire important, notamment dans l'optique du renversement de Saddam Hussein[1238]. C'est un pays dont le financement augmente considérablement à partir de 1995. Cela peut sembler incohérent étant donné le fait que la Turquie est la seule démocratie du Moyen-Orient. On retrouve l'inadéquation entre le besoin et l'offre dans le travail de la NED. Mais on peut imaginer que la Turquie est le seul pays de la région dans lequel la NED peut véritablement intervenir sans risque pour la politique étrangère américaine, notamment économique. De plus, la Turquie joue un rôle important de rempart entre deux modèles,

[1238] Dorronsoro Gilles, *Que veut la Turquie? Ambitions et stratégies internationales*, Paris, Autrement, 2009, p. 63.

l'Occident et le Moyen-Orient, et une dérive autoritaire dans ce pays serait un signe de contagion impensable pour les États-Unis.

La promotion de la démocratie par Bill Clinton au Moyen-Orient est indirecte, tout comme l'est celle de la NED. La fondation privilégie dans cette région le NDI, qui reçoit 22% du budget, suivit de l'IRI 12 %, CIPE, 12 %. Le FTUI ne perçoit que 7 %, c'est la région dans laquelle il est le moins actif. Les discretionnary grants représentent sur la période 45 % du budget.

Au Moyen-Orient, la promotion de la démocratie est moins ferme car elle peut entraîner l'arrivée au pouvoir d'islamistes qui risquent de mettre fin à la démocratie. De même, pour lutter contre le terrorisme, un pouvoir autoritaire semble plus efficace qu'une jeune démocratie[1239]. Selon Thomas Carothers, promouvoir les droits des femmes au Moyen-Orient n'est pas crucial pour la transition démocratique[1240]. En effet, les dirigeants ne respectant pas la société civile de manière générale, se concentrer sur les femmes est prématuré. Certains dirigeants font des avancées dans ce domaine seulement pour afficher leur bonne volonté auprès des pays occidentaux, sans que cela ne réduise véritablement le caractère autoritaire de ces régimes[1241]. Or, il est intéressant de noter que la NED travaille beaucoup dans ce secteur. L'Égypte, en 1998, reçoit 33 000 dollars pour la Egyptician Center for Women's Rights (ECWR), et le NDI reçoit 311 071 dollars à destination principalement du ECWR. Parmis les discretionnary grants, l'organisation Women's Union in Jordan est la septième organisation bénéficiaire (315 860$), suivie à la dixième place de Sisterhood is Global Institute (253 250$) et de Women's Affairs Technical Committee à la treizième place (211 000$). Dans les autres régions, peu d'associations de femmes se trouvent en tête de liste. Cela montre l'engagement relatif dans le domaine de la promotion de la démocratie dans cette région.

[1239] Marina Ottaway, Thomas Carothers, « Middle East Democracy », *Foreign Policy*, No. 145, Nov. - Dec., 2004, p. 28.
[1240] *Ibid*., p. 27.
[1241] *Ibid*.

Selon Joseph Nye, les objectifs humanitaires sont importants dans la définition de l'intérêt national, mais ils ne doivent pousser à l'utilisation de la force que s'il y a d'autres intérêts en jeu. La raison de la guerre du Golfe est l'invasion du Koweït mais surtout les questions de ressources énergétiques et d'alliés régionaux[1242]. De même, l'administration a également invoqué des potentielles répercussions sur l'économie interne, notamment en termes d'emploi[1243], tout comme le processus de paix au Moyen-Orient est considéré comme important pour l'économie globale[1244]. Les questions intérieures et économiques sont au cœur de la nouvelle vision de l'intérêt national de Clinton qui conditionne ses interventions, aux Balkans ou au Moyen-Orient, de même que sa politique de promotion de la démocratie.

Les difficultés de définir un intérêt national clair après la Guerre Froide se retrouvent dans la politique de promotion de la démocratie hésitante du président Clinton, dont les actes ne correspondent pas toujours à la stratégie d'*enlargement*, qui est davantage un principe qui s'adapte à chaque région. Cela se retrouve aussi dans les activités de la NED.

La fin de la dichotomie pro-américains/pro-soviétiques rend plus complexes les relations internationales. Auparavant, la NED agissait beaucoup par une intervention lors des élections, pour faire pencher le résultat du côté américain. Dans les années 1990, on remarque moins de ce type d'intervention. Le but est davantage de diffuser le régime démocratique dans son ensemble. On se rapproche davantage de la théorie de la paix démocratique pure, selon laquelle la démocratie de manière générale est profitable aux États-Unis. C'est pourquoi le lien entre le gouvernement et la NED est moins direct.

En conclusion, la promotion de la démocratie, même si elle est un grand principe affiché par Clinton, est moins utilisée à des fins de politique étrangère comme elle a pu l'être sous

---

[1242] Joseph S. Nye Jr., « Redefining the national interest », *Foreign Affairs*, Vol. 78, No. 4, Jul.-Aug., 1999, p. 32.
[1243] Christopher Layne, Benjamin Schwarz, « American Hegemony… *op. cit*. p. 20.
[1244] Douglas Brinkley, « Democratic enlargement: The Clinton doctrine », *Foreign Policy*, No. 106, Spring 1997, p. 117.

Reagan. Elle est, dans les discours, attribuée à la défense de la sécurité nationale, mais ne constitue pas une priorité pour le président. Pendant la Guerre Froide, le rôle de l'idéologie établissait un lien clair entre les deux. La période Bush-Clinton se caractérise par une importance de la promotion de la démocratie en principe, mais une attitude hésitante dans la manière de l'appliquer réellement, notamment en Chine et au Moyen Orient. Clinton n'en a finalement pas fait une priorité de sa politique. Le président utilise toutefois la NED dans quelques zones sécuritaires comme les Balkans ou la Birmanie, par un financement du département d'État. Mais on remarque également, comme dans les années 1980, des actions de la NED en accord avec les intérêts américains, sans implication du gouvernement, comme en Chine ou au Moyen Orient, en complément d'une politique d'*enlargement* difficilement applicable dans ces régions.

La fondation, face à cette politique plutôt réservée, adopte de son côté un interventionnisme plus poussé, un engagement personnel envers les intérêts américains, comme le montrent ses choix, dictés par les impératifs de la sécurité américaine. Cela s'explique premièrement grâce à son statut, qui lui permet d'agir dans davantage de pays, afin de proposer une action complémentaire à la politique gouvernementale, mais également en raison de l'influence néoconservatrice qui revendique un engagement américain plus actif. Pour cela, elle adopte également une nouvelle stratégie qui se focalise sur le développement d'un nouveau type d'activité afin de renforcer la position hégémonique américaine : la coopération internationale et la recherche.

Chapitre II. Le *Journal of Democracy* et l'International Forum for Democratic Studies : l'hégémonie par la persuasion

Au début des années 1990, la NED doit faire face à des critiques remettant en cause son existence, mais aussi à l'arrivée d'un président qui, bien qu'il affirme la promotion de la démocratie comme nouveau principe, s'intéresse principalement à la politique intérieure. Cela dans un contexte international nouveau où l'ennemi commun avec le gouvernement a disparu et qui voit l'apparition de nouveaux États. Elle réadapte alors son objectif afin de défendre les intérêts nationaux en participant au maintien de la position hégémonique américaine. Elle est un « intellectuel organique » au sens de Gramsci et à partir de 1990, elle va renforcer son action dans le domaine de la persuasion en investissant un domaine d'action, jusque-là minoritaire, qui est la recherche pour analyser la théorie et la pratique du développement démocratique dans le monde[1245]. En effet, « Hegemonic relationship is a pedagogic relationship »[1246]. De même, selon un théoricien de l'hégémonie, Robert Cox, « To become hegemonic, a state would have to found and protect a world order which was universal in conception »[1247]. Le but est alors de diffuser cet ordre mondial démocratique dont les États-Unis font figure de leader, et pour cela il est nécessaire de convaincre les élites internationales notamment. La création du *Journal of Democracy* puis de l'International Forum for Democratic Studies institutionnalise cette hégémonie en créant des liens concrets entre intellectuels du monde concernant la démocratie.

Comme nous l'avons vu précédemment, le travail de la NED a toujours été un outil de la *public diplomacy* américaine. Avec la création du *Journal of Democracy*, elle renforce cette mission de manière autonome en devenant un élément de *soft power*. Cette publication a contribué à l'élaboration d'un paradigme, appelé la transitologie, avec un objectif prescriptif

[1245] https://www.ned.org/about/how-we-work/
[1246] Benedetto Fontana, « Hegemony and power … *op. cit*., p. 100.
[1247] Robert W. Cox, « Gramsci, hegemony and international relations: an essay in method », *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 12, n°. 2, 1983, p. 174.

afin de guider les démocraties émergentes.

1. De la *public diplomacy* au *soft power*

La NED a été créée comme un instrument de la *public diplomacy* américaine[1248]. Ce domaine se distingue du *soft power,* qui peut être défini comme la capacité à atteindre ses objectifs par la persuasion. En effet, le premier est le domaine du gouvernement quand le second peut être mené par des organisations privées. La création d'initiatives de recherche à financement privé par la fondation est le premier pas de ce transfert, qui témoigne d'une volonté d'autonomie. Mais cette autonomie ne représente pas un détachement envers les intérêts américains, mais au contraire un interventionnisme plus poussé. Ces initiatives s'inscrivent dans une stratégie de *soft power* donc qui vise à rendre attractif le modèle américain de démocratie libérale qui est un élément essentiel du renforcement de son hégémonie. Pour cela elles misent sur leur crédibilité académique avec des membres qui témoignent d'une stratégie de professionnalisation. Après avoir détaillé les différentes initiatives mises en place, nous verrons comment elle contribue au *soft power* américain, ce qui nous amènera à étudier le profil des différents participants.

[1248] Voir Partie 1, chapitre III.

II.1.a) Les initiatives dans le domaine de la recherche

Dans le *Strategy Document* de 1992, il est affirmé que la NED souhaite développer deux activités jusqu'ici minoritaires, la coopération internationale et la recherche, définie comme une réflexion sur les enjeux de la lutte pour la démocratie[1249]. En effet, il est déclaré : « it is imperative to develop a more sophisticated understanding of the process of democratic development »[1250].

Cela s'est concrétisé par la création en 1990 d'une revue trimestrielle appelé le *Journal of Democracy*. Il est publié par la John Hopkins University Press, maison d'édition de l'université Johns-Hopkins de Baltimore dans le Maryland aux États-Unis. C'est la plus ancienne presse universitaire d'Amérique, fondée en 1878 par Daniel Coit Gilman, selon lequel l'université avait vocation à diffuser largement le résultat de ses recherches[1251]. Elle est actuellement une des plus grandes presses universitaires du monde. C'est donc cette illustre maison d'édition qui édite le *Journal of Democracy (JOD)*. Cette publication fonctionne grâce à des fonds privés. Les principales organisations donatrices sont les suivantes : Lynde and Harry Bradley Foundation, the Joyce Foundation, John M. Olin Foundation, Smith Richardson Foundation[1252], William H. Donner Foundation, Pfizer, Inc. Selon les fondateurs de la revue, Larry Diamond et Marc Plattner, la résurgence de la démocratie dans les années 1980 est menacée par l'isolement des démocrates du monde entier. La revue tente de pallier ces lacunes : « We hope that it will help to unify what is becoming a worldwide democratic movement »[1253].

Le *JOD* a donc été créé de manière à être une référence en matière de recherche démocratique. Il est au centre de ce nouvel axe de travail de la NED. Puis, face au succès de cette première publication, est mis en place en avril 1994 l'International Forum for Democratic

---

[1249] National Endowment for Democracy, Strategy document January 1992, p. 16.
[1250] *Ibid*., p. 17.
[1251] https://www.press.jhu.edu/about/history
[1252] Ces trois organisations sont des *think tanks* conservateurs, Thomas R. Dye, *Top down policymaking*, New York, Seven Bridges Press, 2001, 181 p.
[1253] Larry J. Diamond, Marc F. Plattner, « Why the "Journal of democracy" », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, p. 4.

Studies (IFDS), un *think tank* qui se définit comme « a leading center for analysis and discussion of the theory and practice of democracy around the world »[1254]. Il est dirigé par les fondateurs du *JOD*, Marc F. Plattner et Larry Diamond. La première année, il s'occupe de la publication de la revue, organise des conférences, des programmes de recherche, et lance le Democracy Resource Center, qui consiste en une librairie et un centre d'archive, une base de données électroniques et un « international bulletin board on democracy »[1255]. Par la suite il met également en place d'autres initiatives telles que des programmes de bourses pour les activistes et les chercheurs sur la démocratie, l'organisation d'événements, de conférences et tient un blog : Power 3.0[1256]. Il s'attache à étudier les domaines suivants : l'influence autoritaire, l'espace d'information, la kleptocratie transnationale, démocratie et société civile. Dans le but de renforcer la communication internationale, le Forum lança également le Network of Democracy Research Institutes (NDRI). Ce dernier consiste en un réseau de *think tank* internationaux dont les objectifs sont les suivants :

- « Analyze the status and problems of democracy, both within individual countries and comparatively
- Identify examples of think tank and policy institute innovation
- Determine factors that contribute to the emergence and consolidation of democracy
- Promote policy discussions among citizens, and between citizens and government
- Foster and strengthen democratic values, principles, and ideas
- Disseminate major works and scholarship on democracy
- Enhance think tank capacity to influence major public policy development
- Identify and stimulate debate about institutional reforms to achieve these goals »[1257].

Il est parvenu à développer un important réseau dans toutes les régions du monde,

[1254] Site internet del a NED https://www.ned.org/ideas/ consulté le 22/05/2021.
[1255] Rapport annuel de la NED 1994, p. 15.
[1256] https://www.power3point0.org/
[1257] Site internet de la NED https://www.ned.org/ideas/network-of-democracy-research-institutes-ndri/ consulté le 22/05/2021.

Afrique, Asie, Eurasie, Europe, Amérique Latine, Moyen-Orient et Afrique du Nord, États-Unis et Canada et compte 80 membres dans une cinquantaine de pays.

Le NDRI fait partie du World Movement for Democracy[1258] dont la NED assure le secrétariat. Cet organisme est le « network of network »[1259] qui met en relation les organisations qui défendent la démocratie dans le monde.

La NED a donc voulu professionnaliser sa démarche en se dotant d'une revue crédible, d'un *think tank* influent, et d'un large réseau d'organisations internationales avec pour objectif d'accompagner le travail qu'elle effectue sur le terrain. Cette focalisation sur la recherche est en adéquation avec la vision du Congrès. Le président du sous-comité sur les affaires internationales du Congrès, Mervyn M. Dymally, déclara en 1990 lors d'une réunion sur la NED :

> « With the new political landscape developing around the globe, it is important to stop and reassess not only our method of promoting democracy, but our targets and instruments as well. Perhaps the time has come to *play a more instructive role rather than an enticing role*, and to revise the vehicle by which we promote democratic institutions around the world »[1260].

Selon Ludovic Tournès, qui a analysé les fondations américaines, ces dernières ont adopté « une stratégie consistant à favoriser l'émergence d'une élite internationale du savoir et du pouvoir afin de piloter rationnellement les sociétés contemporaines selon un triptyque que l'on pourrait résumer en trois mots : paix, démocratie, économie de marché »[1261]. Selon cet auteur, les fondations partagent quatre points communs et il serait intéressant de vérifier si cela

---

[1258] Il est dirigé par un Comité directeur international composé d'éminents militants et penseurs de la démocratie et présidé par l'ancien Premier ministre canadien Kim Campbell. Il tient des Assemblées mondiales financées principalement par des fonds non publics. https://www.ned.org/world-movement-for-democracy/

[1259] https://www.ned.org/world-movement-for-democracy/

[1260] The National Endowment for Democracy and their core grantees: Hearing before the subcommittee on International Operations of the Committee on Foreign Affairs House of Representatives, 101 Congress, second session, July 19, 1990, p. 1. Accentuation ajoutée.

[1261] Ludovic Tournès (sous la dir.*), L'argent de l'influence: Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Autrement, collection mémoires/culture, 2010, p. 5.

s'applique à la NED. Tout d'abord, elles ont pour objectif de promouvoir « un modèle de société fondée sur la libre entreprise, la paix et la démocratie »[1262]. La NED entre clairement dans ce cas. Deuxièmement, elles s'appuient sur « les élites du savoir », ce qui est vérifié par la création de l'IFDS. Troisièmement, elles travaillent dans le monde entier et quatrièmement, leur travail est complémentaire à la diplomatie gouvernementale, ce que nous avons montré précédemment. Nous allons nous focaliser ici sur le deuxième point. La NED, et plus particulièrement son outil théorique, l'IFDS, permet de mobiliser les élites, notamment internationales. En effet, les *think tanks* sont « des secteurs d'intervention privilégiés de la diplomatie philanthropique »[1263]. Les programmes de bourses et d'échanges permettent de favoriser l'apparition d'une classe d'élites transnationales. Le but est de convaincre les élites étrangères de la pertinence du modèle de démocratie occidentale. Pour cela, un programme de bourse est mis en place par le Forum dès 1995, nommé « Visiting fellows program », qui vise à permettre à des universitaires, journalistes, et activistes dans le domaine de la démocratie, de passer de trois à dix mois en résidence au sein de l'IFDS pour « exploring theory and practice of democracy »[1264]. Le second objectif du programme est le développement d'un véritable réseau :

> « Stimulate beneficial interaction among the fellows and others scholars and practitioners of democracy by exposing the fellows to the academic, policy-making, and activits community in Washington and elsewhere in the United States. The fellow benefit, for instance, from their interaction with the extensive network of scholars, many of them in the Washington, D.C. area, who constitute the Forum's Research Council »[1265].

Le tableau en annexe 39 reporte les bénéficiaires de ce programme entre 1995 et 2000. Il est intéressant de noter la présence de Robert S. Leiken, politologue américain qui fut

[1262] *Ibid*., p. 9.
[1263] *Ibid*.
[1264] Rapport annuel de la NED, 1995, p. 15.
[1265] *Ibid*.

particulièrement critique envers le régime sandiniste au Nicaragua, au point de servir de base intellectuelle à la politique de Reagan de défense de soutien aux Contras[1266]. De même, Elizabeth Spiro Clark est boursière de septembre 1998 à juin 1999, elle fut Directrice des programmes au Bureau Démocratie, Droit de l'Homme et Syndicat du département d'État. Enfin, Hyug Baeg Im, bénéficiaire en 1995 pour sa recherche sur la transition en Corée, s'est penché sur la notion d'hégémonie[1267].

Ce programme est devenu en 2001 le Reagan-Fascell Democracy Fellowship, proposant aux candidats de passer cinq mois en résidence au sein de la NED pour mener un programme de recherche sur un thème ou une région et qui doit se conclure par une production écrite. Il y a deux types de public visé par ce programme. La première catégorie est celle des praticiens, issus de pays aspirant à la démocratie, des États en transition ou non démocratiques. Les candidats, qui doivent être expérimentés, ont les profils suivants : défenseurs des droits de l'Homme, dirigeants de la société civile, personnalités de partis politiques, avocats spécialisés dans les droits de l'Homme, parlementaires, militants syndicaux, journalistes et autres membres des médias[1268]. Bien que les praticiens internationaux soient les principaux bénéficiaires de ce programme, ce dernier se décline toutefois avec une branche à destination des « distinguished scholars from the United States and other established democracies »[1269]. Ces chercheurs doivent être titulaires d'un doctorat et revendiquer de nombreuses publications. Le but est la fois la compréhension du travail de la NED, l'éducation à la démocratie et la création d'un réseau à l'étranger. Le Forum veut éduquer les élites étrangères au modèle américain :

> « Exportées dans les universités étrangères ou enseignées aux futurs dirigeants étrangers venus parfaire leur légitimité sur les campus américains, elles servent aussi le

[1266] Sam Roberts, « Robert S. Leiken, Political Scientist Who Defied Labels, Dies at 78 », *The New York Times*, 14 juin 2017, https://www.nytimes.com/2017/06/14/world/americas/robert-leiken-dead.html
[1267] Hyug Baeg Im, « Hegemony And Counter-Hegemony In Gramsci », *Asian Perspective*, Vol. 15, No. 1, Spring-Summer 1991, pp. 123-156
[1268] https://www.ned.org/fellowships/reagan-fascell-democracy-fellows-program/applying-for-a-fellowship/
[1269] *Ibid*.

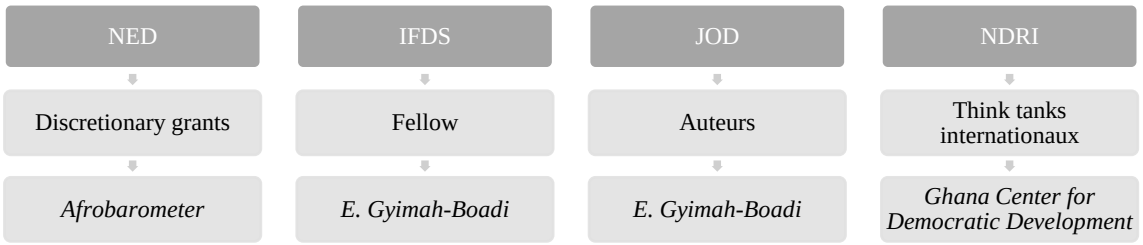
dessein hégémonique de créer une internationale des élites éclairées »[1270].

Le réseau qu'elle crée est le garant de son efficacité :

> « The NED would have had much less effect without the larger web of policies in which it was embedded. Compare the NED's influence today with that of China's Confucius Institutes abroad. The latter are numerous but they do not resonate, as the NED does, with larger structures of free world trade and diplomacy »[1271].

Le schéma suivant (figure 19) illustre cette stratégie avec un exemple concret. Emmanuel Gyimah-Boadi est un bénéficiaire d'un programme d'échange et a fait un séjour en résidence eu sein de la NED en 1996, il fut membre du conseil éditorial du *JOD* dans lequel il écrivit plusieurs articles. Il fonda l'organisation Afrobarometer, bénéficiaire de subvention de la NED et dirige le *think tank* Ghana Center for Democratic Development membre du réseau du NDRI.

Figure 19: Exemple de mise en place du réseau de la NED par ses différentes initiatives



Source : Notre schéma d'après les rapports de la NED.

Cette focalisation sur les élites est une des ressources de la recherche d'hégémonie : « le NED a œuvré à la mise en place d'un véritable champ professionnel de l'hégémonie »[1272]. Si le *JOD* et l'IFDS sont des moyens nouveaux pour parvenir cet objectif, c'est qu'ils participent

[1270] Nicolas Guilhot, « Les professionnels de la démocratie. Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain », *Actes de la recherche en sciences sociales,* 4/2001 (n°139), p. 60.
[1271] Michael Cox, Timothy J. Lynch, Nicolas Bouchet, *US Foreign policy and democracy promotion, from Theodore Roosevelt to Barack Obama*, Routledge, New York, 2013, p. 154.
[1272] *Ibid*., p. 54.

plus largement à la diffusion d'un *soft power* américain.

II.1.b) L'hégémonie par le *soft power*.

La participation de la NED à la *public diplomacy* américaine dans les années 1980 s'expliquait principalement par le financement via l'USIA. Mais cette dernière a été supprimée en 1998, plaçant la NED directement sous le financement du département d'État. Il y a plusieurs raisons qui expliquent ce transfert de l'agence. Tout d'abord, c'est un moyen de lier la *public diplomacy* aux intérêts à court terme de la diplomatie américaine :

> « The case of abolishing USIA and folding public diplomacy into the State Department has been described as placing quick public diplomacy responses on policy issues ahead of the protection of long-term mutual understanding efforts »[1273].

Deuxièmement, cette période voit la nécessité de réduction budgétaire et la politique étrangère est le domaine qui subit de nombreuses baisses, auxquelles l'USIA et l'Arms Control and Disarmament Agency (ACDA) ont pâti. Ensuite, la disparition de l'URSS et la fin de la Guerre Froide a également rendu caduc le thème de la *public diplomacy*. Enfin, la révolution des technologies de l'information a joué un rôle dans l'obsolescence de l'agence[1274].

L'USAID a également été touchée par ces baisses budgétaires et a fait l'objet d'une restructuration. Cela explique que ses financements spéciaux au bénéfice de la NED diminuent dans les années 1990 et disparaissent à partir de 1996[1275].

L'incorporation du domaine de la *public diplomacy* au sein du département d'État témoigne également d'un manque d'intérêt pour la politique étrangère, et dans le même temps permet une meilleure coordination avec les intérêts de Washington. Les mêmes conséquences

---

[1273] Kennon H. Nakamoura, Matthew C. Weed, « U.S. Public diplomacy : Background and current issues », Congressional Research Service, December 18, 2009, p. 16.
[1274] Neil R. Klopfenstein, *USIA's Integration into the State Department: Advocating Policy Trumps Promoting Mutual Understanding*, National Defense University, National War College, Washington, D.C., 2003, p. 10.
[1275] Voir Partie 1 et tableau en annexe 11.

s'observent au sein de la NED. À la fois cela montre un désengagement pour la *public diplomacy* de la part du gouvernement, mais d'un autre côté, la fondation est intégrée au sein du département d'État, elle n'est plus gérée par une organisation indépendante et est donc davantage associée aux considérations du gouvernement américain.

La NED demeure donc un instrument de *public diplomacy* malgré la disparition de l'USIA, mais également de *soft power*. L'une est menée de manière publique, l'autre est l'objet de la société civile et peut être diffusé par des organismes privés, volontairement ou involontairement. La fondation étant un savant mélange des deux secteurs, elle peut se prévaloir d'agir dans les deux domaines. Joseph Nye est le principal théoricien de cette deuxième notion. Il explique que la puissance américaine ne s'évalue pas seulement en termes de pouvoir militaire ou économique, mais qu'il faut également prendre en compte une troisième dimension qui est celle du *soft power*, qu'il définit comme le pouvoir de « getting others want what you want »[1276]. Ce dernier repose davantage sur la cooptation que sur la coercition. C'est un pouvoir d'attraction, qui repose sur des éléments tels que la culture, l'idéologie ou encore les institutions. Il distingue trois types de ressources qu'une puissance peut mettre à profit pour utiliser le *soft power* : « its culture (in places where it is attractive to others), its political values (when it lives up to them at home and abroad), and it foreign policies (when they are seen as legitimate and having moral authority) »[1277]. Selon l'auteur, la politique de promotion de la démocratie de Ronald Reagan puis de Bill Clinton entre dans le cadre du *soft power* américain dont elle est un outil particulièrement efficace : « It is easier to attract people to democracy than to coerce them to be democratic »[1278]. Elle permet à la politique étrangère américaine d'atteindre cette autorité morale dont parle Joseph Nye. En tant qu'élément de *soft power*, le but est de convaincre les autres nations que la démocratie est la meilleure chose pour elles.

[1276] Joseph S. Nye Jr., *Bound to lead, The changing nature of american power*, New York, Basic Books, 1990, p. 31.
[1277] Joseph S. Nye Jr., *Soft power, the means to success in world politics*, New York, Public Affairs Books, 2004, p. 11.
[1278] *Ibid*., p. 17.

Concernant la première ressource, il distingue la culture populaire de la « haute culture ». Cette seconde catégorie est à privilégier en termes d'efficacité, et correspond notamment aux échanges entre scientifiques et universitaires[1279]. Le programme d'échange mis en place par l'IFDS entre alors dans ce cadre. Une *public diplomacy*, pour être performante, doit reposer sur une connaissance de la population visée et les échanges sont un moyen efficace d'améliorer cette compréhension mutuelle[1280]. De même, Victoria Ivenchenko distingue deux types d'instruments de *soft power*, les deux ayant deux composantes[1281] : « Dialogue Mechanisms (Fora, exchange) ; Explaining Mechanisms (Events, exhibition) ». Or, nous avons vu que l'IFDS agit dans ses deux domaines, à la fois de l'échange et de la formation.

Le *soft power* a eu un rôle important dans la chute de l'URSS, mais aussi dans la fin de l'apartheid, le renversement de Milosevic, l'augmentation des démocraties en Amérique Latine, il eut un impact notamment en Chine en 1989, où les étudiants de la place Tiananmen ont construit une réplique de la Statue de la Liberté[1282]. C'est pourquoi il ne doit pas être sous-estimé. La Statue de la Liberté étant un symbole important, on comprend que le *Journal of Democracy* utilise comme logo l'image d'un flambeau qui rappelle cette dernière, et lie la démocratie aux valeurs américaines.



Logo du Journal of Democracy

Le *soft power* se définit également par son côté attractif : « It is also the ability to entice and attract. In behavioral terms, soft power is attractive power. In terms of resources, soft power resources are the assets that produce such attraction »[1283]. Les ressources mobilisées doivent en effet être attractives pour le public étranger. La démocratie possède cette légitimité, cette

---

[1279] *Ibid*., p. 44.
[1280] Joseph S. Nye, « Public Diplomacy and Soft Power », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 616, 2008, p. 103.
[1281] Viktoriia Ivanchenko, « NGO Public Diplomacy As An Instrument Of Global "Soft Power" Competition », *World Affairs: The Journal of International Issues*, Vol. 20, No. 3, July-September 2016, p. 14.
[1282] Joseph S. Nye Jr., *Soft power… op., cit*., p. 51.
[1283] Joseph S. Nye, « Public Diplomacy and Soft Power », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 616, 2008, p. 95.

attraction. Les organisations non-gouvernementales peuvent jouer un rôle important dans ce but : « Non-profit organizations manage their images to increase their soft power »[1284]. Le *JOD* tente de renforcer l'attractivité de la démocratie afin de rendre plus facile de travail de la NED, et plus légitime donc moins contestable à l'étranger, notamment dans les régions les plus réticentes (Chine, Moyen-Orient). Le IFDS utilise cette logique et les moyens associés, à savoir les échanges culturels notamment.

Cet aspect de persuasion nous permet également de faire le lien avec la notion d'hégémonie. La NED est un acteur actif du *soft power* américain, ses initiatives dans le domaine de la recherche en font un « intellectuel organique » dans un but hégémonique. Le fait de promouvoir la démocratie est en lui-même un élément de *soft power* selon Nye. Mais à partir de 1990, la fondation s'engouffre pleinement dans cet objectif d'attraction et de persuasion, notamment auprès des élites, avec pour objectif la défense de la position américaine.

Selon Joseph Nye, la *public diplomacy* est un instrument du gouvernement pour mobiliser les ressources qui produisent le *soft power*. Le *JOD* étant un organisme privé, qui n'est pas financé par le gouvernement contrairement à la NED, montre une indépendance nouvelle. Mais celle-ci ne s'accompagne d'un désengagement de la NED envers les intérêts américains, au contraire. Elle veut s'impliquer davantage alors même que le gouvernement se concentre sur la politique intérieure. La NED prend en main son rôle de diffuseur du *soft power* américain. Elle demeure indépendante du gouvernement, mais tend à être interventionniste dans le domaine de la politique étrangère, délaissée par Clinton. La NED est un élément de *soft power* qui n'est pas totalement hors du contrôle du gouvernement, comme le montre les éléments organisationnels vus dans la première partie. Mais l'essentiel de ses ressources, diffusées via l'IFDS, financièrement indépendant, traduit une volonté d'interventionnisme, toujours guidée par les intérêts américains.

[1284] Joseph S. Nye Jr., « Countering the Authoritarian Challenge, Public Diplomacy, Soft Power, and Sharp Power », Horizons: *Journal of International Relations and Sustainable Development*, No. 15, Special Double Issue: The Populism Issue, Winter 2020, p. 96.

William Robinson résume ainsi cette transition de la fin de la Guerre Froide :

> « The East-West prism in which Kennan and his generation had cast the North-South divide evaporated with the end of the Cold War. Yet, as Gershman's statement suggests, the fundamental objective of defense of privilege in an unjust international system did not change with the collapse of the Soviet system. What has changed are the strategies for securing this objective. What I term the "new political intervention," and the ideological dimensions it entails, has been developed as an effective instrument of "persuasion," in contrast to (or more often, alongside) force, to assure "patterns of relationships" that protect US interests. The shift from "straight power concepts" to "persuasion" has been predicated on a new component in US foreign policy: what policymakers call the "promotion of democracy." The end of the Cold War has opened up new possibilities »[1285].

Comme l'explique Joseph Nye, la révolution des technologies d'information et de la communication dans les années 1990 a accru le nombre d'acteurs non gouvernementaux et leur rôle dans l'espace de la politique étrangère notamment celui du *soft power*, dans lequel ils peuvent être très influents[1286]. Face à l'augmentation de ces acteurs, notamment les *think tanks*, la question de la crédibilité est centrale[1287]. Or, par le biais des initiatives qu'elle mène et que nous avons citées précédemment, la NED s'attache à acquérir une légitimité académique. Face à ce flot d'informations, ce que Joseph Nye appelle le « paradox of plenty »[1288], il est nécessaire de se distinguer. L'analyse des dirigeants nous montre justement la volonté de professionnalisation qui accompagne cette stratégie.

[1285] William I. Robinson*, Promoting Polyarchy…, op. cit*., p. 2.
[1286] Joseph S. Nye Jr., « Countering the Authoritarian Challenge, Public Diplomacy, Soft Power, and Sharp Power », Horizons: *Journal of International Relations and Sustainable Development*, No. 15, Special Double Issue: The Populism Issue, Winter 2020, p. 97.
[1287] *Ibid*., p. 98.
[1288] Joseph S. Nye Jr., *Soft power… op., cit.,* p. 107.

II.1.c) Le profil des membres de l'IFDS et du JOD témoigne d'une « stratégie de professionnalisation »

L'importance de la recherche était déjà visible dans le conseil d'administration de la NED, avec la présence de plusieurs directeurs d'université ou de collège. Les membres issus du domaine de l'éducation représentaient 10% du total des membres entre 1984 et 1990, et 6% étaient membres de *think tank*. Puis, à partir de 1990, il y a une augmentation de cette seconde catégorie, qui représente 16% du total des membres entre 1991 et 2000, contre 12% de membres du domaine de l'éducation[1289].

L'IFDS est dirigé par un « Research Council » composé de 65 membres en 1994, puis à partir de 1996 de nouvelles personnalités l'intègrent chaque année. Au total, il y a 91 personnes qui ont été membres de ce conseil entre 1994 et 2000. La nouvelle vague de personnalités qui l'intègrent en 1999 font pour certains aussi partie du Comité consultatif du *JOD* à partir de 2001. Il y a peu de renouvellement au sein de ce conseil, les 65 membres d'origine y étaient toujours présents en 2000. On peut noter que seulement 8 membres sur 91 ne possèdent pas de doctorat, seul 2 sur les 65 membres d'origine, sachant que 10 membres n'ont pas de biographie disponible permettant de connaître cette donnée. L'IFDS a donc réellement pour objectif de se positionner en tant qu'expert.

[1289] Voir tableau 1 en Partie 1, Chapitre II, 3.

Tableau 42: Résultats significatifs de l'étude prosopographique du Research Council de l'IFDS

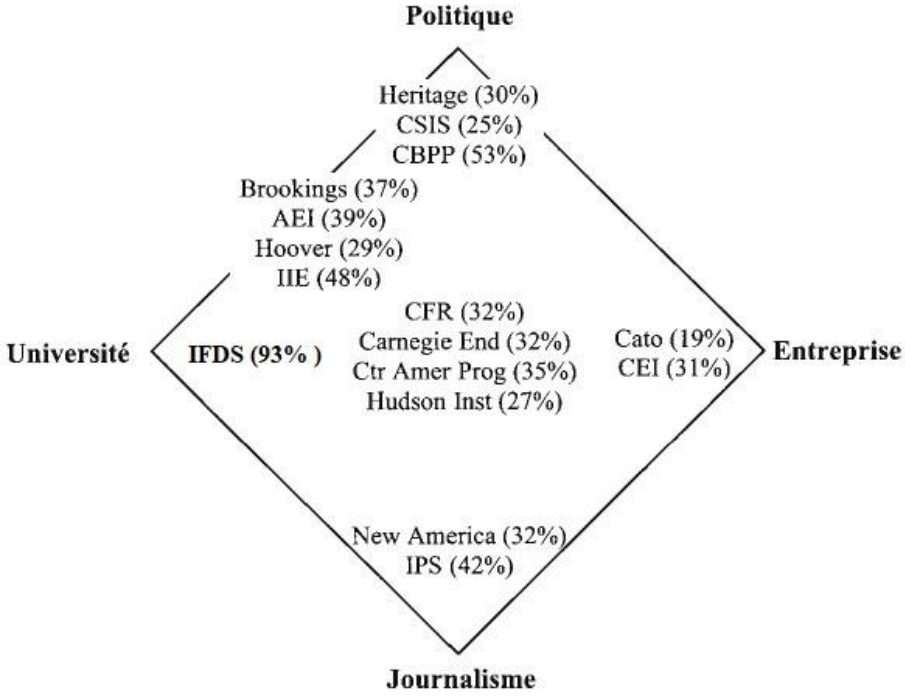
ELEMENTS BIOGRAPHIQUES	IFDS	%
Titulaire d'un doctorat	73	80 %
Milieu universitaire	71	78 %
Milieu politique	1	1 %
Hybride politique/universitaire	15	16 %
Hybride politique/entreprise	1	1 %
Membre du CFR	13	14 %
Membre de l'APSA	7	8 %
TOTAL des personnalités membres sur la période	91	

Source : Nos calculs d'après les réponses au questionnaire prosopographique (source indirecte)

Thomas Medvetz, sociologue américain, a établi une typologie des *think tanks* américains. Il a classé le profil des membres selon leur appartenance aux milieux universitaire, politique, de l'entreprise, du journalisme. Il observe que les membres des principaux *think tanks* américains sont caractérisés par leur carrière particulièrement hybride[1290]. La figure 20 est le schéma utilisé par Thomas Medvetz pour illustrer les résultats de son analyse, sur lequel nous avons placé l'IFDS en utilisant sa méthode. On observe qu'il se distingue des principaux *think tanks* américains. 71 sur 91 membres sont des universitaires, 15 ont des carrières hybrides politique/universitaire. Donc, au sein du IFDS, la grande majorité sont des universitaires, chercheurs et professeurs, qui font également partie d'autres *think tanks*, comme le Council on Foreign Relations ou l'American Political Science Association.

[1290] Thomas Medvetz, « Les think tanks aux États-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, no. 1-2, 2009, pp. 82-93.

Figure 20: L'IFDS dans le classement des *think tanks* dans l'espace social en fonction de la trajectoire professionnelle des experts



Source : Thomas Medvetz, *«* Les think tanks aux États-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs *», Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, no. 1-2, 2009, pp. 82-93. L'IFDS a été ajouté au schéma.

L'objectif est d'accompagner le travail de terrain de la NED par un travail dans le domaine de la recherche, pour appuyer ses activités et faire de ce domaine un réel champ des sciences sociales, ce qui renforce la légitimité des activités de la fondation, qui devient plus crédible et professionnelle. Nicolas Guilhot montre que le profil de ces membres témoigne d'une « stratégie de professionnalisation »[1291] et la volonté de développer une « expertise hégémonique »[1292]. Le but est la représentativité affichée, déjà importante dans le conseil d'administration de la NED comme nous l'avons démontré dans la première partie. La plupart des membres de l'IFDS sont certes des universitaires, mais beaucoup ont été consultants pour des agences gouvernementales comme l'USAID.

[1291] Nicolas Guilhot, « Les professionnels de la démocratie. Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain, » *Actes de la recherche en sciences sociales* 4/2001 (n°139), p. 59.
[1292] *Ibid*., p. 58.

On remarque également qu'à partir de 1997, avec l'arrivée de six nouveaux membres au sein du conseil de l'IFDS, mais surtout de 1998, avec dix-huit nouveaux membres, ce dernier s'internationalise. En effet, sur ces 24 nouvelles personnalités, 21 sont étrangères ou travaillent dans des instituts ou des universités étrangères, avec une large représentation mondiale, Italie, Portugal, Taïwan, Moscou, Zinmbabwe, Mexique, Corée, Nigéria Bangladesh etc…[1293]. Auparavant, jusqu'en 1996, les membres étaient presque exclusivement américains. Puis, l'augmentation du réseau du Forum lui permet d'atteindre les élites transnationales, ce qui est un des buts de son action.

Treize membres font également partie du Council on Foreign Relations (CFR), ce qui est révélateur. En effet, c'est un des plus ancien *think tank* américain, créé en 1921, qui publie la revue *Foreign Affairs*. Il est un acteur important de la formulation de la politique étrangère : « The Council and the community it represents, are at the very center of the process through which opinion of foreign policy is formed »[1294]. Il a tissé un large réseau avec les autres organisations dans le domaine de la politique étrangère[1295] (Brookings, Rand Corporation, Institute for Defense Analysis, Hudson Institute), ce qui en fait le représentant de l'Establishment américain. Après la Seconde Guerre mondiale, le Conseil s'est attaché à définir l'intérêt national comme celui de la classe qu'il représente et qui consiste en la préservation du système économique et politique[1296]. Le CFR promeut les intérêts américains, notamment ceux de la classe dominante : « The Council seems ideally designed to maintain capitalist class consensus and hegemony in the area of foreign affairs »[1297]. Pour cela, il tente d'influencer la politique étrangère américaine : « the Council on Foreign relations is the quintessential personification of United States impérialism »[1298]. Il est clairement une « policy planning

---

[1293] Voir liste en annexe 34.
[1294] Laurence H. Shoup, William Minter, *Imperial brain trust, The Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*, New York, Monthly Review Press, 1977, p. 81.
[1295] *Ibid*., p. 70.
[1296] *Ibid.,* p. 137.
[1297] *Ibid.,* p. 86.
[1298] William G. Domhoff, foreword x,.dans Laurence H. Shoup, William Minter, *Imperial brain trust, The Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*, New York, Monthly Review Press, 1977, 334 p.

organization »[1299] qui a donc pour intention de conseiller les hommes politiques. De plus, le CFR est un « global think tank »[1300], dont le but est également de défendre la position hégémonique américaine. Dans les années 1980, il tenait une position très ferme envers l'URSS[1301]. Le fait que certains membres du Forum participent également au CFR montre qu'ils partagent cette vision, notamment le fait de vouloir influencer la politique.

Le *Journal of Democracy* étant la première initiative dans le domaine de la recherche, apparu avant le Forum, il est également important de se pencher sur les membres de son comité éditorial. Cette revue a été créée par Larry Diamond et Marc Plattner, le premier occupe toujours cette position et le second l'a quitté en 2020. Larry Diamond est un chercheur associé à la Hoover Institution, *think tan*k rattaché à l'université de Standford, au sein de laquelle il travaille notamment sur la Chine. Marc Plattner fut coéditeur de la revue néoconservatrice *The Public Interest*. Il occupa le poste de directeur des programmes au sein de la NED de 1984 à 1989, puis de vice-président pour la recherche et les études jusqu'en 2016.

Ces deux personnalités sont à la tête d'un comité éditorial composé de vingt membres de 1990 à 1993, auquel s'ajoute huit membres de 1993 à 1999[1302]. Dix-sept nouveaux membres l'intègrent en 1999 puis en 2000, il se dote d'un International Advisory Committee (IAC) composé de dix-sept membres. Tout comme le Forum, on remarque tout d'abord une certaine continuité, les vingt membres d'origine sont les mêmes toute la décennie, ceux qui intégrèrent le comité en 1993 en faisaient encore partie en 2010. Il est donc important de voir le profil de ces membres.

À l'issu d'une étude prosopographique, dont les résultats sont résumés dans le tableau en annexe 37, il est ressorti que la plupart des personnalités au sein du comité éditorial sont des chercheurs, titulaires d'un doctorat (20 sur les 28 membres entre 1990 et 1998). Deux autres

[1299] Thomas R. Dye, *Top down policymaking*, New York, Seven Bridges Press, 2001, p. 45.
[1300] *Ibid*., p. 47.
[1301] *Ibid*.
[1302] Voir tableau en annexe 35.

catégories peuvent être distinguées, la première est celle des membres ayant eu un poste au gouvernement, la seconde comprend des dissidents de pays autoritaires, ou des activistes. Elles sont détaillées dans le tableau en annexe 36.

Les membres ayant eu un poste au gouvernement sont les suivants :

- Naomie Chazan est un cas particulier car elle a eu une poste, mais dans un gouvernement étranger, elle fut membre du pouvoir législatif en Israël.
- Charles H. Fairbanks, Jr, a été sous Reagan secrétaire adjoint du département d'État américain et membre de l'équipe de planification politique du département. Il a été conseiller en politique étrangère pour la campagne de Reagan en 1980 et pour la campagne de Bush en 1988. C'est lui qui a été chargé de mettre en place la politique de promotion de la démocratie de l'administration, aux côtés d'Elliott Abrams. Il est encore aujourd'hui membre du *JOD* ;
- Samuel P. Huntington fut conseiller du département d'État pendant la guerre du Vietnam, consultant pour d'autres gouvernements, notamment la dictature militaire brésilienne en 1972, et membre du Conseil de sécurité national sous la présidence démocrate de Jimmy Carter, de 1977 à 1979 ;
- Susan Kaufman Purcell fut membre du personnel de planification des politiques du département d'État américain, sous la direction des présidents Jimmy Carter et Ronald Reagan ;
- Arturo Valenzuela a occupé le poste de secrétaire adjoint aux affaires de l'hémisphère occidental lors du premier mandat du président Clinton, ou il a travaillé à la mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis à l'égard du Mexique puis a été membre du Conseil de sécurité nationale de 1999 à 2000 ;
- Ernest J. Wilson III a occupé le poste de directeur des programmes et ressources internationaux au Conseil de sécurité national de 1993 à 1994 et celui de directeur de l'unité de politique et de planification au bureau du directeur de l'USIA en 1994. Il a également travaillé en tant qu'assistant du Congrès ;

- Francis Fukuyama a été membre du Policy Planning staff du département d'État en tant que spécialiste du Moyen-Orient de 1981 à 1982 puis en 1989 sur les questions européennes ;
- Condoleezza Rice fut en 1989 directrice des affaires soviétiques et est-européennes au Conseil national de sécurité, et assistante spéciale du président George H.W. Bush. En 1997, elle fait partie du Federal Advisory Committee on Gender Integrated Training in the Military et en 2001, elle est nommée Conseillère à la sécurité nationale par le président George W. Bush de 2001 à 2005, puis secrétaire d'État de 2005 à 2009.

Il y a donc plusieurs personnalités ayant eu de hautes fonctions dans le domaine des affaires étrangères et de la sécurité, notamment sous Reagan. Cela témoigne d'une communauté d'intérêt, avec les mêmes éléments caractéristiques des membres de la NED. On remarque un autre élément commun avec le conseil de la fondation, c'est le fait que nombreux sont ceux issus des prestigieuses universités de Harvard ou de Yale[1303] (13 sur 29 membres[1304]), renforçant le caractère élitiste. Trois ont également été membres du Council on Foreign Relations. Cette représentation du CFR se retrouve aussi dans le conseil d'administration de la NED. Entre 1984 et 1991, cinq membres sur les 22 ont fait partie du CFR, Carl Gershman, Henry Kissinger, Sally Shelton Colby, Zbigniew Brzezinski et Madeleine Albright. Mais cela est particulièrement visible à partir de 1992. Parmi les membres entre 1992 et 2000, 8 sur les 37 ont été membres du CFR, Winston Lord, Susan Kaufman Purcell, David Gergen, Paula Dobriansky, Morton Isaac Abramowitz, John Hurford, Thomas H. Kean et Ralph Gerson. Le même type de profil est présent au sein de la NED, du Forum et du *JOD*. Comme le mentionne le *Strategy document* de 1992, le Forum permet aux anciens membres de la NED de rester actif en participant à ses

[1303] Universités membres de la *Ivy League*, groupement des huit universités américaines les plus prestigieuses.
[1304] Voir tableau en annexe 37.

activités après la fin de leur mandat[1305]. Il y a donc un important processus de *revolving doors* au sein des organismes qui compose la NED, et donc une grande continuité.

Du point de vue des spécialités régionales, on remarque qu'il y a une plus grande proportion de chercheurs ayant une expertise sur le Moyen-Orient, à savoir Shaul Bakhash, Ergun Özbudun, Alfred Stepan, Daniel Brumberg et Francis Fukuyama[1306]. Ensuite, toutes les régions, selon la typologie de la NED, sont égalitairement représentées avec trois experts pour l'Europe, trois pour l'Asie, trois pour les anciennes Républiques soviétiques mais seulement un pour l'Afrique[1307].

La deuxième catégorie que l'on peut relever de l'étude des membres du conseil et celle des « dissidents ». Elle est composée de personnalités ayant fui leur pays, ayant été critiques envers le régime de leur pays d'origine, ou sont des activistes des droits de l'Homme et de la démocratie, et sont au nombre de six.

Le premier est Leopold Labedz. D'origine russe, c'est un dissident qui a rejoint l'armée polonaise puis a fui en Angleterre. C'est un « cold warrior », qui fut critique envers la politique de la détente[1308]. Il était un ami de Richard Perle, néoconservateur alors conseiller du sénateur Henry Jackson[1309]. De plus, il a fait partie du Committee in Support of Solidarity aux côtés de Zbigniew Brzezinski, de Lane Kirkland, de Leszek Kolakowski et de Daniel Patrick Moynihan. Le second de cette catégorie des dissidents est justement Leszek Kolakowski. Philosophe polonais, il est critique du régime depuis 1957, puis exclu du Parti en 1966 et enfin révoqué, en 1968, de son poste à l'université de Varsovie. Il part alors enseigner au Canada, puis à Berkeley. Il devient porte-parole de l'opposition polonaise. Ces travaux en philosophie abordent le marxisme et le phénomène totalitaire.

Ensuite, Vladimir Tismaneanu est né en Roumanie. Il quitta le pays communiste en 1981

[1305] National Endowment for Democracy, Strategy document January 1992, p. 18.
[1306] Voir tableau en annexe 38.
[1307] *Ibid*.
[1308] Edward Shils, « Leopold Labedz », *The American Scholar*, Vol. 63, No. 2, Spring 1994, p. 257.
[1309] *Ibid*., p. 249.

et s'installa aux États-Unis en 1982. Il intégra en 1983 le Foreign Policy Research Institute de Philadelphie en tant que chercheur associé. Entre 1985 et 1990, il enseigne à l'Université de Pennsylvanie et depuis 1990, à l'Université du Maryland, au département de gouvernement et de politique. Il a été un collaborateur de Radio Free Europa et de Voice of America. Il étudie les thèmes suivants : la politique est-européenne et russe, l'effondrement du communisme, la démocratie, mémoire et justice morale dans les sociétés post-autoritaires, le nationalisme, la société civile, les menaces pour le libéralisme dans l'Europe de l'après-Guerre Froide, les révolutions de 1989 et leurs conséquences.

Peter Reddaway, britannique, fait partie de cette catégorie en raison de ses recherches sur la politique de l'URSS entre 1960 et 1964, qui l'ont conduit à faire plusieurs voyages en Union soviétique. Lors d'une de ses expéditions, il rencontra des dissidents ce qui lui valut d'être exclu de l'Université de Moscou de laquelle il est diplômé et contraint de quitter le pays. Il publia son expérience dans un ouvrage, *The Dissidents: A Memoir of Working with the Resistance in Russia, 1960-1990*. Son domaine d'expertise est la politique et le gouvernement de la Russie et des autres États post-soviétiques, les droits de l'Homme et des minorités.

Les deux personnalités suivantes ont un parcours particulier. Le premier, Liang Heng, est un écrivain chinois qui a pu quitter son pays grâce à son mariage avec une américaine, Judith Shapiro, union que Deng Xiaoping a autorisée en application du rapprochement sino-américain des années 1980[1310]. Le couple part alors vivre aux États-Unis. Dans un ouvrage écrit avec sa femme, *Son of the Revolution*, il y décrit sa jeunesse dans la Chine communiste, en tant que garde rouge et loyal du parti communiste, la tragédie des années Mao et sa désillusion politique. Il défend la liberté intellectuelle en Chine depuis les États-Unis.

Enfin, Octavio Paz est un poète et un essayiste mexicain qui participa en 1937 en Espagne au Second International Congress of Anti-Fascist Writers. Il entra par la suite dans le

[1310] David P. Barrett, « Reviewed Work: Son of the Revolution by Liang Heng and Judith Shapiro », *The International History Review*, Vol. 6, No. 4, Nov., 1984, pp. 655-657.

service diplomatique mexicain par le biais duquel il fut envoyé en France. En 1962, il est nommé ambassadeur du Mexique en Inde. Mais en 1968, il démissionne du service diplomatique pour protester contre la répression sanglante par le gouvernement des manifestations étudiantes qui ont eu lieu lors des Jeux olympiques de Mexico. Ce dernier élément est ce qui nous permet de le placer dans la catégorie dissident. En effet, il montre un engagement politique fort en faveur des droits de l'Homme.

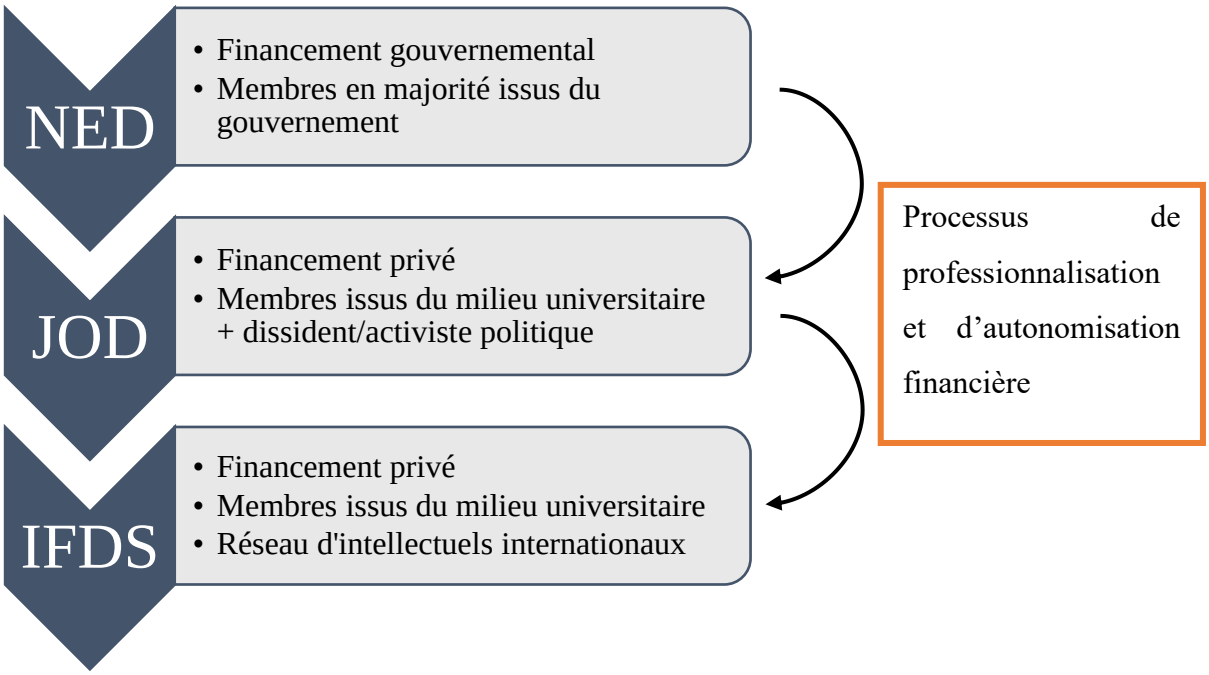
Ces hommes et femmes ont en commun leur engagement pour défendre notamment la démocratie et les droits de l'Homme, et sont motivés par leur expérience personnelle dans leur pays d'origine. La majorité des membres du *JOD* sont américains, toutefois, les membres d'origine étrangère ont émigré aux États-Unis où ils y ont fait leurs études, y ont travaillé ou séjourné. En tant qu'étranger convaincu par le modèle américain, ils permettent de renforcer l'attractivité de la démocratie. En effet, comme le déclare Joseph Nye : « The most effective spokesmen for the United States are not Americans but indigenous surrogates who understand America's virtues as well as our fault »[1311].

La NED, dans les années 1990 est donc dans une logique de défense de son rôle et de son intérêt. La création du *JOD* puis du Forum et des autres initiatives qui les entourent, montre également la volonté d'accroître sa légitimité auprès du Congrès et de l'administration. Comme l'explique Carl Gershman : « We have to show that our work can promote the national interest, but only if it is not tied directly to government policies »[1312]. Son objectif est double, assurer son existence, et assurer les intérêts américains, le second renforçant le premier.

La figure 21 résume les éléments de cette stratégie qui consiste à se positionner en tant qu'expert de la recherche scientifique sur la démocratie mise en place par la NED à partir de 1990.

[1311] Joseph S. Nye Jr., Soft power, p. 122.
[1312] Presentation of Carl Gershman at the Colloquium « The political foundations in the Western democracies: What role and what future? », the French Senate, Paris, June 6, 1996, p. 5.

Figure 21: Composante de la stratégie de professionnalisation



Source : Schéma d'après notre analyse des initiatives de la NED.

Enfin, afin de compléter l'analyse, il est nécessaire de se pencher rapidement sur le profil des auteurs qui participent au *JOD* et qui peut apporter des éléments complémentaires[1313]. Dans la même logique, la majorité sont des universitaires américains, et parmi les chercheurs étrangers, beaucoup ont étudiés aux États-Unis. On peut relever la participation de Fang Lizhi, physicien chinois, qui appelle à la démocratie dès 1987. Il est exclu du parti communiste puis, lors des manifestations de 1989, il s'exile aux États-Unis. Lors d'un voyage du président Bush en Chine, en février 1989, Fang faisait partie des invités à l'ambassade, mais des responsables de la sécurité chinoise l'empêchèrent de s'y rendre[1314]. Il y a également d'autres figures dissidentes, Aun San Suy Ki, Václav Havel (figure de la démocratie en République Tchèque), Binyan Liu (dissident chinois), des figures symboliques comme le Dalaï Lama, des figures politiques américaines (Condolezza Rice) et également étrangères. On remarque la participation de présidents, principalement latino-américain : Raul Alfonsin, ancien président de l'Argentine

[1313] La liste complète de tous les auteurs ayant participé au JOD de 1990 à 2000 se trouve en annexe 40.
[1314] Warren I. Cohen, *America's response to China: a history of Sino-American relations*, New York, Columbia University Press, 2000, p. 214.

de 1983 à 1989 ; Julio Maria Sanguinetti, qui fut président de l'Uruguay de 1985 à 1990 ; Lee Teng-hui, président de la République de Chine, Taïwan, de 1988 à 2000 ; Fernando Henrique Cardoso, président du Brésil de 1995 à 2002, ; Mário Soares, fondateur de la démocratie portugaise qui a occupé les postes de Premier ministre, puis de président de son pays de 1986 à 1996.

Mais les principaux contributeurs, qui ont publié au minimum quatre articles dans le *JOD* entre 1990 et 2000 sont détaillés dans le tableau 43. Après les deux éditeurs, Marc F. Plattner et Larry Diamond, qui ont eux-mêmes réalisé de nombreuses contributions, Francis Fukuyama est un grand contributeur de la revue avec un panel de sept contributions jusqu'en 2000, suivi avec six contributions chacun de Charles H. Fairbanks Jr., Guillermo A. O'Donnell, Michael McFaul, Richard Rose, Seymour Martin Lipset.

Charles H. Fairbanks Jr., nous l'avons vu, est un ancien membre de l'administration Reagan. Guillermo A. O'Donnell est un des précurseurs des *democratization studies*. Michael McFaul fut en 1992 représentant du NDI en Russie et consultant pour l'institut de 1990 à 1996. Il est membre du Council on Foreign Relations, de l'American Political Science Association[1315]. Spécialiste de la Russie, il sera nommé en 2012 ambassadeur des États-Unis en Chine. Adrian Karatnycky a été président et directeur exécutif de le Freedom House de 1993 à 2004. Emmanuel Gyimah-Boadi, membre de l'IFDS, est consultant pour la Banque Mondiale et l'USAID, il dirige le *think tank* Ghana Center for Democratic Development et Andrew J. Nathan, qui fut membre de la NED, est un spécialiste de la Chine. Enfin, Ghia Nodia dirige le *think tank* géorgien Caucasian Institute for Peace, Democracy and Development. Ils sont représentatifs du type de personnalité présente au sein du Forum et du comité éditorial du *JOD*, membres d'une élite internationale, associés à de grandes organisations internationales ou des bénéficiaires du réseau du Forum.

[1315] Il fut également membre de l'organisation universitaire Phi Beta Kappa, comme de nombreux membres de la NED (voir Patrie 1).

Tableau 43 : Auteurs ayant publiés un minimum de trois articles au sein du *JOD* sur la période 1990-2000

Nom	Nombre d'articles
Francis Fukuyama	7
Charles H. Fairbanks Jr.	6
Guillermo A. O'Donnell	6
Michael McFaul	6
Richard Rose	6
Seymour Martin Lipset	6
Emmanuel Gyimah-Boadi	5
Philip J. Costopoulos	5
Adrian Karatnycky	4
Andrew J. Nathan	4
Ghia Nodia	4
Joel D. Barkan	4
Samuel P. Huntington	4

Source : Nos calculs d'après les publications du JOD 1990-2000

De plus, cette stratégie de professionnalisation est renforcée par un phénomène d'expertise. En effet, bien que nombreux sont les membres et auteurs titulaires d'un doctorat, ils n'opèrent plus dans le champ académique mais dans celui de l'expertise, qui peut être définie comme « la production de connaissances intégrée à des processus de prise de décision de différentes natures (politique, économique, judiciaire, etc.) »[1316]. Comme l'a expliqué Nicolas Guilhot, c'est un moyen d'« imposer la catégorie d'« expert » dans un champ jusque-là

[1316] Laura Maxim, et Arnold Gérard. « Entre recherche académique et expertise scientifique : des mondes de chercheurs », *Hermès, La Revue*, vol. 64, no. 3, 2012, pp. 9-13

relativement éloigné du monde académique »[1317]. L'aboutissement de ces travaux n'est donc pas ce qu'on pourrait appeler une recherche académique, mais une expertise à visée prescriptive. Tout d'abord en raison du profil des auteurs, puis à cause du cadre dans laquelle elle s'exerce, le *JOD*, publié par un *think tank*, l'IFDS, soumis aux différentes influences observées précédemment. Ces personnalités ont contribué à faire de l'étude sur l'établissement de la démocratie un domaine d'expertise, dans lequel ils expérimentent donc des positions normatives. Par ce biais, ils sont parvenus à mettre au point un véritable paradigme de la transition démocratique avec pour objectif d'être utilisé par les praticiens, à la fois gouvernementaux et non-gouvernementaux. C'est le contenu de ce paradigme qu'il convient alors d'analyser, et la manière dont il s'inscrit dans le travail de la fondation.

2. L'évolution du paradigme transitologique et son rôle prescriptif

Le *JOD* se veut le leader d'un nouveau domaine des sciences sociales, les *democratization studies*. Plusieurs auteurs dans les années 1970 ont abordé ce thème[1318], puis Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter et Laurence Whitehead ont relancé le débat avec leur ouvrage en cinq volumes *Transitions from the authoritarian rule*[1319] en 1986, qui ouvre la voie à l'étude des phénomènes de transition politique, et notamment de transition démocratique. Ce projet, mené par le *think tank* Woodrow Wilson Center dès 1979, est le premier qui se consacre au domaine de la transition politique. Il est dirigé par un trio de chercheurs américain, latino-américain et européen. Il se veut à la fois normatif et prescriptif, et a pour ambition de

[1317] Nicolas Guilhot, « Les professionnels de la démocratie… *op. cit*. p. 59.
[1318] Seyour M. Lipset, *Political Man*, New York, Doubleday, 1960, 432p.; Dankwart A. Rustow, « Transitions to Democracy: Toward a Dynamic Model », *Comparative Politics,* Vol. 2, No. 3, Apr., 1970, pp. 337-363; 1963; Lucian Pye, *Aspects of Political Development*, Boston, Little, Brown, 1966, 205 p.
[1319] Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter, Laurence Whitehead, *Transitions from the authoritarian rule,* London, The John Hopkins University Press, 1986, 5 volumes.

fournir des réponses aux acteurs politiques[1320]. L'analyse de la transition est définie comme « the study of how the autocratic regimes break down and transit to democracy »[1321] et est devenue un véritable sujet d'étude, les éditions Routledge possédant une série sur les *Democratization and Autocratization Studies*. Ce domaine, pertinent dans les années 1980 suite à la chute de nombreux régimes autoritaires et du communisme, est une spécialité quasi-exclusivement américaine avec une volonté principale de fournir des conseils politiques[1322]. La transitologie revient à étudier « le changement des procédures politiques au cours d'une période couvrant l'effacement d'un régime autocratique et les efforts pour implanter une démocratie »[1323]. Le *JOD* joue un rôle important dans le travail de la NED grâce à sa recherche dans le domaine de la transition à partir des années 1990. En effet, sa réflexion entre dans le cadre de la recherche d'hégémonie tout d'abord car il réfléchit en termes de rivaux à la démocratie. Ensuite, cela le conduit à établir la démocratie comme seul régime légitime. Parfois, cette légitimité est parfois considérée comme établie et incontestable, ce qui déplace la réflexion sur la manière de la promouvoir. Enfin, le *JOD* se focalise sur les transitions démocratiques, puis sur la question de la consolidation qui implique un caractère prescriptif.

[1320] *Ibid*., Foreword by Abraham Lowenthal.
[1321] Kathryn Stoner, Larry Diamond, Desha Girod and Michael McFaul, Chapitre 1 « Transitional successes and failures, the international-domestic nexus » dans Kathryn Stoner, Michael McFaul (eds), *Transitions to Democracy. A Comparative Perspective*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2013, 456 p.
[1322] Jean Grugel, « Democratization Studies: Citizenship, Globalization and Governance », *Government and Opposition*, Vol. 38, No. 2, Spring 2003, p. 238.
[1323] Nicolas Guilhot, Philippe C. Schmitter, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies », *Revue française de science politique*, 50e année, n°4-5, 2000, p. 618.

II.2.a) Une analyse en termes rivaux à la perspective démocratique

La lecture des articles du *JOD* permet de mettre en lumière quelques caractéristiques récurrentes chez les auteurs. On remarque en effet une tendance à examiner la démocratie au regard des différents modèles concurrents. Cette réflexion en termes de rivaux, qui sont souvent par ailleurs discrédités, contribue à renforcer l'hégémonie du régime démocratique à l'occidental. Dans le même temps, la revue semble privilégier une certaine voie en particulier, la démocratie capitaliste, en faisant de ce système économique une condition importante du processus de démocratisation. Le *JOD* joue donc un rôle dans deux domaines : la perception des menaces, notamment des puissances susceptibles de menacer l'ordre hégémonique, et le lien entre la démocratie et le capitalisme pour maintenir ce système.

II.2.a)i) La menace des alternatives

Dans les années 1980, la démocratie connaît « a true resurgence »[1324] selon Marc Plattner. La démocratie est supérieure en termes de légitimité, d'attrait idéologique, de puissance économique et militaire : « We may at least be entering a sustained period of peaceful democratic hegemony-a kind of "Pax Democratica" »[1325]. Les échecs que connaissent certaines nouvelles démocraties ne représentent pas un danger pour l'hégémonie de la démocratie tant que n'apparaît pas d'autres rivaux[1326]. Une des alternatives souvent citées est le nationalisme. Mais par définition, ce n'est pas un principe universel car il est conçu différemment selon les entités nationales, et n'est pas complètement incompatible avec la démocratie. Les religions, particulièrement l'Islam, représentent également une seconde alternative plus sérieuse même si

[1324] Marc F. Plattner, « The democratic moment », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, p. 35.
[1325] *Ibid*., p. 40.
[1326] *Ibid*., p. 43.

cette dernière est peu attrayante en dehors du monde islamique[1327]. Marc Plattner note que l'avenir politique de l'URSS et de la Chine sera décisif. Il pense que si ces États prennent le chemin de la démocratie, on approchera alors de la victoire de la démocratie selon la conception de Fukuyama et que le scénario contraire entraînera la naissance d'une « nouvelle idéologie anti-démocratique »[1328] qui, associée à des succès militaires et économiques de ces États, pourrait se répandre régionalement. La promotion de la démocratie est donc vue selon l'auteur en termes d'hégémonie, mais aussi de sécurité. Il sous-entend qu'un régime anti-démocratique qui se propagerait en Asie pourrait être menaçant.

Dans les années 1980, la NED accompagnait la politique de Ronald Reagan car elle partageait sa politique anticommuniste et « faucon ». Désormais, en raison du recul pris par Bill Clinton envers les néoconservateurs, le fait qu'il privilégie la politique intérieure, et ne soit pas considéré comme assez fort pour maintenir la puissance américaine, la NED, par le biais du *JOD*, va tenter d'influencer la politique cette fois pour qu'elle soit plus ferme envers la Chine notamment. Les *think tanks* peuvent avoir pour objectifs d'influencer directement la politique. À titre d'exemple, le Council on Foreign Relations avait dans les années 1960 lancé une campagne pour rétablir des relations avec la Chine. En effet, la politique d'isolement suite à son obtention d'un siège à l'ONU par Nixon n'était pas dans l'intérêt économique du Conseil. L'étude du CFR sur « United States and China in World Affairs » a contribué au rapprochement qui s'est concrétisé par le voyage de Nixon en 1972[1329]. Mais dans cette période post-Guerre Froide, le contexte est différent. Les chercheurs américains, dans une volonté de conservation du statu quo international, ont accordé beaucoup d'importance à la Chine, participant à la création d'un discours sur la notion de « menace chinoise »[1330].

Le *JOD* joue également un rôle dans la perception de la Chine : « cette « menace

---

[1327] *Ibid*., p. 44.
[1328] *Ibid*.
[1329] Laurence H. Shoup, William Minter, *Imperial brain trust… op., cit.,* p. 209-211.
[1330] Nicolas D. Kristof, « The Rise of China », *Foreign Affairs*, vol. 72, no 6, novembre-décembre 1993, p. 59-74; Denny Roy, « Hegemony on the Horizon ? China's Threat to East Asian Security », *International Security*, vol. 19, no 1, été 1994, p. 149-168 etc.

chinoise » est essentiellement une construction discursive émanant des théoriciens réalistes et néoréalistes à la fin de la Guerre Froide »[1331]. Selon Emmanuel Puig, chercheur à l'Asia Centre de Paris, la Chine est étudiée dans le champ des relations internationales alors dominé par le réalisme, dans le prisme d'une puissance rivale susceptible de menacer l'ordre hégémonique américaine. Elle est notamment surtout analysée dans le cadre des études de sécurité. En effet, l'auteur montre que les revues sécuritaires consacrent plus d'articles à la Chine que des revues généralistes, la revue *International Security* en a publié vingt entre 1991 et 2001, le *Journal of Strategic Studies* neuf et le *Security Studies* quatre[1332]. En comparaison, le *JOD* consacre 27 articles sur la Chine entre 1990 et 2000.

Le premier numéro de l'hiver 1990 propose deux groupements d'articles sur deux thèmes : « Tiananmen and beyond » et « The crumbling of the Soviet Bloc », concernant les deux évènements marquants de cette période, le massacre de 1989 sur cette célèbre place chinoise et l'effondrement du bloc communiste. Les deux constituent des défis pour la démocratie car la Chine et le bloc soviétique sont les principaux concurrents au modèle démocratique. Bien que le communisme entame sa chute, l'avenir des nouvelles républiques représente un défi. Le premier thème est une réaction aux répressions du gouvernement chinois contre les étudiants manifestants. Les trois articles sont écrits par deux professeurs d'université, Merle Goldman et Thomas B. Gold, ainsi que des personnalités dissidentes, le célèbre scientifique Fang Lizhi en exil aux États-Unis et Wu'erkaixi, un étudiant présent lors des manifestations. Fang Lizhi est partisan d'une modernisation complète de la Chine, mais plus encore, il se prononce en faveur d'une « complete Westernization »[1333] de son pays. Wu'erkaixi, de son côté, adopte un ton plus engagé : « I urge the American people and their government, along with governments and people all over the world, to maintain sanctions against the Chinese

---

[1331] Emmanuel Puig, « L'ordre et la menace : analyse critique du discours de la menace chinoise en Relations internationales », *Revue internationale et stratégique*, vol. 54, no. 2, 2004, p. 119.
[1332] *Ibid*.
[1333] Fang Lizhi, « Tiananmen and beyond: Peering over the great wall », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, p. 33.

government and to speak out against its abuses in the strongest terms »[1334]. Merle Goldman relève la particularité des manifestations étudiantes de 1989, qui contrairement aux précédentes, ont rallié à leur mouvement les travailleurs, mais aussi les intellectuels[1335]. Enfin, Thomas B. Gold note l'émergence de la société civile en Chine et le rôle de plus en plus important des intellectuels en politique[1336]. Le *JOD* tente d'atteindre cette population car, comme le note Zbigniew Brzezinski : « It will be in the interest of China to democratize, and one day the Chinese will realize that it is in their interest »[1337].

Andrew Nathan, explique que la transition démocratique dans ce pays ne peut être imposée de l'extérieur et ne peut fonctionner que si elle émerge de l'intérieur[1338]. Le travail du *JOD* est alors de convaincre les élites du bien-fondé du projet démocratique : « A democratic China would contribute greatly to stability in East Asia and the entire Pacific region »[1339].

Mais cette analyse des modèles alternatifs ne se limite pas à ces deux grands concurrents que sont le communisme et la Chine. En effet, le numéro d'octobre 1992 reprend les deux thèmes considérés par Marc Plattner comme des alternatives à la démocratie, que sont le libéralisme et l'Islam. Toutefois, ces modèles ne sont selon lui pas forcément incompatibles avec la démocratie. L'Islam offre les mêmes contraintes que toute religion, et si ces dernières ont pu être dépassées par le christianisme, l'Islam le pourra également[1340].

Les auteurs du *JOD* ont donc tendance à parler en termes de rivaux et de concurrents qui pourraient menacer l'hégémonie du modèle démocratique et plus indirectement la sécurité américaine. Cela est un moyen à la fois de discréditer ces modèles, et de travailler à la possibilité

[1334] Wu'erkaixi, « Tiananmen and beyond: After the massacre », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, p. 8.
[1335] Merle Goldman, « Tiananmen and beyond: China's great leap backward », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, p. 12.
[1336] Thomas B. Gold, « Tiananmen and beyond: The resurgence of civil society in China », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 18-31
[1337] Zbigniew Brzezinski, « The new challenges to human rights », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, p. 6.
[1338] Andrew J. Nathan, « Is China ready for democracy? » *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, p. 59.
[1339] Fang Lizhi, « China's time will come », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, p. 52.
[1340] Lahouari Addi, The islamist challenge: Religion and modernity in Algeria, *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 75-84

de les ouvrir à la démocratie. Dans le numéro de 1995, les éditeurs posent la question suivante aux contributeurs: « What are likely to be the principal ideological and political rivals to democracy in the future, and how well equipped is democracy to withstand their challenge in the various regions of the globe? »[1341]. Francis Fukuyama y répond de la manière suivante :

« What are likely to be liberal democracy's principal ideological and political competitors in the years to come? I believe that the most serious one is in the process of emerging in Asia »[1342]. Plus précisément, « That sole serious contender is a form of paternalistic Asian authoritarianism »[1343]. Même si ce rival a une influence principalement régionale, il pose toutefois un défi idéologique[1344], même s'il n'est pas totalement incompatible avec la démocratie. Il existe également d'autres modèles rivaux, mais qui sont moins susceptibles de se développer au niveau mondial, l'auteur cite un nationalisme extrême, ou fascisme, l'Islam, ou encore ce qu'il nomme un « revived neo-Bolshevism »[1345].

Cette recherche de concurrent pousse à poser la question de la compatibilité de ces modèles avec la démocratie, qui se pose particulièrement pour les cas de la Chine et des pays islamiques. Francis Fukuyama développe l'idée que la démocratie et le confucianisme ne sont pas incompatibles[1346]. Pour les auteurs du numéro spécial sur le thème « Will China democratize » de janvier 1998, l'avenir de la Chine est la démocratie[1347]. Concernant l'Islam, Iliya F. Harik déclare que la démocratie n'est pas incompatible avec l'Islam mais dans cette

---

[1341] Marc F. Plattner, Larry Jay Diamond, « Democracy's Future », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 3-6

[1342] Francis Fukuyama, « Democracy's future : The Primacy of culture », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, p. 7.

[1343] *Ibid*., p. 10.

[1344] *Ibid*., p. 11.

[1345] *Ibid*.

[1346] Francis Fukuyama, « Confucianism and democracy », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 20-33, these soutenue également par plusieurs autres auteurs : Michael Oksenberg, « Will China democratize: Confronting a classic dilemma », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 27-34; Dalai Lama XIV Bstan-dzin-rgya-mtsho, « Buddhism, Asian values, and democracy », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 3-7

[1347] Yizi Chen, « Will China democratize: The road from socialism », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 6-10; Arthur Waldron, « Will China democratize: The end of communism », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 41-47; Juntao Wang, « Will China democratize: A "gray" transformation », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 48-53; Suisheng Zhao, « Will China democratize: Three scenarios », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 54-59

région, une société civile démocratique ne peut pas être une condition préalable, c'est souvent un argument utilisé pour reporter la démocratisation[1348]. Le thème fait ensuite l'objet d'un débat dans le numéro de 1996 intitulé « Islam and liberal democracy ». Bernard Lewis observe un mouvement vers la démocratie dans les pays islamiques, dont l'Égypte et la Jordanie ont ouvert la voie. Robin Wright argumente que l'Islam n'est pas un obstacle à la modernité politique[1349]. Selon l'auteur suivant, Abdou Filali-Ansary, la laïcité est déjà présente dans les sociétés musulmanes, elle précède la réforme religieuse[1350]. Au contraire, Mohamed Elhachmi Hamdi voit la laïcité comme un moyen de domination occidentale et non comme une ouverture à la démocratie[1351]. Le défi est un régime islamique et représentatif, pour lequel l'expérience occidentale peut être une inspiration. Enfin, le dernier auteur de ce débat suggère que bien que les valeurs islamiques semblent incompatibles avec la démocratie, leur adaptation est possible[1352]. Les sociétés musulmanes doivent reconnaître le pluralisme et de la démocratie. Dans le numéro de 1999, Abdou Filali-Ansary reprend l'idée que les valeurs de l'Islam sont au contraire compatibles avec la démocratie mais que ce sont les développements historiques qui ont conduit à une conception et une éducation à l'Islam plus fermées aux valeurs de liberté individuelle et de laïcité[1353].

Tous ces auteurs ont en commun la défense de la démocratie comme norme universelle et la dévalorisation des modèles alternatifs. En effet, ces derniers sont cantonnés dans des sous-catégories qu'il faut certes prendre en compte dans le processus de démocratisation, mais qui ne constituent pas en eux même des alternatives viables.

[1348] Iliya Harik, « Rethinking civil society : Pluralism in the arab world », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 43-56
[1349] Robin Wright, « Islam and liberal democracy: Two visions of reformation », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 64-75
[1350] Abdou Filali-Ansary, « Islam and liberal democracy: The challenge of secularization », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 76-80
[1351] Mohamed Elhachmi Hamdi, « Islam and liberal democracy: The limits of the Western model », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 81-85
[1352] Laith Kubba, « Islam and liberal democracy: Recognizing pluralism », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 86-89
[1353] Abdou Filali-Ansary, « Muslims and democracy », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 18-32

Finalement, Ghia Nodia nous explique que la troisième vague a fait naître une nouvelle théorie selon laquelle les prérequis à la démocratie ne sont plus nécessaires, et que la centralité de la démocratie, devenue universelle, est suffisante : « If, for one reason or another, the idea of democracy becomes powerful enough on the elite level, a democratic transition may proceed with reasonable prospects of success whatever the "objective" conditions of the country »[1354]. La conviction des élites est donc plus importante que des préconditions propres à chaque pays. Il rappelle également que malgré la voie différente que prennent de nombreux pays post-communistes, comme la Biélorussie de Lukachenko, aucun ne représente une alternative viable, mais sont seulement analysés en termes de réussite, d'échec ou de défaillance démocratique.

Toutefois, la revue consacre un intérêt particulier à un modèle économique qui est considéré comme non seulement compatible, mais souvent nécessaire à la démocratie, le capitalisme.

II.2.a)ii) Le capitalisme, associé au modèle démocratique

Cette analyse en termes de rivaux entraîne une réflexion sur le modèle occidental en général, et donc sur le rôle du capitalisme dans la transition démocratique. Elle débute dès 1992 dans le numéro de juillet, qui fait suite à une conférence sur le thème « capitalism, socialism and democracy » menée le 3 avril 1992 à Washington. Ce thème fait référence aux cinquante ans de la publication de Joseph Schumpeter du même nom, dans lequel il développe l'idée que le capitalisme n'est pas durable et que le socialisme n'est pas incompatible avec la démocratie. Les différents auteurs ont dû répondre à des questions concernant la relation entre démocratie et socialisme, démocratie et capitalisme, afin de savoir si l'un était plus propice ou préjudiciable à la démocratie. Le capitalisme semble représenter une condition à la mise en place d'un régime

[1354] Ghia Nodia, « How different are postcommunist transitions », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, p. 20.

démocratique, même si tous les auteurs ne s'accordent pas sur ce point. Selon Peter L. Berger, démocratie et capitalisme entretiennent une relation asymétrique : « Capitalism is a necessary--though not sufficient--condition for democracy but democracy is not a precondition for capitalism »[1355]. Le capitalisme est donc vu comme une condition essentielle du développement démocratique car il fournit « the social space »[1356] nécessaire à l'émergence de la société civile et par conséquent de la démocratie. Le socialisme, de son côté, ferme cet espace et donc n'encourage pas la démocratie. Cette relation est également confirmée par Jagdish Bhagwati, bien que ce dernier ajoute que l'économie capitaliste, bien que nécessaire, n'est pas pour autant suffisante à la démocratie[1357]. Cette théorie est reprise par Robert Alan Dahl, qui affirme que le marché peut entraîner des biais dans les régimes démocratiques, telle que la corruption ou les inégalités[1358]. Claude Ake développe de son côté l'idée que le capitalisme est une condition de la démocratie libérale et que le socialisme n'est pas incompatible avec la démocratie[1359]. Pour Francis Fukuyama, la modernisation économique favorise la démocratie car elle fournit l'éducation nécessaire à la population pour revendiquer son besoin de reconnaissance au sein des institutions politiques et sociales[1360]. De plus, bien que le capitalisme créé des inégalités, elles ne concernent plus la position sociale mais davantage l'éducation, la fonction ou les réalisations personnelles, phénomène qui se caractérise par l'apparition d'une « société de classe moyenne »[1361]. Il considère que le capitalisme n'est une condition ni nécessaire ni suffisante pour l'établissement d'une démocratie stable, toutefois il peut être très utile. Comme le dit Seymour Martin Lipset, l'histoire a montré que Schumpeter faisait erreur concernant l'avenir du capitalisme, même si son avenir n'est pas assuré et qu'il continuera à connaître des

---

[1355] Peter L. berger, « The uncertain triumph of democratic capitalism », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, p. 11.
[1356] *Ibid*., p. 12.
[1357] Jagdish N. Bhagwati, « Democracy and development », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 37-44
[1358] Robert Alan Dahl, « Why free markets are not enough », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 82-89
[1359] Claude Ake, « Devaluing democracy », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 32-36
[1360] Francis Fukuyama, « Capitalism & demorcacy: The missing link », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 100-110
[1361] *Ibid*., p. 107.

défis[1362].

Le cas de l'Europe de l'Est est discuté par plusieurs auteurs. Bronislaw Geremek, un des membres fondateurs de Solidarity, commente la stratégie de « shock therapy » choisit par les pays d'Europe de l'Est, notamment la Pologne visant à privilégier en premier lieu l'économie, qui fut un succès. Mais cette transformation économique entraîne opportunités et dangers pour la démocratie[1363] :

> « We cannot say that market economy is sufficient for the creation or maintenance of democracy. Democracy cannot exist without the market economy, but a market economy without democracy still seems to be a live option in all postcommunist countries »[1364].

Il y a donc un consensus sur le rôle important que peut jouer une économie capitaliste pour l'émergence de la démocratie, liant ainsi les deux dans un modèle unique, qui est celui de la démocratie capitaliste occidentale. Le *JOD* semble prendre parti sur le type de modèle à promouvoir.

Ensuite, le numéro de l'automne 1994 est consacré au lien entre réforme économique et démocratie, issu d'une conférence à Washington les 5 et 6 mai, c'est le premier projet de l'IFDS nouvellement créé. Douze essais sont publiés sur ce thème dans ce numéro. Le consensus qui émerge est que le développement économique a besoin des processus démocratiques.

José Maria Maravall déconstruit l'argument selon lequel les régimes autoritaires seraient plus aptes à mettre en place des réformes économiques. Selon lui, « The case for democracy as a means to economic growth thus rests on solid grounds »[1365]. L'égalité économique, le rôle des médias et de l'opposition, les mécanismes de punitions et de récompenses sont autant de

---

[1362] Seymour Martin Lipset, « Reflections on capitalism, socialism & democracy », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 43-55
[1363] Bronislaw Geremek, « Politics after communism: a horizon of hope and fear », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, p. 102.
[1364] *Ibid*.
[1365] José María Maravall, « The Myth of the Authoritarian Advantage », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, p. 29

facteurs qui facilitent ou non les réformes. Il y a donc d'autres éléments qui entrent en compte que le type de régime.

Selon Leszek Balcerowicz, un programme de réforme radical doit être mis en place par les anciens États communistes juste après la transition politique[1366]. Minxin Pei explique également que le succès des réformes économiques en Asie de l'Est ne s'est pas produit grâce au caractère autoritaire de ces États[1367]. Barbara Geddes affirme que la démocratie et la libéralisation économique, loin d'être des objectifs contradictoires, peuvent au contraire se renforcer l'une et l'autre[1368].

Un autre article propose des solutions à « l'incompatibilité transitoire »[1369], qui touche les pays qui tentent de mener à la fois des réformes économiques et politiques. Il est préconisé par les auteurs d'éviter la simultanéité, en choisissant de commencer soit par l'économie soit par la démocratie, d'appliquer le « shock treatment », ou bien d'attendre un creux économique, au moment où les coûts de la réforme atteignent ceux du maintien de la politique réglementaire actuelle, ou enfin de chercher des solutions techniques[1370].

Mais les préconisations varient selon les régions. Ainsi, la stabilité économique en Afrique est considérée par Nicolas van de Walle comme un préalable important à l'établissement d'institutions politiques démocratiques[1371]. Selon Jagdish Bhagwati, la démocratie et les marchés sont les deux piliers sur lesquels bâtir la prospérité[1372].

En avril 1995, quatre articles viennent compléter le numéro spécial de 1994 sur le thème « Economic Reform and Democracy », que les éditeurs introduisent ainsi :

[1366] Leszek Balcerowicz, « Understanding postcommunist transitions », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 75-89

[1367] Minxin Pei, « The puzzle of East Asian exceptionalism », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 90-103

[1368] Barbara Geddes, « Challenging the conventional wisdom », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 104-118

[1369] Leslie Elliott Armijo, Thomas J. Biersteker, Abraham F. Lowenthal, « The problems of simultaneous transitions », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 161-175

[1370] *Ibid*.

[1371] Nicolas van de Walle, « Economic reform and democracy: Crisis and opportunity in Africa », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 128-141

[1372] Jagdish N. Bhagwati, « The new thinking on development », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 50-64

« While the authors advance some sharply divergent views, they are also in striking agreement on the ultimate importance of economic reform for democracy, and on the possibility of pursuing economic reform *through* democracy if countries follow the right strategies and adopt the right institutional arrangements. Indeed, democracy can be a crucial resource in helping to build a long-term public consensus in support of economic reform »[1373].

Le fait de lier la démocratie à la croissance économique offre aux États une incitation efficace à mener des réformes démocratiques. Face aux défis et critiques auxquels a été confronté le capitalisme, détaillé dans le numéro de 1992, associer la démocratie à un thème plus vaste qui est le développement économique, est plus attrayant. Le discours évolue dans une optique de promotion, afin de convaincre des avantages du modèle démocratique.

Le cas de l'Asie de l'Est est souvent cité en raison de sa trajectoire unique qui vient contredire ce modèle. Toutefois, les auteurs du *JOD* développent l'idée qu'il existe une relation de réciprocité, selon laquelle la croissance économique est également un facilitateur de démocratisation[1374]. Le cas de ces pays est largement discuté, tout comme la Chine afin d'expliquer leur croissance économique malgré leur régime non démocratique. Selon Francis Fukuyama, deux raisons peuvent expliquer cette trajectoire, l'aspect culturel, qu'il ne retient pas, et un effet de démonstration en raison du manque d'attrait du modèle américain en déclin[1375]. Les explications données sont donc étrangères aux caractéristiques propres de ces États, afin qu'ils ne constituent pas un modèle à part entière susceptible d'attirer d'autres pays. Selon l'auteur, le capitalisme est important pour la démocratisation.

Enfin, Minxin Pei parle du modèle des États de l'Asie de l'Est comme des

---

[1373] The editors, « Economic reform and democracy », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 101

[1374] Gerald L. Curtis, « The East Asian prospect: A "recipe" for democratic development », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 139-145

[1375] Francis Fukuyama, « The East Asian prospect: The illusion of exceptionalism », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 146-149

« anomalies »[1376] qui sembleraient indiquer que la libéralisation économique peut se produire sans changement dans le système politique et qu'une croissance à long terme peut être atteinte en absence de règle de droit. L'analyse de ces cas comme des exceptions permet de maintenir le principe central selon lequel la démocratie et le développement vont de pair, dans une situation de réciprocité qui varie selon chaque pays et région. Cela permet de renforcer l'attrait du modèle démocratique. Ce discours sur les avantages économiques de la démocratie est supplanté par un discours plus idéologique, moins contestable et d'une portée plus grande, concernant la légitimité même de la démocratie.

II.2.b) Un discours ayant pour objectif le renforcement de la légitimité démocratique

Le discours produit par le *JOD* est complémentaire du travail de la NED, il se consacre à l'étude des transitions démocratiques avec pour objectif d'aider à son implantation. Pour cela, il travaille à l'établissement d'un consensus international sur la légitimité de ce modèle. Celle-ci est vue comme incontestable, au point de justifier des interventions extérieures, souvent saluées par le *JOD*. Enfin, le *JOD* y parvient en mettant l'accent sur le rôle des programmes visant à éduquer et à former les populations internationales sur les avantages de la démocratie.

[1376] Minxin Pei, « "Creeping democratization" in China », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, p. 66.

II.2.b)i) Une légitimité incontestable

En tant que publication dédiée à l'étude du phénomène démocratique, un des objectifs implicites est de renforcer la légitimité[1377] de ce modèle, notamment face, comme nous l'avons vu, à des modèles potentiellement concurrents en expansion. Or, la légitimité est liée à l'hégémonie, elles se renforcent mutuellement : « Crucially, democracy promotion remains an essentially liberal project, and even if weakened, liberalism remains hegemonic »[1378]. D'un côté, la revue tente de légitimer le régime démocratique, d'un autre côté, il détourne l'attention sur la question : « est-ce que la démocratie est le meilleur régime ? » avec une plus militante : « comment la mettre en place ? ».

Cela s'explique car la légitimité de la démocratie est considérée comme incontestable, comme l'affirme Marc Plattner : « the present hegemony of liberal democracy is not likely to be unchallenged for very long »[1379]. De même, selon les éditeurs : « today democracy reigns supreme in the ideological sphere »[1380]. Cela est réafffirmé par lors du numéro anniversaire des quinze ans du *JOD* dans lequel Marc Plattner declare :

> « But a second and more important reason why nation-building has increasingly become identified with democracy-building is the unrivaled legitimacy that democracy today enjoys as a form of governance. Although the third wave of democratic expansion may have crested, the international legitimacy of democracy has continued to soar »[1381].

La démocratie, en tant que théorie politique de légitimation du gouvernement, est vue

---

[1377] Florent Guénard, « La promotion de la démocratie : une impasse théorique », *La vie des idées*, 28 novembre 2007, https://laviedesidees.fr/La-promotion-de-la-democratie-une-impasse-theorique.html
[1378] Christopher Hobson, « The Limits of Liberal-Democracy Promotion », *Alternatives: Global, Local, Political*, Vol. 34, No. 4, Oct.-Dec. 2009, p. 384.
[1379] Marc Plattner, « Two views of liberalism », Book reviews, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, p. 173.
[1380] Marc F. Plattner, Larry Jay Diamond, « Democracy's Future », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, p. 4.
[1381] Marc F. Plattner, « Building democracy after conflict. Introduction », *Journal of Democracy*, Volume 16, Number 1, January 2005, p. 7.

comme universelle[1382].

Le *JOD* ne veut donc pas seulement faire de la démocratie le seul régime légitime, il part de ce postulat pour développer sa recherche sur la manière de la faire émerger. Les récits de dissidents du monde soviétique, racontant les violations des droits de l'Homme[1383], sont là pour ponctuer la réflexion et rappeler les excès des alternatives existantes.

La démocratie est analysée en comparaison à ces alternatives possibles, ce qui la rend légitime et unique. Charles Fairbanks par exemple, avant l'effondrement de l'URSS, déclare « As communism collapses, democracy and a market economy are emerging as the next political formula to be tried »[1384].

En Asie, la performance économique est la base à la légitimité politique, mais cela ne suffit pas, cela ne fait que retarder la démocratie[1385]. De même, la démocratie est décrite comme la seule susceptible de remédier aux divisions ethniques en ex-Yougoslavie[1386], ou encore la plus efficace pour protéger l'environnement[1387], qui constitue un nouveau défi émergent.

À partir du moment où ce modèle n'est plus contestable, il peut et doit être exporté[1388]. Cette légitimité va de pair avec un interventionnisme, principalement américain et européen, dans le but de promouvoir la démocratie, comme l'explique Larry Diamond :

> « Finally, the established, industrialized democracies must show their own continued capacity for democratic vitality, reform, and good governance. The ideological hegemony of democracy in the world has flourished on two foundations: the

---

[1382] Bilahari Kausikan, « Hong Kong, Singapore, and "Asian values": Governance that works », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, p. 25.
[1383] Vo Van Ai, « Third world communism in crisis: Reform runs aground in Vietnam », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 81-91, etc.
[1384] Charles H. Fairbanks, « The suicide of Soviet communism », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, p. 23.
[1385] Muthiah Alagappa, « Democracy's future : The Asian spectrum », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 29-36
[1386] Mihajlo Mihajlov, « Can Yugoslavia survive ? » *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 79-91
[1387] Rodger A. Payne, « Freedom and the environment », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 41-55
[1388] Giovanni Sartori, « How far can free government travel? », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 101-111

clear moral and practical superiority of the political systems of the established democracies; and their increasing use of pressure and conditional assistance to promote democratic development around the world. If the world's wealthy, established democracies have the wisdom and energy to preserve those two foundations, more democracies will become "established" in the coming decade, even if the overall expansion of (electoral) democracy draws to a halt »[1389].

En effet, le *JOD* se fait le défenseur des interventions extérieures.

II.2.b)ii) Une justification pour les interventions extérieures

La légitimité de la démocratie est donc clairement affirmée par les éditeurs et les différents auteurs du *JOD*. Ce caractère renforce la nécessité et justifie les interventions extérieures dans le but de promouvoir ce régime politique comme l'illustre cette affirmation de Larry Diamond.

On distingue deux aspects à cette question des interventions extérieures, tout d'abord le rôle des organisations internationales et celui des autres puissances, principalement les États-Unis. Le premier est abordé dans le numéro spécial de juillet 1993 sur le thème « International organizations & democracy », qui traite selon les éditeurs de la relation complexe entre le multilatéralisme et la démocratie. Ce numéro se consacre au rôle des organisations internationales dans la promotion de la démocratie avec un article sur l'ONU, un sur la CSCE, deux sur l'Organization of American States (OAS) et deux sur l'organization of African Unity (OAU) et un sur la notion de « clause de garantie globale »[1390]. Ce numéro essaie de comprendre quel doit être le rôle des organisations internationales dans la promotion de la démocratie :

[1389] Larry Jay Diamond, « Is the third wave over? », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, p. 35.

[1390] Morton H. Halperin, Kristen Lomasney, « International organizations & democracy : Toward a global « guarantee clause » », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 60-69

doivent-elles être juste des observatrices ou mettre en place des normes restrictives, voire une clause de garantie de la démocratie ? Globalement, leur action est saluée par les différents chercheurs. Le premier article, de Carl Gershman, rappelle le rôle de l'Union Européenne dans la consécration de la légitimité démocratique[1391]. Il est rappelé que de son côté, la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), auparavant indifférente au type de régime politique, accorde de plus en plus d'importance aux thèmes de droits de l'Homme et de démocratie. Elle se dote de nombreuses institutions spécialisées, notamment le Office of Democratic Institutions and Human Rights (ODIHR), créé en 1990 et rebaptisé en 1992, dédié à la démocratie avec un budget de 2,4 millions de dollars en 1993[1392]. L'OAS a également joué un rôle dans la légitimité internationale de la démocratie[1393]. De plus, il est relevé que le fait que l'OAS et l'OSCE aient des normes similaires montre que la démocratie est prête à devenir une norme universelle. En effet, les deux premières conditions sont garanties : des lois internationales qui mentionnent l'universalité de la démocratie et des organisations internationales pour institutionnaliser cette norme[1394].

Les éditeurs du *JOD,* dans l'article d'ouverture du numéro de 1995 déclarent : « Western organizations today are providing considerable assistance to democrats in the developing and postcommunist countries, and worldwide contacts among democrats have greatly increased—a development to which we believe the *Journal* has contributed »[1395]. Les organisations occidentales sont donc importantes dans le développement de la démocratie, et le *JOD* joue un rôle complémentaire en les mettant en lien.

Le second aspect est l'intervention multilatérale ou unilatérale des États, justifiée par ce

---

[1391] Carl Gershman, « International organizations & democracy : the United Nations and the new world order », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 5-16
[1392] Neil J. Kritz, « International organizations & democracy : The CSCE in the new era », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 17-28
[1393] Heraldo Muñoz, « International organizations & democracy : The OAS and democratic governance », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 29-38
[1394] Morton H. Halperin, Kristen Lomasney, « International organizations & democracy : Toward a global « guarantee clause » », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, p. 67.
[1395] Marc F. Plattner, Larry Jay Diamond, « Democracy's Future », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 3-6

caractère légitime[1396] : « Such a pattern of intervention in what was formerly considered an "internal matter" of nations has lent legitimacy to the theory of a global "guarantee clause" that parallels at the international level what the U.S. Constitution guarantees U.S. citizens at the national level »[1397]. De nombreux auteurs défendent dans leurs articles l'action des États étrangers dans les transitions démocratiques : « There are enormous opportunities for citizens of democratic countries to help, both by offering practical instruction in the mechanics of democratic political struggle and by expounding our vision of democracy »[1398]. Dans son article, Van Ai Vo relate les pratiques du régime totalitaire communiste du Vietnam. L'auteur conclut son article par cette phrase : « Today more than ever, Vietnam needs the help of concerned citizens throughout the democratic world »[1399]. Carlos Alberto Montaner, à propos de Cuba, sollicite un « conspicuous international movement that would compel Castro to bow to the will of the Cuban people »[1400] .

De même, Samuel P. Huntington relève l'importance des acteurs extérieurs, européens et américains, dans cette troisième vague de démocratisation qui a débuté en 1974, alors que la politique de promotion de la démocratie américaine était active[1401]. Le pouvoir d'influence américain contribue à l'émergence de la démocratie dans le monde, au point que le déclin américain qui se profile pourrait avoir des conséquences sur les bénéfices en termes de démocratie dans le monde. Selon lui, la démocratie au Japon et aux Philippines est le résultat de la présence américaine[1402].

D'autres auteurs mettent l'accent sur les bénéfices des acteurs internationaux. Au

---

[1396] Morton H. Halperin, Kristen Lomasney, « Guaranteeing democracy: a review of the record », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, p. 134.
[1397] *Ibid*.
[1398] Charles H. Fairbanks, « The suicide of Soviet communism », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, p. 24.
[1399] Vo Van Ai, « Third world communism in crisis: Reform runs aground in Vietnam », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, p. 91
[1400] Carlos Alberto Montaner, « Third world communism in crisis: Castro's last stand », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, p. 80
[1401] Samuel P. Huntington, « Democracy's third wave », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 12-34
[1402] *Ibid*., p. 24.

Salvador, l'assistance des États Unis a été essentielle pour donner à l'opposition le temps de préparer le terrain pour le pluralisme politique[1403]. De même, l'implication occidentale en Europe de l'Est est vue comme primordiale pour la démocratie ainsi que pour la sécurité[1404]. James London et Monika Agopsowicz affirment que les nouvelles ONG créées en Europe de l'Est ont besoin d'une assistance et de conseils continus de la part de leurs collègues occidentaux[1405]. Concernant le rôle des ONG, Huntington salue la création de la NED et de la Westminster Foundation for Democracy au Royaume-Uni et recommande la création d'autres organisations de ce type, financées publiquement, comme solution à l'affaiblissement de la troisième vague. Selon lui, l'influence occidentale agit directement sur la receptivité de la démocratie dans les autres cultures : « Overall the extent to which non-Western societies have proven receptive to either electoral democracy or liberal democracy tends to vary directly with the extent to which those societies have been subject to Western influences »[1406]. Cela explique que l'Afrique, la Chine, et les pays musulmans, peu soumis à l'influence occidentale, n'ont pas développé de régimes démocratiques. D'autres croient au rôle de la communauté internationale pour la démocratisation[1407].

Le *JOD* tente de légitimer le travail de la NED par le biais de ces auteurs qui saluent le travail des entités extérieures dans le processus de démocratisation. Cette légitimation a aussi un autre aspect. Il y a un autre type d'article dans le *JOD*, ceux qui traitent du travail de certaines de ces organisations internationales, qui sont des bénéficiaires de la NED dans la catégorie des *Field Reports* qui se trouve à la fin de chaque numéro du *JOD*. On peut citer notamment les

---

[1403] Enrique A. Baloyra, Salvaging El Salvador, *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 70-80.
[1404] Serhiy Holovaty, « Politics after communism: Ukraine-a view from within », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 110-113.
[1405] James London, Monika Agopsowicz, « Promoting Pluralism in Eastern Europe », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, p. 164.
[1406] Samuel P. Huntington, « After Twenty Years: The Future of the Third Wave », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 3-12
[1407] Harry Harding, « Will China democratize: The halting advance of pluralism », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 11-17, concernant la démocratisation de la Chine, Robert A. Pastor, « Mediating elections », Comment, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 27-34; David I. Steinberg, « Korea: Triumph and turmoil », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 76-90

articles concernant le Centre Ibn Khaldoun d'études du développement au Caire[1408], l'IDEE[1409], la Glasnost Defence Foundation (GDF)[1410], l'Agrupación Pro Calidad de Vida[1411], Sisterhood Is Global Institute[1412], l'Institut cambodgien des droits de l'homme[1413], la Fondation pour l'éducation à la démocratie[1414], ou encore le magazine *Prologues*[1415]. Tous sont des discretionary grants de la NED.

Mais travailler à la consécration de la légitimité de la démocratie passe également par les questions de formation et d'éducation, auxquelles la revue accorde également une place importante.

II.2.b)iii) L'éducation et la formation sont les moyens mis en avant pour renforcer cette légitimité

Charles Fairbanks exprime clairement cette idée : « Most educated Russians, it seems, want to join the West »[1416]. Ce dernier à une approche qui est à la fois académique et praticienne, ancien membre de l'administration Reagan et membre du conseil éditorial du *JOD*. Selon lui l'éducation peut renforcer l'adhésion à la démocratie.

Un autre article est consacré au travail de l'Institute of Public Policy Studies, en Thailande, qui est un « nongovernmental body dedicated to the civic education of the Thai

---

[1408] Aymen M. Khalifa, « Reviving civil society in Egypt », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 155-163
[1409] James London, Monika Agopsowicz, « Promoting Pluralism in Eastern Europe », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, p. 164
[1410] Aleksey Simonov, « Defending Glasnost », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 159-166
[1411] Gustavo Coronel, « Curbing corruption in Venezuela », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 157-165
[1412] Mahnaz Afkhami, « Field report: Promoting women's rights in the Muslim world », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 157-166
[1413] Kassie Neou, Jeffrey C. Gallup, « Teaching human rights in Cambodia », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 154-164
[1414] Krzysztof Stanowski, « Teaching democracy in postcommunist countries », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 157-165
[1415] Alexandre Lamy, Halima El-Glaoui, Xerxes Spencer, « Contributing to a Culture of Debate in Morocco », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 157-165
[1416] Charles H. Fairbanks, « The suicide of Soviet communism », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, p. 23.

people »[1417]. L'auteur est le fondateur de cette organisation qui a travaillé à renforcer la légitimité du mouvement prodémocratie en consolidant le consensus inter-élite, prévoyant dans le futur de travailler à construire le consensus parmi les masses[1418]. Les élites sont le secteur prioritaire du travail d'éducation civique de cette organisation. Cet auteur fait partie du Forum à partir de 1998 et de l'IAC du *JOD* à partir de 2000.

De même, Samuel Huntigton développe l'idée que les deux premiers reculs de la démocratie ont eu lieu en raison, entre autres, de la faiblesse des valeurs démocratiques parmi les élites dirigeantes et le peuple, de même, les obstacles à la démocratie sont à la fois politiques, culturels et économiques[1419]. Cette idée est reprise sous le terme d'« absence de tradition démocratique », qui constitue le principal obstacle de la transformation politique en Russie[1420].

Robert A. Scalapino défends l'idée que la démocratie en Corée du sud et à Taïwan est le fruit de deux conditions : la création d'une élite très éduquée, influencée par l'ouest, ce qu'il appelle « westernization », ainsi qu'un processus de modernisation socio-économique qui conduit notamment à la création d'une classe moyenne éduquée capable de s'opposer au gouvernement et de s'impliquer en politique. L'éducation semble être le moteur de la démocratie dans cette région[1421]. Elle peut être un élément bénéfique de deux manières différentes[1422] : premièrement, car des citoyens éduqués renforcent les institutions et processus politiques, et indirectement car elle permet d'augmenter le niveau de revenu ce qui a également un impact sur la réussite de la démocratie.

Andrei Marga analyse la réforme universitaire dans l'Europe post-communiste. Selon lui, pour les régimes communistes, les universités étaient davantage des « centres d'éducation »

[1417]Chai'anan Samutwanit, « Educating Thai Democracy », Field Reports, *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 4, Fall 1990, p. 110.
[1418] *Ibid*., p. 115.
[1419] Samuel P. Huntington, « Democracy's third wave », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, p. 17, 21.
[1420] Oleg Rumyantsev, « Russia's new constitution », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 35-46
[1421] Robert A. Scalapino, « Democratizing dragons : South Korea & Taiwan », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 70-83
[1422] Henry S. Rowen, « The tide underneath the "Third Wave" », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 52-64

plutôt que de recherche, et elles proposaient une éducation influencée idéologiquement ce qui a conduit à supprimer la recherche scientifique. Il admet que les universités des pays d'Europe de l'Est ont besoin de « l'expérience organisationnelle des universités occidentales »[1423].

Un consensus émerge donc sur la nécessité de former et d'éduquer les populations et surtout les élites, au modèle démocratique, ce que le *JOD* contribue à faire, et qui est également un domaine important du travail de la NED.

Si la revue tient ce discours de défense de la légitimité de la démocratie, c'est qu'il est porté par un objectif prescriptif, qui se traduit par la contribution à l'élaboration d'un véritable paradigme de la transition démocratique puis de la consolidation, afin de guider notamment les organismes chargés de la promotion de la démocratie.

II.2.c) De la transition à la consolidation, un paradigme prescriptif

Le paradigme de la transition démocratique a encadré la réflexion du *JOD* à ses débuts. Il fournissait un cadre d'interprétation des transitions afin d'encadrer notamment l'arrivée de nouveaux États issu de l'effondrement du bloc soviétique, le but étant qu'ils adoptent le modèle de démocratie occidentale. Mais ce paradigme a commencé à évoluer avec la stagnation du nombre de démocraties, signe de la fin de la troisième vague de démocratisation. Le terme de consolidation vient alors remplacer celui de transition, offrant un nouveau cadre d'analyse. Il commence à apparaître doucement dans les pages de la revue avec quelques articles au début des années 1990[1424].

L'évolution de ce paradigme a trois aspects, le premier est qu'il implique une nouvelle

---

[1423] Andrei Marga, « Reforming the postcommunist university », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 159-167

[1424] Edgardo Boeninger, « Consolidation in Chile », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 57-60; Metin Heper, « Consolidating Turkish democracy », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 105-117; Larry Diamond, « Rethinking civil society: Toward democratic consolidation », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 4-17; Arturo Valenzuela, Latin America: presidentialism in crisis, *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 3-16.

conception de la démocratisation qui revient à approfondir les démocraties existantes plutôt qu'à augmenter leur nombre. Le second est qu'il repose sur une prise en compte plus approfondie de la notion de culture. Toutefois, et cela correspond au troisième aspect, l'aboutissement de cette réflexion est que ce paradigme a certaines limites, qui se justifient par son objectif prescriptif.

II.2.c)i) La consolidation, nouvel objectif à atteindre des démocraties

L'étude de la consolidation est tout d'abord une réaction au contexte de la fin de la troisième vague qui s'accompagne d'une stagnation du nombre de démocraties, mais également de la prise en compte d'un nouveau phénomène qui est l'apparition de démocraties de façade. Face à cette tendance, l'objectif se déplace de la promotion de nouvelles démocraties au renforcement des démocraties existantes. Cela est notamment crucial pour permettre ce que Samuel P. Huntington appelait « l'effet boule de neige » ou « l'effet de démonstration »[1425], qui nécessite un modèle viable et attrayant. Si les nouvelles démocraties souffrent de trop d'inconvénients, les régimes les plus réticents, la Chine, le Moyen-Orient, n'en prendront pas le chemin.

Plusieurs termes ont été donnés à ce nouveau type de démocratie par les auteurs du *JOD* qui ont analysé ce phénomène. Dans son article, Guillermo O'Donnell, une figure des *democratization sudies*, annonce avoir trouvé une « nouvelle espèce » de démocratie qu'il nomme les « delegative democracies »[1426]. Son argument repose sur cinq points : Tout d'abord, les typologies existantes des démocraties se réfèrent aux démocraties représentatives

[1425] Samuel P. Huntington, « Democracy's third wave », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, p. 13
[1426] Guillermo A. O'Donnell, « Delegative democracy », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 55-69

capitalistes ; les nouvelles démocraties sont qualifiées ainsi selon la définition de Robert Dahl[1427] ; elles ne sont pas des démocraties représentatives, mais des « delegative democracies » ; elles peuvent durer dans le temps mais ne sont pas consolidées ; et enfin, elles sont le résultat d'un effet d'interaction, c'est-à-dire que ce sont les problèmes économiques et sociaux de ces anciens États autoritaires qui ont conduit à la « delegative » démocratie[1428]. Ces nouveaux régimes possèdent donc certains attributs de la démocratie, mais ils doivent faire l'objet d'une deuxième transition « to be from a democratically elected *government* to an institutionalized, consolidated *democratic* regime »[1429]. Le renforcement des institutions est notamment un élément primordial de cette seconde transition, appelée consolidation.

Cet article ouvre une nouvelle voie de la revue, qui se consacre selon Marc F. Plattner à partir de 1995 à ce thème de la consolidation[1430]. En effet, le 27 août 1995 est organisée à Taïwan la 5ème conférence internationale coparrainée par l'Institut de recherche sur les politiques nationales de Taipei et l'IFDS sur le thème « Consolider les démocraties de la troisième vague : tendances et défis ». L'analyse de la consolidation cherche à expliquer le succès relatif de nombreuses démocraties issues de la troisième vague, comme le Brésil[1431].

D'autres auteurs ont repris cette idée que la troisième vague de démocratisation a mené à des démocraties défaillantes. Marcin Król parle de « démocraties de façade »[1432], de son côté David I. Steinberg qualifie la République de Corée de « démocratie procédurale », ce qui signifie que malgré l'institutionnalisation démocratique, la pratique et les attitudes envers le

---

[1427] Le sept attributs de la « polyarchy » selon Robert Dahl sont les suivants : 1) les élus ; 2) des élections libres et équitables; 3) le suffrage inclusif; 4) le droit de se présenter aux élections; 5) la liberté d'expression; 6) des informations alternatives; et 7) l'autonomie associative. Robert A. Dahl, *Dilemmas of pluralist democracy, Autonomy vs. Control*, New Haven and London, Yale University Press, 1982, p. 10.
[1428] *Ibid*., p. 56.
[1429] *Ibid*., accentué dans le texte d'origine.
[1430] Marc F. Plattner, « Building democracy after conflict. Introduction », *Journal of Democracy*, Volume 16, Number 1, January 2005, pp. 5-8.
[1431] Bolivar Lamounier, « Brazil's new beginning », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 87-98
[1432] Marcin Król, « Democracy's future: Where East meets West », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 37-43

pouvoir montrent un déficit démocratique[1433].

Larry Diamond utilise pour sa part le terme de « démocraties électorales »[1434], qui sont certes régies par des processus d'élections démocratiques, mais qui ne garantissent pas la totalité des libertés, seulement les libertés civiles minimales. Il distingue également les démocraties libérales et les « pseudo démocraties »[1435], qui possèdent une arène de contestation encore moins ample que les démocraties électorales. Mais étant donné qu'elles acceptent des partis indépendants d'opposition, elles ne sont pas non plus des autoritarismes.

Les années 1990, qui correspondent à la fin de la troisième vague, voient selon l'éditeur l'augmentation des démocraties électorales ainsi que la stagnation de la démocratie libérale. Ce n'est peut-être pas le signe d'une vague inverse, mais d'une stagnation, ce qu'il appelle une « periode of stasis »[1436]. La consolidation est donc l'objectif prioritaire selon l'auteur, processus qu'il définit ainsi :

> « In essence, consolidation is the process of achieving broad and deep legitimation, such that all significant political actors, at both the elite and mass levels, believe that the democratic regime is better for their society than any other realistic alternative they can imagine »[1437].

La démocratie bénéficie du fait qu'aucune autre idéologie ne conteste la « global ideological hegemony of democracy »[1438].

Samuel P. Huntington, théoricien de la troisième vague, affirme que cette dernière est passé d'une « phase of expansion to one of consolidation »[1439]. Le thème dominant de cette réflexion n'est alors plus la création de démocraties supplémentaires, mais la consolidation des

---

[1433] David I. Steinberg, « Korea: Triumph and turmoil », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 76-90
[1434] Larry Lay Diamond, « Is the third wave over? », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 20-37
[1435] *Ibid*.
[1436] *Ibid*., p. 30.
[1437] *Ibid*., p. 33.
[1438] *Ibid*., p. 32.
[1439] Samuel P. Huntington, « Democracy for the long haul », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, p. 4.

démocraties récemment établies. Le but est l'achèvement des transitions en cours, notamment dans les États clés, à savoir la Russie, l'Ukraine, l'Afrique du Sud et le Mexique[1440].

Juan Linz et Alfred Stepan, autres grands penseurs de ce champ d'étude, considèrent qu'il y a trois conditions minimales qu'une démocratie doit remplir pour entrer dans la phase de consolidation : l'existence d'un État, l'achèvement de la transition par la tenue d'élections, et enfin des dirigeants qui doivent gouverner démocratiquement. Une démocratie consolidée est définie par ces auteurs comme une configuration politique dans laquelle la démocratie est « the only game in town »[1441], c'est-à-dire que la démocratie est intériorisée par la population. Cinq autres conditions interconnectées permettent la consolidation démocratique, à savoir la société civile, la société politique, la primauté du droit, l'appareil d'État et la société économique[1442], c'est-à-dire une économie de marché avec un certain contrôle de l'État.

Le renforcement de la société civile est décrite comme une composante importante de la consolidation, définit par Larry Diamond comme « the process by which democracy becomes so broadly and profoundly legitimate among its citizens that it is very unlikely to break down »[1443]. Elle participe notamment à légitimer l'autorité de l'État[1444]. Elle est plus utile à la consolidation qu'à la création d'une démocratie. C'est un thème souvent abordé par les auteurs du *JOD*[1445]. La société civile joue en effet un rôle dans la légitimité du pouvoir, élément important de la consolidation. L'engagement démocratique est la base de la consolidation, de la part des élites et des citoyens[1446]. Cette légitimité repose sur la croyance que ce régime est le moyen le plus approprié pour gouverner le pays[1447].

[1440] *Ibid*., p. 6.
[1441] Juan J. Linz, Alfred Stepan, « Toward consolidated democracies », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, p. 15.
[1442] *Ibid*., p. 17.
[1443] Larry Diamond, « Rethinking civil society: Toward democratic consolidation », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, p. 15.
[1444] *Ibid*., p. 5.
[1445] Michael W. Foley, Bob Edwards, « The paradox of civil society? », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 38-52; Richard Rose, « Public opinion in new democracies: Where are postcommmunist countries going? », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 92-108
[1446] Hermann Thiel, Robert B. Mattes, « Consolidation and public opinion in South Africa », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 95-110
[1447] *Ibid*.

La consolidation est également mesurée par d'autres auteurs en termes de durabilité de la démocratie, c'est-à-dire de sa capacité à perdurer dans le temps[1448]. Elle peut avoir une conception positive, si elle est vu comme la progression vers la démocratie libérale, voire la démocratie avancée, stade suprême de la démocratie, ou négative, si elle est considérée comme un moyen d'éviter un retour à l'autoritarisme ou à une « mort lente »[1449].

La consolidation représente un défi car les démocraties non consolidées peuvent créer une désillusion qui risque d'altérer l'hégémonie de l'idéologie démocratique[1450]. De même selon Francis Fukuyama, il y a un effet de démonstration de cette désillusion[1451]. En effet, les succès relatifs des démocraties d'Europe de l'Est, de même que les faiblesses de la démocratie américaine peuvent expliquer le chemin concurrent pris par les pays asiatiques et la Chine notamment. D'autres auteurs reprennent également ce thème en abordant la question de la déception qui a fait place aux révolutions qui ont mis fin au bloc communiste[1452]. Seymour Martin Lipset explique que le succès des démocraties dans la Guerre Froide a été suivi par un déclin de leurs institutions démocratiques, notamment aux États-Unis[1453]. La perte d'attrait des démocraties établies et le désenchantement qui a suivi les transitions de la troisième vague est une explication au développement de modèle alternatif. La consolidation des démocraties existantes est donc un moyen de renforcer la légitimité de la démocratie dans ce nouveau contexte afin de permettre de nouveau un « effet boule de neige » qui se traduirait par de nouvelles transitions démocratiques.

[1448] Jose Antonio Cheibub, Adam Przeworski, Limongi Neto, Fernando Papaterra, Michael M. Alvarez, « What makes democracies endure? », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 39-55; Hermann Thiel, Robert B. Mattes, « Consolidation and public opinion in South Africa », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 95-110

[1449] Andreas Schedler, « What is democratic consolidation », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 91-107

[1450] Philippe C. Schmitter, « Dangers and dilemmas of democracy », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 57-74

[1451] Francis Fukuyama, « The East Asian prospect: The illusion of exceptionalism », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, p. 148.

[1452] Deborah M. Brissman, Jacques Rupnik, « The post-totalitarian blues », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 61-73

[1453] Seymour Martin Lipset, « The Western allies 50 years later: Malaise and resiliency in America », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 4-18

Dans cette optique, l'étude de la consolidation démocratique se veut prescriptive. En effet, « it is politically and conceptually important that we understand the specific tasks of "crafting" democratic consolidation »[1454], et cela car « improving the quality of consolidated democracies is an urgent political and intellectual task »[1455]. Le *JOD* alimente de nombreux débats sur ce concept[1456] afin qu'il soit utilisé par les promoteurs internationaux de la démocratie, notamment la NED.

La consolidation a donc un objectif prescriptif, et tend principalement à promouvoir un certain type de démocratie : la démocratie libérale. Cette idée a émergé à l'issu de cette observation de l'apparition de nouveaux types de démocratie et est devenue une composante de la réflexion sur la consolidation. Nous avons vu que Larry Diamond compare la démocratie électorale à la démocratie libérale, qui est l'objectif de la consolidation[1457]. De même, les « delegative démocraties » de Guillermo O'Donnell sont certes plus démocratiques que les démocraties représentatives mais elles sont moins libérales[1458].

Fareed Zakaria, dans la continuité des auteurs du *JOD*, annonce dans la revue *Foreign Affairs* l'apparition d'un nouveau phénomène qu'il appelle la « illiberal democracy »[1459]. Selon lui, en Occident, la démocratie est liée au libéralisme, qui est vu comme un instrument pour éviter la dictature de la majorité, et sa souveraineté absolue[1460], ce qui a abouti au développement d'un « libéralisme constitutionnel »[1461]. Plus encore, le libéralisme est

---

[1454] Juan J. Linz, Alfred Stepan, « Toward consolidated democracies », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, p. 16.
[1455] *Ibid*.
[1456] Guillermo A. O'Donnell, « Illusion about consolidation », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 34-51; Hans-Jurgen Puhle, Nikiforos P. Diamandouros, Richard Gunther, « Debate: democratic consolidation: O'Donnell's "illusions": a rejoinder », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 151-159; Guillermo A. O'Donnell, « Debate: democratic consolidation: Illusions and conceptual flaws », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 160-168
[1457] Larry Lay Diamond, « Is the third wave over? », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 20-37.
[1458] Guillermo A. O'Donnell, « Delegative democracy », *op. cit.*, p. 60.
[1459] Fareed Zakaria, « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, Nov. - Dec., 1997, Volume 76, No. 6, pp. 22-43.
[1460] *Ibid*., p. 30.
[1461] *Ibid*., p. 26.

considéré comme un élément primordial de la théorie de la paix démocratique[1462], les démocraties étant plus pacifiques si elles sont également libérales. Mais cette doctrine ne s'est pas développée dans les autres pays. Dans le reste du monde, l'émergence de la démocratie ne s'accompagne pas forcément d'une augmentation des libertés personnelles. La démocratie libérale ne semble pas être la finalité, mais seulement une des voies possibles[1463]. Toutefois, selon cet auteur, la NED cherche à promouvoir le libéralisme constitutionnel[1464], donc un type particulier de démocratie.

En effet, les auteurs du *JOD* ont tendance à adopter une définition large de la démocratie qui intègre les libertés, notamment dans leur réflexion sur la consolidation. Cette étape de la démocratisation semble liée à la vision libérale de la démocratie.

Adrian Karatnycky déclare dans un article du *JOD* que la démocratie électorale agit positivement sur la liberté[1465]. Il se fonde sur le rapport de la Freedom House de 1998, selon lequel beaucoup de démocraties électorales voient leurs libertés progresser, se rapprochant des démocraties libérales. Il ne contredit par Fareed Zakaria, mais argumente que la tendance que ce dernier a démontrée s'affaiblit à partir de la seconde moitié des années 1990. L'augmentation des libertés est également parallèle à l'expansion de l'économie de marché, montrant un lien entre liberté économique et politique[1466]. La démocratie électorale serait alors un préalable à la démocratie libérale, tout comme la démocratie illibérale qui ne représenterait donc pas une seconde voie.

Selon Marc Plattner, il est impossible que le libéralisme conduise à un régime non démocratique[1467]. Il définit ce terme comme « a doctrine devoted to protecting the rights of the

---

[1462] *Ibid*., p. 34.
[1463] *Ibid*., p. 24.
[1464] *Ibid*., p. 40.
[1465] Adrian Karatnycky, « The Decline of Illiberal Democracy », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 112-125
[1466] *Ibid*., p. 122.
[1467] Marc F. Plattner, « From liberalism to liberal democracy », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 121-134

individual to life, liberty, property, and the pursuit of happiness »[1468], et selon lui, « the philosophy of liberalism contains within itself the seeds of its own democratization »[1469]. L'éditeur du *JOD* conçoit le libéralisme comme un facteur pouvant favoriser l'apparition de la démocratie.

Mais le libéralisme peut également avoir des effets négatifs. En effet, il est souvent lié à la démocratie, mais il pose un problème dans le cas où la majorité opte pour un gouvernement non démocratique[1470]. De même, Philippe C. Schmitter affirmait que les défis futurs proviendraient des « established liberal democracies »[1471] dont la stabilité est en jeu en raison des caractéristiques même du libéralisme : l'individualisme, le volontarisme, l'électoralisme, le nationalisme et l'indifférence aux inégalités persistantes[1472]. Ces démocraties consolidées devraient opter pour un « post-liberal democracy », même si l'auteur conçoit que ce n'est pas un modèle encore bien défini. Le libéralisme ne doit pas être abandonné, mais adapté.

La consolidation démocratique offre un nouveau cadre d'analyse et un nouvel objectif à suivre pour les promoteurs de la démocratie. Elle implique également une réflexion sur la notion de culture. Si elle avait déjà été abordée lors de l'analyse des alternatives et de leur compatibilité avec la démocratie, la consolidation fait de la culture un élément primordial à prendre en compte.

[1468] *Ibid*., p. 122.
[1469] *Ibid*., p. 123.
[1470] G.O. Nodia, « Georgia's identity crisis », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 104-116
[1471] Philippe C. Schmitter, « Democracy's future: More liberal, preliberal, or postliberal? », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, p. 16.
[1472] *Ibid*., p. 19.

II.2.c)ii) La notion de culture comme principal défi de la consolidation

La consolidation pose donc de nouveaux défis, parmi lesquels la question des conflits ethniques, qui fait l'objet d'un numéro spécial en octobre 1993 intitulé « The challenge of ethnic conflict ». Ce numéro est le prélude à une nouvelle question. En effet, cette analyse de la consolidation entraîne une reconnaissance de la diversité des cas et de la nécessité de s'adapter aux différentes cultures. Bien que la démocratie fût considérée comme compatible avec la plupart des cultures, la consolidation nécessite une prise en compte plus fine de ces différences. Juan J. Linz et Alfred Stepan proposent d'abandonner la vision classique de l'État-nation, incompatible avec la consolidation dans le cas des États multinationaux qui ont vu le jour notamment en Europe de l'Est et en Asie centrale afin de mieux reconnaître la diversité culturelle[1473]. Ils parlent plutôt de « state nations »[1474], au pluriel. De même, Francis Fukuyama affirme qu'il y a quatre niveaux pour accéder à la consolidation, l'idéologie, les institutions, la société civile et la culture. La société dépend du quatrième niveau, la culture, qui constitue le principal défi des consolidations des pays de la troisième vague[1475].

Les cultures et les identités politiques doivent être prises en compte. Cela permettra de redonner un caractère universel à la démocratie[1476]. Le thème de la culture est réexaminé non comme un obstacle mais comme un élément nécessaire à la consolidation. Il est décrit comme une des raisons des réformes politiques en Chine par exemple[1477]. La culture est considérée

---

[1473] Juan J. Linz, Alfred Stepan, « Toward consolidated democracies », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, p. 27.
[1474] *Ibid*.
[1475] Francis Fukuyama, « Democracy's future: The Primacy of culture », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 7-14
[1476] Václav Havel, « Transcending the clash of cultures: Democracy's forgotten dimension », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 3-10; Aung San Suu Kyi, « Transcending the clash of cultures: Freedom, Development, and Human Worth », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 11-19
[1477] Lee Teng-hui, « Chinese culture and political renewal », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 3-8

comme le nouveau défi qui succède à celui de l'idéologie, remporté par la démocratie [1478]. Il est nécessaire de soutenir l'universalité de la démocratie et des droits de l'Homme face aux arguments culturels qui en font un élément purement occidental. C'est l'argument soutenu par Zbigniew Brzezinski, théoricien qui a toujours eu pour objectif que ses travaux soient mis en pratique. En tant que membre de l'IAC du IFDS, il témoigne par sa présence du caractère prescriptif du *JOD*. Le but est de convaincre les autres cultures, notamment asiatiques, que la démocratie est dans leur intérêt et que la vision de la culture comme contrainte doit être dépassée. Cet article est une introduction au numéro intitulé « Hong Kong, Singapore, and "Asian Values" » d'avril 1997. Dans ce numéro thématique, Margaret Ng invalide la théorie des valeurs asiatiques, notamment en prenant l'exemple de Hong Kong, qui tend vers la démocratie[1479].

Une autre idée qui émerge est que la démocratie, en tant qu'instrument de gouvernement est très souple et doit s'adapter[1480]. Il existe en effet différents types de démocratie, qui peuvent s'ajuster aux éléments culturels. Par exemple, le « modèle de Singapour »[1481] n'a pas vocation à s'exporter car c'est le régime qui correspond à la culture du pays. Le troisième article de ce numéro développe la thèse que les droits humains universels ont différentes interprétations idéologiques ou culturelles et que les cultures asiatiques peuvent apporter quelque chose au débat[1482]. L'idée qui émerge est que la démocratie peut et doit s'adapter à la culture pour s'étendre aux nations les plus réfractaires.

Samuel P. Huntington, qui avait dans son article de 1991 développé l'idée que la culture pouvait constituer le principal obstacle pour le développement de la démocratie en Chine, en

---

[1478] Zbigniew Brzezinski, « The new challenges to human rights », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 3-7
[1479] Margaret Ng, « Hong Kong, Singapore, and "Asian values": Why Asia needs democracy », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 10-23
[1480] Bilahari Kausikan, « Hong Kong, Singapore, and "Asian values": Governance that works », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 24-34
[1481] *Ibid*., p. 26.
[1482] Joseph Chan, « Hong Kong, Singapore, and "Asian values": An alternative view », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 35-48

Asie de l'Est et dans les pays islamiques, affirmait toutefois qu'il y a certains aspects de chaque tradition culturelle favorable à la démocratie, et que la question est de savoir dans quelles circonstances ils vont surpasser ceux incompatibles[1483]. De plus, la culture est évolutive et n'implique donc pas de fatalité.

De la même manière, Russell Bova affirme que l'augmentation des démocraties, mais pas des libertés, peut s'expliquer par un facteur culturel[1484]. Les démocraties libérales, proposant des libertés plus amples que les démocraties électorales, semblent liées à la culture occidentale, et se développent moins facilement dans les autres. Ce n'est qu'un type de démocratie qui est associé à la vision occidentale, d'autres types pouvant correspondre davantage à d'autres cultures.

La culture peut également être vue comme un facteur pouvant expliquer les lacunes de la démocratie en Amérique Latine, notamment dans les domaines de l'absence de tradition démocratique, de consensus national, la corruption, le contrôle de l'information et l'apathie civique[1485]. Mais ces troubles ne semblent pas insurmontables et demandent seulement des ajustements culturels.

Gerald L. Curtis développe la thèse que la culture n'est pas le principal facteur du développement de la démocratie dans certains pays asiatiques. C'est l'histoire qui a conduit à des trajectoires particulières, les principes de la démocratie étant universels, indifféremment des cultures[1486]. Car c'est bien cela le but de cette réflexion : développer l'idée que la démocratie est compatible avec chaque culture en raison de son caractère universel et qu'elle doit seulement s'adapter dans sa mise en pratique aux particularités culturelles.

Le point culminant de ce raisonnement est l'article d'Amartya Sen, intitulé

[1483] Samuel P. Huntington, « Democracy's third wave », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 12-34
[1484] Russell Bova, « Democracy and liberty: the cultural connection », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 112-126
[1485] Patricio Aylwin Azocar, « Democracy in the Americas », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 3-6
[1486] Gerald L. Curtis, « The East Asian prospect: A "recipe" for democratic development », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 139-145

« Democracy as a universal value », selon lequel le consentement n'est pas utile pour décréter l'universalité d'une valeur : « This recognition of democracy as a universally relevant system, which moves in the direction of its acceptance as a universal value, is a major revolution in thinking, and one of the main contributions of the twentieth century »[1487]. L'universalité de la démocratie s'apprécie en raison des nombreuses vertus qu'elle confère. Selon l'auteur, la thèse des valeurs asiatiques est un mythe qui ne contredit pas l'universalité de la démocratie.

En effet, tous ces articles qui abordent la question de la culture ne réfutent pas l'universalité de la démocratie ou des droits de l'Homme, mais tendent à souligner que la culture peut avoir des conséquences. Elle doit être prise en compte pour trouver les ajustements nécessaires pour qu'elle fonctionne avec le régime démocratique. Ce domaine doit être le prochain champ d'action pour la promotion de la démocratie. Cette réflexion entre dans le cadre d'une analyse prescriptive des consolidations démocratiques.

II.2.c)iii) Un paradigme qui a des limites mais assume son caractère prescriptif

Ce concept de consolidation a toutefois été critiqué en raison de son caractère vague et relativement flou[1488]. En effet, il n'existe pas de définition faisant consensus, les chercheurs qui l'utilisent ne donnant souvent pas de définition du terme[1489]. La difficulté de définir ce concept complique d'autant plus sa compréhension. De plus, son aspect téléologique, c'est-à-dire l'idée que la transition est un chemin vers la consolidation démocratique, peut également être contesté car beaucoup de démocraties délégatives ne semblent pas prendre le chemin de la démocratie

[1487] Amartya Kumar Sen, « Democracy as a universal value », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 3-17
[1488] Andreas Schedler, « What is democratic consolidation », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 91-107
[1489] *Ibid*., p. 103.

libérale[1490]. La transitologie revient à établir une trajectoire à suivre pour les régimes. Les concepts de transition et de consolidation semblent manquer de pertinence pour décrire les processus de démocratisation[1491].

Thomas Carothers a été le principal critique de ce qu'il a appelé le « transition paradigm »[1492]. Selon lui, cinq hypothèses fondamentales définissent ce paradigme. La première, qui englobe toutes les autres, est que tout pays qui s'éloigne d'un régime dictatorial peut être considéré comme un pays en transition vers la démocratie. La deuxième hypothèse est que la démocratisation a tendance à se dérouler selon une série d'étapes bien définies : « opening, breakthrough, consolidation »[1493]. La troisième est la croyance en l'importance déterminante des élections. Une quatrième hypothèse est que les conditions des pays en transition, leur niveau économique, leur histoire politique, leur héritage institutionnel, leur niveau économique, leur composition ethnique, leurs traditions socioculturelles ou toutes autres caractéristiques « structurelles » ne sont pas des facteurs majeurs du processus de transition. Enfin, la cinquième hypothèse suggère que les transitions démocratiques de la troisième vague ont été menées par des États que l'on peut qualifier de cohérents et fonctionnels.

Thomas Carothers remet en question toutes ces hypothèses. Premièrement, nombreux sont les États en transition qui ne sont pas devenus des démocraties. Deuxièmement, l'expérience montre que ce cheminement en trois points est souvent faux. De plus, les élections ne sont souvent pas accompagnées d'un fort taux de participation, ce qui relativise leur importance. Ensuite, les notions de préconditions sont importantes et ne doivent pas être minimisées. Enfin, les pays de la troisième vague ont eu souvent à construire leur État en même temps. Il faut donc selon l'auteur rejeter le paradigme et les hypothèses qu'il implique.

[1490] Guillermo A. O'Donnell, « Illusion about consolidation », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 34-51
[1491] David G. Becker, « Latin America: Beyond "democratic consolidation" », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 138-151
[1492] Thomas Carothers, « The end of the transition paradigm », *Journal of Democracy*, Volume 13, Number 1, January 2002, pp. 5-21.
[1493] *Ibid*., p. 7.

Selon lui, les pays en transition n'ont pas suivi le chemin défini, beaucoup ont atterri dans une « gray zone » avec des élections et une opposition, mais des déficits démocratiques important en termes de représentation notamment[1494]. Il y a plusieurs syndromes qui caractérisent ces États : un « feckless pluralism »[1495], qui se caractérise par un défaut de participation, des élites corrompues, des citoyens peu concernés par la politique notamment ; et une situation de « dominant power politics »[1496], c'est-à-dire un système régit par un groupe, avec une faible alternance du pouvoir. Thomas Carothers s'adresse dans son article aux « democracy promoters », aux praticiens qui utilisent ce paradigme ce qui peut les conduire en erreur. Le but de son article est clairement de donner des conseils pratiques aux organisations internationales de promotion de la démocratie. Il recommande en cas de *feckless pluralism* de se concentrer sur la qualité des acteurs politiques, la structure des partis, et dans le cas de *dominant party systems*, d'encourager le développement de centres de pouvoir alternatif, d'organisations non-gouvernementales et de partis politiques[1497].

Quatre auteurs du *JOD* vont répondre à ces critiques dans la thématique « Debating the transition paradigm » de juillet 2002, Guillermo O'Donnell, Ghia Nodia, Kenneth Wollack et Gérald Hyman. Guillermo O'Donnell rétorque tout d'abord en assumant le caractère volontariste de son travail, débuté dans les années 1970 : « Ours was academic work with an intense political and moral intent […] We assumed that purposive political action could be effective, and that good analysis might be helpful to this end. So, yes, this initial literature is "politicist" »[1498].

Pour Ghia Nodia, la notion de « path to democracy »[1499] est toujours valable. L'objectif de la transition doit rester la démocratie, c'est un moyen de parvenir à surmonter les obstacles

---

[1494] *Ibid*., p. 9.
[1495] *Ibid*., p. 10.
[1496] *Ibid*., p. 11.
[1497] *Ibid*., p. 19.
[1498] Guillermo A. O'Donnell, « Debating the transition paradigm: In partial defense of an evanescent "Paradigm" », *Journal of Democracy*, Volume 13, Number 3, July 2002, p. 10.
[1499] Ghia Nodia, « Debating the transition paradigm: The democratic path », *Journal of Democracy*, Volume 13, Number 3, July 2002, pp. 13-19.

qui se dressent lors de la transition. Il déclare : « Nothing about the "gray zone" experience challenges the normative supremacy of modern liberal democracy »[1500]. Même si certains États ne prennent pas le chemin de la démocratie, il est nécessaire de conserver cette vision téléologique afin de fournir un but à atteindre, la démocratie libérale. Bien que cet aspect ait été critiqué, selon l'auteur il est nécessaire et assumé.

Le troisième article du débat est rédigé par Kenneth Wollack, président du NDI, un praticien donc de la promotion de la démocratie, qui consacre également l'utilité de ce paradigme pour guider leur travail[1501]. Il parle au nom de tous les défenseurs de la démocratie dans les pays en transition.

Enfin, malgré la simplification qu'implique ce paradigme, il demeure utile pour l'étude de la consolidation. Gerald Hyman affirme : « Finally, consolidation is more often a goal than a state »[1502].

Les auteurs assument clairement le côté prescriptif du paradigme de la transition qu'ils ont contribué à théoriser. Ils veulent être des artisans de la démocratisation mondiale, pas seulement ses théoriciens. C'est là que le travail du *JOD* s'intègre et est complémentaire au travail de la NED, par son approche volontariste et militante.

Chaque partie de ce débat montre dans son argumentaire une volonté de participer activement à la promotion de la démocratie, par des conseils directs aux promoteurs de la démocratie, dans un rôle purement prescriptif. Les critiques émises par Thomas Carothers s'expliquent donc par cet objectif.

[1500] *Ibid*., p. 15.
[1501] Kenneth Wollack, « Debating the transition paradigm: Retaining the Human dimension », *Journal of Democracy*, Volume 13, Number 3, July 2002, pp. 20-25.
[1502] Gerald Hyman, « Debating the transition paradigm: Tilting at straw men », *Journal of Democracy*, Volume 13, Number 3, July 2002, p. 28.

Conclusion partielle :

La NED, associée dès ses débuts à un interventionnisme en politique étrangère, a été obligée de se réadapter aux circonstances nouvelles qu'implique la fin de la Guerre Froide, le changement d'administration, et le renouvellement de son conseil d'administration. Elle choisit alors de s'inscrire dans la pensée de l'époque concernant l'hégémonie américaine. Elle adopte un nouvel objectif qui est la préservation de la nouvelle position hégémonique des États-Unis, qui s'avère être également celui de l'administration Clinton qu'il associe à une politique de promotion de la démocratie qu'il institutionnalise par de nombreuses initiatives. Toutefois, le président ne s'y investit pas complètement, suivant l'opinion publique et privilégiant la politique intérieure, notamment l'économie. Influencée par le mouvement néoconservateur, qui est déçu du manque de volonté de Clinton dans l'application de sa politique d'*enlargement* et inquièt d'une éventuelle montée de l'isolationnisme, la fondation adopte une approche plus engagée dans la préservation des intérêts nationaux américains. Elle conserve son activisme par ses activités qui visent principalement les rivaux des États-Unis : la Chine, l'Europe de l'Est et les anciennes Républiques soviétiques ainsi que le Moyen-Orient. Ses choix de régions prioritaires semblent encore une fois portés par des considérations de politique étrangère. Cela est renforcé par une participation financière, moins systématique que dans les années 1980, du département d'État et du Congrès.

Mais ses activités prennent un nouveau tournant avec une focalisation dans ce qu'elle appelle la « recherche », mais qui relève davantage du domaine de l'expertise à partir de 1990, et qui entre le cadre de la protection de l'hégémonie. Elle devient alors un instrument de *soft power* permettant de convaincre les élites internationales du modèle de démocratie occidentale. En étant davantage un élément de soft power que de public diplomacy, elle montre un degré d'autonomie plus élevé. En tant que quango, elle prend la mesure de son rôle et de ses ressources dans l'accomplissement de cet objectif. Cela se concrétise par la création d'un *think tank* qui met en place un réseau international de démocrates et d'organisations internationales, et la

publication d'une revue dédiée à un nouveau champ des sciences sociales qu'elle a contribué à créer, la transitologie. Ce paradigme accorde une place centrale à la démocratie libérale, dont il contribue à octroyer une grande légitimité. Il se caractérise principalement par son caractère prescriptif et son intention de donner des conseils concrets aux promoteurs de la démocratie, gouvernementaux et non-gouvernementaux. Ayant pour but de renforcer la légitimité démocratique, ces nouvelles initiatives entrent dans le cadre de ce nouvel objectif de maintien de la position américaine.

Dans les années 1990, la fondation devient donc plus complète, elle allie action sur le terrain, expertise et construction d'un réseau international, se convertissant en véritable « intellectuel organique » selon la définition de Gramsci. La NED se caractérise donc encore une fois par son interventionnisme et sa volonté d'avoir un rôle en politique étrangère, mais qui provient d'avantage d'une politique interne, voire même d'une vocation. La différence est que ce rôle évolue selon le contexte et la place que lui accorde les présidents successifs.

Conclusion

Ce travail de recherche nous a amené à approfondir les travaux existants sur la NED, souvent critiques, en proposant une approche plus globale, sur une période de temps relativement longue, 20 ans, et en abordant de nombreux thèmes, sans prétendre pour autant à l'exhaustivité. L'objectif était de se focaliser sur le lien avec le gouvernement américain, souvent réduit à une relation de subordination. Nous avons vu que cette dernière est plus complexe, mais également évolutive. En effet, nous avons pu constater que la NED a été créée dans une période de tension entre les États-Unis et l'URSS sous la présidence de Ronald Reagan, qui considère la NED comme un instrument de la guerre idéologique. Cet aspect est renforcé par les éléments internes à la NED, et premièrement le profil de ses dirigeants et sympathisants, proches du mouvement néoconservateur, du milieu syndical et souvent issus du gouvernement. Ces trois milieux étant profondément anti-communistes, les objectifs de la NED coïncidaient avec ceux de l'administration américaine. Deuxièmement, son statut privé mais à financement public, qui lui est versé par l'USIA, montre que la NED privilégie une stratégie qui s'insère dans la *public diplomacy* américaine. Tous ces éléments ont créé une conjonction d'intérêt entre les deux entités.

Nous avons vu que les activités concrètes de la NED dans les années 1980 révélaient également cette tendance. En effet, la fondation agissait souvent en application de la doctrine Reagan et suivait les objectifs de l'administration notamment en termes de régions prioritaires. Cela s'expliquait parfois par une intervention financière directe de l'USAID ou du Congrès, soit par une politique interne de la fondation. Nous avons développé tout particulièrement le cas de l'intervention au Nicaragua, assez documenté, qui est représentatif d'une politique trop liée à l'administration. Nous avons alors pu déduire de ces nombreux cas pratiques que l'autonomie de la NED n'est pas complète. Toutefois, elle est davantage un outil ponctuel qui est mis au service de la nation dans des cas particuliers qui nécessitent une intervention

spécifique, en complément ou non d'une action gouvernementale.

Ensuite, nous avons voulu comparer cette décennie à celle des années 1990, suite au départ de Ronald Reagan et à la fin de la Guerre Froide, qui ont remis en question l'existence même de la NED. L'objectif de la politique étrangère lui aussi a été modifié par ce changement de contexte. Il représente davantage la volonté de maintenir la position hégémonique américaine et cette position d'unipolarité. Or, les cas pratiques de la NED étudiés lors de cette décennie montrent une nouvelle fois une volonté de s'aligner à cet objectif. Elle s'implique notamment dans les régions où l'administration met de côté sa politique de promotion de la démocratie, comme la Chine et le Moyen Orient, qui constituent pourtant des modèles concurrents à l'hégémonie américaine. Mais plus encore, on remarque que l'interventionnisme de la NED est accru par rapport à celui de l'administration américaine, témoignant une nouvelle fois du poids des néoconservateurs dans le travail de la fondation. En effet, ses nouvelles initiatives dans le domaine de la recherche et de l'expertise, la création du *Journal of Democracy* et de l'IFDS, sont le reflet de la volonté de participer au maintien de l'hégémonie américaine en étant un élément concret de *soft power*. Elles permettent, notamment grâce au *JOD,* de convaincre de la légitimité du régime démocratique et de créer un réseau d'élites internationales sensibilisé à ce thème et éduqué à la démocratie libérale américaine.

Bien que leurs objectifs se rejoignent une nouvelle fois, la fondation semble être plus pro-active et être davantage portée par cet objectif que l'administration elle-même, qui, plus préoccupée par la politique intérieure, principalement pendant le premier mandat de Clinton, semble peu efficace. Plus qu'un instrument de politique étrangère, la fondation porte en son objectif même la défense des intérêts américains. Cela peut s'expliquer à la fois par la volonté de conserver son financement public qui la contraint, dans une période de baisse budgétaire, à convaincre de son utilité, ainsi que par l'impulsion de la pensée néoconservatrice, partisane d'une politique étrangère engagée à l'international, notamment dans le domaine de la promotion de la démocratie.

La NED est donc une organisation qui agit la plupart du temps de manière autonome. Toutefois, elle peut également être mise à contribution par le Congrès ou par l'exécutif dans l'intérêt national. Étant au centre de plusieurs influences, elle doit composer avec les différentes branches du gouvernement dont elle dépend pour sa survie, elle doit adapter son discours en permanence pour convaincre du bienfondé de son travail et se maintenir en activité. Les changements qui s'opèrent dans les années 1990 ne sont que des adaptations au contexte international et national, à une nouvelle vision de la sécurité nationale post-URSS, et la NED demeure un élément important de politique étrangère qui bénéficie du soutien des présidents successifs et du Congrès.

Notre travail de recherche s'arrête à la fin des années 1990 car à partir des années 2000, les deux entités trouvent une nouvelle priorité commune avec la menace croissante du terrorisme. S'ouvre alors une nouvelle page de cette relation entre le gouvernement et la NED, caractérisée par de nouvelles adaptations de cette dernière, tout comme elle l'a fait dans les années 1990.

Les attentats du 11 septembre vont dicter la future politique du nouveau président George W. Bush, dans laquelle le retour de l'idéologie et de la guerre entre deux modèles se joue. La promotion de la démocratie va une fois de plus être l'argument central du gouvernement pour les interventions militaires. La NED va, de son côté, également placer le terrorisme au cœur de sa stratégie des années 2000, montrant une nouvelle fois une convergence d'intérêt. De même, l'importance des néoconservateurs dans l'administration Bush ravive les influences des origines. Mais le terrorisme fait également renaître l'intérêt pour la *public diplomacy*, dans la « guerre contre la terreur », avec une politique active du nouveau président dans ce domaine, avec un nouvel angle d'approche, la *public diplomacy 2.0.* qui s'exerce sur les réseaux sociaux[1503]. Le but est de parvenir à la « reconstruction de l'identité

[1503] Raphaël Ricaud, *La Public Diplomacy… op. cit,* p. 245.

américaine »[1504], afin de la rendre plus positive, ce qui est particulièrement important après le 11 septembre. Dans ce nouvel objectif, la NED a un rôle essentiel à jouer, surtout dans la mesure où l'organisme dédié, l'USIA, a disparu.

Le terrorisme ouvre également un nouveau champ d'étude au sein du *JOD*, qui débute dans le numéro de 2002 intitulé « Middle East Studies After 9/11 », dans lequel les éditeurs affirment : « The shocking events of September 11 not only changed the face of international relations; they also are prompting a reassessment of the ways in which we have analyzed the political world »[1505]. La promotion de la démocratie est alors analysée au travers de ce nouveau prisme du terrorisme et repense le paradigme de la transition.

Au début des années 2000, la démocratie est de nouveau perçue comme un facteur à la fois de paix et de sécurité, témoignant encore une fois de la validité de la théorie de la paix démocratique dans ce nouveau contexte de lutte contre le terrorisme. Comme le fait remarquer le directeur éditorial du *New York Times* en 2000 :

> « America . . . makes it own democracy more secure by promoting democracy elsewhere. The evolution of Russia and China into enduring democratic states would make the world a far safer place and erase two of the greatest potential threats to American security »[1506].

Nous avons vu que le soutien inconditionnel du gouvernement envers la NED s'observe chez les présidents successifs. Toutefois, même l'opposition d'un président ne suffira pas à la remettre en question, comme le montre l'épisode récent de la présidence Trump. En effet, alors que la presse évoquait en 2019 la volonté du président Trump de réduire de 60% le budget de la NED, le site internet de la NED publiait en décembre de la même année le vote par la Chambre et le Congrès, signé par le président américain, de l'augmentation de ses fonds de 180

[1504] *Ibid*., p. 300.
[1505] Marc F. Plattner, Larry Jay Diamond, « Middle East Studies after 9/11 », *Journal of Democracy*, Volume 13, Number 3, July 2002, p. 95.
[1506] New York Times éditorial, 7 août 2000, dans Colin Elman, « History, Theory, and the Democratic Peace », *The International History Review*, Vol. 23, No. 4, Decembre, 2001, p. 759.

millions à 300 millions de dollars. La fondation semble être devenue une structure inaliénable du système américain. Par ailleurs, la création, à l'initiative de l'Union Européenne, d'une version européenne de la NED, l'European Endowment for Democracy en 2013, avec une spécialisation sur la région des Balkans, de la Turquie, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord[1507], montre le succès du principe de la fondation.

Toutefois, le numéro du *JOD* de 2020, qui fête les trente ans de la revue, se consacre aux difficultés que connaît la démocratie et à la désillusion face à l'enthousiasme des années 1990. Les modèles concurrents de l'époque, le Moyen-Orient, la Chine, sont encore loin de la démocratie et ne semblent toujours pas en prendre le chemin. Cela pose la question bien sûr de l'efficacité de la NED, alors même que la Chine est l'un des principaux bénéficiaires depuis 1980. De plus, alors que les manifestations de la place Tiananmen avaient fait naître un vent d'espoir, le vote récent de la loi sur la sécurité nationale et la dissolution des principales organisations prodémocratie à Hong-Kong entraînent la montée d'un certain pessimisme. Malgré tout, la NED demeure une entreprise florissante, qui par sa prise en compte évolutive des intérêts américains, a su se rendre indispensable.

Enfin, la nomination de Damon Wilson au poste de président de la NED à la succession de Carl Gershman en cette année 2021, montre un autre élément de continuité. En effet, c'est un ancien membre du NSC en tant que directeur des affaires d'Europe centrale, de l'est et du nord de 2004 à 2006 et directeur des affaires européennes de 2007 à 2009 qui a eu pour objectif de renforcer la démocratie dans ces régions face à la Russie[1508]. Il a également travaillé au département d'État, au sein du bureau Chine et à l'ambassade à Beijing. On remarque donc encore une fois une continuité dans le profil des membres de la NED, avec une carrière gouvernementale, au sein des instances de sécurité notamment, ainsi qu'une spécialisation sur les deux priorités de la NED et de l'administration qui sont les mêmes depuis la fin des années

[1507] Site internet du FEDEM, section « À propos ». https://www.democracyendowment.eu/fr/about/about-us.html
[1508] Site internet de la NED, section « Meet our president », https://www.ned.org/experts/damon-wilson/

1990, la Chine et la Russie. La prise en compte par la NED de l'intérêt national américain dans le cœur de ses activités paraît être une constante de la fondation, encore aujourd'hui, mais semble surtout être une des raisons de sa longévité.

Sources

National Endowment for Democracy :

- Rapports annuels.

National Endowment for Democracy annual report 1984, November 18, 1983 to September 30,1984, 51p.

National Endowment for Democracy annual report 1985, October 1, 1984 to September 30,1985, 58p.

National Endowment for Democracy annual report 1986, October 1, 1985 to September 30,1986, 59p.

National Endowment for Democracy annual report 1987, October 1, 1986 to September 30,1987, 81p.

National Endowment for Democracy annual report 1988, October 1, 1987 to September 30,1988, 63p.

National Endowment for Democracy annual report 1989, October 1, 1988 to September 30,1989, 54p.

National Endowment for Democracy annual report 1990, October 1, 1989 to September 30,1990, 61p.

National Endowment for Democracy annual report 1991, October 1, 1990 to September 30,1991, 82p.

National Endowment for Democracy annual report 1992, October 1, 1991 to September 30,1992, 93p.

National Endowment for Democracy annual report 1993, October 1, 1992 to September 30,1993, 93p.

National Endowment for Democracy annual report 1994, October 1, 1993 to September 30,1994, 105p.

National Endowment for Democracy annual report 1995, October 1, 1994 to September 30,1995, 82p.

National Endowment for Democracy annual report 1996, October 1, 1995 to September 30,1996, 72p.

National Endowment for Democracy annual report 1997, October 1, 1996 to September 30,1997, 80p.

National Endowment for Democracy annual report 1998, October 1, 1997 to September 30,1998, 94p.

National Endowment for Democracy annual report 1999, October 1, 1998 to September 30,1999, 90p.

National Endowment for Democracy annual report 2000, suporting freedom around the world, October 1, 1999 to September 30, 2000, 88p.

National Endowment for Democracy annual report 2001, suporting freedom around the world, October 1, 2000 to September 30, 2001, 90p.

National Endowment for Democracy annual report 2002, suporting freedom around the world, October 1, 2001 to September 30, 2002, 99p.

National Endowment for Democracy annual report 2003, suporting freedom around the world, twentieth anniversary, October 1, 2002 to September 30, 2003, 126p.

National Endowment for Democracy annual report 2004, suporting freedom around the world, October 1, 2003 to September 30, 2004, 133p.

- Site internet:

Site internet de la NED, https://www.ned.org/;

Democracy Digest, https://www.demdigest.org/;

Blog de la NED, https://www.power3point0.org/

- Autres documents:

- Statement of Principles and Objectives

- National Endowment for Democracy Act, loi 98-164 du 22 novembre 1983

- 2002 NED Prospectus

- National Endowment for Democracy Strategy Document January 2002 18 p.

- National Endowment for Democracy Strategy Document January 1997 « Promoting democracy in a time of austerity: NED's Strategy for 1997 and beyond », 8 p.

- National Endowment for Democracy Strategy Document January 1992, 13 p.

- Official commemoration of the twentieth anniversary of the National Edowment for Democracy, November 6, 2003, 13 p.

- Presentation of Carl Gershman at the Colloquium « The political foundations in the Western

democracies: What role and what future? », the French Senate, Paris, June 6, 1996, 6 p.

- Marc F. PLATTNER and Larry DIAMOND, « International Forum for Democratic Studies Established by the National Endowment for Democracy », *Political Science and Politics*, Vol. 28, N° 1, Mars 1995, pp. 113-115

Carl Gershman :

Carl GERSHMAN, « Democracy as policy goal and universal value », *The Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations*, Winter spring 2005, pp. 19-38.

Carl GERSHMAN, « The foreign policy of American labour », *The Washington Papers*, Vol. 3, No. 29, Beverly Hills, Sage Publications for the Center for Strategic and International Studies, Georgetown University, Washington, 1975, 82 p.

Carl GERSHMAN, « NED Mourns the Loss of Senator John McCain », August, 26, 2018, https://www.ned.org/ned-mourns-the-loss-of-senator-john-mccain/

Carl GERSHMAN, « The endowment after ten years: Reviewing the past and facing the future ». Internal discussion paper for the NED board retreat November 11-13, 1993, 18 p. Ce document m'a été remis par Carl Gershman.

Réseaux militants

Paul LABARIQUE, « Ingérence syndicale, AFL-CIO ou AFL-CIA ? », *Réseau Voltaire*, 2004 http://www.voltairenet.org/article14074.html

Jon QUACCIA, *National Endowment for Death Squads? The AFL-CIO and the NED*, 2004 http://www.voltairenet.org/article123302.html

Kim SCIPES, *The AFL-CIO and the National Endowment for Democracy (NED) in Venezuela,* July 10, 2005, https://thirdworldtraveler.com/Labor/SolidarityCtr_AFL_Venez.html

Kim SCIPES, *National Endowment for Democracy: A Tool of US Empire in Venezuela,* Published on Wednesday, February 26, 2014 by Common Dreams.

Rapports du Congrès:

- « The Asia Foundation: Past, present, and future », Prepared for the Committee on Foreign Relations United States Senate by the Foreign Affairs and National Defense Division, Congressional Research Service, February 1983, 51 p.

- Authorizing appropriations for fiscal years 1984-85 for the Department of State, the U.S. Information Agency, the Board for International Broadcasting, the Inter-American Foundation, the Asia Foundation, to establish the National Endowment for Democracy : hearings and markup before the Committee on Foreign Affairs and its Subcommittee on

International Operations, House of Representatives, Ninety-eighth Congress, first session, on H.R. 2915, February 23, March 1, 3, 9, 10, 15, 16, 17, 22, 23, April 18, 19, 25, May 3, 12, 1983, pp. 1236.

- Authorizing Appropriations for Fiscal Years 1986-87 for the Department of State, the U.S. Information Agency, the Board for International Broadcasting, and for Other Purposes: Hearings and Markup Before the Committee on Foreign Affairs and Its Subcommittee on International Operations, House of Representatives, Ninety-ninth Congress, First Session, on H.R. 2068, February 20, 27; March 5, 7, 12, 26; April 3 and L8, 1985, p. 812.

- Oversight of the National Endowment for Democracy: hearings before the Subcommittee on International Operations of the Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, Ninety-ninth Congress, second session, May 14 and 20, June 11, 1986.

- Senate hearings before the Committee on appropriations. Commerce, Justice, State, the Judiciary and related agencies appropriations, Fiscal year 1987. 99th Congress, second session, H.R. 5161, Part 2 (page 1-1459)

- The National Endowment for Democracy in 1990, Hearing before the subcommittee on International Operations of the Committee on Foreign Affairs House of Representatives, 101 Congress, first session, September 28, 1989, 62 p.

- The National Endowment for Democracy and their core grantees: Hearing before the subcommittee on International Operations of the Committee on Foreign Affairs House of Representatives, 101 Congress, second session, July 19, 1990, 92 p.

- *Costa rican democracy undermined by united states dollars* (house of representatives - october 18, 1989), Congressional Record 101st Congress (1989-1990), The library of Congress.

- Departments of Commerce, Justice, and State, the Judiciary, and Related Agencies Appropriation bill, 1996, S.Rept. 104-139, p. 113, September 12, 1995.

- Congress of the Nation, Vol. VI, 1981-1984, Manuscript Division, Librairy of Congress, p. 168.

- Congress of the Nation, Vol. VII, 1985-1988, Manuscript Division, Librairy of Congress, p. 201.

- PUBLIC LAW 99-440, October 2 1986. Comprehensive anti-apartheid act of 1986

- US Senate Committee on Foreign Relations, *Korea and the Philippines: November 1972,* Committee Print, 93rd Congress, 1st session, February 18, 1973, 47 p.

- Report of the congressional committees investigating the Iran- Contra Affair, Novembre 1987, 100th Congress, 1st session, 726p.

- H.R.3984 - A bill to amend the National Endowment for Democracy Act to prohibit grants to organizations affiliated with any member of the Board of Directors of the Endowment.99th Congress (1985-1986), 18 Décembre 1985.

- H.R. 3792, Public Law 101-246, 101st Congress, February 16, 1990: Foreign Relations Authorization Act, Fiscal Years 1990 and 1991

- Congressionnal record, House of Representatives, October 18, 1989, pp. 25058-25147.

- War Power Resolution of 1973. Public Law 93-148, 87 Stat. 555 (1973)

- « USAID and Foreign Aid Reform », Deputy Secretary Wharton Statement before the Subcommittee on International Economic Policy, Trade, Oceans and Environment of the Senate Foreign Relations Committee,,Washington, DC, July 14, 1993; US Department of State Dispatch, vol. 4, No. 30 - July 26, 1993, July 1993, p. 526-531. HeinOnline.

- H.R.1890 - United States-China Act of 1993, 103rd Congress (1993-1994), 28 avril 1993, H.R.4590 - United States China Policy Act of 1994, 103rd Congress (1993-1994), 16 juin 1994.

- Thomas LUM, CRS Report for Congress: « U.S.-Funded Assistance Programs in China », Washington, DC, Congressional Research Service, 28 janvier 2008, 6 p.

- Vladimir N. PREGELJ, CRS Report for Congress: « Most-Favored-Nation Status of the People's Republic of China », July 25, 2001, 14 p.

- Susan B. EPSTEIN, *National Endowment for Democracy: Policy and Funding Issues,* United States Congressional Research Service, 16 août 1999.

Rapport du GAO:

- Report to senator Malcolm Wallop by the US General Accounting Office, « Events Leading to,the Establishment of the National Endowment for Democracy », GAO/NSIAD-84-121, 6 juillet 1984, 37 p.

- United States General Accounting Office, Report to congressional requesters: « Promoting democracy, The National Endowment for Democracy's management of grants overseas », GAO/NSIAD-86-185, septembre 1986, 44 p.

- United States General Accounting Office, Briefing report to congressional requesters: « Security Assistance, Observations on the International Military Education and Training Program », GAO/NSIAD-90-215BR, June 1990, 33 p.

- United States General Accounting Office, Report to congressional Committees: « Promoting Democracy, National Endowment for Democracy's management of grants needs improvement », GAO/NSIAD-91-162, mars 1991 55 p.

- United States General Accounting Office, Report to congressional requesters: « Promoting democracy, Foreign affairs and defense agencies funds and activities – 1991 to 1993 », GAO/NSIAD-94-83, janvier 1994, 33 p.

- United States General Accounting Office, « AIFLD Funding and Programs », GAO/NSIAD-96-142R, 30 avril 1996, 14 p.

Rapports AFL-CIO:

- AFL-CIO Heads Iron Out Differences Over AIFLD, *The Hartford Courant,* 23 Août, 1966, 20p., document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, auteur et numéro de la publication manquants.

- The George Meany Memorial Archives Descriptive Inventory. AFL-CIO International Affairs Department. Irving Brown files, 1943-1989, 42 p.

- Report to the 1991 Convention from the AFL-CIO executive council, 504 p.

Entretiens:

- Entretien avec Thomas Carothers réalisé le 13/01/20 dans les locaux de la Carnegie Endowment for International Peace, Washington.

- Entretien avec George Fauriol réalisé le 14/01/20 dans les locaux de la NED, Washington.

- Entretien avec Sally Shelton-Colby réalisé le 15/01/2020 à l'American University's School of International Service, Washington.

- Entretien avec Carl Gershman réalisé le 16/01/2020 dans les locaux de la NED, Washington.

- Entretien avec Marc Plattner réalisé le 16/01/20 dans les locaux de la NED, Washington.

- Entretien avec Charles Fairbanks réalisé le 17/01/2020, à son domicile, à Washington.
- Entretien avec Kenneth Wollack, réalisé le 22/01/2020 à Washington.

– Entretien avec Andrew Wilson réalisé le 24/01/2020 dans les locaux de CIPE, Washington.

– Entretien téléphonique avec Paula Dobriansky le 03/02/20.

– Entretien avec Joshua Muravchik le 24/02/2020 via Skype.

Documents de l'USIA:

– Handbook of Mutual Security Legislation and Related Documents, with Explanatory Notes, Index and Cross References. Washington,

– Legislative History of the Department of State, U.S. Information Agency, Board for International Broadcasting, Inter-American Foundation, Appropriation Authorizations Department of State Authorization Act, FY 1984-1985 (97 Stat. 1017), P.L. 98-164. Washington, D.C., Van Ness Feldman.

– https://web.archive.org/web/20100620014335/http://dosfan.lib.uic.edu/usia/usiahome/oldoview.htm#history

– *USIA, a commemoration*, USIA, 1999.

– Report to the Chairman, Committee on the Budget, House of Representatives, 23 Septembre 1996, U.S. Information Agency – Options For Addressing Possible Budget Reductions, GAO/NSIAD-96-179

– 1983 Report of the United States Advisory Commission on Public Diplomacy.

– Reorganization Plan No 2, 1977, 91 STAT 1636, International Communication Agency

Sources gouvernementales :

– Abraham LINCOLN, Gettysburg Address, Pennsylvania, November 19, 1863.

– Woodrow WILSON, « Address to a Joint Session of Congress Requesting a Declaration of War Against Germany », April 02, 1917. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-joint-session-congress-requesting-declaration-war-against-germany.

– Dwight D. EISENHOWER, « Memorandum by the president regarding the reorganization of the executive branch for the conduct of foreign affairs », June 1, 1953. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/memorandum-the-organization-the-executive-branch-for-the-conduct-foreign-affairs

– Department of Defense, Annual Report, Fiscal Year 1980, Report of Secretary of Defense, Harold Brown, o the Congress on the FY 1980 budget, FY 1981 authorization request and FY 1980-1984 defense program, January 25, 1979, p28-31.

– https://history.state.gov/milestones/1945-1952/NSC68

– Constitution of the United States, Article I, Legislative Branch, Section 8. https://constitution.congress.gov/constitution/

– *Meeting with the National Security Council, 14 nov. 1986.* Archive déclassifiée publiée par le Centre d'Investigation Journalistique CIPER Chili (voir annexe II);

– Decision of the Controller General of the United States, National Endowment for Democracy, files B-248111, 9 septembre 1992

– Televised Address by Governor Ronald Reagan « A Strategy for Peace in the '80s », 19 octobre, 1980 https://www.presidency.ucsb.edu/documents/televised-address-governor-ronald-reagan-strategy-for-peace-the-80s

– Ronald REAGAN, « Nomination Acceptance Address », July 17, 1980, http://presidentialrhetoric.com/historicspeeches/reagan/nominationacceptance1980.html

– —, « Remarks on the Caribbean Basin Initiative to the Permanent Council of the Organization of American States », 24 février 1982, https://www.presidency.ucsb.edu/documents/remarks-the-caribbean-basin-initiative-the-permanent-council-the-organization-american

– —, « Address to the British Parliament », London, 8 juin 1982

– —, « Address to the National Association of Evangelicals », Florida, 8 mars 1983.

– —« Remarks at a White House Ceremony Inaugurating the National Endowment for Democracy », 16 décembre 1983. https://www.ned.org/president-ronald-reagans-remarks-at-a-white-house-ceremony-inaugurating-the-national-endowment-for-democracy/

– —, « Address to the Nation on United States Policy in Central America », 9 mai 1984. https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-nation-united-states-policy-central-america

– —, « State of the Union 1985 », Washington, 2 février 1985.

– —, « Statement on the Comprehensive Anti-Apartheid Act of 1986 », 2 octobre 1986, https://www.reaganlibrary.gov/archives/speech/statement-comprehensive-anti-apartheid-act-1986

– —, « Promoting freedom and democracy in Central America, adress before the American Newspaper publishers Association », Ellis Island, New York, May 3, 1987.

– Nicholas PLATT, « Memorandum for Mr. Robert C. Mcfarlane, the White House, subject : Sustaining a Public Diplomacy Program on South Africa », 11 Octobre 1985, 7 p. https://fas.org/irp/offdocs/nsdd/nsdd-187.htm

– Elliot ABRAMS, « Latin America and the Caribbean: The Paths to Democracy », June 30, 1987 address before the Washington World Affairs Council, Washington, 5 p.

– George H. W. BUSH, Address Before a Joint Session of Congress, September 11, 1990.

– *The Kissinger study of southern Africa, National Security Study Memorandum 39*, edited by Mohamed A. El-Khawas and Barry Cohen, Lawrence Hill & Company, Westport, 1976, 189 p.

– Anthony LAKE Remarks, « From Containment to Enlargement », Washington, D.C., *Johns Hopkins University School of Advanced International Studies*, September 21, 1993

– Madeleine ALBRIGHT, Committee on Foreign Relations, Senat, *Nomination of Secretary of State*, S. Hrg. 105-36, 8 janvier 1997.

– Report of the National Bipartisan Commission on Central America, Janvier 1984, 132 p.

– 1983 Report of the United States Advisory Commission on Public Diplomacy

– Defense Planning Guidance FY 1994-99, 18 February 1992,46 p., déclassifié en 2007.

– NSDD 17, « National security decision directive on Cuba and Central America », 4 Janvier 1982, 2 p.

– NSDD 32, « US National Security Strategy », 20 mai 1982, 8 p.

– NSDD 71, « U.S. Policy Toward Latin America In the Wake of the Falklands Crisis », 30 novembre 1982, 4 p.

– NSDD 75, « U.S. Relations with the USSR », 17 janvier 1983, 9 p.

– NSC-NSDD-77, « Management of Public Diplomacy Relative to National Security », 14 janvier 1983, 3 p.

– NSDD 100, « Enhanced U.S. military activity and asistance fort he central american

region », 2 p.

– NSDD 163, « United States policy towards the Philippines », 20 février 1985, 3 p.

– NSDD 166, « U.S. policy, programs and strategy in Afghanistan », 27 mars 1985, 3 p.

– NSDD 187, « United States policy toward South Africa », 7 Septembre 1985, 3 p.

– NSDD 220, « Haiti », April 2 1986, 5 p.

– NSDD 270, « Afghanistan », 1er mai 1987, 5 p.

– NSDD 272, « United States objectives in Southern Africa », 7 Mai 1987, 3 p.

– NSDD 273, « United States policy toward South Africa », 7 Mai 1987, 3 p.

– NSD 3, « U.S. Policy toward Afghanistan », February 13, 1989, 3 p.

– NSD 23 « United States relations with the Soviet Union », 22 septembre 1989, 7 p.

– NSD 26, « U.S. Policy toward the Persian Gulf », 2 octobre 1989, 3 p.

– NSD 25, « US Policy Toward February 1990 Nicaragua Election », 22 septembre 1989, 1 p.

– NSD 45, « U.S. Policy in response to the Iraqi invasion of Kuwait », August 20, 1990, 5 p.

– Presidential Review Directive/NSC-26, « Democracy Programs », April 13, 1993, 8 p.

– Executive Order 12850, of May 28, 1993, « Conditions for Renewal of Most-Favored-Nation Status for the People's Republic of China in 1994 », Federal Register Presidential Documents Vol. 58, No. 103, 2 p.

– National Security Strategy of Engagement and Enlargement (Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office [U.S. GPO], July 1994); and A National Security Strategy of Engagement and Enlargement (Washington, D.C.: U.S. GPO, February 1996).

– Kennon H. NAKAMOURA, Matthew C. Weed, « U.S. Public diplomacy: Background and current issues », Congressional Research Service, December 18, 2009, 65 p.

CIA:

- Memorandum for Director of Central Intelligence from Robert M. Gates, subject: Assistance to Poland: Tuesday's NSC Meeting, 4 décembre 1981, https://www.cia.gov/readingroom/document/cia-rdp89g00720r000100050008-7

APF:

- American Political Foundation, « Freedom and International Community/Values as bases for Alliance », document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, Manuscript Division, George E. Agree Papers.

Presse/*think tank*:

- « A quango for democracy », *New York Times*, 6 juin 1982. https://www.nytimes.com/1982/06/06/opinion/a-quango-for-democracy.html
- Walter Goodman, « Congress Assails Democracy Group », *New York Times*, 15 août 1984, section A, p. 21.
- « Text of Agreement by 5 Central American Leaders on Peace in the Region », *The New York Times*, 12 Août 1987, Section A page 8.
- « Help Nicaragua's democrats, openly », Opinion, *New York Times*, 14 Septembre 1989, Section A page 28.
- « Let's define the Quango », *New York Times*, 17 février 1983, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, auteur, numéro de parution et pagination inconnus.
- Richard BERNSTEIN, « Union in france confirms it gets U.S. funds », *The New York Times*, November 28, 1985, Section A, Page 8.
- Sidney BLUMENTHAL, « Grantee of U.S. Endowment Funds Sandinista Opponents », Washington Post, 19 mars 1986, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1986/03/19/grantee-of-us-endowment-funds-sandinista-opponents/d2a1b24a-56ea-486f-b936-f8cbcf7e0c26/
- William E. BROCK III, « Reagan's campaign for democracy – and the German example », *The Christian science monitor,* 27 juillet 1982, p23.
- Lydia CHAVEZ, « New Ambassador gives impetus to U.S. push for change in Chile », *New York Times*, January 27, 1986, A6.
- James F. CLARITY, Warren WEAVER Jr., « Washington Talk, Briefing, Three in the Running », *The Washnigton Post,* 16/11/1983, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, « George Agree papers » numéro de la publication et page manquants.
- Ben A. FRANKLIN, « Democracy Project Facing New Criticisms », *The New York*

Times, 4 décembre 1985. https://www.nytimes.com/1985/12/04/us/democracy-project-facing-new-criticisms.html

- Thomas FRIEDMAN, «Foreign Policy; Turning His Sights Overseas, Clinton Sees a Problem at 1600 Pennsylvania Avenue», *The New York Times*, 2 April 1992, section A, p. 20.

- Robert S. GREENBERGER, « U.S. Group aided Arias's Costa Rica Foes », *Wall Street Journal*, October 13, 1989.

- Bernard GWERTZMAN, « Aid to democracy abroad is weighed », *The New York Times*, 30 mai 1982, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, numéro de la publication et page manquants.

- Seymour M. HERSH, « Panama General reported to rig election in 1984 », *New York Times*, 22 juin 1986. Declassified and approved for release 2010/01/06, CIA-RDP90-00965R000402820031-5

- David IGNATUS, « Innocence abroad: The new world of spyless coups », *The Washington Post*, September 22, 1991. https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/1991/09/22/innocence-abroad-the-new-world-of-spyless-coups/92bb989a-de6e-4bb8-99b9-462c76b59a16/

- George LARDNER Jr., « In bid to endow democracy, Rep Fascell gathers many hats », *The Washington Post*, 3 juin 1983, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, numéro de la publication et page manquants.

- —, « House opposes funding, Democracy promotion is hit », *Washington Post*, 1 Novembre 1983, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, Manuscript Division, George E. Agree Papers, numéro de la revue et page manquantes.

- Alec LUHN, « National Endowment for Democracy is first 'undesirable' NGO banned in Russia », *The Guardian*, July 28, 2015. https://www.theguardian.com/world/2015/jul/28/national-endowment-for-democracy-banned-russia

- Michael MASSING, « Contra aides. Why four democratic operatives enlisted in Ollie North's crusade », *Mother Jones Magazine*, Octobre 1987, p23-26, p40-43.

- Stanley MEISLER, « Allocation of Funds in France Embarrassing », *Los Angeles Times*, 6 février 1986. https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1986-02-06-mn-4751-story.html

- Walter F. MONDALE, Franck J. Fahrenkopf Jr. « An innocent victim of the Iran-scandal », *The New York Times*, February, 23, 1987, A19.

- Joshua MURAVCHIK, « Lament of a Clinton Supporter », *Commentary*, août 1993.

- James M. PERRY, « Group seeks to nix funds U.S. set up tu tout democracy », *The Wall Street Journal*, December 13, 1983, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, Manuscript Division, George E. Agree Papers, numéro de page manquant.

- Eric PIANIN, « Democracy Endowment In Jeopardy », *Washington Post*, 14 juin 1991, https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1991/06/14/democracy-endowment-in-jeopardy/f73eed14-34a0-4f5f-9f6d-afc2eaf83e1e/

- James PHILLIPS, « The National Endowment For Democracy: An Important Weapon in the War of Ideas », *Heritage Foundation*, 8 July 1993, https://www.heritage.org/node/21070/print-display

- James PHILLIPS, Kim R. HOLMES, « The National Endowment For Democracy: A prudent investment in the future », *Heritage Foundation*, September 13, 1996.

- William SERRIN, « Reagan bid stirring longstanding labor debate », *The New York Times,* 4 mars 1986, A15.

- Patrick E. TYLER, « U.S. strategy plan calls for insuring no rivals develop », *New York Times*, 8 March 1992, section 1 page 1.

- Susan TRAUSCH, « Private US group would aid young democracies », *The Boston Globe*, 13 juillet 1982, document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, numéro de la publication et page manquants.

- « President's news conference on foreign and domestic issue », *The New York Times*, 20 octobre 1983, B10. Retranscription de la conférence de Ronald Reagan du 19 octobre 1983. Document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, numéro de la publication et page manquants.

- Seymour M. HERSH « Huge C.I.A. operation reported in U.S. against antiwar forces, other dissidents in Nixon years », *New York Times*, 22 Décembre, 1974, p. 22.

Freedom House & Polity :

- Raymond D. GASTIL, « Freedom in the World Political Rights and Civil Liberties », 1984-1985, Freedom House, 440 p.
- —, « Freedom in the World Political Rights and Civil Liberties », 1985-1986, Freedom House, 1986, 432 p.
- —, « Freedom in the World Political Rights and Civil Liberties », 1988-1989, Freedom House, 1989, 522 p.
- Polity IV country report 2010 : Niracagua, 3 p.
- Solidarity Center, 2010 Annual Report, 24 p.

Convention internationale:

- « Charte de Paris pour une nouvelle Europe », Paris, 19-21 novembre 1990, 34 p.

Sources bibliographiques :

- https://www.hoover.org/profiles/richard-v-allen
- https://www.britannica.com/biography/Thomas-B-Reed
- https://www.encyclopedia.com/people/social-sciences-and-law/political-science-biographies/polly-baca
- http://www.aplus.cc/legree-s-daniels-heritage-award/
- https://bioguideretro.congress.gov/Home/MemberDetails?memIndex=F000041
- https://bioguideretro.congress.gov/Home/MemberDetails?memIndex=h000338
- https://bioguide.congress.gov/search/bio/M001121
- https://rediscovering-black-history.blogs.archives.gov/2020/11/18/louis-e-martin/
- https://www.iri.org/web-story/iri-honors-former-secretary-state-henry-kissinger-freedom-award
- https://www.senate.gov/about/officers-staff/vice-president/VP_Walter_Mondale.htm
- https://www.encyclopedia.com/history/dictionaries-thesauruses-pictures-and-press-releases/tower-commission
- https://history.state.gov/departmenthistory/people/barnes-harry-george-jr
- https://scholars.duke.edu/person/jajosephlord
- https://www.chinafile.com/contributors/winston-lordkauf
- https://web.archive.org/web/20051216061750/http://www.fightingterror.org/members/index.cfm
- https://www.fpri.org/contributor/susan-purcell/
- http://www.susankpurcell.com/
- https://www.nyu.edu/community/government-affairs/study-of-congress/about-john-brademas.htmlger
- https://www.david-gergen.com/about-david
- https://hls.indiana.edu/about/richard-lugar/index.html
- https://www.csis.org/news/csis-mourns-loss-fred-c-ikl%C3%A9
- https://iop.harvard.edu/fellows/lynn-cutler
- https://scua.library.uni.edu/classification-schedule/manuscripts/lynn-cutler-papers-1972-2001
- https://www.belfercenter.org/person/paula-j-dobriansky
- https://www.mei.edu/profile/paula-j-dobriansky
- https://www.britannica.com/biography/Malcolm-S-Forbes
- https://bioguideretro.congress.gov/Home/SearchResults
- https://bioguide.congress.gov/search/bio/M000473
- https://bioguideretro.congress.gov/Home/MemberDetails?memIndex=M000481
- https://history.state.gov/departmenthistory/people/abramowitz-morton-isaac
- https://www.aei.org/profile/paul-wolfowitz/
- https://www.politico.com/states/new-york/albany/story/2010/11/steve-solarz-1940-2010-and-the-making-of-senator-schumer-068878

- https://www.nytimes.com/2017/06/14/world/americas/robert-leiken-dead.html
- http://www.american.edu/sis/faculty/sheltonc.cfm
- https://www.revolvy.com/main/index.php?s=Stephen%20J.%20Solarz
- http://www.airproducts.com/Company/about-us/company-history/Forme%20Chairmen/edward-donley.aspx
- https://hart.sanford.duke.edu/faculty/james_a-_joseph/
- https://www.csis.org/news/csis-mourns-loss-fred-c-ikl%C3%A9
- https://www.carnegie.org/about/trustees-and-staff/thomas-h-kean-chair/
- https://www.hudson.org/experts/686-emmanuel-a-kampouris
- https://aflcio.org/about/history/labor-history-people/thomas-donahue
- https://history.house.gov/People/Detail?id=12510
- https://www.cfr.org/project/john-b-hurford-memorial-lecture
- https://aflcio.org/about/leadership/statements/leon-lynch
- https://bioguide.congress.gov/search/bio/M000019
- https://bioguide.congress.gov/search/bio/P000149
- https://wdi.umich.edu/people/ralph-j-gerson/
- https://libraries.indiana.edu/lee-hamilton-biography
- https://www.nytimes.com/2002/11/26/us/eugene-rostow-89-official-at-state-dept-and-law-dean.html
- https://www.cfr.org/expert/elliott-abrams
- https://gvpt.umd.edu/facultyprofile/tismaneanu/vladimir
- https://elliott.gwu.edu/peter-reddaway
- https://www.nobelprize.org/prizes/literature/1990/paz/biographical/
- https://www.aspeninstitute.org/our-people/condoleezza-rice/
- https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2009/07/23/leszek-kolakowski_1222077_3382.html
- David P. BARRETT, « Reviewed Work: Son of the Revolution by Liang Heng and Judith Shapiro », *The International History Review*, Vol. 6, No. 4, Nov., 1984, pp. 655-657.
- Edward SHILS, « Leopold Labedz », *The American Scholar*, Vol. 63, No. 2, Spring 1994, pp. 239-257.
- Sam ROBERTS, « Robert S. Leiken, Political Scientist Who Defied Labels, Dies at 78 », *The New York Times*, 14 juin 2017.
- « Harry Barnes Jr., a Top U.S. Diplomat, Is Dead at 86 », *The New York Times,* August 17, 2012.

***Journal of Democracy* :**

***Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990**

- Larry Jay Diamond, Marc F. Plattner, « Why the “Journal of democracy” », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 3-5
  Tiananmen and beyond
- Wu'erkaixi, « Tiananmen and beyond: After the massacre », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 6-8
- Merle Goldman, « Tiananmen and beyond: China's great leap backward », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 9-17
- Thomas B. Gold, « Tiananmen and beyond: The resurgence of civil society in China », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 18-31
- Fang Lizhi, « Tiananmen and beyond: Peering over the great wall », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 32-40

- Roberto Eisenmann, « The struggle against Noriega », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 41-46
- Juan J. Linz, « The perils of presidentialism », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 51-69
  The crumbling of the Soviet Bloc
- Jacek Kuroń, « The crumbling of the Soviet Bloc : Overcoming totalitarianism », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 72-74
- János Kis, « The crumbling of the Soviet Bloc : Poland and Hungary in transition », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 75-78
- Vilém Prečan, « The crumbling of the Soviet Bloc : the democratic revolution », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 79-85
- Vladimir Bukovsky, « The crumbling of the Soviet Bloc : Squaring the soviet circle », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 86-90

- Carlos H. Waisman, « The argentine paradox », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 91-101
- Dette Pascual, « Organizing « people power » in the Philippines », Field Reports, *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 102-109
- P. Chudi Uwazurike, Achebe's Africa, Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 110-113
- Larry Jay Diamond, « Managing the military », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 113-117
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 118-121
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 4, Winter 1990, pp. 122-127
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 1, Winter 1990, pp. 128-132

***Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990**

- Pamela Constable, « Arturo Valenzuela, Chile after Pinochet : Democracy restored », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 3-12
- Edgardo Boeninger, « Chile after Pinochet : Lessons from the past, hopes for the future », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 13-17

- Charles H. Fairbanks, « The suicide of Soviet communism », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 18-26
- Paul B. Henze, « The last empire », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 27-34
- Anatoly Shcharansky, « The legacy of Andrei Sakharov », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 35-40
- Alfred C. Stepan, « On the task of a democratic opposition », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 41-49
- Andrew J. Nathan, « Is China ready for democracy ? » *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 50-61
- Tun-Jen Cheng, Stephan Haggard, « Taiwan in transition », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 62-74
- Bona Malwal, « The agony of the Sudan », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 75-86
- Bolivar Lamounier, « Brazil's new beginning », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 87-98
- Václav Havel, « People, youe government has returned to you ! », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 99-105
- Ray Ekpu, « Nigeria's embattled fourth estate », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 106-116
- Shaul Bakhash, « Islamic liberalism : a critique of development ideologies » (review), Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 117-123
- Susan Kaufman Purcell, « Stabilizing Latin Democracy », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 121-123
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 124-127
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 128-131
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 2, Spring 1990, pp. 132-135

***Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990**

- Milan Šimečka, « The restoration of freedom », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 106-116

Nicaragua's choice

- Robert A. Pastor, « Nicaragua's choice : The making of a free election », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 13-25
- Robert S. Leiken, « Nicaragua's choice : Old and new politics in Managua », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 26-38
- Pablo Antonio Cuadra, « Nicaragua's choice : Reclaiming the revolution », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 39-47

- Larry Jay Diamond, « Three paradoxes of democracy », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 48-60
- Wayne A. Cornelius, « Mexico : Salinas and the PRI at the crossroads », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 61-70

Third world communism in crisis

- Carlos Alberto Montaner, « Third world communism in crisis : Castro's last stand », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 71-80
- Vo Van Ai, « Third world communism in crisis : Reform runs aground in Vietnam », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 81-91
- Jeffrey Herbst, « Third world communism in crisis : The fall of afro-marxism », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 92-101

- James Manor, « India after the dynasty », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 102-113
- John B. Dunlop, « The return of Russian nationalism », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 114-122
- Ilya Zaslavsky, « Pressing for democracy in the USSR », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 123-127
- Joshua Muravchik, « Technology and freedom », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 128-131
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 124-127
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 128-131
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 3, Summer 1990, pp. 132-135
-

***Journal of Democracy*, Volume 1, Number 4, Fall 1990**

- Pierre Hassner. « Communism : A Coroner's Inquest ». Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 3-6

South Africa's Future

- « South Africa's Future », Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, p. 7
- Pauline H. Baker.A. « South Africa's Future : turbulent transition », Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 8-24
- Gatsha Buthelezi. « South Africa's Future, Visions of change : a symposium: Inkatha Freedom party », Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 25-28
- Ahmed Gora Ebrahim. « South Africa's Future: Pan africanist congress, Visions of change : a symposium ». Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 28-31
- Nelson Mandela. « South Africa's Future. Visions of change : a symposium African National Congress », Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 32-35
- Julian Ogilvie Thompson « South Africa's Future. Visions of change : a symposium, Anglo American Corporation ». Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 35-38
- Van der Merwe, J. H. « South Africa's Future. Visions of change : a symposium, Conservative party », Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 38-41
- G Viljoen. « South Africa's Future. Visions of change : a symposium, National Party". Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 41-45
- Denis Worrall, « South Africa's Future. Visions of change : a symposium: Democratic Party ». Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 45-48

Paraguay After Stroessner

- Charles G. Gillespie. « Paraguay After Stroessner: Democratizing a one-party state », Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 49-58
- Humberto Rubin. « Paraguay After Stroessner : One step away from democracy.». Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 59-61

- Robert H. Taylor. « Burma's Ambiguous Breakthrough ». Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 62-72

- Debate-Presidents vs. Parliaments,
- Donald L. Horowitz. « Debate-Presidents vs. Parliaments : Comparing Democratic Systems », Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 73-79
- Seymour Martin Lipset. « Debate-Presidents vs. Parliaments : The Centrality of Political Culture », Journal of Democracy, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 80-83
- Juan J. Linz, « Debate-Presidents vs. Parliaments : The virtues of Parliamentarism », *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 84-91

- Jonathan Hartlyn. « The Dominican Republic's disputed elections ». *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 92-103
- Field Reports. Chai'anan Samutwanit. « Educating Thai Democracy ». *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 104-115
- Books in review. Stanislaw Baranczak. « Voices of polish pluralism ». *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 116-119
- Books in review Daniel Brumberg. « An arab path to democracy ? » *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 120-125
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 126-127
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 128-134
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 1, Number 4, Fall 1990, pp. 135-136

***Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991**

- Julio María Sanguinetti, « Present at the transition », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 3-10
- Ken Jowitt, « After Leninism : The new world disorder », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 11-20
- Giuseppe Di Palma, « After Leninism : Why democracy can work in Eastern Europe », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 21-31
- Claude Ake, « Rethinking African democracy », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 32-44
- Carl H. Landé, « Manila's Malaise », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 45-57
- Daniel Brumberg, « Islam, elections, and reform in Algeria », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 32-44
- Arend Lijphart, « Constitutional choices for new democracies », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 72-84
- Gustavo Gorriti Ellenbogen, « Latin America's Internal wars », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 85-98
- María Jimena Duzán, « Colombia's bloody war of words », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 99-106

- Marc F. Plattner, « The first democracy », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 107-112
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 113-116
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 117-120
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 1, Winter 1991, pp. 121-124

- ***Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991**
-
- Binyan Liu, « China and the lessons of Eastern Europe », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 3-11
- Samuel P. Huntington, « Democracy's third wave », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 12-34
- Oleg Rumyantsev, « Russia's new constitution », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 35-46
- Gail Warshofsky Lapidus, « The crisis of perestroika », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 47-53
- « Nigeria's search for a new political order », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 56-69
- Gehad Auda, « Egypt's uneasy party politics », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 70-78
- Mihajlo Mihajlov, « Can Yugoslavia survive ? » *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 79-91
- Sŭng-ju Han, « The korean experiment », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 92-104
- Hernando de Soto, Deborah Orsini, « Overcoming underdevelopment », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 105-113
- Nancy Gina Bermeo, « Shortcuts to liberty », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 114-117
- Martha Brill Olcott, « The nations of the USSR », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 118-120
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 121-123
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 124-129
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 2, Spring 1991, pp. 130-134

***Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991**

- János Kis, « Postcommunist politics in Hungary », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 3-15
- Peter Hakim, Abraham F. Lowenthal, « Latin America's fragile democracies », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 16-29
  Debate-proportional representation
- Guy Lardeyret, « Debate-proportional representation : The problem with PR », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 30-35

- Quentin L. Quade, « Debate-proportional representation : PR and democratic statecraft », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 36-41
- Arend Lijphart, « Debate-proportional representation : Double-checking the evidence », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 42-48
- The editors, « The unfinished revolution », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 49
- Lizhi Fang, « China's time will come », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 50-74
- Khehla Shubane, « Civil society in South Africa », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 53-55
- Sergei Stankevich, « The USSR's protracted crisis », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 55-57
- Edgardo Boeninger, « Consolidation in Chile », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 57-60
- Bernard A. Muna, « Africa's second independence », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 60-63
- ʻAlī al-Dīn Hilāl , « The postwar arab world », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 63-67
- Gustavo Arcos, « Cuba's dead end », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 67-70
- Leszek Kolakowski, « The postrevolutionary hangover », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 70-74
- Philippe C. Schmitter, Terry Lynn Karl, « What democracy is... and is not », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 75-88
- Heng Liang, « Strategies for Change in China », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 89-93
- Scott Christensen, « Thailand after the coup », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 94-106
- F. van Zyl Slabbert, « Reconstituting South Africa », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 107-111
- Stephen John Stedman, « Democrats and bureaucrats », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 111-114
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 115-117
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 118-122
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 3, Summer 1991, pp. 123-126

***Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991**

- Charles H. Faibanks, « After the Moscow coup », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, pp. 3-10
- Richard A. Joseph, « Africa : The rebirth of political freedom », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, pp. 11-24
- Mario Vargas Llosa, « The culture of liberty », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, pp. 25-33

- Marc F. Plattner, « The democratic moment », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, pp. 34-46
- The editors, « Political corruption », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, pp. 47
- Michael Johnston, « Political corruption : Historical conflict and the rise of standards », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, pp. 48-60
- Catharin E. Dalpino, « Political corruption : Thailand's search for accountability », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, pp. 61-71
- Larry Diamond, « Political corruption : Nigeria's perennial struggle », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, pp. 73-85
- Robert Klitgaard, « Political corruption:Strategies for reform », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, pp. 86-100
- Jennifer McCoy, Larry Garber, Robert A. pastor, « Pollwatching and peacemaking », *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, pp. 102-114
- Gibson Kamau Kuria, « Confronting dictatorship in Kenya », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, pp. 115-126
- Michael Pinto-Duschinsky, « Democracy & Foreign policy », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Fall 1991, pp. 127-131
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Summer 1991, pp. 132-134
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Summer 1991, pp. 135-141
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 2, Number 4, Summer 1991, pp. 142-143

***Journal of Democracy*, Volume 3, Number 1, January 1992**

- Garry Woodard, « Burma's quest for democracy : An introduction », *Journal of Democracy,* Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 3-4
- Aung San Suu Kyi, « In quest of democracy », *Journal of Democracy,* Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 5-14
- Enrique Krauza, « Old paradigms & new openings in Latin America », *Journal of Democracy,* Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 15-24
- Michael McFaul, « Russia's emerging political parties », *Journal of Democracy,* Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 25-40
- Pamela Constable, « Haiti's shattered hopes », *Journal of Democracy,* Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 41-51
- Atul Kohli, « Indian democracy : stress and resilience », *Journal of Democracy,* Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 52-64
- Joshua Muravchik, « Eastern Europe's « Terrible twos » », *Journal of Democracy,* Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 65-72
- Yossi Shain, Juan J. Linz, « The rôle of interim governments », *Journal of Democracy,* Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 73-79
- Peter Anyang' Nyong'o, « Africa : The failure of one-party rule », *Journal of Democracy,* Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 90-96
- Stephen F. Szabo, « The new Germany », *Journal of Democracy,* Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 97-107
- Minxin Pei, « Societal takeover in China and the USSR », *Journal of Democracy,* Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 108-118
- Dankwart A. Rustow, « The surging tide of democracy », Books in review, *Journal of Democracy,* Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 119-122

- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 123-126
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 127-134
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 1, January 1992, pp. 135-139

***Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992**

- Bronislaw Geremek, « Problems of postcommunism : Civil society then and now », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 3-12
- Richard Rose, « Problems of postcommunism : Toward a civil economy », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 13-26
- Condoleezza Rice, « Problems of postcommunism : The military under democracy », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 27-42
- Adrian Karatnycky, « Problems of postcommunism : The battle of the trade unions », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 43-54
- Krzysztof Jasiewicz, « Problems of postcommunism : From solidarity to fragmentation », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 55-69
- Enrique A. Baloyra, « Salvaging El Salvador », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 70-80
- Michael Bratton, « Zambia starts over », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 81-94
- Amin Saikal, « Afghanistan : A new approach », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 95-104
- Metin Heper, « Consolidating Turkish democracy », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 105-117
- Marc F. Plattner, « Exploring the end of history », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 118-121
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 122-124
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 125-131
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 2, April 1992, pp. 132-134

***Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992**

Capitalism, socialism, and democracy

- Larry Jay Diamond, Marc F. Plattner, « Capitalism, socialism, and democracy : An introduction », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 3-6
- Peter L. berger, « The uncertain triumph of democratic capitalism », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 7-16
- Kyung-won Kim, Marx, « Schumpeter, and the East Asian experience », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 17-31
- Claude Ake, « Devaluing democracy », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 32-36
- Jagdish N. Bhagwati, « Democracy and development », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 37-44
- Adam Przeworski, « The neoliberal fallacy », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 45-59

- G. M. Tamas, « Socialism, capitalism, and modernity », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 60-74
- Jeremy Shearmur, « In defense of neoliberalism », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 75-81
- Robert Alan Dahl, « Why free markets are not enough », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 82-89
- Francisco C. Weffort, « The future of socialism », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 90-99
- Francis Fukuyama, « Capitalism & demorcacy : The missing link », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 100-110
- Arturo Fontaine Talavera, « The future of an illusion », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 111-117
- Ralph Miliband, « The socialist alternative », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 118-124
- J. Stephen Morrison, « Ethiopia charts a new course », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 125-137
- María Rosa Martini, Sofia L. de Pinedo, « Women and civic life in Argentina », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 138-146
- Ashutosh Varshney, « India: Liberalism Vs. Nationalism », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 147-153
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 154-157
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 158-162
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 3, July 1992, pp. 163-165

***Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992**

- Ghia Nodia, « Nationalism and democracy », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 3-22
- Francis Fukuyama, « Comments on Nationalism & democracy », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 23-28
- Shlomo Avineri, « Comments on Nationalism & democracy », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 28-31
- Michael Coppedge, « Venezuela's vulnerable democracy », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 32-44
- Robert Alan Dahl, « The problem of civic competence », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 45-59
- R. William Liddle, « Indonesia's threefold crisis », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 60-74
- Lahouari Addi, « The islamist challenge : Religion and modernity in Algeria », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 75-84
- Mark J. Gasiorowski, « The islamist challenge : The failure of reform in Tunisia », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 85-97
- René Lemarchand, « Africa's troubled transitions », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 98-109
- David G. Timberman, « The Philippines at the polls », *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 110-124
- Stephen Miller, « Eastern Europe after communism », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 125-129

- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 130-133
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 134-139
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 3, Number 4, October 1992, pp. 140-142

***Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993**

- Jamal Benomar, « Confronting the past : Justice after transitions », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 3-14
- Raúl Alfonsín, « Confronting the past : « Never again » in Argentina », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 15-19
- Adam Michnik, Václav Havel, « Confronting the past : Justice or revenge ? », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 20-27
- Eduardo Ferrero Costa, « Peru's presidential coup », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 28-40
- Vladimir Tismaneanu, Dorin Tudoran, « The Bucharest syndrome », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 41-52
- Ken Gladdish, « Choosing and electoral system : The primacy of the particular », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 53-65
- Vernon Bogdanor, « Choosing and electoral system : Israel debates reform », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 66-78
- Timothy D. Sisk, « Choosing and electoral system : South Africa seeks new ground rules », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 79-91
- Martha Brill Olcott, « Central Asia on its own », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 92-103
- Juan Carlos Torre, « The politics of economic crisis in Latin America », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 104-116
- Vello Pettai, « Estonia : Old maps and new roads », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 117-125
- Philip J. Costopoulos, « God and the death of communism », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 92-103
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 130-134
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 135-137
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 1, January 1993, pp. 138-140

***Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993**

- Leon Aron, « The morass in Moscow : Boris Yeltsin and Russia's four crisis », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 4-16
- Michael McFaul, « The morass in Moscow : The democrats in disarray », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 17-29
- Andrew J. Nathan, « China's path from communism », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 30-42

- Seymour Martin Lipset, « Reflections on capitalism, socialism & democracy », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 43-55
- Steven Friedman, « South Africa's reluctant transition », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 56-69
- Martin Bútora, Zora Bútorová, « Slovakia after the split », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 71-83
- Clifford E. Griffin, « Democracy in the Commonwealth caribbean », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 84-94
- Larry Garber, Glenn Cowan, « The virtues of parallel vote tabulations », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 95-107
- Inge Tvedten, « The angolan debacle », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 108-118
- Honoré Koffi Guie, Philip J. Costopoulos, « Organizing Africa's democrats », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 119-129
- Richard Gunther, « Labor in post-Franco Spain », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 130-133
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 134-137
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 138-140
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 2, April 1993, pp. 141-143

***Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993**

International organizations & democracy

- Marc F. Plattner, Larry Jay Diamond, « International organizations & democracy », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 3-4
- Carl Gershman, « International organizations & democracy : the United Nations and the new world order », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 5-16
- Neil J. Kritz, « International organizations & democracy : The CSCE in the new era », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 17-28
- Heraldo Muñoz, « International organizations & democracy : The OAS and democratic governance », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 29-38
- Peter Hakim, « International organizations & democracy : The OAS-Putting principles into practice », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 39-49
- Clement Nwankwo, « International organizations & democracy : The OAU and human rights », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 50-54
- Larry Garber, « International organizations & democracy : The OAU and elections », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 55-59
- Morton H. Halperin, Kristen Lomasney, « International organizations & democracy : Toward a global « guarantee clause » », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 60-69
- Robert A. Scalapino, « Democratizing dragons : South Korea & Taiwan », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 70-83
- Joel D. Barkan, « Kenya : Lessons from a flawed election », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 85-99

Politics after communism

- Bronislaw Geremek, « Politics after communism : a horizon of hope and fear », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 100-105

- Galina Starovoitova, « Politics after communism : Weimar Russia ? » *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 106-109
- Serhiy Holovaty, « Politics after communism : Ukraine-a view from within », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 110-113
- Arye Carmon, « Fostering Israel's « Age of reform » », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 114-123
- Philippe Raynaud, « Philosophy and democracy », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 124-127
- Juliana Geran Pilon, « The measure of freedom », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 127-129
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 130-133
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 134-139
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 3, July 1993, pp. 140-141

***Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993**

- Arturo Valenzuela, « Latin America : presidentialism in crisis », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 3-16

The challenge of ethnic conflict

- Larry Jay Diamond, Marc F. Plattner, « The challenge of ethnic conflict », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 17
- Donald L. Horowitz, « The challenge of ethnic conflict : Democracy in divided society », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 18-38
- Romiti T. Suberu, « The challenge of ethnic conflict : The travails of federalism in Nigeria », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 39-53
- Robert L. Hardgrave Jr., « The challenge of ethnic conflict : India-The dilemmas of diversity », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 54-68
- Hugh Donald Forbes, « The challenge of ethnic cnflict : Canada-from bilingualism to multiculturalism », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 69-84
- Janusz Bugajski, « The challenge of ethnic cnflict : The fate of minorities in Eastern Europe », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 85-99
- Vesna Pešić, « The challenge of ethnic cnflict : The cruel face of nationalism », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 100-103

- Julio A. Jeldres, « The UN and the Cambodian transition », *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 104-116
- Villagrán de León, Francisco, « Thwarting the Guatemalan coup », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 117-124
- Francis Fukuyama, « « Fundamentalism's future », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 125-128
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 129-132
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 133-138
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 4, Number 4, October 1993, pp. 139-140

***Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994**

- Frank McNeil, « The Axis powers 50 years later : Japan's new politics », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 5-17
- Gianfranco Pasquino, « The Axis powers 50 years later : Italy-The twilight of the parties », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 18-29
- Hans-Dieter Klingemann, Richard I. Hofferbert, « The Axis powers 50 years later : Germany-A new « wall in the mind » ? », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 30-44
- Paul Ntungwe Ndue, « Africa's turn roward pluralism », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 45-54
- Guillermo A. O'Donell, « Delegative democracy », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 55-69
- Aleksander Smolar, « A communist comeback ? The dissolution of Solidarity », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 70-84
- Marcin Król, « A communist comeback ? Poland's longing for paternalism », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 85-95
- Babacar Kanté, « Senegal's empty elections », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 96-108
- Ian Pryde, « Kyrgyzstan : The trials of independance », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 109-120
- Lok Raj Baral, « The return of party politics in Nepal », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 121-133
- Kemal Kurspahić, « Bosnia's beacon of hope », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 134-139
- Clifford Orwin, « The road from Athens », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 140-144
- Scott Mainwaring, « The role of elites », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 144-146
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 147-150
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 151-154
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 1, January 1994, pp. 155-157

***Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994**

- Michael McFaul, « Explaining the vote », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 4-9
- Vladimir Lysenko, « Toward presidential rule », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 9-13
- Peter Reddaway, « Instability and fragmentation », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 13-19
- Aleksander Sergeevich Tsipko, « A return to stability », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 19-23
- Stephen Sestanovich, « A communist setback », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 23-27
- John B. Dunlop, « Zhirinovsky's world », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 27-32

- V. A. Mau, « The ascent of the inflationists », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 32-35
- Charles H. Fairbanks, « The politics of resentment », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 35-41
- Martin C. M. Lee, Tom Boasberg, « Broken promises : Hong Kong faces 1997 », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 42-56
- Philippe C. Schmitter, « Dangers and dilemmas of democracy », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 57-74
- Emmanuel Gyimah-Boadi, « Ghana's uncertain political opening », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 75-86
- Jan Zielonka, « New institutions in the old East Bloc », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 87-104
- Jonathan Fox, « Latin America's emerging local politics », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 105-116
- V. P. Gagnon, « Serbia's road to war », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 117-131
- Rasul Bux Rais, « Pakistan : Hope amidst turmoil », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 132-143
- Sein Win, « Sustaining Burma's hopes for freedom », Field Reports, *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 144-149
- Jack A. Goldstone, « The key role of the working class », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 150-153
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 154-156
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 157-158
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 2, April 1994, pp. 159-160

***Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994**

- Rethinking civil society
- Marc F. plattner, Larry Jay Diamond, « Rethinking civil society », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 3
- Larry Diamond, « Rethinking civil society : Toward democratic consolidation », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 4-17
- Richard Rose, « Rethinking civil society : Postcommunism and the problem of trust », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 18-30
- M. Steven Fish, « Rethinking civil society : Russia's fourth transition », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 31-42
- Iliya Harik, « Rethinking civil society : Pluralism in the arab world », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 43-56

- Denise dresser, « Latin America's critical elections : Five scenarios for Mexique », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 57-71
- Bolívar Lamounier, « Latin America's critical elections : Brazil at an impasse », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 72-87
- Joshua Forrest, « Namibia-The first postapartheid democracy », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 88-100
- Franck McNeil, « Updates on Japan & Italy : Rock of sisyphus or road to reform ? » *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 101-106

- Gianfranco Pasquino, « Updates on Japan & Italy : The birth of the « second republic » », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 107-113
- Adnan Buyung Nasution, « Defending human rights in Indonesia », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 114-123
- Susan Meld Shell, « Conceptions of civil society », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 124-128
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 139
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, Juy 1994, pp. 133-137
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 3, July 1994, pp. 138-140

***Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994**

- Marc F. Plattner, Larry Jay Diamond, « Economic reform and democracy », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 3-4
- Sephan Haggard, Robert R. Kaufman, « The challenges of consolidation », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 5-16
- José María Maravall, « The Myth of the Authoritarian Advantage », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 17-31
- Moisés Naím, « Latin America: The Second Stage of Reform », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 32-48
- Joan M. Nelson, « Linkages between politics and economics », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 49-62
- Anders Åslund, « The case for radical reform », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 63-74
- Leszek Balcerowicz, « Understanding postcommunist transitions », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 75-89
- Minxin Pei, « The puzzle of East Asian exceptionalism », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 90-103
- Barbara Geddes, « Challenging the conventional wisdom », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 104-118
- Adebayo Adedeji, « An alternative for Africa », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 119-132
- Thomas M. Callaghy, « Africa: Back to the future? » *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 133-145
- John D. Sullivan, « Democratization and business interests », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 146-160
- Leslie Elliott Armijo, Thomas J. Biersteker, Abraham F. Lowenthal, « The problems of simultaneous transitions », *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 161-175
- Pauline H. Baker, « South Africa turns the corner », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 176-179
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 139
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 133-137
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 5, Number 4, October 1994, pp. 138-140

***Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995**

Democracy's Future

- Marc F. Plattner, Larry Jay Diamond, « Democracy's Future », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 3-6
- Francis Fukuyama, « Democracy's future : The Primacy of culture », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 7-14
- Philippe C. Schmitter, « Democracy's future : More liberal, preliberal, or postliberal ? », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 14-22
- Guillermo O'Donnell, « Democracy's future : Do economists know best ? », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 23-28
- Muthiah Alagappa, « Democracy's future : The Asian spectrum », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 29-36
- Marcin Król, « Democracy's future : Where East meets West », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 37-43
- Michael Chege, « Democracy's future : Between Africa's extremes », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 44-51

- Henry S. Rowen, « The tide underneath the "Third Wave" », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 52-64
- Robert D. Putnam, « Bowling alone : America's declining social capital », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 65-78
- François Furet, « Europe after utopianism », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 79-89
- Kanan Makiya, « Toleration and the new Arab politics », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 90-103
- G.O. Nodia, « Georgia's identity crisis », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 104-116
- Adrian Karatnycky, « Ukraine at the crossroads », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 117-130
- Daniel N. Posner, « Malawi's new dawn », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 131-145
- Garreton Merino, Manuel Antonio, « Redemocratization in Chile », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 146-158
- Adam Feinstein, « Fighting for press freedom », Field Reports, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 159-168
- Vladimir Tismaneanu, « Tyranny and myth », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 169-173
- Leonardo Morlino, « Italy's civic divide », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 173-177
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 185-187
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 1, January 1995, pp. 188-191

Transcending the clash of cultures

- Václav Havel, « Transcending the clash of cultures: Democracy's forgotten dimension », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 3-10
- Aung San Suu Kyi, « Transcending the clash of cultures: Freedom, Development, and Human Worth », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 11-19

- Francis Fukuyama, « Confucianism and democracy », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 20-33

Reexamining Russia

- Ariel Cohen, « Reexamining Russia: Crime without punishment », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 34-45
- Peter C. Ordeshook, « Reexamining Russia: Institutions and incentives », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 46-60

- Deborah M. Brissman, Jacques Rupnik, « The post-totalitarian blues », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 61-73
- Josep Maria Colomer, « Strategies and Outcomes in Eastern Europe », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 74-85
- Andrew Reynolds, « Constitutional Engineering in Southern Africa », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 86-99

Economic reform and democracy

- The editors, « Economic reform and democracy », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 101
- Padma Desai, « Economic reform and democracy: Beyond shock therapy », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 102-112
- Henri Barkey, « Economic reform and democracy: Can the Middle East compete? », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 113-127
- Nicolas van de Walle, « Economic reform and democracy: Crisis and opportunity in Africa », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 128-141
- Carol Graham, « Economic reform and democracy: The politics of safety nets », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 142-156
- Sergio Aguayo, « A Mexican milestone », Field reports *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 157-167
- Matthew Soberg Shugart, « Parliaments over presidents », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 168-172
- Peter Lewis, « Civil and other societies », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 172-176
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 183-186
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 2, April 1995, pp. 187-190

***Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995**

The Western allies 50 years later

- The editors, « The Western allies 50 years later », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, p. 3
- Seymour Martin Lipset, « The Western allies 50 years later: Malaise and resiliency in America », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 4-18
- Dennis Kavanagh, « The Western allies 50 years later: Britain-Stirrings of change », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 19-30
- Philippe Bénéton, « The Western allies 50 years later: France-Consensus without vision », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 31-40

- Rodger A. Payne, « Freedom and the environment », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 41-55
- Liliia Fedorovna Shevtsova, « The two sides of the new Russia », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 56-71
- Terry Lynn Karl, « The hybrid regimes of Central America », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 72-86
- Valerie Bunce, « Comparing East and South », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 87-100
- Giovanni Sartori, « How far can free government travel? », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 101-111
- Jean-Germain Gros, « The hard lessons of Cameroun », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 112-127
- Sergio Fabbrini, « Presidents, Parliaments, & good government », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 128-138
- Cory Welt, Ian Bremmer, « Kazakhstan's quandary », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 139-154
- Aymen M. Khalifa, « Reviving civil society in Egypt », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 155-163
- Jan S. Prybyla, « Departures from communism », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 164-168
- Aníbal Romero, « Venezuela falters », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 168-172
- Christopher Lingle, « Trouble in paradise », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 172-175
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 183-185
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 3, July 1995, pp. 186-189

***Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995**

- Lee Teng-hui, « Chinese culture and political renewal », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 3-8

Armed forces and democracy

- Samuel P. Huntington, « Armed forces and democracy: Reforming civil-military relations », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 9-17

- Charles H. Fairbanks Jr., « Armed forces and democracy: The postcommunist wars », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 18-34
- Jakkie Cilliers, « Armed forces and democracy: Security and transition in South Africa », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 35-49

- Jagdish N. Bhagwati, « The new thinking on development », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 50-64
- Minxin Pei, « "Creeping democratization" in China », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 65-79
- Yufan Hao, Michael Johnston, « China's surge of corruption », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 80-94
- Donald K. Emmerson, « Singapore and the "Asian values" debate », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 95-105

  Debate :PR and Southern Africa
- Joel D. Barkan, « Debate: PR and Southern Africa: Elections in Agrarian societies », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 106-116
- Andrew Reynolds, « Debate: PR and Southern Africa: The case of proportionality », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 117-124

- Kurt Gerhard Weyland, « Latin America's four political models », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 125-139
- Philip J. Costopoulos, Pierre Rosanvallon, « The history of the word "democracy" in France », *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 140-154
- James London, Monika Agopsowicz, « Promoting Pluralism in Eastern Europe », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 155-164
- Mark O. Hatfield, « The indispensable man », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 165-169
- Marc F. Plattner, « The uses of "civil society" », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 169-173
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 181-184
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 6, Number 4, October 1995, pp. 185-187

***Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996**

- Pierre Manent, Philip J. Costopoulos, « On modern individualism », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 3-10

  Civil society after communism
- The editors, « Civil society after communism », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, p. 11
- Václav Havel, Václav Klaus, Petr Pithart, « Civil society after communism: Rival Visions », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 12-23
- Aleksander Smolar, « Civil society after communism: From opposition to atomization », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 24-38
- Jose Antonio Cheibub, Adam Przeworski, Limongi Neto, Fernando Papaterra, Michael M. Alvarez, « What makes democracies endure? », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 39-55

  The new South Africa

- Wilmot James, Daria Caliguire, « The new South Africa: Renewing civil society », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, p. 11
- Vincent T. Maphai, « The new South Africa: A season for power-sharing », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 67-81
- Charles Simkins, « The new South Africa: Problems of reconstruction », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 82-95

- M Laar, « Estonia's success story », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 96-101
- Jim Logerfo, Daniel King, « Thailand: toward democratic stability », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 102-117
- Pal Kolsto, « Nation-building in the former USSR », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 118-132
- Jeff Chinn, Lise A. Truex, « The question of citizenship in the Baltics », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 133-147
- Julio A. Jeldres, « Cambodia's fading hopes », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 148-157
- Peter Eigen, « Combatting corruption around the world », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 102-117
- Seymour Martin Lipset, « Why parties? The origin and transformation of party politics in America », Book in review, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 102-117
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 184-188
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 1, January 1996, pp. 189-191

***Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996**

- Samuel P. Huntington, « Democracy for the long haul », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 3-13
- Juan J. Linz, Alfred Stepan, « Toward consolidated democracies », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 14-33
- Guillermo A. O'Donnell, « Illusion about consolidation », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 34-51

  Islam and liberal democracy
- Bernard Lewis, « Islam and liberal democracy: A historical overview », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 52-63
- Robin Wright, « Islam and liberal democracy: Two visions of reformation », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 64-75
- Abdou Filali-Ansary, « Islam and liberal democracy: The challenge of secularization », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 76-80
- Mohamed Elhachmi Hamdi, « Islam and liberal democracy: The limits of the Western model », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 81-85
- Laith Kubba, « Islam and liberal democracy: Recognizing pluralism », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 86-89

  Russia between elections

- Michael McFaul, « Russia between elections: The vanishing center », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 90-104
- M. Steven Fish, « Russia between elections: The travails of liberalism », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 90-104

- Emmanuel Gyimah-Boadi, « Civil society in Africa », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 118-132
- Jan Pakulski, Judith S. Kullberg, John Higley, « The persistence of postcommunist elites », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 133-147
- Dave Peterson, « Liberia; Crying for freedom », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 148-158
- Aleksey Simonov, « Defending Glasnost », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 159-166
- S. G. Redding, « Opening the economic mind », Book reviews, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 167-170
- Steven Heydemann, « Is the Middle East different? », Book reviews, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 171-175
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 183-185
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 2, April 1996, pp. 186-188

***Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996**

- Zheliu Mitev Zhelev, « Is communism returning? », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 4-6
- Fernando Henrique Cardoso, « In praise of the art of politics », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 8-19
- Larry Jay Diamond, « Is the third wave over? », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 20-37
- Michael W. Foley, Bob Edwards, « The paradox of civil society? », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 38-52
- Crawford Young, « Africa: An interim balance sheet », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 53-68
- Yun-han Chu, « Taiwan's unique challenge », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 69-82

<u>Democratization in the Middle East</u>

- Ziad Abu-Amr, « Democratization in the Middle East: Pluralism and the Palestinians », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 83-93
- Lahouari Addi, « Democratization in the Middle East: Algeria's tragic contradictions », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 94-107
- Omar Bendourou, « Democratization in the Middle East: Power and opposition in Morocco », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 108-122
- Ergun Özbudun, « Democratization in the Middle East: Turkey-how far from consolidation? », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 123-138
- Etel Solingen, « Democratization in the Middle East: Quandaries of the peace process », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 139-153

- Dave Peterson, « Liberia: an update », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 154-156
- Gustavo Coronel, « Curbing corruption in Venezuela », Field reports, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 157-165
- John M. Carey, « Crafting constitutions », Book reviews, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 166-170
- Andrew J. MacIntyre, « Grappling with legitimacy », Book reviews, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 170-173
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 183-185
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 3, July 1996, pp. 186-188

***Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996**

- John Richard Bowen, « The Myth of global ethnic conflict », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 3-14
- Ghia Nodia, « How different are postcommunist transitions », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 15-29
- Aníbal Romero, « Venezuela: Democracy hangs on », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 30-42
- Andrew J. Nathan, « China's constitutionalist option », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 43-57
- R. William Liddle, « Indonesia; Suharto's tightening grip », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 58-72
- Frederick Z. Brown, « Vietnam's tentative transformation », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 73-87
- Josef Silverstein, « Burma's uneven struggle », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 88-102
- Gordon Paul Means, « Soft authoritarianism in Malaysia and Singapore », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 103-117
- Mark Gillis, Vojtech Cepl, « Making amends after communism », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 118-124
- Saad Eddin Ibrahim, « Reform and frustration in Egypt », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 125-135
- Kurt Taylor Gaubatz, « Kant, democracy, and history », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 136-150

  Debate: democratic consolidation
- Hans-Jurgen Puhle, Nikiforos P. Diamandouros, Richard Gunther, « Debate: democratic consolidation: O'Donnell's "illusions": a rejoinder », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 151-159
- Guillermo A. O'Donnell, « Debate: democratic consolidation: Illusions and conceptual flaws », *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 160-168

- Marc Plattner, « Two views of liberalism », Book reviews, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 169-173
- Jonathan Hartlyn, « Latin America's parties », Book reviews, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 174-177
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996

- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 185-188
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 7, Number 4, October 1996, pp. 189-190

***Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997**

Where is Russia headed?

- Grigory Yavlinsky, « Where is Russia headed? An uncertain prognosis », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 3-11
- Lilia Shevtsova, Scott A. Bruckner, « Where is Russia headed? Toward stability or crisis », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 12-26

- Peter C. Ordeshook, Olga Shvetsova, « Federalism and constitutional design », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 27-42
- Arturo Valenzuela, « Paraguay: the coup that didn't happen », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 43-55
- Pratap Bhanu Mehta, « India: fragmentation amid consensus », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 56-69
- Nazim Kamran Choudhury, Yasmeen Murshed, « Bangladesh's Second Chance », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 70-82
- Leo E. Rose, D. Hugh Evans, « Pakistan's enduring experiment », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 83-96
- De Silva, K. M., « Sri Lanka: surviving ethnic strife », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 97-111
- Russell Bova, « Democracy and liberty: the cultural connection », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 112-126
- Masipula Sithole, « Zimbabwe's eroding authoritarianism », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 127-141
- Rene Antonio Mayorga, « Bolivia's silent revolution », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 142-156
- Mahnaz Afkhami, « Field report: Promoting women's rights in the Muslim world », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 157-166
- Richard A. Joseph, « Laureate's lament », Book reviews, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 167-173
- Eliza J. Willis, « Reviving local government », Book reviews *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 173-177
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 185-186
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 1, January 1997, pp. 187-189

- Zbigniew Brzezinski, « The new challenges to human rights », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 3-7

Hong Kong, Singapore, and "Asian values"

- Marc F. Plattner, Larry Jay Diamond, « Hong Kong, Singapore, and "Asian values" », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 9-10
- Margaret Ng, « Hong Kong, Singapore, and "Asian values": Why Asia needs democracy », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 10-23
- Bilahari Kausikan, « Hong Kong, Singapore, and "Asian values": Governance that works », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 24-34
- Joseph Chan, « Hong Kong, Singapore, and "Asian values": An alternative view », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 35-48

- James Lee Ray, « The democratic path to peace », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 49-64

Ghana's encouraging elections

- Terrence Lyons, « Ghana's encouraging elections: A major step forward », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 65-77
- E. Gyimah-Boadi, « Ghana's encouraging elections: The challenge ahead », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 78-91

- Pierre Manent, Paul Seaton, Brian C. Anderson, Daniel J. Mahoney, « Democracy without nations? », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 92-102
- Emmanuel Sivan, « Constraints & opportunities in the Arab World », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 103-113
- Michael Shifter, « Tensions and trade-offs in Latin America », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 114-128
- Rachel M. McCleary, « Guatemala's postwar prospects », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 129-143
- Michael Shafir, « Romania's road to "normalcy" », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 144-158
- Andrei Marga, « Reforming the postcommunist university », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 159-167
- Philippe C. Schmitter, « Clarifying consolidation », Book reviews, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 168-174
- Michael Chege, « Can Africa develop? », Book reviews, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 174-177
- Election watch. *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997
- Documents on democracy. *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 185-187
- News and notes. *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 2, April 1997, pp. 189-191

***Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997**

- Zoran Djindjic, Paul McCarthy, Vesna Pesic, Vuk Draskovic, « Serbia's opposition speaks », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 3-16

  The rise of election monitoring
- Thomas Carothers, « The rise of election monitoring: The observers observed », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 17-31
- Jørgen Elklit, Palle Svensson, « The rise of election monitoring: What makes elections free and fair? », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 32-46
- Neil Nevitte, Santiago A. Canton, « The rise of election monitoring: The role of domestic observers », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 47-61
- John Clark, « Petro-politics in Congo », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 62-76
- Cory Welt, Ian Bremmer, « Armenia's new autocrats », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 77-91

  Public opinion in new democracies
- Richard Rose, « Public opinion in new democracies: Where are postcommmunist countries going? », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 92-108
- Doh Chull Shin, Huoyan Shyu, « Public opinion in new democracies: Political ambivalence in South Korea and Taiwan », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 109-124
- Marta Lagos, « Latin America's smiling mask », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 125-138

  The East Asian project
- Gerald L. Curtis, « The East Asian prospect: A "recipe" for democratic development », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 139-145
- Francis Fukuyama, « The East Asian prospect: The illusion of exceptionalism », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 146-149
- Robert A. Scalapino, « The East Asian prospect: Tale of three systems», *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 150-155

- Celestin Monga, « Eight problems with African politics », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 156-170
- Thomas J. Biersteker, « Theory in pursuit of practice », Books in review *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 171-176
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 184-188
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 3, July 1997, pp. 189-190

***Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997**

- Samuel P. Huntington, « After Twenty Years: The Future of the Third Wave », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 3-12

  Mexico's new politics
- Chappell Lawson, « Mexico's new politics: The elections of 1997 », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 13-27
- Roberto E. Blum, « Mexico's new politics: The weight of the past », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 28-42

- John Bailey, Arturo Valenzuela, « Mexico's new politics: The shape of the future », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 43-57

- Giovanni Sartori, « Understanding pluralism », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 58-69
- Michael G. Schatzberg, « Beyond Mobutu: Kabila and the Congo », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 70-84
- Adam Michnik, Jay Rosen, « The media and democracy: A dialogue », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 85-93
- Jean-Germain Gros, « Haiti's flagging transition », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 94-109
- Lahouari Addi, « The failure of third world nationalism », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 110-124
- Venelin I. Ganev, « Bulgaria's symphony of hope », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 125-139
- Richard H. Kohn, « How democracies control the military », *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 140-153
- Kassie Neou, Jeffrey C. Gallup, « Teaching human rights in Cambodia », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 154-164
- Carl Gershman, « The clash within civilizations », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 165-170
- Ibrāhīm Karawān, « Islam and democracy », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 170-173
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 180-184
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 8, Number 4, October 1997, pp. 186-189

***Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998**

Will China democratize

- Zbigniew Brzezinski, « Will China democratize: Disruption without disintegration », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 4-5
- Yizi Chen, « Will China democratize: The road from socialism », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 6-10
- Harry Harding, « Will China democratize: The halting advance of pluralism », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 11-17
- Thomas A. Metzger, « Will China democratize: Sources of resistance », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 18-26
- Michael Oksenberg, « Will China democratize: Confronting a classic dilemma », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 27-34
- Robert A. Scalapino, « Will China democratize: Current trends and future prospects », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 35-40
- Arthur Waldron, « Will China democratize: The end of communism », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 41-47
- Juntao Wang, « Will China democratize: A "gray" transformation », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 48-53

- Suisheng Zhao, « Will China democratize: Three scenarios », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 54-59
- Andrew J. Nathan, « Will China democratize: "Even our caution must be hedged », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 60-64

- François Furet, Philip J. Costopoulos, « Democracy and utopia », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 65-79
- Shaul Bakhash, « Iran's remarkable election », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 80-94
- Hermann Thiel, Robert B. Mattes, « Consolidation and public opinion in South Africa », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 95-110
- Vesna Pusic, « Croatia at the crossroads », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 111-124
- Maxwell A. Cameron, « Self-coups: Peru, Guatemala, and Russia », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 125-139
- Robert Hislope, « Ethnic conflict and the "generosity moment" », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 140-153
- Robert A. Pastor, « Mediating elections », Comment, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 27-34
- Manohar Singh Gill, « India: running the world's biggest election », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 164-168
- Richard Rose, « A solid smorgasbord », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 169-173
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 183-186
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 1, January 1998, pp. 187-189

***Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998**

<u>African ambiguities</u>
- Richard Joseph, « African ambiguities: Africa, 1990-1997 from abertura to closure », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 3-17
- E. Gyimah-Boadi, « African ambiguities: The rebirth of African liberalism », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 18-31
- Joel D. Barkan, Njuguna Ng'ethe, « African ambiguities: Kenya tries again », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 32-48
- Nelson Kasfir, « African ambiguities: "No-party democracy" in Uganda », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 49-61
- John A. Wiseman, « African ambiguities: The Gambia - from coup to elections », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 64-75

- David I. Steinberg, « Korea: Triumph and turmoil », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 76-90
- Andreas Schedler, « What is democratic consolidation », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 91-107
- Kurt Gerhard Weyland, « The politics of corruption in Latin America », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 108-121

- Aleksander Smolar, « Poland's emerging party system », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 122-133
- Morton H. Halperin, Kristen Lomasney, « Guaranteeing democracy: a review of the record », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 134-147
- Tung-i Huang, Tse-min Lin, John Higley, « Elite settlements in Taiwan », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 148-163
- Bereket H. Selassie, « Creating a constitution for Eritrea », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 164-174
- Alex Inkeles, « Surveying postmaterialism », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 175-181
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 183-186
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 2, April 1998, pp. 187-189

***Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998**

- Patricio Aylwin Azocar, « Democracy in the Americas », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 3-6
  India defies the odds
- Atul Kohli, « India defies the odds: Enduring another election », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 7-20
- James Manor, « India defies the odds: Making federalism work », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 21-35
- Ashutosh Varshney, « India defies the odds: Why democracy survives », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 36-50

- Michael Bratton, « Second elections in Africa », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 51-66
- Scott Mainwaring, « Party systems in the third Wave », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 67-81
- Sun Ok Lee, Chul Hwan Kang, Myung Chul Ahn, Dong Chul Choi, Larry Jay Diamond, « Voices from the North Korean Gulag », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 82-96
- Nadia Diuk, « Ukraine: A land in between », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 97-111
- Guillermo A. O'Donnell, « Horizontal accountability in new democracies », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 112-126
- M. Steven Fish, « Mongolia: Democracy without prerequisites », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 127-141
- Zoltan D. Barany, « Orphans of transitions: Gypsies in Eastern Europe », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 142-156
- Krzysztof Stanowski, « Teaching democracy in postcommunist countries », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 157-165
- Satu P. Limaye, « India's cold-eyed introspection », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 166-170
- Edward Friedman, « Chinese culture and democracy », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 170-172
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998

- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 180-184
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 3, July 1998, pp. 185-187

***Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998**

Liberal voices from China

- Martin C.M. Lee, « Liberal voices from China: The Hong Kong example », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 4-8
- Fang Jue, « Liberal voices from China: A program for democratic reform », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 9-19
- Mao Yushi, « Liberal voices from China: Liberalism, equal status, and human rights », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 20-23

- Seymour Martin Lipset, « George Washington and the founding of democracy », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 24-38

Is Ethiopia democratic?

- Paul B. Henze, « Is Ethiopia democratic? A political success story », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 40-54
- Richard Joseph, « Is Ethiopia democratic? Oldspeak vs. newspeak », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 55-61
- John W. Harbeson, « Is Ethiopia democratic? A bureaucratic authoritarian regime », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 62-69

- Jorge I. Dominguez, « Free politics and free markets in Latin America », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 70-84
- Nathan J. Brown, « Judicial review and the Arab world », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 85-99
- Herman Schwartz, « Eastern Europe's constitutional courts », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 100-114
- Consuelo Cruz, Rut C. Diamint, « The new military autonomy in Latin America », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 115-127
- Hermann Buhr Giliomee, « South Africa's emerging dominant-party regime », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 128-142
- Charles Taylor, « The dynamics of democratic exclusion », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 143-156
- Andrea Riccardi, « Promoting democracy, peace, and solidarity », *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 157-167
- Joao Carlos Espada, « Liberalism of sorts », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 168-171
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 179-183
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 9, Number 4, October 1998, pp. 184-187

- Dalai Lama XIV Bstan-dzin-rgya-mtsho, « Buddhism, Asian values, and democracy », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 3-7

The post-cold war world

- Robert Cooper, « The post-cold war world: Integration and disintegration », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 8-21
- Jean-Marie Guéhenno, « The post-cold war world: Globalization and the international system », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 22-35
- Gary Hoskin, Gabriel Murillo, « The post-cold war world: Can Colombia cope? », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 36-50

Eastern Europe a decade later

- Richard Rose, « Eastern Europe a decade later: Another great transformation », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 51-56
- Jacques Rupnik, « Eastern Europe a decade later: The postcommunist divide », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 57-62
- G.M. Tamás, « Eastern Europe a decade later: Victory defeated », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 63-68
- Vladimir Tismaneanu, « Eastern Europe a decade later: Reassessing the revolutions of 1989 », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 69-73
- Laurence Whitehead, « Eastern Europe a decade later: Geography and democratic destiny », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 74-79
- Martin Bútora, Zora Bútorová, « Eastern Europe a decade later: Another great transformation », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 51-56
- Steven Saxonberg, « Eastern Europe a decade later: A new phase in Czech politics », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 96-111

- Adrian Karatnycky, « The Decline of Illiberal Democracy », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 112-125
- Gabriella R. Montinola, « Parties and Accountability in the Philippines », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 126-140
- Peter Lewis, « Nigeria: An end to the permanent transition? », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 141-156
- Alexandre Lamy, Halima El-Glaoui, Xerxes Spencer, « Contributing to a Culture of Debate in Morocco », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 157-165
- Lucian W. Pye, « Taiwan gets it right », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 166-168
- Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 169-172
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 177-181
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 1, January 1999, pp. 183-187

***Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999**

What went wrong in Russia

- Michael McFaul, « What went wrong in Russia? The perils of a protracted transition », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 3-7
- Dmitri Glinski, Peter Reddaway, « What went wrong in Russia? The ravages of "Market Bolshevism" », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 19-34
- Alexander Lukin, « What went wrong in Russia? Forcing the pace of democratization », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 35-40
- Martin Malia, « What went wrong in Russia? The haunting presence of Marxism-Leninism », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 41-46
- Charles H. Fairbanks Jr., « What went wrong in Russia? The feudalization of the state », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 47-53
- Zoltan Barany, « What went wrong in Russia? Controlling the military-a partial success », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 54-67
- Andrei Illarionov, « What went wrong in Russia? The roots of the economic crisis », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 68-82
- Anders Åslund, « What went wrong in Russia? The problem of fiscal federalism », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 83-86
- James R. Millar, « What went wrong in Russia? Creating perverse incentives », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 87-90

- William F.S. Miles, « The Mauritius enigma », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 91-104
- Mario Soares, « The democratic invention », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 105-112
- Diogo Freitas do Amaral, « Reflections on the Portuguese revolution », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 113-123
- Michael C. Davis, « The case for Chinese federalism », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 124-137
- David G. Becker, « Latin America: Beyond "democratic consolidation" », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 138-151
- Kassie Neou, Jeffrey C. Gallup, « Conducting Cambodia's elections », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 152-164
- Joel D. Barkan, « Regime change in Africa », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 165-170
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 178-183
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 2, April 1999, pp. 184-187

***Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999**

- Amartya Kumar Sen, « Democracy as a universal value », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 3-17
- Abdou Filali-Ansary, « Muslims and democracy », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 18-32

Latin America's imperiled progress

- Manuel pastor Jr., Carol Wise, « Latin America's imperiled progress: The politics of second-generation reform », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 34-48
- Amaury de Souza, « Latin America's imperiled progress: Cardoso and the struggle for reform in Brazil », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 48-63
- Jennifer L. McCoy, « Latin America's imperiled progress: Chavez and the end of "partyarchy" in Venezuela », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 64-77
- Steven Levitsky, « Latin America's imperiled progress: Fujimori and post-party politics in Peru », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 78-92
- Diego Abente-Brun, « Latin America's imperiled progress: "People power" in Paraguay », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 93-100
- Scott Mainwaring, « Latin America's imperiled progress: The surprising resilience of elected governments », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 101-114

- Bronislaw Geremek, « The transformation of Central Europe », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 115-120
- Marc F. Plattner, « From liberalism to liberal democracy », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 121-134
- K. Prempeh, « A new jurisprudence for Africa », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 135-149
- Jongryn Mo, Chung-in Moon, « Korea after the crash », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 150-164
- Crawford Young, « Resurrecting sultanism », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 165-168
- Krzysztof Jasiewicz, « The Churchill hypothesis », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 169-173
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 178-181
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 182-186
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 3, July 1999, pp. 187-190

***Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999**

- Steven Friedman, « South Africa: Entering the post-Mandela era », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 3-18
- Alfred Stepan, « Federalism and democracy: Beyond the U.S. model », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 19-34

Southeast Asia after the crisis

- Donald K. Emmerson, « Southeast Asia after the crisis: A tale of three countries », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 35-53
- Suchit Bunbongkarn, « Southeast Asia after the crisis: Thailand's successful reforms », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 54-68
- Bambang Harymurti, « Southeast Asia after the crisis: Challenges of change in Indonesia », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 69-83

- Laurence Whitehead, « The drama of democratization », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 84-98

Debating democracy assistance

- Marina Ottaway, Theresa Chung, « Debating democracy assistance: Toward a new paradigm », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 99-113
- Elizabeth Spiro Clark, « Debating democracy assistance: A tune-up, not an overhaul », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 114-118
- E. Gyimah-Boadi, « Debating democracy assistance: The cost of doing nothing », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 119-124
- Irena Lasota, « Debating democracy assistance: Sometimes less is more », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 125-128

- Cengiz Candar, « Redefining Turkey's political center », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 129-141
- Göran Hydén, « Top-down democratization in Tanzania », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 142-155
- Clement Nwankwo, « Monitoring Nigeria's elections », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 156-165
- Marc F. Plattner, « Exploring globalization », *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 166-170
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 174-176
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 177-183
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 10, Number 4, October 1999, pp. 184-187

***Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000**

- The editors, « Democracy in the World-Tocqueville Reconsidered: Introduction », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 5-10
- Francis Fukuyama, « The march of equality », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 11-17
- Enrique Krauze, Theresa Sheridan, « Mores and democracy in Latin America », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 18-24
- Guillermo A. O'Donnell, « The judiciary and the rule of law », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 25-31
- Liliia Fedorovna Shevtsova, Mark H. Eckert, « The problem of executive power in Russia », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 32-39
- Philippe C. Schmitter, « Federalism and the Euro-polity », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 40-47
- Seymour Martin Lipset, « The indispensable of political parties », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 48-55
- Gautam Adhikari, « From the press to the media », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 56-63
- William A. Galston, « Civil society and the "Art of association" », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 64-70
- K. Prempeh, « Laywers and liberal democracy », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 71-78
- Abdou Filali-Ansary, « The challenge of an asymmetrical », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 79-86

- Hillel Fradkin, « Does democracy need religion », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 87-94
- Nathan Glazer, « Race and ethnicity in America », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 95-102
- G. M. Tamas, « Democracy's triumph, philosophy's peril », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 103-110
- Paul A. Cantor, « Postmodern prophet: Tocqueville visits Vegas », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 111-118
- Adam Michnik, Elzbieta Matynia, « Reflections on the collapse of communism », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 119-126
- Chae-bong Ham, « The cultural challenge to individualism », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 127-134
- Joao Carlos Espada, « The perils of prosperity », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 135-141
- Clifford Orwin, « Compassion and the softening of mores », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 142-148
- Terry Lynn Karl, « Economic inequality and democratic instability », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 149-156
- Jean Bethke Elshtain, « Women, equality, and the family », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 157-163
- G. O. Nodia, « The end of the revolution », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 164-171
- Zbigniew Brzezinski, « War and foreign policy, American-style », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 172-178
- Martin E. Malia, « Did Tocqueville foresee totalitarianism? », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 179-186
- Adrian Karatnycky, « The 1999 Freedom House survey: A century of progress », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 187-200
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 206-211
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 212-216
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 1, January 2000, pp. 217-220

***Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000**

- Susan J. Pharr, Robert D. Putnam, Russell J. Dalton, « A quarter-century of declining confidence », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 5-25
- Richard Rose, « The End of Consensus in Austria and Switzerland », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 26-40
- Abraham F. Lowenthal, « Latin America at the century's turn », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 41-55
- Steven Levitsky, « The "normalization" of Argentine politics », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 56-69
- Arturo Fontaine Talavera, « Chile's elections: the new face of the new right », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 70-77
- Garreton Merino, Manuel A. (Manuel Antonio), « Chile's elections: change and continuity », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 78-84

- Jeffrey W. Cason, « Electoral reform and stability in Uruguay », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 85-98
- Thomas D. Zweifel, Patricio Navia, « Democracy, dictatorship, and infant mortality », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 99-114
- Jacques Rupnik, « Eastern Europe: the international context », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 115-129
- Stephan Haggard, « The politics of the Asian financial crisis », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 130-144
- Steven Saxonberg, « Women in East European parliaments », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 145-158
- Suah S. Deddeh, « Pushing for press freedom in Liberia », Field report, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 159-168
- Carl Gershman, « Explaining communism's appeal », Bools in review, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 2000, pp. 169-173
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 1999
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 1999, pp. 178-181
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 1999, pp. 182-186
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 2, April 1999, pp. 187-189

***Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000**

- Charles Fried, « Markets, law and democracy », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 5-18

Russia under Putin

- Michael McFaul, « Russia under Putin: One step forward, two steps back », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 19-33
- Charles H. Fairbanks, « Russia under Putin: The feudal analogy », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 34-36
- Liliia Fedorovna Shevtsova, « Russia under Putin: Can electoral autocracy survive? », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 36-38
- John B. Dunlop, « Russia under Putin: Reintegrating "post-soviet space" », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 39-47
- Junning Liu, « Russia under Putin: Classical liberalism catches on in China », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 48-57

Arabs and democracy

- Mohamed Talbi, Zerxes Spencer, « Arabs and democracy: A record of failure », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 58-68
- Emmanuel Sivan, « Arabs and democracy: Illusions of change », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 69-83
- Laith Kubba, « Arabs and democracy: The awakening of civil society », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 84-90
- Larry Jay Diamond, « Is Pakistan the (reverse) wave of the future », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 91-106
- Chris Landsberg, « Promoting democracy: the Mandela-Mbeki doctrine », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 107-121
- Dogu Ergil, « The Kurdish question in Turkey », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 122-135
- John Higley, Rhonda Evans Case, « Australia: The politics of becoming a republic », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 136-150

- Alison Brysk, « Democratization civil society in Latin America », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 151-165
- Steven Kent Vogel, « Japan's political transition », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 166-169
- Linn A. Hammergren, « Law and justice in Latin America », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 2000, pp. 169-174
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 1999
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 1999, pp. 178-181
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 1999, pp. 182-187
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 3, July 1999, pp. 188-191

***Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000**

Mexico's victory

- Andreas Schedler, « Mexico's victory: The democratic revelation », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 5-19
- Robert A. Pastor, « Mexico's victory: Existing the labyrinth », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 20-24
- David A. Shirk, « Mexico's victory: Vicente fox and the rise of the PAN », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 25-32
- Sergio Aguayo, Victoria Wigodzky, « Mexico's victory: The "external factor" », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 33-36

- Alfred C. Stepan, « Democracy, and the "twin tolerations" », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 37-57
- Saad Eddin Ibrahim, Naiem A. Sherbiny, « A reply to my accusers », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 58-63

Comparing East Asia and Latin America

- Laurence Whitehead, « Comparing East Asia and Latin America: Stirrings of mutual recognition », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 65-79
- Francis Fukuyama, Sanjay Marwah, « Comparing East Asia and Latin America: Dimensions of development », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 80-94
- Sylvia Maxfield, « Comparing East Asia and Latin America: Capital mobility and democratic stability », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 95-106

Is Iran democratizing?

- Marc F. Plattner, Larry Jay Diamond, « Is Iran democratizing? », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, p. 107
- Halah Isfandiyari, « Is Iran democratizing? Observations on election day », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 108-113
- Ladan Boroumand, Roya Boroumand, « Is Iran democratizing? Reform at an impasse day », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 114-128
- Daniel Brumberg, « Is Iran democratizing? A comparativist's perspective », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 129-134
- Ramin Jahanbegloo, « Is Iran democratizing? The role of the intellectuals », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 135-138

- Mahmoud Fazeli Birjandi, Hassan Youssefi-Ashkevari, Ali-Reza Dast Afchan, Kiyan, « Is Iran democratizing? Voices from within: selections from the Iranian press », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 139-146

- Catalina Smulovitz, Enrique Peruzzotti, « Societal accountability in Latin America », *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 147-158
- Suzana Jasic, « Monitoring the vote in Croatia », Field Report *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 159-168
- G. O. Nodia, « Nurturing nationalism », Books in review, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 169-173
- Books received, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 174-178
- Election watch, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 179-182
- Documents on democracy, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 183-187
- News and notes, *Journal of Democracy*, Volume 11, Number 4, October 2000, pp. 188-190

Autres numéros :

- Gerald Hyman, « Debating the transition paradigm: Tilting at straw men », Journal of Democracy, Volume 13, Number 3, July 2002, pp. 26-32.
- Guillermo A. O'Donnell, « Debating the transition paradigm: In partial defense of an evanescent "Paradigm" », Journal of Democracy, Volume 13, Number 3, July 2002, p. 10.
- Ghia Nodia, « Debating the transition paradigm: The democratic path », Journal of Democracy, Volume 13, Number 3, July 2002, p. 15.
- Kenneth Wollack, « Debating the transition paradigm: Retaining the Human dimension », Journal of Democracy, Volume 13, Number 3, July 2002, pp. 20-25.

Bibliographie thématique

Histoire du temps présent :

François BEDARIDA, « Le temps présent et l'historiographie contemporaine », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°69, janvier mars, 2001, pp. 153-160.

Robert FRANK, « Une histoire problématique, une histoire du temps présent », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. nº 71, no. 3, 2001, pp. 79-89.

Jean-François SOULET, *L'histoire immédiate. Historiographie, sources et méthodes,* Paris Armand Colin, 2012, 256p.

Politique étrangère américaine :

Philip AGEE, « Tracking Covert Actions Into the Future », *Covert Action Information Bulletin,* n° 42, Fall 1992, p. 8.

Laurent BOUVET. « La démocratie américaine : unité et diversité », Jean-Vincent Holeindre éd., *La Démocratie. Histoire, théories, pratiques.* Éditions Sciences Humaines, 2010, pp. 229-236.

George BRANCOFT, *The office of the people in art, government and religion*, dans Joseph Leon Blau, *Social theories of Jacksonian democracy: representative writings of the period 1825-1850*, Liberal Arts Press, New York, 1954, p. 263-273.

Zbigniew BRZEZINSKI, Brent Scowcroft, *L'Amérique face au monde. Quelle politique étrangère pour les Etats-Unis ?* Village Mondial, 2008, 300p.

— , *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde,* Bayard Edition, 1997, 273p.

Gérard CHALIAND, *Repenser le tiers monde.* Éditions Complexe (programme ReLIRE), Paris, 1987, 130p.

Françoise COSTE, *La présidence des Etats-Unis de Franklin Roosevelt à George W. Bush (1933-2006),* Nantes, Edition du temps, 2007, 158p.

Charles-Philippe DAVID, *La politique étrangère des Etats-Unis*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2015, 647 p.

— , *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis,* Paris, Presses de Sciences Po, 2015, 1184p.

Hélène Carrére d'ENCAUSSE, « 1979. Commencement de la fin de l'URSS ? », *Le Débat*, vol. 207, no. 5, 2019, pp. 88-93.

Francis FUKUYAMA, *The end of history and the last man*, New York, Macmillan, 418p.

Raymond L. GARTHOFF, *Detente and Confrontation: American-Soviet Relations from Nixon to Reagan*, Final report to National Council for Soviet and East European Reserach, Washington, D.C., Brookings Institution, 1982, 52p.

Carl GERSHMAN, « The rise and fall of the new foreign-policy establishment », *Commentary*, n°70, juillet 1980, p13-24.

Jeff GERTH and Tim WEINER, « Arms Makers See Bonanza in Selling NATO Expansion », *New York Times*, June 28, 1997

Robert GILPIN, « American Policy in the Post-Reagan Era », *Daedalus*, Vol. 116, No. 3, Summer, 198), pp. 33-67

Pierre GUERLAIN, La crise intérieure et la politique étrangère des Etats-Unis, *Revue Française d'Etudes Américaines*, n°64, mai 1995, pp. 351-362

Jean HEFFER*, Les Etats-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, 1990, 190p.

Stanley HOFFMANN, *«* la politique étrangère du président Reagan : le verbe et l'action »*, Revue Politique étrangère*, vol. 49 no. 4, 1984, p.817-829.

—, *Le Dilemme américain, suprématie ou ordre mondial*, Édition Paris, Economica, 1982, 391p.

— , «A New World and its Troubles», *Foreign Affairs,* Fall 1990, 115-122.

Samuel P. HUNTINGTON, « The erosion of American national interest », *Foreign Affairs*, Vol. 76, No. 5, Sept-Oct., 1997, pp .28-49.

—, « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, Vol. 72, No. 3, Summer, 1993, pp. 22-49

Tamar JACOBY, « The Reagan Turnaround on Human Rights », *Foreign Affairs*, Summer 1986, p. 1066-1086.

Stanislas JEANNESSON, *La Guerre Froide,* Paris, La Découverte, 2014, 128 p.

Maya KANDEL, *Les États-Unis et le monde. De George Washington à Donald Trump,* Paris, Perrin, 2018, 198 p.

Henry KISSINGER, *American Foreign Policy: Three Essays*, W.W. Norton & Company, 1969, 143 p.

Denis LACORNE. « Une présidence hamiltonienne : la politique étrangère de Ronald Reagan ». *Revue Francaise de Science Politique*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989, 39e année, n°4, pp.539-562.

Pierre LAGAYETTE, *L'empire de l'exécutif (1933-2006) La présidence des États-Unis de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush,* Presses de l'Université Paris Sorbonne – P.U.P.S, 2007, 168 p.

Corine LESNES, « William Blum, l'auteur contestataire rendu célèbre par Ben Laden », *Le Monde*, 1 février 2006, https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2006/02/01/william-blum-l-auteur-contestataire-rendu-celebre-par-ben-laden_736642_3222.html

Jean LIBERMAN, *Démythifier l'universalité des valeurs américaines,* Lyon, Ed. Parangon, 2004, 204p.

Pierre MELANDRI, *Reagan, une biographie totale*, Paris, Robert Laffont, 1988, 503 p.

—, *La Politique extérieure des États-Unis de 1945 à nos jours,* Paris, Presses Universitaires de France, 1982, 256 p.

David MERVIN, *Ronald Reagan and the American Presidency*, London, New York, Longman Group UK Limited, 1990, 237 p.

François-Charles MOUGEL, et Séverine PACTEAU, *Histoire des relations internationales, de 1815 à nos jours,* Paris, Presses Universitaires de France, 2016, 128 p.

Jan NIJMAN, « Madeleine Albright and the geopolitics of Europe », *Geojournal*, Vol 46, n°4 Geopolitics: its different faces, its renewed popularity, 1998, pp. 267-278.

Joseph S. NYE Jr., « The changing nature of world power », *Political Science Quarterly*, Vol. 105, No. 2, Summer 1990, pp. 177-192.

— , *Bound to lead, The changing nature of american power*, New York, Basic Books, 1990, 308 p.

— , *Le leadership américain. Quand les règles du jeu changent*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1992, 266p.

— , « Redefining the national interest », *Foreign Affairs*, Vol. 78, No. 4, Jul.-Aug., 1999, pp. 22-35.

Miroslav NINCIC, *Democracy and foreign policy, The fallacy of political realism*, New York, Columbia University Press, 1994, 200 p.

Odd Arne WESTAD, *Histoire mondiale de la guerre froide. 1890-1991*, traduit de l'anglais par Devillers-Argouarc'h Martine, Paris, Perrin, 2019, 718 p.
Pauline PERETZ « Un tournant humanitaire de la politique étrangère américaine ? » *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2007/3, n° 54-3, p. 138-158.

John M. ROBERTS, et Odd Arne WESTAD, *Histoire du monde. III. L'âge des révolutions,* Paris, Perrin, 2018, 768 p.

Eugene V. ROSTOW, « Once More Unto the Breach: The War Powers Resolution Revisited », *Valparaiso University Law Review,* Vol 21*,* n°1, 2011, p. 1-52.

Arthur M. SCHLESINGER, *The Imperial presidency*, Boston, Houghton Mifflin, 1973, 505 p.
—, *La Présidence Impériale,* Paris, Presse Universitaire de France, 1973, 561p.

Robert D. SCHULZINGER, *Henry Kissinger: Doctor of Diplomacy*. New York, Columbia University Press, 1989, 291 p.

Philippe SIDOS, « 1979, l'entrée des soviétiques en Afghanistan : des hypothèses de planifications contrariées », *Stratégique*, vol. 113, no. 3, 2016, pp. 55-84.

John O'SULLIVAN, « Annexation (1845*) », United States Magazine and Democratic Review* 17, no. 1, July-August 1845, p. 5-10.

Alexis de TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique I* (1835). Paris: Les Éditions Gallimard, 1992. Collection: Bibliothèque de la Pléiade (tome I: pp. 1 à 506). *De la démocratie en Amérique II* (1840). Paris: Les Éditions Gallimard, 1992. Collection: Bibliothèque de la Pléiade (tome II: pp. 507 à 1193).

Justin VAÏSSE, *Zbigniew Brzezinski, stratège de l'empire*, Paris, Odile Jacob, 2016, 422 p.

—, « Brzezinski, un idéaliste tempéré », *Esprit*, vol. juillet-août, no. 7-8, 2017, pp. 15-18.

—, « Les États-Unis sans Wilson. L'internationalisme américain après la guerre froide » *Critique internationale*, vol. 3. 1999, Crime et politique en démocratie, sous la direction de Didier Bigo. pp. 99-120.

Justin VAÏSSE et Denis LACORNE (sous la direction), *La présidence impériale : de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush,* Paris, Odile Jacob, Octobre 2007, 224 p.

Justin VAÏSSE et Pierre HASSNER, *Washington et le monde : dilemmes d'une superpuissanc*e, Paris, Editions Autrement, 2003, 170 p.

Justin VAÏSSE, Pierre MELANDRI, *L'empire du milieu : les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Paris, Odile Jacob 2001, 550 p.

Maurice VAÏSSE, *Les relations internationales depuis 1945,* Paris, Armand Colin, 2019, 352 p.

Hubert Védrine, *Face à l'hyperpuissance, Textes et discours (1995-2003)*, Paris, Fayard, 2003, 384 p.

Albert WOHLSTETTER, « Is There a Strategic Arms Race? » *Foreign Policy*, no. 15, 1974, pp. 3-20.

Promotion de la démocratie :

Graham T. ALLISON, Jr., Robert P. BESCHEL and Jr., « Can the United States promote democracy? » *Political Science Quarterly*, Vol. 107, No. 1, Spring, 1992, pp. 81-98.

Tom BARRY, *Third Decade of Regime-Change Aid: Washington Tightens Economic Noose and Increases Support to Groups Planning Post-Castro Transition*, Interhemispheric Resouce Center, Juin 25, 2004.

Jeff BRIDOUX et Milja KURKI, *Democracy Promotion: A Critical Introduction,* New York, Routledge, 2014, 134 p.

Boris Le CHAFFOTEC, « Les États-Unis et la promotion de la démocratie post-guerre froide. Une stratégie polymorphe », *Les cahiers Irice,* 2/2014, n° 12, p. 74-88

Thomas CAROTHERS, *Aiding democracy abroad: the learning curve*, Washington DC, Carnegie Endowment, 1999, 408 p.

—, *Critical mission, essays on democracy promotion,* Washington DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2004, 300p.

—, *In the name of democracy U.S. policy toward Latin America in the Reagan years,* Berkeley, University of California Press, 1991, 309 p.

Michael COX, John G. IKENBERRY, Takashi INOGUCHI, *American democracy promotion: Impulses, strategies, and impacts*, New York, Oxford University Press, 2000, 352 p.

Michael COX, Timothy J. LYNCH, Nicolas BOUCHET, *US Foreign policy and democracy promotion, from Theodore Roosevelt to Barack Obama*, New York, Routledge, 2013, 222 p.

Larry DIAMOND, *Promoting democracy in the 1990s. Actors and instruments, issues and imperatives.* Carnegie Commission on preventing deadly conflict. Carnegie Corporation of New York, Décembre 1995, 86 p.

Barry GILLS and Joel ROCAMORA, « Low Intensity Democracy », *Third World Quarterly*, Vol. 13, No. 3, 1992, pp. 501-523.

Barry GILLS, Joel ROCAMORA, Richard WILSON (eds), *Low intensity democracy, Political power in the new world order*, Boulder, Pluto Press, 1993, 264 p.

Nicolas Guilhot, « Les professionnels de la démocratie. Logiques militantes et logiques savantes dans le nouvel internationalisme américain, » *Actes de la recherche en sciences sociales* 4/2001, n°139, p. 53-65.

—, *The democracy makers, human rights and the global politics of global order*, New York, Columbia University Press, 2005, 288 p.

Steven HEYDEMANN, « Nicolas Guilhot, The Democracy Makers : Human Rights and International Order, New York, Columbia University Press, 2005, 288 pages. », *Critique internationale*, vol. n°34, no. 1, 2007, pp. 173-179.

Christopher HOBSON, « The Limits of Liberal-Democracy Promotion », *Alternatives: Global, Local, Political*, Vol. 34, No. 4, Oct.-Dec. 2009, pp. 383-405.

Christopher HOBSON, Milja KURKI (Eds), *The Conceptual Politics of Democracy Promotion*, New York, Routledge, 2012, 255 p.

Maxime LEFEBVRE, *La politique étrangère américaine.* Paris, Presses Universitaires de France, 2018, 128 p.

Sonja GRIMM, et Julia LEININGER, « Not all good things go together: conflicting objectives in democracy promotion », *Democratization*, 19(3), 2012, pp. 391–414.

Guy HERMET, « Comment réussir une démocratisation ? » dans J.-V. Holeindre et B. Richard (dir.), *La Démocratie : histoire, théories, pratiques*, Auxerre, Sciences Humaines, 2010.

—, *Exporter la démocratie*. 2Ème édition, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 138p.

Christopher LAYNE, *«* Kant or Cant : the myth of democratic peace *», International Security*, Volume 19, Issue 2, Automne 1994, p. 5-49.

Christian LAZZERI, « « Exporter » une démocratie libérale? Quel libéralisme? » dans Alain Caillé, *Quelle démocratie voulons-nous ?*, La Découverte « Sur le vif », 2006, p. 123-132.

James MEERNIK, « United States Military Intervention and the Promotion of Democracy », *Journal of Peace Research*, Vol. 33, No. 4, Nov., 1996, pp. 391-402.

William ROBINSON, *Promoting Polyarchy: Globalization, U.S. Intervention, and Hegemony,* New York: Cambridge University Press, 1996, p.488.

Tony SMITH, *America's Mission: The United States and the Worldwide Struggle for Democracy*, Princeton, Princeton University Press, 2012, 455 p.

Laurence WHITEHEAD, « Entreprises de démocratisation : le rôle des acteurs externes », *Critique internationale,* Presses de Sciences Po, n°24, 2004/3, pp. 109-124.

Jonas WOLFF, Hans-Joachim SPANGER et Hans-Jürgen PUHLE, (eds) *The Comparative International Politics of Democracy Promotion,* London: Routledge, 312 p.

Jonas WOLFF, Iris WURM, « Towards a theory of external democracy promotion: A proposal for theoretical classification », *Security Dialogue*, 42 (1), 2011, pp. 77–96.

Promotion de la démocratie en Amérique Centrale :

Gilles BATAILLON, « Contras et recontras nicaraguayens (1982-1993), réflexions sur l'action armée et la constitution d'acteurs politico-militaires », *Cultures et Conflits*, 12, hiver 1993, p. 63-103.

Einar BERNTZEN, « Democratic Consolidation in Central America : A Qualitative Comparative Approach », *Third World Quarterly*, 14 (3), 1993, p. 589-604.

John BOOTH, Mitchell SELIGSON (dir.), *Elections and Democracy in Central America,* Chapell Hill, University of North Carolina Press, 1995, 312p.

David COLLIER, Steven LEVITSKY, « Democracy "with Adjectives": Conceptual Innovation in Comparative Research », *World Politics*, 49, avril 1997, p. 430-451.

David GARIBAY, « La démocratie prescrite par les autres : l'Amérique centrale ou les élections à tout prix », *Critique internationale,* no 24, 2004/3, p. 125-137.

Walter L. HIXSON, *The Myth of American Diplomacy : National Identity and US Foreign Policy*, New Haven (Conn.), Yale University Press, 2008, 392 p.

Evan McCORMICK, « Freedom Tide? Ideology, politics and the origins of democracy promotion in U.S. Central America policy, 1980-1984 », *Journal of Cold War Studies,* Fall 2014, Vol. 16, n° 4, pp. 60-109.

Jane PERLEZ, « After Much in Common, a Split on Central America», *New York Times*, 30 juin 1983.

Lars SCHOULTZ, *National security and United States policy toward Latin America*, Princeton, Princeton University Press, 377 p.

Rose SPALDING, « From Low-intensity War to Lowintensity Peace: The Nicaraguan Peace Process », pp. 31-64, dans C. Arnson, *Comparative Peace Processes in Latin America*, Woodrow Wilson Center Press/Stanford University Press, Washington, D.C., 1999, 493 p.

Larman C. WILSON, « The Monroe Doctrine, Cold War anachronism: Cuba and the Dominican Republic », *The Journal of Politics*, Mai 1966, Vol 28, N° 2, pp. 322-346.

Laurence WHITEHEAD, « The Costa Rican initiative in Central America », *Governement and Opposition*, Autumn 1987, Vol. 22, N°4, pp. 457-464.

National Endowment for democracy :

Philip AGEE, « Tracking Covert Actions Into the Future », *Covert Action Information Bulletin,* n° 42, Fall 1992, p. 4-9.

Nelson G. BASS III, « Organized labor and U.S. foreign policy: the solidarity center in historical context », thèse de science politique de l'université internationale de Floride, 2012, 233 p.

William BLUM, *Rogue State, A Guide to the World's Only Superpower*, Monroe, Common Courage Press, 2000, 324 p.

Thomas CAROTHERS, « The NED at 10 », *Foreign Policy*, N°. 95, Summer, 1994, pp. 123-138.

Colin S. CAVELL, « The national endowment for democracy and the export of "made-in-america" democracy », Submitted to the Graduate School of the University of Massachusetts Amherst in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of philosophy, February 2001, 330 p.

William E. COLBY, « Political Action-In the open », *The Washington Post*, 14 mars 1982, p. D-8.

Barbara CONRY, « Loose Cannon: The National Endowment for Democracy », *Cato Foreign Policy Briefing,* No. 27, 8 November, 1993.

Florent GUENARD, « La promotion de la démocratie : une impasse théorique », *La vie des idées*, 28 novembre 2007, https://laviedesidees.fr/La-promotion-de-la-democratie-une-impasse-theorique.html

Eric T. HALE, *A quantitative and qualitative evaluation of the National endowment for democracy,* 1990-1999, Dissertation Submitted to the Graduate Faculty of the Louisiana State University and Agricultural and Mechanical College in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of Philosophy in the Department of Political Science, 2003, 304 p.

Albert Jesse OPRASEUTH, *The National Endowment for Democracy: Theory, Context, and Practice*, thesis submitted to the Faculty of the Graduate School of the University of Colorado in partial fulfillment of the requirement for the degree of Master of Arts, College of Media, Communication and Information Department of Media Studies, 2015, 118 p.

Robert PEE, *Democracy Promotion, National Security and Strategy: Foreign Policy Under Reagan Administration*, Routledge 2016, 220 p.
—, « Political Warfare Old and New: The State and Private Groups in the Formation of the National Endowment for Democracy », *49th Parallel*, Vol. 22, Autumn 2008, pp. 21–36.

James PHILLIPS, 1993, « The National Endowment for Democracy: An Important Weapon in the War of Ideas », http://www.heritage.org/library/categories/forpol/em360.html

León RAMÍREZ, Marilyn JULIETH, *National Endowment for Democracy en Colombia*, Universidad Nacional de Colombia Facultad de Ciencias Económicas, Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales, IEPRI Bogotá, Colombia 2015, 186 p.

Mara SANKEY, *The NED in Action: US Democracy Promotion in Chile and Nicaragua,* 1988 - 1989, Juillet 2014, US Study Online. (http://www.baas.ac.uk/usso/the-ned-in-action-us-democracy-promotion-in-chile-and-nicaragua-1988-1989/)

James M. SCOTT, Carrie A. STEELE, « Assisting Democrats or Resisting Dictators? The Nature and Impact of Democracy Support by the United States National Endowment for Democracy, 1990–99 », *Democratization*, Vol. 12, No. 4, August 2005, pp. 439-460.

—, « Sponsoring Democracy: The United States and Democracy Aid to the Developing World, 1988-2001 », *International Studies Quarterly*, Vol. 55, N° 1, Mars 2011, pp. 47-69.

Jordan Michael SMITH, « The U.S. Democracy Project », *The National Interest*, No. 125, 2013, pp. 26–38.

Holly SKLAR et Chip BERLET, « NED, the CIA and the Orwellian Democracy Project », *Covert Action Information Bulletin,* No 39, 1991-1992, p. 10-13 et p. 59-62.

Howard WIARDA, *The democratic revolution in Latin America: History, politics and U.S. policy*, New York, Holmes and Meier, 1990, 302 p.

Relations bilatérales :

Afghanistan :

Alan J. KUPERMAN, « The Stinger Missile and U.S. intervention in Afghanistan », *Political Science Quarterly*, Vol 114, N°2, Summer 1999, p. 219-263.

Christian PARENTI, « Retour sur l'expérience communiste en Afghanistan », *Le Monde diplomatique*, août 2012 p. 8 et 9. (version originale dans *The Nation*, mai 2012)

Afrique du Sud :

Gilles TEULIE, *Histoire de l'Afrique du Sud. Des origines à nos jours*, Tallandier, Paris, 2019, 414 p.

Thomas J. REDDEN, Jr., « The US Comprehensive Anti-Apartheid Act of 1986: Anti-Apartheid or Anti-African National Congress? » *African Affairs*, Vol. 87, N°. 349, Oct., 1988, pp. 595-605.

Argentine :

Aldo C. VACS, « A Delicate Balance: Confrontation and Cooperation between Argentina and the United States in the 1980s », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, Vol. 31, No. 4, Winter, 1989, pp. 23-59

Christopher A. MARTÍNEZ, « "Sobreviviendo" la presidencia argentina, 1983-2001 », *Estudios Internacionales*, Año 49, No. 186, 2017, pp. 91-118.

Birmanie :

Leon T. HADAR, « Burma: US foreign policy as a morality play », *Journal of International Affairs*, Vol. 54, No. 2, Rogue States: Isolation vs. Engagement in the 21st Century, Spring 2001, pp. 411-426

Andrew SELTH, « Burma and superpower rivalries in the Asia-Pacific », *Naval War College Review*, Vol. 55, No. 2, Spring 2002, pp. 43-60.

Chili :

Jack DEVINE, « What Really Happened in Chile: The CIA, the Coup Against Allende, and the Rise of Pinochet », *Foreign Affairs*, Vol. 93, N° 4, Juillet/Août 2014, pp. 26-30, 31-35.

Tanya HARMER, « Fractious Allies: Chile, the United States, and the Cold War, 1973-76 », *Diplomatic History*, Vol. 37, N° 1, Janvier 2013, pp. 109-143.

Peter KORNBLUH et Marian SCHLOTTERBECK, *Reagan y Pinochet: El momento en que Estados Unidos rompió con la dictadura*, en Reportajes de investigación Publicado: 23.11.2010.
http://ciperchile.cl/2010/11/23/reagan-y-pinochet-el-momento-en-que-estados-unidos-rompio-con-la-dictadura/

Chine :

Wayne BERT, « Burma, China and the USA », *Pacific Affairs*, Vol. 77, No. 2, Summer 2004, pp. 263-282.
Steve CHAN, « Is there a power transition between the U.S. and China ? The different faces of national power », *Asian Survey*, Vol. 45, No. 5, September/October 2005, pp. 687-701.

Ian CLARK, « China and the United States : a succession of hegemonies ? », *International Affairs*, Vol. 87, No. 1, January 2011, pp. 13-28

Warren I. COHEN, *America's response to China : a history of Sino-American relations*, New York, Columbia University Press, 2000, 270 p.

Yong DENG, « Hegemon on the offensive: Chinese perspective on U.S. global strategy », *Political Science Quarterly*, Vol. 116, No. 3, Autumn 2001, pp. 343-365.

Henry EYRAUD, « Les rapports sino-américains, Passé, présent, futur », *Herodote*, Vol 1, n°108, 2003, pp. 69-90.
David LAI, *The United States and China in power transition*, Strategic Studies Institute, US Army War College, 2011, 265 p.

Pierre GROSSER, *L'histoire du monde se fait en Asie*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2018, 650 p.

Douglas LEMKE, « The Continuation of History: Power Transition Theory and the End of the Cold War », *Journal of Peace Research*, Vol. 34, No. 1, Feb., 1997, pp. 23-36.

Hugo MEIJER, « Balancing Conflicting Security Interests », *Journal of Cold War Studies*, Vol. 17, No. 1, Winter 2015, pp. 4-40.

Emmanuel PUIG, « L'ordre et la menace : analyse critique du discours de la menace chinoise en Relations internationales », *Revue internationale et stratégique*, vol. 54, no. 2, 2004, pp. 119-130.

David SKIDMORE, William GATES, « After Tiananmen: The Struggle over U.S. Policy toward China in the Bush Administration », *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 27, No. 3, The Presidency in the World, Summer, 1997, pp. 514-539

Costa Rica :

Lindsey GRUSON, « Peace Plan Critic Is Elected President in Costa Rica », *The New York Times*, 6 février 1990, Section A, page 10.

Europe de l'Est :

Vladislav V. FROLTSOV, « The Post-Soviet Puzzle and Western Democracies », *Connections*, Vol. 4, No. 4, Winter 2005, pp. 91-112

Jean-Charles LALLEMAND, « Biélorussie : un régime autoritaire en quête d'une idéologie d'État », *Esprit*, No. 322(2), février 2006, pp. 200-209.

Robert O. PAXTON et Julie Hessler. *L'Europe au XXe siècle.* Paris, Tallandier, 2011, 744p.

Antony TODOROV, « Chapitre 4. La Bulgarie », dans Nathalie Brack éd., *Les démocraties européennes. Institutions, élections et partis politiques,* Paris, Armand Colin, 2015, pp. 61-77.

France :

Etienne CAMPION, entretien avec François Audigier, « Ce qu'était vraiment le Service d'action civique », *Le Figaro*, 25 juillet 2018,

https://www.lefigaro.fr/vox/histoire/2018/07/25/31005-20180725ARTFIG00105-ce-qu-etait-vraiment-le-service-d-action-civique.php

Annie LACROIX-RIZ, « Autour D'Irving Brown: L'AFL, Le Free Trade Union Committee, Le Département d'État et la Scission Syndicale Française (1944-1947) », *Le mouvement social*, avril 1990, p. 79-118.

Haïti :

David MALONE, *Decision-making in the UN Security Council: the case of Haiti, 1990-1997*, New York, Oxford University Press, 1998, 322 p.

Moyen-Orient :

Abdul Karim BANGURA, « Presidential Doctrines and United States Foreign Aid Policy Towards Egypt from Eisenhower to Clinton », *Indian Journal of Asian Affairs*, Vol. 12, No. 1, June 1999, pp. 37-53

Michele Durocher DUNNE, « Integrating democracy promotion into U.S. Middle East policy », *Carnegie Papers*, Middle East Series, No. 50, October 2004, 15 p.

Gilles DORRONSORO, *Que veut la Turquie ? Ambitions et stratégies internationales,* Paris, Autrement, 2009, 128 p.

Amy HAWTHORNE « Can the United States Promote Democracy in the Middle East? », *Current History*, Vol. 102, No. 660, The Middle East, January 2003, pp. 21-26.

Marina OTTAWAY, Thomas CAROTHERS, « Middle East Democracy », *Foreign Policy*, No. 145, Nov. - Dec., 2004, pp. 22-24, 26-28.

Nicaragua :

Michael DODSON, *Nicaragua's other revolution, Religous faith and political struggle,* Chapel Hill and London, The university of North Carolina Press, 1990, p. 296.

Robert KAGAN, *A twilight struggle, American power and Nicaragua, 1977-1990*, The Free Press, New York, 1996, 903p.

Kenneth ROBERTS « Bullying and Bargaining: The United States, Nicaragua, and Conflict Resolution in Central America », *International Security*, Vol. 15, No. 2 Fall, 1990, pp. 67-102.

Peter McKENNA, « Nicaragua and the Esquipulas II accord: setting the record straight », *Revue canadienne des études latino-américaines et caraïbes*, Vol. 14, No. 27, 1989, pp. 61-84.

Jeane KIRKPATRICK, « The United States and Nicaragua », *Transformation*, Vol. 2, n°1, 1985, pp. 6-8.

William I. ROBINSON, *A faustian bargain*, *U.S. Intervention in the Nicaraguan elections and American foreign policy in the post-cold war era*, Westview Press, Boulder, 1992, 310 p.

James M. SCOTT, « Interbranch Rivalry and the Reagan Doctrine in Nicaragua », *Political Science Quarterly*, Vol. 112, N° 2, Summer 1997, pp. 237-260.

Holly SKLAR, *Washington War on Nicaragua*, Boston, South and Press 1988, 472p.

Rose J. SPALDING, « Nicaragua : Politics, poverty and polarization », p.3-25, dans Jorge I. Domínguez et Abraham F. Lowenthal, *Constructing democratic governance : Mexico, Central America, and the Caribbean in the 1990's*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996, 210 p.

Philippines :

David G. TIMBERMAN, « Leadership change and national security in the Philippines: 1983-88 », *Contemporary Southeast Asia*, Septembre 1989, Vol. 11, N°2, pp. 186-212.

Pologne :

Gregory F. DOMBER, *Empowering revolution, America, Poland, and the end of the Cold War*, Chapel Hill, University of North California Press, 2014, 392 p.

Robert PEAR, « U.S. Helping polish critics with funds and publishing », *New York Times*, July 10, 1988, section 1, page 14. https://www.nytimes.com/1988/07/10/world/us-helping-polish-critics-with-funds-and-publishing.html

Peter SCHWEIZER, *Reagan's war: the epic story of this forty year struggle and final triumph over communi*sm, New York, Doudleday, 2002, 339 p.

Portugal :

Philippe C. SCHMITTER, « 13. La démocratisation au Portugal en perspective », dans Javier Santiso éd., *À la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet,* Karthala, 2009, pp. 291-315.

Doctrine Reagan :

John CALLAGHAN, Brendon O'CONNORE, Mark PHYTHIAN, *Ideologies of American foreign policy*, Routledge, New York, 2019, 195 p.
Lou CANNON, *President Reagan: The role of a lifetime,* New York, Public Affairs, 2000, 883 p.

Charles KRAUTHAMMER, « Essay: The Reagan doctrine », *Times*, 1 avril 1985, pp. 54-55.

Chester PACH, « The Reagan Doctrine: Principle, Pragmatism, and Policy », *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 36, n° 1, Mars 2006, pp. 75-88.

Rôle du Congrès américain dans la politique étrangère :

Maya KANDEL, « Le rôle du Congrès américain dans le processus de décision en politique étrangère : les accords de Dayton (1995) », *Critique internationale* 2016/2 (N° 71), p. 109-127.

James M. LINDSAY, *Congress and the Politics of U.S. foreign policy*, Johns Hopkins University Press, August 1, 1994, 280 p.

Christopher H. PYLE and Richard M. PIOUS, *The President, Congress, and the Constitution. Power and legitimacy in American Politics*, New York, The Free Press, A division of Macmillan, Inc, 1984, 433 p.

AF-CIO/Syndicats :

Paul BUHLE, *Taking Care of Business: Samuel Gompers, George Meany, Lane Kirkland, and the Tragedy of American Labor*, New York, Monthly Review Press, 1999, 315 p.

David BRODY, « Meany, George (1894-1980), labor leader », *American National Biography*, Oxford University Press, Février 2000.
https://www.anb.org/view/10.1093/anb/9780198606697.001.0001/anb-9780198606697-e-1501098

Anthony CAREW, *American Labour's Cold war Abroad; From Deep Freeze to Détente*, *1945–1970*, Edmonton, Athabasca University Press, 2018, 510p.

Leon A. DALE, « International Trade Secretariats », *Industrial Relations*, Volume 22, N°1, 1967, p. 98–115.

Victor G. DEVINATZ « A Cold War Thaw in the International Working Class Movement? The World Federation of Trade Unions and the International Confederation of Free Trade Unions, 1967–1977 », *Science & Society*, vol. 77, n°. 3, 2013, pp. 342–371.

Fred HIRSCH, *An Analysis of Our AFL-CIO Role in Latin America: Or Under the Covers with the CIA,* San Jose, California, 1974, 52 p.

Rachelle HOROWITZ, « Tom Kahn and the Fight for Democracy: A Political Portrait and Personal Recollection », 2004.
https://archive.org/details/TomKahnAndTheFightForDemocracyAPoliticalPortraitAndPersonal

Jennifer LUFF, « Labor anticommunism in the United States of America and the United Kingdom, 1920-1945 », *Journal of Contemporary History*, Volume 53, Issue 1, 8 décembre 2016, p109-133.

Anders Geoffery LEWIS, *Labor's Cold War, The AFL and liberal anticommunism*, dissertation presented to the graduate school of the university of Florida in partial fulfillment of the requirements for the degree of doctor of philosophy, 2000, 298 p.

Ted MORGAN, *A Covert Life: Jay Lovestone, Communist, Anti-Communist, and Spymaster*, New York, Random House, 1999, 402 p.

Arch PUDDINGTON, *Lane Kirkand: champion of American Labor*, New Jersey, John Wiley & Sons Inc, 2005, 352 p.

Kim SCIPES, An Unholy Alliance: AFL-CIO and NED in Venezuela, 2005. https://venezuelanalysis.com/analysis/1239

—, « AFL-CIO Foreign Policy Leaders Help Develop Bush's Foreign Policy, Target Foreign Unions for Political Control », 2005, http://www.labornotes.org/2005/03/afl-cio-foreign-policy-leaders-help-develop-bushs-foreign-policy-target-foreign-unions

—, « Labor Imperialism Redux? The AFL-CIO's Foreign Policy Since 1995 », *Monthly Review*, volume 57, issue 1, 2005.

—, « It's Time to Come Clean; Open the AFL-CIO Archives on International Labor Operations » *Labor Studies Journal,* Vol. 25, No.2, Summer 2000. S. 4-25.

Beth SIMS, *Workers of the world undermined, American labor's role in U.S. foreign policy*, Boston, South End Press, 1992, 139 p.

Hobart A. SPALDING, Jr. « U.S. Labour Intervention in Latin America: The Case of the American Institute for Free Labour Development (AIFLD) », *Labour, Capital and Society*, Vol. 17, N° 2, novembre 1984, pp. 136-172.

—, « U.S. and Latin American Labor: The Dynamics of Imperialist Control, Latin American Perspectives », *Imperialism and the Working Class in Latin America*, Vol. 3, No. 1 Winter, 1976, pp. 45-69.

Philip TAFT, *The A.F. of L. from the Death of Gompers to the Merger*, New York, Harper, 1959, 499 p.

Quasi-non-gouvernementale organisation :

Rae ANDRÉ, « Assessing the Accountability of Government-Sponsored Enterprises and Quangos », *Journal of Business Ethics*, vol. 97, n° 2, décembre 2010, pp. 271-289.

Dorota DAKOWSKA, « Les fondations politiques allemandes en Europe centrale », *Critique internationale*, vol. 24, n° 3, 2004, pp. 139-157.

Matthew V. FLINDERS, Martin J. SMITH*, Quangos, accountability and reform, The politics of quasi-government*, London, MacMillan Press, 1999, 215 p.

Carsten GREVE, Matthew FLINDERS, Sandra VAN THIEL, « Quangos—What's in a Name? Defining Quangos from a Comparative Perspective », *Governance: An International Journal of Policy and Administration*, Volume 12, Issue 2, April 1999, pp. 129-146.

Julie MACLEAVY, Oonagh GAY, *The Quango debate*, Parliament and Constitution Centre, House of Commons Library, Research paper 5/30, 11 avril 2005, 40 p.

Marc-Antoine PEROUSE DE MONTCLOS. « Les fondations politiques allemandes et la démocratisation des pays en développement : une grande illusion ? », *Outre-Terre*, vol. 33-34, n° 3-4, 2012, pp. 547-561.

Alan PIFER, « Letter: On Quasi-Public Organizations; Whence Came the Quango, and Why » *New York Times Opinion page*, 1987, p. 1022.

Alan PIFER*, The Quasi-non-governmental organization*, in D.C. Hague, W.J.M. Mackenzie and A. Barker (eds) *Public policy and private interests: The institutions of compromise*. London: Macmillan, 1975, 433 p.

Douglas Chalmers HAGUE, William James Millar MACKENZIE and Antony BARKER (eds) *Public policy and private interests: The institutions of compromise*, London, Macmillan, 1975, 433 p.

Christopher POLLITT et Colin TALBOT, *Unbundled Government: A Critical Analysis of the Global Trend to Agencies, Quangos and Contractualisation*, London, New York, Routledge, 2004, 503 p.

Chris SKELCHER, *The appointed state, Quasi-governmental organizations and democracy,* Philadelphie, Open University Press, 1998, 205 p.

Sandra VAN THIEL, *Quangos: Trends, Causes and Consequences*, New York, Routledge Taylor & Francis Group, 249 p.
« Q&A: What is a quango? », *BBC News*, 14 octobre 2010, https://www.bbc.com/news/uk-politics-11405840

« Are Democracy Quangos Doomed? » *The American Interest*, 1er avril 2012, https://www.the-american-interest.com/2012/04/01/are-democracy-quangos-doomed/

Théorie de la paix démocratique :

Elie BARANETS, « La démocratie irrésistible ? Une explication des défaites des démocraties à travers l'étude des guerres menées par les États-Unis au Vietnam, et par Israël au Liban », Thèse de science politique, soutenue le 13 octobre 2015, sous la direction de Dario Battistella, Université de Bordeaux.

William A. DOUGLAS, « Helping democracy abroad: a US program », *Freedom at issue*, septembre octobre 1982, 15 p.

Michael W. DOYLE, « Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs », *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 12, N° 3, Summer, 1983, pp. 205-235.

—, « Kant, Liberal Legacies, and Foreign Affairs, Part 2 » *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 12, N° 4, Autumn, 1983, pp. 323-353.

—, « Liberalism and World Politics », *The American Political Science Review*, Vol. 80, No. 4, Dec., 1986, pp. 1151-1169.

—, « Three Pillars of the Liberal Peace », *The American Political Science Review*, Vol. 99, No. 3, Aug., 2005, pp. 463-466.

Colin ELMAN, « History, Theory, and the Democratic Peace », *The International History Review*, Vol. 23, No. 4, Decembre, 2001, pp. 757-766.

Wade L. HUNTLEY, « Kant's Third Image: Systemic Sources of the Liberal Peace », *International Studies Quarterly*, Vol. 40, No. 1, Mars, 1996, pp. 45-76

Emmanuel KANT, *Essai philosophique sur la paix perpetuelle*, G. Fischbacher, Paris, 1880, 65 p.

John R. ONEAL and Bruce RUSSETT, « The Kantian Peace: The Pacific Benefits of Democracy, Interdependence, and International Organizations, 1885-1992 », *World Politics*, Vol. 52, No. 1 Oct., 1999, pp.1-37.

James Lee RAY, « Democracy and Peace: Then and Now », *The International History Review,* Vol. 23, No. 4, Décembre, 2001, pp. 784-798.

Jack S. LEVY, « Domestic Politics and War », dans Robert I. Rotberg, Theodore K. Rabb and Robert Gilpin, *The Origin and Prevention of Major Wars*, New York, Cambridge University Press, 1989, pp. 352.

Jonathan MARTINEAU et Frederick Guillaume DUFOUR, « Théorie de la paix démocratique », dans Alex Macleod, Évelyne Dufault et FG Dufour (dirs), *Relations Internationales, Théories et Concepts*, 3e édition, Outremont, Athéna, 2008, pp. 308-314.

Rudolph J. RUMMEL, « Libertarianism and International Violence », *The journal of conflict resolution*, Vol. 27, No. 1, Mars 1983, pp. 27-71.

—, *War, Power, Peace*. Volume 4 of *Understanding Conflict and War*, Beverly Hills, Sage, 1979.

—, *The Just Peace*. Volume 5 of *Understanding Conflict and War*, Beverly Hills, Sage, 1981.

Bruce RUSSET, *Grasping the democratic peace. Principles for a post-cold war world,* New Jersey, Princeton University Press, 1993, p. 184.

—, *Controlling the Sword: The Democratic Governance of National Security*, Cambridge, MA: Harvard University Press, 1990, 201 p.

Bruce RUSSETT, Christopher LAYNE, David E. SPIRO and Michael W. DOYLE, « The Democratic Peace », *International Security*, Vol. 19, No. 4, Spring, 1995, pp. 164-184.

Bruce RUSSETT, Harvey STARR, « From Democratic Peace to Kantian Peace: Democracy and Conflict in the International System », in Manus Midlarsky, *Handbook of War Studies*, 2d ed., Ann Arbor: University of Michigan Press, 2000, 564 p.

Déclin américain :

Michael COX, « Is the United States in Decline - Again? An Essay », *International Affairs* (Royal Institute of International Affairs 1944), Vol. 83, No.4, Jul., 2007, pp. 643-653.

Michel CROZIER, *Le mal américain*, Paris, Fayard, 1980, 295p.

Colin S. GRAY and Jeffrey G. BARLOW, « Inexcusable retraint: The decline of American military power in the 1970s », *International Security*, Vol. 10, N° 2, Fall 1985, pp.27-69.

Samuel P. HUNTINGTON, « Political Development and the Decline of the American System of World Order », *Daedalus*, Vol. 96, No. 3, Toward the Year 2000: Work in Progress, Summer, 1967, pp. 927-929.

Robert H. JOHNSON, « Periods of peril: The window of vulnerability and other myths », *Foreign Affairs*, Vol 61, n°4, Spring 1983, pp. 950-970.

Robert O. KEOHANE, « After Hegemony: Transatlantic Economic Relations in the Next Decade », *The International Spectator*, Vol. 50, n°4, 2015, pp. 80-91.

Paul KENNEDY, *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000,* New York, Vintage Books, 1989, 677 p.

Jean-Michel LACROIX, *Histoire des États-Unis,* sous la direction de Lacroix Jean-Michel, Paris, Presses Universitaires de France, 2013, 580 p.
Frédéric LERICHE, « Chapitre 18. Le basculement du monde ? Les États-Unis et leur place dans le système mondial », *Les Etats-Unis. Géographie d'une grande puissance*, sous la direction de Leriche Frédéric. Armand Colin, Paris, 2016, pp. 273-287.

Kandel, MAYA, « VI - 1973 : Vietnam, Watergate, choc pétrolier : le début du déclin », *Les États-Unis et le monde. De Georges Washington à Donald Trump*, sous la direction de Kandel Maya. Éditions Perrin, 2018, pp. 125-149.

Pierre MELANDRI, *Histoire des États-Unis II. Le déclin ? : depuis 1974*, Paris, Perrin, 2013, 837 p.

Pavel PODVIG, « The Window of Vulnerability That Wasn't: Soviet Military Buildup in the 1970s: A Research Note », *International Security*, Vol. 33, N° 1, Summer, 2008, pp. 118-138.

Immanuel WALLERSTEIN, « The World-System after the Cold War », *Journal of Peace Research*, Vol. 30, No. 1, Feb., 1993, pp. 1-6.

Néoconservatisme :

Pierre BOURGOIS, *« Est-il l'un des leurs ? Francis Fukuyama et le néoconservatisme américain* », thèse de doctorat en science politique, sous la direction de Patrick Troude-Chastenet, Université de Bordeaux, 2018, 636 p.

Frédéric CHARILLON, « Peut-on parler d'échec du néoconservatisme ? », Bertrand Badie éd., *Fin du leadership américain ? L'état du monde 2020.* La Découverte, 2019, pp. 59-66.

Dan HIMMELFARB, Conservative splits, *Commentary*, mai 1988, https://www.commentarymagazine.com/articles/dan-himmelfarb/conservative-splits/

William F. KING, *The origins of neoconservative support for democracy promotion, 1960-1991*, Thesis submitted to the Faculty of Graduate Studies for the Degree of Master of Arts Department of History Calgary, Alberta, August, 2007, 156 p.

Jeane KIRKPATRICK, « Dictatorship and double standards », *Commentary Magazine*, 68: 5., Novembre 1979, pp. 34–45.

Seymour Martin LIPSET, « Le néoconservatisme : mythe et réalité », *Le Débat*, vol. 53, no. 1, 1989, pp. 125-139.

Hanne LACEULLE, *Aging and Self-Realization, Cultural Narratives about Later Life,* Germany, Transcript Verlag, 2018, 297 p.

Carnes LORD, « Requiem pour le néoconservatisme ? », *Politique américaine*, vol. 5, no. 2, 2006, pp. 89-102.

Joshua MURAVCHIK et Stephen M. WALT, « The Neocons vs. The Realists », *The National Interest*, n° 97, septembre/octobre 2008, p. 20-36.

Bastien NIVET, « La puissance ou l'influence ? Un détour par l'expérience européenne », *Revue internationale et stratégique*, vol. 89, no. 1, 2013, pp. 83-92.

James NUECHTERLEIN, « Neoconservatism & Irving Kristol », *Commentary*, Aug 1984; 78, 002; p. 43-52.

Yves ROUCAUTE, « Néoconservatisme, parti républicain, États-Unis : l'Esprit du Temps », *Politique américaine*, vol. 4, no. 1, 2006, pp. 81-91.

Jack ROSS, *The Socialist Party of America: A Complete History*, Nebraska, Potomac Book, 2015, 824 p.

Jerry W. SANDERS, *Peddlers of crisis, The Committee on the Present Danger and the politics of Containment*, Boston, South and Press, 1983, 371 p.

Daniel TANGUAY, « Néoconservatisme et religion démocratique. Leo Strauss et l'Amérique », *Commentaire*, vol. numéro 114, no. 2, 2006, pp. 315-324.

Bruno TERTRAIS, « Que reste-t-il du « néoconservatisme »? », *Critique internationale*, vol. nº 25, no. 4, 2004, pp. 9-18.

Justin VAÏSSE, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis*, Paris, Ed. Odile Jacob, 2008, 338 p.

—, « La croisade des néoconservateurs », *L'Histoire*, mensuel n°284, février 2004, p. 56-59.

Ben WATTENBERG, « Passing of a Patriot », *Washington Times*, 23 Octobre 2005. https://www.aei.org/articles/passing-of-a-patriot/

Public diplomacy :

Nicholas J. CULL, « Speeding the Strange Death of American Public Diplomacy: The George H. W. Bush Administration and the U.S. Information Agency », *Diplomatic History*, Vol. 34, No. 1, January 2010, pp. 47-69.

Nicholas J. CULL and Juliana GERAN PILON. *Chapitre 8: The crisis in U.S. public diplomacy: the demise of the U.S. information agency*. In *Case Studies Working Group Report,* Edited by Richard Weitz, Strategic Studies Institute, US Army War College, 2012, pp. 543–642, www.jstor.org/stable/resrep11953.13.

Nicholas J. CULL, « Public Diplomacy Before Gullion: The Evolution of a Phrase», in *Routledge Handbook of Public Diplomacy*, SNOW, Nancy & Phillip M. TAYLOR (éditeurs scientifiques), New York, Routledge, 2008, p. 19-23.
Neil R. KLOPFENSTEIN, *USIA's Integration into the State Department: Advocating Policy Trumps Promoting Mutual Understanding*, National Defense University, National War College, Washington, D.C., 2003, 17 p.

Geun LEE, Kadir AYHAN, « Why Do We Need Non-state Actors in Public Diplomacy? Theoretical Discussion of Relational, Networked and Collaborative Public Diplomacy », *Journal of International and Area Studies,* June 2015, Vol. 22, No. 1 (June 2015), pp. 57-77.

Carnes LORD, « The past and future of public diplomacy », *Orbis 42*, 1998, p. 49-73.

Véronique MARTEAU, « La diplomatie culturelle américaine : l'exportation de l'image du gouvernement », *Quaderni*, n°50-51, Printemps 2003. Images de l'Amérique du Nord vues par elle-même ou vues par les autres pp. 175-196.

Pierre PAHLAVI, « Chapitre 24. La diplomatie publique », Thierry Balzacq éd., *Traité de relations internationales.* Presses de Sciences Po, 2013, pp. 553-606.

Christian LEQUESNE. « La diplomatie publique : un objet nouveau ? » *Mondes*, nº 11, 2003, pp. 9-12

William J. WEISSMAN, « Should U.S. cultural relations be a tool of "public diplomacy»? », *International Studies Notes*, Vol. 17, No. 3, Fall 1992, pp. 1-7

Maud QUESSARD, *Stratégies d'influence et guerres de l'information : Propagande et diplomatie publique des États-Unis depuis la guerre froide.* Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2019. Web. <http://books.openedition.org/pur/140403>.

Vanessa LECLERCQ, « La Public Diplomacy : de John F. Kennedy à Tony Blair », *Revue LISA/LISA e-journal*, Vol. IV - n°3, 2006, 226-238.

Raphaël RICAUD, *La Public diplomacy des Etats-Unis : Theories, pratiques, effets (1948-2008)*, 2012, thèse sous la direction de Pierre Guerlain, Université Paris Ouest Nanterre La Defense, p. 457.

Elizabeth L. TOTH, Seong-HUN YUN, « Future Sociological Public Diplomacy and the Role of Public Relations: Evolution of Public Diplomacy », in *American Behavioral Scientist*, volume 53, numéro 4, 2009, p. 493-503.

Notion de démocratie :

Serge BERSTEIN (éd.), *La démocratie libérale.* Paris, Presses Universitaires de France, 1998, 968 p.

Allen BUCHANAN, « Political Legitimacy and Democracy », *Ethics*, Vol. 112, No. 4, July 2002, pp. 689-719.
Robert A. DAHL, *Dilemmas of pluralist democracy, Antonomy vs. Control*, New Haven and London, Yale University Press, 1982, 229 p.

—, *On democracy*, New Haven and London, Yale University Press, 1998, 217 p.

Giovanni SARTORI, *The theory of democracy revisited*, New Jersey, Chatham House Publishers, Inc., 1987, 542 p.

Bertlinde LANIEL, *Le mot « democracy » aux États-Unis de 1780 à 1856*, Publications de l'Université de Saint Etienne, 1995, 371 p.

Norbert LENOIR, *La démocratie et son histoire*. Paris, Presses Universitaires de France, 2006, 248 p.

Juan J. LINZ, « Les contraintes temporelles de la démocratie », dans Javier Santiso éd., *À la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet.* Karthala, 2009, pp. 11-41.

Joseph SCHUMPETER, *Capitalism, socialism, and democracy*, London, Allen and Unwin, 1943, 381 p.

Jean-Louis THIÉBAULT, « Lipset et les conditions de la démocratie », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 15, no. 3, 2008, pp. 389-409.

Notion de légitimité :

Jeanne BECQUART-LECLERCQ. « Légitimité et pouvoir local », *Revue française de science politique*, 27e année, n°2, 1977. pp. 228-258.

Anne-Marie GINGRAS, « La construction de la légitimité dans l'espace public », *Politique et Sociétés*, Vol. 27, No. 2, 2008, pp. 3–9.

Dodzi KOKOROKO, « Souveraineté étatique et principe de légitimité démocratique », *Revue Québécoise de droit international*, volume 16-1, 2003. pp. 37-59.

Notion d'hégémonie :

Rémy BACHAND, Marie-Neige LAPERRIERE, « L'hégémonie dans la société internationale : un regard néo-gramscien », *Revue Québécoise de droit international*, hors-série septembre 2014 : « L'hégémonie dans la société internationale : un regard néo-gramscien », pp. 1-13.

Barry BUZAN, Ole WÆVER, and Jaap de WILDE, *Security a New Framework for Analysis*, Colorado, Boulder, 1998, 239 p.

Robert W. COX, « Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory », *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 10, no. 2, 1981, pp. 126–55.

—, « Gramsci, Hegemony and International Relations: An Essay in Method », *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 12, no. 2, 1983, pp. 162–175.

Robert GILPIN, « The Theory of Hegemonic War », *The Journal of Interdisciplinary History*, Vol. 18, No. 4, The Origin and Prevention of Major Wars, Spring, 1988, pp. 591-613.

Kai HE, « The hegemon's choice between power and security: explaining US policy toward Asia after the Cold War », *Review of International Studies*, Vol. 36, No. 4, October 2010, pp. 1121-1143.

George HOARE et Nathan SPERBER, *Introduction à Antonio Gramsci,* Paris, La Découverte, 2019, 128 p.

Richard HOWSON, Kylie SMITH, *Hegemony, Studies in consensus and coercion*, New York, Routledge, 2008, 244 p.

Samuel P. HUNTINGTON, « Why international primacy matters », *International Security*, Vol. 17, No. 4, Spring 1993, pp. 68-83.

John G. IKENBERRY, « Liberalism and Empire: Logics of Order in the American Unipolar Age », *Review of International Studies*, Vol. 30, No. 4, Oct., 2004, pp. 609- 630

Hyug Baeg IM, « Hegemony And Counter-Hegemony In Gramsci », *Asian Perspective*, Vol. 15, No. 1, Spring-Summer 1991, pp. 123-156

Charles A. KUPCHAN, « After Pax Americana: Benign Power, Regional Integration, and the Sources of Stable Multipolarity », *International Security*, Vol. 23, No. 3, Fall 1998, pp. 40-79.

Charles KRAUTHAMMER, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs*, Vol. 70, no. 1, America and the world, 1990/91, pp. 23-33.

William KRISTOL, « Robert Kagan Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 75, No. 4, Jul. - Aug., 1996, pp. 18-32.

Christopher LAYNE, « The Unipolar Illusion: Why New Great Powers Will Rise », *International Security*, Vol. 17, No. 4, Spring, 1993, pp. 5-51.
Christopher LAYNE, Benjamin SCHWARZ, « American Hegemony: Without an Enemy », *Foreign Policy*, No. 92, Autumn, 1993, pp. 5-23.

John J. MEARSHEIMER, « Imperial by design », *The National Interest*, No. 111, January/February 2011, pp. 16-34.

—, *The great delusion, Liberal dreams and international realities*, New Haven and London, Yale University Press, 2018, 328p.

George MODELSKI, *Long Cycles in World Politics*, London, Palgrave Macmillan, 1987, 244 p.

Joshua MURAVCHIK, *The imperative of American leadership, A challenge to Neo-isolationism*, Washington, AEI Press, 1996, 261 p.

Think tanks/fondations :

Helen LAVILLE and Hugh WILFORD, *The US government, citizen groups and the Cold War. The state-private network,* London and New York, Routledge Taylor & Francis Group, 2006, 240 p.

Laura MAXIM, et Arnold GÉRARD. « Entre recherche académique et expertise scientifique : des mondes de chercheurs », *Hermès, La Revue*, vol. 64, no. 3, 2012, pp. 9-13

Thomas MEDVETZ, « Les think tanks aux États-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, no. 1-2, 2009, pp. 82-93.

Joan ROELOFS, *Foundations and public policy: the mask of pluralism*, Albany, State University of New York Press, 2003, 269 p.

Laurence H. SHOUP, William MINTER, *Imperial brain trust, The Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*, New York, Monthly Review Press, 1977, 334 p.

Ludovic TOURNES (sous la dir.), *L'argent de l'influence: Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Autrement, collection mémoires/culture, 2010, 208 p.

Politique de Clinton :

Nicolas BOUCHET, *Democracy promotion and US foreign policy, Bill Clinton and democratic enlargement*, Abingdon, Routledge, 2015, 190 p.

Douglas BRINKLEY, « Democratic enlargement: The Clinton doctrine », *Foreign Policy*, No. 106, Spring 1997, pp. 110-127.

Thomas CAROTHERS, *The Clinton Record on Democracy Promotion*, Washington, DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2000, 20 p.

John DUMBRELL, *Clinton's Foreign policy, Between the Bushes, 1992-2000*, Abingdon, Routledge, 2009, p. 215.

Barry R. POSEN and Andrew L. ROSS, « Competing Visions for U.S. Grand Strategy », *International Security*, Vol. 21, No. 3, Winter, 1996-1997, pp. 5-53.

Rasmus Sinding SØNDERGAARD, « Bill Clinton's 'Democratic Enlargement' and the Securitisation of Democracy Promotion », *Diplomacy & Statecraft*, Vol. 26 No.3, 2015, pp. 534-551.

Stephen M. WALT, « Two Cheers for Clinton's Foreign Policy », *Foreign Affairs*, Vol. 79, No. 2, March/April 2000, p. 63-79.

Soft power :

Viktoriia IVANCHENKO, « NGO Public Diplomacy As An Instrument Of Global "Soft Power" Competition », *World Affairs: The Journal of International Issues*, Vol. 20, No. 3, July-September 2016, pp. 10-15.

Carnes LORD, « Diplomatie publique et soft power », *Politique américaine*, 2005, n°3, p.61-72.

Joseph S. NYE Jr., *Soft power, the means to success in world politics*, New York, Public Affairs Books, 2004, 192 p.

—, « Countering the Authoritarian Challenge, Public Diplomacy, Soft Power, and Sharp Power », Horizons: *Journal of International Relations and Sustainable Development*, No. 15, Special Double Issue: The Populism Issue, Winter 2020, pp. 94-109.

—, « Public Diplomacy and Soft Power », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 616, 2008, pp. 94–109.

Elites :

William G. DOMHOFF, *Who rules America?: Challenges to corporate and class dominance*, Boston, McGraw Hill Higher Education, 2010, 265 p.

Thomas R. DYE, *Top down policymaking*, New York, Seven Bridges Press, 2001, 181 p.

John HIGLEY, Jan PAKULSKI, « Jeux de pouvoir des élites et consolidation de la démocratie en Europe centrale et orientale », *Revue française de science politique*, 50e année, n°4-5, 2000. pp. 657-678.

William GENIEYS, *Sociologie politique des élites,* Paris, Armand Colin, 2011, 368 p.

G. Kurt PIEHLER, « Phi Beta Kappa: The Invention of an Academic Tradition », *History of Education Quarterly*, Summer, 1988, Vol. 28, No. 2, pp. 207-229

Théorie de la modernisation :

David E. APTER, *The politics of Modernization*, Chicago, University of Chicago Press, 1965, 481 p.
Daniel CHIROT, Thomas D. HALL, « World-System Theory », *Annual Review of Sociology*, Vol. 8, 1982, pp. 81-106

Guillermo O. DONNELL, *Modernization and bureaucratic-authoritarianism; studies in South American politics*, Berkeley, Institute of International Studies, University of California, 1973, 219 p.

Samuel P. HUNTINGTON, *Political order in changing societies*, New Haven and London, Yale University Press, 1968, 499 p.

Seymour Martin LIPSET, « Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy », *The American Political Science Review*, Vol. 53, No. 1, March, 1959, pp. 69-105.

Lucian PYE, *Aspects of Political Development*, Boston, Little, Brown, 1966, 205 p.

Transition démocratique :

Nicolas GUILHOT, Philippe C. SCHMITTER « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des democratization studies », *Revue française de science politique*, 50e année, n°4-5, 2000. pp. 615-632.

Ted Robert GURR, « Persistence and Change in Political Systems, 1800-1971 », *American Political Science Review*, vol. 68, no. 4, December 1974, pp. 1482- 1504.

Jean GRUGEL, « Democratization Studies: Citizenship, Globalization and Governance », *Government and Opposition*, Vol. 38, No. 2, Spring 2003, pp. 238-264.

Seymour Martin LIPSET, *Political Man*, New York, Doubleday, 1960, 432 p.

Guillermo O'DONNELL, Philippe C. SCHMITTER, Laurence WHITEHEAD, *Transitions from the authoritarian rule,* London, The John Hopkins University Press, 1986, 5 volumes.

Dankwart A. RUSTOW, « Transitions to Democracy: Toward a Dynamic Model », *Comparative Politics,* Vol. 2, No. 3, Apr., 1970, pp. 337-363.

Kathryn STONER, Michael McFAUL (eds), *Transitions to Democracy. A Comparative Perspective*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 2013, 456 p.

Fareed ZAKARIA, « The Rise of Illiberal Democracy », *Foreign Affairs*, Nov. - Dec., 1997, Volume 76, No. 6, pp. 22-43.

Table des tableaux et illustrations

Tableaux :

Tableau 1: Répartition par secteur des membres du conseil de la NED 1984-1990 et 1991-2000 139

Tableau 2: Détail des postes au sein du gouvernement des membres de la NED 1984-1990 et 1991-2000 142

Tableau 3: Résultats significatifs de l'étude prosopographique 145

Tableau 4: Montant des contributions privées entre 1985 et 1991 175

Tableau 5: Montant total versé par l'USAID aux organismes de la NED 1985-1999 184

Tableau 6: Montant des subventions attribuées par le département d'État à la NED 1984-2000 185

Tableau 7: NED Appropriations, FY1984 - FY1998 ($ million) 187

Tableau 8: Financement des discretionnary programs 1984-1990 196

Tableau 9: Budget annuel des instituts de la NED 1991-1999 202

Tableau 10: Core Grantee Total Resources - FY1998 ($ million) 204

Tableau 11: Financement des discretionary grants 1991-2000 206

Tableau 12: Nombre de pays financés par région 1986-1990 225

Tableau 13: Répartition par pays du budget de la NED en Amérique Latine sur la période 1986-1990 226

Tableau 14: Répartition par pays du budget de la NED en Asie 1986-1990 232

Tableau 15: Montant annuel dépensé par la NED en Afghanistan de 1985 à 1994 233

Tableau 16: Répartition par pays du budget de la NED en Europe 1986-1990 237

Tableau 17: Programmes financés par la NED au Chili en 1988. 244

Tableau 18: Programmes financés par l'USAID au Chili en 1988. 245

Tableau 19: Montant annuel dépensé par la NED en Haïti 1986-1991 250

Tableau 20: Détail des bénéficiaires de la NED à Haïti en 1990 251

Tableau 21: Montant annuel dépensé par la NED aux Philippines 1985-1996 257
Tableau 22: Montant annuel dépensé par la NED en Argentine 1984-1991 263
Tableau 23: Détail annuel du montant dépensé par la NED au Costa Rica 1985-1989 269
Tableau 24: Répartition par pays du budget de la NED en Afrique 1986-1990 274
Tableau 25: Montant annuel dépensé par la NED en Afrique du Sud 1986-2000 275
Tableau 26: Détail du montant annuel dépensé par la NED en Pologne 1986-1990 286
Tableau 27: Bénéficiaires des fonds spéciaux de l'USAID et du Congrès en Pologne en 1990 288
Tableau 28: Revenu de l'AIFLD par source 1984-1990 (en millions de dollars) 315
Tableau 29: Montant annuel dépensé par la NED au Nicaragua 1986-1990. 336
Tableau 30: Description des différentes activités de l'USAID dans le domaine de la promotion de la démocratie 1991-1993 (en million de dollars) 371
Tableau 31: Répartition du budget de la NED selon le taux de liberté (Freedom House). 397
Tableau 32: Répartition par pays du budget de la région Europe pour l'année 1990 402
Tableau 33: Répartition par pays du budget de la région Europe pour la période 1991-2000404
Tableau 34: Montant annuel dépensé par la NED en Yougoslavie 1991-2000 et financement spécial USIA-département d'État 406
Tableau 35: Bénéficiaires de la NED en Serbie en 1999 408
Tableau 36: Répartition par pays du budget de la NED pour la région des anciennes Républiques soviétiques 1991-2000 410
Tableau 37: Montant annuel dépensé par la NED en Biélorussie 1991-2000 dont financement spécial USIA Département d'État (en dollars) 413
Tableau 38: Répartition par pays du budget de la NED pour la région Asie 1990-2000 419
Tableau 39: Montant annuel dépensé par la NED en Chine 1986-2000. 422
Tableau 40: Détail du montant annuel dépensé par la NED en Birmanie et allocation du département d'État 1990-2000 425
Tableau 41: Répartition par pays du budget de la NED pour la région Moyen-Orient 1990-2000

.....430

Tableau 42: Résultats significatifs de l'étude prosopographique du Research Council de l'IFDS 449

Tableau 43 : Auteur ayant publié un minimum de trois articles au sein du JOD sur la période 1990-2000.....460

Figures :

Figure 1: Réseau de personnalités influentes dans l'entourage de la NED. 116

Figure 2: Membres siégeant à la fois au sein de la NED et des organismes syndicaux 126

Figure 3: Organisation internationale de l'AFL-CIO 134

Figure 4: L'influence tripartite à l'origine de la création de la NED 157

Figure 5: Graphiques de la répartition du budget entre les instituts de la NED 1984-1989 .. 192

Figure 6: Évolution de la répartition des fonds entre les instituts 1984-1993 195

Figure 7: Carte de l'indice de liberté mondiale selon la Freedom House 228

Figure 8: Pourcentage reçu par CIPE dans les différentes régions 1985-1990 229

Figure 9: Budget annuel versé au Chili par la NED sur la période 1986-1994 244

Figure 10 : Détail du financement annuel de la NED au Portugal 1985-1990 266

Figure 11: Montant annuel dépensé par la NED en Pologne et pourcentage du total régional 1986-1990 285

Figure 12 : Financement des programmes de la NED 313

Figure 13: Les différentes sources de financement des instituts de la NED 316

Figure 14: Evolution de la démocratie au Nicaragua 1946-2013 selon le Polity IV 342

Figure 15: Caractéristiques de la NED selon les deux types de fonctions 349

Figure 16 : Evolution du budget de la NED 1984-2001 377

Figure 17 : Evolution du budget de la NED pour la région Union Européenne et Républiques soviétiques 1985-1990 401

Figure 18: Pays bénéficiaires des fonds de la NED au Moyen-Orient 1991-2000 431

Figure 19: Exemple de mise en place du réseau de la NED par ses différentes initiatives.... 442
Figure 20: L'IFDS dans le classement des think tanks dans l'espace social en fonction de la trajectoire professionnelle des experts 450
Figure 21: Composante de la stratégie de professionnalisation 458

Sommaire des annexes

Annexe 1: National Endowment for Democracy Act, Loi du Congrès n°98-64 de 1983 (H.R. 29-15). 595

Annexe 2: Déclaration des Principes et objectifs de la NED 599

Annexe 3: Questionnaire de l'étude prosopographique 607

Annexe 4: Membres de la NED entre 1984 et 1992 ayant eu un poste au sein de l'administration américaine* 608

Annexe 5: Membres de la NED entre 1993 et 2000 ayant eu un poste au sein de l'administration américaine* 609

Annexe 6: Composition de la NED 1984-2000 : effectifs 612

Annexe 7: Composition du *Democracy Program*, 1982 613

Annexe 8: L'influence tripartite à l'origine de la création de la NED 614

Annexe 9: Réseau de l'entourage néoconservateur de la NED 615

Annexe 10: Pays bénéficiaires d'un financement de l'USAID entre 1985 et 1999 616

Annexe 11 : Répartition par pays des fonds versés par l'USAID à la NED 1985-1999 617

Annexe 12: Total des fonds reçu par l'USAID par pays 1984-1999 (en dollars) 618

Annexe 13: Répartition du budget entre les instituts de la NED 619

Annexe 14: Nombre de discretionnary grants financés par régions de 1985 à 1990 622

Annexe 15: Nombre de discretionnary grants financés par régions de 1990 à 2000 623

Annexe 16: Évolution du nombre de discretionnary grants par région 1985-2000 625

Annexe 17: Détail des montants alloués aux discretionnary programs par région sur la période 1985-1990 626

Annexe 18: Détail des montants alloués aux *discretionnary programs* par région sur la période 1991-1999 631

Annexe 19 : Membres du conseil d'administration de la NED par secteur d'appartenance (poste mentionné dans le rapport annuel) 1984-2000 664

Annexe 20: Répartition du budget de la NED par région 1985-1990 667
Annexe 21: Nombre de pays qui reçoivent un financement dans chaque région 1986-2000 668
Annexe 22: Répartition du budget entre financement individuel et régional par région 1986-2000 (en pourcentage) 669
Annexe 23: Répartition du budget de la NED entre les différents instituts bénéficiaires (en dollars) 1984-2000 670
Annexe 24: Évolution du financement des différents instituts de la NED 1984-2000 672
Annexe 25: Répartition du budget entre les instituts de la NED par région 1985-1990 673
Annexe 26: Détail des bénéficiaires de la NED en URSS 1986-1990 675
Annexe 27: Répartition régionale du budget de la NED 1985-2000 (en pourcentage) 676
Annexe 28: Distribution par pays du budget régional 1986-1990 et 1991-2000. 677
Annexe 29: Pays financés par la NED de 1986 à 1990 par ordre d'importance 683
Annexe 30: Pays financés par la NED de 1991 à 2000 par ordre d'importance 686
Annexe 31 : Détail des bénéficiaires des subventions de la NED et de l'USAID en Afrique du Sud 1986-1993. 691
Annexe 32: Organisations bénéficiaires des fonds de la NED au Nicaragua 1986-1998 693
Annexe 33: Document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, Manuscript Division, Georges Agree Papers (Box 1, Folder 6, American Political Foundation), Auteur manquant. 696
Annexe 34: Membres du Research Council de l'IFDS par année d'arrivée 704
Annexe 35: Membres du Comité éditorial du Journal of Democracy 1990-1999 707
Annexe 36: Répartition des membres du comité éditorial du JOD selon leur statut 709
Annexe 37: Résultat de l'analyse prosopographique des membres du comité éditorial du JOD 1990-1998 710
Annexe 38: Répartition des membres du comité éditorial du JOD selon leur région d'expertise 711
Annexe 39: Bénéficiaires du programme de Fellowship en résidence au sein de la NED 1995-

1999 712

Annexe 40: Liste de tous les contributeurs du JOD entre 1990 et 2000 714

Annexe 41: Who’s who de la NED et de son entourage. 726

Annexe 1: National Endowment for Democracy Act, Loi du Congrès n°98-64 de 1983 (H.R. 29-15).

ant to this section shall be set forth in a grant agreement between the Secretary of State and The Asia Foundation.

(b) If funds made available to The Asia Foundation pursuant to this title or pursuant to any other provision of law are, with the permission of the head of the Federal agency making the funds available, invested by the Foundation or any of its subgrantees pending disbursement, the resulting interest is not required to be deposited in the United States Treasury if that interest is used for the purposes for which the funds were made available. Interest.

FUNDING

SEC. 404. There are authorized to be appropriated to the Secretary of State $5,000,000 for the fiscal year 1983, $10,000,000 for the fiscal year 1984, and $10,000,000 for the fiscal year 1985 for grants to The Asia Foundation pursuant to this title. 22 USC 4403.

TITLE V—NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY

National Endowment for Democracy Act.

SHORT TITLE

SEC. 501. This title may be cited as the "National Endowment for Democracy Act". 22 USC 4411 note.

NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY

SEC. 502. (a) The Congress finds that there has been established in the District of Columbia a private, nonprofit corporation known as the National Endowment for Democracy (hereafter in this title referred to as the "Endowment") which is not an agency or establishment of the United States Government. 22 USC 4411.

(b) The purposes of the Endowment, as set forth in its articles of incorporation, are—

(1) to encourage free and democratic institutions throughout the world through private sector initiatives, including activities which promote the individual rights and freedoms (including internationally recognized human rights) which are essential to the functioning of democratic institutions;

(2) to facilitate exchanges between United States private sector groups (especially the two major American political parties, labor, and business) and democratic groups abroad;

(3) to promote United States nongovernmental participation (especially through the two major American political parties, labor, business, and other private sector groups) in democratic training programs and democratic institution-building abroad;

(4) to strengthen democratic electoral processes abroad through timely measures in cooperation with indigenous democratic forces;

(5) to support the participation of the two major American political parties, labor, business, and other United States private sector groups in fostering cooperation with those abroad dedicated to the cultural values, institutions, and organizations of democratic pluralism; and

(6) to encourage the establishment and growth of democratic development in a manner consistent both with the broad concerns of United States national interests and with the specific

requirements of the democratic groups in other countries which are aided by programs funded by the Endowment.

GRANTS TO THE ENDOWMENT

22 USC 4412.

SEC. 503. (a) The Director of the United States Information Agency shall make an annual grant to the Endowment to enable the Endowment to carry out its purposes as specified in section 502(b). Such grants shall be made with funds specifically appropriated for grants to the Endowment or with funds appropriated to the Agency for the "Salaries and Expenses" account. Such grants shall be made pursuant to a grant agreement between the Director and the Endowment which requires that grant funds will only be used for activities which the Board of Directors of the Endowment determines are consistent with the purposes described in section 502(b), that the Endowment will allocate funds in accordance with subsection (e) of this section, and that the Endowment will otherwise comply with the requirements of this title. The grant agreement may not require the Endowment to comply with requirements other than those specified in this title.

(b) Funds so granted may be used by the Endowment to carry out the purposes described in section 502(b), and otherwise applicable limitations on the purposes for which funds appropriated to the United States Information Agency may be used shall not apply to funds granted to the Endowment.

Restriction.

(c) Nothing in this title shall be construed to make the Endowment an agency or establishment of the United States Government or to make the members of the Board of Directors of the Endowment, or the officers or employees of the Endowment, officers or employees of the United States.

(d) The Endowment and its grantees shall be subject to the appropriate oversight procedures of the Congress.

(e) Of the amounts made available to the Endowment for each of the fiscal years 1984 and 1985 to carry out programs in furtherance of the purposes of this Act—

(1) not less than $13,800,000 shall be for the Free Trade Union Institute; and

(2) not less than $2,500,000 shall be to support private enterprise development programs of the National Chamber Foundation.

ELIGIBILITY OF THE ENDOWMENT FOR GRANTS

22 USC 4413.

SEC. 504. (a) Grants may be made to the Endowment under this title only if the Endowment agrees to comply with the requirements specified in this section and elsewhere in this title.

(b)(1) The Endowment may only provide funding for programs of private sector groups and may not carry out programs directly.

(2) The Endowment may provide funding only for programs which are consistent with the purposes set forth in section 502(b).

Salary or compensation.

(c)(1) Officers of the Endowment may not receive any salary or other compensation from any source, other than the Endowment, for services rendered during the period of their employment by the Endowment.

Travel expenses.

(2) If an individual who is an officer or employee of the United States Government serves as a member of the Board of Directors or as an officer or employee of the Endowment, that individual may

not receive any compensation or travel expenses in connection with services performed for the Endowment.

(d)(1) The Endowment shall not issue any shares of stock or declare or pay any dividends. Stock or dividends.

(2) No part of the assets of the Endowment shall inure to the benefit of any member of the Board, any officer or employee of the Endowment, or any other individual, except as salary or reasonable compensation for services.

(e)(1) The accounts of the Endowment shall be audited annually in accordance with generally accepted auditing standards by independent certified public accountants or independent licensed public accountants certified or licensed by a regulatory authority of a State or other political subdivision of the United States. The audits shall be conducted at the place or places where the accounts of the Endowment are normally kept. All books, accounts, financial records, reports, files, and all other papers, things, or property belonging to or in use by the Endowment and necessary to facilitate the audits shall be made available to the person or persons conducting the audits; and full facilities for verifying transactions with any assets held by depositories, fiscal agents, and custodians shall be afforded to such person or persons. Audits.

(2) The report of each such independent audit shall be included in the annual report required by subsection (h). The audit report shall set forth the scope of the audit and include such statements as are necessary to present fairly the Endowment's assets and liabilities, surplus or deficit, with an analysis of the changes therein during the year, supplemented in reasonable detail by a statement of the Endowment's income and expenses during the year, and a statement of the application of funds, together with the independent auditor's opinion of those statements. Report.

(f)(1) The financial transactions of the Endowment for each fiscal year may be audited by the General Accounting Office in accordance with such principles and procedures and under such rules and regulations as may be prescribed by the Comptroller General of the United States. Any such audit shall be conducted at the place or places where accounts of the Endowment are normally kept. The representatives of the General Accounting Office shall have access to all books, accounts, records, reports, files, and all other papers, things, or property belonging to or in use by the Endowment pertaining to its financial transactions and necessary to facilitate the audit; and they shall be afforded full facilities for verifying transactions with any assets held by depositories, fiscal agents, and custodians. All such books, accounts, records, reports, files, papers, and property of the Endowment shall remain in the possession and custody of the Endowment. GAO audit.

(2) A report of each such audit shall be made by the Comptroller General to the Congress. The report to the Congress shall contain such comments and information as the Comptroller General may deem necessary to inform the Congress of the financial operations and condition of the Endowment, together with such recommendations with respect thereto as he may deem advisable. The report shall also show specifically any program, expenditure, or other financial transaction or undertaking observed in the course of the audit, which, in the opinion of the Comptroller General, has been carried on or made contrary to the requirements of this title. A copy of each report shall be furnished to the President and to the Endowment at the time submitted to the Congress. Report to Congress. Report to President.

Recordkeeping.

(g)(1) The Endowment shall ensure that each recipient of assistance provided through the Endowment under this title keeps such records as may be reasonably necessary to fully disclose the amount and the disposition by such recipient of the proceeds of such assistance, the total cost of the project or undertaking in connection with which such assistance is given or used, and the amount and nature of that portion of the cost of the project or undertaking supplied by other sources, and such other records as will facilitate an effective audit.

Information accessibility.

(2) The Endowment shall ensure that it, or any of its duly authorized representatives, shall have access for the purpose of audit and examination to any books, documents, papers, and records of the recipient that are pertinent to assistance provided through the Endowment under this title. The Comptroller General of the United States or any of his duly authorized representatives shall also have access thereto for such purpose.

Report to President and Congress.

(h) Not later than December 31 of each year, the Endowment shall submit an annual report for the preceding fiscal year to the President for transmittal to the Congress. The report shall include a comprehensive and detailed report of the Endowment's operations, activities, financial condition, and accomplishments under this title and may include such recommendations as the Endowment deems appropriate. The Board members and officers of the Endowment shall be available to testify before appropriate committees of the Congress with respect to such report, the report of any audit made by the Comptroller General pursuant to subsection (f), or any other matter which any such committee may determine.

Foreign Missions Amendments Act of 1983.

TITLE VI—FOREIGN MISSIONS

SHORT TITLE

22 USC 4301 note.

SEC. 601. This title may be cited as the "Foreign Missions Amendments Act of 1983".

REQUIREMENT FOR LIABILITY INSURANCE

SEC. 602. Section 6 of the Diplomatic Relations Act (22 U.S.C. 254e) is amended—

(1) in subsection (a) by striking out "President" and inserting in lieu thereof "Director of the Office of Foreign Missions in the Department of State";

(2) in subsection (b) by striking out "The President shall, by regulation, establish liability insurance requirements" and inserting in lieu thereof "The Director of the Office of Foreign Missions shall, by regulation, establish liability insurance requirements which can reasonably be expected to afford adequate compensation to victims and which are"; and

(3) in subsection (c) by striking out "President" and inserting in lieu thereof "Director of the Office of Foreign Missions".

ENFORCEMENT OF COMPLIANCE WITH LIABILITY INSURANCE REQUIREMENTS

SEC. 603. Title II of the State Department Basic Authorities Act of 1956 is amended by inserting after section 204 (22 U.S.C. 4304) the following new section:

Source : https://www.congress.gov/bill/98th-congress/house-bill/2915

Annexe 2: Déclaration des Principes et objectifs de la NED

Founding Statement of Principles and Objectives, 1984

Strengthening Democracy Abroad: The Role of the National Endowment for Democracy

The National Endowment for Democracy is a U.S. initiative to strengthen democratic institutions throughout the world through private, non-governmental efforts. It is a privately incorporated nonprofit organization with a Board of Directors comprised of leading citizens from the mainstream of American political and civic life – liberals and conservatives, Democrats and Republicans, representatives of business and labor. and others with long international experience. The Endowment embodies a broad, bipartisan U.S. commitment to democracy. It seeks to enlist the energies and talents of private citizens and groups in the United States to work with those abroad who wish to build for themselves a democratic future.

The Endowment's objective of strengthening democratic groups and institutions in other countries not only reflects the hopes and ideals of the American people, but also is rooted in universally recognized principles of international law. The Universal Declaration of Human Rights and other United Nations agreements (including the Conventions of the International Labor Organization), as well as the Helsinki Final Act, commit governments around the world to honoring the fundamental human rights that are guaranteed to citizens of the United States and other free societies. It is therefore in keeping with established international law for the American people, through an institution such as the National Endowment for Democracy, to help others build democratic institutions and strengthen democratic processes that will promote individual rights and freedoms.

The expansion of private, voluntary initiatives to promote democracy internationally cannot be accomplished through governmental action alone. Indeed, the creation and structure of the Endowment reflect the view that the U.S. private sector is both a more appropriate and a more effective vehicle than government for working with private groups abroad to advance the democratic cause. The flexibility afforded by the Endowment's nongovernmental character gives it a crucial advantage in developing relationships of partnership and cooperation with foreign organizations. As a grant making agency, the Endowment enhances the capabilities of American private-sector groups to assist and encourage their counterparts abroad. As an institutional reference point for the effort to strengthen democracy, it makes possible the kind of sustained and coordinated support that can make a difference over time.

By its very nature such support cannot be governed by the short-term policy preferences of a particular U.S. administration or by the partisan political interests of any party or group. The Endowment keeps the Executive branch fully informed of its programs and solicits the views of relevant U.S. officials in Washington and in embassies abroad. As stated in the National Endowment for Democracy Act (P.L. 98-164), the Endowment is of course also subject to appropriate Congressional oversight and review. But as a private nongovernmental organization it sets its own policies and makes it own decisions.

The Endowment will be effective in carrying out its mission only if it stands apart from immediate policy disputes and represents a consistent, bipartisan, long-term approach to strengthening democracy that will be supported through successive administrations. While the Endowment must also be prepared to provide timely assistance in critical moments to foreign democrats, its decisions must be guided by the

urgency of the need in the context of the Endowment's broad democratic objectives, not by the exigencies of government policy or the partisan concerns of a particular political viewpoint.

The Endowment recognizes the importance of ideas in the contemporary world and the need to nourish an intellectual climate in which democracy can grow and flourish. Fundamental to the democratic process is a lively competition among points of view, interest groups and independent institutions. The goal is not to steer other nations toward the adoption of any particular set of policies, but rather to help them evolve into stable and vigorous democratic societies.

The activities supported by the Endowment are guided by the six purposes set forth in the Endowment's Articles of Incorporation and the National Endowment for Democracy Act passed by the United States Congress. These six purposes are:

- to encourage free and democratic institutions throughout the world through private-sector initiatives, including activities which promote the individual rights and freedoms (including internationally recognized human rights) which are essential to the functioning of democratic institutions;
- to facilitate exchanges between United States private-sector groups (especially the two major American political parties, labor, and business) and democratic groups abroad;
- to promote United States nongovernmental participation (especially through the two major American political parties, labor, business, and other private-sector groups) in democratic training programs and democratic institution-building abroad;
- to strengthen democratic electoral processes abroad through timely measures in cooperation with indigenous democratic forces;
- to support the participation of the two major American political parties, labor, business. and other United States private-sector groups in fostering cooperation with those abroad dedicated to the cultural values, institutions and organizations of democratic pluralism; and
- to encourage the establishment and growth of democratic development in a manner consistent both with the broad concerns of United States national interests and with the specific requirements of the democratic groups in other countries which are aided by programs funded by the Endowment.

In all its efforts to implement these purposes, the Endowment is guided by the following principles:

- that democracy involves the right of the people freely to determine their own destiny;
- that the exercise of this right requires a system that guarantees freedom of expression, belief and association, free and competitive elections, respect for the inalienable rights of individuals and minorities, free communications media, and the rule of law;
- that a democratic system may take a variety of forms suited to local needs and traditions, and therefore need not follow the U.S. or any other particular model;
- that the existence of autonomous economic, political, social and cultural institutions is the foundation of the democratic process and the best guarantor of individual rights and freedoms;
- that private institutions in free societies can contribute to the development of democracy through assistance to counterparts abroad;
- that such assistance must be responsive to local needs and seek to encourage – but not to control – indigenous efforts to build free and independent institutions; and
- that the partnership between those who enjoy the benefits of democracy and those who aspire to a democratic future must be based upon mutual respect, shared values, and a common commitment to work together to extend the frontiers of democracy for present and future generations.

The Endowment's programs are devoted to encouraging democratic political development. It generally does not fund projects aimed primarily at promoting economic and social development, for which substantial resources are provided by many other agencies, both governmental and private. Nonetheless, the Endowment recognizes the interdependence of sound economic development and real democracy, and is in full sympathy with the struggle of people throughout the world to overcome poverty and to achieve social and economic advancement. Indeed, we believe that political democracy is vital to the

success of this struggle. It is a means whereby society can resolve social conflicts without debilitating violence and adjust peacefully to ever changing conditions. It allows each individual the opportunity to realize his or her full potential and thereby contribute to the enrichment of society itself. And it ensures that government, in deriving its authority from the people, will be responsive to their needs. Only through democracy can all people, the poor included, genuinely participate in the decisions that will affect their lives and well-being.

The programs supported by the Endowment not only have to take account of cultural and economic diversity, but must also be suited to the particular state of democratic development that obtains in different countries. In countries where democracy exists but is not securely established, the task is to enhance the credibility and efficiency of democratic governance and to strengthen the private-sector institutional and cultural framework. Where countries are in transition to democracy, it is the process of transition itself that should be assisted by measures to broaden confidence in the democratic process and to reinforce groups committed to democracy.

In countries where political democracy can only be a long-term goal, the Endowment concentrates on helping to build such institutions as independent business organizations, free trade unions, a free press, and an independent judiciary. In societies where even these independent institutions are prohibited or severely restricted, the immediate objective is to enlarge whatever possibilities exist for independent thought, expression, and cultural activity.

While the Endowment will concentrate the major part of its resources on situations that offer a realistic prospect for achieving progress toward democracy, it will not neglect those who keep alive the flame of freedom in closed societies.

The Endowment ordinarily funds programs on an annual basis. Some projects will be of a short-term nature, but because democratic development is a long-term process, some programs may require more extended assistance. In all circumstances, the Endowment will encourage efforts by its grantees to seek other sources of funding.

Many groups the Endowment will wish to support function under difficult conditions and may not be able to develop alternative funding. Such groups may face the additional challenge of well-funded antidemocratic rivals. In deciding whether to renew support, the Endowment will weigh such factors as a grantee's success in achieving what was intended with the initial support, the importance of its activities to the overall democratic effort in the country or region, and the value of continuing these activities in relation to the Endowment's overall priorities, including its wish to help worthwhile new initiatives to get underway.

The Endowment funds programs in five substantive areas: pluralism; democratic governance and political processes; education, culture and communications; research; and international cooperation. Encouraging the development abroad of strong, independent private-sector organizations – especially trade unions and business associations – is one of the Endowment's top priorities. Of comparable importance are non-partisan efforts to strengthen the political institutions and processes of unstable or newly emerging democracies. A third program category to which the Endowment devotes a significant portion of its resources is the area of education, culture and communications. Research and international cooperation receive much more modest funding, but are nonetheless important to the Endowment's overall program.
The following pages provide a discussion of these five program areas:

I. PLURALISM

An essential precondition of democracy is the existence of a variety of independent organized groups representing diverse interests. The authors of The Federalist argued that competition among a "multiplicity of interests" was both the very heart of democratic politics and the best security for the rights of individuals and minorities. Exercise of the basic right of freedom of association, recognized both in our own First Amendment and in many international agreements, enables individuals with common interests to combine into strong and independent organizations that can represent the views

and protect the rights of their members. Where this kind of pluralism is allowed to flourish, it is likely that undemocratic political systems ultimately will have to accommodate to a process of free and fair competition for power. And in functioning democracies, vigorous private, voluntary institutions present powerful obstacles to unwarranted extensions of governmental authority. Moreover, these organizations serve as "schools of democracy," accustoming their members to the free discussion, accommodation of differing views, and respect for procedural rules that are intrinsic to democratic politics.

Trade Unions. Free and independent trade unions play an indispensable role in the process of democratization. In addition to protecting the job-related rights of individual workers, unions represent an organized force for representing the interests of common people in the political, economic, and social life of a country. By giving democratic representation to working people and ensuring their inclusion in the processes by which decisions are made and power is distributed, unions help developing societies avoid the kind of sharp polarization that feeds political extremism and allows anti-democratic groups to exploit worker grievances. Unions also represent a major hope for the peaceful democratization of totalitarian societies. Independent trade unions thus constitute a fundamental part of the Endowment's effort to promote democracy.

Programs in this area, funded through the American Center for International Labor Solidarity (the Solidarity Center) of the AFL-CIO, seek to promote:

- **Institution Building.** Assistance is given to national trade union centers and the international trade secretariats for strengthening the infrastructure of trade unions. At times, support is channeled through regional trade union groups and international labor organizations such as the International Confederation of Free Trade Unions (ICFTU).
- **Exchanges.** Since the labor movement is built upon the principle of solidarity, an important part of any union building program is exchanges which strengthen international bonds among free trade unionists. Such exchange programs are tied to other programs, especially comprehensive training, conferences, and education seminars.
- **Training and Civic Education.** Programs in this area include training in the techniques of organization, servicing members, producing and disseminating written materials, and organizing public demonstrations and rallies. Educational programs also train union leaders and members in parliamentary procedures and internal democracy, as well as in the philosophy of free trade unions.
- **Electoral Processes.** An important goal of unions is to strengthen the democratic process in the society at large and ensure that the political system is responsive to the interest of workers. Toward that end, programs train union members in political skill including registration and get-out-the-vote efforts, communicating with other union members to increase political participation, and communicating union views to the general electorate.
- **Democratic Pluralism.** In order to encourage the growth of pluralism, programs are undertaken to assist free union movements in nondemocratic societies. Pluralism is also promoted through research and publications that emphasize the importance of democratic values to the existence of free trade unions and provide information about efforts by antidemocratic groups to subvert unions.

Business. Independent associations representing the views of the business community are an essential component of a pluralistic society. But the role of the business organization is merely one dimension of the importance of an open economy to democracy. The experience of recent decades has confirmed that an open market economy is a prerequisite of a democratic political system. A dynamic private sector with an active small business community can supply a counter-weight that effectively limits state power and enables democracy to thrive. The private sector can remain healthy and independent only if it is genuinely free, which is to say, not beholden to a government that controls all the economic resources of society. Moreover, a market economy provides significant protection for political dissent: individuals who oppose government policy are not in danger of losing their livelihoods as they would be in a fully collectivized economy.

Through the Center for International Private Enterprise (CIPE) of the U.S. Chamber of Commerce, the Endowment fosters the development of the open market private enterprise system and stimulates the

growth of independent business institutions as a means of encouraging the development of democratic pluralism abroad. Programs funded through CIPE seek to:

- promote participation of the private sector in democratic political and policy processes;
- increase public understanding and appreciation of the role of the entrepreneur in economic growth;
- stimulate public/private sector dialogue and encourage structural reform to guarantee economic and political rights:
- supply legislators and other economic decision makers with the data needed to insure informed deliberations and effective legislation;
- expand the teaching of private enterprise and enhance the capacity of business communications to reach such audiences as the media, political leaders, employees and youth; and
- encourage development of voluntary business associations which promote private enterprise concepts and take a leadership role with respect to economic change.

Other Private Sector Institutions. Civic and social organizations are also eligible for Endowment assistance. These institutions can play an important role not only in developing organizational skills and democratic attitudes among their members, but also in bolstering the civic consciousness of the wider society to which they belong. The Endowment is especially interested in aiding the work of organizations dedicated to promoting political participation of women, youth and ethnic minorities. In keeping with the view that inclusiveness and acceptance of pluralism are essential elements of democratic society, the Endowment will also support organizations working to resolve conflict and promote dialogue among diverse ethnic and national groups.

Finally, the Endowment may extend assistance to organizations whose aim is the protection of human rights, the promotion of religious tolerance, or the defense of victims of persecution. While democracy and human rights are not identical objectives, they reinforce each other: human rights groups protect democratic activists and expand the political space available to them; and democracy is the best guarantee for the respect of human rights.

II. DEMOCRATIC GOVERNANCE POLITICAL PROCESSES

Democracy requires a system of representative government in which leaders are chosen in freely contested fair and periodic elections, and the rights of individuals and groups are assured through the just and equitable rule of law. The Endowment seeks to strengthen that system in countries where democracy is newly established, fragile, or under challenge from anti-democratic forces of the left or right. The Endowment also seeks to facilitate and encourage a transition to democracy where there are opportunities for such a positive evolution. And even in non-democratic countries, it may be possible for the Endowment to work with independent and even certain official institutions (e.g., an independent judiciary) whose strengthening may facilitate an eventual emergence of democratic rule.

In its efforts to promote democratic governance and political processes, the Endowment, through the National Democratic institute for International Affairs (NDI), the International Republican Institute (IRI), and other groups, supports programs in the following areas:

Political Parties. A precondition for democracy is a multiparty system that allows free competition among different political parties representing diverse interest and viewpoints. Political parties that are weak, incoherent and unable to aggregate and articulate popular interests frequently become the vehicles of individual or narrow interests. and are easily dominated by military or state bureaucracy. Stable democracy, therefore, requires the development of strong, broadly-based and well-organized political parties, support for which is provided by the Endowment through NDI and IRI. The Endowment is especially interested in non-partisan programs which seek to promote democratic values political capabilities among all parties in the democratic spectrum. It will not pick and choose among the democratic competitors in countries where such competition is possible or among democratic parties where they are excluded from political competition, but rather concentrates on strengthening the organizational skills and democratic convictions of all parties committed to the values of democracy. NDI and IRI provide infrastructure support and training in areas such as party organization, grassroots

membership recruitment and message development. No Endowment funds, however, may be used to finance the campaigns of candidates for public office.

Election Participation and Administration. The Endowment also seeks to promote well organized and administered elections that ensure fair competition and thus encourage the acceptance of the results by the electorate. The Endowment supports programs that provide sound technical assistance in the design and administration of election systems, as well as efforts to increase voter registration and education, the training of poll watchers, and other programs that stimulate participation and enhance the legitimacy of the democratic electoral process. The Endowment provides technical assistance and support for civic and voter education programs designed to instill confidence in and an understanding of the electoral process, as well as technical assistance in drafting electoral law and informing the electorate about its rights and obligations. Support is also given for the organization of international election observer missions which help to deter misconduct, bolster confidence in electoral processes, and promote greater understanding and appreciation for international standards of free and fair elections.

Public Policy and Information. The emergence of public policy institutes in the United States and other Western democracies is serving as a model in developing and formerly communist nations. Independent and generally non-partisan centers for research and the development of alternative solutions to national problems have been established even in nondemocratic countries, where they can serve as forums for dialogue among the various political, economic and social forces. The Endowment is interested in assisting institutions of this kind, and will consider supporting programs that make informational resources available to public officials, in particular to legislative bodies.

Strengthening Legislatures. Democracy suffers when a legislative system is weak, or when government institutions do not interrelate. Through programs such as parliamentary training, the Endowment supports efforts to improve the quality of representative institutions such as national legislatures and municipal councils.

The Rule of Law and the Administration of Justice. The fair and equitable rule of law is the foundation of a democratic system. It limits the authority of the state, protects the rights of individuals and groups, and makes possible the orderly and peaceful governance of society. The Endowment supports programs devoted to legal and judicial education and training, the modernization and increased independence of court systems, the codification of laws, the writing or reform of constitutions to encourage democratic governance and the rule of law, and other activities which support these objectives.

The Military and Democracy. Democratic control of the armed forces is a precondition for democracy. In many developing countries, the attitude of the military to democracy may be decisive. A military that is committed to a professional as opposed to a political role is a vital asset to any democratic system. Civilian expertise in military affairs is also necessary for the effective oversight of the armed forces. Therefore, the Endowment is interested in program aimed at fostering an increased dialogue between civilian and military leaders and an abiding commitment of the military to a democratic system.

III. EDUCATION, CULTURE and COMMUNICATIONS

A third vitally important aspect of the Endowment's work is in the realm of education, culture and communications. Democratic political institutions will not long endure unless they are buttressed by a strong civic culture and supported by a populace that is committed to such ideals as the rule of law, individual liberty, freedom of religion, free and open debate, majority rule, and protection of the rights of minorities. Nor will the demise of dictatorships give birth to genuine and lasting democracy where the citizenry has not already begun to understand and appreciate democratic values. Moreover, the general prospects for the advance of democracy in the world will depend in large part on the cogency and vigor with which its advocates can defend the case for free societies against their adversaries.

The Endowment's activities in this area include the following kinds of programs:

Support for Independent Newspapers, Journals, and Other Communications Media. The

indispensability of a free press to democratic societies argues for an active Endowment effort aimed at encouraging democratically-oriented journalistic enterprises in the emerging democracies. Programs that might be supported include professional training in news gathering and reporting; assistance to journalistic associations and other groups dedicated to promoting and defending freedom of the press; and aid to print and electronic media that serve as forums for free discussion and the advancement of democratic ideas.

Support for Democratic Education. Training in democratic habits and principles is most effective if it begins during youth. Hence the Endowment funds programs aimed at improving civic education in schools, especially efforts to develop more effective democratically-oriented curricula. It will also consider assisting university-based or independent programs of education, research and discussion in situations where institutions devoted to intellectual liberty and the free exchange of ideas are being threatened by anti-democratic forces.

Support for Activities Directed at Strengthening Popular Understanding and Intellectual Advocacy of Democracy. The dissemination of books, films or television programs illuminating or advocating democracy is an activity deserving consideration for support. So are efforts to promote associations among pro-democratic intellectuals, writers, scientists and artists. Such contacts not only contribute to an enrichment and refinement of democratic ideas, but enhance the self-confidence and determination of advocates of freedom everywhere.

Efforts in the realm of culture and opinion assume special importance in closed societies, where other levers for promoting progress toward democracy are not available. The first and most essential step toward the opening of closed societies is the encouragement and sustenance of a degree of independent public opinion. Toward this end it is necessary to promote a freer flow of information to and from the people of such countries. This can be done both by making available outside sources of information and ideas and by assisting in the publication and dissemination of independent scholarly or artistic works produced within.

It is also important that worthy products of the unofficial (or "second") culture of closed societies be widely recognized in open societies, for the sustainability of an independent public opinion depends in large measure on the resonance and support it receives in free countries. Moreover, recognition abroad tends to provide "underground" scholars and artists, as well as human rights activists and political dissidents, with some Protection against government repression. It is vital that the struggle of these brave people for intellectual liberty and human rights not be ignored, and that they know they have the support of democrats throughout the world. Such support played a crucial role in the opening of previously closed systems in Eastern Europe, and it remains a central element in any effort to democratize countries that remain totalitarian.

The Endowment ordinarily does not provide humanitarian assistance. In certain cases, however, where a state controlling a society's economic resources seeks to crush peaceful dissent or coerce nonviolent opposition through the denial of basic material needs, the democratic objectives of the Endowment may be advanced through the provision of carefully targeted humanitarian aid. Under these circumstances, the Endowment may provide, through appropriate grantee organizations, assistance that will enable individuals or movements peacefully working for democratic ends to maintain themselves and their activities.

IV. RESEARCH/INTERNATIONAL FORUM for DEMOCRACY

Although most of its grants are for support of action oriented programs, the Endowment also takes a keen interest in efforts to strengthen the intellectual underpinnings of democracy. Thus it occasionally makes modest grants for research projects that promise to contribute directly to the promotion of democracy. In addition, it seeks to complement its grants program with other activities (often supported by private funds) aimed at encouraging reflection and discussion about key issues in the struggle for democracy.

The Endowments quarterly publication, the *Journal of Democracy*, combines scholarly articles on

democracy with reports and analyses by leaders of democratic organizations and movements around the world. The *Journal*, which is published for the Endowment by the Johns Hopkins University Press, has an independent Editorial Board composed of distinguished political scientists and leading democratic thinkers. It serves as a forum for serious discussion of the principles and prospects of democracy, and as a source of information and guidance about the problems encountered and the strategies employed by democrats in all regions of the globe.

The Endowment also seeks other ways to develop close ties with the academic and policy research communities. From time to time, it brings together small groups of experts to aid the staff in program planning. It also hosts informal meetings that enable leading democratic activists visiting from abroad to address an influential U.S. audience. The Endowments biennial conference on the state of democracy in the world is the largest of such gatherings, bringing together an international cross-section of prominent democratic activists and thinkers.

Over time, the Endowment intends to broaden its role as an intellectual as well as a programmatic center of activity. Among other possible initiatives, it hopes to establish a library housing important books and documents on democracy, and to host a fellowship program for democratic activists from abroad.

V. INTERNATIONAL COOPERATION

An important priority for the Endowment is to encourage regional and international cooperation in the building and strengthening of democracy. Thus the Endowment will consider making grants for programs aimed at promoting greater cohesion among democratic forces. In supporting such coordination among democratic groups, the Endowment attempts to support individuals and groups working to find democratic solutions to ethnic and national conflicts which pose an important danger to democratic development in the contemporary world. Through such efforts, the Endowment hopes to foster a sense of common identity and purpose among democratic groups and democratic societies generally.

Conclusion

The effort to foster democracy is necessarily a long range project. In most cases, results will not be attained quickly but will require long years of steady, persistent work. Democracy itself is hard work. It is not achieved through a single election or a particular reform, but consists of institutions, habits, procedures, and values that evolve over time and according to the needs and traditions of diverse political cultures. No amount of effort or investment of resources could be successful, however, if the idea of democracy were not intrinsically attractive to ordinary people throughout the world. We believe that the democratic idea has enormous appeal; that, indeed, it is an ideal that billions of people in all parts of the globe revere and aspire to. These people are our partners, or our potential partners. We hope that the Endowment's work will not only help them achieve the blessings of democracy, but will strengthen the bond between them and the people of the United States, a bond based on our common commitment to democracy as a way of life.

Source : https://www.ned.org/about/statement-of-principles-and-objectives/

Annexe 3: Questionnaire de l'étude prosopographique

Nom prénom

Carrière à la NED et poste au sein du conseil :

Origine :

Antécédent militaire :

Profession pendant le mandat au CA de la NED :

Autres postes :

Origine sociale ?

A-t-il/elle fait ses études aux États-Unis ?

OUI ☐ NON☐

Quelles études a-t-il/elle fait ?

Dans quelle université ?

Programmes d'étude à l'étranger ?

OUI ☐ NON☐

Lequel ?

Dans quel pays ?

A-t-il fait partie du gouvernement ?

OUI ☐ NON☐

A quel poste ?

Quand ?

☐ Pendant son mandat NED ? ☐Avant ? ☐Après ?

Réseau de relation ?

Groupe universitaire :

Think tank :

Autre :

Affiliation à un parti politique ?

OUI ☐ NON☐

Républicain ☐ Démocrate ☐

Annexe 4: Membres de la NED entre 1984 et 1992 ayant eu un poste au sein de l'administration américaine*

Nom/ Mandat NED	Poste au sein du gouvernement
Carl Gershman 1984-(présent)	Conseiller principal auprès du représentant des États-Unis aux Nations unies, représentant des États-Unis auprès de la troisième commission des Nations unies qui traite des questions relatives aux droits de l'Homme
John Richardson 1984-1991, dont Chairman de 1984 à 1987, et en 1991	CEO of Radio Free Europe (1961-68) Secrétaire d'État adjoint aux affaires éducatives et culturelles sous Nixon de 1969 à 1977
William E. Brock III 1984-1990, Chairman de 1988 à 90	Sénateur républicain 1971-1977, Président du Comité national républicain (1977-1980) U.S. Trade Representative (1981-1985) et U.S. Secretary of Labor (1985–1987)
Legree Daniels 1984-1986, Secretary 1987-90	Chairman Pennsylvania State Tax equalization board Secrétaire adjointe aux droits civils du Département de l'éducation du pays sous Reagan 1987-89 Membre du conseil d'administration du service postal des États-Unis en 1990 et 1999.
Dante Fascell 1984-1989	Représentant des États-Unis à la vingt-quatrième Assemblée générale des Nations unies en 1969. Chambre des Représentants 1955-1993 (Floride), Chairman, Committee on Foreign Affairs à partir de 1983.
Orrin Grant Hatch 1984-1991	Sénateur républicain 1976-2019
Louis Martin 1984-86, Secrétaire 1985-86	Conseiller de Kennedy et Johnson, Assistant spécial à la présidence de Carter, spécialisé dans les politiques touchant les minorités et les femmes.
Olin Clyde Robison 1984-91	Administrateur des affaires universitaires au sein des Peace Corps en 1964, Assistant spécial du sous-secrétaire d'État adjoint en 1966.
Henry Kissinger 1985-88	Adjoint aux affaires de la sécurité nationale, décembre 1968, Président du Conseil de Sécurité Nationale (1969-1975), Secrétaire d'État (septembre 1973 au 20 janvier 1977).
Walter F. Mondale 1985-86	Sénateur en 1964-1976 42ème vice-président des États-Unis (1977-1981) dans l'administration du président Jimmy Carter. Ambassadeur des États-Unis au Japon 1993
Sally Shelton Colby 1985-1991, treasurer 1986, vice chairman 1987, Secretary 1991	Ambassadrice des États-Unis à la Grenade et à la Barbade de 1979 à 1981. Sous-secrétaire d'État adjointe aux Affaires interaméricaines. Membre de la mission américaine auprès des Nations Unies et assistante législative pour les affaires internationales du sénateur Lloyd Bentsen. Secrétaire générale adjointe de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris.
Edmund S. Muskie 1987	Governor of Maine (1955–59), U.S. senator (1959–80), Secrétaire d'Etat (1980–81) de Jimmy Carter.
Eddie N. Williams 1988-1994, vice chairman 1993-1994	U.S. Senate Committee on Foreign Relation, staff assistant, 1959-60; Département d'État, foreign service reserve officer, 1961-68
Zbigniew Brzezinski 1988-1996	Conseiller à la Sécurité Nationale de Carter, 1976-1981
Madeleine Albright 1991-1992	Conseil de sécurité national sous Carter en 1978. Ambassadrice aux Nations Unies, 1993, secrétaire d'État en 1996.
Polly Baca 1984-1990	White House Cabinet Committee on Opportunities for the Spanish Speaking, 1966-1967 et 1972-73; House of Representaive, 1975-78; Colorado state senator, 1979-86, assistante spéciale de Bill Clinton en 1994.

Annexe 5: Membres de la NED entre 1993 et 2000 ayant eu un poste au sein de l'administration américaine*

Nom / Mandat NED	Poste au sein du gouvernement américain
Harry Barnes 1990-1997	Ambassadeur en Roumanie 1973-77 Director General of the Foreign Service, 1977-81 Ambassadeur en Inde 1981-1985, et au Chili 1985-1988.
James A. Joseph 1991-1993	Under Secretary of the Interior 1977 à 1981, Member of the Advisory Committee to the Agency for International Development under President Reagan Ambassadeur en Afrique du Sud en 1995 Founding chair for the Commission on National and Community Services
Winston Lord 1990-1992 Chairman en 1992	National Security Council staff (1969-70) Assistant spécial du conseiller à la sécurité nationale Kissinger (1970-73), directeur du personnel de planification politique du département d'État sous Nixon (1973-77), ambassadeur en Chine pour les présidents Reagan et le premier président Bush (1985-89), et secrétaire d'État adjoint aux affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique sous le président Clinton (1993-97). Il était conseiller principal à la Commission bipartite nationale du président sur l'Amérique centrale (1983-1984).
Susan Kaufman Purcell 1990-1997 Secretary 1992-1997	Membre du personnel de planification des politiques du département d'État américain, sous la direction des présidents Jimmy Carter et Ronald Reagan
John Brademas 1992-1998 dont Chairman 1993-1998	Chambre des représentants Indiana, 1959-81 Chairman of President Bill Clinton's Committee on the Arts and the Humanities
David Gergen 1992	Conseiller de la Maison Blanche auprès de quatre présidents américains des deux partis : Nixon, Ford, Reagan et Clinton
Richard G. Lugar 1992-1999	Sénateur de l'Indiana de 1977 à 2013 Chairman Senate Foreign Relations Committee
Fred C. Ikle 1992-1999	Chairman of the Republican National 1977-1978 Committee's Advisory Council on International Security Directeur de l'U.S. Arms Control and Disarmament Agency 1973-1977 sous Nixon et Ford Coordinateur des conseillers en politique étrangère du gouverneur Ronald Reagan 1979-1980 Sous-secrétaire à la défense pour la politique sous Reagan
Lynn Cutler 1993-1996	Assistant adjoint du président Clinton et conseiller principal du chef de cabinet de la Maison Blanche pour les affaires indiennes. Vice-présidente de la Commission américaine des relations intergouvernementales sous Carter en 1978 Déléguée permanente de la Maison Blanche à la Conférence mondiale des Nations unies sur les femmes à Pékin sous Clinton
Paula Dobriansky 1993-1999 dont Vice chairman 1995-1999	Directeur des affaires européennes et soviétiques au Conseil national de sécurité 1980-1987, secrétaire d'État adjoint pour les droits de l'Homme et les affaires humanitaires 1987-1990, chef adjoint de la délégation américaine à la conférence de Copenhague de 1990 sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et directeur associé pour la politique et les programmes à l'Agence d'information des États-Unis, commissaire républicain à la

	commission consultative américaine sur la diplomatie publique 1997-2001, sous-secrétaire d'État aux affaires mondiales 2001-2009 2007, ambassadeur en Irlande du Nord
Malcom S. Forbes 1994-1997	Chef du Board for International Broadcasting en1985
Bob Graham 1995-2002	Sénateur démocrate 1987-2005
Steny H. Hoyer 1993	Président du Sénat 1975-1978. Chambre des représentants 1981-.
Matthew F. McHugh 1994-2002 dont Secretary 2000-2002	Chambre des représentants en 1974, jusqu'en 1993.
David Martin Mcintosh 1995-1996	Assistant spécial du président Reagan pour les affaires intérieures ; Assistant spécial du procureur général Meese dans l'administration Reagan ; Assistant spécial et conseiller juridique adjoint du vice-président Quayle ; Directeur exécutif du Conseil sur la compétitivité du président Bush. Chambre des représentants des États-Unis
Donald M. Payne Jr. 1995-2001	Chambre des représentants 1989-2012
Morton Isaac Abramowitz 1997-2004 voir plus[1509]	Département d'État (1959-1973) Secrétaire adjoint au département de la défense des États-Unis pour les affaires interaméricaines, d'Asie de l'Est et du Pacifique (1974-78), ambassadeur des États-Unis en Thaïlande (1978-81), secrétaire d'État adjoint aux renseignements et à la recherche (1985-89), ambassadeur des États-Unis en Turquie (1989-91).
Paul Wolfowitz 1994-1999	Assistant spécial, négociations sur la limitation des armes stratégiques, Arms Control and Disarmament Agency, 1973-77 Secrétaire d'État adjoint pour les affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique, 1982-86 ; Directeur de la planification des politiques, 1981-82, département d'État américain Ambassadeur en Indonésie, 1986-89 Secrétaire adjoint à la défense, 2001-05 Under Secretary of Defense for Policy, 1989-93 ; secrétaire adjoint à la défense pour les programmes régionaux, 1977-80, ministère américain de la défense
Mark Palmer 1990-1997	Ambassadeur en Hongrie, 1986-1990 Sous-secrétaire d'État adjoint, 1982-1986
Thomas Reilly Donahue 1998-2004[1510] 1998, secretary, 1999, tresorier, 2000-2004, vice chairman	Assistant Secretary for Labor-Management Relations in the U.S. Dept. of Labor 1967-1969
Julia Taft 1994-1996	Directeur de la Interagency Task Force on Indochina Refugees 1975, Directeur de l'Office of Foreign Disaster Assistance (USAID) from 1986 to 1989, Secrétaire d'État adjoint au Bureau des populations, des réfugiés et des migrations dans l'administration Clinton de 1997 à 2001.
Ralph Gerson 1999-2003	Conseiller de l'ambassadeur Robert S. Strauss au bureau du représentant personnel du président pour les négociations de paix au Moyen-Orient 1977-1980, et assistant spécial au bureau du représentant américain pour le commerce.

[1509] Membres jusqu'en 2004 minimum, les rapports annuels à partir de 2005 n'affiche pas les membres du conseil.
[1510] Même chose

Connie Mack 1997-1999	Sénateur 1989-2000
Stephen J. Solarz 1992-1999	Chairman of the subcommittee on Africa under Carter. Subcommittee on Asian and Pacific affairs 1981
Jennifer Dunn 1997-1999	Chambre des représentants 1993-2005
Lee Hamilton 1999-2004 voir plus[1511]	Chambre des représentants , 1965-1998 Advisory council for the U.S. Department of Homeland Security 2001

***** *Les cases grises correspondent au poste au sein du pouvoir législatif*

[1511] Même chose

Annexe 6: Composition de la NED 1984-2000 : effectifs

Année	*Board of Directors*	*Endowment Staff*				
		Office of the President	*Program Section*	*Finance section*	*International Forum of Democratic Studies*	*TOTAL*
1984	11					11
1985	17					17
1986	17					17
1987	16					16
1988	17					17
1989	16					16
1990	21					21
1991	20					20
1992	21					21
1993[1512]	19					19
1994	23	9	20	21	10	83
1995	22	8	20	19	11	80
1996	23	8	16	19	11	77
1997	23	8	21	19	11	82
1998	19	11	22	18	10	80
1999	19	12	23	18	12	84
2000	20	12	25	20	11	88

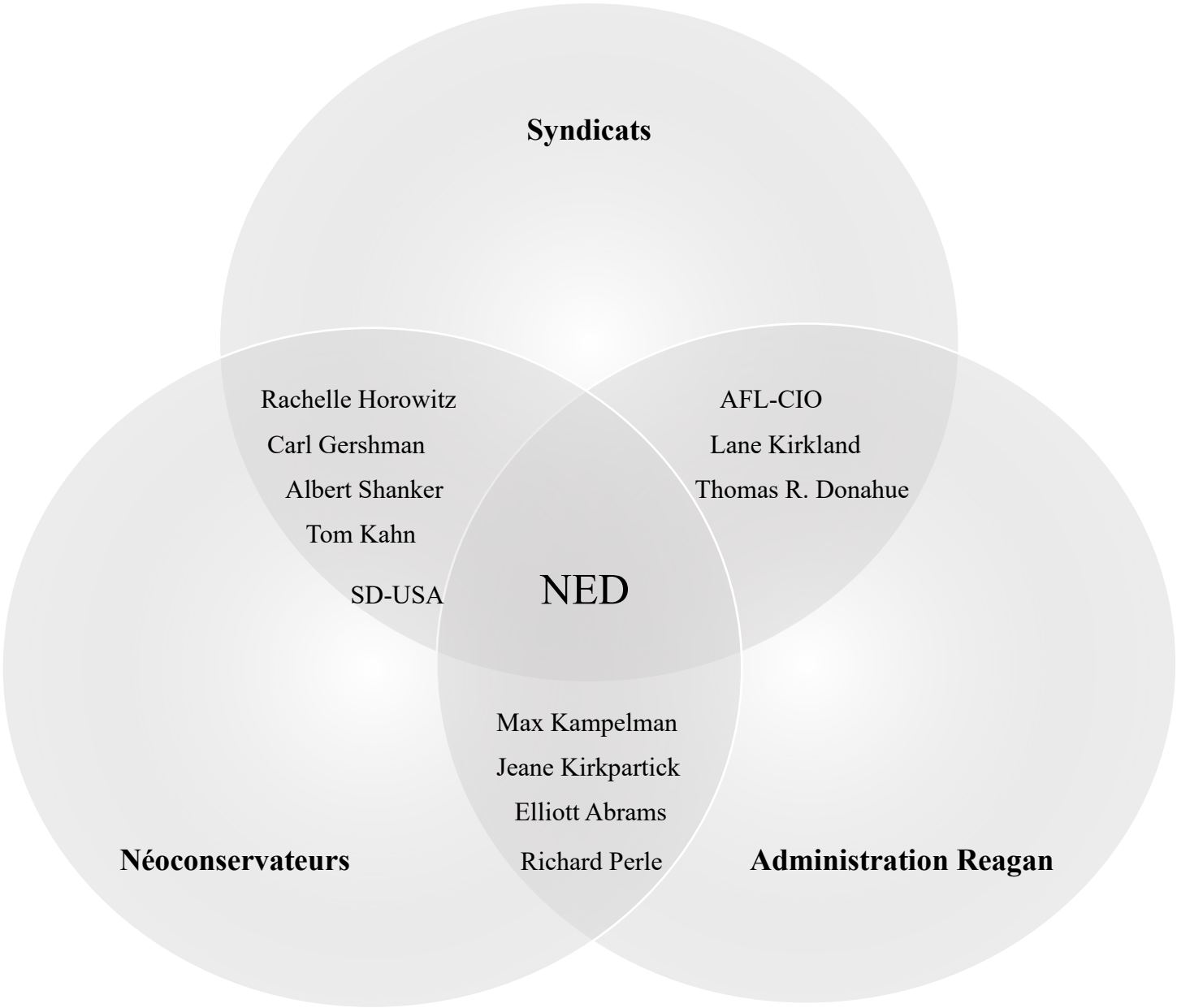
Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-2000

[1512] Pas d'information cette année-là concernant les employés de la NED car les pages 90 et 91 du rapport annuel sont manquantes.

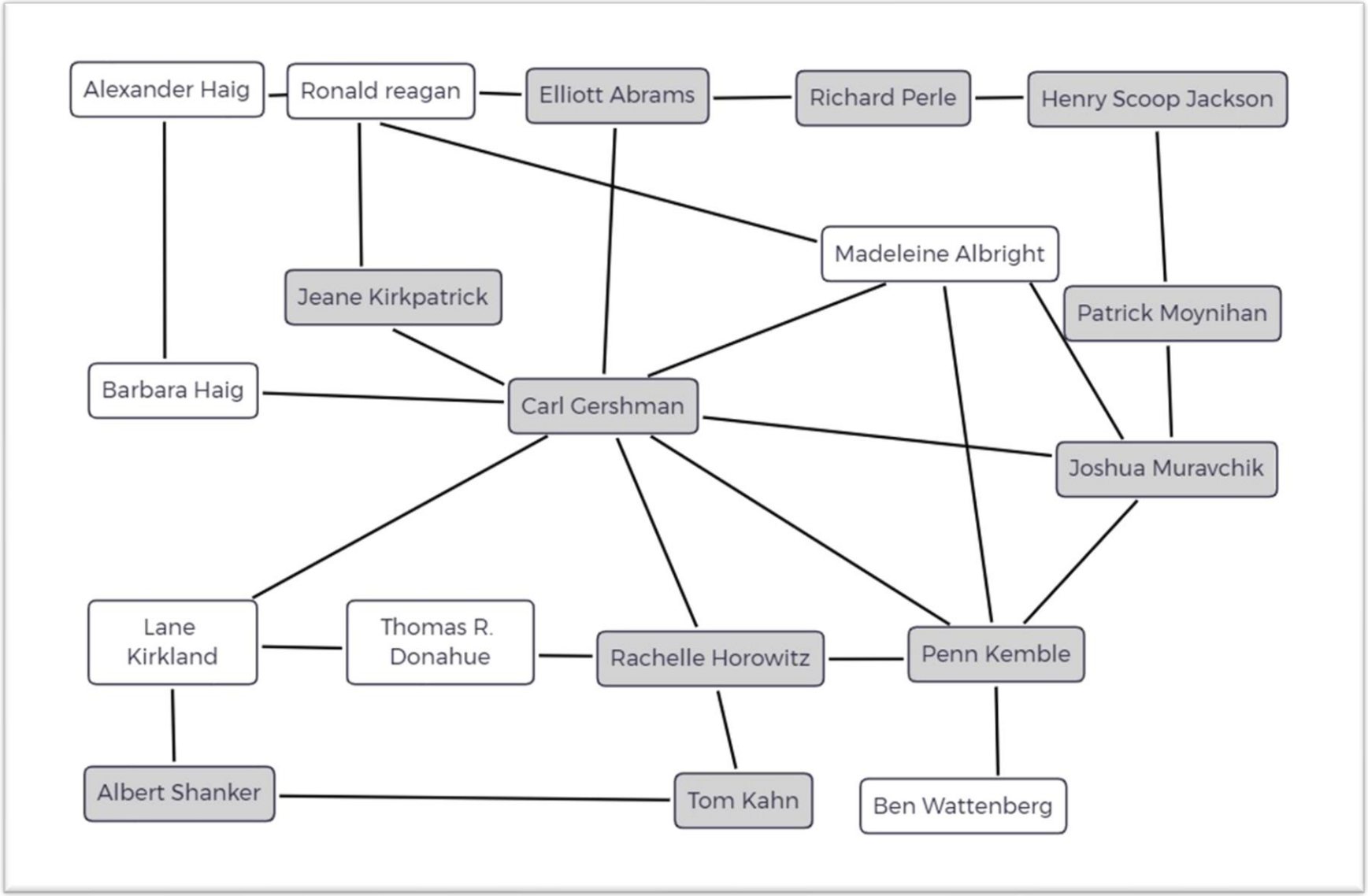
Annexe 7: Composition du *Democracy Program*, 1982

Position au sein du *Democracy Program*	Nom	Carrière
Chairman	William E. Brock	U.S. trade representative (1981-1985)
Co-Chairman	Charles T. Manatt	Democratic National Committee Chairman (1981-85)
	Franck J. Fahrenkopf	Avocat, chairman of the Republican National Committee 1983 to 1989, president of the National Association of Gaming Attorneys 1982 – 2013
Vice-Chairman	Anthony Lake	Director of Policy Planning sous Carter, puis US National Security Advisor sous Clinton
	Ben Wattenberg	Vice-président du conseil d'administration de Radio Free Europe/Radio Liberty sous Reagan
Executive Board	Richard V. Allen	Foreign policy advisor de Reagan 1977-1980 puis National Security Advisor 1981-1982
	Christopher J. Dodd	House of Representative 1975-1981 Senate 1981-2011
	Dante B. Fascell	House of Representative
	Peter G. Kelly	Avocat, Advisor to Democratic presidential candidates from Bill Clinton and Al Gore to Jimmy Carter, founder of The Center for Democracy and Director and Vice Chairman of the International Foundation for Electoral Systems (IFES)
	Lane Kirkland	President AFL-CIO, 1979-1995
	Thomas Reed	NC
	Michael Samuels	NC
	George E. Agree	President, American Political Foundation 1980-1984
Co-Counsel	Sarah Weddington	House of Representative
	Edward Weidenfeld	Conseiller de campagne de Reagan
	Allen Weinstein	Professor at Georgetown University from 1981-1984, In 1984 he served as President of the Center for the Study of Democratic Institutions. Founder and President of The Center for Democracy, 1985 to 2003.

Annexe 8: L'influence tripartite à l'origine de la création de la NED



Annexe 9: Réseau de l'entourage néoconservateur de la NED



Case grise : personnalité associée au mouvement néoconservateur. Source : Notre schéma d'après l'étude de l'entourage de la NED.

Annexe 10: Pays bénéficiaires d'un financement de l'USAID entre 1985 et 1999



Source : Notre carte d'après les rapports annuels de la NED

Annexe 11 : Répartition par pays des fonds versés par l'USAID à la NED 1985-1999

ANNEE	PAYS	MONTANT
1987	AFRIQUE DU SUD	538 500
1987	POLOGNE	1 000 000
TOTAL 1987		**1 538 500**
1988	AFRIQUE DU SUD	482 000
1988	CHILI	1 000 000
TOTAL 1988		**1 482 000**
1989	AFRIQUE DU SUD	285 000
1989	HONGRIE	235 000
1989	POLOGNE	308 808
1989	PARAGUAY	500 000
TOTAL 1989		**1 328 808**
1990	AFRIQUE DU SUD	518 000
1990	BULGARIE	2 009 662
1990	RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE TCHÈQUE ET SLOVAQUE	956 974
1990	HONGRIE	979 461
1990	POLOGNE	1 464 727
1990	ROUMANIE	1 713 175
1990	YOUGOSLAVIE	229 449
1990	REGIONAL	943 483
1990	HAITI	1 100 000
1990	NICARAGUA	7 218 535
TOTAL 1990		**17 133 466**
1991	AFRIQUE DU SUD	594 590
1991	BULGARIE	320 000
1991	HONGRIE	93 500
1991	POLOGNE	220 000
1991	ROUMANIE	171 146
1991	REGIONAL	266 000
1991	NICARAGUA	412 630
TOTAL 1991		**2 077 866**
1992	AFRIQUE DU SUD	1 616 000
1992	BULGARIE	39 700
1992	YOUGOSLAVIE	55 879
1992	NICARAGUA	1 122 134
TOTAL 1992		**2 833 713**
1993	AFRIQUE DU SUD	850 000
1993	NICARAGUA	1 083 491
TOTAL 1993		**1 933 491**
1994	NICARAGUA	1 027 571
TOTAL 1994		**1 027 571**
1995	NICARAGUA	421 036
TOTAL 1995		**421 036**
1996	NICARAGUA	129 330
TOTAL 1996		**129 330**

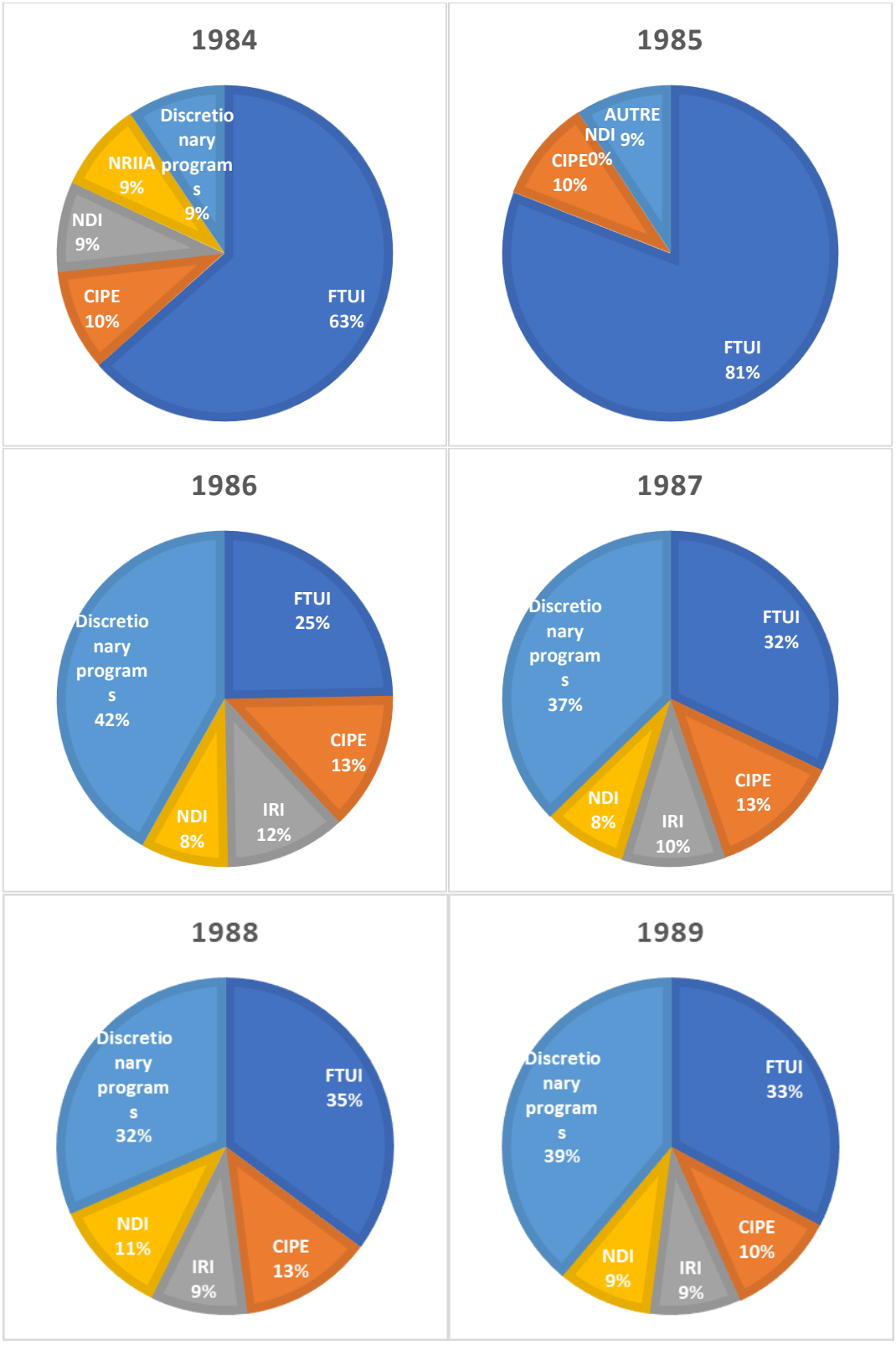
Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-1999

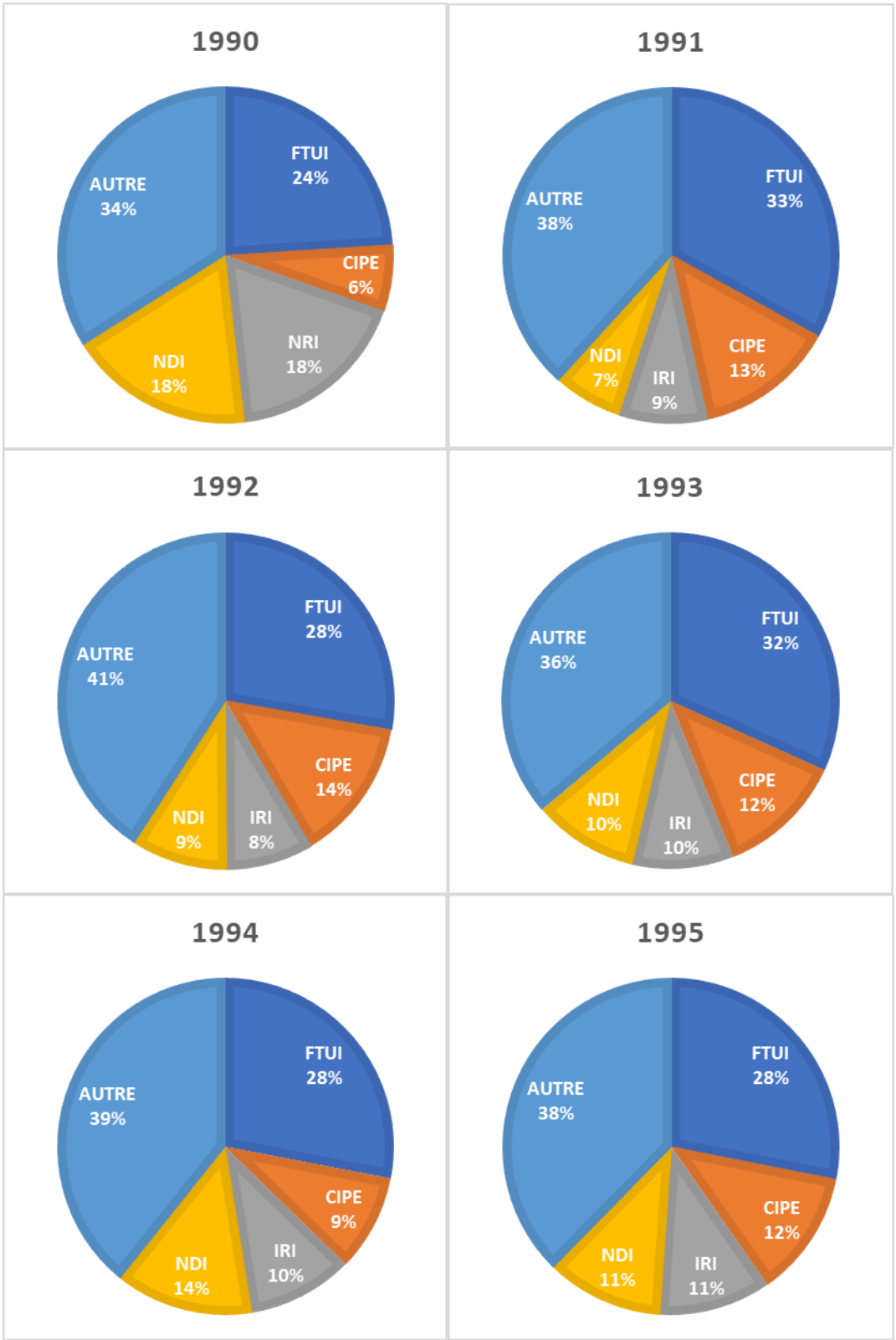
Annexe 12: Total des fonds reçu par l'USAID par pays 1984-1999 (en dollars)

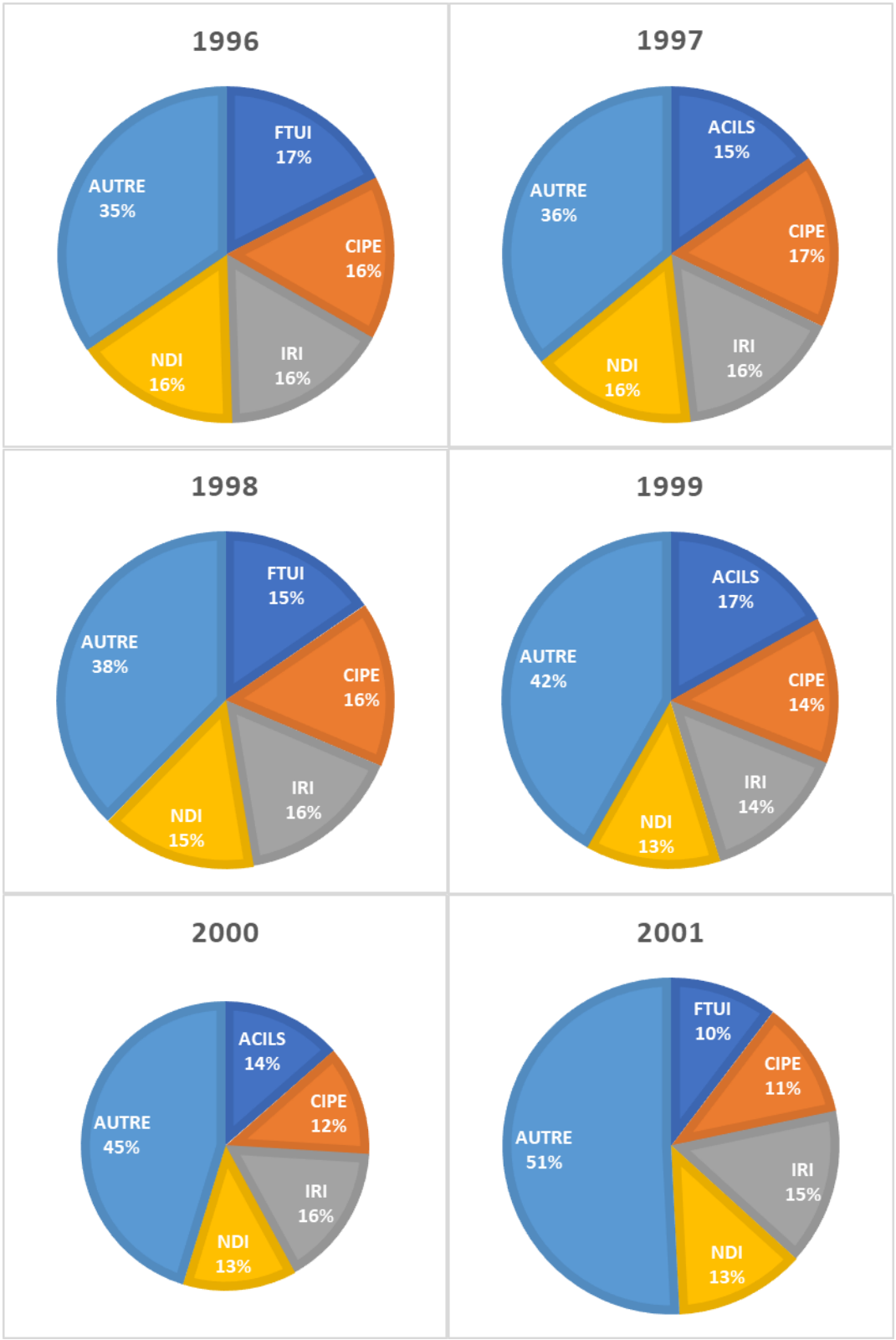
Nicaragua	11 414 727
Afrique du Sud	4 884 090
Pologne	2 993 535
Bulgarie	2 369 362
Roumanie	1 884 321
Hongrie	1 307 961
Haïti	1 100 000
Chili	1 000 000
République Fédérale Tchèque et Slovaque	956 974
Paraguay	500 000
Yougoslavie	285 328
TOTAL	**28 696 298**

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-1999

Annexe 13: Répartition du budget entre les instituts de la NED 1984-1990*




1990
FTUI 24%
CIPE 6%
NRI 18%
NDI 18%
AUTRE 34%
1991
FTUI 33%
CIPE 13%
IRI 9%
NDI 7%
AUTRE 38%
1992
FTUI 28%
CIPE 14%
IRI 8%
NDI 9%
AUTRE 41%
1993
FTUI 32%
CIPE 12%
IRI 10%
NDI 10%
AUTRE 36%
1994
FTUI 28%
CIPE 9%
IRI 10%
NDI 14%
AUTRE 39%
1995
FTUI 28%
CIPE 12%
IRI 11%
NDI 11%
AUTRE 38%



Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-2001.

**Les montants alloués à chaque institut correspond au total des allocations faites pendant l'année, répertorié dans*

« Autre » : Discretionnary programs

Annexe 14: Nombre de *discretionnary grants* financés par régions de 1985 à 1990

Année	Région	Nombre	Pourcentage
1985	Afrique	4	25%
	Asie	3	19 %
	Europe	4	25 %
	Amérique Latine	4	25 %
	Multirégional	1	6 %
1986	Afrique	5	10 %
	Asie	7	14 %
	Europe	16	33 %
	Amérique Latine	18	37 %
	Multirégional	3	6 %
1987	Afrique	3	7 %
	Asie	6	15 %
	Europe Est et Ouest	18	39 %
	Amérique Latine	16	35 %
	Multirégional	3	7 %
1988	Afrique	1	2 %
	Asie	9	19 %
	Europe	18	38 %
	Amérique Latine	16	34 %
	Multirégional	3	6 %
1989	Afrique	4	7 %
	Asie	11	20 %
	Europe et Union Soviétique	22	40 %
	Amérique Latine	17	31 %
	Multirégional	1	2 %
1990	Afrique	5	7 %
	Asie	14	21 %
	Europe et Républiques Soviétiques	32	47 %
	Amérique Latine	16	24 %
	Multirégional	1	1 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1985-1990

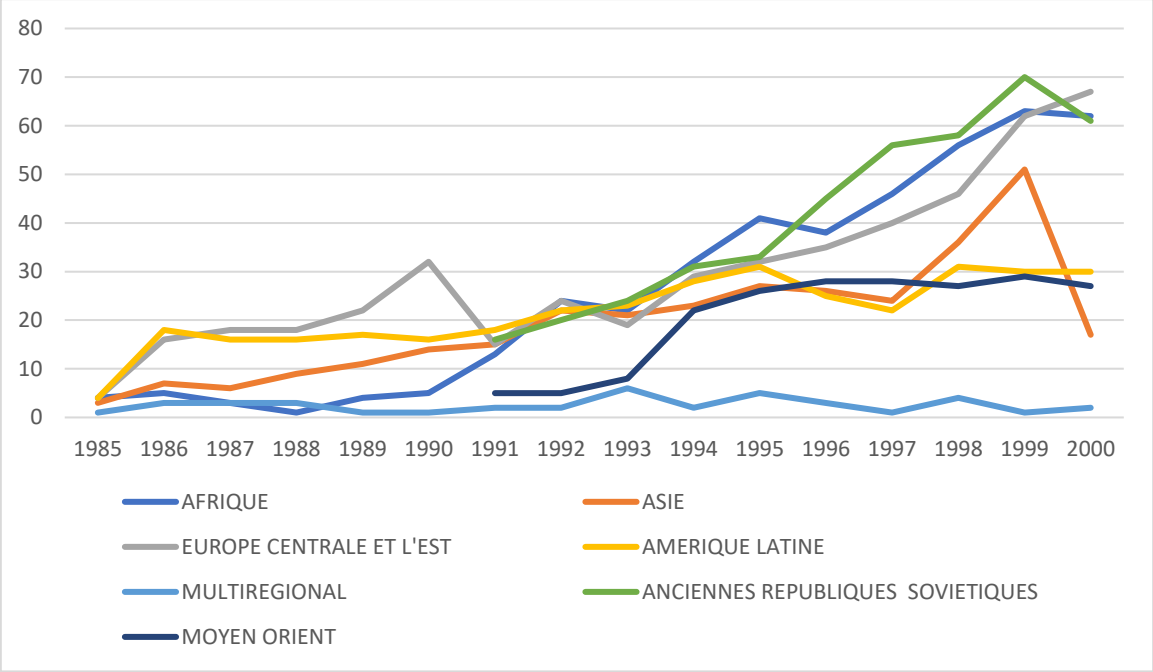
Annexe 15: Nombre de *discretionnary grants* financés par régions de 1990 à 2000

Année	Région	Nombre	Pourcentage
1991	Afrique	13	15 %
	Asie	15	18 %
	Europe Centrale et de l'Est	15	18 %
	Anciennes Républiques Soviétiques	16	19 %
	Amérique Latine	18	21 %
	Moyen-Orient	5	6 %
	Multirégional	2	2 %
1992	Afrique	24	20 %
	Asie	22	18 %
	Europe Centrale et de l'Est	24	20 %
	Etats Successeurs de l'Union Soviétique	20	17 %
	Amérique Latine	22	18 %
	Moyen-Orient	5	4 %
	Multirégional	2	2 %
1993	Afrique	22	18 %
	Asie	21	17 %
	Europe Centrale et de l'Est	19	15 %
	Républiques de l'Ancienne Union Soviétique	24	20 %
	Amérique Latine	23	19 %
	Moyen-Orient	8	6 %
	Multirégional	6	5 %
1994	Afrique	32	19 %
	Asie	23	14 %
	Europe Centrale et de l'Est	29	17 %
	Ancienne Union Soviétique	31	19 %
	Amérique Latine	28	17 %
	Moyen-Orient	22	13 %
	Multirégional	2	1 %
1995	Afrique	41	21 %
	Asie	27	14 %
	Europe Centrale et de l'Est	32	16 %
	Nouveaux Etats Indépendants	33	17 %
	Amérique Latine	31	16 %
	Moyen-Orient	26	13 %
	Multirégional et divers	5	3 %
1996	Afrique	38	19 %
	Asie	26	13 %
	Europe Centrale et de l'Est	35	18 %
	Nouveaux Etats Indépendants	45	23 %
	Amérique Latine	25	13 %
	Moyen-Orient	28	14 %
	Multirégional et divers	3	2 %
1997	Afrique	46	21 %
	Asie	24	11 %
	Europe Centrale et de l'Est	40	18 %
	Nouveaux Etats Indépendants	56	26 %
	Amérique Latine	22	10 %
	Moyen-Orient	28	13 %

	Multirégional et divers	1	0,05%
1998	Afrique	56	22 %
	Asie	36	14 %
	Europe Centrale et de l'Est	46	18 %
	Nouveaux Etats Indépendants	58	22 %
	Amérique Latine	31	12 %
	Moyen-Orient et Afrique du Nord	27	10 %
	Multirégional et divers	4	2 %
1999	Afrique	63	21 %
	Asie	51	17 %
	Europe Centrale et de l'Est	62	20 %
	Nouveaux Etats Indépendants	70	23 %
	Amérique Latine	30	10 %
	Moyen-Orient et Afrique du Nord	29	9 %
	Multirégional et divers	1	0,3 %
2000	Afrique	62	23 %
	Asie	17	6 %
	Europe Centrale et de l'Est	67	25 %
	Nouveaux Etats Indépendants	61	23 %
	Amérique Latine	30	11 %
	Moyen-Orient et Afrique du Nord	27	10 %
	Multirégional et divers	2	1 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1991-2000

Annexe 16: Évolution du nombre de *discretionnary grants* par région 1985-2000



Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1985-2000.

Annexe 17: Détail des montants alloués aux discretionnary programs par région[1513] sur la période 1985-1990[1514]

1985 - 1990	Discretionnary programs	Montant	Siège social	Pourcentage	*grants* moyen
AFRIQUE	Joint Center for Political Studies, Inc.	$916 000	Washington	35,3	$185 226
	United States-South Africa Leadership Exchange Program US-SALEP	$422 866	USA	16,3	
	Center for Foreign Policy Options	$400 000	California	15,4	
	The National Council of Negro Women, Inc.	$365 883	Washington	14,1	
	Freedom House	$115 500	USA	4,5	
	Martin Luther King Jr Center for Nonviolent Social Change	$115 500	USA Georgia	4,5	
	The African American Institute	$82 500	New York	3,2	
	U.S. Overseas Cooperative Development Committee OCDC	$51 908	USA	2,0	
	The Newspaper Trust of Botswana	$30 000	NC	1,2	
	Association for education in journalism and mass communication	$25 000	Columbia	1,0	
	Southern African Legal Services and Legal Education Project	$25 000	Canada	1,0	
	America's Development Foundation	$18 000	USA	0,7	
	A. Philip Randolph educational fund	$15 000	Washington	0,6	
	The Phelps-Stokes Fund	$10 000	New York	0,4	
	TOTAL : 14	$2 593 157			
		Montant	Siège social	Pourcentage	*grants* moyen
ASIE	The China Perspective Inc.	$912 000	New York	25,9	$185 627
	American Friends of Afghanistan	$825 895	USA	23,4	
	The American Friends of Turkey Foundation	$245 266	USA	7,0	
	Afghanistan Relief Committee	$230 000	USA	6,5	
	James F. Byrnes International Center	$226 000	South Carolina	6,4	
	Friends of NAMFREL in America	$155 193	USA	4,4	
	Foundation for Human Rights and Democracy in China	$154 358	NC	4,4	
	Committees for a Community of Democracies CDD	$125 000	Poland/USA	3,5	

[1513] Les régions sont telles que mentionnées dans les rapports annuels

[1514] L'année 1984 n'est pas prise en compte car le premier rapport annuel se présente différemment des autres et ne détaille pas les discretionnary grants par région.

	Institute for Democracy in Vietnam	$115 000	NC	3,3	
	Que Me	$130 000	France	3,7	
	YMCA of the USA - International Division	$93 600	USA	2,7	
	Congressional Human Rights Foundation	$60 000	NC	1,7	
	International Fund for the Development of Tibet	$50 000	NC	1,4	
	Center for Modern China	$50 000	NC	1,4	
	Friends of Kabatid	$45 000	USA	1,3	
	The Cambodian Documentation Commission	$37 000	USA	1,0	
	Cambodian Documentation Center	$37 000	Cambodia	1,0	
	Tibet Fund	$21 500	New York	0,6	
	International Rescue Committee	$14 100	New York	0,4	
	Total : 19	$3 526 912			
		Montant	Siège social	Pourcentage	*grants* moyen
EUROPE	International Rescue Committee, Inc	$2 995 700	New York	19,8	$314 889
	Polish American Congress Charitable Foundation	$2 109 500	Illinois USA	14,0	
	Institute for Democracy in Eastern Europe	$1 847 380	Washington	12,2	
	Freedom House	$1 633 000	USA	10,8	
	Center for Democracy	$990 000	NC	6,6	
	Czechoslovak Society of Science and Arts	$591 550	Washington	3,9	
	American Bar Association	$399 949	USA	2,6	
	International Media Fund	$325 000	NC	2,2	
	Charter seventy-seven Foundation of Stockholm	$315 000	SWEDEN	2,1	
	Rutgers University	$275 000	New Jersey	1,8	
	Private Agencies Collaborationg Together	$269 534	USA	1,8	
	American Friends of Free speech Abroad	$235 100	Washington	1,6	
	Columbia University	$208 868	USA	1,4	
	Problems of Eastern Europe Inc	$206 140	New York	1,4	
	Center for Democracy in the USSR x3	$195 000	NEW YORK	1,3	
	Northeastern University	$173 200	USA	1,1	
	Congressional Human Rights Foundation	$171 900	NC	1,1	
	Foreign Policy Research Institute of Philadelphia	$152 000	USA	1,0	
	Keston College	$150 000	USA	1,0	

	Times and we	$150 000	New Jersey	1,0	
	Aurora Foundation	$148 400	USA	1,0	
	International Foundation for Electoral Systems IFES	$141 875	USA	0,9	
	Internews Network	$125 000	USA	0,8	
	Joint Baltic American National Committee	$105 000	Rockville	0,7	
	Center for Strategic and International Studies	$95 205	Washington	0,6	
	Committee for the absorption of soviet emigrees CASE	$90 000	Jersey city	0,6	
	International Parliamentary Group for Human Right in the Soviet Union IPG	$90 000	Washington	0,6	
	Freedom of Communications FoC	$80 000	NC	0,5	
	The Sakharov Institute	$75 000	NC	0,5	
	World Without War Council of Northern California	$70 000	USA	0,5	
	Lithuanian Catholic Religious Aid	$70 000	USA	0,5	
	Smoloskyp, Inc	$65 000	USA	0,4	
	American Latvian Association	$55 000	USA	0,4	
	Hoover Institution	$52 800	USA	0,3	
	Trans-Atlantic Dialogue on European Broadcasting	$50 000	United Kingdom	0,3	
	Alliance for Self-determinant of Armenia	$50 000	NC	0,3	
	Solidarity Endowment of Washington	$42 000	USA	0,3	
	Americans for Human Rights in the Ukraine	$40 000	USA	0,3	
	Twentieth Century human Rights Research Foundation	$40 000	NC	0,3	
	Free Congress Research and Education Foundation	$40 000	Washington	0,3	
	Cremona Foundation	$38 550	NC	0,3	
	Chalidze Publications of Benson vt	$30 000	USA	0,2	
	Polish Institute of Science and Arts of Amercia Inc PIASA	$25 000	NEW YORK	0,2	
	American Foreign Policy Council	$25 000	Washington	0,2	
	American Friends of Memorial	$25 000	NC	0,2	
	Slovak Research and Studies Center	$22 000	NEW YORK	0,1	
	Harvard Russian Studies Center	$20 000	USA	0,1	
	Estonian-American National Council	$10 000	NEW YORK	0,1	
	Total : 48	$15 104 651			
		Montant	Siège social	Pourcentage	*grants* moyen

AMERIQUE LATINE	Delphi Research Associates	$2 496 800	USA	22,3	$272 782
	Freedom House	$1 405 090	USA	12,6	
	America's Development Foundation ADF	$770 500	USA	6,9	
	The Cuban American National Foundation	$620 000	Miami	5,5	
	International Foundation for Electoral Systems IFES	$553 601	USA	4,9	
	The Institute for North-South Issues	$493 773	Canada	4,4	
	James F. Byrnes International Center of the University of South Carolina	$415 800	South Carolina	3,7	
	The Overseas Education Fund (OEF)	$394 563	US	3,5	
	Caribean/Central American Action	$363 485	Washington	3,3	
	Friends of the democratic Center in Central America (PRODEMCA)	$351 500	US	3,1	
	Resources for Action, Inc	$331 193	NC	3,0	
	American University	$262 000	Washington	2,3	
	Council of the Americas	$257 859	USA	2,3	
	Ethics and Public Policy Center	$215 000	Washington	1,9	
	University of Miami's Institute of Interamerican Studies	$209 000	USA	1,9	
	Capacitas International	$203 000	NC	1,8	
	Roosevelt Center for American Policy Studies	$198 228	Chicago	1,8	
	YMCA of the USA	$174 500	USA	1,6	
	The Research Foundation of the State University of New York	$162 000	New York	1,4	
	E&J Consultants, Inc.	$150 000	NC	1,3	
	The American Council for Young Political Leaders	$134 254	Washington	1,2	
	Caribbean Publishing and Broadcasting Association CPBA	$130 000	Barbados	1,2	
	The US Overseas Cooperative Development Committee OCDC	$96 693	Washington	0,9	
	Georgetown University	$94 000	USA	0,8	
	Center for democracy	$75 000	NC	0,7	
	The Bildner Center for Western Hemisphere Studies	$70 000	New York	0,6	
	Northeast Catholic Hispanic Center	$70 000	USA	0,6	
	Puebla Institute	$64 000	NC	0,6	
	National Reconciliation Commission	$60 000	NC	0,5	
	National Civic Crusade for Panama	$55 000	Panama	0,5	
	Creative Associates International	$50 000	Washington	0,4	

	Radio Nanduti	$40 000	Paraguay	0,4	
	Inter-American Bar Foundation	$38 808	Washington	0,3	
	Intergraph Corporation	$30 000	USA	0,3	
	Editorial Andante	$30 000	Santiago	0,3	
	The Human Rights Project Inc	$30 000	NC	0,3	
	Asociacion Pro-Democracia APD	$25 753	NC	0,2	
	Southern Legal Assistance, Inc.	$20 000	USA	0,2	
	NRECA International Foundation	$20 000	USA Arlington	0,2	
	Helen Kellogg Institute for International Studies	$12 000	USA	0,1	
	Patronato Pro-Integracion de la mujer al desarrollo PIMUDE	$10 647	Salvador	0,1	
	Total : 41	$11 184 047			
		Montant	Siège social	Pourcentage	*grants* moyen
MULTIREGIONAL	Freedom House	$365 000	USA	55,0	$94 843
	Jamaica World Relief	$106 940	NC	16,1	
	Committees for a Community of Democracies CCD	$100 000	Poland/USA	15,1	
	American Council of Young Political Leaders	$30 000	USA	4,5	
	Carter Center of Emory University	$25 000	Georgia	3,8	
	Columbia University Law School in the City of New York	$23 760	NY	3,6	
	Standford University	$13 200	USA	2,0	
	Total : 7	$663 900			
			Total moyenne		$256 455

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1985-1990.

NC : Non connu, siège social introuvable, organisation plus en activité ou qui ne possède pas de site web etc.

Annexe 18: Détail des montants alloués aux *discretionnary programs* par région[1515] sur la période 1991-1999

1991- 1999	Discretionnary programs	Montant	Siège Social	Pourcentage
AFRICA	America's Development Foundation	$1 064 745	USA	5,9
	Joint Center for Political and Economic Studies	$844 408	Washington	4,7
	Fund for Peace	$778 551	Washington	4,3
	International Human Rights Law Group	$537 640	Washington	3,0
	Africare	$485 360	Washington	2,7
	Civil Liberties Organisation	$369 750	Nigéria	2,1
	La Voix des sans voix/Voice of the Voiceless	$364 000	Virginie US	2,0
	African American Institute	$361 078	New York	2,0
	Joint Center for Political and Economic Studies and the institute for a Democratic Alternative for South Africa (IDASA)	$330 000	USA/Afrique du Sud	1,8
	Institute for a Democratic Alternative for South Africa IDASA	$350 000	Afrique du Sud	2,0
	Soweto Civic Association	$300 000	Afrique du Sud	1,7
	The Center for Law and Human Rights Education	$288 000	NC	1,6
	Justice and Peace Commission	$264 000	Liberia	1,5
	Constitutional Rights Project	$248 200	Nigeria	1,4
	International Institute for Labor Development and Coop-erative Studies	$248 000	NC	1,4
	Martin Luther King Center	$244 590	USA	1,4
	The Washington Office for Democracy in Zambia	$236 990	USA	1,3
	Foundation for Human Rights Initiative	$234 260	Ouganda	1,3
	Committee for the defense of Human Rights	$221 490	USA	1,2
	Human Rights Monitor	$219 000	Londres	1,2
	Press Union of Liberia	$207 000	Monrovia	1,2
	Action Committee for Women and Children's Rights	$200 000	Kenya	1,1
	Umtapo Center	$200 000	Afrique du Sud	1,1
	Search for Common ground	$198 085	Washington	1,1

[1515] Les régions sont telles que mentionnées dans les rapports annuels

	Congressional Human Rights Foundation	$196 250	NC	1,1
	Institute of Human Rights and Humanitarian Law	$191 713	Nigeria	1,1
	Martin Luther King Jr. Lithuli Transformation Centre	$175 000	Afrique du Sud	1,0
	League of Voters/Ligue des Electeurs	$170 000	NC	0,9
	Friends of Nelson Mandela for the Defense of Human Rights	$162 000	NC	0,9
	Center for the Study of Human Rights at Columbia University	$159 350	USA	0,9
	Liberia Human Rights Chatper, INC	$154 000	NC	0,9
	Ivorian Human Rights League/Ivorian League for Human Rights/Ligue Ivoirienne de Droits de l'Homme	$153 040	Côte d'Ivoire	0,9
	Campaign for Democracy	$146 607	Royaume Uni	0,8
	Sudan Human Rights Organization	$144 000	London	0,8
	GERDDES Afrique Goupe d'Etudes et de recherche sur la Democratie et le Development Economique et Sociale	$270 000	Benin	1,5
	Zaïrian Association for the Defense of Human Rights/Association Zaïroise pour la Défense des Droits de l'Homme	$180 000	Zaïre	1,0
	Association of Liberian Professional Organizations	$105 800	NC	0,6
	Center for Policy Studies	$100 000	Hongrie	0,6
	Human Rights Africa	$100 000	NC	0,6
	South African Institute of Race Relations	$100 000	Afrique du Sud	0,6
	Ethiopian Human Rights Council	$98 130	Ethiopie	0,5
	Sudan Human Rights Association	$96 700	Ouganda	0,5
	Foundation for Education in Namibia	$95 000	NC	0,5
	Promotion de la Femme Rurale/Promotion of Rural Women	$95 000	NC	0,5
	Center for Human Rights and Humanitarian Law/Centre des Droits de l'Homme et du Droit Humanitaire	$117 950	Washington	0,7
	Empowering for Reconciliation with Justice	$93 000	NC	0,5
	Institute for the Advancement of Journalism	$90 500	Afrique du Sud	0,5
	Center for Foreign Journalists	$89 262	Washington	0,5
	Community Action for Popular Participation	$84 045	Nigeria	0,5
	Strategic Empowerment and Mediation Agency	$82 000	Nigeria	0,5
	Ad Hoc Peace and Development Committee	$81 225	USA	0,5

	World Organization Against Torture USA	$81 000	Suisse	0,5
	Center for Constitutional Governance	$80 000	Ouganda	0,4
	Center for Sudanese Studies	$80 000	Soudan	0,4
	National Democratic Coalition of Nigeria	$128 240	Nigeria	0,7
	The Greenbelt Movement	$80 000	Kenya	0,4
	Women'sNational Coalition	$80 000	Afrique du Sud	0,4
	Groupe Justice et Libération/Justice and Liberation Group	$77 950	République du Congo	0,4
	International Center for Global Communications Foundation	$77 041	New York	0,4
	Femmes et Enfants pour les Droits de l'Homme FEDHO	$75 000	NC	0,4
	Radio Anfani	$75 000	Niger	0,4
	Sierra Leone Institute for Policy Studies	$74 850	USA	0,4
	Mutawinat Benevolent Company	$71 500	Soudan	0,4
	Dr. Ismail Juma'le Human Rights Organization	$71 110	Somalie	0,4
	Collectif d'Actions pour le Developpment des Droits de l'Homme CADDHOM	$67 000	NC	0,4
	Observatoire Congolais des Droits de l'Homme	$65 000	République du Congo	0,4
	Huri-Laws	$64 500	Nigeria	0,4
	Church of the Province of Kenya	$63 000	NC	0,4
	Babiker Badri Scientific Association for Women Studies	$62 000	Soudan	0,3
	Liberia Watch for Human Rights	$62 000	NC	0,3
	Obrumankoma Odapagyan and Oson Traditionals	$61 780	Ghana	0,3
	Campaign for Good Governance	$61 750	Sierra Leone	0,3
	Association de Defense des Droits de l'Homme/Association for the Defense of Human Rights	$120 000	NC	0,7
	Chadian League of Human Rights	$60 000	Tchad	0,3
	Foundation Internationale Agathe Uwilingiyimana	$60 000	Québec	0,3
	Goree Institute	$60 000	Sénégal	0,3
	Groups Lotus	$60 000	NC	0,3
	University of florida Law School	$60 000	Floride	0,3
	Medias pour la Paix	$59 410	NC	0,3
	Movement for the Survival of the Ogoni People-UK	$55 000	Nigeria	0,3

	Coopartes Editorial/Demos Newspaper	$50 586	Mozambique/UK	0,3
	Center for Law Enforcement Education	$50 000	USA	0,3
	Centre Mater Misericordiae	$50 000	NC	0,3
	Ethiopian Community Development Council, INC	$50 000	USA	0,3
	Institute for Contextual Theology	$50 000	Afrique du Sud	0,3
	Kwoto Popular Theatre Group	$50 000	Soudan	0,3
	US-South Africa leader Exchange Program	$50 000	USA	0,3
	Women for Democracy and Leadership	$50 000	NC	0,3
	Women in Nigeria - Kaduna	$48 600	NC	0,3
	HUNDEE	$47 779	Ethiopie	0,3
	West African Broadcasters Association	$47 665	NC	0,3
	Promotion de Appui aux Initiatives Feminines	$46 000	République du Congo	0,3
	League of Democratic Women	$45 600	NC	0,3
	Centre Chretien pour le Développement des Paysans an Milieu Rural	$45 000	République du Congo	0,3
	Nairobi Law Monthly	$45 000	Nairobi	0,3
	Center for Constitutionalism and Demilitarization	$44 000	Nigeria	0,2
	Friends of Mali	$44 000	NC	0,2
	Ligue Nationale pour les Elections Libres et Transpa-rentes	$44 000	République du Congo	0,2
	Sudan Democratic Gazette	$44 000	NC	0,2
	Voice of the Handicapped for Human Rights/Voix du Handicape pour les Droits de l'Homme	$42 788	NC	0,2
	Association Africaine de Défense des Droits de l'Homme	$42 500	République du Congo	0,2
	Sudan Human Rights Organization - Cairo	$42 000	Londres	0,2
	African Association for Broadcasters	$40 000	Namibie	0,2
	Center for the Strategic Initiatives of Women	$40 000	NC	0,2
	Civil Society Campaign for Peace	$40 000	NC	0,2
	Community Agency for Social Enquiry CASE	$40 000	Afrique	0,2
	Foundation for Education	$40 000	NC	0,2
	GERDDES Cote d'Ivoire	$40 000	NC	0,2
	Media Rights Agenda	$40 000	Nigeria	0,2

	Mouvement Burkinabe des droits de l'Homme et des peuples	$40 000	Burkina Faso	0,2
	Nyamora Communications, Ltd.	$40 000	USA	0,2
	Société Civile-Campagne pour la Paix	$40 000	NC	0,2
	Badya Center for Integrated Development Services	$39 000	Soudan	0,2
	Mouvement International des Femmes Democrates/International Movement of Democratic Women	$77 826	Côte d'Ivoire	0,4
	Law Society of Kenya	$37 000	Kenya	0,2
	Chad Non-Violence	$36 000	Tchad	0,2
	Institute of Economic Affairs	$36 000	London	0,2
	Kenya Human Rights Commission	$36 000	Kenya	0,2
	Panos Institute	$36 000	London	0,2
	Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme	$35 000	Niger	0,2
	Robert F. Kennedy Memorial Center for Human Rights	$35 000	Etats Unis	0,2
	Human Rights Network (Hurinet)	$33 000	Ouganda	0,2
	National Human Rights Monitor, INC	$31 900	NC	0,2
	Le référence plus	$30 980	Congo	0,2
	Channels Television	$30 000	Nigeria	0,2
	Congolese Human Rights Monitor	$30 000	Congo	0,2
	Foundation for Democracy in Zimbabwe	$30 000	Zimbabwe	0,2
	League Iteka	$30 000	Burundi	0,2
	Lwo Development Incorporated	$30 000	NC	0,2
	Public Opinion Institute	$30 000	Malawi	0,2
	The Carter Center	$30 000	Etats Unis	0,2
	The Rights to Hope Trust	$30 000	NC	0,2
	Sema Limited	$26 910	UK	0,2
	New Sudan Council of Churches	$26 838	Soudan	0,1
	Grupo Angolano para a Promocao da Cultura da paz	$26 260	Angola	0,1
	Central African league for Human Rights	$26 000	NC	0,1
	Bureau d'Etude, de Recherche et de consulting International	$25 500	NC	0,1
	African Association of Political Science	$25 000	Tanzanie	0,1

	African Centre for Democratic Governance	$25 000	London/Nigeria	0,1
	Centre d'Etudes Juridiques Appliquées	$25 000	Congo	0,1
	Ethiopian Congress for Democracy	$25 000	Ethiopie	0,1
	Foundation XXI	$25 000	NC	0,1
	League of Zairian Voters	$25 000	NC	0,1
	Lion Mountain Development Foundation	$25 000	Etats Unis	0,1
	Media for Development International	$25 000	Etats Unis	0,1
	Movement for National Reformation	$25 000	Nigeria	0,1
	Mwelekeo wa NGO	$25 000	Zimbabwe	0,1
	National Federation of Liberian Women's Organizations	$25 000	Liberia	0,1
	Network for Democratic Development and Popular Education	$25 000	NC	0,1
	Network of African Women in Politics	$25 000	NC	0,1
	Organisation des Femmes chrétiennes pour le Democratie et le Developpement	$25 000	Congo	0,1
	Solidarité pour la promotion de la Personne Humaine et de la Paix	$25 000	NC	0,1
	Unit for the Production of Civic Education Programs	$25 000	NC	0,1
	Foundation for the Advancement and Support of Education of Namibia	$24 999	NC	0,1
	League of Kenya Women Voters	$24 990	Kenya	0,1
	African Leadership Forum	$24 800	Nigeria	0,1
	Delphi International Group	$24 750	Etats Unis	0,1
	Association of Free and Independent Press	$24 000	NC	0,1
	Congolese Observatory of Human Rights	$24 000	Congo	0,1
	Infotech Consultants	$24 000	Etats Unis	0,1
	Liberia Women Initiative	$24 000	Etats Unis	0,1
	National Forum for Human Rights	$24 000	Sierra Leone	0,1
	Namibian Institute of Economic & Social Research	$23 298	Namibie	0,1
	Environmentalists Society	$22 900	Soudan	0,1
	Organisation Guinéenne de Defense des Droits de l'Homme et du Citoyen	$22 668	Guinée	0,1
	Rural Human Rights Activists Programme, INC	$20 450	Liberia	0,1

	African Centre for the Constructive Resolution of Disputes	$20 000	Afrique Du Sud	0,1
	Campaign Against Violent Events	$20 000	Sierra Leone	0,1
	Center for Documentation and Advocacy	$20 000	Soudan	0,1
	Center for Free Speech	$20 000	NC	0,1
	Committee for the Protection of Peoples' Dignity	$20 000	NC	0,1
	CoopArtes Editorial	$20 000	Mozambique	0,1
	Forum for Democratic initiatives	$20 000	NC	0,1
	Ghana Committee on Human and Peoples'Rights	$20 000	Ghana	0,1
	Les Bejarts	$20 000	Congo	0,1
	Liberia Democracy Watch	$20 000	Liberia	0,1
	Niger Delta Human Rights and Environmental Rescue Organisation	$20 000	Nigeria	0,1
	Radio Bo	$20 000	NC	0,1
	Union Nationale des Femmes	$20 000	NC	0,1
	Legal Research and Resource Development Centre	$18 000	Nigeria	0,1
	Human Rights and Peace Center	$17 100	Ouganda	0,1
	National League for Free and Fair Elections	$16 000	Congo	0,1
	Column Width, Ltd./ Horizon Magazine	$15 000	NC	0,1
	Dulmar for Women Development, Advocacy and Peace	$15 000	Somaliland	0,1
	Lotus Thought and Action Group	$15 000	NC	0,1
	Women and Children for Human Rights	$15 000	NC	0,1
	University of Malawi	$14 683	Malawi	0,1
	Column Width, Ltd./	$14 000	NC	0,1
	Movement for the Defense of Human Rights	$13 650	NC	0,1
	Imo Youth Network Programme	$13 000	Nigeria	0,1
	Nigeria Automobile Technicians Association	$12 200	Nigeria	0,1
	Grand Vision pour le Défense des Droits de l'Homme	$12 000	France	0,1
	Human Rights Now Association (Amnesty International Sierra Leone Section)	$10 950	Sierra Leone	0,1
	TOTAL : 202	$17 919 020		
ASIA	Human Rights in China	1 385 000	New York	10,3
	Center for Modern China	704 980	N/C	5,2

	Laogai Research Foundation	679 100	Washington	5,0
	National Coalition for Democracy	556 600	NC	4,1
	China Perspective, INC.	520 000	USA	3,9
	The New Era Journal	500 786	NC	3,7
	Democratic Voice of Burma	450 074	Norvège	3,3
	Human Rights for the people of Burma	420 000	USA	3,1
	Press Freedom Guardian	347 000	USA	2,6
	China Strategic Institute	340 000	Washington	2,5
	Democratic China Magazine	340 000	NC	2,5
	Nonviolence International	340 000	Washington	2,5
	Foundation for China in the 21st Century	310 000	USA	2,3
	Princeton China Initiative	274 000	Etats-Unis	2,0
	Hong Kong Human Rights Monitor	247 000	Hong Kong	1,8
	Associates to Develop Demoratic Burma	230 000	Canada	1,7
	Que Me	228 000	France	1,7
	International Human rights Law Group	225 700	Washington	1,7
	Foundation for Human Rights and Democracy in China	218 439	NC	1,6
	The Tibet Fund	190 895	USA	1,4
	Democratic China	185 000	NC	1,4
	The Burma Fund	185 000	NC	1,4
	Cambodian Documentation Commission	179 425	USA	1,3
	Human Rights Vigilance of Cambodia	176 320	Cambodge	1,3
	Association for Vietnamese Overseas: Culture & Liaison	164 000	NC	1,2
	American Assistance for Cambodia	150 310	New York	1,1
	Cambodian Human Rights Task Force	150 000	Cambodge	1,1
	International Campaign for Tibet	140 516	Washington	1,0
	Khmer Students Association	138 000	USA	1,0
	National Council of the Union of Burma - Foreign Affairs Committee	125 000	NC	0,9
	Indonesia Legal Aid Foundation	124 739	Indonésie	0,9
	American Friends of Afghanistan	118 412	USA	0,9
	Albert Einstein Institution	105 000	USA	0,8

	Private Agencies Collaborating Together PACT Cambodia Office	100 478	USA	0,7
	Southeast Asian Press Alliance	100 000	Thaïlande	0,7
	Burma Lawyers' Council	99 780	Thaïlande	0,7
	Citizens' Alliance to Hep Political Prisoners in North Korea	97 000	Corée du sud	0,7
	League of Democratic Mongolian Women	85 200	NC	0,6
	Friends of Kabatid	77 202	USA	0,6
	Indochina Resource Action Center	76 175	USA	0,6
	Indochinese Community Center	75 000	Washington	0,6
	Cambodian Institute of Human Rights	74 000	NC	0,5
	Burmese Women's Union	70 000	Burma	0,5
	Independent Federation of Chinese Students and Scholars	70 000	USA	0,5
	Institute for Demoracy in Vietnam	70 000	NC	0,5
	James F. Byrnes International Center of the University of South Carolina	68 500	USA	0,5
	Columbia University's Center for the study of Human Rights, Center for Chinese Legal Studies, and East Asian Institute	66 000	USA	0,5
	Ninzhu Zhinggun INC	65 000	NC	0,5
	American Council of Learned Societies	60 000	USA	0,4
	Democratic Party for a New Society	60 000	Burma	0,4
	Suara Timor Timur (Voice of the east Timor)	60 000	NC	0,4
	International Fund for the Development of Tibet	59 000	NC	0,4
	LEOS	48 545	NC	0,4
	Human Rights Foundation of Monland	47 500	Thaïlande	0,4
	National Health and Education Committee	46 800	Burma	0,3
	American Friends of Democracy in Burma	45 000	USA	0,3
	Chinese Alliance for Democracy	45 000	USA	0,3
	Khmer Institute of Democracy	45 000	Cambodge	0,3
	Minnesota Advocates for Human Rights	45 000	USA	0,3
	People's Action for Free and Fair Elections	45 000	Sri Lanka	0,3
	Today Literary Magazine	44 000	Grande Bretagne	0,3

	Chinese VIP Reference	40 000	USA	0,3
	Lahu National Development organization	40 000	Thaïlande	0,3
	Network for North Korean Democracy and Human Rights	40 000	Corée du sud	0,3
	TendeNCy Quarterly	40 000	USA	0,3
	Tibetan Youth Congress	36 500	Inde	0,3
	Congressional Human Rights Foundation	35 453	NC	0,3
	Green China	35 000	NC	0,3
	Liberal Women's Brain Pool	35 000	Mongolie	0,3
	Tibet Times Newspaper	35 000	Inde	0,3
	Liberal Emegteichuudiin Ojuni San	34 000	NC	0,3
	Burma Information Group	33 000	NC	0,2
	Human Rights Documentation Unit	33 000	Thaïlande	0,2
	China News Digest International	30 000	USA	0,2
	Irriwaddy Publishing Group	30 000	Thaïlande	0,2
	Tibet Multimedia Center	30 000	NC	0,2
	Committee for Internally Displaced Karen People	29 000	Burma	0,2
	Asian Forum for Human Rights and Development	28 000	Suisse	0,2
	Burma Relief Center	25 000	USA	0,2
	Documentation Center of Cambodia	25 000	Cambodge	0,2
	Kachin Americans and Friends, inc for Human Rights and Democracy in Burma	25 000	USA	0,2
	Tibetan Review	25 000	Inde	0,2
	Association for a Free Burma	24 950	USA	0,2
	Future of China Society	24 500	NC	0,2
	Chinese Democratic Parties' Overseas Center	24 000	NC	0,2
	International Rescue Committee	24 000	USA	0,2
	Writers Union of Free Afghanistan	24 000	NC	0,2
	US-Mongolia Business Council	23 030	Washington	0,2
	Khmer Conscience	22 718	NC	0,2
	Tides Foundation	20 708	USA	0,2
	Asian Cultural Forum on Development	20 000	Thaïlande	0,1

	Kim Dae-jung Peace Foundation for the Asia-Pacific Region	20 000	NC	0,1
	Shan Herald Agency for News	20 000	Birmanie	0,1
	Tibet Information Network	20 000	Londres	0,1
	Karen Information Center	19 230	NC	0,1
	Institute for Policy Research and Advocacy	19 000	Indonésie	0,1
	Institute for Far Eastern Studies, Kyungnam University	18 700	Corée du sud	0,1
	Columbia University	16 683	USA	0,1
	Wei Jingsheng Foundation	16 400	New York	0,1
	All Burma Young Monk's Union	15 000	NC	0,1
	Democracy for China Fund	15 000	USA	0,1
	Images Asia	15 000	Thaïlande	0,1
	Tibetan Center for Human Rights and Democracy	15 000	Inde	0,1
	Cambodian Human Rights Action Committee	13 080	Cambodge	0,1
	Boat People SOS	10 000	USA	0,1
	Hop Luu Foundation	10 000	NC	0,1
	International Center for Global Communications Foundation	10 000	USA	0,1
	Chin Human Rights Organization	9 700	USA	0,1
	United Nationalities Democratic Congress	7 500	NC	0,1
	TOTAL : 109	13 456 628		
CENTRAL AND EASTERN EUROPE	IDEE	3 530 332	Washington	18,6
	National Forum Foundation	566 852	Washington	3,0
	IDEE Warsaw	455 783	Washington	2,4
	Polish-Czechoslovak Solidarity Foundation	417 000	Pologne	2,2
	Mershon Center of Ohio State University	327 535	USA	1,7
	KARTA Center Foundation	300 000	Pologne	1,6
	Committee for Danubian Research	299 455	USA	1,6
	Milan Simecka Foundation	294 500	Slovaquie	1,6
	Center for Strategic and International Studies	275 363	Washington	1,5

	Otpor (resistance) Student Movement	237 390	Serbie	1,3
	Polish American Congress	235 000	Washington	1,2
	Radio Racja Ltd.	225 000	Pologne	1,2
	Freedom House	217 500	USA	1,1
	Pro Democracy Association	201 278	Romania	1,1
	Association of Independent Electronic Media	199 320	Serbie	1,1
	Jan Hus Educational Foundation	197 919	Royaume Uni	1,0
	Internews	195 000	USA	1,0
	Bulgarian Association for Fair Elections and Civil Rights	191 000	Bulgarie	1,0
	Anti-war Campaign of Croatia	186 500	NC	1,0
	Helsinki Committee for Human Rights in Serbia (Serbia/Montenegro)	180 000	Serbie	1,0
	Oslobodjenje	180 000	Sarajevo	1,0
	People in Need Foundation	176 290	Republique Tchèque	0,9
	Tuzla Citizens Forum	164 980	Bosnie	0,9
	Consortium of Universities of the Washington Metropolitan Area x2	161 035	USA	0,9
	Democracy Advancement Center	155 200	NC	0,8
	US Baltic Foundation	155 000	Washington	0,8
	Freedom of Speech (Serbia/Montenegro)	150 922	NC	0,8
	Koha Ditore (Daily times)	146 900	Kosovo	0,8
	Eastern Archives Foundation	144 920	NC	0,8
	BETA News AgeNCy (Serbia/Montenegro)	143 350	Serbie	0,8
	Droit de parole	136 951	Canada	0,7
	Nadacia pre Obciansku Spolocnost (NOS Foundation)	135 000	NC	0,7
	Radio TV 21	132 000	Kosovo	0,7
	Erasmus Guild	130 555	NC	0,7
	Vijesti (daily news)	130 000	Monténégro	0,7
	Kaunas Municipal Training Center/Municipal Training Center of Kaunas Technical University	124 452	Lituanie	0,7
	International Center for democratic Development	123 000	NC	0,6
	Democracy AdvaNCement Center	120 200	NC	0,6
	Foundation for Education and Democracy	120 000	NC	0,6

	Assistance Center for Non profit Organizations	119 500	NC	0,6
	Ecological Youth of Romania	117 800	Romania	0,6
	American Latvian Association	115 000	USA	0,6
	STINA News Agency	115 000	Croatie	0,6
	Points of Light Foundation	113 994	USA	0,6
	Foundation for a Civil Society	113 912	New York	0,6
	Tuzla Human Rights Office	111 780	Bosnie	0,6
	INCreasing civic participation at the local level	111 600	NC	0,6
	The Permanent Committee of the Civic Institute	108 550	NC	0,6
	Jaan Tonisson Institute	105 836	Estonie	0,6
	Democracy Foundation	105 000	USA	0,6
	Center for Civic Education Poland - Belarus	104 160	Pologne	0,6
	Association for the Protection of Human Rights in Romania The Helsinki Committee	102 238	Romania	0,5
	Search for a Common Ground	100 000	Washington	0,5
	Search for a Common Ground (Macédoine)	100 000	Washington	0,5
	ZERI (The Voice)/Zeri I Dites (The Daily Voice)	100 000	NC	0,5
	Foreign Policy Research Institute	93 140	USA	0,5
	International Federation of Journalists	90 000	Brussels	0,5
	Partners for Democratic Change	90 000	NC	0,5
	Academia Catavencu	85 000	Romania	0,4
	Center for Liberal Strategies	84 483	Bulgarie	0,4
	Civic Camaign for Political Change	83 710	NC	0,4
	Helsinki Citizens Assembly Banja Luka/Helsinki Citizens Assembly - Tuzla	108 000	Bosnie	0,6
	Center for Democracy and Human Rights	82 210	Monténégro	0,4
	Czechoslovak Society of Arts and Sciences	82 000	Washington	0,4
	Congressional Human Rights Foundation	80 864	NC	0,4
	MEMO '98	80 000	Slovaquie	0,4
	RadioZid	75 700	Sarajevo	0,4
	Center for Free Elections ad Democracy	75 000	Serbie	0,4
	Centers for Civic Initiatives	75 000	Bosnie	0,4

	Helsinki Committee for Human Rights in Republika Sprska	70 960	NC	0,4
	Center for Civic Cooperation-Livno	70 200	Bosnie	0,4
	League of Women Voters Education Fund	69 775	Washington	0,4
	European Center for Common Ground	67 000	NC	0,4
	Croatian Helsinki Committee for Human Rights	66 700	Europe	0,4
	Association Obcianske Oko (Civic Eye)	65 000	Slovaquie	0,3
	Belgrade Center for Human Rights	63 000	Belgrade	0,3
	Association of Free and Independent Trade Unions	62 154	NC	0,3
	Helsinki Committee for Human Rights in Bosnia-Herce-govina	60 587	Bosnie	0,3
	Foundation for pluralism	60 000	NC	0,3
	Institute for Southeastern Studies	60 000	Germany	0,3
	Vreme 30000	60 000	NC	0,3
	Balkan Forum Civil Association	59 308	Kosovo	0,3
	Center for AntiWar Action	57 060	Serbie	0,3
	Media Plan	56 700	NC	0,3
	IDEE/Student Union of Serbia	56 400	Serbie	0,3
	Lawyers' Association for the Defense of Human Rights	55 150	NC	0,3
	Consortium of Universities in the Metro Washington Area and the National Institute for Citizen Education in the Law NIEL	55 000	USA	0,3
	Central Connecticut State University	54 874	USA	0,3
	Council for the Defense of Human Rights & Freedoms (Serbia/Montenegro)	52 000	Serbie	0,3
	Transition to Democracy Institute	50 450	NC	0,3
	Croatian Democracy Project (Bosnia)	50 000	Bosnie	0,3
	East European Democratic Center IDEE	50 000	Pologne	0,3
	Fakti	50 000	NC	0,3
	Institute for Policy and Legal Studies	50 000	Albanie	0,3
	Institute for War and Peace Reporting	50 000	London/Washington/Amsterdam	0,3
	Radio Baltic Waves	50 000	Lituanie	0,3
	The Croatian Law Center	50 000	Croatie	0,3

	TV ART	50 000	NC	0,3
	American Federation of Teachers	49 373	USA	0,3
	Association for Independent Electronic Media	49 320	Serbie	0,3
	Permanent Conference of the Civic Institute	48 720	NC	0,3
	Independent Media	48 000	NC	0,3
	Narodne Novine (People's New)	47 000	Croatie	0,2
	US-Baltic Foundation Lithuania	46 225	USA	0,2
	TV BTR	45 850	Macédoine	0,2
	Consortium of Universities of the Washington Metro Area, the National Institute for Citizen Education in the Law, and the Institute for Legal Assistance and Education	45 000	USA	0,2
	European Journalism Network	45 000	NC	0,2
	Helsinki Citizens' Assembly	45 000	NC	0,2
	Montenegro Helsinki Committee for Human Rights	45 000	Monténégro	0,2
	Brownson Institute	41 260	NC	0,2
	Association of Civic Education in Lithuania	40 040	NC	0,2
	Dnevik	40 000	Bulgarie	0,2
	Humanitarian Law Center	40 000	Serbie	0,2
	Hungarian Human Rights Foundation	40 000	Ny	0,2
	Libra Institute	40 000	Ohio	0,2
	Monitor	40 000	NC	0,2
	Places in the Heart Foundation and the Points of Light Foundation	40 000	USA	0,2
	Center for the study of Democracy SOFIA	39 700	Bulgarie	0,2
	TV5 (Nis)	39 690	Serbie	0,2
	Radio b-92	39 430	Serbie	0,2
	Hudson Institute	39 271	NC	0,2
	International Crisis Group	39 000	Brussels	0,2
	Verona Forum Center for Anti-War Action	38 000	Belgrade	0,2
	Presov Civic Forum	36 924	NC	0,2
	Radio Index	36 430	Serbie	0,2
	Macedonian Press center	35 868	NC	0,2
	Alternativa Televizija	35 300	Bosnie	0,2

	Association for Civic Education	35 000	NC	0,2
	Lithuanian Catholic Religious Aid	35 000	NC	0,2
	Nasa Borba	35 000	Serbie	0,2
	Studio 99 (Bosnia)	35 000	Bosnie	0,2
	Center for Social Analysis	34 990	NC	0,2
	Danas	34 000	Serbie	0,2
	Women in Development Association	32 790	NC	0,2
	Institute for Federalism	32 095	Suisse	0,2
	National Peace Foundation	32 000	Washington	0,2
	ToleraNCe and Mutual Aid Foundation	31 920	NC	0,2
	Albanian Study Center on Parliamentary and Democratic Practices	31 746	NC	0,2
	Hofstra University	31 500	NC	0,2
	Tuzla Human Rights Office / Bijeljina Human Rights Office	30 500	Bosnie	0,2
	Center for Development of Non-governmental Organization	30 250	Monténégro	0,2
	Association of Regional Press Publishers	30 000	NC	0,2
	Civil Society Development Foundation	30 000	Bulgarie	0,2
	Independent Forum for the Albanian Women	30 000	Albanie	0,2
	Institute for Public Affairs	30 000	Slovaquie	0,2
	League for the Defense of Human Rights	30 000	NC	0,2
	Liga Pro Europa	30 000	Roumanie	0,2
	NTV Zetel	30 000	Bosnie	0,2
	Permanent Committee of the Civic Institute Bratislava	30 000	NC	0,2
	Solidarity Press Foundation	30 000	NC	0,2
	Women's Legal Group	30 000	USA	0,2
	People in Need Foundation Prague	29 690	République Tchèque	0,2
	Educational Society of Maloposka	28 080	Pologne	0,1
	Albanian Center for Human Rights	28 000	Albanie	0,1
	Studio N	26 198	NC	0,1
	Independent Radio Studio "N"	25 908	NC	0,1
	Citizens Organized to Monitor Elections	25 000	NC	0,1

	Latvian Center for Human Rights and Ethnic Studies	25 000	Lituanie	0,1
	Ludia a Voda	25 000	Slovaquie	0,1
	People to People Estonia	25 000	Estonie	0,1
	Charter 77 Foundation	24 995	République Tchèque	0,1
	Bratislava Center for Social Analysis	24 990	Slovaquie	0,1
	Polish Children and Youth Foundation	24 990	Pologne	0,1
	RTV Pancevo	24 960	Serbie	0,1
	Association of Municipalities of Southeastern Poland	24 900	NC	0,1
	Radio Drina	24 797	Serbie	0,1
	Independent Center for Public Opinion Research	24 500	NC	0,1
	Beszelo	24 480	Hongrie	0,1
	VK Radio	23 820	NC	0,1
	Foundation for the Upper Nitra Region	23 000	Slovaquie	0,1
	Open University - Subotica	22 725	Serbie	0,1
	Democratic League of Independent Trade Union	22 710	Hongrie	0,1
	Vranjske Novine	22 000	NC	0,1
	Democracy Center Foundation	20 100	NC	0,1
	Association in Support of Local Democracy	20 000	NC	0,1
	Euro-Atlantique Association	20 000	NC	0,1
	International Helsinki Federation	20 000	Europe	0,1
	Lithuania Foundation for the Protection of Citizens	20 000	NC	0,1
	South-Eastern Research Institute	20 000	USA	0,1
	Association for Independent Social Analysis	19 300	NC	0,1
	Slovak Jan Hus Educational Foundation	17 750	République Tchèque	0,1
	Slovak Academic Information Center - Service Center for the Third Sector	17 476	NC	0,1
	Archa Publishing	17 000	NC	0,1
	Fund for the continuity of Polish Independent Literature and Humanities	16 500	NC	0,1
	Belarusian Students Association	16 090	Belarus	0,1
	Estonian Media College Foundation	16 000	NC	0,1
	Institute of Social and Political Sciences	15 000	Prague	0,1
	Lithuanian World Community Foundation	15 000	USA	0,1

	Presov Community Foundation	14 951	NC	0,1
	Presov Civic Foundation	14 236	NC	0,1
	Stefan Batory Foundation	13 921	USA	0,1
	International Center for Global Communications Foundation	10 471	USA	0,1
	Palacky University Law School	10 000	République Tchèque	0,1
	Polish Institute of Arts and Sciences of America	5 000	New York	0,0
	TOTAL : 197	18 932 007		
FORMER SOVIET UNION	Belarus*	643 673	Biélorussie	3,5
	Freedom House	611 687	USA	3,3
	Ukrainian Center for Independent Political Research	574 300	Ukraine	3,1
	Jamestown Foundation	549 192	Washington	3,0
	Human Rights Foundation for a civil Society	429 630	NC	2,4
	Express Chronicle	415 400	USA	2,3
	Union of Council	411 400	NC	2,3
	National Forum Foundation	345 000	Washington	1,9
	Azerbaijan Foundation for the Development of Democracy/Democracy Development Fund of Azerbaijan	311 000	Azerbaïdjan	1,7
	National Peace Foundation	304 510	Washington	1,7
	Glasnost Defense Foundation	291 722	Russie	1,6
	US-UkraineFoundation	277 000	Washington	1,5
	Smoloskyp	269 025	USA	1,5
	Glasnost Public Foundation	237 320	Russie	1,3
	Youth Center for Human Rights and Legal Culture	217 065	NC	1,2
	Foundation for Education for Democracy	213 080	NC	1,2
	Kharkiv Center for Women's Studies	209 165	Ukraine	1,1
	Peace Research Center of Kyrgyzstan	202 424	Kirghizistan	1,1
	Problems of Eastern Europe	197 620	NC	1,1
	Youth Alternative	197 211	USA	1,1
	Educated Choices Heightened Opportunity	189 840	USA	1,0
	Freedom Channel	189 119	NC	1,0

	IDEE	163 160	USA	0,9
	Kharkiv Human Rights Protection Group	161 290	Ukraine	0,9
	Urals Foundation for Social Innovations	160 978	NC	0,9
	American Development Foundation/America's Development Foundation	157 000	USA	0,9
	Ukraine 2000	150 500	NC	0,8
	Human Rights Publishers	141 750	République Tchèque	0,8
	Panorama	139 842	NC	0,8
	Strategy Center	138 000	USA	0,8
	Moscow Helsinki Group	136 023	Russie	0,7
	American Friends of Free Speech Abroad	130 250	USA	0,7
	Moscow School of Political Studies	120 700	Russie	0,7
	Suitiaznik law Firm / Sutiazhnik Law Firm	120 000	NC	0,7
	Saratov Legal Reform Project	117 900	Russie	0,6
	Partners for Democratic Change	115 000	Washington	0,6
	Russian Center for Citizenship Education	115 000	Russie	0,6
	Polish-Czech Solidarity East/ Polish-Czechoslovak Solidarity Foundation	114 500	Pologne	0,6
	Uchitel'skaya Gazeta	113 730	NC	0,6
	St Petersburg Law School	112 272	Russie	0,6
	Belapan Information Agency	109 432	Biélorussie	0,6
	Moscow Human Rights Research Center	109 320	Russie	0,6
	Russian Association for Civic Education	107 652	NC	0,6
	Ryazan Regional Branch of the Memorial Society	105 000	NC	0,6
	Globe Independent Press Syndicates x2	103 250	NC	0,6
	Ukrainian-American Bureau for the Protection of Human Rights	103 089	NC	0,6
	Ukrainian Independent center for Political Research	99 990	Ukraine	0,5
	Tzentral'naya Aziya I Kavkaz Journal	99 980	NC	0,5
	Youth Information Center	98 784	Russie	0,5
	Sabre Foundation	95 208	USA	0,5
	Development Through Education Fund	94 952	NC	0,5

	Children of Chernobyl /Gomel Regional Department of "Children of Chernobyl"/Children of Chernobyl Gomel NGO Resource Center	87 049	USA	0,5
	Tashkent Public Education Center	86 973	Ouzbékistan	0,5
	Center for/of Social Projecting "Vozrozhdenie"	86 940	NC	0,5
	Association of Women with University Education	84 853	NC	0,5
	Caucasian Institute for Peace, Democracy and Development	84 090	Georgia	0,5
	Democratic Russia/USA Foundation	80 760	USA	0,4
	Coordinating Council for Assistance to Refugees and Forced Migrants	79 895	NC	0,4
	Association for/of Young Leaders	79 654	Russie	0,4
	Institute for Democracy in Eastern Europe/Warsaw	78 679	NC	0,4
	Georgetown University	77 880	USA	0,4
	Foundation for democratic Education	77 710	USA	0,4
	Agency for Social Information	76 298	Russie	0,4
	Committee for the Defense of Human Rights in Tatarstan	74 828	Russie	0,4
	American Foreign Policy Council	74 068	Washington	0,4
	Kazakhstan International Bureau on Human Rights & Rule of Law	72 000	Kazakhstan	0,4
	Ukrainian American Bureau for the Protection of human Rights	71 300	NC	0,4
	Kyrgyz-American Burean on Human Rights &Rule of Law	71 025	Kirghizistan	0,4
	Belarusian Association of Journalists	70 000	Biélorussie	0,4
	Center for the Support of Land Reform in Vladimir Oblast	70 000	NC	0,4
	Naviny Narodnaia Voila Rabochii	70 000	NC	0,4
	Supolnosc Civil Society Center	69 167	Stockholm	0,4
	Youth Human Rights Group	65 696	NC	0,4
	Museum of Political Repression and Totalitarianism	65 256	NC	0,4
	Institute for Soviet American Relations	65 000	USA	0,4
	Ukrainian National Association INC	65 000	USA	0,4
	Citizens for a Free and Fair Election in Ukraine Coalition	64 239	NC	0,4

	Azerbaijan Association of Jurists	64 200	NC	0,4
	Independent Council of Legal Expertise	62 460	Russie	0,3
	European-Ukrainian Cultural and Educational Foundation	62 240	NC	0,3
	Nizhnii Tagil Human Rights Library	60 180	Russie	0,3
	Phoenix Publishing House	60 000	Philippine	0,3
	Ukrainian Congress Committee of america	59 671	USA	0,3
	Tsentral'nain Azila/Tsentral'naya Asiya	59 620	NC	0,3
	Free Congress Research and Education Foundation	59 230	Washington	0,3
	Kyrgyzstan Human Rights Committee	58 004	NC	0,3
	Union of CouNCils for Soviet Jews	57 990	USA	0,3
	Voronezh United Democratic Center	57 392	NC	0,3
	Humanitarian Center for Education and Culture	57 249	Biélorussie	0,3
	Central Asian Foundation	57 000	USA	0,3
	Dashkhovuz Ecological/gy Club	56 640	NC	0,3
	Interlegal USA	55 783	USA	0,3
	Circle of Friends Association	55 009	USA	0,3
	Center for the Support of Democratic Youth Initiatives	55 000	Russie	0,3
	Support Center for Democratic Elections	54 915	NC	0,3
	Za Prava Cheloveka	54 815	NC	0,3
	Vezha Center for Civic Initiatives	53 500	NC	0,3
	Interregional Group Human Rights Network	53 230	NC	0,3
	Institute for Regional Studies	53 136	Kirghizistan	0,3
	American Turkish Foundation	53 000	USA	0,3
	Consortium of Universities in the Metro Washington Area and the National	53 000	USA	0,3
	World Without War Council	53 000	USA	0,3
	Donetsk Human Rights School	52 481	Ukraine	0,3
	Kyrgyz Committee for Human Rights	51 793	République	0,3
	Regional Democratic Media Foundation	51 006	NC	0,3
	Uchitelskaia Gazeta Teachers' Gazette	50 750	NC	0,3
	Zerkalo Newspaper	50 284	NC	0,3
	Svaboda	50 020	Biélorussie	0,3

	Association of Regional Press Publishers	50 000	NC	0,3
	Basa-Press	50 000	Moldavie	0,3
	Moscow Center for Human Rights	50 000	Russie	0,3
	Freedom Channel/PERSONA	49 990	NC	0,3
	Tsentral'naya Aziyai Kavkaz Journal	49 980	NC	0,3
	Dnipropetrovsk Center for Social Research "Insight"	49 950	Etats Unis	0,3
	Belaruskaia Delovaia Gazeta	49 935	Biélorussie	0,3
	Almaty Helsinki Committee	49 716	Kazakhstan	0,3
	Moscow Anti-fascist Center	49 520	NC	0,3
	"Flamingo" Public Information Center	49 470	NC	0,1
	Ashgabad Ecology Club	49 350	NC	0,3
	Interlegal	49 278	Europe	0,3
	Ukrainian Media Club	49 055	Ukraine	0,3
	Twentieth Century and Peace	48 500	NC	0,3
	Association Central Asia	47 350	NC	0,3
	Model Constitutional Court	45 980	NC	0,3
	Yeni Nesil Journalists Association	45 962	NC	0,3
	Regional Information Center for Women	45 945	NC	0,3
	AlliaNCe for Self-Determination of Armenia	45 000	NC	0,2
	Foundation for Democratic Education/Ukrainian Legal Foundation	45 000	Etats-Unis/Ukraine	0,2
	Foundation for Eurasia	45 000	Etats Unis	0,2
	Foreign Policy Research Institute	44 475	Etats Unis	0,2
	St Petersburg Humanity and Political Studies Center	44 000	Russie	0,2
	International Research and Exchange Board	42 945	Etats Unis	0,2
	Glasnost Defense Fund Light of Day Journal	40 000	Russie	0,2
	LAM Center for Complex Research and Popularization of Chechen Culture	40 000	République Tchèque	0,2
	Nova Mova	40 000	Ukraine	0,2
	St Petersburg STRATEGY Center	40 000	Russie	0,2
	Washington Research Institute	40 000	NC	0,2
	Renewal Foundation	39 630	Etats Unis	0,2
	Civic Initiatives	39 621	Etats Unis	0,2

	New Times (Novoe Vremia)	38 200	Russie	0,2
	Development Through Education Foundation	37 000	NC	0,2
	Russian Association for Civic Educators	36 000	NC	0,2
	Association of Lawyers of Azerbaijan	35 990	Azerbaïdjan	0,2
	Ilim Educational Complex	35 915	Kirghizstan	0,2
	Belarus Helsinki Committee	35 092	Biélorussie	0,2
	Center for Democratic Development	35 000	Royaume Uni	0,2
	LAM Center	35 000	NC	0,2
	Information Research Group "Panorama"	34 996	NC	0,2
	Information Center for the Human Rights Movement	34 800	NC	0,2
	Horzonti, Foundation for the Third Sector	34 572	NC	0,2
	Center for Foreign Journalists	34 540	Etats Unis	0,2
	Second World Center and the Democratic Initiatives Research and Educational Center	34 100	NC	0,2
	Law and Environment Eurasia Partnership	33 933	Etats Unis	0,2
	Foundation for Education, Science and Culture	33 330	NC	0,2
	Alumni Association of the Physical-Technical College at Tomsk State University	33 000	Russie	0,2
	Teachers' Gazette	32 780	NC	0,2
	Nizhnyi Tagil Human Rights Protection Center	32 686	NC	0,2
	Moscow Public Science Foundation	32 500	Etats Unis	0,2
	Americans for Human Rights in Ukraine	32 000	NC	0,2
	Belarusian center for Constitutionalism and Comparative Legal Studies	30 800	NC	0,2
	American Friendship Library	30 000	Etats Unis	0,2
	ARKOR Foundation	30 000	NC	0,2
	Belarusian Women Lawyers' Association	30 000	NC	0,2
	Independent Publishing House Pik	30 000	NC	0,2
	lev Sapieha Foundation	30 000	Biélorussie	0,2
	Nasha Niva	30 000	Biélorussie	0,2
	The International Foundation	30 000	Etats Unis	0,2
	Time and We Publishing House	30 000	Etats Unis	0,2
	Turkmen Ili Journal	30 000	NC	0,2

	The Chelyabinsk Oblast Public Fund "Helping Hand"	29 964	NC	0,2
	Interlegal Kazakstan	29 790	NC	0,2
	"Ratusha" Civic Association	29 200	NC	0,2
	Regional Public Fund for the Defense of Human Rights and Freedoms	29 160	NC	0,2
	Youth Ecocenter Young Leaders School	28 840	NC	0,2
	Free Congress Foundation	28 780	Etats Unis	0,2
	Republican Center for Democracy	28 743	NC	0,2
	Union of Councils/Moscow/-Helsinki Group	27 975	NC	0,2
	Glasnost Foundation	27 810	Russie	0,2
	Civic Development International Center	27 800	Géorgie	0,2
	Turkmen Youth Leadership Center Dialogue	27 630	NC	0,2
	National Peace Foundation and the Caucasian Institute for Peace, Democracy and Development	27 500	Géorgie	0,2
	International Institute for Peace, Democracy and Development	27 237	Afghanistan	0,1
	Liberty Institute	27 211	NC	0,1
	Republican Institute for Democracy	26 865	NC	0,1
	The AD Sakarhov Armenian Foundation for Progress, Protection of Human Rights and Charity	26 700	Arménie	0,1
	Ukrainian Press Agency	26 578	NC	0,1
	Belarusian Helsinki Committee	26 475	Biélorussie	0,1
	Memorial Human Rights Center	26 410	Russie	0,1
	Belarusian Foundation for Legal Partnership	25 252	NC	0,1
	Armenia Bar Association	25 000	Etats Unis	0,1
	Crimean Tatar Center for Information and Documentation	25 000	Ukraine	0,1
	Grodno Initiative Coordinationg Committee	25 000	NC	0,1
	Helsinki Association	25 000	NC	0,1
	Project for Peace	25 000	NC	0,1
	New … Journalist Association	24 972	NC	0,1
	International Memorial Society	24 390	NC	0,1
	Regional Strategy - Kaliningrad	24 294	Russie	0,1

	Justice Organization Spravedlivost	24 012	NC	0,1
	Vashchenko All-Ukrainian Pedagogical Society	23 685	Kirghizstan	0,1
	Freedom House/Agency for News and information	23 600	Ukraine	0,1
	Center for the Development of Democracy and Human rights	23 300	Russie	0,1
	Tomsk Research Center for Human Rights	23 094	Russie	0,1
	Vitebsk Foundation for Democratic Reforms	23 000	Russie	0,1
	Dialogue Turkmen Youth Leadership Center	22 962	NC	0,1
	Jalal-Abad Regional Human Rights Organization Spravedlivost	22 807	Kirghizistan	0,1
	Independent Society for Law Research	22 641	NC	0,1
	Liuboslavskii Charitable Foundation for the defense of Human Rights	22 500	NC	0,1
	Democratic Initiatives Foundation	21 920	Ukraine	0,1
	Res Publica Editorial Staff	21 570	France	0,1
	Ukrainian Memorial Society	20 808	Ukraine	0,1
	Coordinating Child Center for International Development of Tajikistan	20 558	Tadjikistan	0,1
	Lokhvytski Rayon Civic Association of Landowners	20 000	NC	0,1
	Asia Plus New Agency	19 815	Tadjikistan	0,1
	INAM Center for Pluralism	19 700	NC	0,1
	Sharq Information and Analysis Center	19 073	NC	0,1
	Kyrgyz Human Rights Committee	18 360	Kirghizistan	0,1
	Third Sector	17 696	Grande Bretagne	0,1
	Jamestown Foundation and the Renewal Foundation	17 200	USA	0,1
	Snezhinsk Human Rights Defense Group	16 578	Russie	0,1
	Information and Research Centre for Civic Education	16 493	NC	0,1
	DETAR	15 421	NC	0,1
	Res Publica	15 400	France	0,1
	Gomel Civic Initiatives Association	15 143	Géorgie	0,1
	Public Research Center	15 076	NC	0,1
	Feminist Club	14 690	NC	0,1
	Uzbekistan Human Rights Society	12 540	Ouzbékistan	0,1

	National Council of Churches	10 000	USA	0,1
	Freedom House/Sakharov Archive	6 000	Etats-Unis	0,0
	TOTAL : 231	18 259 997		100,0
MIDDLE EAST	Free Iraq Foundation	683 710	Washington	7,1
	NonvioleNCe International	436 700	Washington	4,5
	International Forum for Islamic Dialogue	416 000	London	4,3
	Dar Al-Saqi Westbourne Publishers	374 000	London Liban	3,9
	IBN Khaldoun Center for Developmental Studies	365 858	Egypte	3,8
	Foundation on Demcoratization and Political Change in the Middle East	315 860	Etats Unis	3,3
	The Women's Union in Jordan	315 000	Jordan	3,3
	Rene Moawad Foundation	291 670	Us	3,0
	Women's Affairs Technical Committee	286 000	Palestine	2,9
	Prologues	270 000	NC	2,8
	Sisterhood is global Institute	253 250	Us	2,6
	Iran Teachers Association	231 860	NC	2,4
	Westbourne Publishers x2	226 400	London	2,3
	Rally for Youth Action	206 000	NC	2,1
	Cairo Institute for Human Rights Studies	200 000	Tunisie	2,1
	Lebanese Foundation for Permanent Civil Peace	197 000	Liban	2,0
	Arab Weekly	190 000	London	2,0
	Panorama	190 000	NC	2,0
	Group for Democratic Development	187 000	NC	1,9
	Arab Media institute	176 000	NC	1,8
	Democratic Association of Moroccan Women	175 000	Morocco	1,8
	Al-Urdun Al-Jadid Research Center	173 399	Jordan	1,8
	Egyptian Organization for Human Rights	165 000	Egypte	1,7
	International Peace Research Association	165 000	Us	1,7
	Al-Maqdes	163 000	NC	1,7
	Egyptian Center for Women's Rights	143 000	Egypte	1,5
	Women Living Under Muslim Law	142 600	NC	1,5
	Editions Le Fennec	140 000	Morocco	1,4

	European Center for Common Ground	134 000	Bruxelles	1,4
	American Turkish Foundation	130 000	NC	1,3
	Search for Common Ground	120 000	Etats Unis	1,2
	American Society for Kurds	109 000	Etats Unis	1,1
	Palestinian Center for Helping Resolve Community Disputes	108 000	NC	1,1
	Israeli Center for International Cooperation	100 000	NC	1,0
	Panorama Center for the Dissemination of Alternative Information	100 000	Israël	1,0
	Afghan/Afghanistan Information Center	96 000	Etats Unis	1,0
	Israel-Palestine Center for Research and Information	96 000	Israël	1,0
	Al-Mashrek	75 000	NC	0,8
	Foundation for Democracy in Iran	75 000	Iran	0,8
	Palestinian Center for Human Rights Education	75 000	Palestine	0,8
	Writers Union of Free Afghanistan	72 000	NC	0,7
	The JerUSAlem fund/Center for Policy Analysis on Palestine	65 000	Etats Unis	0,7
	Helsinki Citizen's Assembly	61 000	NC	0,6
	Center for Palestine Research and Studies	60 000	NC	0,6
	Internews Network	56 700	NC	0,6
	Turkish Democracy Foundation	56 100	NC	0,6
	Regional Program for Human Rights Activists	52 500	NC	0,5
	Afghanistan Foundation	50 000	NC	0,5
	Freedom House	50 000	Etats Unis	0,5
	Sudanese Studies Center 50000	50 000	NC	0,5
	Middle East Marketing and Research Consultants	49 990	NC	0,5
	Center for Foreign Journalists	49 940	NC	0,5
	Afghanistan Study Center	48 000	Pakistan	0,5
	Philanthropic Amlieh Association	48 000	Liban	0,5
	Iraqi Research and Documentation Project	45 000	Etats Unis	0,5
	Organization of Human Rights in Iraq	45 000	NC	0,5
	The Committee for the defense of Human Rights in Bahrain	43 000	Liban	0,4

	Jerusalem Center for Women	42 000	Palestine	0,4
	Civic Forum Institute	40 000	NC	0,4
	Sudanese Studies Center	38 500	Soudan	0,4
	Middle East Center for Nonviolence and Democracy	35 000	Israël	0,4
	Helsinki Citizens' Assembly-Turkey	31 000	NC	0,3
	Iraq Institute for Reform and Democratic Culture	30 000	NC	0,3
	Network Recherche Action Civique	30 000	NC	0,3
	Sisterhood is Global Institute-Jordan	30 000	Jordanie	0,3
	The Center for Defense and Freedom of Journalists	30 000	Irak	0,3
	The Palestinian Working Women Society	30 000	Palestine	0,3
	Arab Network for Democratic Development	25 000	Liban	0,3
	International Rescue Committee	24 000	Etats-Unis	0,2
	Palestinian Center for Peace and Democracy	21 000	Palestine	0,2
	Women's Studies Center	21 000	Turquie	0,2
	Center for Media Freedom in the Middle East and North Africa	20 000	NC	0,2
	Strategic Research Foundation	20 000	NC	0,2
	The Palestinian Initiative for the Promotion of Global Di-alogue and Democracy	15 000	Palestine	0,2
	Afghan Media Resource Center	10 000	Pakistan	0,1
	TOTAL : 76	9 688 633		
LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN	Resources for Action	1 679 979	NC	8,88
	American Federation of Teachers Education Foundation	1 088 755	Washington	5,75
	Civic Alliance	773 700	Mexique	4,09
	American Federation of Teachers	659 096	Washington	3,48
	Delphi Research Associates	549 000	NC	2,90
	Information Bureau of the Human Rights Movement in Cuba	530 000	NC	2,80
	Delphi International Group	422 500	Etats-Unis	2,23
	Cuban Committee for Human Rights	420 000	Cuba	2,22

	America's Development Foundation	392 000	USA	2,07
	Myrna Mack Foundation	372 260	Guatemala	1,97
	SOS Colombia Corporation: Up with Citizens	320 800	NC	1,67
	Mexican Commission for the Defense and Promotion of Human Rights	285 000	Mexique	1,51
	CubaNEt	278 000	USA	1,47
	Center for Cuban Democracy	265 000	Floride	1,40
	Peruvian Center for International Studies	263 200	Pérou	1,39
	Civil Association for Social Development (New Dawn)	247 000	NC	1,31
	Colombian Commission of Jurists	245 000	Colombia	1,30
	Center for Research and Popular Education	220 000	NC	1,16
	Ethics and Public Policy Center	215 000	Washington	1,14
	Disidente Universal de Puerto Rico	213 000	Puerto Rico	1,13
	International Coalition for Human Rights in Cuba ICHRC	205 000	NC	1,08
	Transparency	200 000	Allemagne	1,06
	Puebla Institute	194 000	NC	1,03
	Rural Education Services	192 912	Etats-Unis	1,02
	Freedom House	191 100	Etats-Unis	1,01
	Poder Ciudadano	185 220	Argentine	0,98
	Center for the Service of Popular Action	177 575	NC	0,94
	Universal Dissident of Puerto Rico	171 600	NC	0,91
	Up With Citizens! Corporation	170 000	NC	0,89
	Center for Research on Law and Society	167 500	Etats-Unis	0,89
	National Coordinating Committee for Human Rights	166 860	NC	0,88
	National Institute for Dispute Resolution	164 500	Etats-Unis	0,87
	"Meeting of Cuban Culture" Magazine	163 000	Espagne	0,86
	Women for Democracy	143 700	NC	0,76
	Citizen's Movement for Democracy	140 000	NC	0,74
	Citizen's PreseNCe	130 000	NC	0,69
	Political and Strategic Studies Institute	130 000	NC	0,69
	Organization of Indigenous Women of the Peruvian Amazon	122 700	NC	0,65

	National Reconciliation Commission	120 000	NC	0,63
	Political Science Department of the University of the Andes	119 600	NC	0,63
	Group for a better Quality of Life	116 676	NC	0,62
	IDEE	115 000	Etats-Unis	0,61
	Cuban American National Foundation	110 750	Etats-Unis	0,59
	Press and Society Institute	110 000	Pérou	0,58
	Synergy	102 900	NC	0,54
	Foro Nacional/International	102 700	NC	0,54
	Citizen Power Foundation	100 000	NC	0,53
	Conciencia Argentina	100 000	Argentine	0,53
	Georgetown University	100 000	Etats-Unis	0,53
	Legal Defense Institute	100 000	NC	0,53
	Region Association	98 460	NC	0,52
	Capacitas International	89 000	NC	0,47
	PreseNCia Ciudadana	87 900	Argentine	0,46
	Javeriana University	85 600	Colombie	0,45
	Organizing to improve the Quality of Life	85 000	NC	0,45
	Revista Encuentro de la Cultura Cubana	83 000	NC	0,44
	Canal 8	81 175	NC	0,43
	Archbishopric of Guatemala city, Human rights Office	80 000	Guatemala	0,42
	Institute for Sustainable Development Education	80 000	NC	0,42
	Mujeres en Lucha por la Democracia	80 000	NC	0,42
	Institute for Legal Defense	77 500	NC	0,41
	Andean Commission of Jurists	77 294	Pérou	0,41
	Committee for the Support of Independent Farmers' Co-operatives in Cuba	76 000	NC	0,40
	Citizen Participation, participacion cuidadana	75 000	République Dominicaine	0,40
	Fundacion para un Nuevo Periodismo Iberamericano	75 000	Colombie	0,40
	Instituto de Prensa y Sociedad	75 000	Pérou	0,40
	Federacion Colombiana de Municipios	70 000	Colombie	0,37
	Inter-America Dialogue	70 000	Etats-Unis	0,37
	Mujeres por la democracia	70 000	NC	0,37

	Nicaraguan Institute for Development INDE and the Nicaraguan Development Foundation FUNDE	70 000	Nicaragua	0,37
	Plural - Corporacion Centro de Estudios Constitucionales	70 000	Colombie	0,37
	The American University	70 000	Etats-Unis	0,37
	Mexican Citizens' PreseNCe	66 500	NC	0,35
	National Institute of Citizen Education and the Law (NICEL) of Georgetown University	66 000	Etats-Unis	0,35
	National/International Forum	66 000	NC	0,35
	Center for Constitutional Studies	65 000	NC	0,34
	Escuela de Vecinos	65 000	NC	0,34
	Esquel Group Foundation	65 000	NC	0,34
	Institute for Central American Studies	65 000	Costa Rica	0,34
	Institute of Political and Strategic Studies	65 000	NC	0,34
	Network for Communal Justice and Conflict Mediation	65 000	NC	0,34
	Process Educational Services (PROCESO Servicios Educativos)	64 000	NC	0,34
	Southwest Voter Research Institute, INC.	64 000	Etats-Unis	0,34
	Disidente Universal	63 000	Cuba	0,33
	Center for the Promotion of Marginalized Populations	62 200	NC	0,33
	Institute of Cuban Studies	61 363	Etats-Unis	0,32
	Center for Latin American Studies, University of Pittsburgh	60 000	Etats-Unis	0,32
	Esquel Group Foundation-Ecuador	60 000	Equateur	0,32
	Institute for Investigation and Political Training	60 000	NC	0,32
	National Human Rights Coordinator	60 000	Etats-Unis	0,32
	Paraguayan Women for Democracy	60 000	NC	0,32
	Civic Association Justice First	58 800	NC	0,31
	Support Association for the intergal Development of the Community	57 255	NC	0,30
	Consortium of Universities of the Washington Metro Area, the National Institute for Citizen Education in the Law	56 000	Etats-Unis	0,30
	Consortium of Universities of the Washington Metropolitan Area	56 000	Washington	0,30

	Gender Equity	55 000	NC	0,29
	Puebla Institute and the Cuban Committee for Human Rights	55 000	NC	0,29
	Research Foundation of the State University of New York	55 000	Etats-Unis	0,29
	SOS Colombia Corporation/Viva la Ciudadania	55 000	Colombie	0,29
	State University of NY at Buffalo	55 000	Etats-Unis	0,29
	Telenica, S.A. (Channel 8)	52 500	Nicaragua	0,28
	Gender Equity: Citizenship Work and Family	52 000	NC	0,27
	Living Constitution	50 648	Etats-Unis	0,27
	Association for Support of Integral Community Development	50 000	NC	0,26
	Center for Socio Juridical Research University of the Andes	50 000	Colombie	0,26
	Centro al servicio de la Accion Popular	50 000	Venezuela	0,26
	Corporacion Region	50 000	Colombie	0,26
	Instituto Apoyo	50 000	Pérou	0,26
	Instituto de Defensa Legal	50 000	Pérou	0,26
	International Alert	50 000	Grande Bretagne	0,26
	Pontificia Universidad Catolica del Ecuador	50 000	Equateur	0,26
	PRODEL Venezuela	50 000	NC	0,26
	Tulane University	50 000	Etats-Unis	0,26
	Center for a Free Cuba	47 000	Etats-Unis	0,25
	Agrupacion pro-calidad de vida	45 000	Venezuela	0,24
	Caribbean Publishing and Broadcasting Association	45 000	NC	0,24
	Miami University of Ohio	45 000	Etats-Unis	0,24
	Spiral Foundation	44 246	Etats-Unis	0,23
	Foundation for the Development of Leon	44 043	NC	0,23
	CoNCieNCia Peru	44 000	Pérou	0,23
	International Division of the YMCA	44 000	Etats-Unis	0,23
	Women in the Struggle for Democracy	44 000	NC	0,23
	Fundacion in Momento de la Gente	41 747	République Dominicaine	0,22
	University of the Andes	41 140	Colombie	0,22

	Center for Social research and Popular Alternative Education	40 030	NC	0,21
	America's Fund for Independent Universities	40 000	USA	0,21
	Asociacion civil Nuevo Amanecer	40 000	Venezuela	0,21
	Black Cuban Forum	40 000	Miami	0,21
	Center for research and Action for Latin American Women	40 000	NC	0,21
	Center for Research and Promotion of Women	40 000	NC	0,21
	Inter-American Dialogue of the Aspen Institute	40 000	Washington	0,21
	Let's Decide-NGO initiative for the 1996 Municipal Elections	40 000	NC	0,21
	Research and Action Center for Peace/Rural Education Services	39 765	NC	0,21
	Santo Dias Center for Human Rights of the Archdiocese of Sao Paulo	34 030	Brésil	0,18
	Center for Latin American Studies Georgetown University	33 600	Etats-Unis	0,18
	Radio Dario	32 011	Nicaragua	0,17
	School of Neighbors	32 000	Etats-Unis	0,17
	Center for Justice and International Law	30 943	NC	0,16
	Corporacion ExceleNCia en la Justicia	30 000	Colombie	0,16
	Oaxacan Indegenous Binational Front	30 000	NC	0,16
	Foundation for Defense of Human Rights	27 810	NC	0,15
	Federacion Sindical de Plantas Electricas Gas y Agua en el Exilo	25 000	Etats-Unis	0,13
	Equidad de Genero	22 000	NC	0,12
	Center for the Support of Civil Society in Oaxaca	20 000	NC	0,11
	Of Human Rights	16 230	Washington	0,09
	International Foundation for Electoral Systems	10 300	Etats-Unis	0,05
	TOTAL : 149	18 918 673		

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-2000.

** Le montant est versé pour des organisations en Biélorussie qui travaillent les domaines suivants : Médias indépendants, droits de l'Homme, développement d'ONG, éducation civique et programmes de mobilisation, mais aucun nom d'organisation n'est mentionné.*

Annexe 19 : Membres du conseil d'administration de la NED par secteur d'appartenance (poste mentionné dans le rapport annuel) 1984-2000

	Gouvernement	Entreprise / privé	Syndicats	Parti Démocrate	Parti Républicain	Education	Think tank	ONG
1984	Orrin G. Hatch Dante B. Fascell William E. Brock III		Lane Kirkland	Charles T. Manatt Polly Baca	Franck J. Fahrenkopf, Jr. Legree Daniels	Louis Martin Olin Robison		John Richardson
1985	Orrin G. Hatch Dante B. Fascell William E. Brock III Polly Baca Legree Daniels	Henry Kissinger Charles T. Manatt Walter Mondale Sally Shelton Colby Charles H. Smith Jay Van Andel	Lane Kirkland Albert Shanker		Franck J. Fahrenkopf, Jr.	Louis Martin Olin Robison		John Richardson
1986	Orrin G. Hatch Dante B. Fascell William E. Brock III Sally Shelton Colby Legree Daniels	Henry Kissinger Charles T. Manatt Walter Mondale Charles H. Smith Jay Van Andel	Lane Kirkland Albert Shanker	Polly Baca	Franck J. Fahrenkopf, Jr.	Louis Martin Olin Robison		
1987	Orrin G. Hatch Dante B. Fascell William E. Brock III Legree Daniels	Henry Kissinger Charles T. Manatt Edmund Muskie Sally Shelton Colby Charles H. Smith Jay Van Andel	Lane Kirkland Albert Shanker	Polly Baca	Franck J. Fahrenkopf, Jr.	Olin Robison		John Richardson
1988	Orrin G. Hatch Dante B. Fascell Legree Daniels	William E. Brock III Henry Kissinger Charles T. Manatt Sally Shelton Colby Charles H. Smith Jay Van Andel	Lane Kirkland Albert Shanker	Polly Baca	Franck J. Fahrenkopf, Jr.	Olin Robison	Zbiegniew Brzezinski Eddie N. Williams	John Richardson
1989	Orrin G. Hatch Dante B. Fascell Legree Daniels	William E. Brock III Franck J. Fahrenkopf, Jr. Charles T. Manatt Charles H. Smith Jay Van Andel	Lane Kirkland Albert Shanker			Olin Robison Sally Shelton Colby	Zbiegniew Brzezinski Eddie N. Williams	John Richardson Polly Baca

1990	Orrin G. Hatch Legree Daniels Winston Lord	William E. Brock III Franck J. Fahrenkopf, Jr. Charles T. Manatt Charles H. Smith Jay Van Andel Henry G. Cisneros James Holderman Mark Palmer	Lane Kirkland Albert Shanker			Sally Shelton Colby	Olin Robison Zbiegniew Brzezinski Eddie N. Williams	John Richardson Polly Baca Harry Barnes Jr. Susan Kaufman Purcell
1991	Orrin G. Hatch John Richardson Winston Lord	Henry G. Cisneros Edward Donley Franck J. Fahrenkopf, Jr. Charles T. Manatt Mark Palmer Jay Van Andel	John T. Joyce Lane Kirkland			Sally Shelton Colby Thomas H. Kean Olin Robison	Madeleine Albright Zbiegniew Brzezinski Eddie N. Williams	Harry Barnes Jr. Susan Kaufman Purcell James A. Joseph
1992	Winston Lord Richard G. Lugar Stephen J. Solarz	Henry G. Cisneros Edward Donley Franck J. Fahrenkopf, Jr. David Gergen Charles T. Manatt Mark Palmer Jay Van Andel	John T. Joyce Lane Kirkland			John Brademas Thomas H. Kean	Madeleine Albright Zbiegniew Brzezinski Eddie N. Williams Fred C. Ikle	Harry Barnes Jr. Susan Kaufman Purcell James A. Joseph
1993	Steny H. Hoyer Richard G. Lugar Stephen J. Solarz	Lynn Cutler Edward Donley Mark Palmer Paula Dobriansky	John T. Joyce Kenneth Young			John Brademas Thomas H. Kean	Zbiegniew Brzezinski Eddie N. Williams Fred C. Ikle Robert Krieble	Harry Barnes Jr. Susan Kaufman Purcell James A. Joseph Antonia Hernandez
1994	Richard G. Lugar Donald M. Payne	Lynn Cutler Edward Donley Mark Palmer Paula Dobriansky Malcom S. Forbes, Jr.	John T. Joyce Kenneth Young			John Brademas Thomas H. Kean Stephen J. Solarz Paul Wolfowitz	Zbiegniew Brzezinski Eddie N. Williams Fred C. Ikle Robert Krieble	Susan Kaufman Purcell James A. Joseph Matthew F. McHugh Julia Taft Harry Barnes Jr. Antonia Hernandez
1995	Richard G. Lugar Donald M. Payne Bob Graham	Lynn Cutler Edward Donley Mark Palmer	John T. Joyce			John Brademas Thomas H. Kean Paul Wolfowitz	Zbiegniew Brzezinski Fred C. Ikle Robert Krieble	Susan Kaufman Purcell Matthew F. McHugh Julia Taft

	David M. McIntosh	Paula Dobriansky Malcom S. Forbes, Jr. Stephen J. Solarz						Harry Barnes Jr. Antonia Hernandez
1996	Richard G. Lugar Donald M. Payne Bob Graham David M. McIntosh	Lynn Cutler Edward Donley Mark Palmer Paula Dobriansky Malcom S. Forbes, Jr. Stephen J. Solarz Emmanuel A. Kampouris	John T. Joyce Leon Lynch			John Brademas Thomas H. Kean Paul Wolfowitz	Zbiegniew Brzezinski Fred C. Ikle	Susan Kaufman Purcell Matthew F. McHugh Julia Taft Harry Barnes Jr. Antonia Hernandez
1997	Richard G. Lugar Donald M. Payne Bob Graham Jennifer Dunn Connie Mack	Edward Donley Mark Palmer Malcom S. Forbes, Jr. Stephen J. Solarz Emmanuel A. Kampouris John Hurford	Leon Lynch Thomas R. Donahue			John Brademas Thomas H. Kean Paul Wolfowitz	Fred C. Ikle Paula Dobriansky Morton Abramowitz	Harry Barnes Jr. Antonia Hernandez Susan Kaufman Purcell Matthew F. McHugh
1998	Richard G. Lugar Donald M. Payne Bob Graham Jennifer Dunn Connie Mack	Edward Donley Stephen J. Solarz Emmanuel A. Kampouris John Hurford	Leon Lynch Thomas R. Donahue			John Brademas Thomas H. Kean Paul Wolfowitz	Fred C. Ikle Paula Dobriansky Morton Abramowitz	Matthew F. McHugh Antonia Hernandez
1999	Richard G. Lugar Donald M. Payne Bob Graham Jennifer Dunn Connie Mack	Ralph Gerson John Hurford Stephen J. Solarz Emmanuel A. Kampouris	Leon Lynch Thomas R. Donahue			John Brademas Paul Wolfowitz	Fred C. Ikle Paula Dobriansky Morton Abramowitz Lee Hamilton	Matthew F. McHugh Antonia Hernandez
2000	Evan Bayh Jon Kyl Bob Graham Donald M. Payne William H. First	Wesley K. Clark Franck Carlucci Esther Dyson Ralph Gerson Emmanuel A. Kampouris Vin Weber	Leon Lynch Thomas R. Donahue			Francis Fukuyama	Morton Abramowitz Lee Hamilton Richard C. Holbrooke	Matthew F. McHugh Antonia Hernandez Julie Finley

Source : Notre classification d'après les rapports annuels de la NED 1984-2000.

Annexe 20: Répartition du budget de la NED par région 1985-1990

	Afrique		Asie		Europe		Anciennes Rep. Sov.		Amérique Latine		Moyen-Orient		Multirégional	
	Montant	**%**	Montant	**%**	Montant	**%**	Montant	**%**	Montant	**%**	Montant	**%**	Montant	**%**
1985	2 238 263	**16**	3 039 845	**22**	2 837 887	**20**			5 257 913	**38**			596 653	**4**
1986	1 301 269	**10**	2 894 695	**21**	2 564 717	**19**			5 752 814	**42**			1 240 880	**9**
1987	1 186 702	**10**	1 967 886	**16**	3 433 767	**28**			4 759 568	**38**			1 021 807	**8**
1988	1 571 167	**11**	1 989 316	**13**	3 528 830	**24**			6 843 435	**46**			845 957	**6**
1989	1 529 068	**9**	1 956 182	**11**	4 987 158	**28**			8 304 136	**47**			863 411	**5**
1990	1 589 450	**5**	2 107 772	**7**	15 303 764	**47**			12 660 438	**39**			586 865	**2**
1991	3 378 682	**15**	2 743 627	**12**	4 511 272	**20**	2 703 632	**12**	4 743 252	**21**	516 453	**2**	828 202	**4**
1992	4 261 708	**19**	3 189 056	**14**	4 118 228	**18**	3 923 242	**17**	5 009 786	**22**	523 983	**2**	1 462 797	**7**
1993	3 558 176	**15**	3 433 520	**15**	3 411 902	**14**	4 803 628	**20**	5 713 034	**24**	1 297 712	**6**	1 331 335	**6**
1994	3 897 214	**14**	3 322 151	**12**	4 952 567	**18**	5 642 015	**20**	5 932 451	**21**	2 489 740	**9**	1 508 455	**5**
1995	3 403 215	**12**	6 013 453	**21**	5 046 500	**17**	4 888 704	**17**	5 181 468	**18**	2 692 812	**9**	1 629 426	**6**
1996	3 150 857	**11**	6 957 667	**25**	4 534 737	**16**	3 603 137	**13**	4 105 950	**15**	3 512 539	**13**	1 919 707	**7**
1997	3 567 176	**13**	5 870 670	**22**	4 849 171	**18**	3 939 706	**15**	3 712 534	**14**	3 013 875	**11**	1 934 172	**7**
1998	3 715 603	**13**	5 926 514	**21**	4 542 898	**16**	4 686 326	**16**	3 433 392	**12**	3 378 323	**12**	3 015 669	**11**
1999	3 405 770	**11**	6 090 122	**19**	6 428 947	**20**	4 769 835	**15**	4 837 172	**15**	3 153 904	**10**	3 639 753	**11**
2000	4 187 785	**12**	7 127 331	**21**	7 352 152	**22**	4 080 589	**12**	4 829 744	**14**	2 559 410	**8**	3 382 238	**10**

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1985-1990.

Annexe 21: Nombre de pays qui reçoivent un financement dans chaque région 1986-2000

	Afrique	Asie	Europe	Amérique Latine	Total
1986	2	10	8	22	42
1987	5	7	9	19	40
1988	8	9	9	18	44
1989	8	11	8	19	46
1990	7	14	9	18	48
Total	30	51	43	96	220

Année	Afrique	Asie	Europe Centrale et de l'Est	Anciennes républiques soviétiques	Amérique Latine et Caraïbes	Moyen-Orient	Total
1991	17	17	9	3	17	4	67
1992	17	15	9	3	17	5	66
1993	16	12	11	6	17	10	72
1994	20	13	15	10	14	9	81
1995	22	12	11	12	14	10	81
1996	19	10	13	8	12	12	74
1997	15	9	11	10	11	10	66
1998	16	11	13	12	9	12	73
1999	21	15	16	13	11	11	87
2000	19	15	13	10	10	8	75
TOTAL	182	129	121	87	132	91	742

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-2000.

Annexe 22: Répartition du budget entre financement individuel et régional par région 1986-2000 (en pourcentage)

Année	Afrique		Asie		Europe centrale et est		Anciennes Rep. Sov.		Amérique Latine		Moyen-Orient	
	Individuel	Régional	Individuel	Régional	Individuel	Régional	Individuel	Régional	Individuel	Régional	Individuel	Régional
1986	37%	63%	70%	30%	93%	7%			69%	31%		
1987	59%	42%	73%	27%	97	3%			70%	30%		
1988	56%	44%	73%	27%	91%	9%			75%	25%		
1989	54%	46%	75%	25%	98%	2%			85%	15%		
1990	43%	57%	81%	19%	85%	15%			93%	7%		
1991	69%	31%	77%	23%	74%	26%	50%	50%	80%	20%	76%	24%
1992	76%	24%	81%	19%	62%	38%	46%	54%	81%	19%	73%	27%
1993	76%	24%	74%	26%	87%	13%	78%	22%	85%	15%	78%	22%
1994	75%	25%	*	*	79%	21%	86%	14%	79%	19%	65%	35%
1995	69%	31%	71%	29%	73%	27%	94%	6%	87%	13%	71%	32%
1996	82%	18%	82%	18%	77%	23%	94%	6%	83%	17%	72%	28%
1997	82%	18%	93%	7%	83%	17%	89%	11%	91%	9%	77%	23%
1998	85%	15%	94%	6%	82%	18%	91%	9%	90%	10%	86%	14%
1999	93%	7%	84%	16%	73%	27%	91%	9%	88%	12%	72%	28%
2000	93%	7%	82%	18%	64%	36%	97%	3%	79%	21%	84%	16%

* La page 52 du rapport annuel de 1994 étant manquante, il n'est pas possible d'obtenir ce chiffre. Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-2000

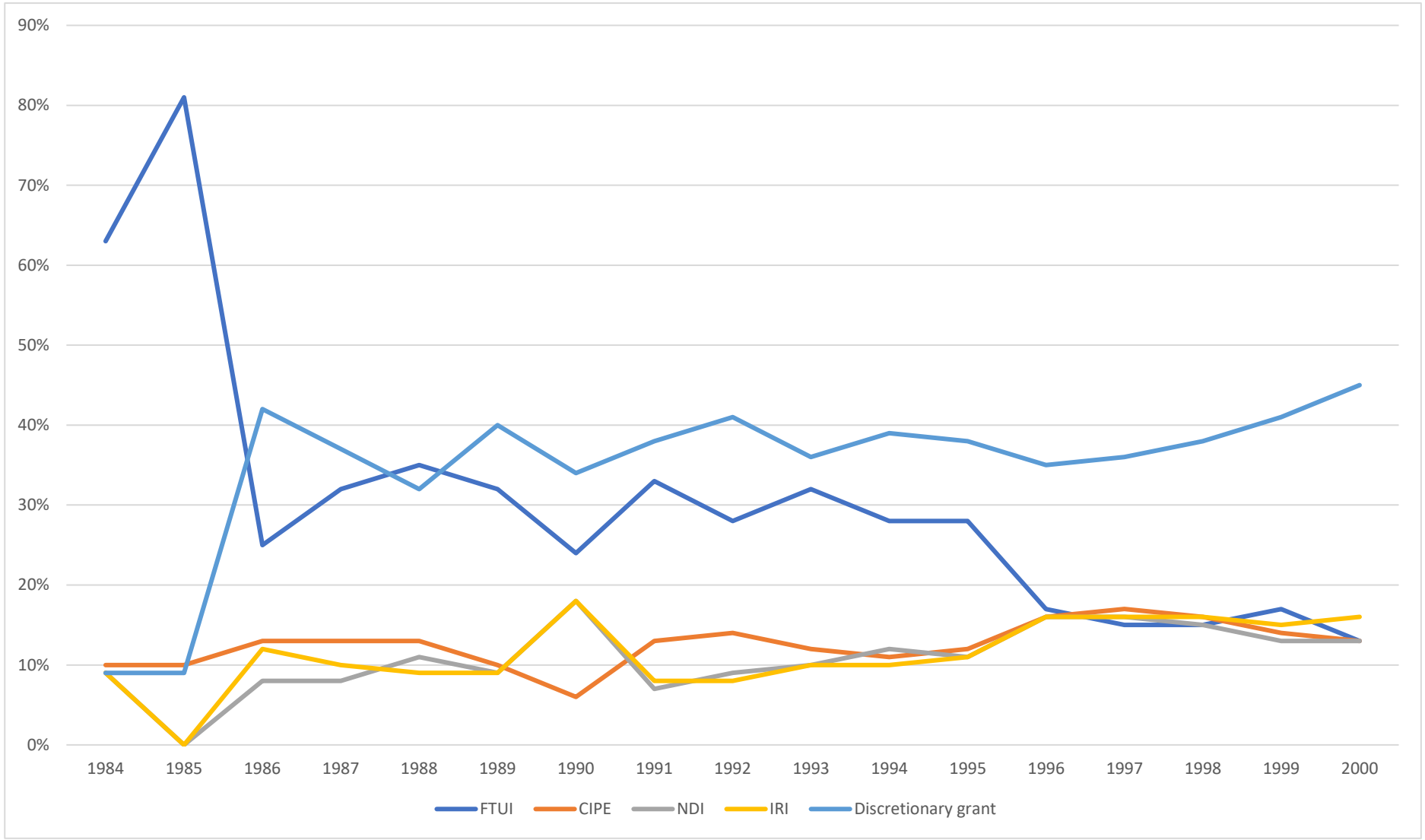
Annexe 23: Répartition du budget de la NED entre les différents instituts bénéficiaires (en dollars) 1984-2000

Année	FTUI	%	CIPE	%	NRIIA	%	NDIIA	%	DISC	%
1984	11 000 000	63 %	1 700 000	10 %	1 500 000	9 %	1 500 000	9 %	1 644 325	9 %
1985	11 303 834	81 %	1 380 162	10 %	0	0 %	0	0 %	1 286 565	9 %
1986	3 366 226	25 %	1 826 588	13 %	1 580 137	12 %	1 150 005	8 %	5 701 502	42 %
1987	3 985 243	32 %	1 581 800	13 %	1 237 240	10 %	999 380	8 %	4 640 634	37 %
1988	5 199 051	35 %	1 892 677	13 %	1 367 644	9 %	1 661 254	11 %	4 657 979	32 %
1989	5 770 522	32 %	1 859 767	10 %	1 552 205	9 %	1 597 703	9 %	7 285 788	40 %
1990	7 785 531	24 %	2 074 859	6 %	5 766 503	18 %	5 871 238	18 %	11 010 082	34 %
TOTAL	**48 410 407**	**39 %**	**12 315 853**	**10 %**	**13 003 729**	**11 %**	**12 779 580**	**10 %**	**36 226 875**	**30 %**
1991	6 349 944	33 %	2 597 195	13 %	1 646 317	8 %	1 274 764	7 %	7 368 784	38 %
1992	6 286 602	28 %	3 114 823	14 %	1 841 346	8 %	2 097 723	9 %	9 248 304	41 %
1993	7 476 004	32 %	2 868 175	12 %	2 292 307	10 %	2 388 352	10 %	8 524 569	36 %
1994	7 742 395	28 %	3 057 138	11 %	2 805 505	10 %	3 305 448	12 %	10 834 137	39 %
1995	8 108 760	28 %	3 516 821	12 %	3 120 732	11 %	3 241 360	11 %	10 867 977	38 %
1996	4 855 432	17 %	4 390 062	16 %	4 509 236	16 %	4 418 872	16 %	9 610 792	35 %
1997	4 124 999	15 %	4 488 000	17 %	4 333 001	16 %	4 243 229	16 %	9 688 675	36 %
1998	4 425 001	15 %	4 497 880	16 %	4 571 800	16 %	4 266 492	15 %	10 804 452	38 %

1999	5 442 088	17 %	4 545 189	14 %	4 828 512	15 %	4 248 113	13 %	13 309 553	41 %
2000	4 505 934	13 %	4 227 620	13 %	5 319 601	16 %	4 499 955	13 %	14 966 159	45 %
TOTAL	**59 317 159**	**22 %**	**37 302 903**	**14 %**	**35 268 357**	**13 %**	**33 984 308**	**13 %**	**105 223 402**	**39 %**

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-2000

Annexe 24: Évolution du financement des différents instituts de la NED 1984-2000



Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1984-2000

Annexe 25: Répartition du budget entre les instituts de la NED par région 1985-1990

AFRIQUE	FTUI	%	CIPE	%	IRI	%	NDI	%	Discr grants	%
1985	1 857 028	83 %	175 405	8 %	0		0		205 830	9 %
1986	588 235	50 %	0	0	25 000	2 %	242 470	20 %	330 997	28 %
1987	945 069	73 %	62 700	5 %	0	0	0	0	293 500	23 %
1988	897 485	57 %	146 280	9 %	0	0	93 402	6 %	434 000	28 %
1989	685 943	45 %	270 900	18 %	0	0	187 255	12 %	385 000	25 %
1990	664 118	37 %	158 915	9 %	0	0	208 417	11 %	788 000	43 %
TOTAL	**5 637 878**	**57 %**	**814 200**	**8 %**	**25 000**	**2 %**	**731 514**	**12 %**	**2 437 327**	**26 %**

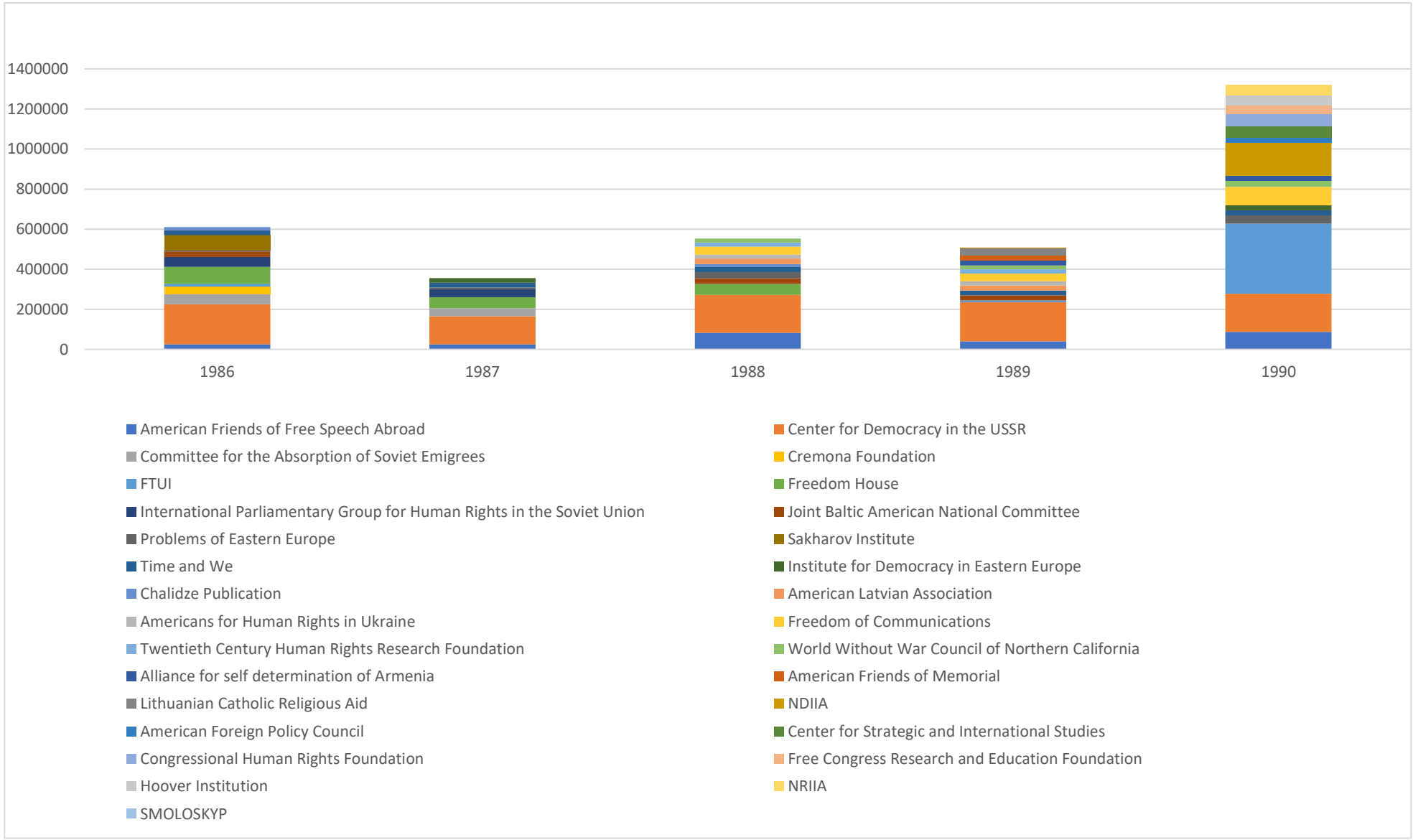
ASIE	FTUI	%	CIPE	%	IRI	%	NDI	%	Discr grants	%
1985	2 784 000	92 %	0	0	0	**0**	0	**0**	255 845	8 %
1986	1 341 157	46 %	337 115	12 %	210 012	7 %	157 461	5 %	833 600	29 %
1987	1 011 576	51 %	145 360	7 %	0	0	355 257	18 %	455 693	23 %
1988	1 101 465	55 %	241 702	12 %	0	0	136 383	7 %	509 766	26 %
1989	1 063 458	54 %	159 600	8 %	0	0	75 024	4 %	668 100	34 %
1990	944 840	45 %	221 879	11 %	36 325	2 %	60 820	3 %	843 908	40 %
TOTAL	**8 246 496**	**57 %**	**1 095 656**	**8 %**	**246 337**	**5 %**	**784 945**	**7 %**	**3 566 912**	**27 %**

EUROPE	FTUI	%	CIPE	%	IRI	%	NDI	%	Discr grants	%
1985	2 685 201	95 %	36 686	1 %	0	0	0	0	116 000	4 %
1986	802 124	31 %	80 103	3 %	97 500	4 %	75 700	3 %	1 509 290	59 %
1987	938 367	27 %	150 000	4 %	100 000	3 %	85 850	3 %	2 161 550	63 %
1988	1 892 940	54 %	0	0	40 000	1 %	97 390	3 %	2 498 500	42 %
1989	1 851 338	37 %	121 775	2 %	100 000	2 %	369 497	7 %	2 544 548	51 %
1990	4 420 410	29 %	561 217	4 %	1 500 065	10 %	1 817 434	12 %	7 094 563	46 %
TOTAL	**12 590 380**	**45 %**	**949 781**	**3 %**	**1 837 565**	**4 %**	**2 445 871**	**6 %**	**14 924 451**	**44 %**

AMERIQUE LATINE	FTUI	%	CIPE	%	IRI	%	NDI	%	Discr grants	%
1985	3 937 605	75 %	718 358	14 %	0	**0**	0	**0**	601 950	11 %
1986	634 710	11%	740 075	13 %	1 112 625	19 %	461 549	8 %	2 803 855	49 %
1987	1 090 231	23 %	559 373	12 %	1 055 000	22 %	458 273	10 %	1 556 691	33 %
1988	1 234 915	18 %	1 189 101	17 %	1 227 644	18 %	1 155 962	17 %	2 035 713	30 %
1989	1 946 460	22 %	944 340	11 %	1 380 205	16 %	831 021	10 %	3 628 140	42 %
1990	1 586 163	13 %	1 023 978	8 %	4 130 113	33 %	3 597 572	29 %	2 253 611	18%
TOTAL	**10 430 084**	**27 %**	**5 184 225**	**12 %**	**8 905 587**	**22 %**	**6 504 377**	**15 %**	**12 879 960**	**30 %**

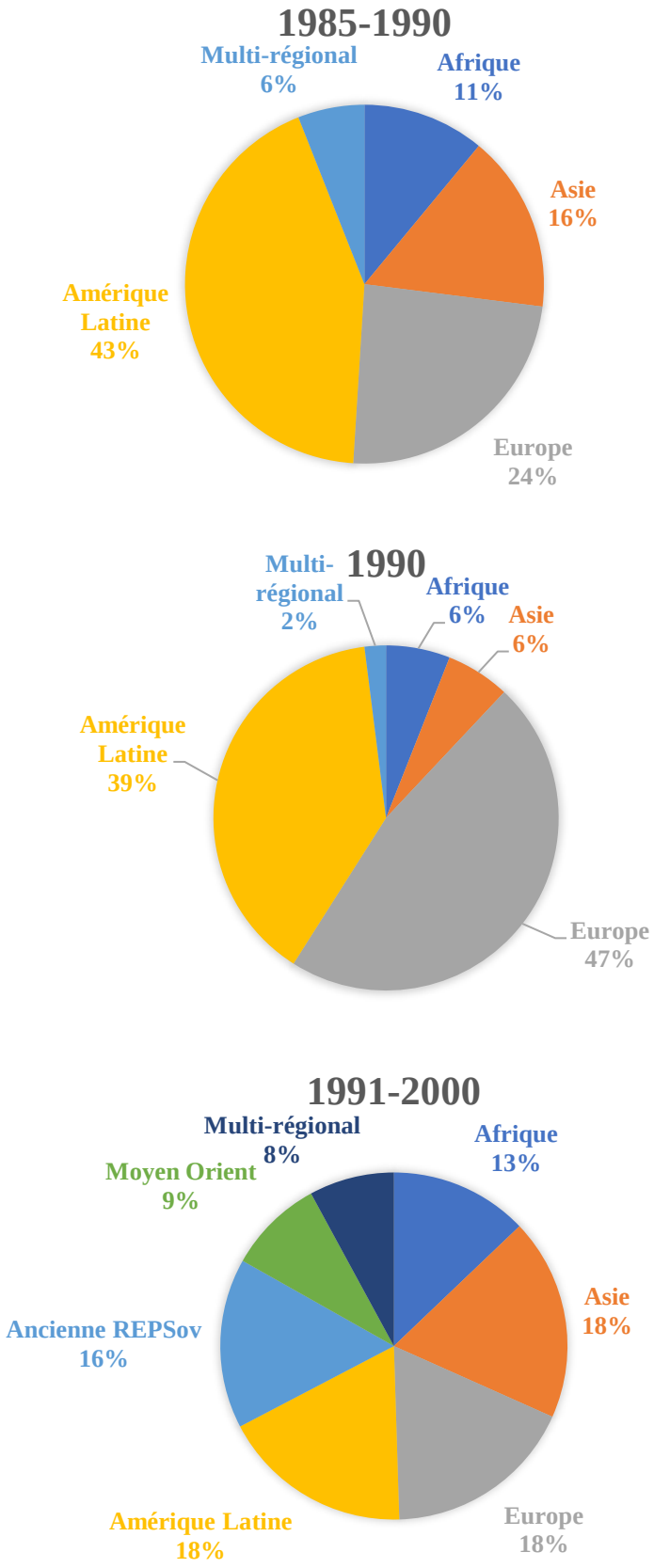
Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1985-1990.

Annexe 26: Détail des bénéficiaires de la NED en URSS 1986-1990



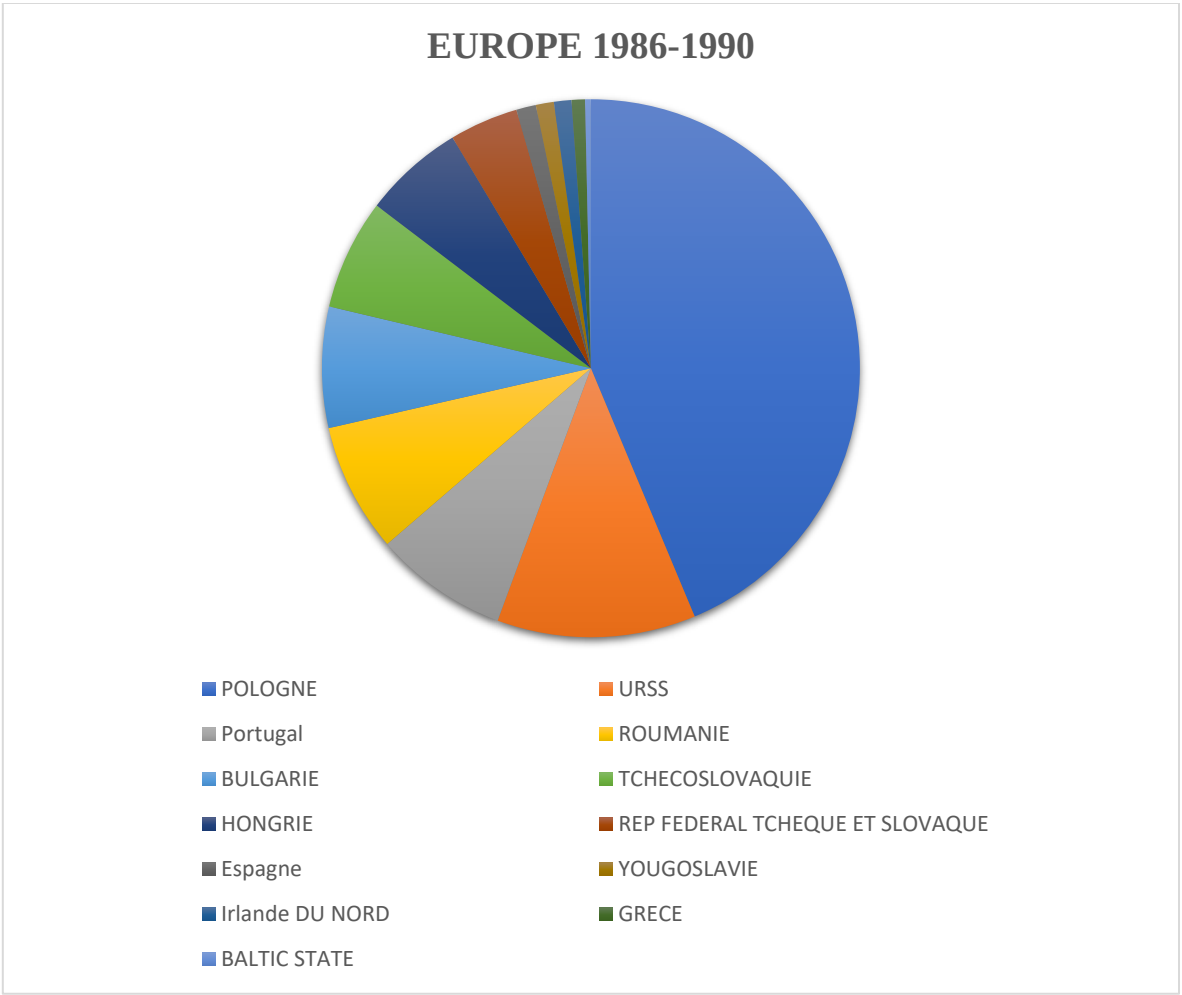
Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-1990

Annexe 27: Répartition régionale du budget de la NED 1985-2000 (en pourcentage)

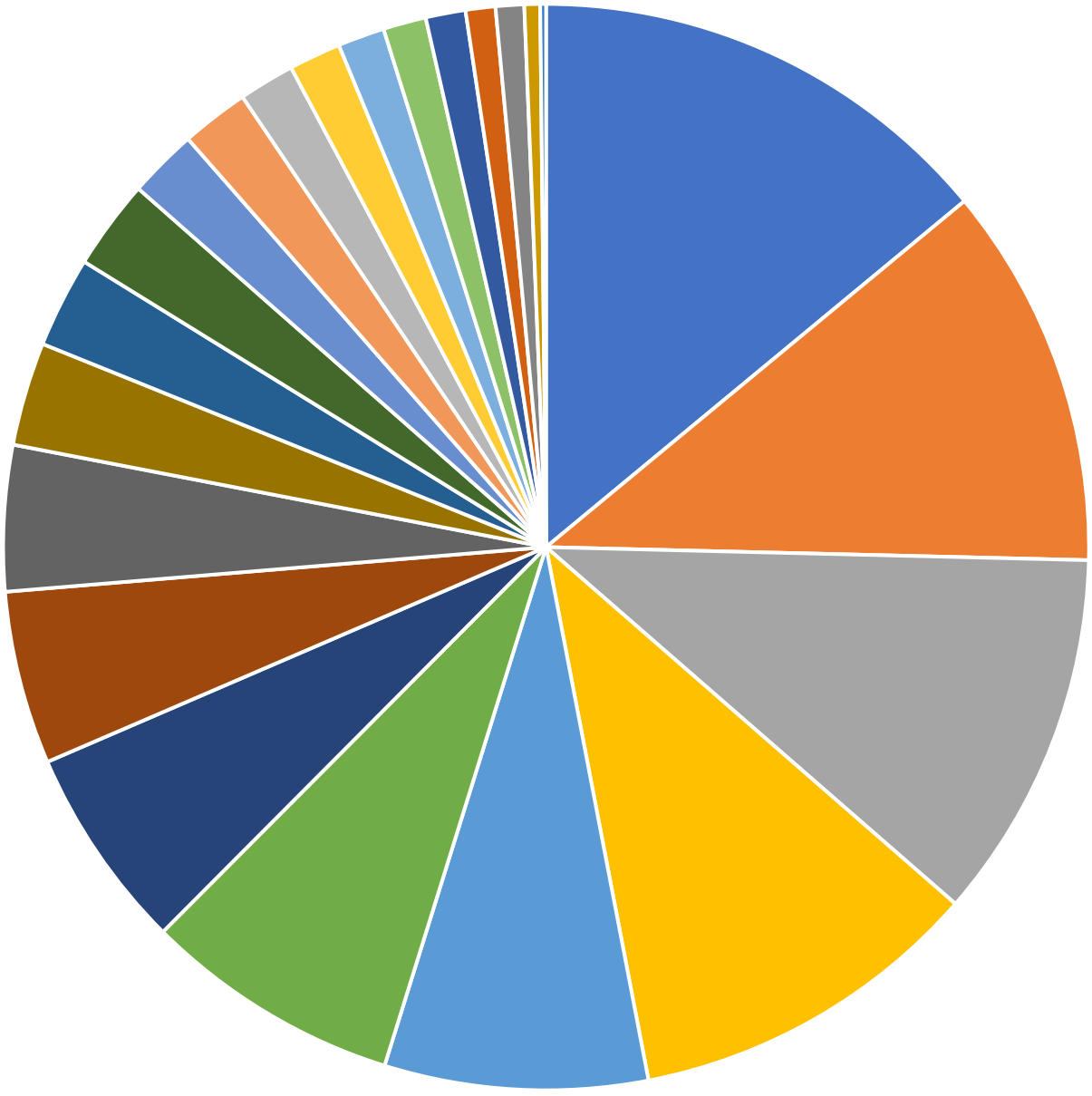


Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1985-2000

Annexe 28: Distribution par pays du budget régional 1986-1990 et 1991-2000.

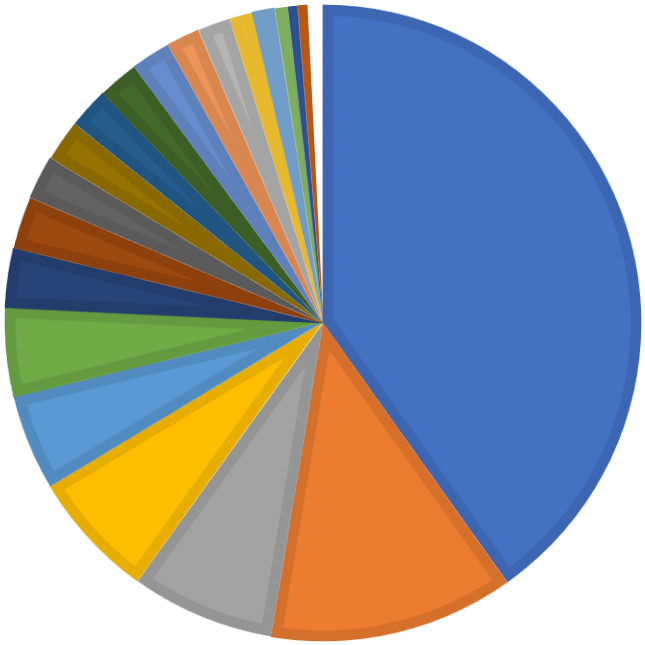


EUROPE 1991-2000



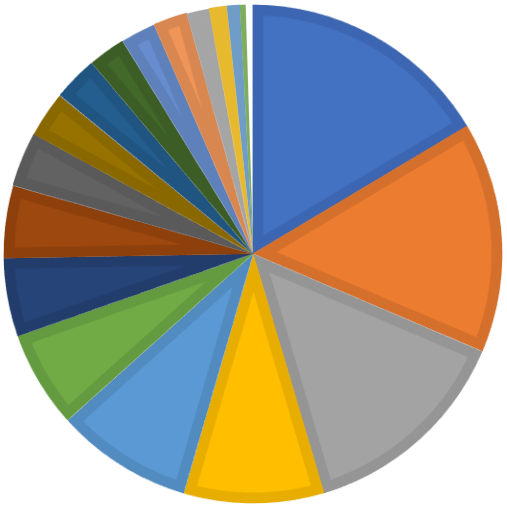
AMÉRIQUE LATINE 1986-1990

NICARAGUA CHILI HAITI ARGENTINE PARAGUAY PEROU
BRESIL GUATEMALA CUBA REP DOM COLOMBIE Mexique
PANAMA COSTA RICA BOLIVIE DOMINICA URUGUAY EQUATEUR
GUYANA GRENADE SALVADOR BARBADE VENEZUELA HONDURAS

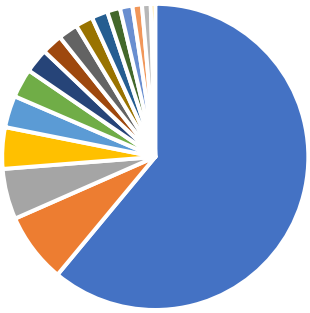


AMÉRIQUE LATINE 1991-2000

NICARAGUA CUBA Mexique
PEROU VENEZUELA COLOMBIE
BRESIL GUATEMALA PARAGUAY
ARGENTINE HAITI EQUATEUR
BOLIVIE CHILI SALVADOR
PANAMA REPUBLIQUE DOMINICAINE AMERIQUE CENTRALE
GUYANA GRENADE URUGUAY

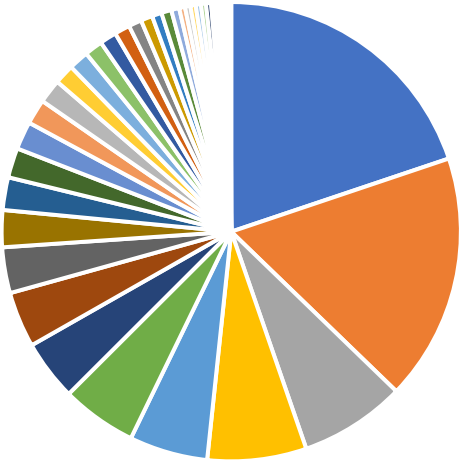


AFRIQUE 1986-1990



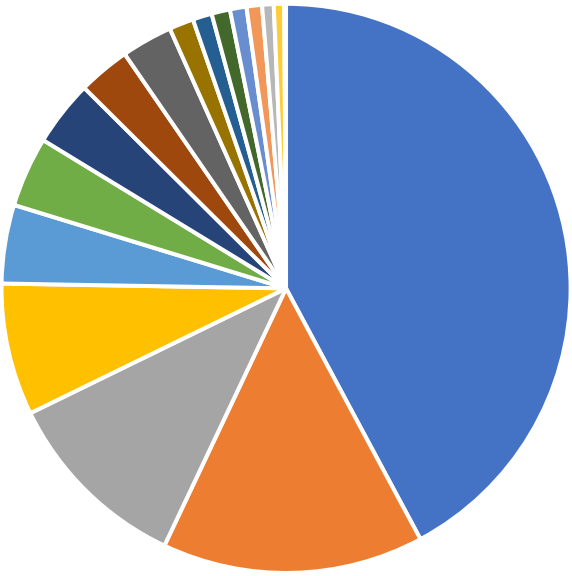
SOUTH AFRICA NAMIBIE BOTSWANA NIGERIA SOUDAN OUGANDA
KENYA LIBERIA SENEGAL MOZAMBIQUE NIGER zimbabwe
TUNISIE SIERRA LEONE COTE D'IVOIRE BURKINA FASO

AFRIQUE 1991-2000



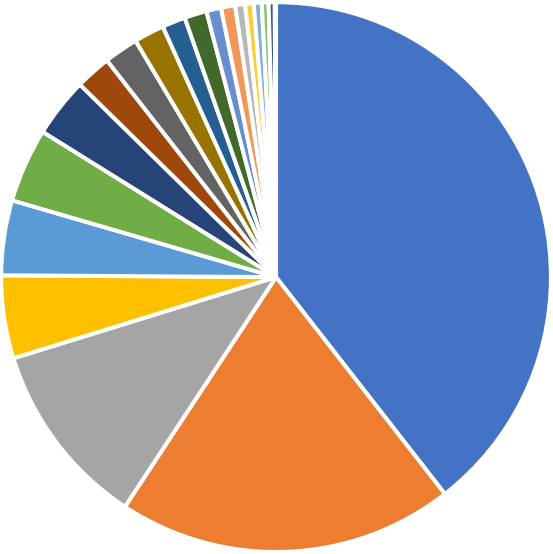
SOUTH AFRICA NIGERIA KENYA
CONGO LIBERIA ZIMBABWE
SOUDAN ZAIRE ETHIOPIE
SIERRA LEONE GHANA NIGER
ANGOLA NAMIBIE ZAMBIE
MALAWI MALI COTE D'IVOIRE
BENIN OUGANDA CAMEROUNE
MOZAMBIQUE CHAD REPUBLIQUE CENTRE AFRICAINE
BOTSWANA BURKINA FASO BURUNDI
TANZANIE RWANDA SENEGAL
SOMALIA DJIBOUTI GHANA KENYA NAMIBIA CONGO BRAZZAVILLE
ERYTHREE SOMALIA AND SOMALILAND GAMBIA
GUINEE TOGO SOMALILAND

ASIE 1986-1990

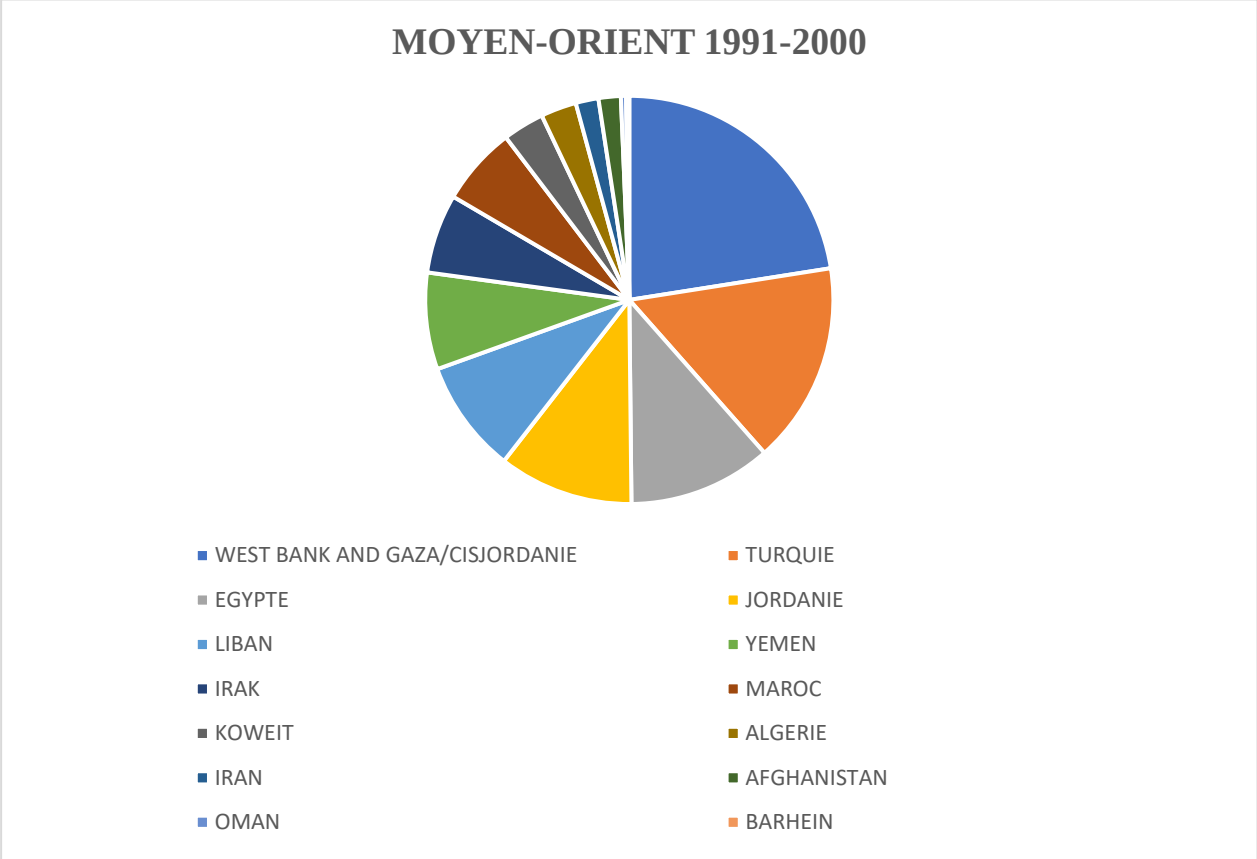


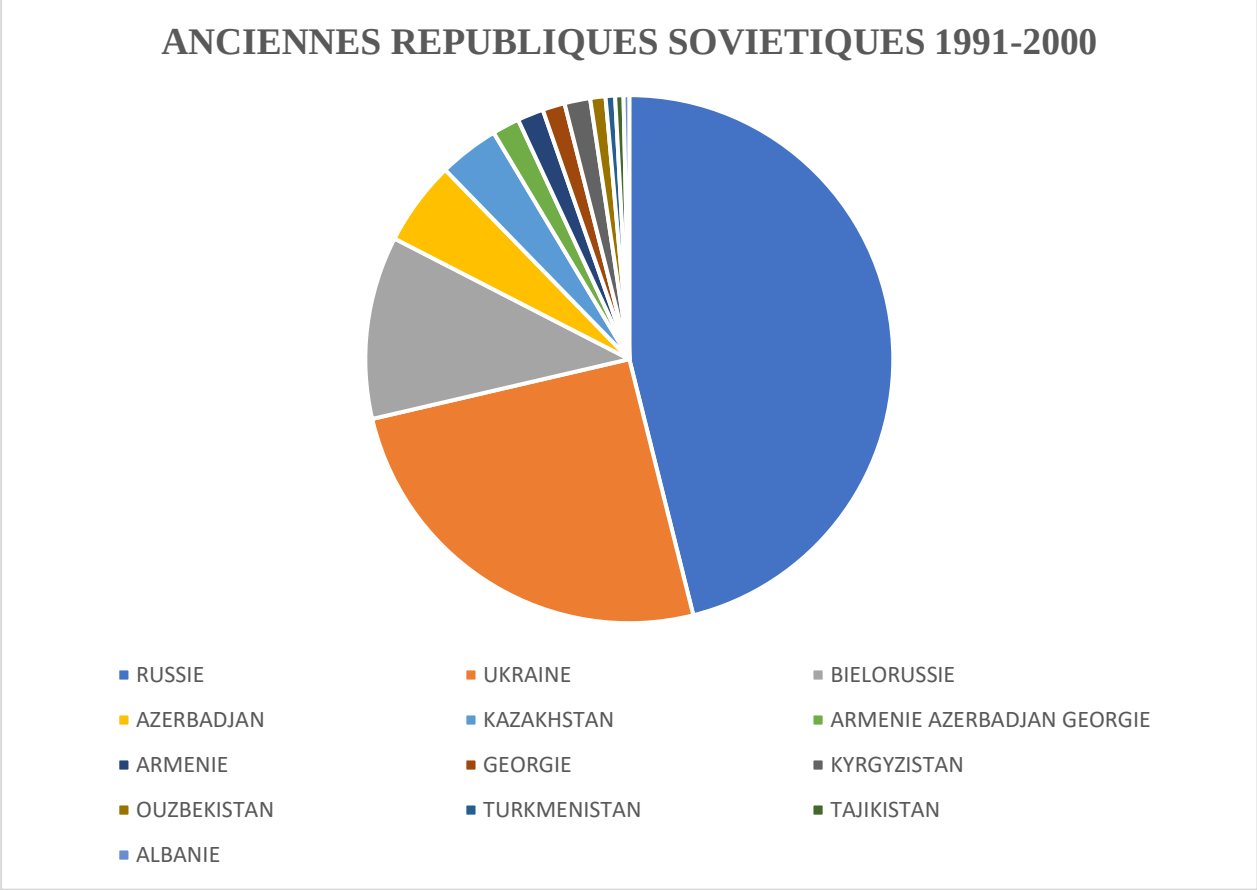
PHILIPPINES | PEOPLES REPUBLIC OF CHINA | AFGHANISTAN
PAKISTAN | SOUTH KOREA | THAILAND
VIETNAM | TURKEY | INDIA
TAIWAN | INDONESIE | BANGLADESH
CAMBODGE | ISRAEL | BIRMANIE
TIBET | NEPAL

ASIE 1991-2000



CHINA | BIRMANIE | CAMBODGE | VIETNAM | INDONESIE
PHILIPPINES | THAILAND | NEPAL | MONGOLIE | SRI LANKA
COREE | HONG KONG | PAKISTAN | MALAISIE | COREE DU NORD
TIBET | INDE | AFGHANISTAN | LAOS | EAST TIMOR





Source : Nos calculs d'après les rapports annuel de la NED 1985-2000

Annexe 29: Pays financés par la NED de 1986 à 1990 par ordre d'importance

	Pays	Montant $	Pourcentage du budget total de la NED
1	Nicaragua	12 678 534	13,9
2	Pologne	12 537 976	13,7
3	Chili	3 935 435	4,3
4	URSS	3 426 546	3,7
5	Philippines	3 333 110	3,6
6	South Africa	2 326 176	2,5
7	Portugal	2 303 139	2,5
8	Haiti	2 296 022	2,5
9	Roumanie	2 227 050	2,4
10	Bulgarie	2 084 662	2,3
11	Argentine	2 051 953	2,2
12	Tchecoslovaquie	1 907 895	2,1
113	Hongrie	1 738 556	1,9
14	Paraguay	1 525 348	1,7
15	Perou	1 429 148	1,6
16	Rep Federal Tcheque Et Slovaque	1 185 345	1,3
17	Peoples Republic Of China	1 174 632	1,3
18	Bresil	949 226	1,0
19	Afghanistan	849 270	0,9
20	Guatemala	836 228	0,9
21	Cuba	700 000	0,8
22	Rep Dom	662 281	0,7
23	Colombie	660 203	0,7
24	Mexique	653 624	0,7
25	Panama	640 818	0,7

26	Pakistan	592 602	0,6
27	Costa Rica	532 832	0,6
28	Bolivie	521 500	0,6
29	Dominica	371 535	0,4
30	Uruguay	359 440	0,4
31	South Korea	353 022	0,4
32	Espagne	337 519	0,4
33	Thailand	315 000	0,3
34	Yougoslavie	311 949	0,3
35	Irlande DU NORD	302 055	0,3
36	Vietnam	294 667	0,3
37	Namibie	281 372	0,3
38	Turkey	233 500	0,3
39	Grece	230 103	0,3
40	India	229 120	0,3
41	Equateur	206 261	0,2
42	Botswana	203 602	0,2
43	Nigeria	166 950	0,2
44	Guyana	157 429	0,2
45	Grenade	153 000	0,2
46	Soudan	128 000	0,1
47	Ouganda	116 600	0,1
48	Taiwan	110 035	0,1
49	Baltic State	100 000	0,1
50	Kenya	97 830	0,1
51	Indonesie	86 319	0,1
52	Salvador	85 647	0,1

53	Liberia	83 445	0,1
54	Bangladesh	83 020	0,1
55	Senegal	79 365	0,1
56	Cambodge	74 000	0,1
57	Mozambique	70 275	0,1
58	Israel	69 400	0,1
59	Barbade	65 800	0,1
60	Niger	65 000	0,1
61	Venezuela	60 250	0,1
62	Birmanie	52 000	0,1
63	Zimbabwe	51 908	0,1
64	Tunisie	50 000	0,1
65	Tibet	46 500	0,1
66	Sierra Leone	38 500	0,0
67	Honduras	36 000	0,0
68	Cote D'ivoire	35 000	0,0
69	Burkina Faso	18 000	0,0
70	Nepal	8 000	0,0

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-1990

Annexe 30: Pays financés par la NED de 1991 à 2000 par ordre d'importance

	Pays	Montant $	Pourcentage du budget total de la NED
1	Chine	16 543 906	6,1 %
2	Russie	16 149 711	6,0 %
3	Ukraine	8 847 560	3,3 %
4	Birmanie	8 296 045	3,1 %
5	Yougoslavie (Kosovo-Serbie-Montenegro)	7 610 225	2,8 %
6	Nicaragua	6 566 489	2,4 %
7	Afrique du Sud	6 388 520	2,4 %
8	Cuba	5 980 749	2,2 %
9	Mexique	5 602 006	2,1 %
10	Nigeria	4 968 808	1,8 %
11	Roumanie	4 898 289	1,8 %
12	Cambodge	4 595 140	1,7 %
13	Pologne	3 980 118	1,5%
14	Biélorussie	3 917 914	1,4 %
15	Turquie	3 906 277	1,4 %
16	Slovaquie	3 855 302	1,4 %
17	Cisjordanie/Gaza	3 830 654	1,4 %
18	Bulgarie	3 697 393	1,4 %
19	Pérou	3 630 500	1,3 %
20	Vénézuela	3 538 654	1,3 %
21	Hongrie	2 680 020	1,0 %
22	Colombie	2 508 529	0,9 %
23	Guatemala	2 171 970	0,8 %
24	Kenya	2 135 757	0,8 %
25	Lituanie	2 119 792	0,8 %

26	Congo	2 088 145	0,8 %
27	Viétnam	2 044 582	0,8 %
28	Brésil	2 032 214	0,7 %
29	Egypte	1 930 963	0,7 %
30	Indonésie	1 843 467	0,7 %
31	Bosnie-Herzégovine	1 834 216	0,7 %
32	Philippines	1 827 215	0,7 %
33	Jordanie	1 819 207	0,7 %
34	Azerbadjan	1 810 659	0,7 %
35	Libéria	1 577 750	0,6 %
36	Liban	1 525 941	0,6 %
37	Zimbabwe	1 518 874	0,6 %
38	Thaïlande	1 463 352	0,5 %
39	Paraguay	1 415 704	0,5 %
40	Yemen	1 303 451	0,5 %
41	Kazahkstan	1 291 699	0,5 %
42	Soudan	1 214 888	0,4 %
43	Argentine	1 186 508	0,4 %
44	Haïti	1 158 866	0,4 %
45	Zaïre	1 121 454	0,4 %
46	Iraq	1 069 630	0,4 %
47	Maroc	1 058 072	0,4 %
48	République fédérale Tchèque et Slovaque	1 025 937	0,4 %
49	Equateur	965 151	0,4 %
50	Macédoine	933 721	0,3 %
51	Ethiopie	920 261	0,3 %
52	Bolivie	904 242	0,3 %

53	Moldavie	892 426	0,3 %
54	Chili	890 200	0,3 %
55	Népal	873 663	0,3 %
56	Albanie	828 907	0,3 %
57	Sierra Léone	783 886	0,3 %
58	Sri Lanka	745 501	0,3 %
59	Croatie	720 758	0,3 %
60	Ghana	718 328	0,3 %
61	Niger	597 490	0,2 %
62	Arménie/Azerbadjan	585 547	0,2 %
63	République Fédérale Tchèque	581 826	0,2 %
64	Salvador	581 570	0,2 %
65	Corée du Sud	573 570	0,2 %
66	Arménie	562 087	0,2 %
67	Angola	561 000	0,2 %
68	Koweït	557 974	0,2 %
69	Kyrgystan	550 780	0,2 %
70	Hong Kong	549 284	0,2 %
71	Bosnie Montenegro	541 696	0,2 %
72	Géorgie	505 663	0,2 %
73	Namibie	503 803	0,2 %
74	Zambie	482 682	0,2 %
75	Algérie	481 220	0,2 %
76	Bénin	479 248	0,2 %
77	Afghanistan	466 412	0,2 %
78	Panama	462 501	0,2 %
79	Malawi	454 469	0,2 %

80	Lettonie	415 187	0,2 %
81	Ouganda	414 360	0,2 %
82	Mali	400 200	0,1 %
83	Pakistan	363 834	0,1 %
84	Côte d'Ivoire	363 536	0,1 %
85	Malaisie	346 718	0,1 %
86	Ouzbékistan	340 641	0,1 %
87	République Dominicaine	327 834	0,1 %
88	Chine Tibet	321 125	0,1 %
89	Slovénie	309 963	0,1 %
90	Iran	306 860	0,1 %
91	Estonie	296 486	0,1 %
92	Cameroun	261 134	0,1 %
93	Mozambique	255 392	0,1 %
94	Corée du Nord	243 700	0,1 %
95	Chine Tibet	210 000	0,1 %
96	Chad	195 635	0,1 %
97	Inde	195 535	0,1 %
98	Turkménistan	190 852	0,1 %
99	Tajikistan	178 286	0,1 %
100	République Centrafricaine	176 000	0,1 %
101	Bosnie	164 000	0,1 %
102	Botswana	160 900	0,1 %
103	Laos	151 175	0,1 %
104	Sénégal	137 200	0,1 %
105	Burkina Faso	117 000	0,0 %
106	Burundi	108 085	0,0 %

107	Tanzanie	107 618	0,0 %
108	Rwanda	105 041	0,0 %
109	Somalie	101 110	0,0 %
110	Bangladesh	90 811	0,0 %
111	Guyana	90 496	0,0 %
112	Djibouti Ghana Kenya	80 000	0,0 %
113	Oman	69 506	0,0 %
114	Timor Oriental	67 800	0,0 %
115	Somaliland	65 000	0,0 %
116	Croatie/Bosnie Herzégovine	60 000	0,0 %
117	Erythrée	53 000	0,0 %
118	Grenade	50 000	0,0 %
119	Gambia	47 665	0,0 %
120	Guinée	47 418	0,0 %
121	Uruguay	46 568	0,0 %
122	Barhein	43 000	0,0 %
123	Togo	42 978	0,0 %

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1991-2000

Annexe 31 : **Détail des bénéficiaires des subventions de la NED et de l'USAID en Afrique du Sud 1986-1993.**

	NED		**USAID**	
	Organisation	Montant $	Organisation	Montant $
1986	FREEDOM HOUSE	77 000		
	NDIIA	161 720		
	Southern African Legal Services and Legal Education Project	25 000		
	USSALEP	122 866		
	TOTAL	**386 586**		
1987	CIPE	41 600	FTUI	300 000
	USSALEP	25 000	Freedom House	38 500
			USSALEP	200 000
	TOTAL	**66 600**	**TOTAL**	**538 500**
1988	CIPE	32 000	FTUI	200 000
			Joint Center for Political Studies	282 000
	TOTAL	**32 000**	**TOTAL**	**482 000**
1989			Center for Foreign Policy Options	200 000
			USSALEP	75 000
1990	Martin Luther King Center for Nonviolent Social Change	27 500	Center for Foreign Policy Options	200 000
			Joint Center for Political Studies	230 000
			Martin Luther King Center for Nonviolent Social Change	88 000
	TOTAL	**27 500**	**TOTAL**	**518 000**
1991	Center for foreign journalists	40 500	International Institute for Labor Development and Cooperative	110 000
	CIPE	34 000	Joint Center for Political and Economic Studies	330 000
	CIPE	60 000	Martin Luther King Center	104 590

	Joint Center for Political and Economic Studies	33 208	USSALEP	50 000
	NDI	125 630		
	TOTAL		TOTAL	594 590
1992	CIPE	54 000	African Centre for the Constructive Resolution of Disputes	200 000
	Community Agency for Social Enquiry	40 000	Center for Policy Studies	200 000
	NDI	114 720	Empowering for Reconciliation with Justice	93 000
			Institute for a Democratic Alternative for South Africa	300 000
			International Institute for Labor Development and Cooperative Studies	248 000
			Martin Luther King Jr.-Lithuli Transformation Centre	175 000
			South African Institute of Race Relations	100 000
			Soweto Civic Association	200 000
			Umtapo Center	100 000
	TOTAL	**208 720**	**TOTAL**	**1 616 000**
1993	Institute for the Advancement of Journalism	40 500	Center for Policy Studies	100 000
	CIPE	64 555	Joint Center for Political and Economic Studies and IDASA	330 000
	CIPE	58 064	The Martin Luther King Center	140 000
	Institute for Contextual Theology	50 000	Soweto Civic Association	100 000
	IRI	30 000	Umtapo Center	100 000
	IRI	62 035	Women's National Coalition	80 000
	NDI	117 620		
	TOTAL	**382 774**	**TOTAL**	**850 000**

Source : Nos calculs d'après les rapports annuel de la NED 1986-1993

Annexe 32: Organisations bénéficiaires des fonds de la NED au Nicaragua 1986-1998

1986	
DELPHI RESEARCH ASSOCIATES	103 500
PRODEMCA	51 500
NRIIA	85 000
1987	
FTUI	150 000
NDIIA	121 360
NDIIA	63 397
NRIIA	100 000
SOUTHERN LEGAL ASSISTANCE	20 000
1988	
AMERICA'S DEVELOPMENT FOUNDATION	64 360
ASSOCIACION PRO DEMOCRACIA	25 753
CIPE	96 551
DELPHI ASSOCIATES	27 500
DELPHI ASSOCIATES	64 900
DELPHI ASSOCIATES	33 000
DELPHI ASSOCIATES	22 000
FREEDOM HOUSE	53 000
FTUI	200 000
NDIIA	70 178
NRIIA	150 000
1989	
CIPE	100 000
AMERICA'S DEVELOPMENT FOUNDATION (US Congress)	247 500
CENTER FOR DEMOCRACY (US Congress)	75 000
DELPHI INTERNATIONAL (US Congress)	22 000
DELPHI INTERNATIONAL (US Congress)	470 000
DELPHI INTERNATIONAL (US Congress)	95 000
DELPHI INTERNATIONAL (US Congress)	55 000
DELPHI INTERNATIONAL (US Congress)	55 000
FTUI (US Congress)	397 345
FTUI (US Congress)	80 207
FTUI (US Congress)	415 000
FREEDOM HOUSE (US Congress)	25 000
INTER-AMERICAN BAR FOUNDATION (US Congress)	38 808
INTERNATIONAL FOUNDATION FOR ELECTORAL SYSTEMS (US Congress)	340 000
NDI (US Congress)	290 140
NDI/NRI (US Congress)	450 000
NRIIA (US Congress)	85 000
NRIIA (US Congress)	107 000
NRIIA (US Congress)	252 000
1990	
AMERICA'S DEVELOPMENT FOUNDATION (USAID)	75 000
CREATIVE ASSOCIATES INTERNATIONAL	50 000
DELPHI INTERNATIONAL (USAID)	175 000
DELPHI INTERNATIONAL (USAID)	40 000
DELPHI INTERNATIONAL (US Congress)	235 000

FTUI	73 000
FTUI (USAID)	493 013
INTERNATIONAL FOUNDATION FOR ELECTORAL SYSTEMS (USAID)	27 769
INTERNATIONAL FOUNDATION FOR ELECTORAL SYSTEMS (USAID)	153 000
NDI/NRI (USAID)	6 254 753
1991	
AMERICAN FEDERATION OF TEACHERS EDUCATIONAL FOUNDATION	40 000
CIPE	89 500
DELPHI RESEARCH ASSOCIATES (USAID)	69 000
DELPHI RESEARCH ASSOCIATES	110 000
DELPHI RESEARCH ASSOCIATES	44 000
DELPHI RESEARCH ASSOCIATES (USAID)	110 000
FTUI	25 000
FTUI (USAID)	43 630
IRI (USAID)	190 000
PUEBLA INSTITUTE	29 000
1992	
AMERICA'S DEVELOPMENT FOUNDATION (USAID)	80 000
AMERICAN FEDERATION TEACHERS (USAID)	550 000
CIPE	92 800
DELPHI INTERNATIONAL GROUP (USAID)	50 000
DELPHI INTERNATIONAL GROUP (USAID)	80 000
DELPHI INTERNATIONAL GROUP (USAID)	44 000
INTERNATIONAL FOUNDATION FOR ELECTORAL SYSTEMS	10 300
IRI (USAID)	180 000
NDI (USAID)	138 134
TELENICA (CHANNEL 8) (USAID)	52 500
1993	
AMERICA'S DEVELOPMENT FOUNDATION (USAID)	85 000
AMERICAN FEDERATION OF TEACHERS EDUCATION FOUNDATION (USAID)	475 570
CANAL 8 (USAID)	81 175
DELPHI INTERNATIONAL (USAID)	38 500
IRI (USAID)	195 112
NDI (USAID)	138 134
RESOURCES FOR ACTION (USAID)	70 000
1994	
CIPE	110 025
CENTER FOR RESEARCH AND ACTION FOR LATIN AMERICAN WOMEN (USAID)	40 000
EDUCATION FOUNDATION OF THE AMERICAN FEDERATION OF TEACHERS (USAID)	494 538
IRI	80 936
IRI (USAID)	204 873
NDI (USAID)	138 160

NICARAGUAN INSTITUTE FOR DEVELOPMENT INDE AND THE NICARAGUAN DEVELOPMENT FOUNDATION FUNDE (USAID)	70 000
RESOURCES FOR ACTION (USAID)	80 000
1995	
AMERICAN FEDERATION OF TEACHERS (USAID)	109 096
CIPE	80 685
CENTER FOR RESEARCH AND PROMOTION OF WOMEN (USAID)	40 000
FOUNDATION FOR THE DEVELOPMENT OF LEON (USAID)	44 043
IRI	90 000
IRI	106 018
NDI (USAID)	139 774
RESOURCES FOR ACTION (USAID)	88 123
1996	
AMERICAN FEDERATION OF TEACHERS EDUCATION FOUNDATION (USAID)	78 647
IRI (USAID)	17 558
IRI	264 304
RESOURCES FOR ACTION (USAID)	33 125
1997	
CIPE	79 053
CIPE	38 476
NDI	55 974
1998	
CIPE	18 150
IRI	294 246

Source : Nos calculs d'après les rapports annuels de la NED 1986-1998

Annexe 33: Document issu des archives de la Bibliothèque du Congrès, Manuscript Division, Georges Agree Papers (Box 1, Folder 6, American Political Foundation), Auteur manquant.

CMK/July 1983

A CRITIQUE OF THE PROPOSAL TO GIVE POLITICAL PARTIES FEDERAL FUNDS TO PROMOTE DEMOCRACY OVERSEAS

Legislation to create a National Endowment for Democracy to promote democracy overseas (S. 1342 and H.R. 2915), requires that not less than $10 million per year in federal funds be allocated to institutes associated with the Democratic and Republican parties.

The allocation to the party institutes represents one-third of the total authorization for the Endowment. The legislation also requires that the Endowment give not less than $13.8 million to the AFL-CIO Free Trade Union Institute and not less than $2.5 million to the U S. Chamber of Commerce's National Chamber Foundation. The remaining $5 million would go to the Endowment itself for salaries and other overhead, and to fund democracy-promotion programs by other private sector groups.

The measure has become embroiled in controversy, primarily because of the proposal requiring that funds be provided to the political party institutes. The requirement that the party institutes be granted $5 million each was rejected by an overwhelming 2-to-1 vote of the House of Representatives last month. However, the Endowment Board of Directors, which would contain several representatives of the two parties under current provisions of the bill, could still voluntarily provide funds for the party institutes.

Nonetheless, the parties are conducting an intense lobbying campaign in the Senate to keep the party funding requirement in the Senate version in preparation for an effort to reverse the House action via the conference agreement.

Following are some of the major problems with respect to the proposed party institutes:

* Concern that allowing the political parties -- or more precisely, the totally inexperienced institutes -- to involve themselves in the politics of other countries would be an invitation to disaster in terms of U.S. foreign policy and would increase partisan divisiveness in the U S. over American foreign policy.

* Lack of prohibitions against lobbying and involvement in domestic politics. Whether by design or inadvertence, the door appears to be left open for the institutes to engage in a variety of activities which have little to do with promoting democracy abroad.

* Lack of safeguards against misuse of funds. In addition to the absence of prohibitions against certain activities, the Endowment would have no control whatsoever over the funds it is required to allocate to the institutes.

* Lack of accountability. The party institutes are not accountable to the Endowment, to the Congress, or to their respective parties. Not only is there no requirement that the institutes obtain advance approval for their government-funded activities in other countries, they are not even required to report on their activities after the fact.

* Inadequate audit requirements . The only audit required is of the Endowment which would have control over only $5 million of the $31.3 million it is given to promote democracy abroad. There is no requirement that the federal funds received by the party and other institutes be audited.

WAYS IN WHICH PARTY INSTITUTES COULD ENGAGE IN DOMESTIC POLITICS

As a result of the lack of prohibitions in the authorizing legislation and the articles of incorporation of the two party institutes, the party institutes could be used to:

* Reward major contributors by sending them on travel tours abroad.

* Provide jobs, scholarships, fellowships, publishing contracts, etc, to individuals to whom party leaders or presidential candidates are politically obligated.

* Finance T.V. appearances for candidates to discuss foreign policy. This might be justified on grounds that such discussion would "contribute to the education of the citizens of the United States in the field of international affairs," one of the stated purposes of the two party institutes.

* Publish books, papers etc. on foreign policy to build up the author as a candidate for office or as part of a propaganda campaign relating to a particular foreign policy issue.

* Send a candidate or potential candidate overseas to gain media exposure and an aura of expertise in foreign affairs. This could be done to boost a potential primary election candidate as well as a candidate in a general election.

* Bring foreign officials and dignitaries to the U.S. to participate in events designed to give one or more candidates media exposure and the appearance of knowledge and expertise in foreign relations.

Note: All section references (e.g. section 403) in this paper refer to the Senate bill (S. 1342). Comparable references to the House bill (H.R. 2915) are exactly 200 higher. Thus section 403 in the Senate bill is section 603 in the House bill.

LACK OF PROHIBITION AGAINST LOBBYING AND INVOLVEMENT IN DOMESTIC POLITICS

Neither the authorizing legislation nor the articles of incorporation of the party institutes, prohibits the use of federal funds for lobbying activities or political propaganda, or for other activities which benefit candidates or the parties themselves in terms of domestic politics.

For example, despite the stated objective of promoting democracy abroad, the legislation leaves the door open for the party institutes to engage in domestic political activities behind a fig leaf of promoting the principles of democracy.

This is due to the fact that section 403, which sets forth the purposes of the Endowment and specifies the type of activities which would be authorized, does not require that all activities relate to the promotion of democracy abroad. Subparagraph (a)(1) of section 403 states that the purposes of the Endowment are to encourage free and democratic institutions "throughout the world" through private sector initiatives, etc...Clearly, this is a very broad mandate which covers almost anything anywhere in the world -- including the United States.

By comparison, all other subsections of the bill restrict activities to foreign countries by use of the word "abroad" or the phrase "in other countries."

The door is pushed even further open by the articles of incorporation of the two party institutes which list among their purposes the following (underlining mi

* "Organizing conferences, seminars and colloquia on international affairs, foreign policy and democratic political activities, including methods, financing and decision making;" (There is no requirement that events relating to "democratic political activities" relate to other countries.)

* "Sponsoring study tours, meetings and other projects which contribute to the education of the citizens of the United States and citizens abroad in the field of international affairs."

Finally, it is noteworthy that although the party institutes are organized as non-profit corporations and may legally accept private contributions, they have not been organized as 501(c)(3) tax exempt organizations and their articles of incorporation do not include the prohibitions on certain types of activities which would be required in order to seek 501 (c)(3) status.

To obtain 501 (c)(3) tax exempt status an organization's charter must prohibit propaganda or lobbying activities, publishing or distributing statement on behalf of candidates for public office, and any other activities relating to political campaigns.

INADEQUATE AUDIT & REPORTING REQUIREMENTS

The legislation goes into great detail requiring an annual audit of the accounts of the Endowment and an annual report to Congress of the Endowment's activities and operations. However nowhere does the legislation require that such annual audits or reports cover grants to the the party, labor and business entities which would receive 85% of the Endowment funds each year.

Instead, the legislation only requires the party, labor and business institutes to "keep such records as may be reasonably necessary to...facilitate an effective audit" and provides that the Endowment and GAO "shall have access" to such records "for the purpose of audit." However, as noted, an audit is not required.

Moreover, even these minimal provisions may be unenforceable because the reference to the recipients of assistance in subsection (c)(1) of section 408, appears to be defective. Subsection (c)(1) states that "Each recipient of assistance under this section shall keep such records" etc. There are no "recipients of assistance" under section 408.

A similar problem exists with respect to section 409 which requires the Endowment to submit an annual report to Congress. The section specifies that "the report shall include a comprehensive and detailed report of the Endowment's operations, activities, financial conditions, and accomplishments..." and that members of the Endowment Board of Directors and officers of the Endowment "shall be available to testify before appropriate committees of the Congress with respect to such report, the report of any audit...or any other matter which any such committee may determine." However, there is no reference whatsoever to reporting on the activities of the party, labor, and business organizations that would receive most of the Endowment money nor is there any requirement that the officials of these entities make themselves "available to testify before appropriate committees of the Congress."

LACK OF SAFEGUARDS AGAINST MISUSE OF FUNDS

Another example of the discrepancy between appearance and reality in H.R. 2915 involves the Endowment's authority over the federal funds it is given to "promote Democracy".

The Senate Committee report (pages 55 & 56) suggests that the Endowment would "perform general oversight functions" and "evaluate grant proposals." And section 403(b)(2) of the bill states that "the Endowment may provide funding only for programs which are consistent with the purposes set forth in this section."

However, Section 411 of the bill requires that the Endowment give "not less than" $5 million each to the two party institutes, $13.8 million to the labor institute and $2.5 million to the Chamber foundation.

Thus whatever authority the Endowment might appear to have over the federal funds being made available to "promote Democracy" would only apply to the remaining $5 million.

It was originally recommended that the Endowment Board have authority to withhold all or part of the funds specified to a party institute if the Board concluded by a two-thirds vote that the way such funds would be used would violate the charter of the Endowment or the party institute. However, this provision was not included in the legislation as reported and the Endowment is now merely a pass-through with no control whatsoever over the use of funds by the party institutes, or the business and labor institutes for that matter.

Thus, contrary to the impression created by the committee report and the bill, the Endowment is a toothless tiger when it comes to exercising any oversight or other authority over the party, labor and business entities and the $26.3 million per year they would receive in federal funds.

THE VOTE IN THE HOUSE & PARTY LOBBYING IN THE SENATE

Officials of the Democratic and Republican parties are conducting an intense lobbying campaign in the Senate in behalf of the Endowment -- without mentioning the fact that the House killed the provision requiring that federal funds be allocated to party institutes.

However, if asked about the House action, the "party line" is that Members of the House didn't know what they were doing since there had been no effort to "educate" Members in advance of the House vote.

Basically the party lobbyists are using two main lines of argument to sell the Endowment to the Senate: 1) That the party institutes would be just like the highly respected political party foundations in West Germany and 2) That the Endowment proposal has broad support across the political spectrum including the strong support of the Democratic and Republican parties, the AFL-CIO, and the U.S. Chamber of Commerce. DNC Chairman Manatt, for example, lays heavy emphasis on the West German model in a two page letter to Senate Democrats.

Critics respond that the West German analogy is totally irrelevant because of the massive differences between political parties under a parliamentary system and those in this country. U.S. parties, for example, are almost exclusively campaign instrumentalities with little, if any, involvement in policy formulation and governing. The West German parties, on the other hand, are heavily involved in all aspects of West German life and play key roles in policy formulation and governing, as well as winning elections. (See attached paper)

With respect to the "broad support across the political spectrum", critics note that the support of the two parties, the AFL-CIO and the Chamber of Commerce, is hardly surprising given the fact that they would not only receive 85% of the Endowment's funds each year, but also that representatives of the two parties, labor and the Chamber constitute at least two-thirds of the Endowment Board of Directors and would therefore also control the remaining 15% of the funds.*

*This is noteworthy also because it is envisioned that the party institutes and the labor and business entities would receive funding "in addition to those amounts already earmarked" in Section 611 of the bill. See page 56 of the Committee report on S. 1342 and page 87 of the report on H.R. 2915.

Moreover, critics note that the Members of the House were fully aware of what they were doing when they killed the party provisions because on two other votes the House rejected proposals to delete all funding for the Endowment and to strike funding for the AFL-CIO Institute and the U.S. Chamber of Commerce Foundation.

By comparison, the House voted to eliminate the political parties by a margin of two to one (267 to 136), a position that was shared by all of the identifiable voting elements in the House. For example, the vote to eliminate the political parties was supported by 67% of the Democrats, 65% of the Republicans, 66% of liberals in both parties, 61% of moderates in both parties, 69% of conservatives in both parties, 70% of women in both parties, and 65% of black Members. In fact, the only elements voting against eliminating the political parties were members of the Leadership of both parties and Democratic committee chairmen, in effect the party leaders in the House.

Other reasons for the overwhelming House vote to eliminate the political parties were the following:

* Concern over possible abuses, such as using the institutes as travel "slush funds" for party leaders and major contributors;

* A general feeling that American political parties -- with their almost exclusive preoccupation on elections and campaign techniques, and their lack of involvement in policy formulation and governing -- have inadequate credentials to be teaching the principles of Democracy abroad; and

* A general feeling that the proposal amounted to little more than outright public financing of political parties, an action which would be difficult to justify at a time when other elements of American society are being forced to bear severe cutbacks in government assistance.

Finally, although it was not articulated in the House debate, there is concern that the party institutes would use federal funds to aid their self-perceived allies in various countries, especially countries where intense or violent conflict exists between the right and the left (e.g. any number of countries in Latin America). Unless handled with a degree of sophistication beyond that demonstrated to date by either political party such activities on the part of inexperienced and untutored off-shoots of American political parties would be an invitation to disaster.

At a minimum, the activities of such government-funded party institutes would be seen as another example of U.S. interference and intervention in the internal political affairs of other countries. In addition, such activities on the part of political parties would inevitably increase partisan divisiveness in American politics over U.S. foreign policy.

There is little relevance to the argument that the Democratic and Republican party institutes are similar or would be similar to the political party institutes in West Germany.

For example, West German party foundations must obtain government approval for their overseas projects and submit detailed reports justifying and accounting for their expenditures. By comparison, the American party institutes would not even be required to inform the government of their activities after the fact, let alone obtain advance approval.

More important, West German political parties are policy and issue-oriented and play a key role in governing whereas American political parties are almost exclusively election-oriented with little, if any, involvement in policy formulation and governing.

First of all, in West Germany and other parlimentary countries, most of the significant issue and policy work takes place within the political parties: in the United States such activities take place outside the party organizations. In fact, it is close to a joke to suggest that either U.S. party has ever been a major source of issue or policy formulation, let alone serious issue papers. Most issue materials published by the two parties in this country are simplistically partisan.

Secondly, party leaders in West Germany and other parliamentary countries are more or less permanent and can expect to become part of the government if their party should win an election. By comparison, most American party leaders are only temporary, serving only a year or two before returning to their main occupations, and seldom receive major positions in government.

Thirdly, the parties in West Germany are deeply involved in the cultural and political life of the country. Thus after World War II when the German people needed to be re-educated in terms of democracy, the political parties were seen as natural entities to provide such education and the party foundations were created as the means to do so. They set up schools, colleges, libraries, and conducted research programs, forums, discussion groups, etc. -- and it was out of this experience that their overseas activities evolved. Thus, the West German political foundations proved themselves at home before going abroad. They were not created to go abroad.

American political parties have had no comparable experience. Thus, the U.S. has all kinds of think tanks, foundations, issue groups, etc. which are far better prepared to teach people in other countries about democracy than are the Democratic and Republican parties.

As mentioned earlier, the main experience and expertise of American political parties relates to election techniques -- fundraising, polling, media advertising, etc.

Thus the Republican party could only teach its foreign counterparts how to set up effective direct mail programs and how to attack an opponent's record on T.V. while the Democratic party could best teach its foreign counterparts how to reform themselves and increase the length of their election campaigns.

THE PARTY INSTITUTES

While the two party institutes which Congress is being asked to fund bear the names Democratic and Republican, the governing bodies of the two parties have had no input into their creation and will have no control over their activities.

Instead, the institutes are simply entities organized by six individuals, all but one of whom are officials or employees of the two parties. In the case of the Republican institute, the incorporators are the party chairman, Frank Fahrenkopf, the RNC White House liaison, Fred Beibel, and the chief of staff, William Phillips. In the case of the Democratic institute, the incorporators are the party chairman, Charles Manatt, his main assistant, Mike Steed, and a congressional staff aide, Spencer Oliver.

None of the incorporators of either institute indicates his title or position in the articles. However, all of the party officials give the party headquarters as their address while Oliver lists his address as "Room H2237 U.S. House of Representatives."

The bylaws provide that the three incorporators of each institute shall also constitute the initial board of directors. As of this time there is no way of knowing who else will be added to the board, or whether the party chairmen and other party officials will continue to serve on the institute boards after they leave their party positions, or whether their successors in their party positions would be added to the Board to replace them. The articles of incorporation state only that "The manner in which directors shall be elected or appointed shall be provided in the bylaws of the corporation."

The bylaws will be written and approved by the directors of each institute, and may have already been written and approved by the three initial directors of each institute. The boards of directors of the two institutes are intended to be self-perpetuating.

Thus, the three incorporators of each institute, who have designated themselves the initial board of directors for their respective institutes, will decide who is to be added to the boards and they will continue to exercise such control -- and presumably self-perpetuate themselves over the years.

In short, Congress is being asked to give $5 million a year to entities that are allegedly the creatures of the two major political parties. In reality, however, the institutes appear to be little more than entities created by six individuals associated with the parties -- entities which use the name of the two parties, but which the party governing boards had no role in formulating and which neither party will control in the future.

Annexe 34: Membres du Research Council de l'IFDS par année d'arrivée

1994

1. **Abdulahi An-Naim** Human, Human Rigtht Watch Africa
2. **Muthiah Alagappa**, East West Center
3. **Lisa Anderson**, Columbia University
4. **Pauline Baker**, Georgetown university
5. **Shaul Baklash**, George Mason University
6. **Joel Barkan**, University of Iowa,
7. **Samuel H. Barnes**, Georgestown University
8. **Peter L. Berger**, Boston University
9. **Nancy Bermeo**, Princeton University
10. **Michael Bratton**, Michigan State University
11. **Daniel Brumberg**, Georgetown University
12. **Janusz Bugajski**, Center for Strategic and International Studies
13. **Michael Coppedge**, Paul H. Nitze School of Advanced International Studies
14. **Wayne Cornelius**, University of California at San Diego
15. **Gerald Curtis**, Columbia University
16. **Robert Dahl**, Yale University,
17. **Francis Deng**, Brookings Institution
18. **John B. Dunlop**, Hoover Institution
19. **Charles H. Fairbanks**, Jr., Paul H. Nitze School of Advanced International Studies
20. **Mark Falcoff**, American Entreprise Institute
21. **Francis Fukuyama**, RAND Corporation
22. **Louis Goodman**, American University
23. **Stephan Haggard**, University of California at San Diego
24. **Peter Hakim**, Inter-American Dialogue
25. **Robert Hardgrave**, University of Texas at Austin
26. **Harry Harding**, George Washington University
27. **Illiya Harik**, Indiana University
28. **Jonathan Hartlyn**, University of North Carolina
29. **Steve Heydemann**, Social Science Research Council
30. **Donald L. Horowitz**, Duke University
31. **Samuel P. Huntington**, John M. Olin Institute for Strategic Studies
32. **Richard Joseph**, Carter Center
33. **Adrian Karatnycky**, Freedom House
34. **Ibrahim Karawan**, University of Utah
35. **Terry Lynn Karl**, Stanford University
36. **Atul Kohli**, Woodrow Wilson School, Princeton University
37. **John Lampe**, Woodrow Wilson Center
38. **Heng Liang**, China Perspective Inc.
39. **R. William Lidde**, Ohio State University
40. **Arend Lijphart**, University of California at San Diego
41. **Juan Linz**, Yale University
42. **Seymour Martin Lipset**, George Mason University
43. **Abraham F. Lowenthal**, University of Southern California
44. **Scott Mainwaring**, Kellogg Institute, University of Notre Dame
45. **Kanan Makiya**, Harvard University
46. **Cynthia Mc Clintock**, George Washington University

47. **Michael McFaul**, Carnegie Endowment for International Peace, Moscow Center
48. **Joshua Muravchik**, American Enterprise Institute
49. **Andrew Nathan**, Columbia University
50. **Joan M. Nelson**, Overseas Development Council
51. **Guillermo O'Donnell**, Kellogg Institute, University of Notre Dame
52. **Martha Brill Olcott**, Colgate University
53. **Thomas L. Pangle**, University of Toronto,
54. **Minxin Pei**, Princeton University
55. **Adam Przeworski**, University of Chicago
56. **Robert Putnam,** Harvard University,
57. **Peter Reddaway**, George Washington University
58. **Pearl Robinson**, Tufts University
59. **Robert A. Scalapino**, University of California at Berkeley
60. **Philippe Schmitter**, Stanford University
61. **Stephen Sestanovich**, Carnegie Endowment for International Peace
62. **Richard Sklar**, University of California at los Angeles
63. **Stephen John Stedman**, Johns Hopkins University
64. **Nathan Tarcov**, University of Chicago
65. **Vladimir Tismaneanu**, University of Maryland

1996

1. **Donald Emmerson**, University of Wisconsin

1997:

1. **Lahouari Addi**, Institut d'Etudes Politique France
2. **Yun-han Chu**, Institute for National Policy Research Taiwan
3. **Nikiforos Diamandouros**, National Center for Social Research Greece
4. **Denise Dresser**, instituto Tecnologico Autonomo de Mexico
5. **Emmanuel Gyimah**, Institute of Economic Affairs
6. **Sung-joo Han**, Korea University

1998

1. **Janos Kis** Central European University
2. **Bolivar Lamounier**, IDESP Institute of Economic Studies, Social and Political São Paulo Brésil
3. **Vincent Maphai**, human Sciences research council (South Africa)
4. **José Maria Maravall**, Instituto Juan March de Estudios e Invesigaciones Spain
5. **Fatima Mernissi**, Mohamed Y University Morocco
6. **Leonardo Morlino**, Universita Degli Studi di firenze Italy
7. **Yasmeen Murshed**, Center for Analysis & choice Bangladesh
8. **Oyeleye Oyediran**, University of Lagos (Nigeria)
9. **Ergun Özbudun**, Turkish Democracy Foundation
10. **Vesna Pusić**, Erasmus Guild
11. **Anibal Romero**, Simon Bolivar University
12. **Richard Rose**, University of Strathclyde (Scotland)
13. **Chai-Anan Samudavanija**, Chaiyong Limthongkul Foundation (Thailand)
14. **Andreas Schedler**, Facultad Latioamericana de ciencias sociales Mexico

15. **Lilia Shevtsova**, Carnegie moscow Center 16. **Masipula Sithole**, University of Zimbabwe 17. **Aleksander smolar**, The Stefan Batory Foundation Poland 18. **Laurence Whitehead**, Oxford University
1999 **1. Ghia Nodia**, Caucasian Institute for Peace

Source : Notre classement d'après les rapports annuels de la NED 1994-1999.

Annexe 35: Membres du Comité éditorial du *Journal of Democracy* 1990-1999

Comité éditorial 1990-1999	Comité consultatif international 2000
Chinua Achebe (1990-2000)	Edgardo Boeninger (2000-2006)
Shaul Bakhash (1990-2008)	Zbigniew Brzezinski (2000-2010)
Naomi Chazan (1990-1998)	Naomi Chazan (2000-2008)
Charles H. Fairbanks, Jr. (1990-aujaurd'hui)	Hernando de Soto (2000-2010)
Harry Harding (1990-2006)	Sung-joo Han (2000-2008)
Samuel P. Huntington (1990-2006)	Václav Havel (2000-2010)
Atul Kohli (1990-2006)	János Kis (2000-2008)
Leszek Kolakowski (1990-2003)	Bolívar Lamounier (2000-2008)
Leopold Labedz (1990-1992)	Martin C.M. Lee (2000-2010)
Liang Heng (1990-1998)	Adam Michnik (2000-2010)
Juan J. Linz (1990-2006)	Oyeleye Oyediran (2000-2008)
Seymour Martin Lipset (1990-2003)	Chai-Anan Samudavanija (2000-2006)
Joshua Muravchik (1990-2010)	Gonzalo Sánchez de Lozada (2000-2006)
Ergon Ozbudun (1990-2004)	Julio María Sanguinetti (2000-2010)
Octavio Paz (1990-1998)	Natan Sharansky (2000-2010)
Susan Kaufman Purcell (1990-2003)	Mário Soares (2000-2010)
Peter Reddaway (1990-1998)	Hung-mao Tien (2000-2010)
Alfred Stepan (1990-2010)	
Arturo Valenzuela (1990-2010[1516])	Petar Stoyanov (2001-2006)
Ernest J. Wilson III (1990-1998)	Saad Eddin Ibrahim (2001-2010)
	Chinua Achebe (2001-2010)
Nancy Bermeo (1993-2010)	
Daniel Brumberg (1993-2010)	
Francis Fukuyama (1993-2010)	
Arend Lijphart (1993-2008)	
Donald L. Horowitz (1993-2010)	
Condoleezza Rice (1993-2010)	
Philippe Schmitter(1993-2009)	
Vladimir Tismaneanu (1993-2010)	
Yun-Han Chu (1999-2010)	
Donald K. Emmerson (1999-2010)	
Joao Carlos Espada (1999-2010)	
Abdou Filali-Ansary (1999-2010)	
Steven Friedman (1999-2010)	
E. Gyimah-Boadi (1999-2010)	
Richard Joseph (1999-2010)	
Terry Lynn Karl (1999-2010)	
Michael Mc Faul (1999-2010)	
Andrew J. Nathan (1999-2010)	
Ghia Nodia (1999-2010)	
Guillermo O'Donnell (1999-2008)	
Minxin Pei (1999-2010)	
Adam Przeworski (1999-2006)	
Lilia Shevtsova (1999-2010)	

[1516] Les rapports annuels de la NED ne détaillent pas les membres du comité après 2010. La date de 2010 représente donc le mandat minimum connu, certain ayant conservé leur place plus longtemps.

Aleksander Smolar (1999-2010)
Laurence Whitehead (1999-2010)
Andreas Schedler (2000-2010)

Source : Liste d'après les rapports annuels de la NED 1990-2000

Annexe 36: Répartition des membres du comité éditorial du *JOD* selon leur statut

Chercheur	Gouvernement	Dissident
Chinua Achebe	Naomie Chazan	Leopold Labedz
Shaul Bakhash	Charles H. Fairbanks, Jr	Liang Heng
Harry Harding	Samuel P. Huntington	Octavio Paz
Atul Kohli	Susan Kaufman Purcell	Peter Reddaway
Philippe Schmitter	Arturo Valenzuela	Vladimir Tismaneanu
Juan J. Linz	Ernest J. Wilson III	Leszek Kolakowski
Seymour Martin Lipset	Francis Fukuyama	
Ergon Ozbudun	Condoleezza Rice	
Alfred Stepan		
Joshua Muravchik		
Nancy Bermeo		
Daniel Brumberg		
Donald L. Horowitz		
Arend Lijphart		

Source : Notre classement d'après notre étude prosopographique des membres du JOD

Annexe 37: Résultat de l'analyse prosopographique des membres du comité éditorial du *JOD* 1990-1998

	Harvard/Yale	Oxford	CFR	Influence néoconservatrice	APSA	Emigrés aux EU	Activiste
Larry Diamond							
Marc Plattner							
Chinua Achebe							
Shaul Bakhash							
Naomie Chazan							
Charles H. Fairbanks, Jr							
Samuel P. Huntington							
Atul Kohli							
Leszek Kolakowski							
Leopold Labedz							
Liang Heng							
Juan J. Linz							
Seymour Martin Lipset							
Ergun Özbudun							
Octavio Paz							
Susan Kaufman Purcell							
Peter Reddaway							
Alfred Stepan							
Arturo Valenzuela							
Ernest J. Wilson III							
Joshua Muravchik							
Nancy Bermeo							
Daniel Brumberg							
Francis Fukuyama							
Donald L. Horowitz							
Arend Lijphart							
Condoleezza Rice							
Philippe Schmitter							
Vladimir Tismaneanu					Récompensé		
Proportion	13/29	2/29	4/29	3/29	9/29	7/29	6/29

Annexe 38: Répartition des membres du comité éditorial du *JOD* selon leur région d'expertise

NIS	Europe	Amérique Latine	Asie	Afrique	Moyen-Orient
Charles H. Fairbanks, Jr	Alfred Stepan	Susan Kaufman Purcell	Harry Harding	Naomie Chazan	Shaul Bakhash
Leopold Labedz	Philippe Schmitter	Arturo Valenzuela	Liang Heng		Ergun Özbudun
Peter Reddaway	Vladimir Tismaneanu	Philippe Schmitter	Donald L. Horowitz		Alfred Stepan
					Daniel Brumberg
					Francis Fukuyama

Source : Notre classement d'après notre analyse prosopographique des membres du JOD.

Annexe 39: Bénéficiaires du programme de *Fellowship* en résidence au sein de la NED 1995-1999

Nom- période	Pays	Domaine de recherche
1995		
Haleh Esfandiari (février-mai 95)	Iran	« Reconstructed lives : Women and the Islamic Revolution »
Robert S. Leiken (février-décembre 95)	États-Unis	"A new moment in the America »
Kanan Makiya (février-juin 95)	Iraq	Participe à l'informatisation d'un fond d'archive sur la guerre du Golf
Hyug Baeg Im (Sept 95- Janvier 96)	Corée	« Authoritarian capitalist development and democratization in Korea »
1996		
Hyug Baeg Im (Sept 95-Août 96)	Corée	« Authoritarian capitalist development and democratization in Korea »
Kathleen Smith (Février – Decembre 96)	États-Unis	« Mythmaking in the new Russia and that's country's effort to contrust a usable past after communism ».
Ghia Nodia (Février-Juin 96)	Géorgie	« distinguishing two kinds of democratic transition, one based on propitious social, cultural and economic conditions, and one stemming from a lack of such conditions and therefore based on a conscious effort of political elites to imitate existing models of democracy »
Oleg Zaznaev (Avril-Septembre 96)	Russie	« comparative anlysis of presidentialism and parliamentarism »
Rita Jalali (Juin 96-Mars 97)	Inde	« The impact of international aid on Women's groups in India »
Andrei Murga (Jullet-Decembre 96)	Roumanie	« effort to distinguishe wht is truly universal in democracy from what is specific to particular times, places and conditions »
Emmanuel Gymiah-Boadi (Octobre 96- Jullet 97)	Ghana	« conflict resolution approach to consolidating African democracies in the 1990 »
Aymen M. Khalifa (Novembre 1996 - Juin 1997)	Egypte	« free expression and democratization in Egypt »
Daniel M. Brumberg (January-August 1997)	États-Unis	« ideological innovation in post-revolutionary states with a specific focus on Iran »
1997		
Chieko Kitagawa Otsuru (Février-Août 1997)	Japon	« democratic assistance ond foreign policy »
Ibrahim Idris Ibrahim (Avril-Août 1997)	Ethiopie	« human rights for use in Ethiopian law school »
Gérard Conac (Janvier-Juillet 1998)	France	« Comparative analysis of building democracy in European and African states in transition, focusing on Romania and Bulgaria and in Benin and Madagascar »
Dai-Kwon Choi (Février - Juillet 1998)	Corée du sud	« American law and regulations concerning political parties, campaign finance and elections »

1998		
Gérard Conac (Janvier-Août 1999)	France	« Comparative analysis of building democracy in European and African states in transition, focusing on Romania and Bulgaria and in Benin and Madagascar »
Dominique Fournier (Janvier-Octobre 1998)	Canada	« means by which the Organization of American States can make its contribution to democratization in the Americas more effective »
Zakia Jawhar et Halima El Glaoui (Mai-Juillet 1998)	Maroc	« issues related to democratization, and improved their editorial knowledge by observing the operations of the Forum's Journal of Democracy »
Robert R. LaGamma (Mars-Septembre 1998)	États-Unis	« The growth of independent media and democratization: selected african countries »
Elizabeth Spiro Clark (Septembre 1998-Juin 1999)	États-Unis	« Democracy promotion and elections: case studies in the policy process »
Ladan Boroumand (Septembre 1998-Juillet 1999)	Iran	« analytical chronlogy of Iran's Islamic revolution »
1999		
Jeffrey C. Gallup (Février-Mai 1999)	États-Unis	« study of the 1998 Cambodian elections »
Gérard Conac (Janvier 98-Septembre 99)	France	« Comparative analysis of building democracy in European and African states in transition, focusing on Romania and Bulgaria and in Benin and Madagascar »
Elizabeth Spiro Clark (Septembre 1998-Mai 2000)	États-Unis	« Democracy promotion and elections: case studies in the policy process »
Ladan Boroumand (Septembre 1998-Mai 2000)	Iran	« analytical chronlogy of Iran's Islamic revolution »
Chaibong Hahm (Janvier 1999-Août 2000)	Corée du sud	« The confucian gentleman and the private Individual » « Liberal, social and confucian democracy »

Source : Classement d'après les rapports annuels de la NED 1995-1999

Annexe 40: Liste de tous les contributeurs du *JOD* entre 1990 et 2000

Prénom nom	Date de la (des) contribution (s)
Abdou Filali-Ansary	Avril 1996, Juillet 1999, Janvier 2000
Abraham F. Lowenthal	Avril 2000, Octobre 1994
Adam Feinstein	Janvier 1995
Adam Michnik	Janvier 1993, Octobre 1997, Janvier 2000
Adam Przeworski	Juillet 1992, Janvier 1996
Adebayo Adedeji	Octobre 1994
Adnan Buyung Nasution	Juillet 1994
Adrian Karatnycky	Avril 1992, Janvier 1995, Janvier 1999, Janvier 2000
Ahmed Gora Ebrahim	Automne 1990
Aleksander Sergeevich Tsipko	Avril 1994
Aleksander Smolar	Janvier 1994, Janvier 1996, Avril 1998
Aleksey Simonov	Avril 1996
Alex Inkeles	Avril 1998
Alexander Lukin	Avril 1999
Alexandre Lamy	Janvier 1999
Alfred C. Stepan	Printemps 1990, Octobre 2000, Avril 1996, Octobre 1999
ʻAlī al-Dīn Hilāl	Été 1991
Ali-Reza Dast Afchan	Octobre 2000
Alison Brysk	Juillet 2020
Amartya Kumar Sen	Juillet 1999
Amaury de Souza	Juillet 1999
Amin Saikal	Avril 1999
Anatoly Shcharansky	Printemps 1990
Anders Åslund	Octobre 1994, Avril 1999
Andrea Riccardi	Octobre 1998
Andreas Schedler	Avril 1998, Octobre 2000
Andrei Illarionov	Avril 1999
Andrei Marga	Avril 1997
Andrew J. MacIntyre	Juillet 1996
Andrew J. Nathan	Printemps 1990, Avril 1993, Octobre 1996, Janvier 1998
Andrew Reynolds	Avril 1995, Octobre1995
Aníbal Romero	Juillet 1995, Octobre 1995
Arend Lijphart	Hiver 1991, Eté 1991
Ariel Cohen	Avril 1995
Arthur Waldron	Janvier 1998
Arturo Fontaine Talavera	Juillet 1992, Avril 2000
Arturo Valenzuela	Octobre 1993, Janvier 1997, Octobre 1997
Arye Camron	Juillet 1993
Ashutosh Varshney	Juillet 1992, Juillet 1998
Atul Kohli	Janvier 1992, Juillet 1998
Aung San Suu Kyi	Janvier 1992, Avril 1995
Aymen M. Khalifa	Juillet 1995
Babacar Kanté	Janvier 1994
Bambang Harymurti	Octobre 1999

Barbara Geddes	Octobre 1994
Bereket H. Selassie	Avril 1998
Bernard A. Muna	Eté 1991
Bernard Lewis	Avril 1996
Bilahari Kausikan	Avril 1997
Binyan Liu	Printemps 1997
Bob Edwards	Juillet 1996
Bolívar Lamounier	Printemps 1990, Juillet 1994
Bona Malwal	Eté 1990
Bronislaw Geremek	Avril 1992, Juillet 1992, Juillet 1999
Brian C. Anderson	Avril 1997
Carl Gershman	Juillet 1993, Octobre 1997, Avril 2000
Carl H. Landé	Hiver 1991
Carlos Alberto Montaner	Eté 1990
Carlos H. Waisman	Hiver 1990
Carol Graham	Avril 1995
Carol Wise	Juillet 1999
Catalina Smulovitz	Octobre 2000
Catharin E. Dalpino	Automne 1991
Celestin Monga	Juillet 1997
Cengiz Candar	Octobre 1999
Chae-bong Ham	Janvier 2000
Chai'anan Samutwanit	Automne 1990
Chappell Lawson	Octobre 1997
Charles Fried	Juillet 2000
Charles G. Gillespie	Automne 1990
Charles H. Fairbanks Jr	Printemps 1990, Automne 1991, Avril 1994, Octobre 1995, Avril 1999, Juillet 2000
Charles Simkins	Janvier 1996
Charles Taylor	Octobre 1998
Chris Landsberg	Juillet 2000
Christopher Lingle	Juillet 1995
Chul Hwan Kang	Juillet 1998
Chung-in Moon	Juillet 1999
Claude Ake	Juillet 1992
Clement Nwankwo	Juillet 1993, Octobre 1999
Clifford E. Griffin	Avril 1993
Clifford Orwin	Janvier 1994, Janvier 2000
Condoleezza Rice	Avril 1992
Consuelo Cruz	Octobre 1998
Cory Welt, Ian Bremmer	Juillet 1995, Juillet 1997
Crawford Young	Juillet 1996, Juillet 1999
D. Hugh Evans	Janvier 1997
Dalai Lama XIV Bstan-dzin-rgya-mtsho	Janvier 1999
Daniel Brumberg	Hiver 1991, Octobre 2000
Daniel J. Mahoney	Avril 1997

Daniel King	Janvier 1996
Daniel N. Posner	Janvier 1995
Dankwart A. Rustow	Janvier 1992
Daria Caliguire	Janvier 1996
Dave Peterson	Avril 1996, Juillet 1992
David A. Shirk	Octobre 2000
David G. Becker	Avril 1999
David G. Timberman	Octobre 1992
David I. Steinberg	Avril 1998
De Silva, K. M.,	Janvier 1997
Deborah M. Brissman	Avril 1995
Denis Worrall	Automne 1990
Denise dresser	Juillet 1994
Dennis Kavanagh	Juillet 1995
Dette Pascual	Hiver 1990
Diego Abente-Brun	Juillet 1999
Diogo Freitas do Amaral	Avril 1999
Dmitri Glinski	Avril 1999
Dogu Ergil	Juillet 2000
Doh Chull Shin, Huoyan Shyu	Juillet 1007
Donald K. Emmerson	Octobre 1995, Octobre 1999
Donald L. Horowitz	Automne 1990, Octobre 1993
Dong Chul Choi	Juillet 1998
Edgardo Boeninger	Printemps 1990, Été 1991
Eduardo Ferrero Costa	Janvier 1993
Edward Friedman	Juillet 1998
Eliza J. Willis	Janvier 1997
Elizabeth Spiro Clark	Octobre 1999
Emmanuel Gyimah-Boadi	Avril 1994, Avril 1996, Avril 1997, Avril 1998, Octobre 1999,
Emmanuel Sivan	Avril 1997, Juillet 2000
Enrique A. Baloyra	Avril 1992
Enrique Krauze	Janvier 1992, Janvier 2000
Enrique Peruzzotti	Octobre 1992
Ergun Özbudun	Juillet 1996
Etel Solingen	Juillet 1996
F. van Zyl Slabbert	Été 1991
Fang Jue	Octobre 1998
Fang Lizhi	Hiver 1990
Fernando Henrique Cardoso	Juillet 1996
Fernando Papaterra	Janvier 1996
Francis Fukuyama	Juillet 1992, Octobre 1992, Octobre 1993, Janvier 1995, Avril 1995, Juillet 1997, Janvier 2000, Octobre 2000
Francisco C. Weffort	Juillet 1992
Franck McNeil	Janvier 1994
François Furet	Janvier 1995, Janvier 1998
Frank McNeil	Janvier 1994

Frederick Z. Brown	Octobre 1996
G Viljoen	Automne 1990
G. M. Tamas	Juillet 1992, Janvier 2000
Ghia O. Nodia	Octobre 1992, Octobre 1996, Janvier 1995, Janvier 2000, Octobre 2000
Gabriella R. Montinola	Janvier 1999
Gabriel Murillo	Janvier 1999
Gail Warshofsky Lapidus	Printemps 1991
Galina Starovoitova	Juillet 1993
Garreton Merino, Manuel A. Antonio	Janvier 1995, Avril 2000
Garry Woodard	Janvier 1992
Gary Hoskin	Janvier 1999
Gatsha Buthelezi	Automne 1990
Gautam Adhikari	Janvier 2000
Gehad Auda	Printemps 1991
Gerald L. Curtis	Juillet 1997
Gianfranco Pasquino	Janvier 1994, Juillet 1994
Gibson Kamau Kuria	Automne 1991
Giovanni Sartori	Octobre 1997
Giuseppe Di Palma	Hiver 1991
Göran Hydén	Octobre 1999
Gordon Paul Means	Octobre 1996
Grigory Yavlinsky	Janvier 1997
Guillermo A. O'Donnell	Janvier 1994, Janvier 1995, Avril 1996, Octobre 1996, Juillet 1998, Janvier 2000
Gustavo Arcos	Été 1991
Gustavo Coronel	Juillet 1996
Gustavo Gorriti Ellenbogen	Hiver 1991
Guy Lardeyret	Été 1991
Halah Isfandiyari	Octobre 2000
Hans-Dieter Klingemann	Janvier 1994
Hans-Jurgen Puhle	Octobre 1996
Harry Harding	Janvier 1998
Hassan Youssefi-Ashkevari	Octobre 2000
Heng Liang	Été 1991
Henri Barkey	Avril 1995
Henry S. Rowen	Janvier 1995
Heraldo Muñoz	Juillet 1993
Herman Schwartz	Octobre 1998
Hermann Buhr Giliomee	Octobre 1998
Hermann Thiel	Janvier 1998
Hernando de Soto	Été 1991
Hillel Fradkin	Janvier 2000
Honoré Koffi Guie	Avril 1993
Hugh Donald Forbes	Octobre 1993
Humberto Rubin	Automne 1990
Ian Pryde	Janvier 1994

Ibrāhīm Karawān	Octobre 1997
Iliya Harik	Juillet 1994
Ilya Zaslavsky	Été 1990
Inge Tvedten	Avril 1993
Irena Lasota	Octobre 1999
J. Stephen Morrison	Juillet 1992
Jacek Kuroń	Hiver 1990
Jack A. Goldstone	Avril 1994
Jacques Rupnik	Janvier 1999, Avril 2000
Jagdish N. Bhagwati	Juillet 1992, Octobre 1995
Jakkie Cilliers	Octobre 1995
Jamal Benomar	Janvier 1993
James Lee Ray	Avril 1997
James London	Octobre 1995
James Manor	Été 1990, Juillet 1998
James R. Millar	Avril 1999
Jan Pakulski	Avril 1996
Jan S. Prybyla	Juillet 1995
Jan Zielonka	Avril 1994
János Kis	Hiver 1990, Été 1991
Janusz Bugajski	Octobre 1993
Jay Rosen	Octobre 1997
Jean Bethke Elshtain	Janvier 2000
Jean-Germain Gros	Juillet 1995, Octobre 1997
Jean-Marie Guéhenno	Janvier 1999
Jeff Chinn	Janvier 1996
Jeffrey C. Gallup	Octobre 1997, Avril 1999
Jeffrey Herbst	Été 1990
Jeffrey W. Cason	Avril 2000
Jennifer L. McCoy	Automne 1991, Juillet 1999
Jeremy Shearmur	Juillet 1992
Jim Logerfo	Janvier 1996
Joan M. Nelson	Octobre 1994
Joao Carlos Espada	Octobre 1998, Janvier 2000
Joel D. Barkan	Juillet 1993, Octobre 1995, Avril 1998, Avril 1999
John A. Wiseman	Avril 1998
John B. Dunlop	Été 1990, Avril 1994, Juillet 2000
John Bailey	Octobre 1997
John Clark	Juillet 1997
John D. Sullivan	Octobre 1994
John Higley	Avril 1996, Avril 1998
John M. Carey	Juillet 1996
John Richard Bowen	Octobre 1996
John W. Harbeson	Octobre 1998
Jonathan Fox	Avril 1994
Jonathan Hartlyn	Automne 1990, Octobre 1996
Jongryn Mo	Juillet 1999

Jorge I. Dominguez	Octobre 1998
Jørgen Elklit	Juillet 1997
Jose Antonio Cheibub	Janvier 1996
José María Maravall	Octobre 1994
Josef Silverstein	Octobre 1996
Josep Maria Colomer	Avril 1995
Joseph Chan	Avril 1997
Joshua Forrest	Juillet 1994
Joshua Muravchik	Été 1990, Janvier 1992
Juan Carlos Torre	Janvier 1993
Juan J. Linz	Hiver 1990, Automne 1990, Avril 1996
Judith S. Kullberg	Avril 1996
Julian Ogilvie Thompson	Automne 1990
Juliana Geran Pilon	Juillet 1993
Julio A. Jeldres	Octobre 1993, Janvier 1996
Julio María Sanguinetti	Hiver 1991
Junning Liu	Juillet 2000
Juntao Wang	Janvier 1998
K. Prempeh	Juillet 1999, Janvier 2000
Kanan Makiya	Janvier 1995
Kassie Neou	Octobre 1997, Avril 1999
Kemal Kurspahić	Janvier 1994
Ken Gladdish	Janvier 1993
Ken Jowitt	Hiver 1991
Khehla Shubane	Été 1991
Kristen Lomasney	Juillet 1993, Avril 1998
Krzysztof Jasiewicz	Avril 1992, Juillet 1999
Krzysztof Stanowski	Juillet 1998
Kurt Gerhard Weyland	Octobre 1995, Avril 1998
Kurt Taylor Gaubatz	Octobre 1996
Kyung-won Kim	Juillet 1992
Ladan Boroumand, Roya Boroumand	Octobre 2000
Lahouari Addi	Octobre 1992, Juillet 1996, Octobre 1997
Laith Kubba	Avril 1996, Juillet 2000
Larry Garber	Avril 1993, Juillet 1993
Larry Jay Diamond	Été 1990, Hiver 1990, Automne 1991, Printemps 1991, Juillet 1992, Octobre 1993, Juillet 1994, Juillet 1996 Juillet 2000
Laurence Whitehead	Janvier 1999, Octobre 1999, Octobre 2000
Lee Teng-hui	Octobre 1995
Leo E. Rose	Janvier 1997
Leon Aron	Avril 1993
Leonardo Morlino	Janvier 1995
Leslie Elliott Armijo	Octobre 1994
Leszek Balcerowicz	Octobre 1994
Leszek Kolakowski	Été 1991
Lilia Shevtsova	Janvier 1997

Liliia Fedorovna Shevtsova	Juillet 1995, Juillet 2000, Janvier 2000
Limongi Neto	Janvier 1996
Linn A. Hammergren	Juillet 2000
Lise A. Truex	Janvier 1996
Lizhi Fang	Été 1991
Lok Raj Baral	Janvier 1994
Lucian W. Pye	Janvier 1999
M Laar	Janvier 1996
M. Steven Fish	Juillet 1994
Mahmoud Fazeli Birjandi	Octobre 2000
Mahnaz Afkhami	Janvier 1997
Manohar Singh Gill	Janvier 1998
Manuel pastor Jr.	Juillet 1999
Mao Yushi	Octobre 1998
Marc F. Plattner	Hiver 1990, Hiver 1991, Automne 1991, Avril 1992, Juillet 1993, Juillet 1994, Octobre 1994, Janvier 1995, Octobre 1995, Octobre 1996, Avril 1997, Juillet 1999, Octobre 1999, Octobre 2000
Marcin Król	Janvier 1994, Janvier 1995
Margaret Ng	Avril 1997
María Jimena Duzán	Hiver 1991
María Rosa Martini	Juillet 1992
Marina Ottaway	Octobre 1999
Mario Soares	Avril 1999
Mario Vargas Llosa	Automne 1991
Mark Gillis	Octobre 1996
Mark J. Gasiorowski	Octobre 1992
Mark H. Eckert	Janvier 2000
Mark O. Hatfield	Octobre 1995
Marta Lagos	Juillet 1997
Martha Brill Olcott	Printemps 1991
Martin Bútora, Zora Bútorová	Avril 1993, Janvier 1999
Martin C.M. Lee	Avril 1994, Octobre 1998
Martin E. Malia	Avril 1999, Janvier 2000
Masipula Sithole	Janvier 1997
Matthew Soberg Shugart	Avril 1995
Maxwell A. Cameron	Janvier 1998
Merle Goldman	Hiver 1990
Metin Heper	Avril 1992
Michael Bratton	Avril 1992, Juillet 1998
Michael C. Davis	Avril 1999
Michael Chege	Janvier 1995, Avril 1997
Michael Coppedge	Octobre 1992
Michael G. Schatzberg	Octobre 1997
Michael Johnston	Automne 1991, Octobre 1995
Michael M. Alvarez	Janvier 1996
Michael McFaul	Janvier 1992, Avril 1993, Avril 1994, Avril 1996, Avril 1999, Juillet 2000

Michael Oksenberg	Janvier 1998
Michael Pinto-Duschinsky	Automne 1991
Michael Shafir	Avril 1997
Michael Shifter	Avril 1997
Michael W. Foley	Juillet 1996
Mihajlo Mihajlov	Printemps 1991
Milan Šimečka	Printemps 1990, Été 1990
Minxin Pei	Janvier 1992, Octobre 1994, Octobre 1995
Mohamed Elhachmi Hamdi	Avril 1996
Mohamed Talbi	Juillet 2000
Moisés Naím	Octobre 1994
Monika Agopsowicz	Octobre 1995
Morton H. Halperin	Juillet 1993, Avril 1998
Muthiah Alagappa	Janvier 1995
Myung Chul Ahn	Janvier 1998
Nadia Diuk	Juillet 1998
Naiem A. Sherbiny	Octobre 2000
Nancy Gina Bermeo	Printemps 1991
Nathan Glazer	Janvier 2000
Nathan J. Brown	Octobre 1998
Nazim Kamran Choudhury	Janvier 1997
Neil J. Kritz	Juillet 1993
Neil Nevitte	Juillet 1997
Nelson Kasfir	Avril 1998
Nelson Mandela	Automne 1990
Nicolas van de Walle	Avril 1995
Nikiforos P. Diamandouros	Octobre 1996
Oleg Rumyantsev	Printemps 1990
Olga Shvetsova	Janvier 1997
Omar Bendourou	Juillet 1996
P. Chudi Uwazurike	Hiver 1990
Pablo Antonio Cuadra	Été 1990
Padma Desai	Avril 1995
Pal Kolsto	Janvier 1996
Palle Svensson	Juillet 1997
Pamela Constable	Été 1990, Janvier 1992
Patricio Aylwin Azocar	Juillet 1998
Patricio Navia	Avril 2000
Paul A. Cantor	Janvier 2000
Paul B. Henze	Été 1990, Octobre 1998
Paul McCarthy	Juillet 1997
Paul Ntungwe Ndue	Janvier 1994
Paul Seaton	Avril 1997
Pauline H. Baker	Automne 1990, Octobre 1994
Peter Anyang' Nyong'o	Janvier 1992
Peter C. Ordeshook	Avril 1995, Janvier 1997
Peter Eigen	Janvier 1996

Peter Hakim	Été 1991, Juillet 1993
Peter L. berger	Juillet 1992
Peter Lewis	Avril 1995, Janvier 1999
Peter Reddaway	Avril 1994, Avril 1999
Petr Pithart	Janvier 1996
Philip J. Costopoulos	Janvier 1993, Janvier 1996, Janvier 1998, Octobre 1995,
Philippe Bénéton	Janvier 1995
Philippe C. Schmitter	Été 1991, Avril 1994, Janvier 1995, Avril 1997, Janvier 2000
Philippe Raynaud	Juillet 1993
Pierre Rosanvallon	Octobre 1995
Pierre Hassner	Automne 1990
Pierre Manent	Janvier 1996, Avril 1997
Pratap Bhanu Mehta	Janvier 1997
Quentin L. Quade	Été 1991
R. William Liddle	Octobre 1992, Octobre 1996
Rachel M. McCleary	Avril 1997
Ralph Miliband	Juillet 1992
Ramin Jahanbegloo	Octobre 2000
Rasul Bux Rais	Avril 1994
Raúl Alfonsín	Janvier 1993
Ray Ekpu	Printemps 1990
Rene Antonio Mayorga	Janvier 1997
René Lemarchand	Octobre 1992
Rhonda Evans Case	Juillet 2000
Richard A. Joseph	Automne 1991, Janvier 1997
Richard Gunther	Octobre 1996
Richard H. Kohn	Octobre 1997
Richard I. Hofferbert	Janvier 1994
Richard Joseph	Avril 1998, Octobre 1998
Richard Rose	Avril 1992, Juillet 1994, Juillet 1997, Janvier 1998, Janvier 1999, Avril 2000
Robert A. Pastor	Été 1990, Janvier 1998, Octobre 2000
Robert A. Scalapino	Juillet 1993, Juillet 1997, Janvier 1998
Robert Alan Dahl	Juillet 1992, Octobre 1992
Robert Cooper	Janvier 1999
Robert D. Putnam	Janvier 1995, Avril 2000
Robert H. Taylor	Automne 1990
Robert Hislope	Janvier 1998
Robert Klitgaard	Automne 1999
Robert L. Hardgrave Jr	Octobre 1993
Robert S. Leiken	Été 1990
Robert B. Mattes	Janvier 1998
Roberto E. Blum	Octobre 1997
Roberto Eisenmann	Hiver 1990
Robin Wright	Avril 1996
Rodger A. Payne	Juillet 1995

Romiti T. Suberu	Octobre 1993
Russell Bova	Janvier 1997
Russell J. Dalton	Avril 2000
Rut C. Diamint	Octobre 1998
S. G. Redding	Avril 1996
Saad Eddin Ibrahim	Octobre 1996, Octobre 2000
Sanjay Marwah	Octobre 2000
Samuel P. Huntington	Printemps 1991, Octobre 1995, Avril 1996, Octobre 1997
Santiago A. Canton	Juillet 1997
Satu P. Limaye	Juillet 1998
Scott A. Bruckner	Janvier 1997
Scott Christensen	Été 1991
Scott Mainwaring	Janvier 1994, Juillet 1998, Juillet 1999
Sein Win	Avril 1994
Sephan Haggard	Octobre 1994
Sergei Stankevich	Été 1991
Sergio Aguayo	Avril 1995, Octobre 2000
Sergio Fabbrini	Juillet 1995
Serhiy Holovaty	Juillet 1993
Seymour Martin Lipset	Automne 1990, Avril 1993, Juillet 1995, Janvier 1996, Octobre 1998, Janvier 2000
Shaul Bakhash	Printemps 1990, Janvier 1998
Shlomo Avineri	Octobre 1992
Sofia L. de Pinedo	Juillet 1992
Stanislaw Baranczak	Automne 1990
Stephan Haggard	Avril 2000
Stephen F. Szabo	Janvier 1992
Stephen John Stedman	Été 1991
Stephen Miller	Octobre 1992
Stephen Sestanovich	Avril 1994
Steven Friedman	Avril 1993, Octobre 1999
Steven Heydemann	Avril 1996
Steven Kent Vogel	Juillet 2000
Steven Levitsky	Juillet 1999, Avril 2000
Steven Saxonberg	Janvier 1999, Avril 2000
Suah S. Deddeh	Avril 2000
Suchit Bunbongkarn	Octobre 1999
Suisheng Zhao	Janvier 1998
Sun Ok Lee	Juillet 1998
Sŭng-ju Han	Printemps 1991
Susan J. Pharr	Avril 2000
Susan Kaufman Purcell	Printemps 1990
Susan Meld Shell	Juillet 1994
Suzana Jasic	Octobre 2000
Sylvia Maxfield	Octobre 2000
Terrence Lyons	Avril 1997

Terry Lynn Karl	Juillet 1995, Janvier 2000
Theresa Chung	Octobre 1999
Theresa Sheridan	Janvier 2000
Thomas A. Metzger	Janvier 1998
Thomas B. Gold	Hiver 1990
Thomas Carothers	Juillet 1997
Thomas D. Zweifel,	Avril 2000
Thomas J. Biersteker	Octobre 1994
Thomas M. Callaghy	Octobre 1994
Timothy D. Sisk	Janvier 1993
Tse-min Lin	Avril 1998
Tung-i Huang	Avril 1998
Tun-Jen Cheng	Printemps 1990
V. A. Mau	Avril 1994
V. P. Gagnon	Avril 1994
Václav Havel	Printemps 1990, Avril 1995, Janvier 1996
Václav Klaus	Janvier 1996
Valerie Bunce	Juillet 1995
Van der Merwe	Automne 1990
Vello Pettai	Janvier 1993
Venelin I. Ganev	Octobre 1997
Vernon Bogdanor	Janvier 1993
Vesna Pešić	Octobre 1993, Juillet 1997, Janvier 1998
Victoria Wigodzky	Octobre 2000
Vilém Prečan	Hiver 1990
Villagrán de León, Francisco	Octobre 1993
Vincent T. Maphai	Janvier 1996
Vladimir Bukovsky	Hiver 1990
Vladimir Lysenko	Avril 1994
Vladimir Tismaneanu	Janvier 1993, Janvier 1995, Janvier 1999
Vo Van Ai	Été 1990
Vojtech Cepl	Octobre 1996
Vuk Draskovic	Juillet 1997
Wayne A. Cornelius	Été 1990
William A. Galston	Janvier 2000
William F.S. Miles	Avril 1999
Wilmot James	Janvier 1996
Wu'erkaixi	Hiver 1990
Yasmeen Murshed	Janvier 1997
Yizi Chen	Janvier 1998
Yossi Shain	Janvier 1992
Yufan Hao	Octobre 1995
Yun-han Chu	Juillet 1996
Zbigniew Brzezinski	Avril 1997, Janvier 1998, Janvier 2000
Zerxes Spencer	Juillet 2000
Zheliu Mitev Zhelev	Juillet 1996
Ziad Abu-Amr	Juillet 1996

Zoltan Barany	Avril 1999
Zoltan D. Barany	Juillet 1998
Zoran Djindjic	Juillet 1997

Source : D'après les publications du JOD 1990-2000.

Annexe 41: Who's who de la NED et de son entourage.

Morton Abramowitz (1933-) Membre de la NED de 1997 à 2004. Il fut Special Assistant to the Undersecretary of State 1969-1971, puis Special Assistant to the Assistant secretary (département de la Défense 1972-1973), sous-secrétaire adjoint à la Défense pour les Affaires interaméricaines, d'Asie de l'Est et du Pacifique (1974-1978), ambassadeur en Thaïlande de 1978-1981. Il a également été ambassadeur des États-Unis aux négociations sur la réduction de la force mutuelle et équilibrée à Vienne 1983-1984 et secrétaire d'État adjoint pour le renseignement et la recherche 1984-1989. Il fut ambassadeur en Turquie (1989-1991). Puis il rejoignit la Carnegie Endowment en août 1991. Il a pris sa retraite en 1997 en tant que président de Carnegie Endowment for International Peace.

Elliott Abrams (1948-) Membre actuel de la NED et du Council on Foreign Relation. Après avoir fait partie des équipes des sénateurs Henry M. Jackson et Daniel P. Moynihan, il a été secrétaire d'État adjoint dans l'administration Reagan. Il a rejoint l'administration Bush en juin 2001 en tant qu'assistant spécial du président et directeur principal du Conseil national de sécurité pour la démocratie, les droits de l'Homme et les organisations internationales. De 2002 à 2005, il a été assistant spécial du président et directeur principal du Conseil national de sécurité pour les affaires du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. Puis de 2005 à 2009, il a occupé le poste d'assistant adjoint du président et de conseiller adjoint à la sécurité nationale pour la stratégie mondiale en matière de démocratie. Il a réintégré le département d'État en janvier 2019 en tant que représentant spécial pour le Venezuela et, en août 2020, il a accepté le poste supplémentaire de représentant spécial pour l'Iran.

Madeleine Albright (1937-) Membre de la NED de 1991 à 1992, directrice du NDI dans les années 1980. Née à Prague, sa famille a émigré en 1948. Elle intègre l'équipe de Zbiegniew Brzezinski au Conseil de Sécurité Nationale de 1978 à 1981. En 1993, elle est nommée ambassadrice à l'ONU par Clinton. En 1997, elle est nommée 64ème secrétaire d'État des États-Unis (1ère femme à ce poste).

Polly Baca (1941-) Membre de la NED de 1984 à 1990. Membre du Sénat (1979-1986) et de la Chambre des représentants (1975-1978) du Colorado. Elle est la première femme hispanique élue à ces postes.

Harry Barnes Jr (1926-2012) Membre de la NED de 1990 à 1997. Ambassadeur en Roumanie de 1973 à 1977, il fut par la suite Directeur du Foreign Service de 1977 à 1981, ambassadeur en Inde 1981-1985 et au Chili 1985-1988 où il a défendu la démocratie contre Pinochet.

John Brademas (1927-2016) Membre de la NED de 1992 à 1999 (chairman 1993-1999 et emeriti jusqu'en 2002). Il a siégé à la Chambre des représentants des États-Unis de 1959 à 1981 et a été membre de trois commissions : Education et Travail, Administration de la Chambre, et Commission mixte (Chambre-Sénat) sur la Bibliothèque du Congrès. En 1980, il devient président de l'université de New York.

William E. Brock (1930-2021) Membre de la NED de 1984 à 2002, et chairman de 1988 à 1990. Conseiller et administrateur du CSIS à Washington, D.C., il a rempli quatre mandats en tant que membre du Congrès pour le troisième district du Tennessee, puis au Sénat des États-Unis. Il a présidé le comité national républicain (1977-1980) et a fait partie du cabinet du président Ronald Reagan en tant que représentant commercial des États-Unis (1981-1985) et secrétaire américain au travail (1985-1987). Il a été l'un des fondateurs de la National Endowment for Democracy.

Zbigniew Brzezinski (1928-2017) Membre de la NED de 1988 à 1996. Né en Pologne, il émigre au Canada puis aux États-Unis. Il est nommé en 1966 au Conseil de planification politique du département d'État. En 1973, il fonde avec David Rockefeller la Commission Trilatérale, un groupe de discussion politique qui cherchait à renforcer les liens entre les démocraties pro-occidentales et à lutter contre le communisme. Il fut Conseiller à la sécurité nationale du président Carter de 1977 à 1981. Par la suite il fut directeur de la School of Advanced International Studies at Johns Hopkins University.

Henry G. Cisnero, (1947-) Membre de la NED de 1990 à 1992. Il a été nommé par le président Clinton pour occuper le poste de secrétaire à l'habitation et au développement urbain en 1992. En 1981, il est le premier maire hispanique d'une grande ville américaine (San Antonio). Il a été vice-président de la Federal Reserve Bank de Dallas. Il a été membre du conseil d'administration de la Fondation Rockefeller, président de la National Civic League et président du Comité consultatif sur la construction de l'Alamodome de San Antonio.

Lynn Cutler (1938-) Membre de la NED de 1993 à 1996. Le président Carter a nommé Cutler à la Commission consultative des relations intergouvernementales des États-Unis en 1977 et a été élu vice-président de la Commission en 1978. Elle est vice-présidente du groupe Kamper. Fondatrice du Democratic Women 2000, elle a servi au conseil d'administration de la Society for the Advancement of Women's Health Research, du National Health Policy Council et du Democratic's Senatorial Campaign Committee's Women's Council

Legree Daniels (1920-2005) Membre de la NED de 1987 à 1990, secrétaire de 1987 à 1990. En 1986, elle a occupé le poste de secrétaire adjointe du Commonwealth de Pennsylvanie. Elle est une organisatrice républicaine active, et présida le Black Republican Caucus. Le président Ronald Reagan la nomma au poste de secrétaire adjointe aux droits civils du ministère de l'éducation. En 1990, elle a été nommée par le président George H. W. Bush et a été reconduite en 1999 par le président Bill Clinton au conseil des gouverneurs du service postal des États-Unis.

Larry Diamond (1951-) Chercheur à la Hoover Institution et à la Freeman Spogli Institute for International Studies, professeur de science politique et sociologie à l'université de Stanford. Il est consultant au sein de l'International Forum for Democratic Studies, dirige Comité éditorial du *Journal of Democracy*. Ses recherches portent sur les tendances démocratiques dans le monde.

Paula Dobriansky (1955-) Membre de la NED de 1993 à 1999 (vice chairman 1995-1999). Le 29 juillet 2005, elle est devenue sous-secrétaire d'État à la démocratie et aux affaires mondiales. Elle a également été nommée Coordonnatrice spéciale pour les questions tibétaines et, en février 2007, elle a été nommée Ambassadrice en Irlande du Nord. Avant sa nomination, elle a été vice-présidente principal et directrice du Bureau du Conseil des affaires étrangères de Washington. Elle a siégé à différents conseils d'administration, dont le Western Enterprise NIS Enterprise Fund, Freedom House, le Conseil américain des jeunes leaders politiques, l'American Bar Association, la Commission consultative sur la diplomatie publique.

Thomas R. Donahue (1928-) Membre de la NED de 1997 à 2004 (1998 secrétaire, 1999 trésorier, 2000-2004 vice chairman). Coordinateur du programme de travail européen de Radio Free Europe et Free Europe Commitee à Paris. De 1967 à 1969, il est Assistant Secretary of Labor for Labor-Management Relations sous Johnson. Puis, en 1973, Donahue est élu assistant exécutif du président de l'AFL-CIO, George Meany, puis est nommé

secrétaire-trésorier de l'AFL-CIO en 1979 sous la présidence de Lane Kirkland. Il se présenta à la succession de Lane Kirkland à la tête de l'organisation syndicale en 1995 sans succès. Il est marié à Rachelle Horowitz. Il reçoit la Democracy Service Medal de la NED le 16 mars 2006**.**

Edward Donley (1921-2017) Membre de la NED de 1991 à 1998, trésorier de 1993 à 1998. Il a rejoint Air Products and Chemicals, Inc. en 1943 et en est devenu le président en 1966. En 1986-1987 il fut président de la chambre de commerce américaine.

Jennifer Dunn (1941-2007) Membre de la NED en 1997 et 1999. Membre de la Chambre des représentants de 1993 à 2005. Elle fut coordonnatrice de la campagne présidentielle 1976 de Ronald Reagan dans son État. De 1980 à 1992, elle a présidé le Parti républicain de l'État et a également été vice-présidente du comité exécutif du Comité national républicain de 1988 à 1991. Dunn a rejoint les délégations américaines à la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme en 1984 et en 1990.

Franck J. Fahrenkopf (1939-) Membre de la NED de 1984 à 1992, vice-président de 1984 à 1986 et en 1992. Avocat de formation, c'est un des fondateurs de la NED et de l'IRI, dont il a été le président fondateur de 1983 à 1986 et a réintégré le conseil d'administration en 1993. C'est un homme d'affaires qui a été à la tête de 6 entreprises différentes et qui est actuellement co-président de la Commission des débats présidentiels. Il est également membre du conseil d'administration de 15 autres sociétés. Il a été président de l'Asia Pacific Democrat Union, de directeur général de l'American Gaming Association, associé chez Hogan & Hartson LLP, de président du Republican National Committee, Inc, de vice-président de la National Endowment for Democracy et de président de l'International Association of Gaming Attorneys. Il est diplomé de l'Université du Nevada et de l'Université de droit de Berkeley en Californie.

Dante B. Fascell (1917-1998) Membre de la NED de 1984 à 1989 et président émérite de 1996 à 1999. Avocat de profession, militaire, nommé par le président pour représenter les États-Unis à la vingt-quatrième Assemblée générale des Nations unies, 1969 ; élu en tant que démocrate au quatre-vingt-quatrième Congrès et aux dix-huit suivants (3 janvier 1955-3 janvier 1993) ; président de la commission des affaires étrangères.

Charles H. Fairbanks, Jr. Il a été sous Reagan secrétaire adjoint du département d'État américain et membre de l'équipe de planification politique du département. Il a été conseiller en politique étrangère pour la campagne de Reagan en 1980 et pour la campagne de Bush en 1988. Il fut a été chargé de mettre en place la politique de promotion de la démocratie de l'administration, aux côtés d'Elliott Abrams. Il est membre du comité éditorial *JOD* depuis 1990.

George A. Fauriol Chercheur au sein du Center for Strategic and International Studies (CSIS). De 2002 à 2010, il fut vice president of strategic planning et senior vice president de l'International Republicain Institute de la NED. Jusqu'en 2020, il occupa le poste de vice-président subvention, opérations et évaluation au sein de la NED.

Malcom S. Forbes (1947-) Membre de la NED de 1994 à 1997. Propriétaire du Forbes magazine créé par son père. Il fut gouverneur du New Jersey.

Carl Gershman (1943-) Président de la NED de 1983 à 2021. Il fut conseiller principal du représentant des États-Unis auprès des Nations unies, Jeane Kirkpatrick. À ce poste, il fut consultant principal de la Commission nationale bipartisane sur l'Amérique centrale et a participé à la rédaction du rapport final. Avant cela, il fut chercheur à la Freedom House et

membre du Social Democrate-USA. Il est membre de Phi Beta Kappa et du Council on Foreign Relations.

David Gergen (1942-) Membre de la NED en 1992. Professeur de service public et co-directeur du Centre for Public Leadership à la Harvard Kennedy School pendant 10 ans. De plus, il est analyste politique principal de CNN et travaille activement avec une génération montante de nouveaux dirigeants. Il a servi de conseiller de la Maison Blanche à quatre présidents américains des deux parties : Nixon, Ford, Reagan et Clinton.

Ralph Gerson Membre de la NED de 1999 à 2003. Membre du Council on Foreign Relation. Avocat de formation, il fut président du conseil d'administration de Guardian Industries Corp de 1990 à 2011. De 1977 à 1980, il a été conseiller de l'ambassadeur Robert S. Strauss au bureau du représentant personnel du président pour les négociations de paix au Moyen-Orient, et assistant spécial au bureau du représentant américain au commerce, où il a notamment travaillé sur les négociations d'autonomie, qui ont abouti aux accords de Camp David.

Alexander Haig (1924-2010) Général de l'armée américaine, il fut nommé chef de cabinet de la Maison Blanche pendant les derniers mois de l'administration du président Richard M. Nixon (1969-1974). Il fait notamment le lien entre Kissinger au département d'État et le Pentagone. Puis il est nommé secrétaire d'État sous le président Ronald Reagan en 1981 mais démissionna en 1982 en raison de désaccord avec l'administration, notamment avec le vice-président, George H. W. Bush.

Barbara Haig (1956-) Membre de la NED depuis 1985. Au sein de la fondation, elle fut vice-présidente de la planification et de l'évaluation des programmes, où elle a mené des programmes en Irak et Afghanistan, puis elle est nommée adjointe du président Carl Gershman en 2009. De 1981 à 1985, elle fut Special Assistant du Directeur des programmes, puis du Directeur de l'United States Information Agency. Dans les années 1980, elle a participé à des programmes de promotion de la démocratie financé par le gouvernement en Afrique, Nicaragua et Europe Centrale et Orientale.

Lee Hamilton (1931-) Membre de la NED de 1999 à 2004. Il fut membre de la Chambre des représentants de 1965 à 1999. Il a siégé au sein de nombreuses commissions, notamment la Permanent Select Committee on Intelligence, Committee on Foreign Affairs, Select Committee to Investigate Covert Arms Transactions with Iran (Iran-Contra) in 1987.

Orrin G. Hatch (1934-) Membre de la NED de 1984 à 1991. Orrin Hatch est le républicain le plus ancien du Sénat, où il siégea de 1977 à 2019 et défendit les valeurs conservatrices.

Antonia Hernandez (1948-) Membre de la NED de 1993 à 2000. Avocate de formation, elle est PDG de la California Community foundation. Elle a travaillé comme conseillère juridique auprès du Comité sénatorial des États-Unis sur le pouvoir judiciaire avant de rejoindre MALDEF. Elle est fiduciaire de la Fondation Rockefeller et membre des Conseils d'administration de l'American Constitution Society, de l'American Automobile Association, du Automobile Club of Southern California et de Local Initiatives Support Corporation. Elle siège actuellement à la Commission sur les débats présidentiels, l'Institut de la politique à l'École de gouvernement John F. Kennedy de l'Université de Harvard, le Centre pour les jeunes talentueux de l'Université John Hopkins, le Comité de la Fondation de la Fondation JFK au Comité du prix Courage et l'École UCLA de Conseil de conseillers juridiques.

James Holderman (1936-2021). Membre de la NED en 1990. Président de l'université de

Caroline du Sud de 1977 à 1990.

Rachelle Horowitz (1939-) Militante politique, elle a participé à l'organisation de la Marche pour l'emploi et la liberté à Washington, une manifestation historique pour les droits civiques en 1963. Membre de la Ligue socialiste des jeunes, Horowitz a ensuite été directeur politique de l'American Federation of Teachers. Elle a été membre du conseil d'administration du National Democratique Insitute de 1985 à 1990, puis devient vice-présidente en 1991. Proche du mouvement néoconservateur, elle fit partie du Social Democrate-USA, du Committee on the Present Danger et participa à la Coalition for a Democratic Majority. Elle est mariée à Thomas Reilly Donahue, secrétaire de l'AFL-CIO.

Steny H. Hoyer (1939-) Membre de la NED en 1993. Démocrate, il a été président du Sénat, ancien président de la Commission d'Helsinki il est largement considéré comme un champion des droits humains et civils.

John Hurford (1938-2000) Membre de la NED de 1997 à 1999 (secrétaire en 1999) Il a passé deux ans en Inde à travers les bourses Fulbright, où il a donné des conférences à l'Institute for Economic Growth et à l'Université de Delhi. Il a ensuite commencé sa carrière professionnelle à Lazard Freres and Company, où il a travaillé sur des fusions, des acquisitions et des recherches d'investissement. En 1969, il a rejoint BEA Associates, un cabinet de gestion de placements basé à New York, en tant que directeur général. En 1998, il devient vice-président des actions américaines chez Credit Suisse Asset Management, le successeur de BEA Associates. Il fut membre du Council on Foreign Relation.

Fred C. Ikle (1946-2011) Membre de 1992 à 1999. Il fut sous-secrétaire de la défense pour la politique au cours des premières et secondes administrations de Reagan. En 1987, il a coprésidé la Commission bipartite sur la stratégie intégrée à long terme, qui a publié Discriminate Deterrence. De 1977 à 1978, il a été président du Conseil consultatif sur la sécurité internationale du Comité national républicain et, de 1979 à 1980, coordinateur des conseillers en politique étrangère du gouverneur Ronald Reagan. De 1973 à 1977, il a servi les présidents Nixon et Ford en tant que directeur de l'Agence américaine de contrôle des armements et de désarmement. Il rejoint en 1988 le Center for Strategic and International Studies.

James A. Joseph (1935-) Membre de la NED de 1991 à 1993. De 1977-1981, il fut sous-secrétaire du ministère de l'Intérieur sous la présidence de Jimmy Carter. Le président Reagan l'a nommé membre du comité consultatif à l'USAID et le premier président Bush l'a nommé directeur de la Points of Light Foundation et membre du Board of Advisors on Historically Black Colleges. Le président Clinton l'a nommé premier président du conseil d'administration de la Corporation pour le service national. En 1995, il est élu ambassadeur en Afrique du sud par Clinton.

John T. Joyce. Membre de la NED de 1991 à 1993 et de 1995 à 1996. Vice-président du Conseil exécutif de l'AFL-CIO, en tant que membre du conseil d'administration des présidents du département des métiers du bâtiment et de la construction, de l'AFL-CIO et au nom de nombreux acteurs internationaux Organismes du travail, dont 15 ans en tant que délégué des États-Unis auprès de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Emmanuel A. Kampouris (1936-) Membre de la NED de 1996 à 2004. Président de l'American Standard Companies, Inc. Il siège au conseil d'administration de la Chambre de commerce des États-Unis et est membre de son comité exécutif.

Tom Kahn (1938-1992) Participe à l'organisation de la marche pour des droits civils en 1963

aux côtés de Rachelle Horowitz. Il fut un leader du parti Social Democrat-USA. Il fit assistant du sénateur Henry Scoop Jackson, des présidents de l'AFL-CIO George Meany puis Lane Kirkland sous les ordres duquel il organise le soutien au syndicat polonais, Solidarnosc. Il a participé à créer la structure du FTUI. Puis il devint directeur des affaires internationales de l'AFL-CIO en 1986.

Max Kampelman (1920-2013) Proche du milieu néoconservateur. Il fut conseiller principal de la délégation américaine auprès des Nations unies de 1949 à 1955. De 1980 à 1983, il a été ambassadeur à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et de 1985 à 1989, ambassadeur et chef de la délégation des États-Unis aux négociations avec l'Union soviétique sur les armes nucléaires et spatiales à Genève. Il fut également conseiller au département d'État de 1987 à 1989. Kampelman s'est vu remettre par la NED la Médaille du service à la démocratie en 2008.

Lane Kirkland (1922-1999) Membre de la NED de 1984 à 1992. Ardent anti-communiste, il fut l'un des fondateurs du Committee on the Present danger en 1976. Il succède à George Meany à la tête de l'AFL-CIO en 1979 après avoir été secrétaire et trésorier de l'organisation. Kirkland a apporté son soutien au syndicat polonais Solidarity, en contribuant plusieurs millions de dollars de l'AFL-CIO. En 1994, le président Bill Clinton a salué les efforts de Kirkland en lui remettant la médaille présidentielle de la liberté, le plus grand honneur civil du pays. Mais critiqué, il fut forcé de démissionner en 1995 après un mouvement de révolte des travailleurs. Il a également été membre du conseil d'administration du FTUI.

Jeane Kirkpatrick (1926-2006) Néoconservatrice membre de l'American Enterprise Institute, elle soutient le président Reagan qui la nomme Ambassadrice aux Nations Unis, première femme à ce poste. Elle défend le soutien aux forces anti sandiniste aux Nicaragua. Auteure de l'article « Dictatorship and double standards » paru dans *Commentary Magazine* en 1979, elle critique la politique américaine visant à déstabiliser les régimes autoritaires non communistes.

Henry Kissinger. (1973-) Membre de la NED de 1985 à 1988. Secrétaire d'État de 1973 à 1977, Assistant to the President for National Security Affairs de 1969 à 1975. En 1983, il est nommé par le président Reagan à la présidence de la Commission nationale bipartisane sur l'Amérique centrale, jusqu'en janvier 1985. De 1986 à 1988, il a été membre de la Commission sur la stratégie intégrée à long terme du Conseil national de sécurité et du ministère de la Défense. Il a été également été membre du Defense Policy Board de 2001 à 2016. Il reçoit le prix Nobel de la paix en 1973.

Thomas H. Kean (1935-) Membre de la NED de 1991 à 1998. Il préside le programme de sécurité nationale de Bipartisan Policy Center. Il a occupé le poste de gouverneur du New Jersey de 1982 à 1990 et a été président de l'Université Drew de 1990 à 2005. Kean a également été président de la Commission du 11 septembre de 2002 à 2004.

Robert Krieble (1916-1997) Membre de 1993 à 1995. Chimiste, il a fondé avec son père Loctite Corporation dont il sera président à sa mort. Il a été vice chairman de Heritage fondation, l'institut de recherche politique conservateur. Il a créé le Krieble Institute pour promouvoir la démocratie et la liberté économique dans les anciennes républiques soviétiques et l'Europe de l'est. Il est diplômé de la John Hopkins université et a travaillé au sein de General Electric.

Winston Lord (1937-) Membre de la NED de 1990 à 1992 (chairman emeriti 1996-2002). Il a été Special Assistant to the National Security Advisor (1970-73), il a travaillé au National Security Council staff (1969-70), et au Policy Planning Staff in International Security Affairs

au Département de la défense (1967-69). De 1977 à 1985, il fut président du Council on Foreign Relations. Il a été ambassadeur en Chine de 1985 à 1989, il a aussi été chairman de la fondation Carnegie et International Rescue Committee en même temps puis occupa le poste d'Assistant Secretary of State for East Asian and Pacific Affairs en 1993.

Richard G. Lugar (1932-2019) Membre de la NED de 1992 à 1999. Sénateur de l'Indiana, Président du comité de la campagne sénatoriale républicaine et du comité des relations extérieures. Il a mené des efforts pour passer outre le veto présidentiel à une législation imposant des sanctions économiques à l'Afrique du Sud lors de l'apartheid.

Leon Lynch (1935-2012) Membre de la NED de 1996 à 2003. Vice-président for human affairs au Union Steelworkers. En 1995, il est élu au conseil exécutif de l'AFL-CIO et du National Democratic Commitee. Il a été président du Workers Defense League et membre du Labor Roundtable of the National Black Caucus of State Legislators.

Connie Mack (1940-) Membre de la NED de 1997 à 1999. Membre de la Chambre des représentants en 1983. Élu sénateur de Floride en 1988, réélu en 1994 jusqu'en 2001.

Charles T. Manatt (1936-2011) Membre de la NED de 1984 à 1992 dont vice chairman de 1988 à 1992. Il a été coprésident de Manatt Jones Global Strategies, où son travail consistait principalement à conseiller et à orienter les clients aux États-Unis et en Amérique latine. De 1999 à 2001, il a été ambassadeur des États-Unis en République dominicaine. Il a également été président du Comité national démocrate et coprésident de la campagne Clinton/Gore de 1992.

Louis E. Martin. (?- ?) Membre de la NED de 1984 à 1986 dont secrétaire de 1985 à 1986.

Matthew F. McHugh (1938-) Membre de la NED de 1994 à 2002 (2000-2002 secrétaire) Avocat, il a servi au sein de la Chambre des représentants, conseiller principal à la banque mondiale.

David M. Mcintosh (1958-) Membre de la NED de 1995 à 1996. Ancien congressiste, il fut l'assistant spécial de Reagan pour les affaires intérieures. Au cours de la première administration Bush, il a été directeur exécutif du Conseil présidentiel sur la compétitivité et assistant du vice-président. Il est président du Club for Growth, défenseur de la liberté économique.

Walter F. Mondale (1928-2021) Membre de la NED de 1985 à 1986. Il a fait des études de droits. Il a participé à l'élection de Hubert Humphrey au Sénat. Il a été sénateur durant 10 ans. Il fut le vice-président de Carter en 1976. En 1984, il fut le candidat démocrate à l'élection présidentielle qu'il perdit face à Reagan. De 1986 à 1993 il fut chairman du NDI. Il fut élu en 1993 directeur du Council on Foreign Relation puis ambassadeur au Japon.

Joshua Muravchik (1947-) Membre du comité éditorial du *JOD*. Il a été membre du comité consultatif du département d'État sur la promotion de la démocratie, de la commission sur la radiodiffusion en République populaire de Chine et du comité consultatif du Maryland auprès de la commission américaine des droits civils. Néoconservateur, ancien conseiller du sénateur Daniel Patrick Moynihan. Chercheur au sein du American Enterprise Institute, George W. Bush Institute, Foreign Policy Institute de la Johns Hopkins School for Advanced International Studies, World Affairs Institute, Washington Institute for Near East Policy.

Edmund S. Muskie (1914-1996) Membre de la NED en 1987. Sénateur et Gouverneur du Maine 1955-1959, il est élu démocrate au Sénat des États-Unis en 1958, réélu en 1964, 1970 et 1976 et servi à partir du 3 janvier 1959, jusqu'à sa démission le 7 mai 1980. Candidat démocrate infructueux à la vice-présidence des États-Unis en 1968, il fut Secrétaire d'État au Cabinet du Président Jimmy Carter 1980-1981. Il s'est vu décerné la Médaille présidentielle de la liberté le 16 janvier 1981. Il fut membre de la « Tower Commission », Conseil d'examen spécial du président en 1987. Il a fait partie du comité consultatif du conseil d'administration du NDI à partir de 1990.

Mark Palmer Membre de la NED de 1990 à 1997. Journaliste, il est entré en service au service extérieur des États-Unis à la fin de 1964 et a été nommé troisième secrétaire à l'ambassade des États-Unis à New Delhi, en Inde, jusqu'en 1966. De 1966 à 1968, M. Palmer était un agent des relations internationales de l'OTAN. En 1969, il a été nommé deuxième secrétaire à l'ambassade des États-Unis à Moscou, en URSS, jusqu'en 1971 puis a servi en tant que membre du personnel de planification des politiques. Il a été le seul rédacteur de discours du secrétaire d'État Henry A. Kissinger de 1973 à 1975. En 1975 - 1978, il a été conseiller politique à l'ambassade des États-Unis à Belgrade, en Yougoslavie, et en 1978 est retourné au Département en tant que Directeur de la Politique au Bureau des Affaires Politiques et Militaires. En 1981, il était adjoint à la politique au Bureau des affaires européennes et ensuite adjoint au sous-secrétaire aux affaires politiques. Depuis 1982, il a été sous-secrétaire adjoint aux affaires européennes. Nommé ambassadeur en Hongrie en 1986 par Reagan, il l'a aidé à rédiger son discours de 1982.

Donald M. Payne (1934-2012) Membre de la NED de 1994 à 2001. Membre de la Chambre des représentants de 1989 à 2012. C'est le premier membre noir du Congrès. Il fut membre du House Committee on Foreign Affairs.

Richard Perle (1941-) Assistant du sénateur Henry Scoop Jackson, c'est un néoconservateur. Il fut secrétaire d'État adjoint à la défense sous Reagan de 1981 à 1987.

Marc Plattner Fondateur et coéditeur du *Journal of democracy* au côté de Larry Diamond jusqu'en 2020. Coprésident du Research Council de l'International Forum for Democratic Studies. Il fut de 1984 à 1989 directeur des programmes au sein de la NED, puis vice-président pour la recherche et les études à la NED jusqu'en 2016. Il fut directeur de la revue néoconservatrice *The Public interest*.

Susan Kaufman Purcell (1942-). Membre de la NED de 1990 à 1997, secrétaire entre 1992 et 1997. Vice-présidente de la Société des Amériques, un établissement d'éducation à but non lucratif axé sur l'Amérique latine et le Canada, et le Conseil des Amériques. Elle fut associée principal et directeur du Projet Amérique latine au Conseil des relations extérieures et membre du personnel de planification des politiques du Département américain des États-Unis, sous la présidence de Jimmy Carter et Ronald Reagan.

John Richardson. Membre de la NED de 1984 à 1991 dont trésorier de 1984 à 1985, chairman de 1986 à 1987 puis 1996-2002 chairman émérite) Il a été directeur de Radio Free Europe (1961-68), secrétaire d'État adjoint à l'éducation et aux affaires culturelles (1969-77) et directeur de Youth for Understanding (1978-86).

Olin Robison (1936-2018) Membre de la NED de 1984 à 1991. Il fut président du Middlebury College. Il a travaillé au département, d'État, il écrivait des discours pour Dean Rusk et servant de liaison entre le département d'État le pentagone et la CIA. Il est reparti ensuite dans le secteur universitaire.

Eugene Rostow (1913-2012) Il fut Under Secretary of State for Political Affairs en 1966 sous Johnson, et directeur de la Arms control and disarmament agency sous Reagan mais fut forcé de démissionner car il était considéré comme pas assez « faucon » selon Reagan dans ses négociations avec l'URSS.

Albert Shanker (1928-1997) Membre de la NED de 1985 à 1990. Il né en 1928 à New York de parents Polonais syndicalistes. Professeur de mathématique engagé dans le syndicat fédéral des enseignants auquel il devient président en 1964. Il est aussi actif dans le mouvement pour les droits civiques et la défense des minorités. En 1974, il est président de l'American federation of Teachers. Il s'est également engagé dans la défense de la démocratie par le syndicalisme.

Sally Shelton Colby (1944-) Membre de la NED de 1985 à 1991 (trésorière en 1986 et vice chairman en 1987, secrétaire en 1991). Elle a été secrétaire générale adjointe de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris, en France ; Administrateur adjoint pour les programmes mondiaux à l'Agence américaine pour le développement international ; Ambassadeur des États-Unis à Grenade, à la Barbade et à plusieurs autres pays des Caraïbes orientales ; Sous-secrétaire d'État adjoint pour l'Amérique latine, adjointe législative au sénateur Lloyd Bentsen. Elle était vice-présidente de Bankers Trust Co. Elle était boursière Fulbright à l'Institut des sciences politiques à Paris. Elle fut mariée à William Colby, ancien directeur de la CIA.

Stephen J. Solarz (1940-2010) Membre de la NED de 1992 à 1999. Il fut représentant de New York du Congrès des États-Unis. Solarz était à la fois un critique du déploiement du président Ronald Reagan de Marines au Liban en 1982 et un co parrain de la loi de 1991 sur l'autorisation de la guerre du Golfe pendant la présidence de George H. W. Bush. Il a présidé le Asian and Pacific Affairs Subcommittee of the House Foreign Affairs Committee. Il a voyagé plusieurs fois en Inde, il a rencontré Saddam Hussein en 1982 et 1986, il a présidé un groupe de néoconservateurs préconisant le président Clinton à le renverser. Solarz a été nommé par le président Bill Clinton comme président du Fonds des entreprises asiatiques et américaines financé par le gouvernement des États-Unis pour amener le développement du secteur privé en Asie centrale de 1993 à 1998. Il a eu la Democracy Service Medal en 2001. Depuis 1994, Solarz est resté actif au sein du NDI. Il était également membre du Réseau d'experts Intellibridge et du Comité exécutif de l'international Group Crisis. Solarz était également co-président du Comité américain pour la paix au Caucase, avec Zbigniew Brzezinski.

Charles H. Smith, Membre de la NED 1985-1990. Administrateur de la société SIFCO Industries depuis 1941 et président de son conseil d'administration de 1970 à 2001. C'est un ancien président du conseil d'administration de la Chambre de commerce des États-Unis. Il a été membre de l'organe directeur de l'Organisation internationale du travail de 1975 à 1978 et a été délégué des employeurs américains auprès de l'OIT de 1975 à 1992.

Julia Taft (1942-2008) Membre de la NED de 1994 à 1996. Elle développait des programmes de réfugiés pour le Département d'État, le Département de la Santé et des Services sociaux des États-Unis, l'USAID et l'Organisation des Nations unies. De 1986 à 1989, elle fut Directrice de l'Office of U. S. Foreign Disaster Assistance (OFDA), qui fait partie de l'USAID. En 1997, le Président des États-Unis Bill Clinton nomma Taft Assistant-Secrétaire d'État pour la population, les réfugiés et la migration.

Jay Van Andel, (1924-2004) Membre de la NED 1985-1992 (trésorier 1986-1992) Fondateur de l'entreprise de vente directe Amway Corp, il fut président de la Chambre de Commerce américaine, directeur de la Fondation Jamestown, administrateur de la Fondation Heritage.

Par le biais de la Fondation Jay and Betty Van Andel, il a contribué à des projets significatifs dans les domaines du développement économique, des soins de santé, de l'éducation et des arts.

Ben Wattenberg (1933-2015) Néoconservateur, il fut chercheur et rédacteur de discours dans l'administration du président Lyndon B. Johnson. Il a ensuite aidé M. Humphrey à revenir au Sénat après sa défaite à l'élection présidentielle de 1968 et M. Jackson pour obtenir la nomination présidentielle en 1972 et 1976. Il participa à la formation de la Coalition for a Democratic Majority. Il a été chercheur au sein de l'American Enterprise Institute. Membre et vice-président de la Board for International Broadcasting, qui dirige Radio Free Europe/Radio Liberty, 1981-1991, Membre de la Task Force on U.S. Government International Broadcasting en 1991 et de la Commission on Broadcasting to the People's Republic of China en 1992. Il participa à la l'étude du *Democracy Program* qui a proposé la création de la NED.

Allen Weinstein (1937-2015) Professeur au sein de la Georgetown University, il dirige l'étude préalable (dont la conclusion est le document « Democracy Progam, a bipartisan approach ») qui a conduit à la création de la NED, qu'il a dirigé avant la nomination de Carl gershman. Il fonde en 1985 le Center for Democracy, est directeur de l'Institute of Peace de 1985 à 2001. Puis est nommé par le président Bush Archiviste des États-Unis en 2005.

Eddie N. Williams (1932-2017) Membre de la NED de 1989 à 1994 (vice chairman de 1993 à 1994.) Il a travaillé pour le Senateur Hubert H. Humphrey et pour le Senate Foreign Relations Committe. De 1972 à 2004, il a été président du Joint Center for Political and Economic Studies, un think tank qui a été un moteur majeur de la recherche et de l'analyse des politiques visant les élus afro-américains.

Kenneth Young (1928-2012) Membre de la NED de 1993 à 1994. Assistant du président de l'AFL-CIO.

Table des matières

Introduction ____ 11

1) Historique de la recherche : La NED, rupture ou continuité ____ 13

2) Une comparaison de sources gouvernementales et de la NED ____ 15

3) Un retour historique sur la promotion de la démocratie ____ 17

3.a) La promotion de la démocratie : l'institutionnalisation d'un principe fondateur 17

3.b) La démocratie, une définition qui fait consensus ____ 23

4) Des travaux académiques plutôt critiques envers la fondation ____ 27

5) Une approche historique comparative de l'étude de l'autonomie de la NED ____ 30

Sommaire ____ 35

1ère Partie. Une organisation sous influence dès sa création ____ 37

Chapitre I. Imprégnée de considérations de politique étrangère, la NED a su se faire accepter grâce à l'efficacité de son organisation ____ 39

1. Une fondation créée dans un contexte national et international propice à l'instrumentalisation ____ 40

I.1.a) Au niveau national : une période de déclin de la puissance américaine ____ 41

I.1.b) Au niveau international : la « guerre fraîche » ou le retour des tensions ____ 47

2. Une initiative présidentielle avec le soutien du Congrès dans une optique anti-communiste ____ 53

I.2.a) Retour de la présidence impériale et défense de la sécurité nationale ____ 54

I.2.b) La promotion de la démocratie est une arme idéologique contre le communisme 69

3. Un statut original symbole d'efficacité ____ 83

I.3.a) Une organisation d'un nouveau type : « Quango » ____ 83

I.3.b) Une alliance du public et du privé qui augmente sa marge de manœuvre mais créé un déficit démocratique et un problème d'indépendance ____ 91

I.3.c) Un caractère bipartisan, multi-sectoriel représentatif de la société américaine qui la rend objective et efficace. ____ 97

Chapitre II. Sociologie des dirigeants : une influence tripartite ____ 105

1. Un mouvement fondateur néoconservateur 106

II.1.a) L'émergence des néoconservateurs comme force politique influente 107

II.1.b) L'émergence du thème privilégié de la promotion de la démocratie et le rôle de Carl Gershman 111

2. Un mouvement proche des syndicats, instrument privilégié de la NED 121

II.2.a) Un rôle important des syndicalistes au sein de la NED 121

II.2.b) Les syndicats, un secteur fermement anticommuniste 126

II.2.c) En conséquence : le FTUI, organisme privilégié de la NED, également soumis à ces influences 132

3. Des dirigeants souvent issus du gouvernement 136

II.3.a) Une indépendance revendiquée et une représentativité affichée 137

II.3.b) Dans les faits, des carrières qui s'entrecroisent 144

II.3.c) Les militaires, les syndicats, et le réseau universitaire 153

Chapitre III. Une stratégie de financement public comme moyen d'instrumentalisation au service de la politique étrangère de Guerre Froide 159

1. Le fonctionnement financier de la NED, entre influence indirecte et intervention directe 160

III.1.a) Un financement via l'USIA : la *public diplomacy* selon Reagan 160

III.1.b) Une volonté de transparence financière qui ne suffit pas à empêcher une influence indirecte 172

III.1.c) L'influence directe via l'USAID et le DOS 183

2. Une répartition du financement qui illustre une influence évolutive entre 1984 et 1999 187

III.2.a) 1984-1990, le temps de l'influence : Priorité au FTUI et aux organisations américaines 188

III.2.b) 1991-1999, le temps de l'émancipation : Equité et explosion des organisations locales 200

2ème Partie. Une organisation dont le rapprochement avec le gouvernement américain a été critiqué dans les années 1980 213

Chapitre I. Les pratiques de la NED : un parallèle entre ses activités et les priorités du gouvernement 215

1. Les exemples d'application stricte de la doctrine Reagan par la NED : l'anticommunisme ferme 217

I.1.a) La doctrine Reagan en l'Amérique Latine, une priorité commune 218

I.1.b) L'Afghanistan et la défense des « freedoms fighters » 231

I.1.c) L'URSS, illustration de l'intérêt du statut de la NED 237

2. L'adaptation de la doctrine Reagan ou la réaction à des mouvements populaires 241

I.2.a) Le Chili et le retournement de Reagan 241

I.2.b) Haïti : changer le dictateur, conserver les élites 248

I.2.c) Les Philippines et l'encadrement de la révolte 254

3. L'intervention dans des États démocratiques : la NED démasquée 261

I.3.a) L'Argentine ou l'incohérence entre le besoin et l'offre 261

I.3.b) Le Portugal, l'inquiétude de la contagion communiste en Europe 265

I.3.c) Le Costa Rica, l'apogée de la contradiction 267

4. L'intervention gouvernementale directe par le biais de l'USAID 271

I.4.a) L'Afrique du Sud, pilier de la politique étrangère dans le continent 271

I.4.b) La Pologne, point central de la lutte anticommuniste en Europe 281

Chapitre II. Un fonctionnement interne défaillant qui peut expliquer les anomalies observées dans le travail de la NED 293

1. Un projet dont les critiques ont mis en lumière des anomalies de fonctionnement 293

II.1.a) Absence de consensus et vif débat dès l'origine : le bipartisme en question 294

II.1.b) Des défaillances de contrôle et le FTUI comme exécuteur de l'AFL-CIO : les rapports du GAO 302

II.1.c) Le rôle de l'AIFLD et les autres critiques visant la NED 315

2. La France et le Nicaragua, deux cas symboliques représentatifs de ces dysfonctionnements qui posent la question de l'autonomie de la NED 324

II.2.a) Le financement français, symptôme d'une déficience de la fondation 325

II.2.b) Le Nicaragua, ou l'implication directe et considérable du gouvernement américain au travers de la NED 328

II.2.b)i) Les relations États-Unis/Nicaragua et le scandale de PRODEMCA 329

II.2.b)ii) Le rôle de la NED dans la stratégie américaine 335

II.2.b)iii) L'implication du Congrès et l'efficacité relative de la NED 341

II.2.c) Interroger l'autonomie de la NED 345

3ème Partie. Une organisation qui vise à maintenir la position hégémonique américaine à partir de 1990 355

Chapitre I. Les pratiques de la NED dans le nouveau contexte des années 1990 357

1. La NED s'adapte à un nouveau rôle post-Guerre Froide : le maintien de l'hégémonie américaine 358

I.1.a) La fin de la Guerre Froide et la politique d'*enlargement* de Bill Clinton 359

I.1.b) Institutionnalisation de la promotion de la démocratie et débats sur le financement de la NED 369

I.1.c) Une hégémonie américaine renforcée dont la NED est un vecteur 377

I.1.c)i) Un nouvel objectif : conserver la position hégémonique américaine ou faire durer l'unipolarité 378

I.1.c)ii) Le rôle de la NED dans la préservation de la position hégémonique américaine 385

2. Les nouvelles pratiques et orientations de la NED dans les années 1990 393

I.2.a) Une nouvelle stratégie qui s'adapte à une nouvelle définition de l'intérêt national 394

I.2.b) L'Europe de l'Est, nouveau centre de la politique étrangère américaine à partir de 1990 400

I.2.c) En Asie, protection de l'hégémonie économique : La priorité chinoise 414

I.2.d) Le Moyen-Orient : un modèle concurrent en expansion 427

Chapitre II. Le *Journal of Democracy* et l'International Forum for Democratic Studies : l'hégémonie par la persuasion 435

1. De la *public diplomacy* au *soft power* 436

II.1.a) Les initiatives dans le domaine de la recherche 437

II.1.b) L'hégémonie par le *soft power*. 443

II.1.c) Le profil des membres de l'IFDS et du JOD témoigne d'une « stratégie de professionnalisation » 448

2. L'évolution du paradigme transitologique et son rôle prescriptif 461

II.2.a) Une analyse en termes rivaux à la perspective démocratique _____ 463

II.2.a)i) La menace des alternatives _____ 463

II.2.a)ii) Le capitalisme, associé au modèle démocratique _____ 469

II.2.b) Un discours ayant pour objectif le renforcement de la légitimité démocratique _____ 474

II.2.b)i) Une légitimité incontestable _____ 475

II.2.b)ii) Une justification pour les interventions extérieures _____ 477

II.2.b)iii) L'éducation et la formation sont les moyens mis en avant pour renforcer cette légitimité _____ 481

II.2.c) De la transition à la consolidation, un paradigme prescriptif _____ 483

II.2.c)i) La consolidation, nouvel objectif à atteindre des démocraties _____ 484

II.2.c)ii) La notion de culture comme principal défi de la consolidation _____ 492

II.2.c)iii) Un paradigme qui a des limites mais assume son caractère prescriptif _ 495

Conclusion _____ 501

Sources _____ 507

Bibliographie thématique _____ 559

Table des tableaux et illustrations _____ 587

Sommaire des annexes _____ 591

Table des matières _____ 737